UNIV. OF
TORONTO
LIBRARY

REVUE

HISTORIQUE

P
Hist
Rl

REVUE HISTORIQUE

Fondée en 1876 par GABRIEL MONOD

DIRECTEURS :

Charles BÉMONT et Christian PFISTER.

Ne quid falsi audeat, ne quid veri non audeat historia.
Cicéron, *de Orat.*, II, 15.

QUARANTIÈME ANNÉE.

TOME CENT-DIX-HUITIÈME

Janvier-Avril 1915.

40708
20/11/16

PARIS
LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN
1915

L
1
86
t. 18

CN. DOMITIUS CORBULO

Le général romain Corbulon est plus illustre que connu. On sait par les *Annales* de Tacite et par l'*Histoire romaine* de Dion Cassius qu'il a accompli de grandes actions militaires sous le principat de Claude en Germanie, sous le principat de Néron en Orient, et qu'il a prononcé des paroles mémorables. En l'an 800-47, arrêté dans ses conquêtes par une lettre de Claude qui lui ordonnait de repasser le Rhin, il obéissait et se contentait de s'écrier : « Heureux les généraux romains d'autrefois! » En l'an 820-67, forcé par Néron de se donner la mort, il se perçait de son épée en disant simplement : « Je l'ai bien mérité! »

La vertu de ce général stoïcien est proverbiale; on connaît les vers que Racine fait dire par Burrhus dans *Britannicus*, dont l'action se passe en 808-55 :

> Thraséas au Sénat, Corbulon dans l'armée
> Sont encore innocents, malgré leur renommée[1].

Les historiens modernes de la Rome des Césars ne font que paraphraser le jugement de Lenain de Tillemont sur « ce grand homme » qui « n'était pas seulement semblable aux anciens Romains par son courage et par sa valeur, mais encore par son amour pour la justice et par sa fidélité envers tout le monde, amis et ennemis[2] ». On nous raconte, d'après Tacite et Dion Cassius, les belles campagnes de Corbulon, « le plus honnête des généraux[3] », l'homme austère, « qui rappelait par sa sévérité les temps antiques[4] ». M. R. Waltz vante encore « le passé de gloire et de loyauté qui avait valu à Corbulon le renom du premier capitaine de l'Empire et d'un des plus beaux caractères

1. Racine, *Britannicus*, I, II, v. 207-208.
2. Lenain de Tillemont, *Histoire des Empereurs*. Bruxelles, 1732, t. I, p. 134, col. 2.
3. Zeller, *les Empereurs romains*. Paris, 1863, p. 130.
4. Duruy, *Histoire des Romains*. Paris, 1877, t. III, p. 530.

de son temps[1] ». Mais on ne nous apprend rien sur ce qu'a été la carrière de ce chef d'armées avant la guerre de l'an 800-47.

Il semble intéressant d'essayer de reconstituer la biographie de Corbulon et d'apprécier le mérite de ses campagnes en Germanie et en Orient.

I.

Hypothèses sur les rapports de parenté ou l'identification de Cn. Domitius Corbulo, préteur sous Tibère, consul sous Caligula, disgracié par Claude, avec Cn. Domitius Corbulo, général des armées de Claude et de Néron.

En l'an 774-21, sous Tibère, un ancien préteur, Domitius Corbulo, porta plainte au Sénat contre un jeune noble, L. Sulla, qui, dans un spectacle de gladiateurs, avait refusé de lui céder sa place à l'amphithéâtre. Cette question de préséance passionna les sénateurs qui se divisèrent en deux partis. Les vieillards parlaient en faveur de Corbulon : l'âge de l'ancien préteur et les coutumes reçues leur fournissaient des arguments; ils rappelaient l'exemple des ancêtres dont les décrets avaient rigoureusement puni l'irrévérence des jeunes gens. De leur côté, les membres de l'aristocratie prenaient la défense du jeune descendant de l'illustre dictateur, qui appartenait à la meilleure noblesse de Rome. Après une lutte oratoire qui fut ardente, un discours habile du consul Drusus Nero Caesar, fils de l'Empereur, parvint à calmer les esprits et Corbulon obtint satisfaction.

Tacite, qui raconte cette histoire[2], ajoute que ce même Domitius Corbulo ne cessait de réclamer contre le mauvais état des routes qui étaient défoncées et impraticables. Il accusait de négligence les magistrats chargés de cette administration, les *curatores viarum*, qui avaient été institués par Auguste[3] et qui étaient choisis parmi les anciens consuls et les anciens préteurs ; il dénonçait les fraudes des entrepreneurs, les *mancipes*, adjudicataires des travaux qui concernaient l'entretien des routes. Domitius Corbulo se fit confier la surveillance générale de cette administration où les *curatores viarum* avaient eu si peu de succès; et la rigueur dont il usa fut moins profitable à l'intérêt

1. R. Waltz, *Vie de Sénèque*. Paris, 1909, p. 206.
2. Tacite, *Annal.*, III, XXXI.
3. Suétone, *Auguste*, XXXVII.

public que funeste aux nombreux entrepreneurs qui étaient incapables, par impéritie ou par manque d'argent, d'exécuter les travaux qu'ils s'étaient fait adjuger et qui furent frappés dans leur fortune et dans leur honneur par des condamnations et par la saisie de leurs biens.

Corbulon exerça, semble-t-il, pendant de longues années ce contrôle sur l'administration de l'entretien des routes qu'il s'était fait confier par Tibère en 774-21, puisque Dion Cassius rapporte qu'à son avènement, en 790-37, Caligula trouva une manière de se procurer de l'argent dans les amendes qui continuaient à être infligées aux entrepreneurs. La sévérité impitoyable de Cn. Domitius Corbulo lui avait attiré la haine du Sénat, dont plusieurs *curatores viarum* faisaient apparemment partie ; mais elle lui valut l'affection de Caligula à qui elle procurait d'utiles ressources financières. Aussi l'Empereur le récompensa-t-il en lui donnant le consulat. Mais, quand vint la réaction qui suivit la mort de Caligula, en 794-41, Claude, agent des haines persistantes du Sénat, ne se contenta pas de cesser de réclamer les sommes dues par les adjudicataires de l'entretien des routes : il fit restituer non seulement aux dépens du trésor public, mais aussi aux dépens de Corbulon lui-même, les sommes payées depuis plusieurs années par ceux qui avaient encouru l'amende[1].

Nous ignorons en quelle année Corbulon fut consul. Se fondant sur le passage où Dion Cassius rapporte comment, au mois de septembre 792-39, Caligula, descendant d'Antoine par Antonia, sa grand'mère, en même temps que d'Auguste par Agrippine, sa mère, destitua les consuls alors en exercice comme coupables d'avoir célébré la fête accoutumée en l'honneur de la victoire d'Auguste sur Antoine à Actium[2], Lenain de Tillemont conjecture avec vraisemblance que Domitius Corbulo fut consul en 792–39, « depuis le premier de juillet jusqu'au quatre de septembre ou seulement jusqu'au deux auquel Caius, comme pour se divertir, déposa les consuls avec ignominie[3] ».

Tacite et Dion Cassius ne disent nulle part quels rapports de parenté unissaient le Cn. Domitius Corbulo[4], ancien préteur en

1. Dion Cassius, LIX, xv ; LX, xvii.
2. Dion Cassius, LIX, xx.
3. Lenain de Tillemont, *ouvr. cité*, t. I, p. 63, col. 2 ; cf. p. 66, col. 2.
4. Tacite nomme ce personnage Domitius Corbulo ; Dion (LIX, xv), Γναῖος Δομίτιος Κορβούλων.

774-21, *consul suffectus* sous Caligula, qui fut disgracié et sévèrement atteint dans sa fortune privée par la mesure rigoureuse de Claude, et le Cn. Domitius Corbulo qui commanda avec gloire les armées de Claude et de Néron en Germanie et en Orient. Lenain de Tillemont donne à entendre que c'est le même Corbulon qui fut préteur avant l'an 774-21 et qui fut forcé de se tuer en l'an 820-67[1]. Mais on admet d'ordinaire, depuis l'édition de Tacite procurée par Nipperdey en 1851, que le Corbulon, général de Claude et de Néron, est le fils du Corbulon *consul suffectus* de Caligula[2]. D'autre part, C. Wolffgramm s'est efforcé, d'abord dans un « Programm » de gymnase, puis dans un article de revue[3], de démontrer que le préteur de Tibère, le consul de Caligula et le général de Claude et de Néron ne font qu'un seul et même personnage.

A première vue, il semble étonnant qu'un homme qui était ancien préteur, *praetura functus*, en 774-21, ait pu, quarante-six ans plus tard, en 820-67, se trouver encore à la tête des armées de Néron. Sous l'Empire, il fallait être âgé de trente ans pour obtenir la préture[4]. A supposer que Corbulon sortît à peine de charge au moment de son affaire avec L. Sulla, il avait au moins trente et un ans, en 774-21 ; il devait même avoir plus de trente et un ans, puisque Tacite dit que son âge lui valait les sympathies des membres les plus vieux du Sénat[5]. Il était beaucoup plus âgé que L. Sulla, ce *nobilis juvenis*, qui n'était plus lui-même un enfant, puisque la *juventus* va de vingt à quarante ans. Si l'on admet, avec C. Wolffgramm[6], que ce Sulla est celui qui fut préteur en 782-29 et consul en 786-33, il

1. Après avoir dit que l'un des deux consuls déposés en septembre 792-39 fut tellement affligé de cette humiliation qu'il se tua, Lenain de Tillemont ajoute (p. 67, col. 1) : « Corbulon pouvait être l'un de ces deux consuls déposés; mais ce ne fut pas lui qui se tua. Nous en parlerons souvent sous Néron. »

2. Nipperdey, note à Tacite, *Annal.*, III, XXXI : « Domitius Corbulo ist wahrscheinlich nicht der unter Claudius und Nero berühmte Heerführer dieses Namens, von dem XI, XVIII u. a., sondern dessen Vater. » — Voir sur ce chapitre des *Annales* les notes des éditions françaises de Jacob (Paris, Hachette, 1875), de Person (Paris, Belin, 1883), de Constans-Girbal (Paris, Delagrave, 1896), etc.

3. C. Wolffgramm, *Cn. Domitius Corbulo*, Programm des Gymnasiums zu Prenzlau, 1874; *Philologus*, XLIV, 2, 1885.

4. Th. Mommsen, *Étude sur Pline le jeune* (traduction française). Paris, 1873, p. 53.

5. Tacite, *Annal.*, III, XXXI. « Pro Corbulone aetas ... studia seniorum erant. »

6. Wolffgramm, *Programm*, p. 9.

pouvait entrer à peine dans la *juventus* en 774-21 : s'il a été préteur dès qu'il a eu l'âge requis par la loi, il n'avait que vingt-deux ans au moment où il refusait de céder sa place à un ancien préteur, son aîné de neuf ans. Agé de trente et un ans au moins en 774-21, Corbulon devait en avoir au moins soixante-dix-sept en 820-67. C'est un grand âge assurément pour un général qui commande en chef dans une guerre pénible. Mais le célèbre maréchal de Villars, né le 8 mai 1653, colonel de cavalerie à la bataille de Seneffe, en 1674, victorieux à Denain le 24 juillet 1712, montrait encore toute la témérité d'un jeune homme au cours de la campagne qu'il menait si vivement dans le Milanais et dans le Mantouan pendant l'hiver de 1733-1734 : il avait alors plus de quatre-vingts ans.

Dans un autre ordre d'idées, il semble curieux que Claude, si sévère au début de son principat pour Corbulon qu'il fait mettre en accusation[1], qu'il force encore, en 796-43, à rendre ses comptes et à indemniser ceux qu'il a condamnés à l'amende[2], lui donne, en 800-47, le commandement de l'armée de Germanie et lui décerne les honneurs du triomphe. Le maréchal de Villars faisait ses débuts à la guerre comme colonel de cavalerie, à vingt et un ans : Corbulon, ancien préteur et ancien consul, n'aurait débuté qu'à cinquante-six ans dans la carrière militaire. On peut s'étonner que Dion Cassius, dont l'*Histoire* n'a pas, comme les *Annales* de Tacite, de lacune entre le récit des événements de 790-37 et celui des événements de 800-47, ne remarque nulle part que le général, honoré du triomphe par Claude en 800-47, est l'ancien contrôleur des routes à qui il faisait rendre gorge quatre ans auparavant.

Mais tout cela, pourrait-on dire, ne prouve pas que le général de Claude soit un autre personnage que le préteur de Tibère et le consul de Caligula. Il convient, en effet, d'éviter de voir mal à propos deux hommes différents là où il n'y en a qu'un seul, comme on l'a fait, par exemple, pour Helvidius Priscus, le gendre de ce Thraséas dont les vers connus du *Britannicus* de Racine célèbrent les vertus en même temps que celles de Corbulon.

Tacite nous apprend qu'Helvidius Priscus, choisi comme gendre par Thraséas, alors qu'il n'avait encore exercé que la

1. Dion Cassius, LIX, XV.
2. Dion Cassius, LX, XVII.

questure (*quaestorius adhuc*), se fit remarquer par ses talents militaires en Arménie, l'an 804-51, comme légat chargé du commandement d'une légion, obtint le tribunat de la plèbe, l'an 809-56, fut exilé d'Italie, au moment où Thraséas était condamné à mort, l'an 819-66, rappelé d'exil par Galba, l'an 821-68, et *praetor designatus* au commencement du principat de Vespasien, l'an 822-69[1]. Sous prétexte que le scoliaste de Juvénal affirme dans sa note au v. 36 de la *Satire V* qu'Helvidius Priscus n'obtint pas la questure avant le principat de Néron, Orelli prétend que le gendre de Thraséas, *vir quaestorius*, est un autre personnage que le légat de l'an 804-51, qui fut tribun de la plèbe en l'an 809-56 : car on n'arrivait aux fonctions de légat de légion qu'après avoir au moins passé par la questure. L'argumentation d'Orelli a été généralement approuvée[2]. Mais si Helvidius Priscus n'avait exercé que la questure sous le principat de Néron et n'avait pas été tribun avant 820-67, il n'aurait pu être *praetor designatus* en 822-69 : car, pour arriver à la préture, il fallait après la questure passer, soit par le tribunat de la plèbe, soit par l'édilité. Rappelé d'exil par Galba, qui fut salué *imperator* en avril 821-68, il n'aurait pu exercer le tribunat que du 10 décembre 821-68 au 9 décembre 822-69 ou l'édilité que du 1er janvier au 31 décembre 822-69. Il lui aurait donc été impossible d'être préteur désigné l'année même où il aurait rempli les fonctions d'édile ou de tribun. Il est beaucoup plus simple d'admettre que le scoliaste de Juvénal s'est trompé et qu'il n'existe qu'un seul Helvidius Priscus, — le gendre de Thraséas, — qui fut questeur avant 804-51, légat de légion en 804-51, tribun de la plèbe en 809-56, et qui aurait dû normalement être préteur vers 812-59 : mais on comprend que son intransigeance stoïcienne et sa communauté d'opinions avec son beau-père aient brusquement interrompu sous Néron, qui finit par l'exiler d'Italie en 819-66, son *cursus honorum* qui ne devait recommencer que sous Vespasien, par qui il fut désigné pour la préture en 822-69.

L'exemple d'Helvidius Priscus, dont on a voulu faire deux personnages distincts, doit mettre en garde contre la tendance

1. Tacite, *Annal.*, XII, XLIX; XIII, XXVIII; XVI, XXVIII-XXXV; *Hist.*, II, XCI; IV, V-VI.

2. Voir les notes des éditions de Tacite de Jacob, de Person, de Constans-Girbal, *Annal.*, XII, XLIX; XIII, XXVIII.

naturelle qui porterait à voir deux homonymes dans l'ancien préteur de 774-21 et le général d'armée de 820-67. Malgré l'évidente difficulté que l'on éprouve à accepter un si grand écart de dates dans la carrière du même homme, il convient de chercher s'il n'existe pas de preuves plus précises pour nous convaincre que le Cn. Domitius Corbulo qui a été préteur avant 774-21 ne doit pas être confondu avec le Cn. Domitius Corbulo qui commandait l'armée d'Orient en 820-67. Si ces preuves nous font défaut, il semble, du moins, que certains faits historiques et surtout certaines présomptions morales nous permettent de conclure à la dualité des personnages.

II.

La famille de Corbulon. — Vistilia, mère des consuls P. Suillius Rufus et Cn. Domitius Corbulo, et de Caesonia, femme de Caligula. — Corbulon, général de Claude et de Néron, est plus vraisemblablement le petit-fils que le fils de Vistilia.

A propos des variations que le temps de la gestation peut éprouver chez le même sujet, Pline l'Ancien cite l'exemple d'une certaine Vistilia qui, après avoir eu de ses trois premiers maris, Glitus, Pomponius et Orfitus, quatre enfants, nés les uns et les autres au septième mois, mit ensuite au monde au onzième mois Suillius Rufus et au septième Corbulon, qui furent tous les deux consuls, et enfin, au huitième, Caesonia, qui fut la femme de Caligula[1].

Cette Vistilia, qui eut sept enfants de six maris, et qui fut peut-être mariée à d'autres hommes à qui elle ne donna pas d'enfants, était du nombre de ces femmes illustres et nobles dont Sénèque dit qu'elles comptaient leurs années non d'après le nombre des consuls, mais par celui de leurs époux, et à qui Juvénal reproche de ne pas se faire scrupule de divorcer avant même que soit desséchée la ramée verte, ornement de la porte au jour de leur entrée dans la maison nuptiale[2].

Après Glitus, Pomponius et Orfitus, Vistilia épousa donc Suillius Rufus, de qui elle eut un fils, P. Suillius Rufus, bien

1. Pline, *Nat. Hist.*, VII, v, 39.
2. Sénèque, *De Benef.*, III, XVI, 2; Juvénal, VI, *Sat.*, v. 225-228.

connu par Ovide et par Tacite. La troisième femme d'Ovide, celle qui resta la compagne de ses vieux jours et qui eut le courage d'être l'épouse d'un exilé[1], était, quand elle épousa le poète, veuve et mère d'une fille née de son premier mariage. Après la mort d'Auguste, s'autorisant de ses liens de parenté par alliance avec P. Suillius Rufus, qui venait d'épouser sa belle-fille, car, disait-il, « celle qui est ta femme est presque ma fille, et celle qui te nomme son gendre me nomme son mari[2] », le poète relégué à Tomes lui écrivait une lettre pressante pour implorer sa protection auprès de Germanicus, dont il était le questeur et qu'il vénérait comme un dieu. Questeur pendant l'expédition de Germanie, Suillius avait au moins vingt-cinq ans en 767-14 : il était donc né au plus tard en 742-12 av. J.-C.

Vistilia mit au monde Cn. Domitius Corbulo, qui devait exercer la préture avant 774-21, peu de temps après P. Suillius Rufus, qui devait être questeur en 767-14. A cause de la faible différence d'âge qui sépare les deux frères, C. Wolffgramm a l'idée étrange d'imaginer qu'ils sont l'un et l'autre fils du second mari de Vistilia, Pomponius, et que Caesonia, fille de son troisième mari, Orfitus, est la demi-sœur de P. Suillius Rufus et de Cn. Domitius Corbulo. Ce dernier serait entré par adoption dans la *gens Domitia* et devrait s'appeler de son nom complet Cn. Domitius Corbulo Pomponianus[3].

A ce compte, P. Suillius Rufus serait entré par adoption dans la *gens Suillia* et devrait s'appeler de son nom complet P. Suillius Rufus Pomponianus : et la fille d'Orfitus et de Vistilia devrait elle aussi à l'adoption son nom de Caesonia. Le texte de Pline est pourtant d'une grande netteté : de ses trois premiers maris, Glitus, Pomponius et Orfitus, Vistilia a eu quatre enfants dont les noms ne sont pas mentionnés, parce qu'ils ne sont pas apparemment connus dans l'histoire. Pline cite les noms de Suillius Rufus et de Corbulon, parce qu'ils ont été consuls, de Caesonia, parce qu'elle a été la femme de Caligula. Il ne juge pas utile d'indiquer que le père de Suillius Rufus s'appelait Suillius Rufus, que le père de Domitius Corbulo s'appelait Domitius Corbulo et que le père de Caesonia s'appelait Caesonius[4].

1. Ovide, *Trist.*, IV, x, v. 73-74.

2. Ovide, *Pont.*, IV, VIII, v. 11-12. — Cf. Tacite, *Annal.*, IV, XXXI. « P. Suillium, quaestorem quondam Germanici. »

3. C. Wolffgramm, *Programm*, p. 9.

4. Peut-être ce Caesonius était-il le chevalier T. Caesonius Priscus pour qui

La *gens Domitia*, à laquelle appartenait le cinquième mari de Vistilia, était une célèbre famille plébéienne dont les Ahenobarbi et les Calvini formaient les branches les plus connues[1]. Dans le discours qu'il adresse à Vespasien pour l'exciter à s'emparer de l'Empire, le Mucianus de Tacite fait allusion à l'illustre origine du général de Néron : « Ton seul moyen de salut, lui dit-il, c'est l'Empire. Peux-tu oublier le meurtre de Corbulon? Sa race était, je l'avoue, plus noble que la nôtre, mais la naissance de Néron surpassait aussi celle de Vitellius[2] ». C. Licinius Mucianus, qui appartenait, au moins par l'adoption, à l'antique *gens Licinia*, atténue ce que peut avoir de blessant le rappel de l'origine de T. Flavius Vespasianus, petit-fils d'un centurion de l'armée de Pompée à Pharsale et fils d'un employé subalterne des finances en Asie, quand il dit que leurs deux familles n'ont, ni l'une ni l'autre, la noblesse de celle de Corbulon. Fils ou petit-fils de Vistilia, le général de Néron était un Domitius Corbulo, comme l'Empereur dont il commandait l'armée était, avant d'entrer par l'adoption dans la famille des Césars, un Domitius Ahenobarbus.

Il est vrai que les Domitii Corbulones sont aussi inconnus que les Domitii Ahenobarbi sont célèbres. L'origine du surnom de ces derniers était d'origine antique et divine. Le jour de la bataille du lac Régille, en 255-499, deux jeunes gens d'une beauté et d'une taille extraordinaires annoncèrent à L. Domitius que l'armée des Tarquins était définitivement vaincue ; L. Domitius semblait incrédule : pour lui prouver la vérité de leur parole et la divinité de leurs personnes, ces deux jeunes gens, qui étaient Castor et Pollux, caressèrent doucement sa barbe noire

Tibère institua l'office de *praepositus voluptatibus* (Suétone, *Tibère*, XLIII). — Le Père Hardouin, dans son édition de Pline (Paris, 1685, note au chapitre V du livre VII), admet que Suillius Rufus est fils de Pomponius, parce que le *cognomen* Rufus se trouve dans la gens Pomponia; il s'appuie en outre sur un passage de l'*Histoire* de Dion Cassius (LXIII, XVII) pour affirmer que les deux frères Suillius Rufus et Domitius Corbulo, qui étaient à peu près du même âge, furent en même temps victimes de la tyrannie de Néron : les deux ἀδελφότεκαὶ ἡλικιῶται dont parle l'historien grec sont les *Scribonii fratres*, Proculus et Rufus, bien connus par Tacite (*Annal.*, XIII, XLVIII; *Hist.*, IV, XLI). Il est curieux de constater que les éditeurs de Tacite qui font de Corbulon, général de Néron, le fils de Corbulon, préteur de Tibère, admettent que le général de Néron était par sa mère Vistilia le demi-frère de P. Suillius Rufus. Voir les notes des éditions de Jacob, Person et Constans-Girbal au chapitre XXXI du livre IV des *Annales*.

1. Suétone, *Néron*, I.
2. Tacite, *Hist.*, II, LXXVI.

qui prit aussitôt une teinte cuivrée. L. Domitius fut dès lors surnommé Ahenobarbus et tous ses descendants eurent une barbe de la même couleur que celle de leur ancêtre[1]. L'origine du surnom Corbulon est inconnue et doit être beaucoup plus vulgaire. *Corbulo*, dit Quicherat, signifie *qui corbulam fert*[2]; et *corbula*, diminutif de *corbis*, signifie *petite corbeille*. Une des familles de l'illustre *gens Calpurnia* s'honorait de devoir son surnom Piso au *piso*, le mortier à piler[3]. Une des familles de l'illustre *gens Domitia* pouvait devoir son surnom *Corbulo* à la corbeille, *corbula*, comprise par Caton dans le matériel agricole que le propriétaire doit fournir à son *villicus*[4]. On connaît beaucoup de Domitius Ahenobarbus, depuis celui qui reçut son *cognomen* au commencement de la République; on ne connaît qu'un seul Domitius Corbulo, ou deux, si l'on fait des personnages distincts du préteur de Tibère et du général de Néron.

Le troisième des enfants de Vistilia dont Pline donne le nom, sa fille Caesonia, naquit assez longtemps sans doute après ses demi-frères, P. Suillius Rufus, né vers 742-12 av. J.-C., et Cn. Domitius Corbulo, né vers 743-11 av. J.-C.

C'est, en effet, en 792-39 que Caligula épouse Caesonia, qui avait été sa maîtresse et qui fut la dernière et la plus aimée de ses femmes[5]. La sœur de P. Suillius Rufus et de Cn. Domitius Corbulo n'était ni jeune ni belle, elle avait déjà eu trois filles d'un autre mari : mais elle connaissait tous les raffinements de la luxure et de la lasciveté[6]. Pour expliquer l'amour ardent et constant de Caligula, on racontait qu'elle lui avait fait boire un philtre qui, à la fin, le rendit fou furieux[7]; c'était, dit Juvénal, une infusion où elle avait fait dissoudre tout entière l'excroissance de chair

1. Suétone, *Néron*, I; Plutarque, *Paul-Émile*, XXV.
2. Quicherat, *Addenda Lexicis Latinis*. Paris, 1862, p. 59, au mot *Corbulo*.
3. *Laus Pisonis*, v. 16 :

« Claraque Pisonis tulerit cognomina prima,
Humida callosa cum pinseret hordea dextra ».

4. Caton, *De Agri cultura*, XI, 5 : « Corbulas amerinas viginti. » — Le saule d'Amérie, ville d'Ombrie, était réputé (Pline, *Nat. Hist.*, XVI, XXXVII, 177; Columelle, IV, XXX). On en faisait des corbeilles et des liens pour la vigne. Cf. Virgile, *Géorg.*, I, v. 265 : « Atque Amerina parant lentae retinacula viti. »
5. Dion Cassius, LIX, XXIII.
6. Suétone, *Caligula*, XXV.
7. Id., *Ibid.*, L; Josèphe, *Ant. Jud.*, XIX, II, 4.

qui apparaît sur le front du poulain nouveau-né[1]. C'est, d'après Suétone, le jour de la naissance d'une fille qu'elle lui avait donnée et qui fut appelée Julia Drusilla que l'Empereur se déclara son mari et le père de l'enfant[2]. D'après Dion Cassius, il épousa Caesonia trente jours avant ses couches; et, quand l'enfant vint au monde, il se vanta de cette naissance comme d'une naissance divine qui lui avait permis d'être devenu en si peu de temps époux et père. Il porta Julia Drusilla au Capitole, la déposa sur les genoux de Jupiter, qu'il appelait à partager sa paternité, et remit à Minerve le soin de la nourrir[3]. Et quand l'enfant grandit, il se réjouissait de reconnaître à sa précoce férocité qu'elle était bien de son sang : Julia Drusilla déchirait à coups d'ongles le visage des enfants qui jouaient avec elle[4].

Pendant les deux dernières années de sa vie, la passion de Caligula pour Caesonia ne se démentit pas. Flamine de Jupiter, il s'adjoignait sa femme comme prêtresse du père des dieux[5]. Avait-il à son tribunal condamné comme juge par une seule sentence beaucoup de citoyens dont il confisquait les biens à son profit, il s'empressait d'aller réveiller Caesonia pour lui confier que, pendant qu'elle faisait sa sieste de midi, il avait bien travaillé et largement gagné sa journée[6]. Ce grand amour se manifestait naturellement d'une manière indélicate et féroce. Pour montrer Caesonia à ses soldats, il la faisait caracoler à ses côtés, déguisée en cavalier, parée de la chlamyde, coiffée du casque et munie du léger bouclier; pour la faire admirer à ses amis, il la leur présentait dépouillée de tout vêtement[7]. Chaque fois qu'il baisait sa femme sur le cou, il ne manquait pas de dire : « Cette jolie tête tombera dès que j'en donnerai l'ordre! » Il répétait souvent « qu'il ferait donner la question à sa chère Caesonia afin de savoir d'elle-même pourquoi il l'aimait tant[8] ».

Le 24 janvier 794-41, Caligula était tué par Cassius Chaereas, tribun d'une cohorte prétorienne, qu'il avait souvent et grossiè-

1. Juvénal, *Satir.*, VI, v. 616.
2. Suétone, *Caligula*, XXV.
3. Dion Cassius, LIX, XXVIII.
4. Suétone, *Caligula*, XXV.
5. Dion Cassius, LIX, XXVIII.
6. Suétone, *Caligula*, XXXVIII.
7. Id., *Ibid.*, XXV.
8. Id., *Ibid.*, XXXIII.

rement insulté. Les conjurés que commandait Chaereas n'épargnèrent ni Caesonia, qu'un centurion perça de son glaive, ni la petite Julia Drusilla, qui fut écrasée contre un mur. La veuve de l'Empereur fut courageuse devant la mort : elle présenta sa gorge nue au meurtrier, lui ordonna de frapper et attendit le coup mortel avec une constance admirable[1].

Caligula mourait à vingt-neuf ans. Quoique Caesonia, déjà mère de trois filles, ne fût plus toute jeune, — *neque aetate integra*, dit Suétone, — quand il l'épousa, âgé de vingt-sept ans, en 792-39, elle devait être de beaucoup la cadette de ses deux frères qui atteignaient la cinquantaine au moment de son mariage.

Pendant le temps de sa puissance, l'impératrice se montra bienveillante pour eux. En 777-24, convaincu d'avoir reçu de l'argent dans un procès qu'il jugeait, — il exerçait peut-être la préture, — P. Suillius Rufus fut, sur l'ordre exprès de Tibère, non seulement exilé d'Italie, mais relégué dans une île[2]. C'est probablement grâce à sa sœur qu'il fut rappelé par Caligula. Caesonia se faisait, en quelque sorte, la marraine de l'un des fils de son frère aîné qui devait à sa tante son *cognomen* Caesoninus. C'est, sans doute, par son influence que, l'année où elle devenait la femme de Caligula, son autre frère Cn. Domitius Corbulo arrivait, près de vingt ans après sa préture, au consulat que les inimitiés qu'il s'était attirées par la sévérité plus ou moins justifiée dont il avait fait preuve dans ses fonctions de contrôleur de l'entretien des routes l'avaient empêché d'obtenir plus tôt.

Nous n'avons aucun renseignement sur le rôle politique de Corbulon pendant que sa demi-sœur était au pouvoir. Sénèque, qui faisait partie du Sénat sous Caligula et qui partit en 794-41 pour l'exil, d'où il ne devait revenir qu'en 802-49, rapporte de lui un mot fort méchant : « Nous avons vu au Sénat, dit-il, Fidus Cornelius, gendre d'Ovide, pleurer parce que Corbulon l'avait appelé autruche déplumée[3]. » Fidus Cornelius était le second mari[4] de la fille qu'Ovide avait eue de son troisième mariage[5];

1. Suétone, *Caligula*, LIX; Josèphe, *Ant. Jud.*, XIX, II, 4; Dion Cassius, LIX, XXIX.

2. Tacite, *Annal.*, IV, XXXI.

3. Sénèque, *De Constant. Sap.*, XVII, 1.

4. Ovide, *Trist.*, IV, X, v. 75-76.

5. Voir mon ouvrage, *la Jeunesse d'Ovide*. Paris, 1905, p. 207. — F. Plessis (*la Poésie latine*. Paris, 1909) admet que cette fille est née de la seconde femme d'Ovide.

en l'an 761-8, sa femme, encore toute jeune, l'avait accompagné dans la province d'Afrique où il exerçait quelque fonction[1]. Comme P. Suillius Rufus avait épousé la fille que la troisième femme d'Ovide avait eue d'un premier mari, il est permis de supposer que des questions d'intérêt divisaient les époux des deux demi-sœurs et que Corbulon, prenant fait et cause pour son frère utérin, ne ménageait pas les injures les plus grossières à Fidus Cornelius.

La révolution de palais du 24 janvier 794-41 coûtait la vie à Caesonia et faisait perdre tout crédit à Cn. Domitius Corbulo que la condamnation prononcée par Claude atteignait gravement dans sa fortune. P. Suillius Rufus, au contraire, jouit auprès de Claude d'une grande faveur dont il abuse pour faire le mal[2]. En 799-46, trente-deux ans après sa questure, il est *consul suffectus* avec P. Ostorius Scapula. En 800-47, il est l'agent des vengeances de Messaline; il met au service de la femme de Claude toute son habile impudence de délateur consommé et réussit à rendre suspect à l'Empereur qui l'aimait et qui lui avait donné le consulat pour 799-46, à faire condamner par l'Empereur malgré lui, P. Valerius Asiaticus dont Messaline convoitait les jardins[3]. P. Valerius Asiaticus se fait ouvrir les veines; puis c'est le tour d'autres personnages illustres que Suillius implique dans la même accusation de lèse-majesté, prétexte qui avait été choisi pour perdre Asiaticus. « Depuis ce moment, dit Tacite[4], Suillius se livra sans relâche et sans pitié, avec une audacieuse perversité, au métier de délateur. »

Suillius pouvait en toute impunité accuser et perdre les plus honnêtes gens : il était protégé contre les attaques par Messaline, qui lui devait les jardins de Valerius Asiaticus et qui avait pour amant l'un de ses fils, Suillius Caesoninus, le digne neveu de Caesonia. En 801-48, quand l'affranchi Narcisse força Claude à consentir au supplice de Messaline et des principaux complices de ses débauches, on permit à l'Empereur de faire grâce à deux des amants de sa femme, Plautius Lateranus et Suillius Caesoninus. Le premier devait son salut aux services signalés de son oncle, A. Plautius

1. Ovide, *Trist.*, I, III, v. 19. — F. Plessis veut qu'il ait été envoyé en Afrique comme proconsul.

2. Tacite, *Annal.*, IV, XXXI : « [Suillium] Claudii principis amicitia diu prospere, nunquam bene usum ». — Cf. XIII, XLII.

3. Id., *Ibid.*, XI, I.

4. Id., *Ibid.*, XI, V.

Lateranus, qui commandait en Bretagne depuis 796-43 et qui devait, au retour de sa province, recevoir les honneurs de l'ovation[1]. Caesoninus était garanti du châtiment par l'infamie même dont il avait fait preuve dans les abominables réunions d'orgie que présidait Messaline[2].

L'ignominie de Caesoninus ne fait pas obstacle à la carrière de son frère M. Suillius Nerulinus, qui est consul en 803-50 avec C. Antistius[3], et de son père qui gouverne en qualité de proconsul la province d'Asie[4]. C'est seulement en 811-58 que P. Suillius Rufus succomba sous les inimitiés qu'il avait amassées contre lui pendant de longues années. Claude n'était plus là pour le défendre et il avait le tort de s'attaquer à Sénèque. Le philosophe tout-puissant, qui se faisait le vengeur de la morale publique, s'acharna contre le délateur de profession qui lui reprochait non sans quelque raison les fautes de sa vie publique et de sa vie privée. Une condamnation, qui était méritée mais qui ne laissa pas que de jeter de l'odieux sur Sénèque, frappa Suillius, accusé et convaincu d'avoir détourné les deniers publics pendant son proconsulat d'Asie et d'avoir auparavant, par ses abominables délations, réduit à la mort ou à la misère un grand nombre d'illustres personnages. Relégué aux îles Baléares, ce vieillard supporta aisément, grâce aux douceurs d'une vie somptueuse, la rigoureuse solitude de l'exil où il devait mourir[5].

Suillius, dit Tacite, avait toujours eu un caractère violent : mais, en 811-58, il hésitait d'autant moins à dénoncer Sénèque que son extrême vieillesse assurait sa liberté de parole[6] : il était trop près de la mort pour ne pas faire preuve d'indépendance. Cet homme, parvenu à l'extrême vieillesse en 811-58, était donc né probablement avant 742-12 av. J.-C. ; il avait, sans doute, plus de soixante-dix ans. Est-il vraisemblable que, la même année où Suillius est relégué aux îles Baléares, son demi-frère Corbulon, qui est à peine son cadet, conduise contre les Parthes une brillante campagne en Arménie?

1. Tacite, *Agricola*, XIV ; *Annal.*, XIII, XXXII.

2. Tacite, *Annal.*, XI, XXXVI. « Caesoninus vitiis protectus est, tanquam in illo foedissimo coetu passus muliebria ».

3. Id., *Ibid.*, XII, XXV.

4. Id., *Ibid.*, XIII, XLIII. — Cf. Waddington, *Fastes de la province d'Asie*. Paris, 1872, t. I, p. 128.

5. Tacite, *Annal.*, XIII, XLII-XLIII.

6. Id., *Ibid.*, XIII, XLII : « Suillius ... extrema senecta liber ».

On comprend que le crédit de Suillius, favori de Claude, et de Caesoninus, amant de Messaline, ait pu valoir à leur frère et à leur oncle Cn. Domitius Corbulo d'être appelé en 800-47 à remplacer, comme *legatus pro praetore* de la Germanie Inférieure. Sanquinius Maximus, qui venait de mourir. Mais leur crédit aurait pu protéger aussi efficacement leur neveu et leur cousin. P. Suillius Rufus, qui fut questeur en 767-14, avait, en 803-50, un fils, M. Suillius Nerulinus, en âge d'être consul. Cn. Domitius Corbulo, qui fut préteur au plus tard en 773-20, pouvait avoir en 800-47 un fils en âge d'exercer les fonctions de *legatus pro praetore* de la Germanie Inférieure.

Rien dans les renseignements que nous avons sur les expéditions dirigées en Germanie et en Orient par Cn. Domitius Corbulo de 800-47 à 820-67 ne nous permet de décider si le général de Claude et de Néron est ou n'est pas le préteur de Tibère, créé consul par Caligula et disgracié par Claude.

Tacite et Dion Cassius ne disent nulle part que le général de Claude et de Néron ait été consul. L. Ampelius, auteur d'un *Liber Memorialis*, écrit au IVe ou au Ve siècle, donne bien le titre de *vir consularis* au général de Néron, vainqueur du Parthe Tiridate en 816-63[1]. Mais on sait que, sous les empereurs, ce titre n'indique pas du tout que le personnage qui en est honoré ait été consul, mais simplement qu'il a été décoré des insignes consulaires que l'on conférait depuis Claude même à de simples *procuratores*, chargés d'administrer les revenus du fisc impérial dans une province[2]. Quand même le général de Claude et de Néron ne serait pas l'ancien consul de Caligula, il est tout naturel qu'il soit *vir consularis* en 816-63 : le vainqueur de Tiridate devait être depuis longtemps décoré des *insignia consularia*, puisque, dès l'an 800-47, après sa campagne de Germanie, Claude lui avait conféré les *insignia triumphi*[3].

Cette campagne de Germanie, dit Tacite, fut le commencement de la renommée de Corbulon[4]. On sait qu'au temps de Caligula et de Claude les guerres importantes étaient rares et que les grands personnages faisaient volontiers leur carrière

1. Lucius Ampelius, *Liber Memorialis*, XXXIX, 4 : « Tiridates qui a Corbulone, consulari viro, victus et restitutus est. »
2. Tacite, *Annal.*, XII, XXI; Suétone, *Claude*, XXIV.
3. Id., *Ibid.*, XI, XX; Dion Cassius, LX, XXX.
4. Id., *Ibid.*, XI, XVIII : « Gloria, cui principium illa militia fuit. »

dans les fonctions civiles. Le panégyriste du Calpurnius Piso qui fut le chef de la conspiration de 818-65 loue son héros d'avoir obtenu dans les travaux de la paix la même gloire que ses ancêtres avaient obtenue sous la République par leurs exploits militaires. « Si les guerres se sont apaisées, le courage n'est pas mort en même temps que les expéditions guerrières; la vie civile a, elle aussi, ses travaux et ses luttes pacifiques[1]. » Auguste avait recommandé à ses successeurs de ne pas reculer les bornes de l'Empire[2]. Depuis les campagnes de Germanicus, nécessaires pour venger le désastre de Varus, aucune autre guerre que l'expédition de Bretagne, commencée en 796-43, n'aurait permis à un général d'acquérir quelque renommée. Tout le *cursus honorum* d'un haut fonctionnaire pouvait s'accomplir dans les charges civiles. Mais il semble étrange qu'un ancien préteur, un ancien consul, abandonne cette carrière civile où il est depuis plus de trente ans pour faire ses débuts dans la carrière militaire aux environs de sa soixantième année. On admettrait plus volontiers que c'est le fils du préteur de Tibère qui, âgé de plus de trente ans, commence en 800-47 à se faire une réputation militaire en Germanie.

Le Corbulon qui commande les troupes d'Arménie en 807-54 a-t-il environ quarante ans ou soixante-quatre au moins? Son arrivée excite la jalousie du légat de Syrie, C. Ummidius Quadratus. Celui-ci, qui a été, comme P. Suillius Rufus, questeur en 767-14[3], et qui ne doit être guère plus âgé que le demi-frère de son ancien collègue, craint que Corbulon n'attire sur lui tous les regards par sa haute stature, ne se rende maître de tous les esprits par le ton d'autorité qui donne à ses paroles une éloquence magnifique[4]. La taille imposante et la vigueur de Corbulon étaient célèbres. Dans sa satire sur les embarras de Rome, qui fut écrite entre 853-100 et 868-115, Juvénal y fait encore allusion : « Malgré toute sa force », dit-il, « Corbulon aurait peine

1. *Laus Pisonis*, v. 26 :

« ... nec enim, si bella quierunt,
Occidit et virtus : licet exercere togatae
Munia militiae. »

2. Tacite, *Annal.*, I, XI.

3. Nipperdey, note au chapitre XLV du livre XII des *Annales*.

4. Tacite, *Annal.*, XIII, VIII : « Corbulo, corpore ingens, verbis magnificis ». — Cf. XV, XXVI : « [Corbulo] multa auctoritate, quae viro militari pro facundia erat ».

à soutenir autant de vases immenses et d'ustensiles variés que n'en porte ce misérable esclave qui entretient en courant le feu de son réchaud[1] ». Un homme de soixante-quatre ans peut évidemment avoir une belle prestance et une voix forte qui commande l'attention. Mais la jalousie de Quadratus semble plus naturelle si elle s'adresse à un collègue beaucoup plus jeune appelé à partager les pouvoirs d'un vieux légat de soixante-cinq ans. Dion Cassius dit que, pendant la campagne de 817-64, Corbulon se faisait remarquer par sa vigueur physique[2] : cette vigueur serait évidemment étonnante chez un vieillard de soixante-quatorze ans. D'ailleurs, pendant toute la guerre d'Orient, nous voyons Corbulon se conduire en jeune homme. Au milieu de l'hiver de 811-58, très rigoureux en Arménie, il renvoie les soldats que leur vieillesse ou leur état de santé rend impropres au service; lui-même, vêtu à la légère, la tête nue, il n'abandonne jamais ses hommes, qu'ils fassent des marches fatigantes ou qu'ils accomplissent des travaux pénibles[3]. Son activité se tient toujours en éveil : c'était, dit Tacite, un vieux et prévoyant capitaine[4], que les ruses de l'ennemi ne pouvaient tromper. Ce « vieux capitaine » était-il avancé en âge? Rien ne le prouve : un homme de plus de quarante ans, qui fait la guerre depuis onze ans, mérite bien le titre de vieux capitaine. Tacite constate, d'ailleurs, à propos de la campagne de 816-63, qu'en tant d'années de guerres Corbulon avait acquis une parfaite connaissance de ses soldats et de ses ennemis[5]. Dans cette campagne, son gendre, Vinicianus Annius, commandait la cinquième légion; il n'avait pas encore les vingt-cinq ans requis pour pouvoir siéger au Sénat[6]. On peut à soixante-treize ans passés être le père d'une fille mariée à un jeune homme de moins de vingt-cinq ans. Mais il y aurait une bien grande différence d'âge

1. Juvénal, *Sat.*, III, v. 251-253. — Le scoliaste cite une opinion d'après laquelle le Corbulon dont il est question dans la *Satire* serait un célèbre athlète contemporain du poète : *Alii dicunt athletam illius temporis fortem Corbulonem fuisse.* Mais il semble que Juvénal joue sur le sens du *cognomen* Corbulo, « le porteur de corbeilles ».

2. Dion Cassius, LXII, XIX : Κορβούλων ... τῷ σώματι ἰσχυρός.

3. Tacite, *Annal.*, XIII, XXXV.

4. Id., *Ibid.*, XIII, XXXVIII : « Veteri et provido duci. »

5. Id., *Ibid.*, XV, XXV.

6. Id., *Ibid.*, XV, XXVIII : « Vinicianus Annius, gener Corbulonis, nondum senatoria aetate. »

entre la fille de Corbulon et le fils de Suillius Nerulinus, le consul de 803-50, qui avait une cinquantaine d'années en 816-63.

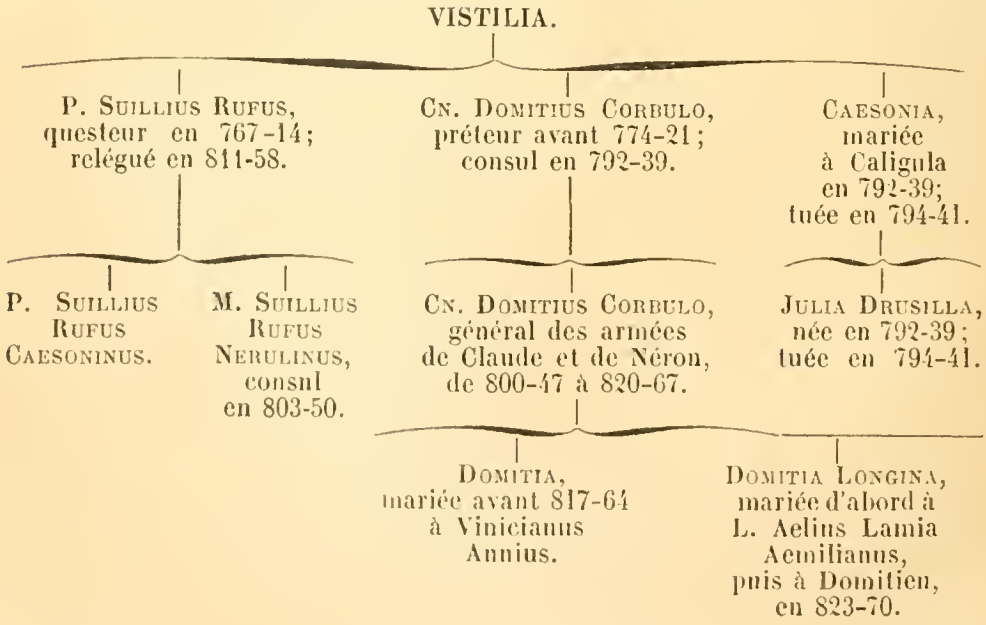
En dernière analyse, à défaut de preuves certaines qui nous permettent de conclure si le général de Claude et de Néron est le demi-frère et le contemporain de P. Suillius Rufus, qui fut questeur en 767-14, ou le cousin et le contemporain de M. Suillius Rufus Nerulinus, qui fut consul en 803-50, tout ce que nous savons de Corbulon chef d'armée semble démontrer que ce n'était pas un vieillard. Si l'on veut que le général de Claude et de Néron soit le même personnage que le préteur de Tibère, il faut admettre qu'en entrant très tard dans la carrière militaire il a complètement changé de vie. Car il y a bien peu de ressemblance entre la conduite du chef d'armée et celle du fonctionnaire civil, désagréable avec le jeune Sulla, grossier avec le gendre d'Ovide, qui méritait de recevoir de Caligula le consulat comme récompense de ses exactions dans le contrôle de l'entretien des routes.

III.

Les « Mémoires » de Corbulon.

Nous connaissons, du moins par Tacite et par Dion Cassius, l'histoire des campagnes de ce Cn. Domitius Corbulo, dont nous ne pouvons établir sûrement la généalogie[1], et nous savons qu'il avait lui-même écrit des *Mémoires*.

1. On pourrait établir ainsi le « stemma » de la descendance de Vistilia :



Pline l'Ancien mentionne les œuvres de Domitius Corbulo parmi les sources des livres V et VI de son *Histoire naturelle* qui traitent de la géographie de l'Asie[1]. Il dit, en effet, au livre V, à propos des sources de l'Euphrate, que les Romains qui s'en sont le plus approchés les placent, Domitius Corbulo dans le mont Aga et Licinius Mucianus, qui fut légat de Syrie en 820-67, au pied de la montagne appelée Capotes[2]. Et, au livre VI, il annonce que, si la description qu'il donne du centre de l'Asie diffère de celles des anciens géographes, c'est qu'il s'est mis avec soin au courant des connaissances acquises sur ces contrées par les expéditions récentes de Corbulon[3]. Il invoque l'autorité des cartes dessinées sur les lieux et envoyées à Rome pour corriger une erreur commise même par beaucoup de ceux qui ont fait campagne en Arménie avec Corbulon. Cette erreur consiste à appeler Portes Caspiennes les Portes d'Hibérie qu'on doit appeler Portes Caucasiennes : c'est ce dernier nom qui se trouve sur ces cartes dressées probablement par l'ordre de Corbulon[4]. Au livre II, à propos d'une éclipse de soleil qui fut visible en Campanie entre la septième et la huitième heure, la veille des calendes de mai, sous le consulat de C. Vipstanus Apronianus et de C. Fonteius Capito (812-59), Pline fait remarquer que Corbulon rapporte qu'en Arménie où il commandait cette éclipse fut visible entre la dixième et la onzième heure[5].

Pouvons-nous, d'après les *Annales* de Tacite et l'*Histoire romaine* de Dion Cassius, qui le plus souvent, pour les principats de Claude et de Néron, imite et abrège le récit de Tacite, nous faire une idée des *Mémoires* de Corbulon? Tacite, dans les *Annales* et dans les *Histoires*, parle assez souvent de l'Euphrate à propos des affaires d'Orient[6]. Mais on comprend que le récit des campagnes de Corbulon ne demande pas de discussion géographique sur les sources du fleuve au bord duquel les armées romaines faisaient la guerre. Tacite met l'éclipse de soleil du 30 avril 812-59 au nombre des prodiges qui se multipliaient après le meurtre d'Agrippine : une femme accoucha d'un

1. Pline, *Nat. Hist.*, I, v, vi. — Pline n'indique pas si le Corbulon à qui il doit des renseignements géographiques est le fils ou le petit-fils de Vistilia.
2. Id., *Ibid.*, V, xxiv, 83.
3. Id., *Ibid.*, VI, viii, 23.
4. Id., *Ibid.*, VI, xiii, 40.
5. Id., *Ibid.*, II, lxx, 180.
6. Tacite, *Annal.*, II, lviii; IV, v; VI, xxxvii; XIII, vii; XIV, xxv; XV, iii, xvii; *Hist.*, V, ix.

serpent; une autre fut tuée par le tonnerre alors qu'elle était dans les bras de son mari; le soleil s'obscurcit tout à coup et la foudre tomba dans les quatorze régions de Rome[1]. Mais il ne dit pas que Corbulon ait observé cette éclipse; par contre, il parle d'un curieux effet de lumière, dû sans doute à un orage, qui s'était produit l'année précédente en Arménie, parce que ce phénomène frappa vivement l'imagination des soldats de Corbulon et des ennemis. L'an 811-58, sous le consulat de Néron, consul pour la troisième fois, et de Valerius Messalla, Corbulon entrait en vainqueur dans Artaxate dont les portes s'ouvraient devant lui. Il faisait mettre le feu à la ville et les dieux semblaient, par un prodige, approuver cet incendie : en effet, alors que les environs d'Artaxate restaient éclairés par le soleil, tout l'emplacement compris dans l'enceinte des murs se couvrait d'un nuage noir que les éclairs sillonnaient[2].

Nous ignorons si Tacite a usé, comme Pline, des *Mémoires* de Corbulon pour la géographie des pays de l'Orient où les Romains faisaient la guerre. Mais nous voyons qu'il n'a pas profité de la correction que les cartes dessinées sur les lieux et envoyées à Rome apportaient à la dénomination fautive de Portes Caspiennes. L'auteur des *Annales* et des *Histoires* conserve ce nom[3], comme Suétone[4] et comme Dion Cassius[5], au défilé de la chaîne du Caucase qui correspond à la route actuelle de Tiflis à Vladikaukaz par le col de Darial. Le défilé qui, d'après Pline[6], mérite bien le nom de Portes Caspiennes se trouve dans le pays des peuplades caspiennes, au milieu du massif montagneux qui sépare la Médie de la mer Caspienne : c'est aujourd'hui le chemin de Téhéran à cette mer.

Tacite emprunte évidemment aux *Mémoires* de Corbulon le résumé qu'il donne de ses harangues à ses soldats et de ses lettres aux chefs ennemis[7]. Mais il n'a pas une entière confiance dans la véracité de Corbulon : il lui reproche d'arranger ses

1. Tacite, *Annal.*, XIV, XII. — Dion Cassius parle d'une éclipse de soleil qui se produisit au milieu des sacrifices célébrés, en vertu d'un décret, pour la mort d'Agrippine (LXI, XVI); il ne dit rien de cette éclipse en Arménie.
2. Id., *Ibid.*, XIII, XLI.
3. Id., *Ibid.*, VI, XXXIII : « Caspia via »; *Hist.*, I, VI : « Claustra Caspiarum. »
4. Suétone, *Néron*, XIX : « Ad Caspias portas. »
5. Dion Cassius, LXIII, VIII : Τὰς Πύλας τὰς Κασπίας.
6. Pline, *Nat. Hist.*, VI, XIII, 40.
7. Tacite, *Annal.*, XIII, XXXVII, XXXIX; XV, V, XII, XXVI.

récits avec malveillance pour aggraver les fautes de son collègue C. Caesennius Paetus[1]. M. Fabia estime non sans raison que, si Tacite n'a pas pris pour source principale les *Mémoires* de Corbulon, c'est qu'il le soupçonnait de n'avoir pas toujours dit la vérité[2].

Peut-être trouvons-nous quelques traces de ces *Mémoires* dans les trois livres de *Stratagèmes* rédigés au temps de Domitien ou de Trajan par Sex. Julius Frontinus, qui fut préteur urbain en 823-70, et trois fois consul, en 828-75, en 851-98 et en 853-100.

Frontin raconte que Corbulon, voyant que les Arméniens qu'il assiégeait dans Tigranocerte, en 813-60, étaient disposés à faire une défense désespérée, ordonna de couper la tête à un des principaux personnages du pays[3], qui était son prisonnier de guerre, et fit lancer par une baliste cette tête qui tomba dans l'enceinte des murs, au milieu d'une assemblée que tenaient les barbares. A cette vue, consternés comme par un prodige, ils se hâtèrent de faire leur soumission[4]. Cet épisode mélodramatique, où Corbulon semble vouloir rivaliser avec le consul C. Claudius Nero, lançant dans le camp d'Hannibal la tête de son frère Hasdrubal[5], est raconté d'une manière beaucoup plus simple par Tacite : un barbare de noble famille, surpris un poignard à la main, est mis à la torture ; il dévoile le plan d'un complot contre Corbulon, dont il s'avoue le chef, et nomme ses complices. Ceux-ci, qui, sous les apparences de l'amitié préparaient un meurtre, sont convaincus de leur attentat et punis. Peu de temps après, des députés envoyés de Tigranocerte viennent annoncer que les portes de leur ville sont ouvertes au général romain[6]. Corbulon n'a pas à faire le siège de Tigranocerte qui se rend : c'est la citadelle, Legerda, où une jeunesse intrépide s'est enfermée, qui, après un siège très court, est emportée d'assaut[7]. Peut-être Frontin reproduit-il un de ces récits des

1. Tacite, *Annal.*, XV, XVI.
2. Fabia, *les Sources de Tacite dans les Histoires et dans les Annales.* Paris, 1893, p. 336.
3. « Quemdam ex Megistanis. » — Tacite emploie ce même terme, *Megistanas Armenios* (*Annal.*, XV, XXVII), transcription du mot Μεγιστᾶνες, *les grands du pays*, qui se trouve souvent dans la Bible grecque des Septante.
4. Frontin, *Strateg.*, II, IX, 5.
5. Tite-Live, XXVII, LI, 11.
6. Tacite, *Annal.*, XIV, XXIV.
7. Id., *Ibid.*, XIV, XXV.

Mémoires de Corbulon où Tacite trouvait que la vérité était trop habilement arrangée[1].

Dans les *Strategematica*[2], à côté de résumés des *Annales* ou de banalités qui s'en inspirent[3], on trouve un mot que Corbulon a bien pu consigner dans ses *Mémoires*, après l'avoir prononcé alors qu'il faisait creuser un canal entre la Meuse et le Rhin par ses légionnaires[4], ou qu'il leur imposait de rudes travaux de fortification dans le sol de l'Arménie gelé par un hiver rigoureux[5] : « C'est par la dolabre, l'instrument qui tranche et qui creuse, c'est-à-dire par les ouvrages, répétait Corbulon, qu'il faut vaincre l'ennemi[6]. » On y trouve un exemple de sévérité que Tacite a probablement omis pour ne pas faire double emploi avec le récit de la lâcheté et du châtiment de Paccius Orfitus[7] : « Domitius Corbulo en Arménie fit déchirer par un licteur les vêtements d'Aemilius Rufus, préfet de la cavalerie, parce qu'il avait lâché pied devant l'ennemi et parce qu'il tenait sa troupe en mauvais état; il lui ordonna de demeurer au quartier général dans cette tenue, qui prouvait sa dégradation, jusqu'à ce qu'on eût relevé la garde[8]. »

Nous ne pouvons nous faire une idée très vague des *Mémoires* de Corbulon que par les rares indications que Pline fournit et par les hypothèses que suggèrent les *Strategemata* et les *Strategematica*. C'est par Tacite que nous connaissons les campagnes de Corbulon en Germanie et en Orient et que nous avons un portrait du général de Claude et de Néron.

1. Il se peut aussi que la différence des deux versions de Tacite et de Frontin vienne d'une interprétation différente du texte qui leur sert de source. Tacite dit que le barbare avoue quand il est mis à la torture, *per tormenta*. Frontin dit que la tête du barbare est lancée par une baliste : on appelait *tormenta* les machines de guerre qui, comme la baliste, servaient à lancer des projectiles.

2. Le livre IV intitulé *Strategematica*, qui se trouve à la suite des trois livres de *Strategemata*, est l'œuvre d'un faussaire qui a prétendu donner un complément à l'œuvre de Frontin. Les renseignements qu'il fournit sur Corbulon peuvent provenir de ses *Mémoires*.

3. *Stratag.*, IV, I, 21, et *Annal.*, XIII, XXXVI, donnent à peu près les mêmes renseignements sur la manière dont Paccius Orfitus et ses soldats furent punis de leur lâcheté. — *Stratag.*, IV, II, 3, éloge, d'après *Annal.*, XIII, XXXV, de ce que, grâce à la discipline, Corbulon a pu faire avec deux légions.

4. Tacite, *Annal.*, XI, XX.

5. Id., *Ibid.*, XIII, XXXV.

6. *Stratag.*, IV, VII, 2.

7. Tacite, *Annal.*, XIII, XXXVI.

8. *Stratag.*, IV, I, 28. — Le nom d'Aemilius Rufus ne se trouve nulle part dans Tacite.

IV.

La campagne de Corbulon en Germanie (800-47).

En 800-47, les Chérusques, peuplade germanique, qui occupait la plaine comprise entre le Weser et l'Elbe, au nord du massif du Harz, demandèrent à l'Empereur de leur donner pour roi un neveu d'Arminius, le chef patriote qui les avait jadis excités à la guerre nationale. Ce neveu, qui était surnommé Italicus et qui vivait à Rome en citoyen romain, fut envoyé par Claude en Germanie, comme pour régner sur un peuple étranger. Un parti puissant se forma bientôt contre le roi qu'on accusait d'être dans son pays un espion de l'Empereur ; la guerre éclata chez les Chérusques dont la puissance fut affaiblie par des batailles sanglantes. Vainqueur, puis détrôné, enfin rétabli par le secours des Langobards qui occupaient les deux rives de l'Elbe inférieure, au nord des Chérusques, Italicus voyait la puissance du pays où il régnait ruinée par ses propres succès comme par ses revers[1].

Sur ces entrefaites mourait le *legatus pro praetore* de la Germanie Inférieure, Sanquinius Maximus. Les Chauces, habitants de la plaine qui borde la mer du Nord, de l'Ems à l'Elbe, profitèrent de la mort du gouverneur pour envahir sa province. Ils n'étaient pas, comme les Chérusques, divisés par des dissensions intestines. Réunis sous le commandement d'un Canninéfate, originaire des îles formées par le Rhin près du pays des Bataves, Gannascus, qui avait longtemps servi comme auxiliaire dans l'armée romaine, ils se mirent à ravager le littoral de la Gaule Belgique, habité par des populations riches et peu guerrières.

C'est à ce moment que Tacite fait entrer Corbulon en scène. Il le montre, dès ses débuts, actif et habile dans la tactique militaire, rigoureux dans la discipline. Grâce à la flottille romaine du Rhin et aux barques aptes à naviguer sur les basses eaux des lagunes de la mer du Nord et des canaux de jonction entre le Rhin, la Meuse et l'Escaut, il a vite fait de disperser les embarcations de Gannascus. Les soldats romains, amollis par une longue paix, sont durement rappelés à l'observation des

1. Tacite, *Annal.*, XI, XVI-XVII.

lois militaires. Ils doivent être constamment sous les armes. On trouve exagérée la sévérité du général qui punit de mort deux légionnaires pour avoir travaillé aux retranchements, l'un sans aucune arme au côté, l'autre simplement muni d'un poignard, alors que le soldat romain devait toujours porter à gauche le poignard et à droite le glaive. Cette terreur que Corbulon inspire aux Romains par sa sévérité, aux ennemis par ses succès, fait redoubler les légionnaires d'énergie et brise l'orgueil des barbares. Les Frisons, qu'on n'avait pu pacifier complètement depuis leur révolte de 781-28, livrent des otages, se laissent imposer un sénat, des magistrats, des lois; pour les maintenir dans l'obéissance, on élève sur leur territoire un fort qui est occupé par une garnison permanente. Gannascus est attiré dans un piège et puni du supplice que méritait un déserteur.

Les succès rapides et nombreux du légat de Germanie inquiètent l'entourage de Claude : s'il continue ses entreprises, vaincu, Corbulon compromettra par ses revers la sécurité de l'Empire; vainqueur, sa gloire militaire le rendra dangereux pour l'Empereur. Aussi, alors qu'il avait déjà établi son camp sur le territoire ennemi, le légat reçoit une lettre impériale qui lui ordonne de ramener ses troupes en deçà du Rhin. A ce coup soudain, maître de lui malgré l'indignation douloureuse qu'il éprouve à se voir devenu par les craintes de l'Empereur un objet de mépris pour les barbares et de raillerie pour les nations alliées, il donne le signal de la retraite, se contentant de prononcer ces seules paroles : « Heureux les généraux romains d'autrefois! »

Dion Cassius, qui reproduit ce mot de Corbulon, le commente en expliquant que le légat de Germanie voulait dire que, sous la République, on pouvait être vaillant sans danger tandis que, lui, il trouvait un obstacle dans la jalousie de l'Empereur[1]. On a fort admiré cette *sententia*, qui prouve que Corbulon avait passé par l'école des déclamateurs. C'est, semble-t-il, l'expression des regrets ambitieux d'un chef militaire qui aurait voulu vivre au temps où les *imperatores* de la République dédaignaient les instructions du Sénat pour engager de lointaines expéditions, plus utiles à leur propre gloire qu'aux intérêts de Rome. En faisant

1. Dion Cassius, LX, xxx. — Dion Cassius ne raconte pas la campagne de Corbulon en Germanie. Dans sa *Vie* de Claude, Suétone n'en dit rien.

rentrer les légions de l'autre côté du Rhin, Claude se montrait fidèle aux traditions de la politique d'Auguste.

Le légat de Germanie n'avait plus le droit de conduire ses soldats à la victoire; il pouvait, du moins, les soumettre à un travail pénible qui les empêchât de s'énerver dans les loisirs de la paix : il fit prolonger de vingt-trois milles le canal creusé entre la Meuse et le Rhin pour éviter aux flottes qui transportaient l'armée romaine les périls d'une navigation sur les côtes de l'Océan[1]. Corbulon, à qui il avait été interdit de faire la guerre, fut récompensé de ses travaux d'ingénieur par les insignes du triomphe que Claude lui accorda.

Les événements de la campagne de Germanie permettaient à Tacite[2] de tracer la première esquisse du portrait de Corbulon qui sera définitivement achevé à propos des campagnes d'Orient.

Nous ignorons à quelle date Corbulon revint de Germanie; il est proconsul d'Asie entre les années 803-50 et 807-54[3]. A la fin de 807-54, il est envoyé en Arménie pour rétablir l'autorité et l'influence de Rome, qui étaient fort compromises en Orient.

V.

Les campagnes d'Arménie. — Rivalité de Corbulon et de C. Ummidius Quadratus (807-54–810-57).

Peu de temps après l'avènement de Néron, qui avait été salué Empereur le 13 octobre 807-54, Rome apprenait avec inquiétude que les Parthes s'étaient de nouveau précipités sur l'Arménie et avaient chassé Radamiste de son royaume. Le roi des Parthes, Vologèse, revendiquait la possession de l'Arménie qui avait jadis appartenu à ses ancêtres et qu'un crime seul, disait-il, avait pu faire passer sous la domination d'un prince étranger, l'Hibère Mithridate, que Caligula avait retenu prisonnier à Rome et que Claude avait restauré sur le trône d'Arménie. Le neveu de Mithridate, Radamiste, fils du roi d'Hibérie Pharasmane, avait tué en 804-51 son oncle et ses cousins. Le légat de Syrie, C. Ummi-

1. D'après Dion Cassius (LX, xxx), ce canal aurait servi à faciliter l'écoulement des eaux du Rhin et de la Meuse qui, refoulées par la marée, inondaient le pays.

2. Tacite, *Annal.*, XI, xvii-xx.

3. Waddington, *ouvr. cité*, t. I, p. 127.

dius Durmius Quadratus, ne s'était pas préoccupé de venger la mort du protégé de Claude : il admettait qu'il fallait accueillir avec joie les crimes des barbares et semer entre eux des germes de discorde[1]. Non content de rester neutre comme son collègue de Syrie, le *procurator* de Cappadoce, Julius Paelignus, assistait au couronnement de l'usurpateur qu'il autorisait de sa présence. On envoyait bien le *legatus legionis* Helvidius Priscus à la tête de sa légion ; mais, de crainte de provoquer un conflit avec les Parthes, on lui ordonnait aussitôt de rentrer en Syrie[2]. Vologèse profitait de l'attitude indécise de Rome pour envahir l'Arménie, dont il voulait faire roi son frère Tiridate. En 807-54, après avoir dû plusieurs fois s'échapper de son royaume, après y être rentré plusieurs fois pour recommencer la guerre, Radamiste, définitivement chassé, avait dû renoncer à la lutte[3]. L'Arménie, à qui Rome avait imposé Mithridate, devait recevoir des Parthes son nouveau roi.

Le nom des Parthes effrayait les Romains de l'Empire, comme le nom des Gaulois avait longtemps effrayé les Romains de la République. Carrhes, ville d'Assyrie, n'avait pas été punie de s'être souillée du sang romain, et l'ombre de Crassus errait toujours sans vengeance[4]. Les légionnaires, échappés au carnage et faits prisonniers, avaient épousé des femmes du pays et s'étaient enrôlés dans l'armée des Parthes, au risque d'avoir à combattre contre Rome[5]. Mais l'Empire n'avait pas déclaré la guerre aux vainqueurs de Crassus, et Auguste s'était contenté d'obtenir en 733-20 av. J.-C. le renvoi des enseignes romaines tombées aux mains des Parthes[6].

Au moment de l'invasion de Vologèse, la terreur populaire prévoyait déjà une nouvelle défaite de Carrhes. C'est alors, dit Dion Cassius, que Néron décida de confier à Corbulon une

1. Tacite, *Annal.*, XII, XLVIII.
2. Id., *Ibid.*, XII, XLIX.
3. Id., *Ibid.*, XII, L-LI ; XIII, VI.
4. Cf. Lucain, I, v. 10-11 ; v. 104-106. — Lucain parle beaucoup de la valeur et de la perfidie des Parthes qu'il regarde comme des ennemis très dangereux. Il avait quinze ans au moment de l'alerte de 807-54. Le long discours où Lentulus fait à Pompée le tableau effrayant du courage et de la barbarie du Parthe invincible, ennemi impitoyable de Rome (*De Bello Civili*, VIII, v. 330-453), est peut-être un souvenir de ce que le neveu de Sénèque avait entendu répéter au moment où l'on tremblait à l'idée d'une guerre contre les Parthes.
5. Horace, *Od.*, III, V, v. 5-8.
6. Velleius Paterculus, II, XCI, 1.

armée telle qu'il n'en confiait à personne, convaincu que ce général, aussi honnête que vaillant, soumettrait les barbares et ne se soulèverait pas contre lui : « Il ne fut trompé ni dans l'une ni dans l'autre de ces deux suppositions. Corbulon ne déçut ses concitoyens et ne les affligea que sur un seul point, en restant fidèle à Néron ; car on désirait tellement l'avoir pour empereur au lieu du fils d'Agrippine que c'était là le seul tort qu'on lui reprochât[1] ». Il est invraisemblable qu'au début de ce *quinquennium Neronis*, qui donnait de si belles espérances, on souhaitât de remplacer l'héritier d'Auguste par un chef militaire, quelles que fussent sa réputation et ses vertus. Tacite semble être l'interprète beaucoup plus sûr de l'opinion publique, quand il dit simplement que les sénateurs se réjouissaient que Néron eût choisi Domitius Corbulo pour conserver l'Arménie à l'Empire, parce qu'ils voyaient que ce choix offrait au mérite une carrière digne de lui[2]. C'est évidemment sur les conseils de Burrhus et de Sénèque, qui avaient déjà donné mainte preuve de capacité[3] et qui dirigeaient alors la politique impériale, que Corbulon fut chargé de la guerre d'Arménie.

A la vérité, il devait partager le commandement de l'armée d'Orient avec le légat de Syrie qui conservait les deux légions et les auxiliaires dont se composait la garnison de cette province ; on ne lui confiait que les deux légions et les auxiliaires qui avaient leurs quartiers d'hiver en Cappadoce. Les rois alliés de Rome devaient se mettre, suivant les circonstances, à la disposition de l'un ou de l'autre des deux légats de l'Empereur. Le pouvoir des deux légats était égal : mais l'autorité de Corbulon, qui avait fait ses preuves en Germanie, était bien supérieure à celle de Quadratus, qui s'était conduit comme un lâche et comme un incapable au moment de l'usurpation de Radamiste. D'ailleurs, Corbulon faisait tous ses efforts pour garder et pour accroître cette autorité. A l'exemple de ces *imperatores* de la République, dont il regrettait l'heureuse fortune, à l'exemple de Pompée, qui s'était attiré la faveur du peuple et des alliés, et de César qui s'était fait le maître absolu de son armée, il savait tirer tout le profit possible de la renommée acquise : il n'oubliait pas qu'au début d'une expédition l'influence de l'opinion est

1. Dion Cassius, LXII, XIX.
2. Tacite, *Annal.*, XIII, VIII.
3. Id., *Ibid.*, XIII, VI.

toute-puissante[1]. Les rois alliés n'estimaient que Corbulon; Quadratus était jaloux de la haute stature, du langage imposant, qui assuraient à son collègue, célèbre par son expérience et par sa science militaire, un prestige dominateur sur l'esprit des soldats. Vologèse, qui avait évacué l'Arménie et qui protestait de ses intentions pacifiques, envoyait aux généraux romains, comme otages, les personnages les plus illustres de la famille des Arsacides, ceux de ses propres parents qu'il soupçonnait d'être ses rivaux au trône. Ces otages et les ambassadeurs qui les accompagnaient refusaient d'aller au quartier général de Quadratus et demandaient à être conduits auprès de Corbulon, à cause de sa renommée et de la prédilection qu'il inspirait même aux ennemis de Rome. Corbulon se vantait que le choix que l'Empereur avait fait de lui pour diriger la campagne déterminait seul Vologèse à envoyer des otages. Et, en 808-55, afin d'apaiser la discorde qui s'élevait entre ses deux légats, Néron devait décréter qu'en l'honneur des succès obtenus à la fois par Quadratus et par Corbulon les faisceaux impériaux seraient couronnés de laurier[2].

Dirigée par deux chefs rivaux dont le pouvoir était le même, mais dont l'autorité et le prestige étaient bien différents, la guerre ne pouvait que traîner en longueur. Pendant deux ans, aucun fait décisif ne s'accomplit. Les armées des Romains et des Parthes, qui s'observent au lieu de se combattre, semblent oublier que la conquête de l'Arménie est le but de la guerre. Quadratus n'aurait fait aucune difficulté à reconnaître Tiridate comme roi du pays qu'il avait envahi, s'il avait consenti à accepter la tutelle de Rome; Vologèse interdisait à son frère de recevoir comme un présent accordé par une puissance étrangère la couronne qu'il lui avait lui-même donnée; les Arméniens, d'une fidélité toujours douteuse, hésitaient entre la domination des Parthes et le protectorat imposé par Rome. Toujours obsédé par l'heureuse fortune des généraux de la République dont il évoquait amèrement le souvenir quand il se voyait forcé de renon-

1. Tacite, *Annal.*, XIII, VIII : « Ut instaret famae quae in novis coeptis validissima est. » — Tacite avait déjà dit d'Agricola, dont le portrait ressemble souvent à celui de Corbulon : « Non ignarus instandum famae, ac, prout prima cessissent, terrorem ceteris fore. » Cf. ce que Lucain dit de César, I, v. 148 : « Successus urgere suos, instare favori Numinis », et de Pompée, I, v. 131 : « Famaeque petitor, Multa dare in vulgus, totus popularibus auris Impelli. »

2. Tacite, *Annal.*, XIII, VIII-IX.

cer à ses conquêtes sur la rive droite du Rhin, Corbulon voulait reprendre l'offensive hardie qui avait autrefois permis à Lucullus et à Pompée de ne tolérer dans l'Arménie vaincue par leurs armes qu'un roi soumis à leur influence[1].

Pour avoir une armée capable de vaincre les Parthes, Corbulon refaisait patiemment en Orient ce qu'il avait fait en Germanie huit ans auparavant. Il rétablissait la discipline dans les légions de Syrie amollies par une longue paix; il renvoyait les hommes impropres au service d'une armée en campagne, les vétérans qui avaient vieilli dans l'oisiveté des garnisons, qui ne savaient plus porter le casque et la cuirasse, qui n'avaient jamais été commandés pour monter la garde à des avant-postes, qui n'avaient même jamais vu les fossés et les retranchements d'un camp fortifié. Il se faisait envoyer, en même temps que des troupes levées en Galatie et en Cappadoce parmi les alliés et les citoyens romains domiciliés dans ces pays, la légion *Duodecima Fulminata*, qui tenait d'ordinaire garnison en Syrie, mais que Claude avait fait passer, l'an 796-43, en Germanie.

Pendant l'hiver de 810-57, qui fut très rigoureux, cette armée dut creuser avec le fer le sol gelé pour y enfoncer les piquets des tentes sous lesquelles on campait. Vêtu à la légère, tête nue, le général donnait l'exemple de l'endurance à ses soldats, ne ménageant pas les encouragements aux plus vaillants et punissant de mort ceux qui tentaient de se dérober par la désertion à la rudesse du climat et à la dureté du service[2].

VI.

Les campagnes d'Arménie. — Succès de Corbulon. Ses rapports avec C. Caesennius Paetus (811-58–816-63).

Au printemps de 811-58, l'armée de Corbulon se prépara à entrer en campagne. Le rôle de Quadratus semblait fini : dès 808-55, la province de Syrie qu'il gouvernait était promise à P. Anteius que la mauvaise volonté de Néron retenait sous divers prétextes à Rome[3], où il devait se faire ouvrir les veines, en 819-66, pour prévenir une condamnation que lui valaient ses

1. Tacite, *Annal.*, XIII, XXXIV.
2. Id., *Ibid.*, XIII, XXXV.
3. Id., *Ibid.*, XIII, XXII.

immenses richesses et son ancienne intimité avec Agrippine[1]. Le collègue du légat de Syrie allait agir seul : il était en droit d'espérer que la sévère discipline à laquelle il avait soumis son armée la rendrait capable de combattre les Parthes avec succès. Le premier contact avec l'ennemi devait le détromper. Il avait placé dans des positions avantageuses les cohortes auxiliaires dont il confiait le commandement à un vieux soldat sur lequel il pensait pouvoir compter, Paccius Orfitus, qui avait passé par toutes les classes de centurions, qui avait en dernier lieu dirigé la première centurie de la légion et obtenu à ce titre le rang de chevalier et qui pouvait ainsi prétendre au grade de tribun d'une cohorte ou de préfet d'une aile de cavalerie. Malgré les instructions précises et répétées de son général, qui lui enjoignait de rester dans ses retranchements et d'attendre pour agir d'avoir reçu des renforts, Paccius Orfitus, persuadé que les barbares ne se gardent pas et qu'il en aura facilement raison, se laisse entraîner par les cris de ses soldats qui demandent à combattre, en vient aux mains avec les Parthes et se fait mettre honteusement en déroute. On comprend que cet échec affecta péniblement Corbulon qui voyait ce qu'il devait attendre de l'obéissance de ses officiers. Il condamna Paccius, les préfets des cohortes auxiliaires et les soldats à camper hors des retranchements, exposés aux attaques de l'ennemi. C'est la punition que l'on infligeait sous la République aux troupes qui avaient perdu leurs enseignes à la bataille[2]; mais, sous la République, la punition n'était levée que lorsque les troupes punies avaient accompli quelque fait d'armes[3]. Le général de Néron fut forcé de céder aux instances de l'armée entière qui demandait la grâce des coupables[4]. Corbulon devait en 815-62 trouver Paccius au premier rang des fuyards de l'armée de Paetus, mise en déroute par Vologèse[5].

Encouragé par ses premiers succès, Tiridate prend l'offensive ; il envahit et ravage toutes les régions de l'Arménie qu'il croit

1. Tacite, *Annal.*, XVI, XIV.

2. Tite-Live, X, IV. — On aggravait parfois cette punition en remplaçant le blé par l'orge pour le pain des soldats condamnés à camper en dehors des retranchements (Polybe, VI, XXXVIII, 3).

3. Valère Maxime, II, VII, 15.

4. Tacite, *Annal.*, XIII, XXXVI. — Le pseudo-Frontin (*Stratag.*, IV, I, 21) veut que, suivant la tradition des armées républicaines, la punition de ces soldats ait duré jusqu'au moment où, par des travaux assidus et des expéditions heureuses, ils eussent racheté leur ignominie.

5. Id., *Ibid.*, XV, XII.

fidèlement attachées à l'alliance romaine; suivant la tactique ordinaire des Parthes, il bat la campagne dans tous les sens, évitant partout la rencontre des légions et des troupes auxiliaires que Corbulon divise inutilement, pour que ses légats de légions et ses préfets de cohortes puissent repousser les attaques à la fois sur plusieurs points opposés.

Dans l'impossibilité de livrer bataille, Corbulon réussit du moins à négocier heureusement et à susciter des ennemis à Tiridate. Par son ordre, le roi de Commagène, Antiochus, envahit les provinces voisines de son royaume; le roi d'Hibérie, Pharasmane, pour prouver son dévouement à Rome, tue son propre fils Radamiste et entre en Arménie; les Mosches, peuple du littoral de la mer Noire, sont attirés dans l'alliance romaine et pénètrent dans la partie la plus inaccessible de l'Arménie. Tiridate, qui ne pouvait compter à ce moment sur l'aide de son frère Vologèse, retenu dans ses états par une révolte de l'Hyrcanie, envoie des ambassadeurs à Corbulon : le général romain fait répondre à Tiridate d'implorer par ses prières la clémence de l'Empereur. Comme les communications par messagers n'avançaient en rien la conclusion définitive de la paix, on convint de fixer un jour et un lieu où le frère de Vologèse et le général de Néron auraient une conférence. Par une ruse puérile, Tiridate annonce qu'il n'amènera que mille cavaliers à l'endroit fixé pour l'entrevue où le Romain pourra se faire escorter de tous les soldats qu'il voudra, pourvu qu'ils soient sans casques et sans cuirasses. Corbulon, qui ne tient pas à exposer ses hommes sans défense aux coups de mille cavaliers habiles à lancer les flèches, répond que les deux chefs discuteront d'une manière beaucoup plus correcte en présence de leurs armées tout entières. Et, au jour dit, il installe sur des collines en pente douce, propres à recevoir l'infanterie, et dans une vaste plaine où la cavalerie pouvait se développer, les cohortes alliées, les troupes auxiliaires fournies par les rois, la légion *Sexta Ferrata* et trois mille hommes de la *Tertia Gallica* qu'il avait fait venir pendant la nuit d'un autre camp. Au déclin du jour, Tiridate se présente; mais ce déploiement de forces militaires le retient à distance respectueuse; on le voit, mais on ne l'entend pas. La conférence est impossible et le général romain fait rentrer ses troupes dans leurs campements[1].

1. Tacite, *Annal.*, XIII, XXXVII-XXXVIII.

Le temps des négociations était passé. Tiridate s'était dirigé vers les montagnes dans l'espoir, qui fut déçu, d'enlever les convois de ravitaillement qui arrivaient de Trapezonte par des routes où les détachements romains faisaient bonne garde. L'Arménie était envahie par les alliés de Rome du côté de l'Hibérie et du côté du pays des Mosches, au nord-est, du côté de la Commagène, au sud-ouest. Pour brusquer les affaires qui, depuis des années, traînaient en longueur, Corbulon résolut d'attaquer Tiridate au cœur de son royaume et de détruire les places fortes. Il chargea des opérations contre les forteresses les moins importantes un légat de légion, Cornelius Flaccus, et un préfet du camp, Insteius Capito, qui servait comme centurion dans l'armée de Quadratus au commencement de la guerre[1]. Corbulon se réservait l'attaque d'une place de premier ordre que Tacite appelle Volandum et qui est peut-être l'Olané de Strabon[2]. Grâce à une stratégie dont l'audace et l'habileté font l'admiration des soldats, la ville est enlevée au premier assaut et tous ses défenseurs massacrés. Dans des expéditions moins difficiles, le légat et le préfet obtiennent des succès aussi heureux ; en un seul jour, trois places sont emportées et bientôt toutes les autres se rendent à discrétion[3].

Ces victoires ouvraient aux Romains la route d'Artaxate, capitale du pays. C'est en vain que Tiridate essaie d'envelopper l'armée qui marche vers Artaxate : il ne peut rompre ses lignes ; et, après une journée entière passée à harceler de tous côtés les troupes que les savantes dispositions de Corbulon mettaient à l'abri de toute surprise, les Parthes se retirent. Le lendemain, à l'arrivée des troupes légères envoyées en avant pour investir la capitale et commencer les travaux du siège, les habitants ouvrent leurs portes et se livrent aux Romains, eux et tout ce qu'ils possèdent. Cette soumission les sauve du sort des habitants de Volandum ; Corbulon épargne leur vie, mais il fait détruire par le feu et raser au niveau du sol Artaxate dont la conservation aurait exigé une garnison considérable que les nécessités de la guerre ne permettaient pas de distraire de l'armée d'occupation. Les dieux manifestent par un prodige qu'ils approuvent la destruction d'Artaxate : toute l'enceinte de la

1. Tacite, *Annal.*, XIII, IX.
2. Id., *Ibid.*, XIII, XXXIX; Strabon, XI, XIV, 6.
3. Tacite, *Annal.*, XIII, XXXIX.

ville est subitement couverte d'un nuage noir sillonné par des éclairs.

La nouvelle de la prise d'Artaxate causa à Rome une joie aussi grande qu'avait été quatre ans auparavant l'inquiétude provoquée par l'entrée des Parthes en Arménie. Des actions de grâces publiques furent ordonnées ; Néron fut salué *Imperator ;* un sénatus-consulte lui décerna des statues, des arcs de triomphe, des consulats qui se succéderaient d'année en année. L'enthousiasme du peuple qui se croyait enfin sauvé de ces Parthes, si redoutables depuis la défaite de Carrhes, demandait même qu'on mît au nombre des jours fériés le jour où la capitale de l'Arménie avait été prise, celui où la nouvelle en était arrivée à Rome, celui où il en avait été fait officiellement rapport dans le Sénat[1].

Après la destruction d'Artaxate, Corbulon estima avec raison qu'il devait profiter de la terreur qui commençait à entourer son nom pour s'emparer de Tigranocerte, qui avait été autrefois la capitale de l'Arménie. En détruisant cette ville comme Artaxate, il porterait à son comble l'effroi des ennemis ; en l'épargnant, il se ferait une réputation de clémence. Pour aller d'Artaxate, ville située sur l'Araxe, à Tigranocerte, ville située au pied du mont Masius, sur un affluent de gauche de l'Euphrate, il fallait traverser du nord-est au sud-ouest toutes les chaînes de montagnes de l'Arménie. Le voyage était long et pénible. Suivant ses habitudes de prudente vigilance, le général fit strictement observer la discipline par les soldats à qui tout pillage était interdit et traita les indigènes avec rigueur ou avec bonté, selon qu'ils se soumettaient ou qu'ils s'enfuyaient. Pour éviter de répandre inutilement le sang romain, il envoya les Hibères, qui faisaient partie de son armée à titre d'alliés, dévaster le territoire des Mardes, peuplade guerrière et pillarde des monts Gordyens, qui prétendaient inquiéter sa marche[2].

Mais, avec l'été de 812-59, les souffrances de l'armée devenaient intolérables ; on manquait d'eau et de blé. Comme pendant le rigoureux hiver de 810-57, les soldats sont soutenus par l'exemple du chef qui supporte allègrement autant et plus de fatigues que le dernier d'entre eux. Ils prennent d'assaut ou

1. Tacite, *Annal.*, XIII, XL-XLI. — Dion Cassius résume en une seule phrase (LXII, XX) le récit de toute la campagne de 811-58 : « Corbulon, s'étant rendu maître d'Artaxate sans coup férir, rasa cette ville. »

2. Id., *Ibid.*, XIV, XXIII.

après quelques jours de siège les forteresses où les Arméniens avaient cherché un refuge. On arrive enfin dans le pays des Tauraunites qui habitaient les contreforts méridionaux du Taurus, près du mont Masius, aux environs duquel Tigranocerte était bâtie. L'heureuse fortune de Corbulon lui permet d'échapper à un danger imprévu : un Tauraunite de distinction, surpris le poignard à la main près de la tente du général, doit avouer dans les tortures un complot dont il est le chef ; il est puni ainsi que ses complices, et les habitants de Tigranocerte ouvrent leurs portes aux Romains. Corbulon, qui juge utile de se faire une réputation de clémence, respecte entièrement la ville qui se donne à lui. Mais il lui faut prendre de vive force la citadelle de Tigranocerte, Legerda, où s'était enfermée une jeunesse intrépide. A Tigranocerte, il recevait des Hyrcaniens qui revenaient de Rome où ils avaient été envoyés en députation à Néron pour implorer son alliance, en faisant valoir comme preuve de leur amitié les embarras qu'ils causaient à Vologèse. En effet, ce peuple de la côte méridionale de la mer Caspienne donnait par sa révolte contre les Parthes champ libre aux Romains en Arménie. Corbulon fournit aux Hyrcaniens une escorte qui les conduisit jusqu'au golfe Persique, d'où ils pouvaient regagner leur pays en traversant des contrées qui avaient cessé d'obéir à Vologèse[1].

Tiridate tentait un retour offensif en Arménie du côté de la Médie. Corbulon envoyait contre lui un de ses lieutenants, L. Verulanus Severus, avec les troupes auxiliaires, et partait lui-même à la tête des légions. Tiridate devait bientôt se retirer définitivement et renoncer à tout espoir de reconquérir le royaume que son frère lui avait donné. Les derniers partisans qu'il pouvait avoir en Arménie étaient ruinés ou mis à mort. Corbulon se trouvait en pleine possession du pays pacifié quand il eut à y installer le nouveau roi que Néron envoyait, un certain Tigrane, descendant par son grand-père du roi Hérode de Judée et par sa grand'mère du roi Archelaüs de Cappadoce. Retenu longtemps à Rome en qualité d'otage, ce prince avili supportait tout de ses maîtres comme un esclave. Il ne fut pas reçu sans opposition en Arménie. Mais on lui donnait une gar-

1. Tacite, *Annal.*, XIV, XXIV-XXV. — Tacite dit *littora maris Rubri*. Chez les Romains, le nom de *mare Rubrum* désignait le golfe Persique, en même temps que le golfe d'Arabie, ou mer Rouge proprement dite.

nison de mille légionnaires, de trois cohortes d'alliés et de deux ailes de cavalerie; et, pour qu'il gouvernât plus facilement son royaume, les Romains l'amoindrissaient en cédant à leurs alliés, Pharasmane, roi d'Hibérie, Polémon, roi du Pont, Aristobule, roi de la Petite-Arménie, et Antiochus, roi de Commagène, les districts d'Arménie qui avoisinaient leurs royaumes respectifs. Corbulon n'avait plus rien à faire dans un pays qu'il avait soumis pour lui imposer un roi envoyé par Rome; on l'appelait à remplacer le légat de Syrie, C. Ummidius Durnius Quadratus qui venait de mourir. En 813-60, il partit pour son nouveau gouvernement[1].

Tigrane, peu satisfait apparemment du royaume amoindri qui lui était confié, sortait de ses frontières du sud pour envahir l'Adiabène, petit état qui dépendait de l'empire des Parthes. Ce fut une grande indignation dans les deux pays : un Tigrane, qui avait été longtemps le vil esclave de Rome, osait envahir un royaume protégé par les Arsacides! Le roi de l'Adiabène, Monobaze, se disait perdu à moins qu'il ne fût aidé par un prompt secours des Parthes. De son côté, Tiridate, le roi en exil, faisait remarquer tristement que ce n'est pas en se montrant lâche qu'on soutient de grands empires. Vologèse se décida alors à cesser la guerre contre les Hyrcaniens, qui l'occupait depuis si longtemps, et à concentrer une puissante armée qu'il dirigerait contre les provinces romaines; en attendant de partir lui-même, il couronnait Tiridate roi d'Arménie et l'envoyait, en 815-62, prendre possession du pays avec les cavaliers de sa propre garde commandés par Monèse et des troupes auxiliaires fournies par les Adiabéniens[2].

Corbulon, qui se tenait au courant de tous les projets de l'ennemi, prend ses mesures en conséquence : il se tient sur la défensive, dispose ses légions le long du cours de l'Euphrate et, comme la cavalerie des Parthes a grand besoin d'eau, il interdit par des redoutes l'accès des sources principales et en fait disparaître d'autres sous des monceaux de sable. Il écrit à Néron pour demander l'envoi d'un général, chargé spécialement de la défense de l'Arménie. En attendant, il dépêche Verulanus Severus et Vettius Bolanus avec deux légions au secours de Tigrane. Le légat de légion Verulanus avait déjà chassé Tiri-

1. Tacite, *Annal.*, XIV, XXVI.
2. Id., *Ibid.*, XV, I-II.

date lorsqu'il tentait de pénétrer en Arménie par le pays des Mèdes[1]. Quant à Bolanus, Tacite parle de lui peu favorablement dans l'*Agricola* et dans les *Histoires*. Il le montre légat timide et indolent en Bretagne de 822-69 à 824-71, aimé et peu obéi, gouvernant sa province avec une douceur funeste dans un pays indompté, forçant Agricola, son subordonné, à modérer son ardeur, incapable de rétablir l'ordre dans sa province et la discipline dans son camp, hésitant à prendre parti pour Vitellius ou pour Vespasien[2].

Stace, au contraire, fait le plus grand éloge de ce personnage : cet éloge, il est vrai, se trouve dans une *Silve*, adressée au fils de Bolanus, Vettius Crispinus Bolanus, que le poète invite à marcher sur les traces de son père. Stace vante le gouvernement de Bolanus en Bretagne, la bonté pacifique qui adoucissait l'exercice de son pouvoir pendant son proconsulat d'Asie[3]. Il célèbre surtout ses mérites comme lieutenant de Corbulon en Arménie : « Tout jeune encore, il franchit l'Araxe et envahit l'Arménie, le pays des porteurs de carquois rebelles au joug du féroce Néron. Dans les rudes travaux de Mars, c'est Corbulon qui commandait en chef; mais il admirait les grandes qualités militaires de Bolanus, son compagnon, son aide ; il avait coutume de se reposer sur lui des soins les plus pénibles, de lui faire part de toutes ses craintes. Il cherchait avec lui si le moment était propice aux surprises ou à la guerre ouverte, s'il fallait se défier ou si le farouche Arménien était réellement en fuite. C'est Bolanus qui reconnaissait en éclaireur les routes dangereuses ; c'est Bolanus qui cherchait sur les hauteurs un emplacement sûr et commode pour établir le camp ; c'est Bolanus qui dirigeait les travaux d'arpentage, qui, vainqueur de l'obstacle qui retarde, ouvrait un chemin à travers les torrents et les bois ; il remplissait toutes les intentions de son vénérable chef et suffisait seul à exécuter ses ordres nombreux et importants. Déjà les barbares le connaissaient bien : ils savaient que Bolanus conduisait la guerre en second et que son casque était le premier après celui

1. Tacite, *Annal.*, XIV, XXVI.

2. Tacite, *Agricola*, VIII, XVI; *Hist.*, II, LXV, XCVII.

3. Stace, *Silv.*, V, II, v. 58 : « Imperium mulcente toga. » — Consul à la fin du principat de Néron, Bolanus, après avoir été *legatus pro praetore* en Bretagne, fut proconsul d'Asie. Tacite disait du légat de Bretagne : « Praeerat placidius ... inertia erga hostes ... innocens Bolanus caritatem paraverat loco humanitatis » (*Agricola*, VIII, XVI).

de Corbulon[1]. » Les *Annales* ne font aucune allusion à ce rôle de Bolanus, aide de camp, confident de toutes les pensées et collaborateur de toutes les entreprises de Corbulon, — rôle qui est peut-être fortement exagéré par les flatteries du poète, soucieux de faire à un fils le panégyrique de son père.

Cependant, la Syrie était mise en état de défense par Corbulon ; les légionnaires et les auxiliaires qu'il avait laissés en Arménie protégeaient Tigrane dans Tigranocerte où il se fortifiait. Monèse échouait dans une tentative contre cette place et son armée, taillée en pièces par les assiégés qui avaient fait une sortie, se retirait, car les deux légions de Verulanus Severus et de Vettius Bolanus approchaient[2].

Malgré ces succès, Corbulon avait la prudence de négocier avec Vologèse, qui, découragé par l'échec de Monèse, ne demandait qu'à envoyer une ambassade à Rome pour traiter de la paix à laquelle il consentait, pourvu qu'on lui donnât l'Arménie[3]. Malheureusement, sur ces entrefaites, arrivait le général qui devait s'occuper de l'Arménie, et Corbulon n'était pas homme à supporter un rival avec qui il fallait partager le pouvoir. Les désaccords et les conflits qu'il avait eus en 807-54 avec Quadratus allaient recommencer avec Caesennius Paetus, d'autant plus graves que Corbulon, qui était maintenant gouverneur de Syrie, ne semblait pas disposé à se laisser réduire à l'inactivité où avait langui son prédécesseur et à permettre à son successeur d'accaparer pour lui seul, comme il l'avait fait lui-même pendant trois ans, toute la gloire des expéditions conduites heureusement dans ce pays.

Nous ne savons rien de C. Caesennius Paetus avant son arrivée en Arménie, sinon qu'il avait été consul l'an 814-61 avec C. Petronius Turpilianus[4]. D'après le portrait que Tacite fait de lui, c'était un vantard incapable et maladroit, dans le genre de C. Terentius Varro, le consul de l'an 538-216 av. J.-C., qui n'avait jamais vu une bataille et qui, indocile aux avis de son collègue, se faisait mettre en déroute à Cannes par Hannibal. Comme M. Minucius Rufus, le maître de cavalerie de Q. Fabius Cunctator, qui s'estimait l'égal de son dictateur, il prétendait ne

1. Stace, *Silv.*, V, II, v. 31-47.
2. Tacite, *Annal.*, XV, IV.
3. Id., *Ibid.*, XV, V.
4. Id., *Ibid.*, XIV, XXIX.

demander aucun conseil à l'expérience de Corbulon qui commandait depuis si longtemps en Orient. Comme P. Claudius Pulcher, le consul de l'an 505-249 av. J.-C., qui assurait sa défaite à Drépane en méprisant les présages donnés par les poulets sacrés, C. Caesennius Paetus, sans tenir compte des prodiges qui auraient dû l'arrêter, entrait témérairement en Arménie[1].

Les ambassadeurs envoyés par Vologèse à Néron étaient revenus de Rome sans avoir rien obtenu; les Parthes recommençaient les hostilités. Prudent et avisé comme Fabius Cunctator, Corbulon occupait les trois légions et les troupes auxiliaires de Syrie, restées sous ses ordres, à fortifier méthodiquement ses positions sur la rive romaine de l'Euphrate et à mettre ainsi sa province à l'abri de toute invasion des escadrons ennemis que ses catapultes et ses balistes, d'une portée bien supérieure à celle des flèches des Parthes, refoulaient dans la plaine de Mésopotamie. Pendant ce temps, Paetus répétait à qui voulait l'entendre que, si Corbulon n'avait jamais gagné de grandes batailles ni pu conserver les villes qu'il avait prises d'assaut, il se faisait fort, quant à lui, de remporter de vraies victoires, d'imposer aux vaincus de lourds tributs et des lois sévères, et, au lieu d'un fantôme de roi, la domination directe de Rome. A la tête de deux des trois légions qui étaient sous ses ordres, la *Quarta Scythica* et la *Duodecima Fulminata*[2], il entre en Arménie, annonçant hautement qu'il va reprendre Tigranocerte et dévaster les régions que Corbulon avait épargnées. Après avoir parcouru à la hâte de vastes territoires qu'il ne pouvait conserver, après avoir affaibli son effectif en prodiguant des congés aux soldats, il va vers la fin de l'année prendre ses quartiers d'hiver avec la *Quarta Scythica* sur les frontières de la Cappadoce. La *Quinta Macedonica* était restée dans le royaume du Pont; et la *Duodecima Fulminata* commandée par Calavius Sabinus avait d'autres cantonnements que la *Quarta*, probablement à cause de la faiblesse des approvisionnements de blé. Toujours content de lui, Paetus envoie à Néron des lettres où il célèbre ses exploits en termes magnifiques, comme si la guerre eût été terminée.

Mais les Parthes, qui ne pouvaient rien faire du côté de Cor-

1. Tacite, *Annal.*, XV, VII.

2. Son armée comprenait encore la *Quinta Macedonica* qu'on venait de faire venir de Mésie et les troupes auxiliaires du royaume du Pont, de la Galatie et de la Cappadoce (Tacite, *Annal.*, XV, VI).

bulon, arrivent en nombre pour attaquer son imprudent collègue. La douzième légion reçoit l'ordre de rejoindre les cantonnements du général en chef[1]; le nombre des légionnaires en congé est si grand que le renfort est de peu d'importance et que Paetus se voit forcé de faire savoir à Corbulon qu'il se trouve dans une situation critique. Corbulon, dit Tacite, ne se hâte pas d'accourir, car plus le péril grandirait, plus aussi le mérite du secours qu'il apporterait serait grand[2]. Bientôt, un nouveau message adressé au légat de Syrie le supplie de se hâter s'il veut sauver les restes d'une armée presque anéantie. Corbulon se met en route; il rencontre les fuyards de l'armée de Paetus à qui il ordonne de retourner auprès de leur chef pour essayer de le fléchir. Quant à lui, il se dit impitoyable pour les vaincus et, encourageant à la victoire ses propres soldats, il leur fait brûler les étapes; l'armée de secours n'arrête sa marche ni jour ni nuit.

Paetus n'avait ni la patience, ni peut-être le pouvoir d'attendre le sauveur qui approchait; son armée, découragée, refusait de se défendre et il devait entrer en négociations avec Vologèse, se soumettre enfin à évacuer le pays, à livrer aux Parthes les approvisionnements et les places fortes et à laisser le roi envoyer une ambassade à Néron pour faire valoir ses droits sur l'Arménie[3]. Les conditions de la capitulation furent si humiliantes que le bruit devait se répandre à Rome que les légions avaient passé sous le joug[4]. Et la capitulation elle-même était d'autant plus inexcusable que les assiégés étaient abondamment pourvus de blé. Corbulon affirmait dans ses *Mémoires* que les Parthes, au contraire, allaient être forcés de lever le siège, parce qu'ils avaient épuisé leurs provisions en vivres et en fourrages et que lui-même n'était plus qu'à trois jours de marche. Il ajoutait encore que Paetus avait poussé l'ignominie jusqu'à s'engager, en présence des envoyés de Vologèse, par un serment solennel prêté dans son quartier général devant l'autel, autour duquel étaient placées les enseignes et la statue de l'Empereur, que pas un Romain ne pénétrerait en Arménie jusqu'au jour où

1. Dion Cassius (LXII, XXI) dit que les quartiers d'hiver de Paetus se trouvaient à Rhandeia, sur l'Arsanias, affluent de l'Euphrate.

2. Tacite, *Annal.*, XV, X.

3. Id., *Ibid.*, XV, XIV.

4. Id., *Ibid.*, XV, XV. — Ce qui n'est pour Tacite qu'un bruit sans fondement (addidit rumor) est une vérité pour Suétone (*Néron*, XXXIX) et Eutrope (VII, XIV), etc., qui affirment peut-être, d'après les *Mémoires* de Corbulon, que les légions durent passer sous le joug.

l'on recevrait la lettre par laquelle Néron annoncerait s'il consentait à la paix. Tacite se refuse à admettre l'exactitude d'un récit probablement arrangé en vue d'aggraver l'infamie de la conduite de Paetus[1]. Dion Cassius, qui use peut-être des *Mémoires* de Corbulon, affirme que Paetus promit avec serment d'évacuer complètement l'Arménie, qui serait donnée par Néron à Tiridate[2].

La retraite de Paetus avait tout l'air d'une déroute; les soldats précipitaient leur allure, faisaient double étape, abandonnaient les blessés, comme s'ils avaient eu les Parthes à leurs trousses. Corbulon les rencontra près des bords de l'Euphrate. Les deux armées échangèrent à peine les saluts réglementaires; les vaincus pleuraient de honte, les autres de compassion. L'entrevue des deux chefs fut courte et peu amicale. Corbulon se plaignait amèrement qu'on eût imposé à son armée la fatigue d'une expédition inutile puisqu'on avait traité avec les Parthes, alors qu'il était facile de les mettre en fuite et de terminer la guerre. Paetus, toujours plein de confiance, prétendait que rien n'était perdu; les deux armées, maintenant réunies, n'avaient qu'à se jeter sur l'Arménie laissée sans défense par la retraite de Vologèse. Corbulon ne voulut rien entendre; il n'avait aucune instruction de l'Empereur qui lui ordonnât de faire campagne en Arménie; il devait regagner la Syrie. Paetus dut aller prendre ses quartiers d'hiver en Cappadoce, et Corbulon conclut un traité avec Vologèse. Les Romains détruisirent les fortifications qu'ils avaient élevées au delà de l'Euphrate et les Parthes firent sortir toutes leurs troupes du territoire des Arméniens, qui étaient livrés à eux-mêmes. Il n'était plus question de Tigrane. Tacite ne dit pas ce qu'il devint; on sait par Josèphe que son fils Alexandre, qui avait épousé Iotapé, fille d'Antiochus, roi de Commagène, fut plus tard nommé roi d'une petite île sur les côtes de Cilicie[3]. A Rome, pour donner le change à l'opinion, on continua d'élever sur le mont Capitolin les trophées et les arcs de triomphe que le Sénat avait votés au moment où l'on espérait, avec raison, le succès définitif de la guerre heureusement commencée par Corbulon[4].

1. Tacite, *Annal.*, XV, XVI.
2. Dion Cassius, LXII, XXI.
3. Josèphe, *Ant. Jud.*, XVIII, V, 4.
4. Tacite, *Annal.*, XV, XVIII.

Au commencement du printemps de 816-63, les ambassadeurs de Vologèse arrivaient à Rome porteurs de la lettre de leur roi, qui rappelait sa victoire sur Paetus et revendiquait l'Arménie pour son frère Tiridate. Celui-ci, qui était mage, ne pouvait, à cause de son sacerdoce, venir à Rome[1]; mais il irait très volontiers dans une province romaine recevoir l'investiture de son royaume en rendant devant les légions hommage aux enseignes et aux images de l'Empereur. Néron fut fort étonné de cette lettre à laquelle il n'était pas préparé par les rapports optimistes que Paetus ne cessait de lui adresser. Mais le centurion qui accompagnait les ambassadeurs assura que les Romains avaient dû évacuer complètement l'Arménie. Furieux de l'ironie des Parthes, qui demandaient qu'on leur donnât ce qu'ils avaient déjà pris, Néron décida avec ses conseillers de faire la guerre et d'en confier la conduite à Corbulon. Paetus était destitué. A son retour, sa forfanterie avait fait place à de grandes inquiétudes. Néron se contenta de le poursuivre de ses railleries; il se hâtait, disait-il, de lui accorder son pardon, de peur que ses angoisses, en se prolongeant, ne le rendissent malade[2].

VII.

Les dernières campagnes. — Soumission de Tiridate (816-63–819-66). — Disgrâce et mort de Corbulon (820-67). — Les filles de Corbulon.

Corbulon pouvait se déclarer heureux; Néron reconnaissait en lui le seul général capable de diriger avec succès une difficile expédition et il donnait une preuve manifeste de confiance à ce chef d'armée qu'on avait accusé d'être complice d'une conspiration. L'année précédente, en effet, on avait répandu le bruit que Rubellius Plautus s'était réfugié auprès de Corbulon, qui aurait été prêt à mettre les forces militaires considérables dont il disposait au service de ce prétendant à l'Empire. Fils de Julia, petite-fille de Tibère, Rubellius Plautus descendait d'Auguste au quatrième degré et par adoption, exactement comme Néron. Après

1. Pline dit (*Nat. Hist.*, XXX, II, 17) que Tiridate ne voulait pas voyager sur mer parce que les mages regardent comme interdit par leur religion de souiller la mer par leurs crachats et les autres sécrétions nécessaires à l'humanité.

2. Tacite, *Annal.*, XV, XXIV-XXV.

la mort de Britannicus, en 808-55, le bruit avait couru qu'Agrippine voulait épouser Plautus pour le faire empereur; en 813-60, effrayé par une comète qui pouvait présager un changement de principat, Néron avait exilé Plautus en Asie; en 815-62, après la mort de Burrhus et la disgrâce de Sénèque, le nouveau favori Ofonius Tigellinus avait essayé de persuader à son maître que Plautus, d'accord avec Corbulon, préparait une révolte de l'armée d'Asie. Néron avait fait mettre à mort l'exilé qu'on lui représentait comme un prétendant à l'Empire[1]. Mais, loin d'être inquiété, Corbulon se voyait honoré d'une telle faveur qu'il n'avait plus rien à envier à ces *imperatores* de la République dont, seize ans auparavant, il regrettait le bonheur. On le déchargeait de l'administration civile qui était donnée à C. Cestius Galba; et il avait sans partage le commandement de toutes les forces militaires; il n'était plus gêné, comme en 807-54 par un Quadratus en Syrie, comme en 815-62 par un Paetus en Arménie. Il choisissait et se constituait lui-même son armée. Il renvoyait en Syrie les légions de Paetus, la quatrième et la douzième, qui avaient été vaincues et qu'il jugeait incapables de vaincre; il prenait avec lui la cinquième, qui, restée dans le Pont, avait échappé au désastre, la troisième et la sixième, qui étaient les siennes et qu'il avait aguerries, la quinzième, — la *Quinta decima Apollinaris*, — que Marius Celsus lui amenait de Pannonie, des troupes venues de l'Illyricum et de l'Égypte, tous les corps auxiliaires que les tétrarques, les rois et les *procuratores* des petites provinces étaient tenus de mettre à sa disposition. C'est au moment où allait commencer la campagne de 816-63 que l'Empereur offrait réellement au mérite une carrière digne de lui. Tacite remarque avec raison que Corbulon possédait un pouvoir égal à celui que la loi Gabinia avait conféré à Pompée pour la guerre contre les pirates[2]; il ne lui manquait que de combattre sous ses propres auspices.

Quand toutes ses troupes sont concentrées à Mélitène, au bord de l'Euphrate, loin de faire, comme Paetus, profession de mépris pour la religion, il célèbre en grande pompe les sacrifices qui doivent purifier l'armée et lui assurer la protection des dieux[3].

Les soldats de Corbulon prennent la route que Lucullus s'était

1. Tacite, *Annal.*, XIII, XIX; XIV, XXII, LVII-LVIII.
2. Id., *Ibid.*, XV, XXV.
3. Id., *Ibid.*, XV, XXVI.

ouverte pour conquérir l'Arménie; mais ils ne doivent pas combattre et vaincre, comme l'avaient fait les soldats de Lucullus. Le général de Néron se contente de négocier. Au moment de se mettre en campagne, il avait adressé à ses troupes un discours en termes magnifiques, dit Tacite[1], mais peu généreux, où il faisait valoir ses exploits et rejetait tous les mauvais succès des armées romaines sur l'incapacité de Paetus. Au lieu d'ajouter de nouveaux exploits à ceux qu'il vantait si volontiers, il accueille avec bienveillance les propositions pacifiques qui lui sont faites par Vologèse et par Tiridate[2]; et, dans des messages éloquents, il montre tout l'intérêt que le roi des Parthes, souvent victorieux, mais souvent gêné par les révoltes de quelques-unes de ses farouches provinces, aurait à contracter avec l'Empereur, qui n'a à combattre aucune nation dans le monde entier, une alliance qui permettrait à Tiridate de recevoir en présent un royaume à l'abri des dévastations qu'une guerre y porterait nécessairement.

On décida d'avoir une conférence. Cette fois, Tiridate n'usa pas d'une ruse puérile, comme il avait fait en 811-58. Chacun des chefs se rend loyalement avec vingt cavaliers au lieu fixé pour l'entrevue. Le Barbare avait choisi Rhandeia, où naguère Paetus avait dû capituler; le Romain accepte volontiers ce lieu de rendez-vous où sa gloire ne pourra être que rehaussée par le souvenir de l'humiliation de son ancien collègue. Il pousse même le mauvais goût jusqu'à faire commander par le fils du vaincu, le tribun militaire L. Caesennius Paetus, le détachement chargé d'ensevelir avant l'entrevue les restes des légionnaires victimes de la lâcheté de son père[3]. Puis il envoie à Tiridate, pour le conduire, le chef de son service d'intendance, le chevalier Tiberius Julius Alexander, et son propre gendre, Vinicianus Annius.

L'entretien est courtois; les deux ennemis s'abordent en se donnant la main droite et se séparent en s'embrassant. Il est convenu que Tiridate déposera au quartier général les insignes de la royauté devant la statue de l'Empereur pour aller à Rome les reprendre de la main même de Néron. Cette cérémonie a lieu

1. Tacite, *Annal.*, XV, XXVI : « Orditurque magnifica. »

2. Id., *Ibid.*, XV, XXVII. — Dion (LXII, XXIII) dit que Corbulon provoqua ces propositions en envoyant secrètement offrir la paix à Vologèse, en même temps qu'il lui faisait officiellement sommation d'évacuer l'Arménie.

3. Id., *Ibid.*, XV, XXVIII.

dans le plus grand appareil. En présence des deux armées, Tiridate s'avance vers le tribunal où la statue de l'Empereur est placée sur une chaise curule; après avoir, suivant l'usage, immolé des victimes, il détache de son front son diadème et le met au pied de la statue.

Tiridate n'était désormais qu'un vassal; Corbulon pouvait user avec lui de la plus gracieuse condescendance. Il lui offre un festin somptueux, répond complaisamment à toutes ses questions sur les coutumes romaines qui étonnent le roi, en faisant valoir avec emphase l'importance de ces coutumes. Tiridate s'émerveille d'entendre le centurion de service annoncer toutes les trois heures le commencement de chaque *vigilia*, une sonnerie de trompette retentir à la fin du repas, de voir s'allumer le feu de l'autel dressé devant le quartier général. Le lendemain, il demande un délai avant d'entreprendre le voyage de Rome; il livre sa fille comme otage, remet à Corbulon une lettre où il assurait Néron de sa soumission et va conférer avec ses frères, Pacorus, roi de Médie, qui ne s'était jamais mêlé des affaires d'Arménie, et Vologèse, qui consentit à ce que Tiridate devînt le protégé de Rome et qui demanda seulement par une lettre envoyée à Corbulon que le roi d'Arménie fût traité à Rome avec les mêmes honneurs que les consuls[1].

Après le récit de l'entrevue avec Tiridate, Tacite ne parle plus de Corbulon. Dans le compte-rendu donné par les *Annales* des événements qui se passent de l'an 817-64 à l'an 819-66[2], on ne trouve aucun renseignement sur les actes du pacificateur de l'Orient qui administrait probablement l'Arménie en attendant que Tiridate eût reçu la couronne des mains de Néron[3].

C'est seulement trois ans après s'être dépouillé des insignes de la royauté au quartier général de Corbulon que le Parthe devait faire à Rome ce voyage pour lequel il demandait un délai, qui, on en ignore la cause, devait être si long. Tacite dit que, dans l'espoir de faire passer son crime inaperçu au milieu de l'émotion causée par un grand événement public, ou dans l'intention de montrer à un Barbare comment l'Empereur punis-

1. Tacite, *Annal.*, XV, XXIX-XXXI. — Dion Cassius (LXII, XXIII) dit que Vologèse et Monobaze se rendirent auprès de Corbulon et lui donnèrent des otages.

2. Id., *Ibid.*, XV, XXXIII; XVI, XIII.

3. Dion Cassius (LXIII, VI) montre Corbulon faisant la police de l'Arménie au retour de Tiridate et ne permettant l'entrée du royaume qu'aux ouvriers accordés par Néron au roi pour reconstruire Artaxate.

sait ses ennemis, Néron choisit pour la condamnation de Thraséas le moment où Tiridate venait à Rome se faire remettre la couronne d'Arménie et où toute la population se répandait hors de la ville pour voir arriver le roi étranger[1]. D'après Dion Cassius, Corbulon envoyait son gendre Vinicianus Annius à Rome, sous prétexte d'y conduire Tiridate, mais, en réalité, afin d'offrir un otage à Néron et de lui bien prouver que, malgré l'insistance de l'opinion qui le poussait à se faire proclamer Empereur, il n'avait aucune idée de tenter un soulèvement; et Néron était si bien persuadé de l'inébranlable fidélité de son général qu'il conférait le consulat à Vinicianus Annius avant même que ce jeune homme eût passé par la préture[2].

Pline, Suétone et surtout Dion Cassius[3] donnent de nombreux détails sur ce voyage que Tiridate fit à Rome en 819-66, amenant avec lui ses enfants, ceux de ses frères Pacorus et Vologèse, et sa femme, qui portait un casque d'or (κράνος) avec visière, frontail et couvre-joues pour cacher son visage, escorté de trois mille cavaliers parthes, ruinant toutes les villes où il s'arrêtait, car sa dépense quotidienne pendant ce long voyage, qui dura neuf mois par la route de terre, était de 800,000 sesterces. A Naples, où Néron l'attendait, il fléchit le genou devant lui, mais il refuse de déposer son épée qu'il avait clouée dans le fourreau. Aux jeux de Pouzzoles, célébrés en son honneur, il montre sa maîtrise au tir de l'arc, perçant d'une seule flèche deux taureaux à la fois. A Rome, où l'Empereur faisait pour l'étonner recouvrir d'un toit d'or le théâtre de Pompée, il initie son hôte aux pratiques de la magie. Il recevait le diadème après avoir échangé avec Néron, qui le lui remettait, les paroles humiliantes pour lui, pleines d'un vain orgueil de la part du suzerain, que le protocole avait fixées. Mais il reprenait bien vite sa liberté de langage pour dire tout haut l'indignation qu'il éprouvait à voir l'Empereur monter sur la scène, comme un histrion, et conduire un char, vêtu du costume des cochers de cirque. Il manifestait d'une manière inopportune son admiration pour Corbulon, s'étonnant que le grand général continuât à servir un tel maître; il félicitait même Néron d'avoir en Corbulon un si excellent esclave.

1. Tacite, *Annal.*, XVI, XXIII-XXIV.
2. Dion Cassius, LXII, XXIII.
3. Pline, *Nat. Hist.*, XXX, II, 16; XXXIII, III, 54; Suétone, *Néron*, XIII, XXX; Dion Cassius, LXIII, I-VI.

Faut-il admettre que les paroles de Tiridate donnèrent à penser au mauvais maître que l'excellent esclave voudrait un jour s'affranchir? Ces paroles d'un roi barbare devaient-elles avoir sur l'esprit de Néron une influence que n'avaient pas eue quelques années auparavant les insinuations perfides d'Ofonius Tigellinus? Tacite expliquait, sans doute, les causes de la prompte disgrâce de Corbulon. Mais les *Annales* se terminent pour nous à la mort de Thraséas et c'est par un simple récit de Dion Cassius que nous connaissons les faits qui forcèrent au suicide le grand général, en qui Néron avait refusé de voir un complice de Rubellius Plautus. En l'an 820-67, Néron faisait un voyage en Grèce et s'arrêtait à Corinthe, où il assistait aux Jeux Isthmiques. Mandé avec de grands témoignages d'estime et d'amitié par l'Empereur, qui ne cessait de l'appeler dans ses lettres son père et son bienfaiteur, Corbulon quittait sa province. Quand il aborda à Cenchrées, port de Corinthe, il apprit que l'ordre était donné de le mettre à mort. Il saisit alors son épée et s'en perça, disant simplement : « Je l'ai bien mérité ! » Car, suivant le commentaire de Dion Cassius, il comprenait enfin qu'il avait eu tort d'épargner un joueur de cithare et d'être venu le trouver sans armes[1].

Corbulon laissait deux filles, l'une dont nous ne savons rien, qui était mariée à Vinicianus Annius, l'autre dont nous savons beaucoup de mal, Domitia Longina, qui fut la femme de l'empereur Domitien, comme sa grand'tante, — ou sa tante, — Caesonia, à qui elle ressemble beaucoup, avait été la femme de l'empereur Caligula.

Cette fille de Corbulon avait d'abord été mariée, probablement du vivant de son père, à L. Aelius Lamia Aemilianus, descendant inconnu de l'illustre L. Aelius Lamia, consul en 756-3, proconsul d'Afrique et préfet de Rome, qui s'était fait remarquer par son honnêteté comme administrateur et par son amour éclairé des lettres, et qui fut honoré de funérailles magnifiques aux frais de l'État quand il mourut, très âgé et toujours vigoureux, en 786-33[2].

En 823-70, Domitien, qui n'avait pas encore vingt ans, — il était né le 24 octobre 804-51, — enleva Domitia à son mari, la

1. Dion Cassius, LXIII, XVII.

2. Velleius Paterculus, II, CXVI; Horace, *Od.*, I, XXVI; III, XVII; Tacite, *Annal.*, IV, XIII; VI, XXVII.

mit au nombre de ses maîtresses et l'épousa ensuite[1]. Très épris de sa femme, qui lui avait donné un fils pendant son deuxième consulat, il lui conféra le titre d'*Augusta* et fit tuer pour des raisons futiles L. Aelius Lamia, dont il était toujours jaloux[2]. Domitia ne se rendit pas digne par sa fidélité de ce grand amour : elle avait une faible passion pour le danseur Pâris que Domitien tua en pleine rue, l'an 836-83. Il dut répudier l'épouse coupable, après avoir même manifesté l'intention de la faire mourir. Mais, comme il ne pouvait se passer d'elle, il la reprit bientôt, sous prétexte de céder aux instances du peuple[3].

On accusait Domitia d'avoir eu un amant plus haut placé que le danseur Pâris. Le 11 septembre 834-81, l'empereur Titus disait à son lit de mort : « Je ne regrette qu'une seule faute ». D'après Dion Cassius, l'opinion commune était que cette seule faute sur laquelle le mourant ne s'expliquait pas était un commerce adultère avec la femme de son frère[4]. Mais Domitia jurait ses grands dieux qu'elle n'avait jamais été la maîtresse de Titus. Et, dit Suétone[5], elle n'était pas femme à nier une telle liaison si elle eût existé ; elle aurait même été la première à s'en vanter, comme elle faisait de toutes ses infamies.

Le seul témoignage favorable que nous ayons sur la fille de Corbulon est fourni par le juif Josèphe, qui, dans son autobiographie, se montre très reconnaissant à l'impératrice Domitia pour les bienfaits dont elle ne cessait de le combler[6].

VIII.

Le Corbulon de la légende et le Corbulon de l'histoire.

L'auteur d'une thèse récente qui traite du personnage de Corbulon dans les *Annales* de Tacite[7], se fondant sur le manque

1. Suétone, *Domitien*, I; Dion Cassius, LXVI, III.
2. Suétone, *Domitien*, X.
3. Id., *Ibid.*, III; Dion Cassius, LXVII, III.
4. Dion Cassius, LXVI, XXVI.
5. Suétone, *Titus*, X.
6. Josèphe, *Vie*, LXXVI.
7. Draper T. Schoonover, *A Study of Cn. Domitius Corbulo as found in the « Annals » of Tacitus*. Chicago, 1909. — L'auteur ne s'occupe que de Corbulon, général de Claude et de Néron en Germanie et en Orient, et ne recherche pas si ce chef d'armée est le même personnage que le préteur de Tibère et le consul de Caligula.

de précision dans la chronologie[1] et dans la topographie[2] des campagnes d'Arménie, a voulu démontrer que le récit plus oratoire qu'historique de ces campagnes, où se marque une préoccupation perpétuelle de louer le général, qui nuit au souci de la vérité, doit s'inspirer de quelque biographie laudative de Corbulon, d'ailleurs parfaitement inconnue, — « an encomiastic biography of unknown source. »

Il y a quelques années, un ouvrage trop ingénieux, dont les paradoxes ont été très sévèrement appréciés par la critique[3], soutenait que Tacite, « romancier de génie », s'est amusé à imaginer, sans aucun respect de la vérité historique, un ensemble de « narrations géminées » où le même thème est développé deux fois avec, pour héros de chaque récit, des personnages antithétiques dont la conduite opposée amène des résultats contraires. Ainsi, pour ce qui est des campagnes d'Arménie, d'une part, « le général romain Corbulon conduit une expédition triomphale en Arménie contre le prince parthe Tiridate » (*Annal.*, XIII, XXXIV-XLI), et, d'autre part, « le roi parthe Vologèse conduit une expédition triomphale en Arménie contre le général romain Paetus » (*Annal.*, XV, I-XVII). Dans l'expédition même de Vologèse, d'une part, « sur l'ordre du roi des Parthes, Monèse, son lieutenant, va assiéger Tigrane, enfermé dans Tigranocerte, et se retire sans avoir emporté la place » (*Annal.*, XV, IV-V), et, d'autre part, « Vologèse, roi des Parthes, va lui-même assiéger Paetus dans ses retranchements, et Paetus doit capituler » (*Annal.*, XV, X-XV). En somme, Corbulon a toujours le beau rôle parce qu'il accomplit toujours des actes admirables; et, quand il n'est pas en scène, le beau rôle appartient à son adver-

1. M. Schoonover prête d'étranges erreurs de chronologie à Tacite quand, par exemple (p. 7-9), il prétend démontrer que l'auteur des *Annales* a eu tort de placer en 811-58 la prise d'Artaxate, parce que le phénomène céleste observé par Corbulon au moment de l'incendie de cette ville (*Annal.*, XIII, XLI) ne serait autre chose que l'éclipse de soleil du 30 avril 812-59 (*Annal.*, XIV, XII). — D'ailleurs, Tacite prévient une fois pour toutes qu'il ne s'astreint pas dans le récit des affaires d'Orient à un ordre chronologique aussi rigoureux que dans l'histoire intérieure, quand il dit : « Quae in alios consules egressa conjunxi » (*Annal.*, XIII, IX).

2. Les erreurs de Tacite dans la géographie de l'Arménie ont été relevées par J. Egli, *Feldzüge in Armenien* (*Untersuchungen* de Büdinger. Zurich, 1868).

3. Eugène Bacha, *le Génie de Tacite*. Bruxelles et Paris, 1906, p. 110-111, 132-133, 148-149, 311-316.

saire, parce que les autres généraux de Rome ne peuvent faire rien qui vaille.

On sait par Tacite, qui a écrit lui-même à la louange de son beau-père le *De vita et moribus Julii Agricolae*, qu'Arulenus Rusticus avait composé le panégyrique de Thraséas et Herennius Senecio celui d'Helvidius Priscus[1]. Il se peut parfaitement que Corbulon, victime de la tyrannie impériale comme Thraséas et Helvidius Priscus, ait été, lui aussi, le héros d'une de ces oraisons funèbres historiques qui étaient de véritables manifestes dirigés contre les mauvais empereurs. Si ce *Liber de vita et moribus Cn. Domitii Corbulonis* a existé, ce n'est pas dans les *Annales* de Tacite qu'on pourrait en trouver des traces, mais bien dans l'*Histoire romaine* de Dion Cassius. L'historien grec ne cesse d'admirer son grand homme dans toutes ses paroles et dans toutes ses actions ; il veut que son admiration ait été partagée par les contemporains de Corbulon : par les Romains, qui, dès l'avènement de Néron, alors que le nouveau principat conduit par Burrhus et par Sénèque donnait les meilleures espérances, auraient déjà souhaité d'avoir comme empereur l'ancien légat de Germanie ; par les peuples barbares, qui auraient eu un culte pour leur vainqueur ; par le roi Tiridate, qui n'aurait cessé à Rome de faire maladroitement l'éloge du gouverneur de Syrie aux oreilles de Néron. C'est à Dion Cassius que l'on doit tous les lieux communs si souvent répétés sur la vertu historique de Corbulon, c'est à son *Histoire*[2] que Lenain de Tillemont emprunte presque en propres termes la phrase où il dit que « ce grand homme n'était pas seulement semblable aux anciens Romains par son langage et par sa valeur, mais encore par son amour pour la justice et par sa fidélité envers tout le monde, amis et ennemis ».

S'il existait une « biographie encomiastique » de Corbulon, il est évident qu'elle n'a pas servi à Tacite, qui usait avec réserve des *Mémoires* eux-mêmes de l'homme dont il suspectait la véracité. « Le Romain est compilateur par nature », dit fort justement G. Boissier[3] à propos de Tacite lui-même. L'auteur des *Annales* a pris dans les documents officiels et dans les œuvres des historiens ses devanciers les renseignements qui

1. Tacite, *Agricola*, II.
2. Dion Cassius, LXII, XIX ; voir plus haut, p. 8.
3. Boissier, *Tacite*. Paris, 1903, p. 74.

lui ont permis de faire de Corbulon une caractéristique qui est loin d'être un panégyrique. Il y a, sans doute, bien des traits communs entre l'Agricola et le Corbulon de Tacite, car ils furent, l'un et l'autre, de bons généraux soucieux de bien connaître le pays où ils avaient à combattre et de se faire avantageusement connaître de leurs soldats[1], capables, tous les deux, de donner leur mesure dès qu'une carrière digne de leurs mérites s'ouvre pour Agricola en Bretagne, pour Corbulon en Arménie[2]. Mais Corbulon n'est pas traité dans les *Annales* avec la même complaisance qu'Agricola dans le *Liber*. M. Fabia me semble exagérer quand il dit : « Deux choses expliquent fort bien le relief donné à Corbulon et le jour très favorable sous lequel il est présenté : ses éminentes qualités d'abord, puis la sympathie qu'il inspire à Tacite, et à cause de ses mérites réels, et parce qu'il le repose et le console de Néron, comme Germanicus l'avait reposé et consolé de Tibère[3]. » Sans doute, Tacite tient à faire de Corbulon le type du bon général au temps de Néron. C'est une habitude romaine : Cicéron faisait de son Caton du *De Senectute* le type du citoyen de la vieille roche et du Crassus du *De Oratore* le type de l'orateur parfait. D'autre part, l'abus des *controversiae* de l'école de déclamation fournit à Tacite un procédé inconnu de Cicéron pour mettre en lumière les qualités de l'homme de guerre expérimenté, en opposant sa conduite dans des conjonctures identiques à celles d'autres hommes de guerre sans expérience et sans mérite; c'est ce que M. Bacha appelle les « narrations géminées ».

Mais il s'en faut de beaucoup que Tacite fasse du général des armées de Germanie et d'Orient le type du héros sans reproche, et le récit même des *Annales* nous permet de reconnaître les faiblesses et les défauts de Corbulon.

Le général des armées de Germanie et d'Orient donne l'exemple de l'endurance à ses soldats, qu'il force à une rigoureuse discipline[4], qu'il punit ou qu'il récompense suivant leur conduite[5], dont il excite l'admiration par l'habileté de ses opé-

1. Tacite, *Agricola*, v.
2. Id., *Ibid.*, VIII : « Habuerunt virtutes spatium exemplorum. » — *Annal.*, XIII, VIII : « Videbaturque locus virtutibus patefactus. »
3. Ph. Fabia, compte-rendu de *A study of Cn. Domitius Corbulo* (*Revue de philologie*, 1910, p. 210).
4. Tacite, *Annal.*, XI, XVIII-XX; XIII, XXXV; XIV, XXIV.
5. Id., *Ibid.*, XIII, XXXV.

rations militaires[1], dont il épargne la vie en sacrifiant à leur profit les corps auxiliaires[2]. Mais il ne semble pas que cette discipline que Tacite fait gloire à Corbulon d'avoir si laborieusement établie soit bien exacte et bien forte : les cris des soldats forcent un vieux centurion à engager le combat malgré les instructions précises du chef, et les instances de l'armée entière contraignent le chef lui-même à accorder aux officiers et aux soldats punis un pardon[3], qui aurait été impitoyablement refusé par ces généraux de la République dont le légat de Néron enviait le bonheur et n'avait pas la fermeté.

Agricola ne détournait pas à son profit la gloire conquise par les exploits de ses subordonnés[4]. Peut-on en dire autant de Corbulon? Dans les *Annales*, qui ne s'inspirent pas des *Mémoires* suspects de Corbulon, mais qui sont rédigées d'après les ouvrages d'historiens qui en avaient subi l'influence et d'après les rapports officiels envoyés à l'Empereur par son légat lui-même, on ne voit jamais vanter aucun fait de guerre à l'actif des légats de légions, Cornelius Flaccus, Verulanus Severus, Vettius Bolanus, ou du préfet de camp Insteius Capito. Sans accorder plus de crédit qu'il ne convient au panégyrique de Stace, on peut admettre que, pour le cas de Bolanus, la mauvaise humeur de Tacite contre le chef peu aimé en Bretagne par Agricola accepte volontiers le silence gardé par les *Mémoires* sur le rôle du subordonné de Corbulon en Arménie.

Corbulon se montre mauvais collègue avec Quadratus, avec Paetus surtout, qu'il ne se hâte pas de secourir, car il estime que le progrès du danger qui grandit chaque jour augmentera l'importance du secours qu'il apportera enfin[5]. Que doit-on penser des procédés de ce général qui aggrave méchamment dans ses *Mémoires* l'ignominie de la capitulation du vaincu que ses retards ont forcé de capituler[6], qui, lorsqu'il rencontre Paetus, l'accable de reproches au moins inutiles[7], qui accepte comme lieu d'entrevue avec Tiridate Rhandeia, théâtre de la défaite de son collègue, dans le dessein de rehausser ainsi sa propre gloire

1. Tacite, *Annal.*, XIII, XXXIX.
2. Id., *Ibid.*, XIV, XXIII.
3. Id., *Ibid.*, XIII, XXXVI.
4. Tacite, *Agricola*, XXII.
5. Tacite, *Annal.*, XV, X.
6. Id., *Ibid.*, XV, XVI.
7. Id., *Ibid.*, XV, XVII.

de général invaincu[1], qui charge le fils même de Paetus d'aller enterrer les restes des victimes de cette défaite?

Agricola ne prononçait que des discours sans emphase, dont les idées étaient modérées et sensées et l'expression simple et familière[2]. Fier de sa haute taille, de son allure imposante et de sa voix sonore, Corbulon abuse des grandes harangues et des phrases à effet, en particulier quand il fait valoir auprès de ses soldats la gloire de ses exploits et la honte des défaites de Paetus[3], ou quand il veut émerveiller Tiridate, ignorant des usages militaires de Rome[4].

Il n'a qu'une préoccupation, c'est de chercher la renommée[5]; cet ambitieux, jaloux des *imperatores* de la République, veut être un nouveau Pompée. Quand il a le pouvoir absolu de Pompée en Asie, sait-il en user comme le vainqueur de Mithridate? Il semble que Paetus n'a pas tout à fait tort de prétendre que Corbulon n'a jamais gagné de grandes batailles, ni pu conserver les villes qu'il avait conquises[6]. Furieux d'entendre Vologèse demander qu'on donne à Tiridate l'investiture du royaume d'Arménie conquis par les Parthes, Néron charge Corbulon de faire la guerre; et cette expédition, où le légat de Syrie négocie plus qu'il ne combat, n'a d'autre résultat que de consacrer la royauté de Tiridate sous la suzeraineté de Rome.

Si Corbulon n'est pas un conquérant comme il prétendait le devenir à ses débuts en Germanie, il fait généralement œuvre de diplomate prudent. Il sait éviter les pièges, d'ailleurs grossiers, de Tiridate et lui susciter des ennemis[7]; il se tient au courant des projets de Vologèse et négocie adroitement avec lui[8]; il use toujours d'une politique très sage avec les peuplades ennemies, impitoyable pour celles qui résistent, plein de bienveillance pour celles qui se soumettent[9].

Alors que Paetus fait profession de mépriser les présages, il

1. Tacite, *Annal.*, XV, XXVIII.
2. Id., *Agricola*, XXXIII.
3. Tacite, *Annal.*, XV, XXVI.
4. Id., *Ibid.*, XV, XXX.
5. Id., *Ibid.*, XIII, VIII.
6. Id., *Ibid.*, XV, VI.
7. Id., *Ibid.*, XIII, XXXVIII-XXXIX.
8. Id., *Ibid.*, XV, V.
9. Id., *Ibid.*, XIV, XXIII.

se montre religieux comme les anciens Romains[1]. Les dieux le récompensent de sa piété en le favorisant de prodiges qui manifestent l'approbation céleste donnée à sa conduite[2].

Enfin, ce général, qui n'obtient jamais de victoires éclatantes ou profitables, mais qui ne se laisse jamais battre, jouit de ce bonheur que les Romains regardaient comme un des mérites des chefs d'armées, de cette *felicitas* qui, d'après Cicéron, désignait Pompée à la direction de la guerre contre Mithridate[3]. Les soldats que Corbulon commande sont invulnérables; à l'assaut de Volandum, où tous les ennemis sont tués, les Romains n'ont qu'un mort et quelques blessés[4]; pendant toute la journée où Tiridate harcèle la marche de l'armée, les Romains ne perdent pas un homme; seul, un décurion est blessé, parce qu'il a désobéi aux ordres du général[5]. La fortune de Corbulon le met lui-même à l'abri du poignard de l'Arménien qui avait formé un complot contre sa vie[6].

Si Corbulon est loin de valoir les *imperatores* de la République dont l'heureuse fortune excitait son envie, il mérite du moins l'éloge atténué que l'austère Caton adressait à la mémoire de Pompée, ce général avide, comme Corbulon, d'une renommée qu'il avait mieux que lui méritée par ses victoires : c'était un citoyen bien inférieur aux grands hommes d'autrefois, mais qui n'en a pas moins été, pour le temps où il vivait, un exemple utile de mérite[7].

H. DE LA VILLE DE MIRMONT.

1. Tacite, *Annal.*, XV, XXVI.
2. Id., *Ibid.*, XIII, XLI.
3. Cicéron, *Pro lege Manilia*, XVI, 47-48.
4. Tacite, *Annal.*, XIII, XXXIX.
5. Id., *Ibid.*, XIII, XL.
6. Id., *Ibid.*, XIV, XXIII.
7. Lucain, *De bello civili*, IX, v. 190-191.

MÉLANGES ET DOCUMENTS

LES ORIGINES DE LA LIBERTÉ SERBE

D'APRÈS LES MÉMOIRES DU PROTOPOPE MATIA NÉNADOVITCH.

La renaissance de la Serbie nous a été contée jadis par Saint-René-Taillandier, et avec tant de verve qu'on hésite à y revenir après lui[1]. Pourtant il n'a guère fait que résumer l'ouvrage de Ranke[2]; des documents essentiels lui sont restés inconnus ou inaccessibles. Voici, par exemple, les *Mémoires* de Matia Nénadovitch[3]. Ce prêtre de village a vu la lutte contre les Turcs; il y a pris part, en rase campagne, dans les conseils de Karageorge, dans le cabinet des diplomates; longtemps après, il l'a contée à ses petits enfants, sans beaucoup d'ordre, mais avec une sincérité qui nous révèle des Serbes assez différents de ceux des légendes romantiques. Cette différence vaut qu'on la relève; il est temps que nous voyions les peuples et les gens, en Orient, tels qu'ils sont.

Matia Nénadovitch est né en 1777, à Brankovina, un village de la Serbie occidentale, entre la Save et la ville de Valiévo. Ce pays est riche aujourd'hui[4]; chaque année, les statisticiens de Belgrade enregistrent le progrès de ses exportations de prunes, de marmelade et de maïs; mais, en 1777, Valiévo n'était qu'un gros bourg, avec des minarets dont il ne reste plus trace; dans les campagnes voisines, les villages étaient rares et presque tous récents. Matia a su, par sa grand'-mère, l'histoire du sien. Jadis, ses aïeux et ceux de tous les gens de Brankovina vivaient à Biratch, en Herzégovine, mais les *begs*[5] turcs les tourmentaient; de sorte qu'un beau matin ils en partirent, avec tout leur avoir, à la recherche d'un pays qu'ils devaient recon-

1. *La Serbie, Karageorge et Milosch.* Paris, 1872.
2. *Die serbische Revolution.* Berlin, 1844.
3. *Memoari protopopa Matiyé Nenadovitcha.* Belgrade, 1893, publiés dans la collection de la *Société littéraire serbe*, par L. Kovatchévitch.
4. Ces lignes ont été écrites avant la récente invasion des Autrichiens dans ce coin de la Serbie.
5. *Beg* et *bey* s'équivalent. *Beg* est la forme habituelle du pays serbe.

naître, selon de vieilles prédictions, au beuglement plus fort de leurs bœufs, signe certain de l'excellence du sol. Cette terre promise, ce fut le vallon de Brankovina, vide alors, soit que la peste l'eût dépeuplé, soit que ses habitants fussent partis de l'autre côté de la Save, chez le « César » des Allemands. Cette légende d'allure homérique n'invente guère ; la plupart des habitants de la Serbie descendent, en effet, de colons bosniaques ou herzégoviniens venus depuis deux ou trois siècles[1]. Comment ils ont pullulé dans leurs nouvelles demeures, les mémoires de Nénadovitch le montrent. Il s'est connu, dit-il, cinq frères et trois sœurs, mais peut-être en a-t-il eu d'autres, et quant à ses oncles, tantes, cousins et cousines, ils étaient innombrables, et néanmoins tous en parfaite union. « Mon oncle Jacques, c'est moi ! » dit Matia aux bergers de son oncle, un jour qu'il a besoin d'argent, et aussitôt ils lui amènent des porcs pour les vendre aux *Chvabi*, aux Allemands de Semlin.

Avoir des troupeaux, c'est déjà l'aisance, et le fait est que les Nénadovitch ne sont pas les premiers venus. Plusieurs ont été *knèzes*, chefs ou juges des chrétiens de leur district ; le père de notre héros, Alexis ou Alexa, l'est encore. D'ailleurs, pour vouloir dire prince en plusieurs langues slaves, le mot n'implique, en Serbie, rien de seigneurial. Comme tous les paysans, Alexa porte le haut bonnet de fourrure, la veste brune, la chemise serrée par une ceinture et retombant sur une culotte engagée dans des bas de laine qui finissent eux-mêmes dans les *opanké*, la chaussure de tous les Yougo-Slaves ; il a les cheveux tressés et noués sur la nuque à la mode des chrétiens d'Occident. Sa femme, elle aussi, est une paysanne, avec le grand voile blanc piqué de fleurs, le corsage et la chemise brodés, les tabliers de tapisserie qui retombent sur la jupe, par devant et par derrière, avec des grâces de paillasson ; aux grands jours, elle exhibe le collier de sequins qui est la caisse d'épargne de la famille. Quant à leur château, c'est sans doute une maison carrée, basse, autour de laquelle se rangent les autres cellules de la ruche, les cabanes des jeunes ménages, puis les hangars et les étables. La salle à manger est commune, et c'est, la plupart du temps, la cour sous les pruniers. On y reçoit les voisins, on y écoute la lente mélopée du chanteur aveugle, le *gouslar* ; on y discute les affaires du village, et quelquefois les échos d'outre-Save. Il s'en faut, en effet, que cette rusticité soit la barbarie. « Peuple qui n'a de sacré que les jeûnes prescrits par ses prêtres ! » disent les Autrichiens[2] ;

1. Cf. Émile Haumant, *la Nationalité serbo-croate* (*Annales de géographie*, 15 janvier 1914).
2. Voir Émile Picot, *les Serbes de Hongrie*, t. I, p. 87. Paris, Prague, 1873.

en fait, l'espèce d'autonomie que les Turcs laissent aux rayas, les traditions d'un passé glorieux, les exemples de voisins déjà libres, tout cela crée, dans cette masse, des désirs de progrès qui transparaissent déjà dans l'éducation de notre héros.

Dans ce pays sans bourgeoisie, le choix des professions était limité. Être laboureur, pour le fils d'un knèze, c'eût été retomber dans la masse; être négociant, vendre des porcs, c'était l'affaire de l'oncle Jacques; la seule profession libérale, c'était la prêtrise, mais elle ne pouvait mener loin, les évêchés étant accaparés par les Grecs du Phanar. Alexa la choisit pourtant, à cause du prestige qu'elle ajouterait à sa famille, et confia son fils Matia aux leçons du pope de Brankovina. Celui-ci lui apprit à lire dans un *a b c* de provenance russe, le seul livre scolaire de la Serbie d'alors, et les progrès de l'élève furent si rapides que bientôt les commères venaient lui demander, sur sa réputation précoce, comment il fallait fêter tel ou tel saint; doctement, il les renseignait, averti qu'il était par l'encadrement rouge ou noir, dans le Ménologe, de la vie de ce saint. Puis, en 1788, on l'envoya en Croatie, chez un maître d'école qui d'abord lui demanda ce qu'il savait : « Tout! » répondit-il. Effrayé, le maître s'abstint de l'interroger, quinze jours durant; le seizième, il osa le faire lire et s'aperçut que, n'ayant jamais vu de points ni de virgules, — il n'y en avait pas dans le Ménologe, — ce Pic de la Mirandole ne comprenait pas ce qu'il lisait. La lacune comblée, Matia s'exerça au service divin chez divers prêtres, et quand il revint à Brankovina, en 1793, il ne lui manquait plus, pour être pope, que la barbe et la vocation. Le Grec qui était évêque à Chabatz l'ordonna tout de même, moyennant finances, et bientôt le poil et l'amour du métier lui venant ensemble, le Père Matia fut l'édification du pays.

Par sa tenue d'abord, et cela grâce aux conseils de son père. « Mon fils », me dit-il le premier jour qu'il vint me voir à la cure, « tu es jeune; tu ne connais guère le monde, et les gens au milieu desquels tu vis sont tous plus âgés que toi. Garde-toi donc, aux fêtes des villages ou des familles, de parler beaucoup; écoute les aînés! A faire trop tôt la leçon aux autres, tu te mettrais dans le cas de la recevoir toute ta vie. Puis, quand on t'écoutera, toi, ne te figure pas que c'est pour la sagesse de tes propos; ce sera pour ta *riza*, — ta soutane, — et parce que tu es mon fils. Si tu fais ou dis une sottise, personne ne t'en soufflera mot, mais personne non plus ne l'oubliera. Surveille-toi donc... » Là-dessus, continue Matia, mon père prit un grand verre de vin, et après qu'il en eut bu la hauteur de deux doigts, il me dit, en me montrant son verre : « La pre-

mière année, quand tes paroissiens t'inviteront, restes-en là. La seconde année, tu pourras en prendre un peu plus. » Et il avala deux ou trois gorgées. « La troisième année, tu boiras le verre à moitié, et après tu pourras aller jusqu'au fond. Tes paroissiens diront toujours : « Notre pope ! il ne boit pas ! » Et Matia, cinquante ans plus tard, répète à ses petits-fils la leçon d'Alexa : « Rappelez-vous ses paroles..., malheur à qui vide jusqu'au fond la première coupe des passions ! »

Mais la bonne tenue du prêtre implique celle des paroissiens ; Matia a remarqué « chez César » qu'à l'office les hommes et les femmes sont séparés et que leurs propos n'y couvrent pas la voix de l'officiant. Pourquoi ne pas introduire ce bel ordre à Brankovina ? Il fait donc le tour de ses paroissiens, leur expliquant ce qu'il attend d'eux : tous l'approuvent. Le dimanche venu, au seuil de l'église, il sépare les sexes, puis revient à l'autel au milieu d'un silence vraiment religieux. Cinq minutes après, aucune femme ne peut se tenir d'en exprimer son admiration ; les hommes font chorus. Mais Alexa, de sa voix de knèze, commande le silence. « Tous se turent, comme arrosés d'eau froide ! » Et Matia d'en conclure que le pouvoir spirituel a besoin de l'autre, et réciproquement. « Quand ils ne s'accordent pas, ils perdent l'un et l'autre le respect du peuple ! »

Si mince qu'elle soit, la réforme qui suggère cette réflexion est déjà l'annonce de temps nouveaux. On veut se civiliser comme les Serbes déjà délivrés des Turcs, et pour arriver, comme eux, à la délivrance. Mais le chemin qui passait par l'Église aurait été long ; les circonstances en avaient ouvert un autre, et beaucoup de knèzes y marchaient déjà.

Il n'est pas nécessaire de rappeler ici qu'au XVIIIe siècle, le maître de l'Empire turc, c'était, non le sultan, mais l'aga des janissaires, à la condition d'obéir à ses hommes. Or, les pires de tous, de l'aveu général, c'étaient ceux de Belgrade. Les plus vieux, ceux qui avaient fait la guerre et toujours pour être battus, avaient tout juste la discipline d'une armée turque en déroute ; les autres étaient des exilés, renvoyés de Constantinople, Dieu sait après quels méfaits, ou des Bosniaques, des Serbes renégats, plus dangereux encore que les vrais Turcs. Tant qu'ils se bornèrent, les uns et les autres, à faire la vie dure au pacha, le paysan souffrit peu ; son malheur fut qu'ils s'avisèrent de vivre sur lui, à la façon des *spahis*, les miliciens entretenus obligatoirement par les villages, mais avec une différence pourtant : tandis que les spahis jouissaient de bénéfices conditionnels,

ils entendaient, eux, avoir des biens que le sultan ne pourrait leur reprendre. Or, cette prétention, monstrueuse en pays coranique, l'état de la Turquie la rendait facile à réaliser. Dans un livre récent, on nous a expliqué comment, hier encore, des Albanais musulmans devenaient propriétaires en Macédoine. Un jour, le raya trouvait chez lui un Albanais, le fusil à la main; d'autres Albanais n'étaient pas loin; pour faire sortir l'intrus, il fallait se reconnaître son tenancier[1]. Il en a été de même en Serbie. Nénadovitch montre des janissaires entrant chez un paysan : « Raya », lui dit le chef de la bande, « je suis janissaire et vrai fils du tsar! Veux-tu que je te protège? Reconnais-moi ton aga, tu n'as pas d'argent pour l'impôt; en voici, prends-le...! Maintenant je suis ton aga! » Et désormais, le raya devra payer, outre l'impôt du sultan et la redevance du spahi, celle de l'aga que ne limite aucune loi, aucune tradition. Il tourne au serf, pas toujours maltraité, c'est vrai. — « Nos agas, à côté des begs de Bosnie, c'était la rose et le basilic », dit un contemporain[2]. En revanche, quand son maître est cruel, le raya n'a plus de recours contre lui. « Les voici, ton sultan, ton vizir et ton pacha! » lui répond l'aga en frappant sa ceinture chargée de pistolets.

Or, le raya de Serbie a des pistolets, lui aussi; il les a apportés d'Herzégovine ou de Bosnie avec un long fusil, un *kandjar*, et quelque peu de l'humeur du Monténégrin. Opprimé, il se fait *haydouk*, demi-révolté, demi-brigand, et que l'aga ne se risque plus du côté des bois! Au surplus, qu'est-il besoin de se faire haydouk? M. Voukitchévitch a recueilli cette tradition qu'un soir la mère et la femme du futur chef de la révolte serbe étaient seules dans leur chaumière; un Turc arrive, se fait servir à boire, à manger, puis louche sur la jeune femme. « Va-t'en! dit-il à l'autre; laisse-nous seuls! — Que veux-tu faire? crie la vieille. Ne sais-tu pas que c'est ma bru? » Il se lève et va la jeter dehors, quand la porte s'ouvre; c'est Karageorge qui revient. On se salue, on cause, et doucement le Turc porte la main à sa ceinture; son hôte le prévient... Le lendemain, d'autres Turcs rencontrent, perdu dans la campagne, le cheval de leur camarade; quant à lui, il est chez Karageorge, entre les racines des pruniers[3].

De telles histoires, on n'en trouve pas dans les mémoires de Matia, soit que le pays de Valiévo fût à l'écart des routes mal fréquentées, soit qu'Alexa fût bien gardé; knèze, il avait des *pandours*,

1. René Pinon, *la Question d'Orient au XIXe siècle*.

2. Cf. Stoyan Novakovitch, *Tursko tsarstvo pred srpski oustanak* [*l'Empire turc avant la révolte serbe*]. Belgrade, 1906, *passim*.

3. Voukitchévitch, *Karadjordjé*, t. I, p. 52 et suiv. Belgrade, 1907.

des gardes[1]. Bon diplomate, d'ailleurs, il avait des amis parmi les Turcs, tout en détestant leur nation; comme les autres rayas, en effet, il était passé par le cours d'histoire nationale qu'est la chanson serbe; plus qu'eux, étant plus civilisé, il sentait la lourdeur du joug, et mieux qu'eux il savait comment le secouer. Il recevait parfois de pieux pèlerins qui, revenant de Jérusalem ou de Kief, en dépit de la carte, par Vienne ou Saint-Pétersbourg, parlaient avec éloges de l'empereur Joseph II, avec enthousiasme de l'impératrice orthodoxe du grand empire slave. On a retrouvé dans les archives russes des suppliques à Catherine II et à Potemkine signées de beaucoup de knèzes, parmi lesquels figure Alexa.

En 1788, le moment paraît arrivé; l'Autriche et la Russie déclarent la guerre au sultan. Tandis que les Serbes d'outre-Save et Danube, dans les régiments des *confins militaires*, forment le gros de l'armée du maréchal Lascy, ou, comme le moine Dosithée Obradovitch, chantent à l'avance le vol victorieux des aigles impériales, ceux de Turquie n'attendent qu'un signal pour se soulever. A la vérité, ce signal aurait dû leur venir sous la forme d'une proclamation de l'Empereur, avec des promesses formelles, mais y regarde-t-on de si près quand les cœurs brûlent d'impatience? Un jour, un certain Miouchko arrive chez Alexa; l'Empereur, dit-il, l'a chargé d'appeler les Serbes à la révolte. Alexa convoque aussitôt les hommes de ses villages. Rassemblés, ils commencent par se partager le bétail des Turcs, puis marchent sur Valiévo dont les Turcs ont déjà mis à l'abri leurs femmes et leurs enfants. On se bat; les agresseurs, dont beaucoup n'ont que des faux, l'emportent grâce à leur nombre, et bientôt la ville flambe, à la grande joie des petits Serbes qui, du haut de la montagne, assistent à la lutte. Le lendemain, les paysans ramassent tout ce qui n'a pas brûlé et l'emportent; Alexa reste presque seul, attendant les Autrichiens qui ne paraissent toujours pas. Pourtant Joseph II est tout près, au monastère de Fenek, en Slavonie. Alexa s'y rend; son ami Arsa Andréyévitch l'accueille et le conduit sur un balcon qui domine la cour du couvent : « Vois-tu l'empereur, Alexa? — Comment le voir? Il n'y est pas! — Mais si, le voilà! — Que dis-tu? Ils sont comme ça, vos empereurs! Mais il n'a ni grand manteau, ni grand bonnet! Celui du pacha, à Belgrade, est deux fois plus haut! » — De son côté, le pandour d'Alexa se lamente : « Quelles jambes! Quels pauvres mollets! Quel petit habit! Et nous qui comptions sur

1. Il n'est peut-être pas hors de propos de remarquer que le sobriquet de *pandore* appliqué au gendarme, inexplicable autrement, dérive de ce mot serbo-croate.

lui pour nous habiller! — Vous ne voudriez pourtant pas, dit Arsa, qu'un empereur chrétien soit habillé comme vos Turcs! »

Une heure après, le knèze est appelé chez Joseph II. Dûment stylé, il n'essaye pas de baiser le pan de son vêtement, comme on le fait de la robe du pacha, et se tient, à l'audience impériale, aussi bien qu'un autre. Il comprend vite que Miouchko, le commensal de l'empereur, à ce qu'il affirmait, a pris sa mission sous son bonnet, — à moins qu'elle ne lui ait été soufflée par quelque agent subalterne, — et que les Autrichiens ne songent pas encore à passer la Save. Les chrétiens vont-ils donc être livrés aux représailles des Turcs? Joseph II propose à Alexa de les amener en terre autrichienne, et c'est en effet le seul parti à prendre. Quelques semaines plus tard, les femmes et les enfants de Brankovina, répartis dans les villages de Slavonie, y sont fauchés par la misère et les épidémies, cependant que les hommes, enrégimentés dans un corps franc (*freikor*), y font l'exercice sous les ordres d'un Serbe autrichien, le colonel Mikhalévitch; nommé lieutenant, Alexa le fait aussi. Puis, quand les *freikortsi* sont dressés, équipés, — bonnet rouge ou noir, capote noire, culotte bleue, fusil, pistolets, coutelas, — ils repassent la Save et, tandis que l'armée régulière s'attarde devant Belgrade, ils poussent les Turcs jusqu'en Vieille-Serbie[1]. Un coup de foudre les arrête; la paix est signée[2] et le pays rendu aux Turcs. « Tous les cœurs en saignent! » écrit, dans sa chronique, le moine Hadgi-Roufime.

Cette paix, en effet, ce n'est pas seulement la perte de la liberté qu'on croyait reconquise; c'est encore le peuple livré aux représailles des Turcs. Une amnistie a bien été stipulée, mais quel Serbe serait assez fou pour y croire? Les Autrichiens, qui n'y croient pas davantage, offrent un asile chez eux, mais « d'eux aussi tout le monde craint une trahison », note encore Hadgi-Roufime. Les prêches du métropolite grec de Belgrade n'y font rien, ni les promesses de Mikhalévitch. « Viens avec nous contre les Français, dit-il au lieutenant Alexa, l'empereur te fera capitaine. D'ailleurs, tu lui as juré fidélité. — C'est vrai, répond Alexa: j'ai juré de le servir contre les Turcs, pour la liberté de mon pays, et j'ai tenu mon serment. Mais il nous abandonne, lui, comme ses ancêtres ont abandonné les nôtres! Je vais repasser la Save; j'irai de monastère en monastère crier à chaque moine, à chaque prêtre, qu'il inscrive que jamais Serbe ne devra se fier aux Allemands... — Au nom du ciel, tais-toi! s'écrie Mikhalévitch; s'ils t'entendent, ils te fusilleront! — Hé! riposte

1. Voir Pavlovitch, *Srbija za vreme poslednieg austro-turskog rata (1798-1891)* [*la Serbie pendant la dernière guerre austro-turque*]. Belgrade, 1910.
2. Paix de Sistova, 4 août 1791.

Alexa, je sais bien que je parle à un Serbe, mais j'en dirais autant à tous les *Chvabi!* » Et, tandis que Mikhalévitch va se faire tuer sous Landrecies, Alexa repart, avec ses hommes, pour son pays dévasté.

Plusieurs mois s'y passent sans que les ex-*freikortsi* entendent parler des Turcs; la paix les a pris au dépourvu presque autant que les Serbes, et c'est à peu près seul que leur pacha rentre dans Belgrade. Conseillés par les évêques serbes d'outre-Danube, les knèzes profitent de ce quasi-interrègne pour solliciter des garanties, voire des privilèges. En Morée, dans les Cyclades, en Valachie, en Moldavie, même en certains coins du pays serbe, les chrétiens, une fois le tribut payé, n'ont plus rien à savoir des Turcs; pourquoi n'en serait-il pas de même dans ce pachalik de Belgrade que la Porte a tant d'intérêt à pacifier[1]? Une députation serbe se rend donc à Constantinople; elle en rapporte, en 1793, le firman souhaité. Désormais, le pachalik payera un tribut fixe que les chrétiens percevront eux-mêmes; les spahis recouvreront leurs biens, mais non les agas; les knèzes seuls feront la police des campagnes. Ce n'est pas l'autonomie, mais la fin du *zouloum*, des exactions, ou du moins cela la serait, si la Porte y pouvait quelque chose. En fait, l'année n'est pas écoulée que, rentrés à Belgrade en dépit des promesses de Sistova, les janissaires y obtiennent de Chachin-Pacha l'ordre aux knèzes d'avertir les rayas qu'ils doivent toujours tous les impôts d'avant la guerre. « On nous lapidera, disent les knèzes; mieux vaut repasser chez les Allemands! » Cependant, sur le conseil de l'architecte Moustafa, ils envoient une supplique au sultan, et quinze jours après un courrier tatar arrive au grand galop. « A bas Chachin! hurle-t-il. Vive Moustafa-Pacha! » Sans perdre un instant, le nouveau maître s'installe au *konak*; le lendemain, il fait tuer d'un coup de feu dans le dos le plus remuant des agas, et dès lors, les autres s'étant enfuis, le nouveau régime peut fonctionner.

Nous ne le connaissons guère que par Matia Nénadovitch. Il raconte qu'à Valiévo son père n'a plus affaire, en fait de Turcs, qu'à des cadis; à la vérité, pour rentrer dans le prix de leur charge, ils essayent de rançonner les contribuables comme autrefois, mais Alexa se plaint et Moustafa les rappelle; en deux ans, Valiévo en voit passer dix-huit! A Belgrade aussi, les temps sont changés. Les knèzes

1. Voir Novakovitch, *Vaskrs derjavé srpske* [*la Renaissance de l'État serbe*], p. 10-12 (Belgrade, 2e édit., 1904), et en français la thèse de doctorat de Grégoire Yakchitch, *la Résurrection de la Serbie*, chap. I (Paris, Hachette, 1907).

ne se présentent plus au konak escortés des plus guenilleux de leurs administrés et déguenillés eux-mêmes, en criant : « Grâce! Miséricorde! Nous sommes nus! Nous sommes affamés? » pour obtenir un rabais sur l'impôt; maintenant le pacha les reçoit avec égard, leur offre un café qui n'est pas le « mauvais café », si fréquemment employé par ses collègues, leur parle des affaires du pays. L'impôt est vite expédié; il n'y a plus qu'à le répartir entre les districts où les assemblées populaires achèveront sa répartition. Ce dont on parle surtout, au konak, c'est des janissaires que Moustafa doit craindre autant que les rayas les craignent. A Chabatz, ils ont assassiné le knèze Ranko; ne pouvant saisir les coupables réfugiés en Bosnie, Moustafa fait pendre au petit bonheur vingt-sept de leurs complices réels ou supposés. Puis d'autres janissaires le menacent de Viddin, où Pasvan-Oglou, révolté contre la Porte, convoite Belgrade; lui résister ne sera pas facile, et c'est là l'occasion de grands soucis pour le petit parlement qui siège autour du narghilé de « la mère des Serbes », comme on a surnommé Moustafa.

Il ne dispose, en effet, que des spahis du pachalik, et la dernière guerre en a réduit le nombre; il faudrait engager des *kirdjalis*, des mercenaires, mais avec quel argent? Le sultan n'en envoie pas et les rayas n'en paient plus assez; il faudrait doubler leur tribut. Quand Moustafa le leur dit, les knèzes se taisent d'abord, mais se concertent et décident d'invoquer, pour refuser, le firman de 1794. Le lendemain, au konak, ce n'est plus leur « mère » qu'ils trouvent, mais Hadgi-Moustafa-Pacha. Ils le saluent, il ne les voit pas; ils baisent son caftan, il ne s'en aperçoit pas; ils restent debout devant lui, il tire de son narghilé bouffée sur bouffée. Au bout de deux heures, il sort de son rêve. « Tiens, knèzes, vous êtes là! Que ne le disiez-vous! » Les Serbes parlent alors, et c'est pour défiler le chapelet de leurs plaintes. « C'est bien, dit le pacha; puisque je ne peux faire la guerre, je m'arrangerai avec Pasvan-Oglou et vous avec les janissaires. Bonne chance! » Les Serbes s'en vont fort déconfits; le pacha n'a pas tort, c'est clair, mais comment faire accepter aux villageois le doublement de leur tribut! Il y a pourtant une solution qu'Alexa trouve et porte au konak. « Pacha, dit-il, demander de l'argent à nos paysans qui n'en ont plus, c'est les chasser chez l'Allemand, et la terre de Sa Hautesse restera vide... — Eh! c'est possible, concède Moustafa. — Alors, à défaut d'argent, nous t'offrons des hommes qui s'armeront et s'entretiendront eux-mêmes... — Êtes-vous tous de cet avis? » — Sur la réponse affirmative d'Alexa, il frappe des mains: le café apparaît, et aussi des écritoires; il faut faire le compte des contingents promis. Puis

Moustafa rédige une proclamation qui sera lue dans tous les villages. « Écoutez tous! Le Serbe qui n'a pas un fusil, deux pistolets et un grand coutelas, qu'il vende une vache et les achète! Sinon, il aura cinquante coups de bâton sur la plante des pieds et cinquante *grosch* d'amende! Respectez l'ordre du vizir! » Et c'est ainsi qu'après que l'Autriche a soulevé les rayas contre les Turcs, leur pacha les soulève encore, au nom du sultan, et toujours contre les Turcs.

Quelques mois après, l'armée de Pasvan-Oglou entre en Serbie; les spahis et les rayas la repoussent. Pourtant un parti d'ennemis gagne Belgrade; Moustafa s'enferme dans la citadelle et appelle à son secours les paysans riverains de la Save. Ils arrivent, reprennent la ville de vive force, y font bombance avec le vin et le raki du pacha et pillent les maisons des janissaires comme jadis celles de Valiévo; Matia, qui est venu apporter du linge frais à son père, les trouve empilant le butin dans leurs charrettes; ils ne laissent pas un clou derrière eux. Le manque de vivres les fait enfin partir, et Moustafa espère en des jours paisibles. Il a compté sans le général Bonaparte dont le débarquement en Égypte suscite un tel réveil du fanatisme musulman que le parti des réformes disparaît de Constantinople. Dans la crainte de voir les agents français lier partie avec ses rebelles, le sultan se hâte de traiter avec ceux-ci, et d'abord avec Pasvan-Oglou; du coup, les ex-janissaires de Belgrade sont pardonnés. Ils rentrent, en promettant d'être sages, dans les villes de Serbie, et d'abord, comme ils y trouvent des chrétiens dans leurs maisons, ils les en chassent. Mais Belgrade aussi a été leur maison; comment ne pas vouloir la reprendre? Ils réussissent à faire croire à Moustafa qu'ils lui livreront Viddin; il y envoie son fils et ses meilleurs soldats. Ceux-ci ont à peine passé les portes de Belgrade que les janissaires se révoltent; le pacha se sauve dans la citadelle, et cependant ses troupes et les paysans bloquent la ville. Mais les mutins passent par une conduite d'eau et surprennent Moustafa, qui, le couteau sur la gorge, signe l'ordre à ses défenseurs de se disperser; il n'en est pas moins tué quelques jours plus tard. Les janissaires sont maîtres du pachalik, sauf résistance de la Porte ou des rayas.

Or, à Constantinople, l'aga des janissaires, qui aura sa part des dépouilles de Moustafa, n'enverra pas ses hommes contre leurs frères; le sultan Sélim a beau menacer, jurer qu'il lèvera une armée telle que les Osmanlis n'en ont jamais vu, — sans doute celle des rayas, — il n'en est pas moins obligé, en définitive, de se déclarer satisfait, d'envoyer à Belgrade, avec ordre de s'y faire oublier, un autre pacha, de remettre enfin, par un solennel *hatti-shérif*, les choses de Serbie dans l'état où elles étaient avant la dernière guerre.

Triomphants, les janissaires se choisissent alors, — non sans bataille, — quatre chefs, les *dahis*, qui enrôlent, non des *kirdjalis*, susceptibles de devenir des concurrents, mais des Bosniaques, des « flotteurs de bois » de la Save et de la Drina, qu'ils arment et répartissent dans les villages. Ces nouveaux venus surveillent les paysans, se font nourrir par eux, bâtir des *hans*, des maisons fortifiées, perçoivent les impôts, d'abord ceux du sultan et des spahis qui, bien entendu, n'en auront jamais rien, puis celui des janissaires qui frappe maintenant toutes les terres du pachalik. « Qu'on se représente », s'écrie Saint-René-Taillandier, « à toute heure et sous toutes les formes, un immense brigandage. Piller, incendier, c'étaient les moindres cruautés de ces êtres féroces ! » Il y a peut-être là quelque exagération, de même que dans la supplique au sultan où les knèzes affirment que nul chrétien ne peut être sûr de la vie et de l'honneur de sa famille. En tout cas, il s'est passé des scènes semblables à celle que M. Voukitchévitch a trouvée dans la légende de Karageorge. Celui-ci est allé, avec quatre amis, au monastère de Voliavtcha, pour la fête locale. « On dit que Sali-Aga, de Roudnik, y sera. Nous le recevrons ! » Sali-Aga arrive, en effet, au milieu des coups de fusil, « comme pour une noce », et du grenier, où les moines les ont cachés, Karageorge et ses compagnons voient les filles que le Turc a réquisitionnées au village le servir suivant le rite traditionnel. Celle qui fait le *baïraktar*, le porte-étendard, se tient debout devant lui ; celle qui est le *roi* tient une aiguière pleine de raki et en verse dans la coupe que la *reine* porte à ses lèvres ; puis le *roi* pèle une pomme, et la *reine* en pose les quartiers dans cette bouche béante... Réconforté, le Turc veut qu'on danse ; un vieillard qui s'esquive est aperçu, ramené, battu. George prend son fusil. « Choisissez chacun le vôtre », dit-il à ses amis ; « moi, je tiens l'aga ! » Mais les autres l'arrêtent : la moisson est sur pied, comment la récolter si la révolte commence tout de suite ? Il vaut mieux attendre l'hiver pour flamber à la fois les *hans* et leurs garnisaires. Karageorge relève son fusil ; pour cette fois, Sali-Aga peut continuer la fête et s'affirmer, jusqu'au bout, le « taureau de Roudnik ».

Contre ce joug, les Turcs « légaux », les spahis, se révoltent les premiers, mais ils sont peu nombreux et les chrétiens les soutiennent mollement, le sultan pas du tout ; ils échouent donc. Cette tentative, les knèzes la reprendront-ils ? Il semble d'abord que non ; la chute de Moustafa a tellement effrayé les paysans que beaucoup ont fui soit en Autriche, soit dans la forêt. Pourtant, ces derniers sont prêts à se révolter ; mais que feront-ils sans un allié dont le nom leur rallie les masses ? Cet allié, ce fut jadis l'empereur et récemment le sultan ;

auquel des deux s'adresser maintenant? Des négociations s'engagent; aux noces, aux fêtes des villages, les knèzes ont des entretiens mystérieux. Puis des émissaires vont à Constantinople avec des lettres pour le sultan; d'autres en Croatie et en Slavonie, où justement la paix de Lunéville a ramené les régiments serbes; à Corfou, qui a maintenant garnison russe; à Raguse, où le consul russe Fonton vient de s'installer; à Pétersbourg même. L'évêque du Monténégro y a ses agents, et c'est peut-être à leurs démarches qu'il faut attribuer le succès, près des conseillers d'Alexandre Ier, d'une idée qui est comme la réduction du « projet grec » de Catherine II, celle de la fondation, de l'Adriatique au Danube, d'un royaume « slavéno-serbe » protégé ou même possédé par le tsar[1].

Cependant, Alexa se tient coi; on dirait, depuis le coup de main de Belgrade, qu'il ne veuille plus s'occuper de rien. Les *dahis* le somment-ils d'apposer son cachet sur une missive au sultan où les chrétiens se déclarent enchantés du nouveau régime, il l'appose et compte sans doute que personne n'en sera dupe. Un peu plus tard, quand un des dahis imagine de lever les chrétiens, comme jadis Moustafa, mais pour faire la guerre aux begs de Bosnie, il y va comme les autres, mais manœuvre pour amener un accord grâce auquel les chrétiens rentrent chez eux sans combat. Il ne se dissimule d'ailleurs pas que sa soumission ne le tirera pas d'affaire et que le fait d'avoir obéi à la tête de 1,800 hommes est une raison de plus pour qu'on se débarrasse de lui. Tout le monde le sait : « Vois-tu », lui dit le spahi Mouya-Beg, « ça ne peut plus durer ainsi! Je pars à La Mecque, pas pour mon plaisir, mais pour échapper à ces chiens de dahis. Toi, knèze, prends ta femme et tes enfants et passe en Autriche. Autrement, à mon retour, tu ne seras plus de ce monde! — A quoi bon? répond Alexa; si je fuis, les agas diront : « Alexa est allé chercher les Allemands pour nous attaquer, et les autres knèzes et le pauvre peuple pâtiront pour moi. Où je suis né, je vivrai et mourrai; à la grâce de Dieu! » Elle l'a déjà tiré d'une embuscade et d'une tentative d'empoisonnement; peut-être atteindra-t-il, sain et sauf, la crise que tout le monde prévoit et que d'ailleurs il prépare en sous-main.

Les dahis en auraient été avertis par la saisie d'une lettre où Alexa demandait à un vieil ami, le major autrichien Mitesser, de la poudre d'abord, puis des officiers pour diriger la révolte. Mais l'authenticité de cette lettre n'est pas absolument sûre, et les dahis ont pu apprendre d'ailleurs un secret partagé par tant de monde; le seul

1. Voukitchévitch, *ouvr. cité*, t. I, chap. XI.

fait certain, c'est que, brouillés en décembre 1803, ils se réconcilient en janvier 1804 et tiennent conseil sur conseil avec les plus notables des agas. De ceux-ci, les uns demandent qu'on tue tous les Serbes adultes, après quoi on « turquisera » les survivants; d'autres, plus modérés, suggèrent de convoquer, sous divers prétextes, les knèzes, les anciens *freikortsi*, les popes les plus remuants; une fois pris, on les expédiera à loisir. Cet avis l'emporte, malgré l'opposition du père du dahi Mehmed-Aga-Foktchitch : « Vous tuerez un, deux, trois knèzes; le quatrième vous échappera et mettra le feu partout; avec de la paille, on étouffe le feu, mais on risque aussi de le faire flamber! » On passe outre; une liste de condamnés est dressée et des ordres expédiés aux janissaires des campagnes; à jour fixe, ils devront tuer tel et tel. Foktchitch en personne se charge d'Alexa.

Matia raconte que, vers le 15 janvier 1804, son père reçut l'avis que le dahi venait chasser dans le pays. Il se rendit à sa rencontre avec un autre knèze, Birtchanine; ils furent bien reçus, mais, aussitôt revenus à Valiévo, jetés en prison. A cette nouvelle, Jacques Nénadovitch accourut et s'en fut, sur le conseil de ses amis musulmans, se jeter aux pieds de Foktchitch. « Ce que j'en ai fait, dit celui-ci, c'est parce qu'on m'a mal reçu; pour 30,000 piastres, je relâcherai mes deux prisonniers. » Jacques ramasse tout ce qu'il peut, — même les femmes sacrifient leurs colliers de sequins, — et cependant il est loin des 30,000 piastres demandées. Par le soupirail de sa prison, Birtchanine crie qu'on se hâte de trouver le reste; Alexa, lui, parle autrement : « Jacques, ne donne pas un para; ne mets pas mes enfants sur la paille. Foktchitch prendra l'argent et nous fera tout de même tuer. » Cependant, Matia arrive à Valiévo, et d'abord il envoie le pandour Glicha reconnaître les abords de la prison. Alexa se fâche. « Que vient-il faire ici? Pour Dieu, Glicha, remmène-le! Personne ne peut plus me sauver! » Et il dit par quelle ruelle il faut fuir. Matia sort de la ville et bientôt il est rejoint par son oncle. Tout est fini; Alexa a marché au supplice « comme à la fête », demandant seulement qu'on le fît périr par le sabre, de la mort des braves. Le bourreau l'attendait sur le bord de la rivière; là, devant le peuple assemblé par ordre, Foktchitch a fait lire la lettre au major Mittesser. « C'est elle qui te tue, Alexa, toi qui conspires avec les Allemands... Ce serait un péché que de te laisser la tête, à toi qui veux les nôtres. » Et sur un signe les deux têtes sont tombées.

Le même soir, Matia et son oncle rentrent à Brankovina. Les gémissements éclatent, mais se taisent bientôt; il faut faire fuir dans la forêt les femmes et les enfants et s'occuper, d'autre part, d'avoir le

corps d'Alexa. Les Nénadovitch y réussissent, et même, quelques jours après, ils peuvent y joindre la tête que Foktchitch avait fait accrocher à son konak. Entre temps, Jacques doit se défendre de l'honneur, que veut lui imposer ce même Foktchitch, de devenir knèze à son tour; heureusement pour lui, sur des nouvelles de l'intérieur, le dahi repart précipitamment pour Belgrade.

C'est qu'en effet la prédiction de son père s'est réalisée; la paille a flambé. Sain et sauf, Karageorge tient la campagne et la renommée colporte déjà la nouvelle de ses succès. Matia se risque hors de Brankovina et va voir un ami d'Alexa, le vieux Sava Jivkovitch, qu'il trouve, non dans son village, mais sur la montagne. « Que fais-tu là, compère? — Ce que nous faisons, mon pope! Nous avons envoyé les femmes dans la forêt et puis nous avons pris nos fusils; à la grâce de Dieu! » Ça va bien, se dit Matia, si les vieillards eux-mêmes parlent ainsi! Et il se décide à convoquer les contingents que jadis Alexa commandait. Ils arrivent de tous les villages, et, devant l'église de Brankovina, on déploie solennellement l'étendard blanc, rouge et bleu, dont les couleurs sont toujours celles de la Serbie; il n'y aurait plus qu'à marcher sur Valiévo, si la poudre ne manquait. Matia part en acheter aux Allemands, et, quand il arrive à Zabregié, sur la Save, il apprend que Pierre Géritch vient d'y tuer un Turc. « Pourquoi donc, Pierre », demande-t-il prudemment, « te brouilles-tu avec ces gens-là? Vous autres, les riverains de la Save, vous n'avez qu'à la passer pour leur échapper; nous, dans l'intérieur, nous serons tués ou faits esclaves ». Géritch fronce le sourcil : « Nous voulons venger le knèze, ton père. Toi, fais à ta guise! » Matia sourit et conte ses nouvelles : « Ah! pope, que ne les disais-tu plus tôt! »

Puis il arrive à Semlin, chez ce major Mittesser qui a été l'ami d'Alexa. On l'accueille bien; mais tout ce qu'on fait pour lui, c'est de le mettre en rapport avec un Serbe du pays, qui se chargera des fournitures, et avec un ancien serviteur de Moustafa, un certain Déli-Ahmed, qui ne demande qu'à marcher contre les janissaires. Or, un Turc dans le camp serbe, ce sera, pour les indécis, la révolte légalisée, approuvée par le sultan. Matia se hâte donc d'emmener son homme et de le présenter, à Zabregié, aux cinq cents hommes qui maintenant y sont rassemblés. « Voici, dit-il, l'envoyé du fils de Moustafa, Dervich-Bey, qui va venir avec un firman et une armée pour chasser les brigands et reprendre la place de son père. — *Tako yé! Tako yé!* C'est vrai! C'est vrai! » répète docilement Déli-Ahmed. Grandement encouragée, « l'armée » se met en route pour

rejoindre celle de l'intérieur et arrive au village de Lioubinitch. On cherche le *kmète*, le maire, mais il se cache et c'est à grand'peine qu'on l'amène à Matia, qui lui refait son discours sur Dervich-Bey. Le kmète reste pourtant méfiant et maussade, si bien que les autres se fâchent. « Tu demandes ce que nous voulons », lui dit le pope Léonti, « mais tu le sais bien et tu le veux comme nous! — Sans doute, mais que s'en suivra-t-il? — On le verra bien. Est-ce que Foktchitch s'est demandé ce qui sortirait du massacre des knèzes? » Alors le kmète prend Matia à part : « Malheureux! » lui dit-il tout bas, « tu crois que tu vas retrouver ton oncle avec ses hommes. Eh bien! ils l'ont tous planté là, et leurs kmètes sont allés faire leur soumission à Valiévo. » Matia lui fait jurer le secret; puis, sous prétexte de mesures à concerter, il part en avant et trouve, en effet, son oncle presque seul et découragé : « Vous seriez plus gaillard que cela, dit Matia, si vous aviez vu les gens de la Save. Ce sont des lions... » Et il envoie chercher, pour leur annoncer une grande nouvelle, tous les kmètes du voisinage. Ils viennent donc et apprennent que Dervich-Bey est tout proche, avec des canons. « Il faut choisir! Si vous voulez, allez rejoindre les agas à Valiévo, mais sachez bien que le sultan et les autres Serbes seront plus forts qu'eux et que vous. » Le knèze Péya, le successeur d'Alexa, se gratte la tête, indécis, mais un kmète l'interpelle : « Vois-tu, knèze, si ce pope me disait « mange de la viande le mercredi et le ven- « dredi », je le ferais. Comment ne pas le suivre contre les Turcs? » D'autres font chorus, le knèze se décide, et tous ensemble on marche sur Valiévo. La ville est prise et brûlée, cependant que, des hauteurs voisines, on voit à l'horizon de grandes lueurs rouges. Et les paysans de se dire : « Karageorge a pris Roudnik; ça va bien! »

De Valiévo, les bandes marchent sur Chabatz, sous les ordres de Jacques; Matia, lui, achète de la poudre qu'il paye avec les porcs de son oncle, et l'on se demande pourquoi cet animal sauveur ne figure pas, comme le bœuf et le coq, sur les billets de banque de l'État serbe! Puis un lieutenant croate, « bon homme, quoique de foi latine », lui suggère d'écrire aux évêques serbes de Hongrie et à l'archiduc Charles, qui justement inspecte les places du voisinage; lettres embarrassantes, certes, pour un lettré de Brankovina, mais, comme dit le Croate, « il suffit de raconter ce qui est arrivé et de demander aide et conseil sans finesses. Autrement, ils en feraient aussi et le diable n'y verrait goutte! » Les lettres partent, et leur premier effet, c'est l'envoi, par un évêque serbe de Hongrie, du petit canon qui lui servait à carillonner les grandes fêtes, et d'un canonnier allemand, qui désormais représentera l'empereur dans le camp serbe

comme Déli-Ahmed y représente déjà le sultan. Canon et canonnier sont envoyés devant Chabatz; les *begs* de Bosnie viennent au secours de la place; une petite troupe de haydouks, laissée seule devant eux, meurt héroïquement, mais tout de même Chabatz se rend. Quelques jours plus tard, — effet de la lettre à l'archiduc, — le commandant de Semlin invite agas et rayas à une conférence; il y sera le médiateur. Matia s'y rend et voit Karageorge. Dès lors, l'histoire de l'insurrection de Valiévo se confond avec celle de la révolte générale.

Y suivre notre héros n'est pas nécessaire; nous connaissons maintenant le sens des événements de 1804. L'idée des révoltés, qu'ils n'expriment guère, — « ce que nous voulons, tu le veux aussi », dit sans plus le pope Léonti au kmète récalcitrant, — ce n'est pas précisément la renaissance de l'État serbe: on n'y songera qu'après les grands succès. C'est encore moins la liberté pour laquelle combattent les Français; le rêve du raya, ce n'est pas encore la fin de l'oppression, mais simplement celle du désordre dans l'oppression; Matia ne parle aux masses que du *zouloum*, des meurtres et des brigandages qui leur imposent la révolte ou la fuite en Autriche; encore doit-il, pour les entraîner, leur promettre l'appui de l'empereur et du sultan. Qu'est-ce à dire, sinon que le peuple serbe est non moins brave, mais peut-être moins batailleur que nous l'imaginons sur la foi de légendes? Comme le dit aux knèzes un des plus intrépides parmi les haydouks, Stanoyé Glavasch : « Le peuple et nous, ça fait deux! » L'un défriche, sème, récolte, paie les dîmes et les impôts, déteste les Turcs, mais tire de l'histoire la leçon que se révolter serait inutile; les autres luttent, mais, ne distinguant pas toujours, quand ils pillent, entre les Turcs et les rayas, ils ont parfois affaire aux uns et aux autres : la légende veut que Karageorge, au temps où il était haydouk, ait essuyé le feu des paysans de Valiévo. Il a fallu, pour rapprocher ces deux éléments, d'abord la perfidie des dahis, les exactions des agas, le désespoir des paysans; puis, d'autre part, les espoirs des notables qui savaient la faiblesse des Turcs, et que leur courage n'empêchait pas, à l'occasion, de coudre la peau du renard sur celle du lion. Cette genèse compliquée de la révolte serbe, nul document ne l'éclaire mieux que les mémoires du protopope Matia Nénadovitch.

Émile Haumant.

LES

DIVISIONS DANS LES COMITÉS DE GOUVERNEMENT

A LA VEILLE DU 9 THERMIDOR

D'APRÈS QUELQUES DOCUMENTS INÉDITS.

I.

La crise qui se dénoua au 9 thermidor fut causée par des luttes de personnes plus encore que par des conflits de programmes ou de partis. Elle ne paraît si obscure que parce que les acteurs en scène, étant poussés par des inimitiés privées, ne voulaient pas ou ne pouvaient pas tout dire. Les reproches qu'ils s'adressent aux Jacobins ou à la Convention ont quelque chose de voilé et d'inachevé. On les sent pleins de réticences et de sous-entendus. Ils se portent des coups terribles, mais ce sont des coups fourrés. En public, ils jouent un rôle. Ils dissimulent les véritables raisons de leurs désaccords. Ils ne sont pleinement sincères que dans l'ombre des comités. Là ils s'injurient et se menacent, mais injures et menaces ne laissent pas de traces immédiates. Quand ils se décideront à parler clairement, ce sera après les événements, pour des besoins apologétiques; si bien que leurs aveux tardifs éveillent la défiance.

Aussi est-ce une bonne fortune que de mettre la main sur des documents strictement contemporains qui permettent de saisir sur le fait et au moment même l'action souterraine des antagonistes aux prises. C'est le genre d'intérêt que nous paraissent offrir ceux que nous voudrions présenter aujourd'hui aux lecteurs de la *Revue historique* en les remettant à leur place et dans leur lumière.

Tous les témoignages s'accordent à nous apprendre que les premiers dissentiments graves et persistants commencèrent à se manifester dans les comités après le fameux décret du 18 floréal, par lequel Robespierre avait fait reconnaître solennellement l'existence de Dieu et de l'immortalité de l'âme. Le Comité de Sûreté générale, composé d'une grande majorité de « déchristianisateurs » à outrance, affectait de considérer Robespierre comme un protecteur masqué du catholicisme. Vadier et Amar se firent surtout remarquer par la violence de leur opposition. Le premier était profondément anticlérical. Le second avait contre Robespierre des griefs d'autre sorte. Chargé du rapport sur l'affaire Chabot, il n'avait voulu y voir qu'une affaire d'agiotage

et tout son effort avait porté sur la falsification du décret de liquidation de la Compagnie des Indes. Robespierre lui avait reproché sans ménagements de négliger le côté politique de l'affaire, « la conspiration de l'étranger », que Chabot et Basire avaient dénoncée. De là des rancunes qui durèrent. Le rapport contre les dantonistes avait été enlevé au Comité de Sûreté générale et confié à Saint-Just. Le Comité fut froissé de se voir relégué au second plan. Il fut plus froissé encore quand il se vit dessaisi du rapport sur la réorganisation du tribunal révolutionnaire. La célèbre loi du 22 prairial fut déposée au nom du Comité de Salut public par Couthon, qui s'était aidé des conseils de Robespierre. Griefs d'amour-propre, griefs impardonnables.

La question religieuse offrait au Comité de Sûreté générale l'occasion d'une revanche. Au moment même où se célébrait au milieu d'une pompe grandiose la fête de l'Être suprême, Vadier mettait la dernière main à un grand rapport qu'il lut à la Convention sept jours plus tard, le 27 prairial. Il y dénonçait une nouvelle conspiration « fanatique », la conspiration de Catherine Théot, la *Mère de Dieu*, une pauvre vieille illuminée qui, dans son étroit logement de la rue Contrescarpe, annonçait aux malheureux comme elle la fin prochaine de leurs misères, la venue du Messie qui régénérerait toute la terre. L'affaire Catherine Théot n'avait pas seulement pour but de jeter le ridicule sur l'idée religieuse, d'empêcher l'apaisement que Robespierre avait cru réaliser par la fête de l'Être suprême, elle était un coup oblique dirigé contre la personne même du nouveau « pontife ». Vadier savait en effet que le chartreux dom Gerle, ancien constituant, fréquentait chez la Mère de Dieu et que dom Gerle avait obtenu de Robespierre une attestation de civisme. Dom Gerle avait été arrêté. L'enquête ferait apparaître ses relations avec Robespierre. Les policiers, qui avaient surveillé les réunions de Catherine Théot dès le mois de floréal, lui faisaient dire dans leurs rapports que Robespierre était le Messie dont elle prédisait la venue. Ils auraient même trouvé dans la paillasse de la pauvre vieille, qui ne savait pas écrire, une soi-disant lettre qu'elle aurait adressée à Robespierre, « son premier prophète », « son ministre chéri », pour le féliciter des honneurs qu'il rendait à l'Être suprême. Bien entendu, Vadier ne dit rien de tout cela dans son rapport du 27 prairial. Il gardait ces révélations en réserve. Il les sortira à la grande séance du 9 thermidor : « Il y avait sous les matelas de la Mère de Dieu », dira-t-il alors, « une lettre adressée à Robespierre. Cette lettre lui annonçait que sa mission était prédite dans Ézéchiel, que c'était à lui qu'on devait le rétablissement de la religion qu'il débarrassait

des prêtres[1]. » La lettre de Catherine n'existe plus aux archives et peut-être n'a-t-elle jamais existé que dans l'imagination de Vadier ou de ses policiers. Mais il faut retenir l'intention d'atteindre Robespierre derrière l'illuminée[2].

Par une autre voie encore, Vadier espérait compromettre Robespierre dans la « conspiration fanatique ». Il y avait à Choisy-le-Roi un beau-frère de Duplay, de ce menuisier du faubourg Saint-Honoré, chez qui logeait Robespierre. Or, ce beau-frère, un certain Vaugeois, maire de sa commune, recevait assez souvent à sa table Maximilien. Il avait une sœur, et cette sœur avait été en rapports avec Catherine Théot. Par là encore Robespierre était vulnérable.

Après le 9 thermidor, les vainqueurs ne manquèrent pas de faire établir les relations de Robespierre avec les Vaugeois, d'une part, et des Vaugeois avec Catherine Théot, d'autre part. C'est ce que nous révèle ce curieux rapport de police :

Le 12e jour thermidor, l'an II de la République françoise une et indivisible.

Soussigné Jean-Baptiste Blache, agent principal du Comité de Sûreté générale de la Convention nationale, ayant avec moi les citoyens Louis-Daniel Bertrand et Léonard Rousselet, membres du comité révolutionnaire de la commune de Choisi-sur-Seine,

Vu ce qu'il résulte de la dénonciation à nous faite, dit agent, le matin de ce jour, par les dits membres du comité révolutionnaire et les officiers municipaux du dit Choisi, nous sommes transportés chez la nommée Marie-Louise Vaugeois, veuve de Guillaume-Jean Duchange, cy-devant nourrice du duc d'Aquitaine, demeurant à Choisi-sur-Seine, boullevart des Sans-Culottes, où étant, au nom de la loi et en vertu des pouvoirs qui m'ont été donnés par le Comité de Sûreté générale, je lui ai juré l'arrest de sa personne, et, de fait, l'ayant fait conduire en l'auberge du nommé Guenin, après avoir laissé deux membres du dit comité révolutionnaire du dit Choisi pour faire recherche de papiers qui pourroient se trouver chez elle et d'autres objets suspects, il a été procédé à ses interrogatoires comme suit :

A elle demandé si elle est sœur du nommé Vaugeois, ex-maire de Choisi, actuellement en arrestation ?

Répond qu'ouy.

A elle demandé si elle a connoissance que le dit Vaugeois eut des fréquentations, correspondances et autres affinités particulières avec les nommés Robespierre aîné, Robespierre cadet, Le Bas, Saint-Just, Henriot, ses aides de camp, Dumas, ex-président du comité (*sic*)

1. Buchez et Roux, *Histoire parlementaire de la Révolution*, t. XXXIV, p. 31.

2. Pour les détails de l'affaire Catherine Théot, voir A. Mathiez, *Contributions à l'histoire religieuse de la Révolution*, p. 97-142.

révolutionnaire, et précédemment avec Lacroix et Danton[1], si elle-même n'a pas eüe des fréquentations avec les susdénommés?

Répond n'avoir aucunes connoissances de la susditte demande.

A elle demandé si une femme dénommée la *Mère de Dieu* n'a pas demeurée chez elle à différentes fois et à quelle époque?

Répond qu'elle est venue chez elle deux ou trois fois sans se rappeler les époques.

A elle demandé si elle ne s'est pas fait tirer les cartes et dire son oroscope par la prétendue Mère de Dieu, ainsi que son frère Vaugeois et sa famille?

Répond que non.

A elle représenté qu'elle nous déguise la vérité et que les faits cy-dessus se trouvent prouvés contre elle.

A dit que ces réponses contiennent vérité.

Demandé à l'interrogée par quel canal elle avoit connu la prétendue Mère de Dieu et si elle avoit connu le nommé dom Gerle, ex-chartreux et ex-député à l'Assemblée législative (*sic*)?

Répond que ce fut la nommée Godefroy, demeurante à Paris, rue des Rosiers, dans le Marais, agremaniste (*sic*) de profession[2], qui lui amena la première fois la Mère de Dieu, que la compagnie étoit la femme Gondouin, demeurant à Paris, rue de Verderet, près la halle aux poissons, et dont le mary étoit ci-devant jardinier; que quant à dom Gerle, elle l'a connu chez son frère Vaugeois[3].

. . . . . .

Cette pièce suffirait à nous révéler, s'il en était besoin, les dessous de l'affaire Catherine Théot. Déjà, à la fête du 20 prairial, Robespierre avait été l'objet de railleries et de menaces de la part de plusieurs de ses collègues, de Bourdon de l'Oise entre autres. En écoutant le rapport de Vadier du 27 prairial, il sentit qu'une intrigue couvait dans l'ombre : « La première tentative que firent les malveillants », dira-t-il le 8 thermidor, « fut de chercher à avilir les grands principes que vous aviez proclamés et à effacer le souvenir touchant de la fête nationale [du 20 prairial]. Tel fut le but du caractère et de la solennité qu'on donna à ce qu'on appelait l'affaire de Catherine Théot. La malveillance a bien su tirer parti de la conspiration politique cachée sous le nom de quelques dévotes imbéciles. » Robespierre s'est-il douté sur le moment que Vadier ne visait pas seulement sa politique, mais sa personne? Peut-être, car il s'opposa

1. Sur ces faits, voir les dernières pages de mon article sur l'*Histoire secrète du Comité de Salut public*, dans la *Revue des questions historiques*, janvier 1914.

2. La femme Godefroy était une assidue des réunions de Catherine Théot. Elle y remplissait le rôle d'*éclaireuse*, c'est-à-dire qu'elle lisait à haute voix l'Apocalypse et l'Évangile et qu'elle *éclairait* les fidèles sur leur véritable sens.

3. Archives nationales, W 79 (papiers du parquet du tribunal révolutionnaire).

de toutes ses forces à la mise en jugement de la Mère de Dieu. Le 8 messidor, après une discussion très vive, le Comité de Salut public décida que Catherine Théot ne serait pas traduite au tribunal révolutionnaire. Cette décision, qui était en contradiction manifeste avec le décret de la Convention rendu le 27 prairial, fut la dernière victoire que Robespierre remporta au Comité. Elle ne manqua pas de fournir à ses ennemis un prétexte de plus pour l'accuser de dictature.

II.

Dès le début de messidor, la guerre ouverte était au Comité de Salut public. Billaud, Collot d'Herbois et Carnot avaient pris l'offensive contre Robespierre, soutenu par Couthon et bientôt par Saint-Just, qui revint de mission dans la nuit du 10 au 11 messidor, au lendemain de Fleurus (8 messidor). Prieur de la Côte-d'Or se rangea aussitôt aux côtés de Carnot, son compatriote[1]. Barère et Robert Lindet évoluèrent entre les deux groupes, cherchant parfois à les réconcilier. Prieur de la Marne était en mission à Brest, Jeanbon Saint-André à Toulon. Leur absence affaiblit le parti robespierriste et fut peut-être la cause indirecte de sa chute.

Billaud, qui ne pardonnait pas à Robespierre ses hésitations à abandonner Danton, s'offusqua de la loi du 22 prairial et reprocha à Robespierre et à Couthon de l'avoir fait voter sans la soumettre au préalable à l'examen du Comité de Salut public[2]. Il nous dit lui-même qu'avant d'engager l'action il avait eu une conférence avec le Comité de Sûreté générale : « Après la loi du 22 prairial, le Comité de Sûreté générale me fit appeler dans son sein pour concerter ensemble les moyens d'arrêter le tyran dans sa course dictatoriale[3]. » C'était le moment où Vadier préparait le rapport sur Catherine Théot.

Collot d'Herbois, qui avait longtemps protégé les Hébertistes et qui se sentait solidaire de Fouché, avec lequel il avait « improvisé la foudre » sur les contre-révolutionnaires lyonnais dans la plaine des Brotteaux, dut se croire en danger quand il vit Robespierre attaquer avec acharnement Fouché, son complice[4]. Billaud n'eut pas de peine à l'entraîner.

1. « Prieur de la Côte-d'Or était le seul avec lequel Carnot fût pleinement d'accord » (*Mémoires sur Carnot par son fils*. Charavay, 1893, p. 523). Carnot était originaire de la Côte-d'Or, comme Prieur.

2. *Réponse de Barère, Billaud, etc., à Lecointre*, dans la *Révolution française*, t. XXXIV, p. 168.

3. *Mémoire inédit de Billaud-Varenne sur les événements du 9 thermidor*. Paris, 1910, Alexandre Môre, p. 39.

4. Voir la séance des Jacobins du 23 prairial. Robespierre avait reproché à

Quant à Carnot, il ne pardonnait pas à Robespierre d'avoir pris le parti de Saint-Just contre lui dans deux incidents récents. Saint-Just avait, au début de floréal, protesté contre l'arrestation d'un agent des poudres et salpêtres que Carnot avait fait incarcérer au Luxembourg[1]. Carnot s'était emporté. Il y avait eu des menaces échangées. Saint-Just aurait déclaré à Carnot qu'il connaissait ses liaisons avec les aristocrates et qu'il le ferait guillotiner. Carnot l'en aurait défié et, s'adressant à Saint-Just et à Robespierre, il leur aurait crié : « Vous êtes des dictateurs ridicules. » Le Comité donna raison à Carnot. L'autre incident, plus grave, se produisit à l'occasion de la seconde mission de Saint-Just à l'armée du Nord. Le 30 prairial, après la prise d'Ypres, Carnot, sans consulter Saint-Just, qui était devant Charleroi, avait donné l'ordre à l'armée du Nord de réclamer à l'armée de la Moselle un renfort de 15,000 hommes d'infanterie et de 1,500 de cavalerie. Quelques jours après la victoire de Fleurus, qui eut lieu le 8 messidor, Pichegru écrivit à Jourdan pour lui demander ce renfort en lui communiquant la lettre de Carnot. Jourdan, soutenu par le représentant Gillet, déclara qu'il avait besoin de ces troupes. Gillet protesta auprès du Comité de Salut public par deux lettres datées du 14 et du 15 messidor. Il s'adressa, en outre, à Saint-Just personnellement, en lui demandant de faire révoquer l'ordre malencontreux donné par Carnot. L'ordre fut révoqué, mais il y eut au Comité des explications véhémentes. Saint-Just qualifia d'*inepte* la mesure prescrite par Carnot[2].

Cette scène ne fut pas la seule. Elle fut précédée d'une autre qui eut lieu immédiatement après le retour de Saint-Just, sans doute le 11 messidor. Levasseur de la Sarthe la racontera à la Convention dans la grande séance du 13 fructidor, où furent discutées les accusations de Lecointre contre les anciens membres des comités de gouvernement, mais Levasseur la datera d'un jour trop tôt : « Le 10 messidor », dit-il, « je fus au Comité de Salut public. J'y fus témoin que ceux qu'on accuse aujourd'hui [c'est-à-dire Billaud, Collot, etc.], les sept membres dénoncés par Lecointre] traitèrent Robespierre de dictateur. Robespierre se mit dans une fureur incroyable. Les autres membres du Comité le regardèrent avec

Fouché de n'avoir pas dénoncé les menées de Chaumette à Nevers et il avait laissé entendre qu'il intriguait contre le Comité de Salut public : « Tel vomit aujourd'hui des imprécations contre Danton, qui naguère encore était son complice. Il en est d'autres qui paraissent tous de feu pour défendre le Comité de Salut public et qui aiguisent contre lui le poignard » (*Moniteur*).

1. *Mémoires sur Carnot par son fils*, t. I, p. 531 et suiv., et *Réponse de Barère, Billaud, etc.*, p. 77, note.

2. Voir le discours de Saint-Just au 9 thermidor.

mépris. Saint-Just sortit avec lui[1]. » Quelle fut la cause de la querelle? Est-ce à propos de l'ajournement du procès de la Mère de Dieu, est-ce à propos de la loi du 22 prairial que Robespierre fut traité de dictateur? D'après Barère, les deux Comités réunis « auraient appelé dans leur sein Robespierre et Saint-Just pour les forcer à faire révoquer eux-mêmes cette loi [du 22 prairial], résultat d'une combinaison inconnue à tous les autres membres du gouvernement. Cette séance fut très orageuse. Vadier et Moïse Bayle furent ceux qui, parmi les membres du Comité de Sûreté générale, attaquèrent la loi et ses auteurs avec le plus de force et d'indignation. Quant au Comité de Salut public, il déclara qu'il n'y avait eu aucune part et qu'il la désavouait pleinement. Tous étaient d'accord de la faire révoquer dès le lendemain; et c'est après cette décision que Robespierre et Saint-Just déclarèrent qu'ils en référeraient à l'opinion publique, qu'ils voyaient bien qu'il y avait un parti formé pour assurer l'impunité aux ennemis du peuple et pour perdre ainsi les plus ardents amis de la liberté, mais qu'ils sauraient bien prémunir les bons citoyens contre les manœuvres combinées par les deux comités de gouvernement. Ils se retirèrent en proférant des menaces contre les membres du Comité. Carnot, entre autres, fut traité par Saint-Just d'aristocrate et menacé d'être dénoncé à l'Assemblée. Ce fut comme une déclaration de guerre entre les deux Comités et le triumvirat[2]. »

Il semble bien que la scène dont parle Barère est la même que celle à laquelle fit allusion Levasseur à la séance du 13 fructidor. C'est immédiatement après que Robespierre cessa de prendre part aux délibérations du Comité de Salut public. Il est impossible de ne pas voir dans son discours du 13 messidor aux Jacobins un écho très direct des accusations dont il venait d'être l'objet au sein des comités de gouvernement. Il se plaignit qu'on cherchât à ressusciter la faction des indulgents, « à soustraire l'aristocratie à la justice nationale », autrement dit qu'on voulût rapporter la loi de prairial. Il fit allusion aux persécutions dont on l'abreuvait : « Déjà sans doute on s'est aperçu que tel patriote qui veut venger la liberté et l'affermir est sans cesse arrêté dans ses opérations par la calomnie qui le présente aux yeux du peuple comme un homme redoutable et dangereux. » Il précise qu'on se croyait assez fort pour « calomnier le tribunal révolutionnaire et le décret de la Convention concernant son organisation. On va même jusqu'à révoquer en doute sa légitimité... On a osé répandre dans la Convention que le tribunal révolution-

1. *Moniteur*. Puisque Saint-Just sortit avec Robespierre, la scène n'a pu se passer le 10 messidor.

2. *Mémoires de Barère*, t. II, p. 205.

naire n'avait été organisé que pour égorger la Convention elle-même. Malheureusement, cette idée a obtenu trop de consistance. » Puis Robespierre faisait un retour sur lui-même : « A Londres, on me dénonce à l'armée française comme un dictateur ; les mêmes calomnies ont été répétées à Paris. *Vous frémiriez si je vous disais dans quel lieu.* A Londres, on fait des caricatures, on me dépeint comme l'assassin des honnêtes gens, des libelles imprimés dans les presses fournies par la nation elle-même me dépeignent sous les mêmes traits. A Paris, on dit que c'est moi qui ai organisé le tribunal révolutionnaire, que ce tribunal a été organisé pour égorger les patriotes et les membres de la Convention, je suis dépeint comme un tyran et un oppresseur de la représentation nationale... Ceux qui défendent courageusement la patrie sont exposés comme ils l'étaient du temps de Brissot, mais je préférerais encore au moment actuel celui où je fus dénoncé par Louvet sous le rapport de ma satisfaction personnelle : les ennemis des patriotes étaient alors moins perfides et moins atroces qu'aujourd'hui. » En terminant, Robespierre envisageait l'obligation où il pourrait être placé de donner sa démission du Comité de Salut public : « Si l'on me forçait de renoncer à une partie des fonctions dont je suis chargé, il me resterait encore ma qualité de représentant du peuple et je ferais une guerre à mort aux tyrans et aux conspirateurs[1]. » Quand on rapproche ce discours des mémoires de Barère, il est impossible de ne pas supposer qu'il fut l'écho direct de la scène qu'ils relatent et qui se passa devant les deux comités de gouvernement. Cette scène ne faisait qu'en suivre d'autres. Billaud dira, le 13 fructidor, que le 23 prairial il y avait eu au Comité de Salut public « une scène si orageuse que Robespierre en pleura de rage, que depuis ce temps il ne vint plus que deux fois au Comité de Salut public et qu'afin que le peuple ne fût pas témoin des orages qui nous agitaient, il fut convenu que le Comité de Salut public tiendrait ses séances un étage plus haut. »

Pour mieux frapper Robespierre, les conjurés voulurent-ils l'isoler de son fidèle Couthon? C'est probable, car le 15 messidor un arrêté du Comité de Salut public délégua Couthon en mission à l'armée du Midi. Couthon ne partit pas. Un nouvel arrêté complémentaire du précédent le chargea, le 19 messidor, d'une mission à La Rochelle et à Bordeaux. Couthon ne partit pas davantage.

Dès cette date, dès le milieu de messidor, les dissentiments qui régnaient dans les Comités s'étaient ébruités au dehors. Un fidèle de Robespierre, le jacobin Deschamps, « aide de camp de la force

1. D'après le *Journal de la Montagne*. Il n'y a aucune raison de reporter la date de ce discours, comme l'a fait M. Aulard, au 9 messidor.

armée de Paris », chargé d'une mission à Boulogne-sur-Mer[1], confiait à l'agent national de cette ville ses craintes et ses espérances. L'agent national Quignon relata quelques jours plus tard les confidences qui lui furent faites dans une lettre qu'il fit parvenir à Barère par le fils de celui-ci, Hector, alors en mission dans le Nord. Voici cette lettre, qui a au moins l'intérêt de nous apprendre ce qu'on pensait de la crise dans les milieux les plus dévoués à Robespierre :

L'agent national du district de Boulogne au Comité de Salut public.

Citoyens représentans,

Je dois vous rendre compte de tout ce qui tient à la sûreté publique. Une phrase, un mot jetté dans la Convention qui auroit trait à l'intérêt général doit être recueilli avec soin. J'attendois une occasion favorable pour vous faire part d'une conversation que j'ai eue avec deux individus. Je vais entrer dans tous les détails, parce que vous devez être mis à même de juger de l'effet que peut produire la conduite quelquefois irréfléchie, pour ne pas dire plus, de certains commissaires qui se répandent dans les départemens munis de pouvoirs soit ostensibles, soit secrets. Je viens au fait.

Le quinze de ce mois messidor, deux commissaires se présentent dans mon bureau vers les dix heures du matin. Ils exhibent chacun une commission qui les charge de faire emplette dans ce district de dix ou douze mille paires de chaussettes de fil pour les élèves de l'École de Mars. Ils se nomment l'un Pillon, l'autre Deschamps. Je porte leur commission à l'enregistrement, à l'administration, et je sors avec eux pour prendre des renseignements dans la commune sur l'objet de leur mission. Nous trouvons un citoyen qui se charge de les mettre à portée de tirer parti des ressources locales. Je les quite en les invitant à ne pas m'épargner lorsqu'ils auroient besoin de mon ministère. J'oubliois de dire qu'en allant et venant, la conversation avoit roulé sur la conduite que tiennent les ennemis de la chose publique en répandant des nouvelles des armées (alors l'armée du Nord venoit de remporter plusieurs victoires), à chaque instant Deschamps me demandoit si des malveillans ne s'attachoient point à exagérer les succès de nos armes ou à diminuer l'effet des bonnes nouvelles annoncées par la Convention nationale. Nous parlâmes aussi du fanatisme qui régnait dans le district de Bergues, où l'on célèbre encore les anciens dimanches par des processions et des messes solennelles. (Ceci m'avoit été rapporté par le citoyen Robingam, commissaire des

1. Un arrêté du Comité de Salut public en date du 1er messidor l'avait chargé précédemment de se rendre à Rouen « pour y arrêter Charles Fourquet, sa sœur... et les transférer à Paris sous bonne garde ». L'arrêté est signé Robespierre, Couthon et Barère.

approvisionnemens à l'armée de Sambre-et-Meuse, employé par le citoyen Laurent, représentant du peuple.) Tout ce que me répondit Deschamps étoit parfaitement dans le sens de la Révolution et ne tendoit qu'au bien public. Nous nous quittâmes après avoir touché quelques mots sur la résidence qu'avoient prise à Boulogne une foule d'étrangers des départements de la Gironde, de la Corrèze, de la Dordogne et du Calvados. Deschamps me dit que les patriotes alors avoient dû bien souffrir de ne pouvoir les faire chasser sur-le-champ. Ceci étoit exact. La Convention l'a su dans le tems, et c'est ce qui n'a pas peu contribué à donner à cette commune une mauvaise réputation que la masse du peuple ne méritoit pas.

Le soir, vers les neuf heures, j'étois chez un ami, on m'appelle pour donner aux deux citoyens dont s'agit les commissions qu'ils avoient laissées à l'enregistrement. Je monte au district et de suite je vais les trouver à l'auberge et je leur remets les commissions. Ils se mettent à table; la conversation s'ouvre sur la faction des Hébert, des Danton, des Ronsin. Deschamps s'ouvre à moi tout à coup avec la plus grande confiance; il m'assure que les Hébert, etc., étoient guillotinés, mais que ce parti cherchoit encore à se relever, que le Comité de Salut public et de Sûreté générale sauroit bien les confondre, que le moment n'étoit pas encore venu de frapper, que les patriotes de la bonne trempe gémissoient de voir des gueux singer le patriotisme pour l'étouffer lorsqu'ils en trouveroient l'occasion favorable, sans faire attention au bien de la République, mais pour satisfaire des haines particulières. Jusque-là, vous ne trouverez sans doute que le langage d'un homme qui aime sa patrie; vous allez voir le dénouement. On parla des Jacobins. Je lui dis que cette société marche toujours droit, que c'est là où Couthon, Robespierre, Collot d'Herbois vont parler avec la plus grande confiance contre ceux qui voudroient attaquer la conduite des membres des Comités de Salut public et de Sûreté générale, soit en flagornant, en idolâtrant ou bien en les calomniant pour arrêter les effets salutaires du gouvernement révolutionnaire. Ho! me dit Deschamps, ne crois pas que dans la société des Jacobins il y ait tous patriotes de la bonne trempe, il y en a plus d'un encore qui ne sont que des êtres nuls, des liseurs de gazettes, des hommes peu capables de résister dans un moment critique au choc des factions. J'observai que depuis quelque tems les papiers publics fesoient mention de l'adoption de plusieurs membres à la société, mais qu'il ne paroissoit pas qu'on eût discuté longtems. Deschamps me dit que cela étoit fait exprès et qu'il savoit pourquoi. Je répliquai qu'étant éloigné des événemens nous ne pouvions pas voir toujours aussi juste qu'à Paris, qu'au reste nous étions assurés que les Jacobins soutiendroient la Convention comme le point de ralliement, ainsi que les Comités de Salut public et de Sûreté générale. Remarquez que Pillon, collègue de Deschamps, ne disoit rien que des oui, des non. Tout à coup, j'entends ce dernier faire un éloge pompeux de Robespierre, que ce représentant étoit malheureux, que le Comité même avoit un ennemi dans

son sein. Je tombai comme des nues. Je ne pus m'empêcher de lui dire que ce propos me paroissoit indiscret, qu'il devoit prendre bien garde de s'exprimer ainsi, que ce propos pourroit compromettre la chose publique s'il étoit donné à quelque individu dont le patriotisme ne lui seroit pas bien connu. Deschamps me répondit qu'il me connoissoit, qu'il ne lui falloit pas beaucoup de temps pour connoître son homme, qu'il voyoit bien qu'on pouvoit se fier à moi. Je l'invitai alors à me nommer ce membre du Comité. Hé bien! dit-il, c'est Carnot. Oui, Carnot. C'est un foutu gueux qui reste la nuit au Comité pour être à portée d'ouvrir tous les paquets, qui a failli faire manquer l'affaire de Charleroi. Ho! il y en a bien d'autres. dit-il... Le Gendre est cerné, Talien est un gueux, Bourdon de l'Oise ne vaut pas mieux.

Vous jugez ici, citoyens représentans, quelle a dû être ma position. Un individu que je ne connois pas, qui ne me connoît sans doute pas non plus, s'annonce comme initié dans les secrets du gouvernement et s'en vient les révéler dans la conversation! Je laisse à votre sagesse à prononcer. Ces propos me chagrinent singulièrement depuis que je les ai entendus. Je ne pouvois sortir brusquement de la chambre sans me priver des moyens de tirer parti de cette conversation. Le reste de l'entretien roula sur le compte de ces individus qui cherchent des plans dans la République pour leurs propres intérêts, pour faire de fines parties de débauches. Deschamps vouoit ces êtres immoraux au mépris en m'assurant que le gouvernement sauroit bien les pincer un jour et en faire justice. Ici se termine la conversation. Je pris congé des deux commissaires et je retournai chez mon ami pour prendre un morceau. Je consultai sur-le-champ trois autres de mes intimes qui se trouvoient réunis dans cette maison. Leur surprise fut extrême. Après bien des pourparlers, il fut décidé que je ferois part de tout ceci au Comité de Salut public et de Sûreté générale. Je ne l'ai pas fait sur-le-champ parce que je voulois une occasion favorable. Je savois que Hector Barère devoit passer dans nos murs. Il est maintenant à Boulogne. Je dépose entre ses mains le narré fidèle de la conversation. Je compte qu'il en fera l'usage que dicte la sagesse et la prudence d'un républicain. Je déclare sur mon honneur. sur ma parole de citoyen français que je dis la vérité tout entière.

Boulogne, le 25 messidor, 2e année républicaine.

QUIGNON l'aîné.

J'oubliois de dire que Deschamps, dans le cours de la conversation, m'a fait entrevoir qu'il étoit aussi chargé d'une commission secrète de la part du Comité de Salut public, qu'il cherchoit après quelques individus, qu'il comptoit les trouver à Rouen. Il me donna le nom de Fourquier (?), c'est à ce que je pense pour le remettre au comité de surveillance de cette commune de Boulogne[1]. Tiens, dit-il, voilà bien nos pouvoirs, en me montrant une feuille de papier, ils sont, ma foi.

1. Il s'agit de Fourquet que Deschamps était chargé d'arrêter.

bien signés de Robespierre, de Couthon, etc. C'est ce que je ne vis pas bien clairement, car je n'eus pas le tems de voir de près.

QUIGNON l'aîné[1].

Il est significatif que, dès le début du mois de messidor[2], Deschamps savait que Carnot était au Comité de Salut public l'adversaire principal de Robespierre, qu'il connaissait l'accusation que Saint-Just avait portée contre Carnot « d'avoir failli faire manquer l'affaire de Charleroi », qu'il désigne parmi les députés immoraux qu'il faut punir Tallien, Legendre et Bourdon de l'Oise.

Il y avait dans la lettre de Quignon que lui remit son fils un passage qui dut intéresser vivement Barère, celui dans lequel Deschamps se plaignait des malveillants qui exagéraient les succès de nos armes. Barère, qui dans ses carmagnoles s'attachait à faire mousser les victoires, dut faire son profit de l'indication.

C'est presque immédiatement après la réception de cette lettre, qui dut parvenir à Paris à la fin de messidor[3], que Barère commença à sortir de sa réserve prudente et à se ranger de plus en plus du côté des ennemis de Robespierre.

Le 21 messidor, aux Jacobins, Robespierre s'était efforcé de rassurer les députés sur les bruits qui le représentaient comme préméditant parmi eux de nouvelles saignées : « On cherche à persuader à chaque membre que le Comité de Salut public l'a proscrit. Ce complot existe... On veut forcer la Convention à trembler, on veut la prévenir contre le tribunal révolutionnaire et rétablir le système des Danton, des Camille Desmoulins. On a semé partout les germes

1. Archives nationales, W 79. On lit cette suscription d'une autre main : « Pièce sur laquelle il est important de réfléchir et qui coïncide avec la brochure intitulée : *les Causes secrètes du 9 thermidor*, par Vilate. » Vilate, dans cette brochure, fait de Barère la cheville ouvrière du complot contre Robespierre. On lit encore sur la pièce : « Deschamps a été guillotiné. C'est Barère qui a remis cette pièce au tribunal. C'est ainsi qu'il faisait punir les indiscrets. » Deschamps fut guillotiné le 5 fructidor an II.

2. Pour être à Boulogne le 15 messidor, Deschamps a dû quitter Paris le 13 ou le 14 au matin au plus tard. Peut-être a-t-il assisté à la séance des Jacobins du 13 messidor où Robespierre dénonça les nouveaux indulgents.

3. J'ignore à quelle date Hector Barère revint à Paris porteur de la lettre de Quignon qui est du 25 messidor. Le 6 thermidor, une députation de la société populaire de Boulogne-sur-Mer parut aux Jacobins et se plaignit des malintentionnés qui représentaient Boulogne comme un second Coblentz. Comme des doutes s'élevaient sur le patriotisme de Boulogne, Deschamps, « nouvellement arrivé de ce pays », fit part que « les aristocrates y étaient tous renfermés et que les autorités constituées n'étaient plus composées que de sans-culottes ». Quand Deschamps garantissait ainsi le civisme des autorités de Boulogne, il ignorait sans doute qu'elles le dénonçaient au Comité de Salut public.

de divisions... J'invite tous les membres à se mettre en garde contre les insinuations perfides de certains personnages qui, craignant pour eux-mêmes, veulent faire partager leurs craintes[1]... » Barère répondit indirectement à ce discours en disant à la tribune de la Convention, le 2 thermidor : « Il faut que les citoyens qui sont revêtus d'une autorité terrible, mais nécessaire, n'aillent pas influencer par des discours préparés les sections du peuple. Il faut que le peuple les surveille dans leurs fonctions et dans leur domicile[2]. » Autrement dit, Barère reprochait à Robespierre, sans le nommer bien entendu, d'exciter les jacobins et les gens de la maison Duplay contre le gouvernement. C'était la première fois qu'il se risquait timidement à entrer dans la bataille. Il avait dans sa poche la lettre de Boulogne.

Chose curieuse, le lendemain, 3 thermidor, Robespierre jeune, sans doute informé par Deschamps, se plaignit aux Jacobins « qu'on eût l'impudeur de dire dans le département du Pas-de-Calais, qui méritait d'être plus tranquille, qu'il était en arrestation comme modéré ». — « Eh bien! oui, je suis modéré si l'on entend par ce mot un citoyen qui ne se contente pas de la proclamation des principes de la morale et de la justice, mais qui veut leur application[3]. »

Quelques mois plus tard, Billaud-Varenne, dans un mémoire justificatif de sa conduite, accusera Robespierre d'avoir envoyé à l'armée du Nord un « Deschamps pour y semer la défiance contre le Comité de Salut public en représentant celui de ses collègues chargé des opérations militaires comme un conspirateur[4]. »

Si Carnot avait encore eu des scrupules à la fin de messidor à se joindre aux conjurés, la lettre de Quignon n'était-elle pas de nature à les faire cesser?

A la date même où Deschamps faisait connaître à Quignon les manœuvres de Carnot contre Robespierre, le bruit circulait dans la campagne lyonnaise que Robespierre avait rompu avec Collot d'Herbois. « Je t'assure », écrivait à Robespierre un anonyme, d'une chaumière au midi de Ville-Affranchie le 20 messidor, « que je me suis senti renaître lorsque l'ami sûr et éclairé qui revenait de Paris, et qui avait été à portée de vous étudier dans vos bureaux, m'a assuré que, bien loin d'être l'ami intime de Collot d'Herbois, tu ne le voyais pas avec plaisir au Comité de Salut public, mais que, comme il avait un parti à Paris, il serait peut-être dangereux pour le Comité de l'exclure de son sein[5]. »

1. Buchez et Roux, t. XXXIII, p. 336.
2. Ibid., p. 377.
3. Ibid., p. 379-380.
4. *Mémoire cité*, p. 43.
5. L'anonyme qui a écrit cette lettre se présente comme une « des malheu-

Les bruits des dissentiments qui avaient éclaté au sein des comités avaient même déjà franchi les frontières. Le représentant Gillet écrivait de Nivelles (Brabant), le 23 messidor, au Comité de Salut public, en lui adressant trois numéros du journal *le Mercure universel*, imprimé à Bruxelles : « Vous lirez sans doute comme moi, avec surprise, dans le n° 361, que Bourdon de l'Oise et Tallien soient regardés par nos féroces ennemis comme les champions de la faction qui doit, suivant eux, renverser le Comité de Salut public ». Il faut avouer que « les féroces ennemis » étaient bien informés.

III.

Après thermidor, les vainqueurs s'efforcèrent de justifier leur conduite aux yeux de la France républicaine en cherchant à donner quelque couleur de réalité à la fable qu'ils avaient lancée de la « conspiration de Robespierre ». Ils interrogèrent le neveu et le fils du menuisier Duplay, Simon Duplay, qui avait perdu un membre à Valmy et qu'on appelait depuis Duplay à la jambe de bois[1], et Jacques Duplay, tous deux en prison, comme toute leur famille. Voici ces interrogatoires, qui sont intéressants parce qu'ils nous révèlent l'état d'âme des thermidoriens[2] :

CONVENTION NATIONALE.

Comité de Sûreté générale.

Du 2 nivôse, l'an IIIe de la République françoise une et indivisible,

Le Comité de Sûreté générale arrête que, pour l'exécution de son arrêté en datte du 18 frimaire, Duplay, ex-juré au tribunal révolutionnaire, et Duplay, connu par sa jambe de bois, seront momentanément extradés de la maison d'arrêt du Plessis et amenés demain à onze heures du matin au Comité, section de police, pour y être interrogés par Harmand, un de ses membres, et seront de suite réintégrés dans la susditte maison.

reuses victimes de l'affaire de Lyon ..., ruiné, malheureux et caché dans une pauvre petite campagne pour avoir accepté une place dans un comité de surveillance avant la journée du 29 mai [1793] ». Il dénonce à Robespierre les crimes de Collot à Lyon. Voir sa lettre dans Buchez et Roux, t. XXX, p. 417-420.

1. Simon Duplay a fait l'objet d'une récente étude de M. L. Grasilier. Voir le compte-rendu qui lui a été consacré dans les *Annales révolutionnaires*, t. VI, 1913, p. 418 et suiv.

2. Archives nationales, W 79.

Charge de l'exécution du présent arrêté le commandant de la gendarmerie de service près le Comité.

Les représentants du peuple composant le Comité de Sûreté générale. *Signé :* HARMAND, MATHIEU, BENTABOLE, BOUDIN, MÉAULLE, LEGENDRE.

Comité de Sûreté générale.

Section de la police de Paris.

Du 12 nivôse, l'an III de la République françoise une et indivisible.

Est comparu le citoyen Simon Duplay, demeurant à Paris, rue Honnoré, section des Piques, n° 366, chez son oncle Maurice Duplay.

Lequel a répondu aux interrogatoires qui lui ont été faits ainsi qu'il suit :

D. — N'est-ce pas chez ton oncle que logeaient les frères Robespierre?

R. — Oui, mais Robespierre le jeune en est sorti après son retour de l'armée d'Italie pour aller loger rue Florentin.

D. — N'as-tu pas connoissance que le 8 thermidor, ou quelques jours auparavant, plusieurs membres du Comité de Salut public dînèrent chez Robespierre l'aîné?

R. — Non, excepté Barère, qui y dîna dix, douze ou quinze jours auparavant, sans pouvoir préciser le jour[1].

D. — N'as-tu pas connoissance que Saint-Just et Lebas y dînèrent à la même époque?

R. — Non.

D. — Dans le dîner où s'est trouvé Barère, ne l'as-tu pas entendu proposer à Robespierre de se raccommoder avec les membres de la Convention et des Comités qui paroissoient lui être opposés?

R. — Non, je crois même que le dîner dont il s'agit précéda la division qui depuis a éclaté au Comité de Salut public entre quelqu'un des membres qui le composaient et Robespierre.

D. — Sçais-tu quelle étoit la cause de cette division entre les membres du Comité de Salut public et Robespierre?

R. — Non.

D. — Ne sçais-tu pas que Robespierre, indépendamment de la police générale de la République, dont il s'étoit chargé, vouloit encore diriger les armées et que c'est de là qu'est née la division dont il s'agit[2]?

R. — Non, je sais même que Robespierre n'entendoit rien à l'art militaire.

1. Détail intéressant qui montre que l'intimité de Robespierre avec Barère avait subsisté après les scènes violentes du début de messidor.

2. Cette question montre l'importance de la brouille de Robespierre avec Carnot.

D. — Ne l'as-tu pas entendu différentes fois le même Robespierre déclamer contre les victoires des armées de la République, les tourner en ridicule et dire dans d'autres moments que le sacrifice de six mille hommes n'étoit rien lorsqu'il s'agissoit d'un principe?

R. — Non, je l'ai vu, au contraire, différentes fois se réjouir de nos victoires et je ne lui ai jamais entendu tenir ce dernier propos.

D. — Ne sais-tu pas que Saint-Just et Lebas, pendant les différentes missions qu'ils ont remplies dans les départemens et près des armées, correspondoient directement avec Robespierre?

R. — Je l'ignore.

D. — Quelques jours avant le 9 thermidor, Robespierre n'a-t-il pas fait enlever de la police générale plusieurs cartons et les papiers qui y étoient renfermés; et n'as-tu pas connoissance que quelqu'un de la maison du citoyen Duplay, ton oncle, a été employé à cet enlèvement?

R. — Non. Je n'ai aucune connoissance de cet enlèvement.

D. — N'as-tu pas vu ou ne sçais-tu pas que des Anglois et autres étrangers venoient souvent chez Robespierre?

R. — Non. Je n'ai vu venir chez Robespierre d'autres étrangers que ceux qui, en vertu d'un décret de la Convention nationale, étoient obligés de sortir de Paris, et qui réclamoient des exceptions à des réquisitions, et qui, pour cet effet, laissoient leurs mémoires à la maison.

D. — N'as-tu pas vu différentes fois, quelques jours avant le 9 thermidor, Fleuriot, maire de Paris, d'autres officiers municipaux et administrateurs de police venir chez Robespierre et avoir avec lui des entretiens secrets et particuliers?

R. — Non.

D. — N'y as-tu jamais vu venir Henriot, ex-commandant de la garde nationale?

R. — Je l'ai vu venir quelquefois à la maison, mais près d'un mois ou environ avant cette époque.

Lecture faite...

S. DUPLAY. HARMAND.

CONVENTION NATIONALE.

Comité de Sûreté générale.

Section de la police de Paris.

Du 12 nivôse, l'an III de la République françoise une et indivisible.

Est comparu le citoyen Jacques Maurice Duplay, demeurant ordinairement chez son père, menuisier, rue Honnoré, section des Piques, n° 366, à Paris.

Lequel a répondu aux interrogatoires qui lui ont été faits ainsi qu'il suit :

D. — Citoyen, n'est-ce pas chez ton père que logeoient les frères Robespierre?

R. — Oui.

D. — N'as-tu pas connoissance que, quelques jours avant le 9 thermidor et peut-être même le 8, Barère, Collot, Billaud-Varenne et plusieurs autres membres des anciens Comités de Salut public et de Sûreté générale ont dîné chez Robespierre aîné[1]?

R. — Non, il y avoit près de trois mois qu'ils n'y étoient venus, autant que je puis m'en rappeller.

D. — N'est-il pas vrai qu'environ à la même époque Saint-Just et Lebas dînèrent chez ton père avec Robespierre aîné?

R. — Lebas y dînoit souvent comme ayant épousé une de mes sœurs. Saint-Just y dînoit rarement; mais il venoit fréquemment chez Robespierre et montoit dans son cabinet sans communiquer avec personne.

D. — Dans le dîner dont je te parle, n'as-tu pas entendu Saint-Just proposer à Robespierre de se réconcilier avec quelques membres de la Convention et des Comités qui paroissoient lui être opposés?

R. — Non. Je sais seulement qu'ils paroissoient très divisés.

D. — As-tu quelques notions sur ces divisions?

R. — Je n'en ai rien sçu que par les discussions qui ont eu lieu à cet égard aux Jacobins et par l'altercation que l'on disoit avoir eu lieu au Comité de Salut public entre Robespierre aîné et Carnot.

D. — N'as-tu pas entendu dire à Robespierre que le gouvernement populaire, tel qu'il étoit organisé par la Convention, ne pouvoit pas se maintenir?

R. — Non. Je ne lui ai jamais rien entendu dire de semblable.

D. — Ne lui as-tu pas entendu dire qu'il falloit envoyer à l'échafaud une partie de la Convention nationale?

R. — Non. J'ai seulement entendu dire aux Jacobins par Couthon qu'il existoit dans le sein de la Convention six individus dont il seroit utile de la délivrer ou un propos à peu près semblable[2].

D. — Quelques jours avant le 9 thermidor, n'es-tu pas allé à la police générale pendant la nuit avec Robespierre ou Saint-Just, ou avec des ordres et des émissaires de leur part?

R. — Non, je ne sache pas que personne de la maison soit allé à la police générale, et Robespierre se couchoit d'assez bonne heure depuis son absence du Comité de Salut public.

D. — N'as-tu pas connoissance que, quelques jours avant la journée du 9 thermidor, Robespierre et Saint-Just ont fait enlever de la police générale des cartons qui renfermoient différents papiers?

R. — Je sais seulement qu'environ un mois avant cette journée,

1. Les enquêteurs sont des thermidoriens de droite qui voudraient compromettre les thermidoriens de gauche, les anciens membres des Comités déjà dénoncés par Lecointre.

2. « La vertu et l'énergie de la Convention nationale peuvent écraser à volonté les cinq ou six petites figures humaines dont les mains sont pleines des richesses de la République et dégoûtantes du sang des innocents qu'ils ont immolés » (discours de Couthon aux Jacobins, le 6 thermidor).

notamment le tems où Robespierre étoit chargé de la police générale de la République[1], un des chefs de bureau de ladite police lui apportoit tous les matins plusieurs papiers dans un portefeuille qu'il renvoyoit après en avoir pris lecture.

D. — Ne sais-tu pas que Saint-Just et Lebas correspondoient directement avec Robespierre pendant leurs missions aux armées?

R. — Je sais seulement que Saint-Just et Lebas, pendant leurs missions, écrivoient souvent au Comité de Salut public, mais je n'ai aucune connoissance qu'ils ayent écrit directement à Robespierre. J'ajoute qu'après la prise de Landrecy, étant commissaires à l'armée du Nord, ils firent un voyage secret à Paris pour conférer avec le Comité de Salut public sur les plans de campagne[2].

D. — N'as-tu pas connoissance que quelques Anglois venoient souvent chez Robespierre et y étoient admis secrèttement?

R. — Non, je n'y ai vu qu'Arthur, dont le père étoit Anglois[3]. Je n'y en ai jamais vu d'autres.

Lecture faite...

J.-M. Duplay. Harmand.

Ces deux interrogatoires déçurent l'attente de l'ancien girondin Harmand (de la Meuse), qui les conduisit. La « conspiration de Robespierre » n'en continua pas moins de passer à ses yeux pour une chose constante et prouvée. N'y a-t-il pas encore aujourd'hui même des historiens pour y croire?

Albert Mathiez.

1. Robespierre fut chargé du bureau de la police pendant l'absence de Saint-Just à l'armée du Nord.

2. Saint-Just et Lebas avaient été envoyés à l'armée du Nord par arrêté du Comité de Salut public du 10 floréal. Ils apprirent à Guise, le 14 floréal, la nouvelle de la prise de Landrecies. Saint-Just est porté comme présent à la séance du Comité de Salut public du 20 floréal. Il était absent la veille et le lendemain. C'est donc le 20 floréal qu'il vint secrètement à Paris. Son dernier biographe n'en a rien su.

3. Arthur, président de la section des piques (place Vendôme) et ami de Robespierre, guillotiné le 12 thermidor.

BULLETIN HISTORIQUE

HISTOIRE DE FRANCE.

RÉVOLUTION.

Dans la série des *Cahiers de doléances*, deux volumes ont paru. Le tome III des *Cahiers du bailliage du Cotentin*[1] édité par M. Émile Bridrey, actuellement professeur à la Faculté de droit de Montpellier, renferme les documents relatifs aux bailliages secondaires de Saint-Lô, de Saint-Sauveur-Lendelin, de Saint-Sauveur-le-Vicomte, de Mortain, de Tinchebray. La deuxième partie du volume nous donne les procès-verbaux de l'Assemblée des trois ordres, réunie à Coutances du 16 au 19 mars 1789, le procès-verbal de clôture du 1er avril et les procès-verbaux des assemblées séparées du clergé, de la noblesse et du tiers état. En appendice, les cahiers de Beaubigny et de Pierreville, signalés au tome II comme perdus et retrouvés depuis, et un intéressant dossier de pièces se rapportant à l'assemblée de Coutances (correspondances officielles, états des votants, etc.). Le second volume, celui de M. A. Blossier, renferme les *Cahiers du bailliage de Honfleur*[2]. L'éditeur résume, dans une introduction bien fournie, la géographie et l'état économique du bailliage, expose les préparatifs faits pour la convocation des communes et la rédaction des cahiers et s'explique sur sa méthode de publication, comme sur ses sources (qui sont presque exclusivement les archives communales de Honfleur et les Archives nationales). Suivent le cahier de Honfleur ville et les cahiers des vingt-quatre paroisses du bailliage, le procès-verbal de l'assemblée préliminaire du 2 avril 1789 et le cahier général du bailliage. Un index alphabétique termine l'ouvrage. La série des documents relatifs à la vente des biens nationaux est

1. *Collection des documents inédits. Département de la Manche. Cahier de doléances du bailliage du Cotentin pour les États-Généraux, etc.*, par M. Émile Bridrey, t. III. Impr. nationale, 1914 (2e titre : 1912), 656 p. gr. in-8°.

2. *Cahiers de doléances du bailliage de Honfleur pour les États-Généraux de 1789*, publiés par Albert Blossier. Impr. Adeline et Cie, 1913, LIII-207 p. gr. in-8°.

représentée en première ligne par la suite du travail de M. Charles Porée sur la *Vente des biens nationaux dans le district de Sens*[1]. Nous avons déjà parlé du travail du savant archiviste de l'Yonne. Ce tome II concerne d'abord la suite de la deuxième partie, c'est-à-dire du tableau des ventes, par localités, depuis le n° 1169, *Pont-sur-Vanne*, jusqu'au n° 2477, *Voisines* (p. 1-404). La troisième partie (p. 405-425) s'occupe de l'indemnité du milliard ; une vingtaine de familles d'émigrés dépossédées dans le district de Sens touchèrent une somme de 888,000 francs. Nous trouvons ensuite la table des anciens propriétaires (p. 427-440) et surtout la table des acquéreurs (p. 441-735), qui est la partie la plus intéressante du volume par les renseignements multiples qu'elle renferme ; sur ces 1,525 acquéreurs, il n'y en a pas mal dont le nom est précédé d'un astérisque, indiquant qu'ils ne savaient pas signer ; mais, à côté des paysans, vignerons, manouvriers, on rencontre beaucoup d'hommes de loi, de propriétaires, de négociants et d'aubergistes et l'on voit même figurer parmi eux des curés et des nobles. On trouvera dans ces tables, outre les noms et la profession des acquéreurs, la situation des biens, la date et le prix de l'adjudication, l'indication de la superficie en arpents. C'était une tâche longue et pénible de grouper tous ces renseignements divers, et nous ne pouvons que féliciter M. Porée de la façon dont il a su l'accomplir. C'est une suite aussi à de précédentes études que nous offre M. Léon Schwab, dans ses *Documents relatifs à la vente des biens nationaux du district de Remiremont*[2]. Il s'était déjà occupé de ceux du district d'Épinal. Les six cantons du district de Remiremont renfermaient, à vrai dire, quarante-trois communes, mais le directoire du district demandait à les réduire à vingt-six dès octobre 1790 ; il y en avait encore trente-sept en 1791. C'est d'après les dossiers des archives du département des Vosges que M. Schwab a surtout dressé ses statistiques, s'aidant de quelques archives communales, en particulier de celles de Remiremont[3]. Son volume comprend l'inventaire des biens ecclésiastiques en 1789 (p. 1-60) ; l'inventaire des biens nationaux par communes (p. 61-94) ; les ventes d'immeubles dans trente-trois communes, classées par ordre alphabétique ; c'est le gros de

1. *Documents relatifs à la vente des biens nationaux dans le district de Sens*, publiés par Charles Porée, archiviste de l'Yonne, t. II. Auxerre, impr. coopérative l'*Universelle*, 1913, 741 p. gr. in-8°.

2. *Collection des documents inédits. Département des Vosges. Documents relatifs à la vente des biens nationaux. District de Remiremont*, publiés par Léon Schwab. Épinal, impr. vosgienne, 1913, LXXXI-394 p. gr. in-8°, planches.

3. On notera l'intercession de la municipalité de Remiremont en faveur de la conservation du chapitre noble de cette ville, encore en 1790.

l'ouvrage (p. 95-358). Les deux chapitres sur les ventes de meubles et sur l'indemnité du milliard ne comportent ensemble qu'une douzaine de pages. Le volume se termine par une double table alphabétique des anciens propriétaires et des nouveaux[1]. M. A. Rebillon aborde, dans son recueil de documents sur la *Situation économique du clergé à la veille de la Révolution dans les districts de Rennes, Fougères et Vitré*[2], un autre ordre de faits, sur lequel des indications précises et nombreuses nous font encore trop défaut. Ce sont les districts qui, de 1790 à 1793, ont dirigé les enquêtes sur l'état de fortune des ecclésiastiques ; c'est par districts qu'elles sont réunies dans nos archives départementales, fournissant d'ailleurs des documents d'une valeur assez variable, selon le zèle et la capacité de ceux qui les rédigèrent. M. Rebillon a choisi dans l'évêché de Rennes trois circonscriptions sur lesquelles nous avons de bonnes sources : la ville même de Rennes où le clergé posséda une bonne partie du territoire, puis Vitré et Fougères, moins riches en communautés ecclésiastiques. Dans les campagnes, il n'y a guère que le clergé paroissial. Sur une population de 200,000 âmes, les trois districts comprennent de 1,300 à 1,400 ecclésiastiques, dont près de la moitié sont des religieux. L'auteur nous expose, très en détail, la valeur et la nature des sources (déclarations du clergé, déclarations des fermiers, inventaires administratifs, états fournis par les municipalités, etc.). Il n'a pas publié ces dossiers intégralement ; il en a tiré seulement les données utiles à son sujet ; ses calculs ont abouti à fixer, pour les trois districts, un revenu annuel de 1,256,900 livres (droits, rentes, dîmes, etc.), sans le casuel. Quant aux charges du clergé, M. Rebillon ne croit pas qu'il soit possible d'arriver à une évaluation, même approximative ; on a porté trop de choses disparates sur les papiers administratifs, et ce serait « une tâche ingrate et probablement vaine » de les débrouiller. Pourtant on peut dire, en termes généraux, que si la situation financière était bonne pour le haut clergé, assez bonne pour la majeure partie des communautés religieuses[3], les vicaires constituaient « un véritable prolétariat ecclé-

1. La ruée des amateurs, après le décret du 12 prairial an III, est prodigieuse ; telle ferme de Vagney en voit se présenter 77 ; celle de Rhumont est convoitée par 176 autres ; une terre de l'hôpital de Remiremont attire jusqu'à 344 concurrents. De 1791 à l'an III, on vendit des biens nationaux pour 2,316,264 francs dans le district, mais ce chiffre se réduit considérablement par le calcul parallèle de la dépréciation des assignats.

2. *Collection des documents inédits. Département d'Ille-et-Vilaine. La situation économique du clergé à la veille de la Révolution dans les districts de Rennes, Fougères et Vitré*, par Armand Rebillon, professeur au lycée de Rennes. Rennes, impr. Oberthur, 1913, cxxix-780 p. gr. in-8°, carte.

3. On est frappé, dans l'inventaire des communautés religieuses, du peu de

siastique » avec un casuel misérable et 250 livres de pension. Vingt pour cent des recteurs de paroisse réalisaient par contre un profit net supérieur à 1,800 livres, et M. Rebillon conclut que, toutes charges déduites, la somme des revenus du clergé valait « deux fois au moins celle des traitements accordés par la Constituante dans les mêmes circonscriptions. » Quand on s'est rendu compte du travail ardu et compliqué auquel l'auteur a dû se livrer pour classer tous ces chiffres, établir ses tableaux, en tirer l'exposé si lucide de son introduction, on ne ménagera pas les félicitations à M. Rebillon et l'on ne peut que souhaiter de voir la collection des documents économiques s'enrichir bientôt d'autres travaux analogues, aussi substantiels, sur la situation de fortune du clergé français des différents départements avant 1789.

C'est à M. Georges Lefebvre, professeur au lycée de Lille, que nous devons le tome I d'un recueil de *Documents relatifs à l'histoire des subsistances dans le district de Bergues pendant la Révolution*[1]. Le département du Nord, ouvert aux invasions du dehors, fournisseur des armées à l'intérieur, présente un intérêt tout particulier au point de vue des subsistances, à cause des crises aigües amenées par les dévastations étrangères, puis aussi de la différence entre ses huit districts, les uns agricoles, les autres industriels, les uns ayant des communications très faciles par terre et par eau, les autres plus isolés. Celui de Bergues avait le port de Dunkerque et l'usage des frontières maritimes et son activité pour le commerce du blé surtout a laissé dans les dossiers administratifs des archives du Nord, dans celles de Dunkerque, Gravelines, Bourbourg, etc., des documents nombreux qui ont déterminé le choix de M. Lefebvre. Il a disposé son introduction selon les indications du travail de M. Pierre Caron, *Instruction pour l'étude du commerce des céréales* (1907), et dans cette introduction il nous oriente sur la production locale agricole et sur le commerce des grains avant la Révolution, sur la crise de 1788-1789, sur celles de 1790-1792 et de 1792-1793, sur les différentes périodes du maximum (mai 1793-nivôse an III), sur la réglementation qui suivit la Terreur jusqu'à l'an V, à l'aide de nombreux tableaux graphiques. Puis suivent les documents eux-mêmes ; la première période embrasse les mois entre l'été

livres qu'elles paraissent avoir possédé. Je ne vois guère que les dames Budes de Rennes qui possèdent « environ 300 à 400 volumes, dont la moitié sont très vieux et gaulois » (p. 220).

1. *Documents relatifs à l'histoire des subsistances dans le district de Bergues pendant la Révolution (1788-an V)*, publiés et annotés par Georges Lefebvre, professeur au lycée de Lille, t. I. Lille, C. Robbe, 1914, cxxiv-670 p. gr. in-8°.

1788 et le 4 mai 1793 ; la seconde s'étend du 4 mai 1793 jusqu'au 4 nivôse an III ; mais ce premier volume ne va que jusqu'au 19 brumaire de cette année ; il embrasse 969 numéros, analysés, extraits ou reproduits au complet.

Ce sont des documents inédits de tout autre nature que nous fait connaître M. Pierre Caron dans son recueil de *Rapports des agents du ministère de l'Intérieur dans les départements (1793-an II)*[1]. A côté des « proconsuls » qui, membres eux-mêmes de la représentation nationale, allaient activer en son nom l'allure révolutionnaire dans les départements et aux armées, la France a vu, durant les années 1793 et 1794, des séries d'agents ou de « commissaires du pouvoir exécutif » rayonner dans toutes les régions de la République, pour les « électriser », comme écrivait l'un d'eux, exerçant parfois eux-mêmes un pouvoir dictatorial ou provoquant plus souvent, par leurs rapports, l'action du pouvoir central contre les autorités départementales et locales, accusées de feuillantisme, de fanatisme, voire même de trahison. Ces rapports existent en grand nombre aux Archives nationales et M. Pierre Caron a très bien fait de commencer à les mettre au jour dans le présent volume. Ils présentent un grand intérêt, d'abord par les faits qu'ils racontent, encore qu'il faille s'en servir avec beaucoup de prudence, puis encore parce qu'on y étudie de près la psychologie de l'ère terroriste. En nous communiquant les élucubrations des agents de Garat et de son successeur Paré, M. Caron a joint, dans son introduction, tous les renseignements qu'il a pu réunir sur ces personnages, généralement obscurs, mais qui ne furent pas tous de vulgaires mouchards ; parmi ceux de la seconde série, envoyés dans les départements pour y porter l'acte constitutionnel (juillet 1793), il se trouve même des noms assez connus. La Convention les supprima tous, en ventôse de l'an II. En fouillant les différents dépôts, M. Caron a réussi à retrouver 436 rapports originaux (plus 51 copies) de 74 commissaires[2]. C'est une lecture, sinon des plus édifiantes toujours, du moins fort instructive pour étudier les dessous de la gestion ministérielle d'alors.

M. A. Aulard nous a donné le tome XXIII du *Recueil des actes*

1. *Rapports des agents du ministre de l'Intérieur dans les départements (1793-an II)*, publiés par Pierre Caron, archiviste aux Archives nationales, t. I. Paris, Impr. nationale, 1913, XLIV-535 p. gr. in-8°.

2. On peut regretter que l'éditeur n'ait pas disposé ses documents d'après l'ordre chronologique, mais d'après l'ordre alphabétique des noms des agents. Il faut souhaiter que le dernier volume de l'ouvrage soit muni d'un index détaillé des noms de personnes et de lieux, car pour le moment on ne peut guère l'utiliser sans le parcourir d'un bout à l'autre, à moins qu'on ne soit doué d'une mémoire prodigieuse.

du Comité de Salut public[1], avec la correspondance officielle des représentants en mission. Ce nouveau volume s'étend du 10 mai au 2 juin 1795 (21 floréal au 14 prairial an III). Les séances du Comité lui-même présentent généralement un intérêt médiocre (sauf pour ce qui touche à la journée du 1er prairial) et ce sont surtout les lettres des conventionnels adressées au Comité qui attirent l'attention du lecteur. Nous signalerons d'abord les pièces relatives à l'envahissement de l'Assemblée, dans la journée même, puis les épîtres adulatrices des représentants à leurs collègues et leurs expectorations contre les perturbateurs (voir, par exemple, celle de Duval, p. 488, de Pérès, p. 526, et de Roger Ducos, p. 563). On peut mentionner encore les lettres de Jard-Panvilliers sur l'instruction publique et les bibliothèques de plusieurs départements (p. 86) et de Dupuis sur les écoles de Besançon (p. 114); celles de Merlin (de Thionville) sur la situation de l'Allemagne (p. 110) et sur son entrevue avec Hardenberg (p. 385); celles de Jarry, Delaunay, Grenot sur les chouans; de Jean Debry sur l'incendie de Bédouin (p. 153); de Cadroy sur les récents massacres de Lyon (p. 178); de Brunel sur les troubles de Toulon (p. 264); de Saladin sur l'effervescence religieuse qui se produit en Haute-Saône (p. 352), etc. En dépouillant toutes ces correspondances, on en tirera maint trait curieux pour la physionomie générale des trois semaines qu'embrasse le présent volume.

Le *Recueil des actes du Directoire exécutif*[2], que nous devons à M. A. Debidour, avance avec une rapidité réjouissante. En voici déjà le troisième volume, qui embrasse les trois mois du 16 messidor an IV au 15 vendémiaire an V (4 juillet-6 octobre 1796). On y trouvera la correspondance du Directoire avec les généraux Moreau, Jourdan, Kléber, Beurnonville et Bonaparte, cette dernière très élogieuse à ses débuts; les pièces de l'accusation contre Babœuf (p. 67) et sur le procès de Vendôme (p. 370), l'émeute du camp de Grenelle (p. 589). On verra également les *Instructions* données à Hoche pour l'invasion de l'Irlande (p. 140, 629), le projet de traité avec le pape Pie VI, les traités avec différents princes de l'Empire, etc. Le volume est accompagné d'une bonne table des matières qui en permet l'utilisation immédiate[3].

1. *Recueil des actes du Comité de Salut public*, publié, avec la correspondance officielle des représentants en mission, par F.-A. Aulard, professeur à l'Université de Paris, t. XXIII. Paris, Impr. nationale, 1913, 877 p. gr. in-8°.

2. *Recueil des actes du Directoire exécutif (procès-verbaux, arrêtés, instructions, lettres et actes divers)*, publiés et annotés par A. Debidour, professeur à la Faculté des lettres de Paris, etc., t. III. Paris, Impr. nationale, 1913, 815 p. gr. in-8°.

3. P. 292, lire *Haut-Ottrott* pour *Haut-Oltrost*. — P. 293, lire *Singrist*, *Itterswiller* et *Krastatt* pour *Singrest*, *Iderswiller et Grastatt*. — P. 453, lire

Si nous passons aux différents travaux qui ont été consacrés depuis notre dernier bulletin à des personnages plus ou moins illustres, plus ou moins notables de l'époque révolutionnaire, nous rencontrons d'abord le volume de M. A. Aulard sur les *Grands orateurs de la Révolution*[1]. C'est la reproduction, ou plutôt la réduction du grand ouvrage que le professeur à l'Université de Paris avait fait paraître en trois volumes, de 1905 à 1906, sous le titre *Orateurs de la Révolution*. En écartant de son exposé les seconds rôles de la tribune parlementaire de 1789 à 1794, l'auteur a également rayé une partie des développements consacrés autrefois à ceux des grands orateurs qui seuls figurent dans son nouveau récit. Rien d'essentiel n'est changé par ces coupures discrètes; un lecteur, pressé de s'orienter sur l'éloquence politique d'alors, choisira le présent volume. Mais si l'on désire mieux goûter les différentes variétés de l'art oratoire, on restera fidèle à la rédaction première dans laquelle l'auteur a plus abondamment illustré son sujet. Le livre est trop connu d'ailleurs, trop apprécié de tous ceux qui se sont occupés de Mirabeau ou de Vergniaud, de Danton ou de Robespierre pour qu'on ait encore à le présenter au public. — Après le succès mérité qu'ont eu récemment les *Mémoires* de Théodore de Lameth, leur éditeur, M. Eugène Welvert, n'a pas voulu abandonner la mine précieuse qu'offraient les papiers du vieux député à l'Assemblée législative conservés actuellement à la Bibliothèque nationale, et il en a tiré un second volume, intitulé *Notes et souvenirs*[2]. Ce sont des réminiscences d'un lointain passé que le « célibataire oisif », alors septuagénaire, a jeté quasiment en marge des mémoires sur le règne de Louis XVI et sur la Révolution qui commençaient à paraître après 1830. Les trois premiers morceaux sont des additions et des observations critiques sur les faux *Souvenirs de la marquise de Créquy* que le pseudo-comte de Courchamps mit au jour en 1835; sur les deux premiers volumes des *Mémoires d'un homme d'État*, attribués au prince de Hardenberg, et qui sont d'Alphonse de Beauchamp; sur l'ouvrage de L. Dumont, *Souvenirs sur Mirabeau*. Le reste du volume est rempli par des notes sur Théodore de Lameth lui-même, sur ses trois frères Augustin, Charles et Alexandre, et sur leur ami Adrien Duport. Un index des noms propres cités permet de s'orien-

Beinheim et *Roll* pour *Benheim* et *Rod*. — P. 741, lire *Diebold* (Thiébaut) *Luttemer*, *de Kuttolsheim* pour *Diébole Luttemar de Kustosheim*. — P. 760. lire *Proesamlé* pour *Proclente*.

1. *Les Grands orateurs de la Révolution : Mirabeau, Vergniaud, Danton, Robespierre*, par A. Aulard. Paris, Rieder et Cie, 1914, 303 p. in-8°, planches.

2. *Notes et souvenirs de Théodore de Lameth*, faisant suite à ses Mémoires, publiés par Eugène Welvert. Paris, Fontemoing, 1914, 445 p. in-8°.

ter dans ce volume, un peu fragmentaire et qui ne présente pas, de loin, l'intérêt des *Mémoires*. Il faudrait les lire en ayant toujours sous les yeux les ouvrages qu'il glose ou veut réfuter, en s'aidant de souvenirs qui datent souvent de plus d'un demi-siècle. On y trouve pourtant quelques jugements piquants ou naïfs sur des personnages historiques et quelques anecdotes amusantes ou curieuses sur la société de l'ancien régime.

M. Claude Perroud, auquel nous devions déjà l'excellente édition de la correspondance de Mme Roland depuis son mariage jusqu'à sa mort, ainsi qu'une édition définitive de ses *Mémoires*, a voulu compléter son œuvre en nous donnant encore les lettres écrites par Mlle Phlipon durant les treize années qui précédèrent son mariage avec Roland[1]. Elles sont presque toutes adressées aux demoiselles Cannet et elles avaient déjà été « publiées » par M. Breuil en 1841 et par M. Dauban en 1867. Mais le texte de ces deux éditeurs avait été si mal établi, ils avaient fait subir aux documents de telles mutilations, transpositions et dépècements, ils avaient si bien corrigé le style et parfois la pensée de Marie Phlipon, que M. Perroud a pu dire « qu'il n'y a pas une lettre qui n'ait subi cette étrange refonte » (p. vii). M. Breuil avouait au moins ses « changements »; M. Dauban, moins excusable, en reproduisant les textes de son devancier, osait affirmer qu'il « donnait le texte original *in extenso* ». L'éditeur actuel a pu retrouver une quarantaine de lettres nouvelles. En y ajoutant les *Lettres d'amour de Roland et Marie Phlipon*, qu'il a mises au jour en 1909, nous aurons enfin, quand le second volume du présent ouvrage aura paru, toute la correspondance de la célèbre citoyenne dans une édition classique enrichie d'une foule de renseignements historiques et bibliographiques sur son développement intellectuel et moral, sur cette espèce de fièvre de savoir et d'aimer qui ne la quitta jamais et qui en fait un être si curieux à étudier, même dans certaines phases de son existence agitée où elle cesse de nous être sympathique. L'introduction est riche en données sur les familles Phlipon, Roland et Cannet, sur l'entourage de la jeune fille, sur son couvent, ses confesseurs, ses trois amoureux : Pahin de La Blancherie, Gardane et Boismorel, sur ses amis Saintelette, Sévelinges, Moré, Paradis, etc. Ce premier volume embrasse la correspondance du 15 avril 1767 au 28 décembre 1776[2]. — Nous avons parlé dans notre dernier bulletin du *Mira-*

1. *Lettres de Mme Roland*, publiées par Claude Perroud, recteur honoraire, avec la collaboration de Mlle Marthe Conor. Nouvelle série : *1767-1780*. T. I. Paris, Impr. nationale, 1913, LXI-556 p. gr. in-8°.

2. P. XXV, Pierre de Gomiecourt se marie en 1782 et meurt en 1778. — P. 115, il faut lire *tous* pour *tu*, et p. 337, *toi* pour *moi*.

beau de M. Louis Barthou; c'est à la même série des *Figures du passé* qu'appartient le *Danton* de M. Louis Madelin[1]. On sait que cette collection est destinée à présenter au grand public les portraits en pied des personnages ayant joué un rôle plus ou moins considérable dans l'histoire politique, religieuse et sociale de notre pays; elle se présente sans appareil érudit, tout en tenant compte d'ordinaire des recherches de l'érudition contemporaine. L'étude de M. Madelin se lit avec un intérêt soutenu. Il a réuni et groupé en un tableau vivant le peu qu'on sait des premières années et de la jeunesse de « l'enfant terrible » de la petite ville d'Arcis-sur-Aube, du petit clerc de procureur parisien, devenu avocat aux Conseils du roi. Puis nous voyons passer sous nos yeux toute sa vie politique, démagogue aux Cordeliers, substitut de la commune, ministre de la Justice qui signe son laissez-passer tacite au crime de septembre; nous assistons à ses combats contre la Gironde, à son attitude passive vis-à-vis de Robespierre, aux accès de neurasthénie de cet « Hercule de la Révolution » qui, tout en songeant parfois à modérer la Terreur, se refuse à la lutte nécessaire et va à la dérive pour aboutir à l'échafaud. Sans entrer dans trop de détails, M. Madelin en dit assez pour qu'on puisse juger le personnage, vis-à-vis duquel il s'efforce visiblement d'être équitable, surtout sur les deux points les plus discutés de sa carrière : Danton a-t-il été vénal, a-t-il été sanguinaire? L'auteur conclut sur le second point qu'il fut brutal et populacier, mais que, sans avoir soif de sang, il n'éprouvait guère de scrupule à le verser. Il n'est pas possible non plus qu'il ait été à même d'acheter dans sa commune natale tant de terres, dont nous possédons les actes de vente notariés, sans avoir été acheté par la Cour d'abord, sans avoir volé au ministère ensuite et tripoté comme commissaire en Belgique. Les démonstrations de M. Mathiez ont convaincu l'auteur sur ce point, comme d'ailleurs tous les esprits impartiaux; les Titans révolutionnaires n'étaient nullement insensibles à l'appât de l'or. S'il ne fut pas, — sauf en de rares moments, — le grand orateur qu'on veut qu'il ait été, il fut, à certains jours, un homme d'action incomparable, et, comme l'a dit M. Madelin, « s'il ne laisse pas l'impression d'une belle âme, il ne laisse pas non plus l'impression d'une âme basse ». Il est mort à trente-quatre ans sans avoir peut-être donné sa vraie mesure; il est mort pour avoir voulu faire triompher la clémence et peut-être bien que son cri formidable : « De l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace! » a contribué à sauver la France du péril de l'invasion

1. *Figures du passé. Danton*, par Louis Madelin. Paris, Hachette et Cie, 1914, 324 p. in-8°, planches.

prussienne. Ce n'est pas en pleine crise analogue que nous oublierons cette fière attitude et ce service rendu à la patrie.

M. Émile Lesueur a terminé le second volume des *Œuvres complètes de Maximilien Robespierre*[1], renfermant les *Œuvres judiciaires* des années 1782-1786. Ayant déjà parlé deux fois ici de ce tome II, publié d'abord en fascicules, nous pouvons nous borner à l'annoncer en rappelant qu'il donne, outre le texte des mémoires retrouvés jusqu'à présent de l'avocat d'Arras, des indications sur ceux des plaidoyers de Robespierre dont le dossier n'existe plus. Un index alphabétique sera joint au volume suivant qui terminera cette première partie des *Œuvres complètes*.

On n'apprendra rien de bien neuf dans le livre du R. P. Bliard, sur *les Conventionnels régicides*[2], encore qu'il ait dépouillé aux Archives nationales certains cartons de rapports de police pendant la Restauration. L'auteur a groupé les faits divers, les anecdotes personnelles, les données statistiques sous une série de rubriques collectives, au lieu de nous donner des notices spéciales pour chacun des 387 régicides. C'était se faciliter la tâche, sans doute, mais aussi par trop la simplifier. Il a préféré nous faire voir ces anciens régicides au service de Napoléon et surtout aux genoux des rois, etc. Il exagère d'ailleurs singulièrement en disant que « la palinodie fut presque générale » sous Napoléon (p. 311). Ce ne furent pas « quelques-uns », mais beaucoup de conventionnels qui ne demandèrent rien à aucun des pouvoirs nouveaux (p. 368). Si certains d'entre eux, comme Thibaudeau, furent des « courtisans inconfusibles » de l'empereur, il ne faut pas oublier que pour eux Bonaparte était le continuateur de la Révolution, supprimant Enghien comme eux-mêmes ils avaient supprimé Louis XVI[3]. Assurément, il y eut quelques défaillances lamentables; quelques-uns furent lâches, loques humaines avachies par de longues souffrances, mais on n'a qu'à faire le compte, dans le livre même de M. Bliard, pour constater combien leur nombre fut petit. L'auteur est resté fidèle également à ses habitudes littéraires. Au lieu de citer ses textes entre guillemets, il fait parler les régicides librement,

1. *Œuvres complètes de Maximilien Robespierre.* T. II : *les Œuvres judiciaires (1782-1786)*, par Émile Lesueur. Paris, E. Leroux, 1913, 407 p. in-8°.

2. Pierre Bliard, *les Conventionnels régicides*, d'après des documents officiels et inédits. Paris, Perrin et Cie, 1913, 539 p. petit in-8°.

3. Avec cela, il s'étonne naïvement que Thibaudeau ait « sapé persévéramment le pouvoir royal » (p. 414). Il se moque de Dubois-Crancé, qui, *simple volontaire parisien* en 1789, était *général* en 1793. Il oublie de dire qu'il avait été aux mousquetaires depuis 1761 et lieutenant des maréchaux de France dès 1776.

sans aucune garantie de sources (par exemple p. 442, 443). Enfin, il ne cesse d'éprouver pour la Révolution tout entière une haine vigoureuse qui se traduit en un style imagé[1].

Quelqu'un qui détestait, lui aussi, la Révolution « dès son origine » et s'est constamment « indigné de son développement », c'est François Barthélemy, dont les *Mémoires* viennent d'être mis au jour par M. Jacques DE DAMPIERRE[2]. Nous avouons avoir été très déçu par la lecture de ces pages posthumes. De quelque façon qu'on veuille juger un personnage qui servit tous les régimes, Louis XVI et la Convention, le Directoire de la République et l'Empire, puis de nouveau la monarchie « légitime », ce neveu de l'auteur du *Jeune Anacharsis* passait, du consentement général, pour un homme intelligent et avisé qui, débutant à vingt et un ans dans les postes diplomatiques, grâce à la protection de Choiseul, avait acquis une grande connaissance des hommes et des choses, une dose suffisante aussi de scepticisme, pour s'accommoder des politiques les plus diverses et figurer successivement dans *l'Almanach national, impérial ou royal* comme directeur de la République, sénateur sous Napoléon, marquis et pair de France sous Louis XVIII. S'il était mort six mois plus tard, il aurait certainement prêté serment à « l'usurpateur » de Juillet. Or, ce n'est pas du tout ce diplomate aimable et sceptique que nous rencontrons dans le manuscrit exhumé par M. de Dampierre et qu'il nous affirme être « d'une authenticité rigoureuse dans toutes ses parties » (p. XII). Et cela s'explique fort bien, car les *Mémoires* ont été rédigés *ex abrupto* en 1799, à Hambourg, alors que Barthélemy revenait de sa déportation en Guyane, qu'il avait le droit d'être ulcéré contre la République jacobine, telle que l'avait reconstituée le 18 Fructidor, et que l'ombre tutélaire du Sénat conservateur ne l'invitait pas encore au repos. Il est donc tout entier à ses souvenirs monarchiques et, comme le dit fort bien l'éditeur, on croit entendre « un homme d'État de l'ancien régime ». Seulement, est-il bien sûr qu'entre 1815 et 1830 le noble pair n'ait pas encore une fois quelque peu remanié son texte? Est-il très vraisemblable qu'un homme aussi avisé que lui, chargé d'affaires de la République, ait fait dire des messes pour Louis XVI, par les capucins de Bâle, après le 10 août? Est-il admissible qu'il ait déclaré aux Suisses, après le 21 janvier

1. « Lâches, ces girondins hâbleurs, ces montagnards tremblants, ces dantonistes qui, leur chef menacé, fuient honteusement; lâches, ces thermidoriens qui ne tuent que pour n'être pas tués! » Et pourtant il leur reproche ensuite « d'avoir répandu plus d'encre que de sang » (p. 476).

2. *Mémoires de Barthélemy, 1768-1819,* publiés par Jacques de Dampierre, archiviste-paléographe. Paris, Plon-Nourrit, 1914. XVI-434 p. in-8°, portrait.

1793, que « la nation française était couverte aujourd'hui de tous les crimes » (p. 100)? Et que penser d'un homme qui touche l'argent du gouvernement pour faire consciencieusement sa besogne et qui traite ce gouvernement de « Cartouche » ou « Mandrin », déclare qu'il sert une cause abominable et avoue cyniquement que, quand le Comité de Salut public lui envoyait des écrits révolutionnaires à distribuer en Allemagne, il les jetait toujours au feu? (p. 187). Son principal, sinon son unique titre au souvenir de la postérité, c'est la négociation du traité de Bâle; or, il nous apprend lui-même qu'il a rougi plutôt du succès de la paix du 5 avril 1795 et qu'il a déclaré publiquement, le 31 décembre 1794, que la démarche du roi de Prusse était une insigne lâcheté (p. 119-124). L'annexion de la Savoie est pour lui une « étrange et injuste réunion » (p. 133); quant à la réunion de Mulhouse à la France, il avoue « qu'il a fait son possible pour l'empêcher » (p. 145). Il avoue aussi, comme chose toute naturelle, qu'il montrait aux ministres des puissances étrangères les « lettres atroces » de son gouvernement (p. 154). Il avoue même « qu'il éprouve un profond sentiment de haine contre ce peuple français qu'un instant, quelques mots et un petit nombre de coquins ont suffi pour transformer en une race d'anthropophages » (p. 163). Et ce sont ces « coquins » et ces abrutis qu'il continue de servir! L'idée « d'aller s'asseoir auprès des grands scélérats du Luxembourg me soulevait l'âme », écrit-il encore, mais il y va néanmoins; il est vrai que c'est pour retracer de ses collègues des silhouettes grimaçantes et grotesques; Carnot est « un tigre apprivoisé »; La Réveillère « un petit bossu d'une hypocrisie dangereuse »; Reubell, qui a eu le malheur de dire la vérité en appelant Barthélemy « un être sans caractère » (ce que prouvent les variations infinies de ce Protée politique), devient un « mulet », « aux formes et à la voix d'un boucher », un individu « excessivement cupide », alors que tout le monde sait que l'ex-avocat de Colmar a refusé l'argent de Bonaparte et qu'il est mort pauvre, ce qu'on ne saurait dire de l'ex-collègue qui, en 1799, « se mettait aux pieds » du prétendant (p. 405), justifiant ainsi ceux qui l'avaient déporté. Quelques mois plus tard, il devenait le candidat de Bonaparte au Sénat. Il est vrai qu'il ajoute, avec une inconscience rare : « Cette nomination ne me fit aucun plaisir » (p. 408). Cela ne l'empêcha pas en effet de signer, le 2 avril 1814, comme président du Sénat, la déchéance du « Dieu des enfers », comme il appelle quelque part Napoléon. Nous nous sommes arrêté un peu plus longuement sur ces *Mémoires* parce que le nom de l'auteur semblait promettre un récit important et documenté, même après la publication de ses

papiers officiels. Il faut bien constater qu'ils se présentent comme le produit d'un amour-propre un peu trop conscient de lui-même et de haines politiques exaspérées. Le gain véritable pour l'historien paraît bien mince en comparaison des sentiments désagréables que cette lecture lui causera forcément. Si nous y gagnons de mieux connaître le vrai Barthélemy, je ne vois pas ce qu'il gagne lui-même à être ainsi connu de nous, et j'incline à croire qu'on a rendu un mauvais service à sa mémoire en exhibant ce document qu'on est presque tenté d'appeler un pamphlet contre-révolutionnaire posthume[1].

Dans son château de Loefland, en Ostrogothie, la comtesse Sophie Piper avait réuni toutes sortes de reliques de son frère adoré, le comte Axel Fersen, colonel-propriétaire du Royal-Suédois, celui que tout le monde à la cour de Louis XVI appelait « le beau Fersen » et que les méchantes langues entre elles dénommaient « l'ami de la reine ». La bibliothèque du manoir renfermait deux liasses de lettres; l'une, plus intime, était formée des lettres adressées par le frère à la sœur, l'autre une collection de quarante-quatre épîtres, sur l'enveloppe de laquelle Marie-Antoinette elle-même avait écrit : « copie de tout ce que j'ai écrit à 2 : 1, par l'entremise de 1 : 0 ». Le premier des personnages indiqués par les chiffres, c'est le constituant Barnave; on n'a pu déterminer quel était le second, qui servait d'intermédiaire entre la reine et le jeune député[2]. C'est cette double correspondance que M. O.-G. de Heidenstam, après en avoir donné des extraits dans la *Revue de Paris*, publie aujourd'hui avec la permission de la comtesse Émilie Piper, propriétaire actuelle de Loefland, sous le titre de *Marie-Antoinette, Fersen et Barnave, leur correspondance*[3]. Une courte introduction nous oriente sur la personnalité séduisante du jeune officier suédois qui voit une première fois la dauphine en 1774, quand il a dix-neuf ans, la revoit comme reine en 1778, en tombe amoureux et part pour l'Amérique, d'où il revient en 1783. M. de Heidenstam veut que Fersen ait « aimé la reine avec passion, sans que jamais une pensée déloyale ou charnelle ait terni la flamme de cet amour » et que « Marie-Antoinette

1. Il y a beaucoup de noms propres et de noms de lieux estropiés. Lire, par exemple, *Steiger*, *Kilchsperger*, *Bienne*, *Rengger*, *Loerrach*, *Colchen*, *Faujas*, *Fauche-Borel*, *Cholmondely*, etc., au lieu de *Steigner*, *Kitchspergner*, *Bierne*, *Reuggner*, *Lorrach*, *Cotcher*, *Feujas*, *Faucher-Borel*, *Cholmondeby*, etc. — P. 223, on lit : Un des chefs du peuple, maniotte, qui s'était rendu à Corfou. Il faut lire : Un des chefs du peuple maïnote, qui, etc.

2. M. de Heidenstam croit que ce fut l'abbé Louis, le futur ministre des finances de la Restauration, mais ce n'est qu'une hypothèse.

3. O.-G. de Heidenstam, *Marie-Antoinette, Fersen et Barnave; leur correspondance*, 2e édit. Paris, Calmann-Lévy, s. d. (1913), 344 p. in-8°.

l'ait aimé de même, sans oublier ses devoirs d'épouse et sa dignité de reine » (p. 328). Laissons à de plus subtils de discuter ce problème délicat; ce qui nous intéresse au point de vue historique, c'est de savoir si la reine eut autant de sens politique que lui en attribue l'éditeur de sa correspondance avec Barnave et si elle fut sincère dans ses négociations secrètes. Je dois dire que la lecture attentive de ces lettres ne me donne pas l'impression d'une sincérité complète, ce dont je ne lui fais d'ailleurs aucun reproche, vu sa situation. Mais, même en admettant sa sincérité parfaite, il semble qu'elle fut maladroite dans sa façon de procéder; elle ne sut pas comprendre (et de cela aussi je me refuse à lui faire un reproche) que seule une attitude hardie, une reconnaissance entière et nette du nouvel état de choses pouvait sauver encore la monarchie. Il est vrai que la pauvre reine traînait après elle ce terrible poids mort qu'était Louis XVI, et le poids plus lourd encore de toutes les infamies, de tout le venin que les gens de cour, les princes et les princesses de sa famille avaient distillé contre elle. Elle se sentait perdue dans l'opinion publique et l'orgueil inné de la maison d'Autriche se refusait à capituler devant la bourgeoisie française. Toute tentative d'entente devait échouer forcément si l'on prétendait obtenir de la royauté autre chose que de vagues promesses, puisqu'à cette date on comptait toujours aux Tuileries sur les secours des souverains amis.

La belle-sœur de Marie-Antoinette, Joséphine de Savoie, comtesse de Provence[1], vient de trouver un biographe dans la personne de M. le vicomte de Reiset. Continuant sa galerie de portraits féminins de l'émigration commencée par les maîtresses princières Mme de Polastron et Mme de Balby, l'auteur nous raconte la vie et la mort d'une princesse qui aurait pu être reine autrement que *in partibus*, si la mort peu galante ne l'avait enlevée quatre ans avant la chute de l'Empire. Méritait-elle vraiment une biographie aussi détaillée? Je crains bien que la plupart des lecteurs de ce volume de près de cinq cents pages ne penchent pour la négative après être arrivés, — s'ils y arrivent, — jusqu'à la fin du récit. Dans ce jugement en apparence sévère, il n'y a rien qui puisse blesser l'auteur ou porter atteinte à son talent; seulement le choix du sujet fut malheureux. On ne saurait trouver une personne d'une insignifiance intellectuelle et morale plus absolue que cette grosse et laide Savoyarde qui, pour son malheur, épousa l'égoïste et impuissant bel esprit devenu sur le tard Louis XVIII. L'histoire ne conservera guère d'elle que le souvenir

1. Vicomte de Reiset, *Joséphine de Savoie, comtesse de Provence, 1753-1810*, d'après des documents inédits. Paris, Émile-Paul frères, 1913, 472 p. in-8°, portrait.

de ses jalousies contre la reine, sa belle-sœur, et s'amusera peut-être un instant de ses brouilles grotesques avec le roi[1], pensionnaire de Paul Ier à Mitau, au sujet de sa femme de chambre, lectrice et grande amie, Mme de Gourbillon. Elle est née à Turin en 1753, elle est morte à Hartwell en 1810; voilà tout ce qu'il conviendra de retenir d'elle[2].

M. le comte G. Mareschal de Bièvre, qui descend de George Mareschal, seigneur de Bièvre, le chirurgien bien connu de Louis XIV, a réuni, sous un titre infiniment trop vaste et qui semble promettre une enquête générale, *les Ci-devant nobles et la Révolution*[3], trois épisodes de l'époque révolutionnaire où figurent des « ci-devant », soit comme « partisans simulés », soit comme « neutres apeurés », soit enfin comme « adversaires irréductibles » de la Révolution. De ces trois épisodes, le plus intéressant sans contredit, comme aussi le plus développé, c'est le premier qui nous raconte les dernières années de M. de Florian, l'auteur de fables agréablement tournées et de pastorales qu'on ne lit plus, alors que ce capitaine de dragons toujours en congé, commensal du bon duc de Penthièvre, s'efforçait de se hisser jusqu'au pathos révolutionnaire devant les Jacobins de Sceaux. Cela ne le protégea pas, hélas! contre l'incarcération par ordre du Comité de Salut public, en messidor de l'an II. Sans doute, il fut relâché dès le 21 thermidor; mais, malade déjà, il ne survécut pas longtemps à sa mise en liberté. Les aventures d'une vieille berline hors d'usage, remisée dans la rue Vieille-du-Temple, ne valaient pas, peut-être, la peine d'être racontées. Celles du capitaine de Noailles-dragons, Jean-François de Fontaine, sont un peu plus intéressantes. Émigré en 1792, se battant en Belgique, à Quiberon, au Portugal, il devient à Londres un des compagnons du duc de Berry; celui-ci en fait, après la rentrée aux Tuileries, son secrétaire général et lui obtient le titre de baron et le rang de colonel. Mais on n'y apprend rien de bien neuf et l'auteur a de plus adopté la mauvaise habitude de certains historiens-romanciers de nos jours, qui introduisent dans les livres, dits sérieux, des discours et des dialogues fictifs (par ex. p. 213, 340-341)[4].

1. M. de Reiset voudrait nous persuader que Louis XVIII « était plus fortement attaché à sa femme qu'on ne l'a dit » (p. 418). Au fond, il n'était attaché qu'à lui-même.

2. Lire *Pinneberg*, *Pyrmont*, *Schierensee*, *Litchfield* pour *Primeberg*, *Pyrmont*, *Schirsensee*, *Litchfield* (p. 235 et 237).

3. *Les « ci-devant nobles » et la Révolution. Florian révolutionnaire. Le carrosse armorié de Mme Anjorrant de Tracy. Les vingt-deux années d'émigration de M. de Fontaine*, par le comte G. Mareschal de Bièvre. Paris, Émile-Paul frères, 1914, v-344 p. in-8°.

4. P. 239, lire *Amherst* pour *Amerth*; p. 316, *Mortemart* pour *Montemart*.

MM. P. Montarlot et Léonce Pingaud ont mené à bonne fin, avec le troisième volume, leur collection de documents et de correspondances sur *le Congrès de Rastatt*[1]. Il embrasse, en cinq chapitres (La déclaration de guerre, — La rupture, — L'assassinat des ministres français, — Après l'attentat, — La défense de Jean Debry), les pièces ultimes des négociations et leurs suites, du 20 février 1799 jusqu'au 19 janvier 1802, plus quelques factums de Jean Debry qui se produisent jusqu'en 1829. On y peut suivre l'ennui profond des plénipotentiaires français, peu d'accord entre eux, effarés de la reculade de Jourdan, de l'approche des Autrichiens, du départ du commissaire impérial Metternich, qui les mettait « en paralysie complète ». Debry écrivait à Merlin le 14 avril : « Que faisons-nous ici? Rien, absolument rien! » (p. 139). Roberjot se plaint des « exactions criantes » de Vandamme et d'autres généraux, « par lesquelles le nom français est actuellement abhorré en Allemagne » (p. 146). La dernière note, du 26 avril, annonçait aux députés de l'Empire que les délégués du Directoire allaient se retirer à Strasbourg et les invitait à venir y continuer les négociations. Nous signalons l'étude sur l'attentat du 9 floréal, qui résume les opinions divergentes émises en Allemagne par Sybel, Hüffert, Helffert, Mendelssohn-Bartholdy, Boehtling, Cristie, Wahl, etc.[2].

Le *Journal d'un voyage à Paris au mois d'août 1802*[3], écrit au retour de cette excursion par un banquier de Londres, poète à ses heures, Sir John Dean Paul, vient d'être traduit par M. Paul Lacombe. On ne peut dire qu'il enrichit notre littérature d'un texte de grande valeur. C'est une de ces nombreuses relations de voyage rédigées après la paix d'Amiens, quand les Anglais, sevrés depuis de si longues années du plaisir de se promener en paix à travers l'Europe, passèrent en masse le Pas-de-Calais et répandirent leurs guinées dans tous les hôtels du continent. Mais elle est loin de présenter l'intérêt de certaines autres descriptions du temps, comme celles des Allemands Meyer et Rei-

— P. 319, le duc de Lafoëns, petit-fils d'un bâtard de Pierre II de Portugal, ne peut pas être appelé un « prince du sang royal ». — P. 275, c'est une plaisanterie cruelle de dire que « Pichegru émigrait à son tour », quand *on* le conduit à Cayenne après le 18 Fructidor.

1. *Le Congrès de Rastatt. Correspondance et documents*, publiés par P. Montarlot et L. Pingaud, t. III. Paris, A. Picard, 1913, 419 p. in-8°, planche.

2. Je n'ai rien à changer, pour ma part, à la façon de voir exprimée, à propos du livre du capitaine Cristie, dans ma brochure : *l'Assassinat de Rastatt et son plus récent historien*. Paris, 1910.

3. *Journal d'un voyage à Paris au mois d'août 1802*, par Sir John Dean Paul, traduit et annoté par Paul Lacombe. Paris, A. Picard fils, 1913, XXIX-162 p. in-8°, planches.

chardt ou de la Suissesse Mme de Cazenove d'Arlens. Le bon M. Paul (il n'était pas encore *baronet* à ce moment) ne s'est que peu soucié de faire la connaissance des notabilités du jour et il ne s'intéresse pas à la politique; il va flânant à travers les provinces et dans les rues de la capitale, un peu prudhommesque dans ses jugements et nous entretenant trop souvent des plus insignifiants événements de son existence quotidienne. On glanerait dans son volume la matière d'un article assez piquant, mais à la longue le pauvre homme nous fatigue et lui-même revient de France, se déclarant « tellement rassasié et même dégoûté par l'absence de bonnes manières et de tout ce qui contribue aux jouissances de la vie que nous n'avions aucune envie d'y rester une heure de plus » (p. 106).

L'histoire provinciale et départementale ne sera pas très abondamment représentée dans le présent bulletin. Cependant nous avons à signaler *la Bretagne pendant la Révolution*[1] de M. René Kerviler, un des derniers ouvrages de l'infatigable travailleur, qui devait figurer dans une grande publication collective, *Histoire de la péninsule armoricaine*. C'est donc une œuvre destinée au grand public, sans notes ni discussions critiques; on peut dire qu'elle s'est inspirée, en général, du désir de juger impartialement les hommes et les choses[2], qu'elle est écrite à un point de vue libéral très modéré et fortement teinté de catholicisme antimaçonnique. L'auteur avait naïvement adopté les théories courantes d'une certaine école qui veut partout signaler l'action des Loges, à chaque tournant de la Révolution. Ainsi M. Kerviler expose (p. 28) que la prise de la Bastille fut organisée par les francs-maçons et plus loin (p. 96) il reproche aux Français aveugles de n'avoir pas aperçu que « l'Angleterre, furieuse de notre participation à la guerre d'indépendance, avait lâché sur nous ses loges maçonniques, instigatrices des clubs pour désagréger nos forces et nous réduire à merci[3] ». Son résumé peut satisfaire la curiosité des dilettantes; mais ce n'est pas un de ces ouvrages qu'on consulte pour des recherches scientifiques[4]. — M. Marcel Godet, dans son opuscule sur *les Brûlements*

1. René Kerviler, *la Bretagne pendant la Révolution*. Rennes, Société des bibliophiles bretons, 1912, 361 p. in-4°, portrait. La préface du volume est signée par M. le vicomte de Calon.

2. Ainsi l'auteur veut bien reconnaître qu'il y eut un grand nombre d'assassinats commis par les chouans (p. 254), ou encore qu'il n'y eut pas à Quiberon « de capitulation au sens propre du mot » (p. 309).

3. Il répète, p. 163, que Louis XVI, guillotiné en 1793, avait été condamné à mort par les loges allemandes dès 1786. — P. 158, il répète aussi que « rien ne prouve qu'il ait eu des rapports accusables avec l'étranger ».

4. P. 331, il fait mourir Hoche à son quartier général de *Strasbourg*. — Lire *Duhem*, *Debry*, *Jonnés* pour *Dukem*, *de Bry*, *Jones*.

d'archives à Abbeville pendant la Révolution[1], a raconté à la fois la destruction des documents abbevillois et tenté de dresser un état sommaire de ceux qui furent alors « vandalisés ». Il est d'ailleurs juste de faire remarquer avec lui que c'est encore Louis XVI qui sanctionna le décret du 24 juin 1792, par lequel l'Assemblée législative ordonnait de brûler tous les titres « qu'il serait dispendieux de conserver et qu'il est utile d'anéantir ». Pourtant ce décret ne fut pas appliqué à Abbeville et ce fut seulement un décret de la Convention, du 17 juillet 1793, qui donna le signal de la destruction, en condamnant au feu, pour la fête nationale du 10 août, « tous les titres relatifs à des droits féodaux de toute nature ». M. Godet nous donne le procès-verbal officiel de ce « brûlement » dans lequel périrent, outre des titres de noblesse, bien des bulles de papes et des diplômes de rois mérovingiens, et qui coûta 47 livres 18 sols. Un second autodafé eut lieu le 10 décembre 1793, sous la présidence d'André Dumont, et d'autres documents enfin disparurent dans l'incendie de l'hôtel du district dans la nuit du 4-5 janvier 1795. Un grand nombre pourtant de pièces intéressantes furent mises en sûreté par les fonctionnaires municipaux et se trouvent encore aujourd'hui aux Archives de la commune. *Le registre du dépôt des titres féodaux* qui resta ouvert à la mairie d'Abbeville du « 4e jour de la 1re décade du 2e mois de l'an II », jusqu'au 21 messidor an II, a été joint à son récit par M. Godet; il offre une lecture amusante et navrante à la fois à un esprit méditatif qui parcourt ce mélange bizarre de titres de noblesse, de contrats de rente, de brevets de sergent, de congés de gendarmerie, de croix de saint Louis qu'apportaient des malheureux hantés par la peur d'être déclarés suspects. Les notices réunies sous le titre *la Révolution dans le canton de Neuilly-Saint-Front (Aisne)*[2] sont le fruit de recherches faites aux différentes archives locales et même aux Archives nationales par M. Maurice Dommanget, instituteur. Nous signalerons toujours avec plaisir des travaux qui nous montrent les éducateurs de la jeunesse s'intéressant non seulement à leur tâche présente, mais encore au passé de leur pays. L'introduction de M. Dommanget est peut-être un peu grandiloquente[3] pour un simple essai sur l'histoire révo-

1. Marcel Godet, *les Brûlements d'archives à Abbeville pendant la Révolution. État sommaire des documents disparus*. Paris, Honoré Champion, 1913, 162 p. in-8°.

2. *La Révolution dans le canton de Neuilly-Saint-Front (Aisne). Étude historique documentaire*, par Maurice Dommanget, instituteur. Beauvais, impr. Prévot, 1913, 157 p. in-8°, planches.

3. En général, l'auteur devrait *refroidir* un peu son style, par exemple p. 63, où il parle de la « déchristianisation » de décembre 1793 en termes presque

lutionnaire de quelques modestes bourgs et villages de l'Aisne; mais on doit accueillir avec sympathie chaque parcelle de terrain gagné, chaque pierre nouvelle apportée à l'édifice de l'histoire de la Révolution; nous connaissons encore si peu, au fond, la vie de nos villages pendant cette époque! On trouvera nombre de détails intéressants dans les huit études qui constituent ce petit volume; elles se rapportent soit à la fête de la Fédération à la Ferté-Milon, Grisolles, Armentières, etc., soit à la commune de Rozet-Saint-Albin, devenu Rozet-les-Bonnets-Rouges pendant la Terreur, soit à Aubry-du-Bochet, constituant et maire de la Ferté-Milon, à la Société populaire de Neuilly-sur-Ourcq, au clergé du canton, etc.

On peut ranger enfin dans l'histoire locale l'intéressant volume que M. Claude Faure, ancien archiviste de la Drôme, a consacré à l'histoire de ce département durant la dernière année du XVIIIe et les deux premières du XIXe siècle[1]. Le travail a paru d'abord dans le *Bulletin de la Société d'archéologie de la Drôme* (tomes XLV-XLVII). Cette monographie sur la période consulaire mérite d'autant plus d'arrêter l'attention que ce département fut un des plus tourmentés par les querelles religieuses, puis par le banditisme des conscrits réfractaires, qui se disaient royalistes pour gagner les sympathies des campagnes. M. Faure a bien étudié les dossiers administratifs et la correspondance officielle des deux administrateurs distingués qui se sont succédé alors à l'hôtel de la préfecture, Jean-Baptiste Collin, plus tard comte de Sussy et pair de France, et Louis-Marie Descorches, ancien officier général, directeur au ministère des Affaires étrangères et diplomate. Le travail de M. Faure est plutôt un exposé économique et statistique, riche en faits précis, qu'un récit littéraire, mais il nous donne la physionomie générale du département avec une netteté complète. Si nous pouvions avoir quelques douzaines de travaux analogues sur d'autres départements, aussi bien faits que celui-ci, nous aurions un exact tableau d'ensemble de la période consulaire, encore beaucoup plus troublée que ne se l'imaginent d'ordinaire les admirateurs enthousiastes de Bonaparte et du 18 Brumaire.

Si nous passons maintenant à l'histoire militaire, nous rencontrons tout d'abord deux biographies de Dumouriez, qui attirait de

apocalyptiques. Je n'aime pas non plus sa tirade sur les clubs, « brasiers toujours brûlants de patriotisme, lampes ardentes ... qui faisaient trembler les potentats sur les trônes » (p. 72).

1. Claude Faure, ancien archiviste de la Drôme, *le Département de la Drôme de 1800 à 1802*. Valence, impr. Céas, 1913, VIII-254 p. gr. in-8°.

nouveau, depuis quelque temps, l'attention des auteurs et du public, avant même que la campagne de 1914 eût ramené les regards de tous sur les régions mêmes où il s'était battu. La première de ces études est celle que M. Arthur Chuquet lui a consacrée dans la série des *Figures du passé*[1]. En moins de trois cents pages, l'historien des *Guerres de la Révolution*, auquel tout le développement psychologique, toute l'activité politique et militaire du vainqueur de Jemmapes étaient depuis longtemps familiers, a tracé, avec sa maîtrise accoutumée, le portrait en pied du général. Des vingt-quatre courts chapitres entre lesquels il a distribué la matière de son récit rapide et lumineux, et que l'on sent solidement documenté malgré l'absence de toutes notes, quatre seulement sont consacrés à l'enfance, à la jeunesse, à l'âge mûr de Dumouriez. Du chapitre v au chapitre xviii, nous le voyons entrer dans le tourbillon révolutionnaire comme homme politique et ministre, comme général défenseur du sol de la patrie contre l'invasion prussienne, comme conquérant de la Belgique après la victoire de Jemmapes; puis il est en conflit avec la Convention, rêve de la renverser avec ses troupes au profit d'une royauté nouvelle, échoue et, pour échapper à la guillotine qui l'attend à Paris, il abandonne son poste et passe à l'ennemi. Cette journée du 5 avril 1793 met fin brusquement, et pour toujours, à sa vie politique et militaire; il a encore vécu une trentaine d'années, « errant, comme Ulysse », des Pays-Bas en Allemagne, en Russie, trouvant enfin sur le sol anglais l'asile où il méditera ses combinaisons de revanche contre « l'aventurier Bonaparte » et d'où il offrira ses services à tous ceux qui le combattent en Europe (chap. xix-xxiv). Le sort lui fut plus propice qu'à Moreau; on ne le vit pas du moins (ce ne fut pas faute de l'avoir demandé!) combattre les Français sous des drapeaux alors ennemis; cet enfant si chétif, qu'on ne croyait pas pouvoir conserver à la vie pendant quelques jours, dura pourtant jusqu'à sa quatre-vingt-cinquième année et mourut en 1823, presque oublié des générations nouvelles. Aujourd'hui, la faveur lui revient et, comme l'a dit M. Chuquet, « Jemmapes et Valmy font oublier ses fautes; avant d'abandonner la France, il l'avait sauvée » (p. 280). Dans cette galerie déjà si longue où M. Chuquet a dressé les bustes ou les statues de nos gloires militaires de la Révolution, son *Dumouriez* tiendra une belle place.

M. Pouget de Saint-André a consacré, lui aussi, un volume de dimensions presque semblables au vainqueur de Valmy et de Jem-

1. *Figures du passé. Dumouriez*, par Arthur Chuquet, membre de l'Institut. Paris, Hachette, 1914, 287 p. in-8°, illustr.

mapes. Son *Général Dumouriez*[1] a le mérite de nous faire connaître plus à fond, d'après les papiers de famille, sa vie intime et ses aventures de cœur avec sa cousine, Mlle de Broissy, aventures qui se terminèrent par leur mariage en 1774, après onze ans d'une passion traversée par mille obstacles. Malheureusement, le mariage lui-même aboutit bientôt après à une rupture, amenée par l'inconduite du général, qui pourtant n'avait plus l'excuse de la jeunesse. Mais, pour sa carrière militaire et politique, comme agent secret de Louis XV en Pologne, comme commandant de Cherbourg, comme ministre et général de la Révolution, l'on ne trouvera chez M. Pouget de Saint-André que des choses bien connues. On y lira tout au plus quelques traits nouveaux et piquants, — s'il sont bien authentiques, — sur l'extrême vieillesse de Dumouriez, alors que l'ermite de Turville-Park « se remuait pour proposer la béatification de Louis XVI et la rentrée des Jésuites » (p. 295). Et M. Pouget aussi de conclure : « En somme, il ne faut pas être trop sévère pour le vainqueur de Jemmapes » (p. 302). La lecture de l'ouvrage prouve, malheureusement, que l'auteur n'est guère orienté sur l'histoire générale de l'époque. Il parle de terres de princes *autrichiens* en Alsace en 1792 (p. 89); il prétend que Goethe, « déjà célèbre » (*Werther* avait paru dix-neuf ans auparavant!), fit la connaissance de Chateaubriand pendant la campagne de 1792 (p. 100) ; il croit au million versé par la comtesse de Rochechouart au *Père Duchêne* pour faciliter l'évasion de la famille royale (p. 147) ; il affirme que Clavière et Anacharsis Clootz étaient juifs (p. 161). On nous parle d'un *grand-duc* de Wurtemberg (p. 180) et, dès 1794, d'un grand-duché de Bade (p. 191)[2], etc.

Nous avons rendu compte assez récemment d'un premier ouvrage de M. le capitaine S. Vialla intitulé : *Marseille révolutionnaire, l'Armée-Nation, 1789-1793*, qui était comme une introduction générale à son nouveau et très consciencieux travail : *les Volontaires des Bouches-du-Rhône*[3], dont nous avons à annoncer ici le premier volume. On doit signaler tout d'abord le dépouillement fort consciencieux des dossiers dans les archives afférentes qu'ont entrepris l'auteur et ses collaborateurs bénévoles ; on n'a que des éloges à lui adresser pour cette besogne fastidieuse autant que nécessaire.

1. Pouget de Saint-André, *le Général Dumouriez (1739-1823)*, d'après des documents inédits. Paris, Perrin et Cie, 1914, IX-350 p. in-8°, portrait.

2. Lire *Bacher*, *Itzehoë*, *Danican*, *Doberan*, etc., pour *Bucher*, *Izelhoë*, *Daniceau*, *Doberau*, etc.

3. *L'Armée-Nation. Les volontaires des Bouches-du-Rhône (1791-1792)*, par S. Vialla, capitaine d'artillerie, t. I. Paris, R. Chapelot et Cie, 1913, 292, 211, 7 p. gr. in-8°.

Peut-être y aurait-il des objections assez sérieuses à faire sur le lyrisme, assurément sincère, avec lequel l'auteur décrit et commente certaines des scènes révolutionnaires locales, quand il parle, par exemple, de la plèbe marseillaise comme d'un « peuple assoiffé d'idéal » (p. 34), alors qu'il signale cependant son abstention significative dans le mouvement patriotique dès 1791 (p. 65), et que le général du Muy n'avait certes pas tort de les appeler des « défenseurs de l'État si inquiétants ». L'anarchie semble presque pour l'auteur une situation naturelle et, quand les autorités constituées essaient de maintenir un peu d'ordre, M. Vialla se croit revenu à l'époque des dragonnades; c'est « à la foi sociale que les mercenaires de l'ancien régime font la chasse, à cette foi qui a pris naissance dans la déclaration des droits de l'homme » (p. 99). Or, cette foi, il faut voir, dans l'exposé même de M. Vialla, comment elle se manifeste par l'art des Marseillais à faire peser la charge de la levée des 6,000 hommes sur les épaules des autres arrondissements; il faut « conserver à Marseille ses propres ressources ». Aussi les 6,000 volontaires demandés en septembre 1792 étaient-ils toujours 4,000 seulement le 21 octobre (p. 203). L'enthousiasme patriotique n'était donc guère ardent dans la grande cité et, dans celle d'Arles, chaque volontaire réclamait 600 livres « pour marcher ». Sans doute, sur le papier, les contingents se présentaient assez bien; le « rendement de l'enthousiasme révolutionnaire de 1792 », de « l'effort national » des Bouches-du-Rhône était de 14,200 hommes. Mais combien furent aux frontières, combien figurèrent à la bataille? Combien ne furent jamais vêtus et armés? Pour ces 14,200 citoyens-soldats, il existe, à un moment donné, 2,211 fusils (p. 249). Marseille révolutionnaire, qui a, dit notre auteur, 15,000 fusils, se garde bien de s'en dessaisir. « C'est », dit-il encore, « le chaos organisé systématiquement par un gouvernement affolé qui ne sait plus où donner de la tête » (p. 253). Et que dire de tous les actes d'indiscipline, les vols, les assassinats d'officiers, les pendaisons de prêtres, les viols de femmes que commettent ces volontaires? Ce n'est certes pas cela qui constitue « la discipline librement consentie, celle qui fait de l'homme un soldat, sans amoindrir le citoyen » (p. 271)[1]. Laissant à l'auteur certaines théories qui nous semblent inacceptables, nous le remercions vivement des renseignements nombreux accumulés dans son texte et du large dossier de pièces justificatives qu'il y a joint. On en retirera son profit

1. Je ne parle pas de l'apologie stupéfiante de Jourdan-Coupe-Tête, « dont une certaine presse s'est évertuée à salir la mémoire » (p. 276) et qu'on ne s'attendait pas à rencontrer sous la plume d'un officier français.

le jour où quelque écrivain compétent et courageux entreprendra d'écrire cette histoire générale des volontaires de la République, également éloignée de tout éloge outrancier comme de tout dédain de parti pris.

Le regretté colonel Ernest Picard avait eu l'idée de réunir, au hasard de ses recherches personnelles et avec la collaboration de quelques familles, un assez grand nombre de lettres écrites par des engagés volontaires, de 1792 à 1798[1]; il les a groupées sous cinq rubriques : avant le départ pour la frontière; aux armées du Rhin; aux armées du Nord; à l'armée des Alpes; à l'armée d'Italie. On les lit avec un intérêt bien naturel au moment où il s'en écrit chaque jour des milliers de semblables par nos fils qui combattent si vaillamment et meurent, eux aussi, pour la défense de la patrie; on y retrouve leur entrain au combat, leur endurance aux misères de la guerre, l'insouciance naturelle de la jeunesse. Sans doute, l'historien n'y apprendra pas grand'chose sur les batailles auxquelles ces volontaires d'autrefois prirent part, puisqu'ils n'y ont généralement rien compris eux-mêmes ; mais, par contre, on apprend à les connaître tels qu'ils sortaient de leur village pour marcher à l'ennemi. Il faut bien se dire d'ailleurs que tous les types de militants d'alors ne sont pas représentés dans le petit volume du colonel Picard. On n'y trouvera guère que les fils dévoués et respectueux qui aiment père et mère et se souviennent du foyer domestique en leur racontant leurs tribulations et leurs joies patriotiques. Les autres, sans doute, n'écrivaient pas, ou, s'ils envoyaient quelques épîtres à leurs camarades ou à leurs maîtresses, elles étaient rédigées d'un autre style. A ce point de vue, le choix des épîtres de notre recueil, — si choix il y a eu, — est plutôt édifiant qu'historique, puisque les maraudeurs et les vauriens n'ont pas plus manqué dans les demi-brigades de la République que dans les régiments de l'Empire.

M. Henry Jagot a commencé ses recherches sur les *Origines de la guerre de Vendée*[2] « avec la sincère opinion que ce mouvement avait pris sa source dans les provocations et les menées de la noblesse et du clergé » ; quand il les eut terminées, il avait « la certitude absolue que le soulèvement a eu pour cause initiale et profonde la persécution religieuse née de la constitution civile du clergé, dirigée avec une violence inouïe contre les populations ardemment

1. *Au service de la Nation. Lettres de volontaires (1792-1798)*, recueillies et annotées par le colonel Ernest Picard. Paris, Félix Alcan, 1914, xx-251 p. in-8°.

2. *Les Origines de la guerre de Vendée*, par Henry Jagot. Paris, Éd. Champion, 1914, viii-282 p. in-18.

catholiques des pays insurgés ». Pendant deux ans, « les autorités locales s'ingénient à multiplier les mauvais traitements » subis « avec une patience exemplaire ». Puis quand, au début de 1793, on demande à ces populations leur part de la levée de 300,000 hommes, « toute la jeunesse vendéenne, bien décidée à ne pas aller se battre pour la Révolution », s'insurge dans six cents communes, et ce fut « l'élan de tout un peuple revendiquant ses droits méconnus et sa liberté violée » (p. VII-VIII). J'ai dit trop souvent, ici et ailleurs, mon opinion sur le résultat désastreux de la constitution civile du clergé pour qu'on puisse m'en croire le partisan à un degré quelconque; mais il faut bien dire que M. Jagot simplifie par trop la situation en Vendée en n'y voyant qu'un *mouvement spontané* des populations elles-mêmes. Il nie ainsi les menées du clergé réfractaire, les efforts des agents royalistes, l'action des puissances étrangères; la noblesse ne fut pas aussi doucement moutonnière qu'il voudrait nous le faire croire; les nobles et même les curés ont commis le péché d'acheter des biens nationaux (p. 54-55); Clémanceau, que l'auteur cite volontiers, atteste que les populations rurales eurent en horreur les prêtres nouveaux, *même avant de les voir et de les connaître;* qui donc les avait excitées, sinon les prêtres rebelles à la loi? Alors, pour ces populations « jetées hors d'elles-mêmes, *tous les moyens sont bons*, y compris ceux que nous jugeons inexcusables », et ces âmes pieuses souillent bravement leurs propres églises, envahies par l'intrus, sous prétexte « que ce n'est plus qu'un toit à porc ». Pour M. Jagot, la guerre civile est donc « une pieuse jacquerie entreprise au nom et pour la défense des droits sacrés de la conscience » (p. 150), une « révolte éminemment chrétienne commencée et poursuivie au chant des cantiques » (p. 169), une « fièvre mystique, une sainte croisade pour reprendre les églises et venger Dieu ». « Il est fou de chercher autre part la cause de la guerre sainte des Vendéens » (p. 241). J'ai tenu à laisser la parole à l'auteur lui-même. J'ajouterai seulement que son récit, destiné à gagner à son opinion le grand public, ne produit à l'appui de sa thèse aucun document nouveau, exploitant le plus souvent ceux de ses nombreux devanciers; il ne convaincra sans doute que ceux qui sont déjà convaincus d'avance. Pour les esprits plus rassis et plus critiques, son explication trop pieuse et trop simpliste les mettra plutôt en défiance et, sans nier la très grande influence du sentiment religieux sur cette guerre « éminemment chrétienne », ils verront un peu mieux comment ce sentiment fut exploité par les habiles et les intéressés qui songeaient infiniment plus à la contre-révolution politique qu'à « venger Dieu ».

Le travail de M. Pierre Dufay sur les *Sociétés populaires et l'armée (1791-1794)*[1] ne nous offre nullement, comme le titre pourrait le faire croire, une étude d'ensemble sur ce sujet intéressant. Il faudrait des recherches fort longues et se portant sur tous les points du territoire français d'alors, si l'on tenait à établir, d'une façon bien documentée, l'effort fait par les Sociétés populaires pour accaparer, dès leur création, les troupes de ligne et pour saper directement ou indirectement la discipline militaire; ici, il s'agit uniquement de deux registres des procès-verbaux de la *Société des Amis de la constitution* et de la *Société populaire régénérée* de Blois trouvés par l'auteur à la bibliothèque municipale de cette ville et dont il nous donne des extraits. Les *Amis de la constitution* ne furent nullement, au début, des *Jacobins*, comme le dit l'auteur, mais des royalistes constitutionnels généralement assez modérés. Les Jacobins ne leur prirent leurs cadres, en se substituant à eux, qu'à partir du printemps 1792. M. Dufay déteste visiblement les clubs, quels qu'ils soient, parce qu'ils ont inventé « le régime détestable des fiches »; il est également persuadé que Bonaparte fut pour la France « non le maître, mais l'amant attendu et longtemps désiré » (p. 194). On peut glaner dans ces papiers de Blois quelques détails assez curieux sur la confusion des pouvoirs qui existait alors et sur l'action de plus en plus efficace de la démagogie, non pas contre l'armée, mais contre les représentants de l'ancien régime qui la dominaient encore en 1791. — Un travail qui ne nous revient de droit que pour une part, c'est celui de M. le comte de Lort de Sérignan sur *Napoléon et les grands généraux de la Révolution et de l'Empire*[2]. Ancien professeur d'histoire militaire à Saint-Cyr, l'auteur a voulu retracer dans son livre le tableau des changements qui se sont opérés dans l'art militaire sous l'influence des guerres incessantes de 1792 à 1815. L'ouvrage est divisé en deux moitiés. La première, intitulée *l'École de l'armée d'Italie*, comprend six chapitres, les trois premiers consacrés à Napoléon lui-même, les trois autres à Davout. La seconde moitié porte comme sous-titre : *l'École de l'armée d'Allemagne*, et renferme quatre études sur Moreau, Lecourbe, Desaix et Gouvion-Saint-Cyr. On voit qu'il ne s'agit pas d'un tableau général de l'art militaire à cette époque; M. de Lort de Sérignan n'a choisi que quelques-uns des types les plus

1. Pierre Dufay, *les Sociétés populaires et l'armée, 1791-1794. Documents inédits*. Paris, H. d'Aragon, 1913, 205 p. in-18.

2. *Napoléon et les grands généraux de la Révolution et de l'Empire*, par le comte de Lort de Sérignan, chef de bataillon en retraite. Paris, Fontemoing, 1914, 313 p. in-8°.

caractérisés de l'épopée républicaine et impériale. Je dois laisser à de plus compétents l'appréciation technique du livre; au point de vue historique, on peut dire que l'auteur juge sans prévention les grands chefs dont il nous parle, et que, s'il ne cache ni les faiblesses ni les duretés d'un Moreau, d'un Davout, d'un Gouvion-Saint-Cyr, s'il signale chez Napoléon « le dédain de la vérité, la volonté de la méconnaître » (p. 81), il est juste à leur égard, encore qu'il proclame que « leur œuvre fut matériellement stérile » (p. 190). Il a bien raison, puisque le résultat final de leur immense labeur fut la diminution de la France et son épuisement prolongé.

La thèse de M. Pierre Bodereau sur *Bonaparte à Ancône*[1] a eu les honneurs d'une préface de M. le général de Lacroix. Elle est consacrée à l'expédition d'Ancône, ordonnée par le Directoire dès 1796, principalement dans le dessein de s'emparer du trésor de Notre-Dame de Lorette; les dangers qui menaçaient du côté de l'Autriche ne permirent à Bonaparte de s'occuper de cette entreprise qu'après la capitulation de Mantoue, en février 1797. Ancône était le port le plus important de l'Italie moyenne sur l'Adriatique et le général le jugeait, en outre, d'une utilité majeure pour ses projets orientaux futurs. Il entrait à Ancône le 9 février, se saisissait, le lendemain, de ce qui restait du trésor, dont la masse principale avait été évacuée à temps, et, le 23 février, il signait avec les délégués de Pie VI le traité de Tolentino, qui laissait Ancône à la France jusqu'à la paix continentale. Cette courte campagne n'intéresse pas tant comme action militaire, — il n'y en eut pas à vrai dire, — que comme début dans la haute politique du général en chef de l'armée d'Italie. Il s'y montre à la fois organisateur émérite des territoires conquis et diplomate respectueux du culte dans ses rapports avec le Saint-Siège. M. Bodereau a raconté d'un style simple, approprié au sujet, et d'après les meilleures sources, cet épisode de l'histoire de Napoléon. — Le volume de M. Albert Espitalier, *Vers brumaire*[2], est la tentative originale d'un écrivain de talent; il s'est appliqué à rechercher, en remontant vers le passé, et le plus avant possible dans la pensée du général Bonaparte, les premières aspirations vers un pouvoir supérieur à celui qu'il pouvait espérer dans les limites de la Constitution de l'an III. Ce n'est pas et ne veut pas être une histoire complète du

1. Pierre Bodereau, *Bonaparte à Ancône*, préface de M. le général de Lacroix. Paris, Félix Alcan, 1914, XIII-254 p. in-18, cartes.

2. Albert Espitalier, *Vers brumaire. Bonaparte à Paris (5 décembre 1797-4 mai 1798)*, d'après des documents inédits. Paris, Perrin et Cie, 1914, 302 p. in-18.

futur premier consul depuis son retour d'Italie jusqu'à son départ pour l'Égypte. L'auteur part de l'idée que, Corse avant tout, Napoléon a toujours fait pivoter sa politique autour de la Méditerranée; qu'il n'a pu détacher son esprit de cette mer qui le fascine; en même temps, il a besoin de se séparer, aux yeux du peuple, de ce Directoire détesté qui le jalouse, qui est heureux de le voir se perdre en Orient et sera terrifié quand il reviendra soudain. Durant les sept mois dont M. Espitalier prétend nous raconter l'histoire secrète, il ne s'est rien passé qu'on sache avec certitude; « heureux », dit l'auteur lui-même, « quand on peut, sur certains points, resserrer le vaste champ des hypothèses ». Talleyrand, le grand correspondant et interlocuteur de Bonaparte, son confident à cette époque, — s'il en a eu un, — n'a rien dit ni écrit au sujet des rêves caressés alors par celui qui revenait de Mombello, « ne sachant plus obéir ». Seuls, dans leurs Mémoires, Barras et Bourrienne fournissent quelques lueurs, combien vagues, combien sujettes à caution! Il est vrai que l'auteur, en sa logique hardie, prétend que, du moment qu'on ne peut trouver de documents sur les pensées d'un personnage dans les archives, « on peut se dispenser de tous les documents ». C'est là une méthode de travail terriblement dangereuse et contre laquelle tout historien sérieux doit protester. Mais il est certain que M. Espitalier a un talent particulier à débrouiller les fils de sa trame, à suppléer ceux qui lui manquent et à nous amener ainsi peu à peu à croire qu'il pourrait bien avoir trouvé la clef des divers faits et gestes de Bonaparte depuis son retour d'Italie, en décembre 1797, jusqu'à son départ pour l'Égypte en août 1798. Page finement observée de la psychologie napoléonienne, l'étude sagace de M. Espitalier sera lue avec grand plaisir par ceux-là mêmes qui, par prudence, — il dira peut-être par timidité, — ne voudront pas le suivre jusqu'au bout.

Nous ajoutons à ce bulletin l'annonce de deux ouvrages qui, s'ils ne se rattachent pas en entier à l'histoire de France pendant la Révolution, peuvent cependant figurer ici, puisqu'ils s'inspirent de l'esprit de la Révolution française. C'est d'abord le livre de M. Henri Roussin sur le romancier, politicien et théologien *William Godwin*[1], encore peu connu parmi nous, bien que le fils du ministre dissident de Wisbeach ait été l'un de ceux qui ont propagé au dehors, avec le plus de conviction, d'éloquence et d'énergie, les principes de 1789. Il fut, pendant un temps, un des plus célèbres écrivains politiques

1. Henri Roussin, *William Godwin (1756-1836)*. Paris, Plon-Nourrit et Cie, 1913, VII-336 p. in-8°.

de l'Angleterre d'alors et on a réimprimé encore de nos jours son célèbre roman socialiste, *Caleb Williams*, paru en 1794. M. H. Roussin, résumant les travaux d'outre-Manche et surtout ceux de M. Kegan Paul, nous a donné une étude attachante, un peu froide pourtant, de l'homme intelligent et généreux qui se jeta dans la politique après avoir débuté dans l'Église et se passionna pour notre Révolution, aux idées de laquelle il resta fidèle quand tant d'autres de ses compatriotes s'en détournèrent avec colère ou effroi. Ses deux in-quarto, *Recherches concernant la justice politique et son influence sur le bonheur de l'espèce humaine*, publiés en février 1793, témoignaient d'un radicalisme qui devait épouvanter l'Angleterre traditionnelle. On remerciera d'ailleurs M. Roussin d'avoir résumé en une centaine de pages lucides cet énorme exposé, parfois confus, de la pensée de Godwin. Sa biographie proprement dite est, en somme, assez peu intéressante, sauf l'épisode de son mariage avec Mary Wollstonecraft (1797), personne romanesque, au passé bizarre, qu'il perdit après une union très courte et dont il écrira plus tard les mémoires. Les générations nouvelles ne cessèrent de combattre les idées du philosophe radical devenu socialiste et même anarchiste. Sa polémique contre Malthus ramène encore une fois sur lui l'attention publique, puis on l'oublie et, quand il meurt en 1836, une des grandes revues du pays déclare gravement : « Mieux eût valu qu'il n'eût jamais vécu ! » Mais c'était un honnête homme, qui ne reculait pas devant la lutte pour la défense de ses idées, qui voulait le bonheur de ses semblables et qui, sur certains points, fut un précurseur des idées sociales modernes.

Le dernier volume qu'il nous reste à mentionner ici est celui de M. Frédéric Barbey, *Suisses hors de Suisse. Au service des rois et de la Révolution*[1]. J'imagine que ce titre un peu compliqué a été choisi par l'auteur pour donner une unité factice à son livre, qui renferme, en réalité, trois études qui n'ont rien de commun entre elles, mais qui toutes trois sont intéressantes, comme tous les écrits si nombreux déjà que nous devons à M. Barbey. La première nous fait connaître un jeune Vaudois, Louis-Marc Reverdil, qui fut engagé comme bibliothécaire par Stanislas Poniatowski, devenu roi de Pologne en 1764. Grâce au *Journal* de Reverdil, conservé à Varsovie, et à ses papiers, déposés à la bibliothèque de Genève, l'auteur a pu nous donner une esquisse de la vie intime de ce personnage

1. Frédéric Barbey, *Suisses hors de Suisse. Au service des rois et de la Révolution*, d'après des documents inédits. Paris, Perrin et Cie, 1914, 323 p. in-8°, portraits.

absolument oublié et fort peu sympathique d'ailleurs, à cause de ses brouilleries maussades avec son maître et tout son entourage et de ses quémanderies perpétuelles. On le voit sempiternellement mécontent de tout et de tous, y compris de lui-même et de ses deux femmes successives, toutes deux maîtresses délaissées, mais dotées, du jeune roi. Le *Journal* s'arrête en 1787, mais Reverdil resta peut-être encore à Varsovie jusqu'en 1792 comme simple particulier. Puis il doit être parti pour l'Amérique et l'on ne sait pas ce qu'il est devenu. M. Barbey nous retrace en ces pages un tableau, d'autant plus saisissant qu'il est plus simplement raconté, de l'incroyable insouciance avec laquelle la Pologne et son roi couraient aux abîmes. Le second des héros du livre est plus intéressant par lui-même. Frédéric Christen, d'Yverdon, né en 1763, débarquait à Stockholm en 1799; lié avec Calonne, aristocrate de manières et d'idées, il fut chargé de missions secrètes à Rome, Naples et Madrid, à Vienne et à Londres; nous le voyons attaché à l'ambassadeur russe en France, M. de Markoff (1801), et surveillé par la police consulaire comme « un intrigant coquin ». Renvoyé en Suisse (1803), il y rencontre Mme de Staël et devient l'hôte de Coppet; il devient même amoureux de la châtelaine. Quand elle est exilée, il est conduit au Temple et y reste 386 jours au secret, puis on le libère et il va se faire oublier en Russie, où il est mort longtemps après en 1837. C'est un type curieux de diplomate officieux et sentimental. Le troisième personnage de M. Barbey, Jean-Gaspard Schweitzer, de Zurich, est beaucoup mieux connu, grâce à la biographie rédigée sur ses papiers par son jeune cousin Hess, en 1822, et publiée par M. Baechtold en 1884[1]. Esprit aventureux, aux vues ingénieuses, cerveau toujours en ébullition, Schweitzer tenait une place à part dans la colonie suisse de Paris dès avant la Révolution, dans laquelle il se jeta, de toute son âme, au grand dommage de ses affaires en Europe et en Amérique, luttant jusqu'à sa mort à Paris (1814), soutenu par sa vaillante femme, Madeleine, contre les mécomptes financiers qui ne cessaient de le troubler dans ses rêves humanitaires[2].

Rod. Reuss.

1. On trouvera un compte-rendu détaillé de ce livre dans la *Revue historique*, t. XXXI, p. 192.

2. P. 238, il faut lire *Bureaux de Pusy* au lieu de *B. de Pugy* et *Archenholz* pour *Orchenholz*.

COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

Charles Guignebert. **Le problème de Jésus.** Paris, Flammarion, 1914. In-16, xxxvi-192 pages. (Dans la *Bibliothèque de culture générale.*)

Dans de retentissantes controverses qui ont eu lieu en Allemagne en 1910, dans une série de livres qui ont paru de tous côtés en ces derniers temps, ceux de Kalthoff à Leipzig et à Berlin, de J. M. Robertson à Londres, de B. Smith à Giessen, de A. Drews à Iéna, a été niée l'existence historique du Christ : Jésus n'a jamais vécu; il est un simple mythe, une construction de la foi indépendante de tout personnage réel. Il n'est point possible de repousser purement et simplement de pareilles allégations faites par des érudits de très bonne foi, dont quelques-uns sont des savants remarquables; il faut examiner de près et discuter leurs raisons. C'est ce que fait dans cet opuscule notre collaborateur M. Guignebert, dont tous nos lecteurs connaissent la compétence spéciale et les travaux sur la question si délicate des origines du christianisme. Après avoir recherché au xviiie siècle les antécédents historiques du problème, il examine en bloc, en une première partie, les arguments négatifs mis en avant de nos jours par ces auteurs radicaux; puis, comme chacun de ceux-ci a esquissé un système spécial de reconstitution et expliqué à sa manière la formation du christianisme sans la personne de Jésus, il étudie, en une seconde partie, ces systèmes et en montre la fragilité. Enfin, dans une troisième partie, il conclut, en se foudant sur les synoptiques et sur les quatre grandes épîtres de Paul, Romains, Galates et les deux aux Corinthiens, que la personne du Christ est bien historique. « Les négateurs ne peuvent emporter la *forteresse* que constituent les quatre grandes épîtres qu'à la condition de prouver leur inauthenticité totale », ce qui est impossible. La doctrine paulinienne du salut par le Christ exige impérieusement l'humanité du Sauveur. M. Guignebert ne va pas plus loin; il ne se demande pas ce qu'était en réalité ce personnage historique de Jésus. Était-ce cet homme supérieur dont nous a entretenu Renan et que les disciples auraient si mal compris? Était-ce, au contraire, une espèce de fou auquel on a plus tard attribué de sublimes discours et des préceptes de profonde sagesse? Dans des temps plus rapprochés, saint François d'Assise a été travesti de la sorte. M. Guignebert ne se prononce pas. « Nous ne disposons plus », dit-il, « des moyens d'écrire une biographie de Jésus. » Mais pourtant il se reprend : « Toute la question se réduit à savoir quels épisodes en

peuvent être retrouvés avec certitude, quelle interprétation ils se montrent capables de supporter et, par-dessus tout, si, à défaut de la vie de Jésus, leur étude attentive nous permet de nous représenter une image exacte de sa personnalité et de sa pensée. La réponse gît dans les textes eux-mêmes, et c'est là qu'il nous faut aller la chercher. » Nous espérons que M. Guignebert l'y cherchera et qu'il nous donnera un autre livre comme suite à celui-ci, d'une érudition aussi sûre, aux raisonnements aussi serrés et aux démonstrations aussi claires et probantes.

Ch. Pf.

Jehan de Nostredame. **Les vies des plus célèbres et anciens poètes provençaux.** Nouvelle édition, accompagnée d'extraits d'œuvres inédites du même auteur, préparée par Camille Chabaneau et publiée avec introduction et commentaire par J. Anglade. Paris, Champion, 1913. In-8°, (176)-407 pages.

Que Nostredame ait été un historien fort suspect, dont toutes les affirmations doivent être contrôlées, voilà ce qu'avaient pressenti, dès le XVIIIe siècle, Mazaugues, de Caumont, les auteurs de l'*Histoire de Languedoc* et Tiraboschi; tout en partageant ces soupçons, les érudits du début du XIXe ont encore en lui trop de confiance et admettent volontiers avec Fauriel « qu'il fausse tout ce qu'il touche, mais sans le vouloir », et que néanmoins « il fournit diverses notices instructives » (*Hist. litt.*, t. XXI, p. 329, et XXII, p. 234). Mais, en 1867, M. Paul Meyer affirmait que c'était lui faire trop d'honneur encore, que « l'opinion des hommes compétents était faite sur son compte » et que l'on pouvait se demander seulement « s'il avait puisé à des sources déjà falsifiées ou s'il était lui-même le falsificateur » (*Revue critique*, p. 171). En 1871, il allait plus loin et déclarait nettement, avec preuves à l'appui, Nostredame responsable de toutes ses erreurs (*les Derniers troubadours de la Provence*, p. 14 et suiv.). Au même moment, des recherches poursuivies indépendamment conduisaient Bartsch aux mêmes conclusions. La cause était dès lors jugée et la seule question qui restât à se poser était celle des motifs qui avaient pu déterminer Nostredame et des procédés qui avaient présidé à ses fabrications. Tandis que M. Meyer jugeait la question sans intérêt, Bartsch avait été tenté par elle, mais pour être épuisée elle exigeait, comme le lui déclare nettement M. Meyer, « une connaissance de l'histoire et de la géographie de la Provence qu'un étranger ne peut pas posséder » (*Romania*, t. II, p. 142). Là où Bartsch avait échoué en partie (car il avait du moins retrouvé la plupart des textes falsifiés ou mal interprétés), Chabaneau s'était flatté de réussir. En étudiant les manuscrits de Nostredame conservés à Carpentras et à Aix, il put en effet « pénétrer jusqu'au fond de cet atelier de mensonges » ; en comparant les diverses

rédactions des *Vies*, il constata que Nostredame, après avoir commencé par traduire purement et simplement les anciennes biographies, « en arrive, d'additions en additions, de modifications en modifications, au roman » imprimé en 1575 (p. 300). Le premier point était donc élucidé. Sur le second, Chabaneau était loin d'être parvenu, il faut bien le dire, à des résultats aussi satisfaisants. En dépit d'immenses recherches qui lui permirent d'accumuler les documents sur Nostredame, ses amis et ses protecteurs, il lui est assez rarement arrivé de pouvoir dire avec certitude pourquoi le faussaire avait rattaché telle ou telle famille à l'histoire des troubadours. Il espérait toujours trouver davantage, et jusqu'au dernier jour il consacra à ces recherches ingrates des forces qui eussent pu, certes, être mieux employées. Quand il mourut, en 1908, les diverses rédactions des *Vies* et les documents annexes étaient imprimés et d'innombrables fiches attendaient une dernière revision. M. Anglade, ancien élève de M. Chabaneau, a pensé que tout ce travail ne devait pas être perdu ; il a donc classé et complété toutes ces fiches et rédigé l'introduction, les notes et les tables, travail délicat et minutieux, où il n'a pas ménagé sa peine. Nous ne lui marchanderons donc pas notre reconnaissance. Il nous semble toutefois qu'il eût pu en user un peu plus librement avec les papiers qui lui étaient confiés ; en abrégeant certaines parties, en écartant certaines redites, il fût certainement resté fidèle à la pensée de son maître, écrivain très scrupuleux et épris de concision. Il eût pu faire aussi un peu davantage pour la commodité du lecteur ; ce volume, très diversement composé, où abondent des documents de nature et de provenance très variées, n'est pas aisé à consulter ; une liste complète de ces documents, avec indication précise de leurs sources, devait évidemment être incorporée à la table des matières ; celle de la page 8 ne rend aucun service, puisqu'on n'y renvoie pas aux pages du volume.

A. JEANROY.

Raoul MORÇAY. **Saint Antonin, archevêque de Florence (1389-1459).** Paris, Gabalda, 1914. In-8°, XXXII-504 pages.

Apôtre infatigable de l'observance dominicaine, prieur de Saint-Marc, au moment où les libéralités de Côme de Médicis transformaient ou mieux fondaient cette illustre maison, enfin archevêque de Florence de 1446 à 1459, on a le droit de s'étonner que saint Antonin n'eût pas encore trouvé d'historien. M. l'abbé Morçay a comblé une vraie lacune en lui consacrant une biographie judicieuse, consciencieuse et de lecture attachante. Ce n'est pas sa faute si le sujet n'est pas tout à fait aussi beau qu'on pouvait le croire et si le héros de son livre n'en sort pas grandi. Non pas, bien entendu, que saint Antonin ne soit infiniment respectable par la sincérité de sa foi et l'austérité de ses mœurs, infiniment sympathique par son admirable charité,

Que si, par un contraste sur lequel M. Morçay n'a peut-être pas assez insisté, cette charité n'est pas tout à fait de la douceur; s'il s'y mêle une véritable dureté pour les hérétiques, pour les mauvais prêtres, c'est moins sans doute défaut de caractère que pli professionnel et conception trop rigide du devoir d'état; dans son éducation d'autodidacte, Antonin ne s'est guère donné que la culture d'un juriste; devenu administrateur et juge, il est volontiers l'esclave des textes.

Mais il apparaît clairement que ce saint très authentique n'est pas un grand homme et que son rôle fut médiocre. Témoin d'une des plus grandes révolutions intellectuelles que l'humanité ait traversées, il se désintéresse de l'humanisme. On l'a accusé de l'avoir combattu et fait reculer un instant. M. Morçay, par de bonnes raisons, le justifie de ce reproche. Mais n'exagère-t-il pas en sens inverse en le rapprochant d'Ambrogio Traversari? Celui-ci est un vrai humaniste qui s'est complètement assimilé la culture nouvelle, alors même qu'il affecte de s'en défier. Antonin en a été à peine effleuré. Sur l'étude des auteurs païens, il ne fait en somme que répéter les banalités traditionnelles par lesquelles, depuis des siècles, on contenait dans des bornes étroites, tout en la tolérant à titre de science auxiliaire, l'étude des « arts libéraux ». Il ne paraît pas se douter que la question se posait d'une manière toute nouvelle et qu'il était peut-être du devoir d'un archevêque de Florence de prendre parti.

De même, il observe d'ordinaire la plus grande réserve en présence de la révolution politique qui faisait passer Florence de la république au principat. Sans doute il lui arrive d'en sortir. Un des mérites de M. Morçay est précisément d'avoir sinon découvert, du moins utilisé le premier la vie encore inédite de saint Antonin par son notaire, Baldovino Baldovini. Elle nous a conservé le texte de la protestation publiée par l'archevêque, en 1458, en faveur du secret et de la liberté des votes et contre une des pratiques familières à la faction médicéenne. Mais cette incursion dans la politique est un fait unique, semble-t-il; rien dans la conduite antérieure d'Antonin n'y prépare; elle prouve combien il est faux de voir en lui ce qu'on l'a accusé d'être, un courtisan des Médicis; elle ne prouve pas qu'il soit, comme on l'a dit aussi, un précurseur de Savonarole, ni peut-être même, comme l'écrit avec plus de mesure M. Morçay, le « dernier champion de l'antique liberté ». Indifférent, en somme, au côté politique de la question, il l'aborde dans la mesure seulement où elle touche à la morale, dont son devoir d'évêque l'oblige à rappeler les préceptes. Il agit en juge, *ratione peccati*, non en citoyen, en opposant. Et le fait accompli, sa responsabilité étant sauve, cesse d'avoir de l'intérêt pour lui, et ne lui paraît pas justifier une opposition persistante. De là les extraordinaires euphémismes sous lesquels il voile, dans sa *Chronique*, les mesures mêmes qu'il avait combattues.

Se tenant à l'écart de tant de choses, il se renferme dans les devoirs de sa charge, qu'il pratique à la perfection, qu'il restreint à

leur cercle traditionnel, sans peut-être les élargir autant que les circonstances le demanderaient. M. Morçay a bien décrit cette vie austère, cette administration active, exacte, économe, même pour le culte et tant qu'il ne s'agissait pas de charité (Antonin n'a rien d'un Mécène et n'a commandé aucune œuvre d'art), respectueuse des règles canoniques, ferme, sévère, très redoutée en somme du clergé. On aimerait qu'il eût serré de plus près certaines questions. Ayant eu par exemple entre les mains un document de premier ordre, le registre des recettes et des dépenses de l'archevêque de 1451 à 1457, il ne s'en est guère servi que pour insister sur les libéralités de son héros; il n'a pas cherché à expliquer le fait remarquable que les recettes triplèrent, par une progression régulière, dans l'espace de ces six années.

D'une façon générale, on regrette que M. Morçay ne connaisse pas aussi bien les alentours de son sujet que ce sujet lui-même. Il lui arrive de signaler comme des nouveautés intéressantes des circonstances très banales. Ainsi, à propos des fresques de Fra Angelico à Saint-Marc, exécutées sous le priorat d'Antonin, il affirme que « l'idée de peindre toutes les cellules était sans précédent », et il fait un mérite à Antonin d'avoir accepté « l'angélique dessein de Fra Giovanni. » Un dépouillement même sommaire des *Monumenta Praedicatorum historica* lui aurait montré que ce dessein était tout à fait conforme aux traditions de l'ordre. Ailleurs, s'il veut prouver la confiance, d'ailleurs incontestable, dont Antonin jouissait à la cour pontificale, il allègue des missions ou des faveurs très ordinaires et telles qu'en recevaient tous les évêques. En sens contraire, il ne relève pas des particularités remarquables, comme le très large emploi de la torture devant la cour archiépiscopale, ou comme la divergence de vues entre saint Bernardin de Sienne et saint Antonin à propos du *monte* et de ses opérations; divergence où, par un curieux renversement des rôles ordinaires, c'est le dominicain qui est relativement indulgent et le franciscain plus sévère. Sur toute cette question du *monte*, qui mettait en jeu la théorie théologique de l'usure, M. Morçay est bien bref et ne paraît pas avoir aperçu le désaccord qui existe entre la doctrine traditionnelle, telle que la représente Antonin, avec de très légères atténuations, et la pratique sanctionnée et même suivie par la cour romaine sous Martin V et Eugène IV.

Surtout, il aurait pu approfondir davantage l'étude des œuvres d'Antonin. Il faut, il est vrai, commencer par signaler l'heureuse trouvaille qui lui a permis d'établir définitivement l'authenticité du *Confessionale*. Mais, sur le caractère même et le contenu de cet écrit, il donne moins de renseignements qu'un ouvrage général comme celui de Pastor. Il ne s'inquiète pas de le comparer aux nombreux ouvrages analogues que le XVe siècle a vus naître. Pourtant l'occasion était bonne de rechercher quel enseignement on donnait alors au peuple chrétien touchant la pénitence, et dans quel esprit on administrait alors ce

sacrement; et la question n'est certes pas sans intérêt pour l'histoire religieuse. Il ne paraît pas connaître le *Libreto della dottrina cristiana*, l'un des plus anciens exemples de catéchisme en langue vulgaire, et, selon le P. Tacchi-Venturi, qui le décrit[1], composé par Antonin pour la *Compagnia della Purificazione* à Florence. Il admet l'attribution à Antonin de l'*Opera a ben vivere*, en quoi il peut fort bien avoir raison, mais il aurait dû discuter les doutes de Rösler[2]. Pour la *Somme*, il définit bien la position d'Antonin en le qualifiant de probabiliste. Mais il ne situe pas, dans la série des canonistes, cet ouvrage dont Schulte[3] a dit qu'il « a exercé une influence énorme et, dans la mesure où cela n'était pas fait encore, fait entrer la théorie curialiste dans la dogmatique », jugement qui méritait d'être examiné. Quant au prestige quasi-officiel dont a joui l'œuvre d'Antonin, Pastor[4], sans aller plus loin, aurait pu lui fournir un texte curieux : un statut synodal du diocèse d'Acqui prescrivant à tous les confesseurs de posséder la *Somme*.

En résumé, ce livre donne par moments l'impression d'un cadre inégalement et insuffisamment rempli. Cela tient tantôt à Antonin lui-même et à son effacement volontaire dans bien des domaines où l'on s'attendrait à le rencontrer, tantôt aux lacunes des documents, tantôt à un peu de hâte chez M. Morçay. Avec un an ou deux de plus, il eût pu grandement améliorer son livre. Tel qu'il est, il fait sur bien des points progresser nos connaissances et mérite d'être lu par quiconque s'occupe du *Quattrocento*.

E. Jordan.

Hubert Gillot. **Le règne de Louis XIV et l'opinion publique en Allemagne.** Nancy, A. Crépin-Leblond, 1914, xvii-375 pages.

Depuis 1888 environ, les historiens allemands, Zwiedineck-Südenhorst, J. Haller, Hölscher, Paul Schmidt, d'autres encore, ont attiré l'attention sur l'intérêt que pouvaient présenter, pour l'étude du règne de Louis XIV, les nombreux pamphlets parus en Allemagne contre la France au temps du grand roi. M. Gillot a voulu faire connaître en France ces écrits; et, à la fin de son travail, en une cinquantaine de pages très serrées, il donne un catalogue de ces « Flugschriften », dressé avec beaucoup de soin. Il est seulement dommage qu'à côté des dépôts allemands il n'ait pas étendu ses recherches aux bibliothèques françaises; au tome II du Catalogue de l'histoire de France de la Bibliothèque nationale, il eût trouvé le titre de quelques pamphlets

1. *Storia della Compagnia di Gesù in Italia*, t. I, p. 279.
2. Rösler, *Dominicies Erziehungslehre*, p. 25.
3. *Die Geschichte der Quellen und Literatur des canonischen Rechts*, t. II, p. 444.
4. *Geschichte der Päpste*, t. III, p. 26.

qui lui ont échappé; de même quelques pamphlets à lui inconnus sont indiqués dans le livre de Janmart de Brouillant, *la Liberté de la presse en France aux XVIIe et XVIIIe siècles; histoire de Pierre du Marteau, imprimeur à Cologne.* Nous regrettons aussi que, pour la plus grande commodité du lecteur (?), ce catalogue ait été dressé par ordre de matières, — ce qui est un peu arbitraire, — au lieu de l'être par ordre strictement chronologique. L'ouvrage est une analyse méthodique de ces pamphlets; M. Gillot nous apprend ce qui est contenu en ces écrits sur le pays de France, sur la personne du roi, sur ses amours, sur sa politique d'ambition et de conquête; puis sur certains faits de conquêtes, comme l'incendie de Palatinat, les réunions, la prise de Strasbourg, etc. Il montre aussi tout le mal que les pamphlétaires disent des Allemands eux-mêmes, de leurs mesquines querelles, de leur francomanie; il énumère tous les projets de réforme politique, militaire, économique et morale de l'Empire qu'ils patronnent. Puis il nous dit leur joie des défaites de Louis XIV à la fin du règne; ces publicistes germaniques enterrent avec gaieté la monarchie universelle. M. Gillot a pris beaucoup de peine pour traduire ces écrits et pour les relier par une trame, pour en tisser une toile unique. Mais jusqu'à quel point est-il légitime de relier de la sorte des écrits de tendances et de valeur différentes? Ces écrits émanent d'auteurs protestants ou catholiques, autrichiens ou brandebourgeois, ou conseillers de petits princes; les uns ont encore quelque tenue, ceux de Leibnitz ou de Lisola, les autres sont d'une révoltante grossièreté, remplis de propos scatologiques ou orduriers. Est-il bien équitable de les fondre? Puis sans doute M. Gillot ne parle jamais en son nom. Il écrit dans son introduction : « Ce serait se méprendre radicalement sur la signification et la portée de cette étude que d'y chercher des arrière-pensées, à plus forte raison des partis pris de tendance ou des intentions de polémique. » Il se défend de prendre à son compte les jugements outranciers ou haineux des publicistes allemands. Mais quand même, on eût aimé, à la fin du travail, une protestation contre cette littérature en général si médiocre, contre toutes ces plaisanteries si lourdes, contre toutes ces allusions au mal français qui reviennent presque à chaque page jusqu'à soulever la nausée. M. Gillot s'est trop contenté de son rôle de traducteur et d'analyste; au moins a-t-il toujours été très exact et très précis. Il a eu aussi le mérite de rassembler tous ces matériaux épars et de montrer comment s'est formée, au temps de Louis XIV, une opinion allemande[1].

C. Pf.

1. P. 75, lire Poniatovia au lieu de *Poniatonia;* p. 122, *in fine*, Henri II au lieu de *Henri III;* p. 172, 843 au lieu de *844* pour le traité de Verdun; p. 184, Achitophel au lieu de *Aristophel.*

I. — Arturo Segré. **Manuale di storia del commercio.** Vol. I : *Dalle origini alla Rivoluzione francese.* Turin, S. Lattes, 1913. In-8°.

II. — Gino Luzzatto. **Storia del commercio.** Vol. I : *Dall' antichità al Rinascimento.* Florence, Barbèra, 1914. Petit in-8°, IX-355 pages.

I. — Nous serions heureux d'avoir en français l'équivalent de ce manuel. Il est conçu, comme le nom de l'auteur le promettait, d'un point de vue nettement historique. Il fait partie d'une *Biblioteca dell' insegnamento commerciale e professionale.* La première partie, relative à l'antiquité, se réduit à un résumé; pourtant l'auteur est au courant des plus récentes découvertes, par exemple, sur la civilisation minoenne. Sur le rôle du capitalisme dans l'antiquité (p. 28, n. 3, et p. 38, n. 1), il aurait fallu signaler un article et des livres du regretté Paul Guiraud.

L'ouvrage devient plus développé avec le moyen âge. Une bibliographie abondante (sous forme de notes infrapaginales) est même de nature à éveiller chez quelques élèves des curiosités scientifiques. L'exposé du rôle joué par les nouvelles institutions économiques, commandite, lettre de change, etc., est très clair. Une place d'honneur est naturellement faite aux républiques maritimes italiennes, aux « Lombards ».

Pour l'âge moderne, le parti pris d'enfermer chaque pays ou groupe de pays en un seul chapitre (trois siècles d'histoire commerciale) amène une sorte d'étranglement du sujet. La France, en particulier, est quelque peu sacrifiée, quoique l'auteur parle de la « vision grandiose » qu'y offre l'aube des temps nouveaux. En particulier, le livre est insuffisant en ce qui touche l'influence exercée (bien avant Henri IV) sur le développement commercial par le développement industriel. Sauf sur ce point, la bibliographie de M. Segré est remarquablement au courant; elle va jusqu'à 1912 et relève, outre les ouvrages, un grand nombre d'articles importants. — P. 348, n. 1, à la thèse de Kaeppelin sur François Martin, ajouter sa petite thèse sur les escales. — Dans l'ensemble, excellent ouvrage et qui rendra service à d'autres qu'aux élèves des écoles techniques.

II. — Le plan de M. Gino Luzzatto (son livre fait partie de la *Biblioteca coloniale*) est plus large que celui de M. Segré, puisque ce premier volume s'arrête à la fin du moyen âge. Il est peut-être encore plus profondément historique, sans doute parce que l'auteur avait plus d'espace pour indiquer constamment le lien entre l'ensemble des conditions historiques et l'histoire spéciale du commerce. On goûtera particulièrement, à cet égard, les trois derniers chapitres, où la vie économique est étudiée dans ses rapports avec cette ins-

titution caractéristique, la commune. Naturellement, il s'agit surtout de la commune italienne, et l'histoire du commerce italien tient une place que le lecteur étranger peut trouver un peu excessive. Cependant, les foires de Champagne, les Flandres, le midi de la France, etc., sont étudiés avec précision, sinon avec le même détail. La bibliographie est très riche et très au courant. Le rôle du commerce intérieur est bien mis en lumière. Le seul point sur lequel l'auteur m'ait paru insuffisant, c'est la civilisation crétoise. Mais, dans l'ensemble, les chapitres sur l'antiquité sont remarquablement intelligents, vivants et déjà de nature à éveiller chez le lecteur l'esprit critique.

Il faut se féliciter qu'un remaniement dans le programme des écoles supérieures de commerce en Italie ait provoqué la naissance de ces excellents manuels.

Henri HAUSER.

George M. WRONG. **The Fall of Canada, a Chapter in the History of the Seven Years War.** Oxford, Clarendon Press, 1914. 1 vol., 272 pages, avec gravures et cartes.

L'auteur, qui est professeur d'histoire à l'Université de Toronto, prend son point de départ au moment où le feu des Anglais achevait de rompre la ligne française, le 13 septembre 1759; puis il continue son récit jusqu'à la chute de la colonie et jusqu'à la liquidation des affaires dont elle était le centre. Il expose en ces termes le choix de son sujet : « Les quelques Français de l'Amérique du Nord, en 1760, se sont multipliés au chiffre de près de trois millions, répandus à la fois au Canada et aux États-Unis. Mais, dès 1760, ils avaient organisé leur vie sociale; ils s'y sont maintenus avec une extrême fermeté; et c'est, de nos jours encore, un facteur de la vie canadienne que l'on ne saurait négliger. Cette étude a donc semblé l'introduction nécessaire à des recherches sur l'histoire ultérieure du Canada que l'auteur poursuit actuellement » (p. 3), heureuse promesse dont nous souhaitons le prompt accomplissement; car nous ne possédons guère d'ouvrages spéciaux, circonstanciés, sur la suite de cette histoire, Parkman s'étant arrêté à la conspiration de Pontiac. Il va de soi que, pour expliquer les principaux personnages, qu'il accompagne ensuite jusqu'au terme de leur carrière, M. Wrong a dû remonter un peu dans leur passé; mais on se rend très bien compte qu'il eût pu réunir et raconter plus de détails encore qu'il n'a fait dans ce volume consacré pourtant aux événements d'une seule année.

De cet ouvrage, il importe de retenir surtout quelques aperçus trop négligés. D'abord, les citoyens de Londres, durant les premiers mois de 1759, s'attendaient encore, chaque soir en s'endormant, à apprendre au réveil une descente des Français en Angleterre; alors, comme aujourd'hui, on estimait que les questions coloniales entre puissances euro-

péennes devaient se régler en Europe. Puis les Anglais, au fond, sauf Pitt, — et ce fut le malheur de la France de rencontrer devant elle, à cette heure, deux hommes de valeur exceptionnelle, le ministre anglais et le roi de Prusse, — souhaitaient fort peu l'acquisition de notre colonie, à laquelle ils eussent préféré la Guadeloupe pour nombre de raisons qui valaient celles de Voltaire en faveur de la Louisiane (p. 253). — Enfin, ce fut l'énormité des vols et des concussions dont le Canada fut le prétexte (80 millions de dettes pour 70,000 habitants) qui finit, plus que tout le reste, par dégoûter la France du Canada, et les Canadiens impayés, de la France. Peut-être serait-il juste de reconnaître que Bigot fut probablement le seul intendant fripon de la colonie; mais quelle que fût son intelligence, son maintien aux affaires dans ce moment critique fut désastreux. Libre au lecteur de se demander, en outre, si Frédéric, qui s'entendait, comme ses successeurs, à manier l'opinion et qui s'en vantait, n'entretenait pas quelque agence reptilienne à Paris pour brouiller les cartes, ce qui expliquerait en partie le détachement philosophique avec lequel nos aïeux acceptèrent cette amputation.

R. DE KERALLAIN.

G. NOBLEMAIRE. **Histoire de la maison des Baux.** Paris, Champion, 1913. In-4°, 231 pages et 13 planches en phototypie.

Il est assez difficile de caractériser le beau volume de M. Noblemaire. Qualifier de livre de vulgarisation un assez gros in-quarto dont la majeure partie est consacrée à des généalogies médiévales pourrait passer pour de l'ironie. On n'y retrouve point, d'autre part, l'ordinaire appareil des ouvrages de pure érudition. Disons plutôt que c'est une mise au point et une synthèse de travaux antérieurs, en particulier de celui de Barthélemy[1]. Mais, aux renseignements fournis par l'*Inventaire des chartes de la maison de Baux*, M. Noblemaire a ajouté les résultats obtenus par un certain nombre d'érudits français ou italiens, voire même serbes ou roumains, puisque la famille serbe des Balša, tige présumée des Balš de Roumanie, prétend se rattacher à des Balzi de Naples, qui auraient émigré d'Italie en Albanie au XIVe siècle et y auraient fondé une dynastie nouvelle. Le fait en lui-même n'a rien d'invraisemblable, mais il faut dire aussi que la similitude de nom et d'armes, les prétentions émises de part et d'autre à descendre du mage Balthasar ne paraissent pas tout à fait raisons suffisantes pour assurer cette parenté, étant donné que les premiers textes qui mentionnent celle-ci sont du XVIe siècle, et peuvent avoir emprunté à l'Italie le « stemme » réel ou supposé des Balša aussi bien que la légende de leur lointain ancêtre.

1. *Inventaire chronologique et analytique des chartes de la maison de Baux*. Marseille, 1882, in-8°.

Mais laissons de côté les pays balkaniques. Pons, dit le Jeune, premier seigneur connu du château de Baux, mentionné en 981, a eu en Occident une glorieuse et authentique lignée, dont l'histoire pouvait exciter la curiosité de M. Noblemaire, indépendamment des raisons toutes particulières qui le poussaient à s'intéresser au pays même des Baux, où, comme il le rappelle dans sa préface, il découvrit jadis, au cours d'études entreprises pour l'établissement d'une voie ferrée, le premier gisement de ce minerai d'aluminium depuis si largement exploité sous le nom de *bauxite*. Non seulement en effet des descendants de ce Pons le Jeune s'allièrent à toutes les familles nobles de Provence, acquirent successivement les fiefs de Marignane, de Meyrargues, de Berre, de Pertuis, etc., devinrent princes d'Orange, « seigneurs de lieux dont j'ignore le compte », mais, au XIIIe siècle, plusieurs d'entre eux suivirent en Italie Charles d'Anjou et acquirent au delà des monts de nouvelles seigneuries, tel Bertrand de Pertuis, tel Bertrand, seigneur de Berre et d'Istres, qui devint justicier des Abruzzes, et dont le frère Guillaume obtint l'évêché de Troja, tel surtout Barral des Baux, neveu par alliance de Raimond VII, qui devint la souche des comtes français d'Avellino. Des descendants de Bertrand de Berre sont aujourd'hui ducs de Presenzano.

La plupart des chapitres de l'ouvrage de M. Noblemaire sont un peu conçus comme des fragments de l'*Art de vérifier les dates*, en forme de série de notices sur les divers personnages, mais des tableaux généalogiques clairs et nombreux fournissent un fil conducteur et rendront des services. M. Noblemaire, d'autre part, sentant ce que le fond de son volume, — il le dit lui-même, — avait d'un peu aride, l'a orné de belles phototypies, reproduisant des vues de la ville des Baux ou des monuments se rattachant à l'histoire des Balzo d'Italie. Un chapitre sur « les troubadours et les Baux » est également destiné, dans la pensée de l'auteur, à égayer de quelques fleurs l'austérité du sujet. Mais on y regrettera l'absence de toute référence et l'on jugera sans doute que le légendaire Moine des Iles d'Or, cher à Nostredame, y fasse trop sentir son influence[1]. On regrettera aussi que M. Noblemaire, qui sait se reporter aux textes et les discuter au besoin, ait parfois attaché trop d'importance aux systèmes des compilateurs ou des historiens des XVIIe et XVIIIe siècles, Ruffi, Papon, La Pise, etc. Toutes les hypothèses de l'auteur lui-même ne sont pas acceptables. C'est ainsi que l'on ne peut (p. 3) faire vivre à la fin du IXe siècle le comte Leibulf, mentionné par un seul document, une charte de 845 qui fait de lui un contemporain de Louis le Pieux et de Lothaire[2]. Boson, père de Guillaume et Roubaud (p. 6), ne paraît pas pouvoir se rattacher à la famille de Louis l'Aveugle, et en tout cas n'est pas fils

1. Cf. en particulier, sur le Moine des Iles d'Or, Jehan de Nostredame, *les Vies des plus célèbres et anciens poètes provençaux*, éd. Chabaneau et Anglade. Paris, 1913, in-8°, introduction, p. 98 et suiv. Sur cet ouvrage, cf. *supra*, p. 129.

2. *Cartulaire de Saint-Victor de Marseille*, t. I, p. 32, n° 26.

d'un roi Boson II, ce dernier n'ayant existé que dans l'imagination de quelques généalogistes du XVIIe siècle[1]. Mais il est inutile, en raison du caractère de l'ouvrage, d'insister sur des détails de ce genre. M. Noblemaire a été séduit par le passé glorieux de la famille des Baux :

> Per soun antique noum e per sa resplendour
> Di gran familho Prouvençalo,
> Raço d'aigloun jamai vassalo.

Il a simplement voulu permettre à ses lecteurs d'apprécier quel avait été, durant près de quatre cents ans, en France et en Italie, le rôle des représentants de cette famille.

R. POUPARDIN.

D. PASQUET. **Londres et les ouvriers de Londres**. Paris, Armand Colin, 1913. In-8°, 762 pages, avec 24 cartes ou graphiques.

Londres est avant tout une grande ville de trafic ; par moments, une grande ville de luxe, mais non point, ou non plus, une grande ville d'industrie. De là le caractère intermittent, l'irrégularité chronique du travail pour la plupart des travailleurs de Londres. De là enfin un état de misère endémique dont rien, semble-t-il, ne peut venir à bout.

Telle est en bref la « thèse » qui a servi de centre à l'immense enquête de M. Pasquet. A cette thèse sont comme suspendus un certain nombre de tableaux : la vie dans l'East-End ou à White-Chapel, les courses décevantes des dockers sans ouvrage et le surmenage épuisant des ouvrières en chambre, la crise du logement et le problème des communications, les efforts infructueux de la philanthropie et de la religion, le progrès de l'institution scolaire et les heureux empiétements du Conseil de comté, — tout cela est décrit avec une extrême précision. Ajoutons qu'un chapitre d'introduction sur la formation de Londres donne à ces divers tableaux un fond historique tout à fait précieux.

Quelques-unes de ces descriptions ne se rattachent pas sans doute par un lien très visible au principal objet d'étude, qui est le peuple des chômeurs. Par endroits, M. Pasquet n'a pas résisté au plaisir de vider ses tiroirs de fiches. On n'ose pas s'en plaindre. D'abord parce que ces « Excurs », — lorsque « Excurs » il y a, — sont toujours très instructifs. Par exemple, sur la concurrence des religions à Londres, ou sur le progrès spontané qui a conduit l'administration municipale de Londres de l'état d'anarchie où elle se trouvait encore en 1855 au socialisme pratique dont elle a donné l'exemple, M. Pasquet rassemble des renseignements en tout état de cause très précieux. Et puis

1. A signaler aussi quelques *lapsus*, par exemple, p. 170, *Carlad* pour *Carlol* et *Milhaud* pour *Millau*.

M. Pasquet sait toujours rendre ses descriptions vivantes. Il n'utilise pas seulement les renseignements statistiques assemblés par M. Booth ou par M. et Mme Webb. Il mêle aux chiffres, de la façon la plus heureuse, des « choses vues. » Qu'il raconte une visite au workhouse, qu'il nous conduise dans une école populaire, il trouve le moyen d'être à la fois piquant et émouvant.

Les parties les plus fouillées du livre sont naturellement celles où M. Pasquet établit sa thèse centrale. « Absence d'industrie dominante, coexistence d'industries de luxe, demandant un travail parfait, et d'industries de camelote, utilisant du travail qui n'a que peu de valeur, extrême division du travail dans la plupart des professions où cette division de travail est possible, et enfin subordination de l'industrie au commerce, symbolisée en quelque sorte par la prépondérance de la « Cité » dans la vie générale, tel est en résumé le bilan de la situation industrielle de Londres » (p. 219). Les répercussions de ce bilan sur la vie ouvrière, c'est surtout à propos des dockers et des travailleurs à domicile que M. Pasquet les étudie. Et il montre que dans un cas comme dans l'autre le grand mal est l'intermittence du travail. La couturière surmenée au moment de la saison, puis brusquement remerciée, le docker qui erre d'une rive à l'autre de la Tamise sans jamais savoir s'il sera choisi par le contremaître, ne tombent pas seulement au plus bas degré de la misère, ils perdent l'habitude de compter, de prévoir, d'organiser leur vie. Démoralisation qui est un effet bien plutôt qu'une cause. Les conditions économiques priment tout ici. On a pu être tenté naguère d'imputer les horreurs du *slum* à l'imprévoyance de telle catégorie d'ouvriers, ou les abus du *sweating system* aux mœurs juives. M. Pasquet fait justice de ces légendes. « La possession de toutes les qualités physiques et morales n'est pas une garantie contre le chômage » (p. 234). « La vie économique de Londres, telle qu'elle est organisée, postule l'existence d'une classe d'ouvriers intermittents » (p. 244).

On comprend, après ces conclusions, que M. Pasquet soit pessimiste. Le fait est que les efforts tentés soit par la charité privée, — si luxuriante là-bas, — soit par l'assistance publique, pour éteindre le paupérisme ou seulement pour améliorer le logement ouvrier, le laissent sceptique. Il exerce même sa verve sarcastique à l'égard d'une philanthropie qui ne fait que déplacer le mal, quand elle ne l'aggrave pas.

On n'en est que plus étonné d'une lacune grave : aucune des parties du livre de M. Pasquet n'est réservée au Trade-Unionisme. A peine par-ci par-là (p. 225, 609, 616, 710) de brèves allusions qui tournent le plus souvent en critiques. Et pourtant, en admettant que M. Pasquet juge insuffisante ou inopérante la lutte jusqu'ici menée contre l'inorganisation de travail par les syndicats anglais, comment pourrait-il méconnaître leur contribution au progrès de cette « Éducation ouvrière » à laquelle il consacre un chapitre? Lacune d'au-

tant plus étonnante que Londres a toujours été un centre de résistance et d'action syndicales. Il se peut que les métiers les plus menacés par l'intermittence du travail soient aussi les moins prompts à s'organiser. Il n'en reste pas moins que les syndiqués des bâtiments, dès 1892, obtenaient des conventions collectives restées fameuses. Tout récemment, ils menaient une grève imposante. Dans les docks se sont organisés en grand, pour la première fois, les ouvriers « non qualifiés » dont l'entrée en scène, selon M. Pasquet lui-même, est un fait historique de première importance. Pourquoi ne nous renseigne-t-on pas sur les tendances nouvelles, — éphémères ou durables, — que leur apparition a pu introduire dans le monde trade-unioniste? Une monographie sur les ouvriers de Londres où manque toute étude sur le trade-unionisme, c'est vraiment un tableau où manque un personnage principal, celui que la force des choses doit pousser au premier plan.

Peut-être les documents font-ils actuellement défaut pour mener à bien cette étude? Nul ne serait mieux qualifié que M. Pasquet pour l'entreprendre, le jour venu. Tel quel, l'ouvrage rassemble et ordonne une immense quantité de matériaux; il mérite une place d'honneur, — entre le livre de M. Mantoux et celui de M. Halévy, — dans la bibliothèque de quiconque s'intéresse à la sociologie de l'Angleterre contemporaine.

C. Bouglé.

Édouard Guyot. **Le socialisme et l'évolution de l'Angleterre contemporaine (1880-1911).** Paris, Félix Alcan, 1913. In-8°, xviii-543 pages.

Le livre que vient de nous donner M. Guyot est un bon ouvrage de vulgarisation scientifique. Le volume de Macrosty sur les trusts, ceux des Webb sur la démocratie industrielle, le *Contemporary Socialism* de John Rae, pour ne citer que les sources principales auxquelles a puisé M. Guyot, sont des travaux très bien documentés, qui méritaient d'être mis à la portée du public français. M. Guyot s'est efforcé, non sans succès, de nous en donner la quintessence.

On peut lui reprocher d'avoir traité successivement deux sujets. Jusqu'à la page 376, il étudie l'évolution de l'Angleterre contemporaine et le développement du socialisme; la fin du volume est consacrée à l'étude de trois écrivains socialistes : William Morris, G. B. Shaw et H. G. Wells. Cette seconde partie est intitulée : *l'Action des idées;* mais en réalité, M. Guyot se contente d'exposer les idées de Morris, de Shaw et de Wells, et ne montre nullement quelle a été leur influence sur le socialisme anglais. Les faits de la première partie et les idées de la seconde sont simplement juxtaposés. Encore faut-il faire remarquer que, dans la première partie, M. Guyot expose quelquefois des théories, tout comme dans la seconde (celles de M. Ram-

say Macdonald, par exemple). Tout cela n'est pas sans produire quelque confusion dans l'esprit du lecteur.

Nous ne prétendons point qu'il soit facile de montrer l'influence des trois écrivains en question sur le mouvement socialiste, comme M. Guyot, par le plan qu'il avait choisi, s'engageait à le faire. S'il a pensé, au dernier moment, que nous sommes encore trop près des événements pour discerner clairement « l'action des idées » sur les faits, il eût été logique de supprimer cette seconde partie. A d'autres égards, il est vrai, nous aurions perdu à cette suppression, car les cent trente dernières pages sont les plus originales du livre, et l'auteur y est, croyons-nous, dans son domaine préféré. Tout au plus peut-on regretter qu'il n'y ait pas renoncé au style un peu trop abstrait qui lui est habituel et qu'il n'ait que rarement fait passer dans son exposé quelque chose de la poésie de William Morris ou un peu de l'humour de Bernard Shaw.

Quant à la première partie, elle renferme d'excellents chapitres, comme celui où M. Guyot traite du problème agraire et du budget Lloyd George, et elle témoigne dans son ensemble d'un labeur méritoire ; mais s'il fallait la juger d'après les règles d'une méthode sévère, il y aurait à faire plus d'une réserve. Dans certains cas, M. Guyot s'est laissé guider par des travaux trop anciens. C'est ainsi qu'il se figure à tort (p. 20-21) qu'il n'y a pas eu de recensement des employés d'usine depuis 1896; des recherches dans les tables annuelles des documents parlementaires lui auraient aisément prouvé le contraire. Cela n'est pas sans importance, puisque M. Guyot veut montrer, après Macrosty, le mouvement de concentration des industries. Parfois aussi (pour la statistique des sociétés par actions qui est à la p. 35, par exemple), M. Guyot ne donne pas ses sources. Nous le regrettons d'autant plus que, dans un autre cas où la référence est donnée (p. 116), les chiffres sont inexacts. Ni les enquêtes de M. Booth, ni les témoignages de Sir Robert Giffen devant la Commission royale du travail ne permettent en effet d'affirmer, comme le veut M. Guyot, que « dans le Royaume-Uni plus de 8,000,000 et à Londres plus de 1,000,000 d'ouvriers reçoivent encore un salaire inférieur à une livre sterling par semaine ». Ces chiffres, s'ils étaient vrais, indiqueraient une misère inouïe; mais M. Booth et Sir R. Giffen n'ont rien dit de tel, et il est même douteux qu'à Londres il y ait, en tout, beaucoup plus d'un million d'ouvriers. M. Guyot a dû confondre *ouvriers* et *population ouvrière*, cette dernière expression comprenant les femmes et les enfants.

La façon dont M. Guyot a utilisé les travaux de ses devanciers appelle aussi certaines critiques. Assurément, il ne dissimule pas ce qu'il leur doit, et particulièrement ce qu'il doit aux recherches des Webb ; des références à leur *Industrial Democracy* figurent au bas d'un grand nombre de pages du volume et au bas de presque toutes les pages de certains chapitres. Si l'on objectait à M. Guyot que le travail qu'il fait ainsi est du travail de seconde main, il répondrait sans doute

que, dans un sujet de cette envergure, il ne s'est pas proposé précisément d'apporter des faits nouveaux, mais de faire œuvre de synthèse. Ce que nous lui reprocherons, pour notre part, ce n'est pas qu'il y ait dans son livre trop de renvois à *Industrial Democracy*, c'est qu'il n'y en ait pas encore assez.

Lorsque le lecteur se trouve en présence d'une note, comme la note 1 de la page 55, où M. Guyot cite, d'après un ouvrage paru en 1857, un travail publié en 1741, il est tout naturellement disposé à croire que cette trouvaille provient des recherches personnelles de l'auteur; or, la note est prise à la p. 162 de *Industrial Democracy*, édition 1897. La note suivante de la même p. 55, dans laquelle M. Guyot cite le *Flint Makers' Magazine*, septembre 1850, — publication apparemment peu répandue, — est empruntée à la p. 163 du grand ouvrage des Webb. M. Guyot renvoie, p. 91, à J. S. Mill, *Dissertations*, et à A. L. Perry, *Elements of Political Economy;* p. 92, à *Harriett Martineau's Autobiography*, aux *Principles* de Ricardo, à un article de la *Westminster Review*, janvier 1826, cité par J. S. Mill; p. 93, à J. Stirling, *Trade Unionism* (Glasgow, 1869; nouvelle édition 1889), et à T. S. Cree, *A Criticism of the Theory of Trades Unions* (Glasgow, 1891); p. 94, à Stirling et à Cairnes, *Some leading Principles of Political Economy* (Londres, 1874); p. 95, à J. S. Mill, dans la *Fortnightly Review* de mai 1869 et dans *Dissertations;* p. 96, à *A new discourse of Trade*, 2e éd. (Londres, 1694), cité dans Marshall, *Principles of Economics*. Toute cette documentation paraît, à première vue, originale. Mais on la retrouve tout entière, citations et références, aux pages 604, 605, 608, 610, 611, 612, 614, 620 et 622 de *Industrial Democracy*. Le travail de M. Guyot n'a pu être, dans ce cas, qu'un travail de vérification; il aurait dû, à notre avis, signaler nettement ce fait dans ses notes.

Au fond, pour un livre manifestement destiné au grand public, n'eût-il pas été préférable de supprimer complètement les notes, en renvoyant au début de chaque chapitre aux principaux ouvrages qui traitent de la matière?

L' « esquisse bibliographique » qui termine le volume rendra des services à ceux qui cherchent à s'orienter dans le dédale de la littérature politique contemporaine. Pourtant les indications manquent parfois de la précision minutieuse qui est une des qualités essentielles du bibliographe. Un ouvrage dont l'auteur est désigné sous le nom de Smith, sans prénom, n'est pas facile à trouver dans les catalogues de la Bibliothèque nationale ou du British Museum.

D. Pasquet.

Émile Haumant. **La culture française en Russie (1700-1900).** Paris, Hachette et Cie, 2e édit., 1913. In-8°, 571 pages.

La nouvelle édition de ce livre, paru pour la première fois en 1910, y « apporte peu de changements », — c'est l'auteur lui-même qui

prend soin de nous en avertir, — et il est permis de le regretter. M. Haumant avait piqué au vif notre curiosité en arrêtant son récit à la veille des événements qui ont révolutionné la Russie en 1905. S'il est encore bien tôt pour se prononcer sur le sort réservé à l'influence et à la culture françaises dans la Russie nouvelle, il eût été intéressant de marquer dans quelle mesure le développement de l'esprit national a pu les compromettre. M. Haumant nous avait d'ailleurs comme préparés à cette suite en ne respectant qu'à demi la limite chronologique qu'il s'était assignée. L'année 1900 est encore dans cette nouvelle édition le terme de son étude; n'empêche que le chapitre du livre V et dernier (1850-1900), qui a pour titre « la politique et la gallophobie », se termine par une analyse avec citation du fameux pamphlet de Gorki, « la Belle France » (p. 430-431), lequel est de 1906 et a été directement inspiré par l'attitude du gouvernement français à l'égard du tzarisme menacé par la révolution survenue en 1905. Le dernier paragraphe du chapitre XXXIII, « les Russes à Paris », fait de citations, fort curieuses d'ailleurs, de travaux d'élèves russes à la Sorbonne de 1903 à 1906 (p. 444-445), est un hors-d'œuvre. Les pages sur le nouveau goût théâtral russe (p. 456, 457 et 459) s'inspirent d'articles du *Novoié Vrémia* qui se rapportent aux années 1908-1909. Parlant de l'enseignement du français en Russie, M. Haumant nous mène jusqu'à 1909, — à un rapport de M. Lirondelle (p. 467), — pour nous en faire mesurer les progrès qui sont de la veille; à propos du « livre français en Russie », c'est à des traductions de 1907 (p. 477) qu'il se réfère pour établir la vogue de nos ouvrages d'histoire; page 480, il a recours à une statistique des romans français analysés ou traduits dans le *Messager d'Europe* qui ne s'arrête qu'à 1905. Il signale en 1907 « une orgie de traductions » (p. 507)[1]. Un paragraphe est même consacré à la « révolution russe » de 1905 (« ses emprunts à notre langue, à nos idées, ses réminiscences de notre histoire », p. 506-511). Toutes ces infractions à la chronologie du titre semblaient nous promettre un chapitre nouveau qui les eût réparées.

Voici quel est le plan du livre. Après un exposé des « premiers contacts » entre France et Russie, avant et avec Pierre le Grand, qui sert en quelque sorte d'introduction, l'auteur nous donne une série d'esquisses sur « les Russes à Paris », « les Français en Russie », la vie mondaine, l'enseignement, les livres, la politique, les influences littéraires, etc., esquisses qui se renouvellent d'un livre à l'autre dans les cadres suivants : « la conquête française » (1725-1789) (l. II); « l'apogée des influences françaises » (1789-1815) (l. III); « la lutte des influences » (1815-1848) (l. IV); « le déclin » (1850-1900) (l. V). Il y a là une clarté agréable, mais qui sent l'artifice. La « lutte des influences » est vraiment trop peu saillante, soit au livre IV qui

1. Parmi elles, le *Discours sur l'origine de l'inégalité des conditions*, de J.-J. Rousseau. M. Haumant eût pu citer, pour la seule année 1905, trois éditions successives de traductions du *Contrat social*.

lui est consacré et qui serait plus exactement nommé, d'après son contenu, « la persistance de l'influence française », soit dans le reste de l'ouvrage, aux divers chapitres qui relatent les crises successives de réaction du sentiment national (au XVIIIe siècle à partir de 1770, au début du XIXe, après 1830, de nos jours). La lutte entre occidentalistes (zapadniks) et slavophiles, la rivalité parallèle d'influences entre Moscou et Saint-Pétersbourg, entre la vieille capitale russe, ville marchande et artisane, gardienne des traditions, et la capitale à l'européenne, patrie de la noblesse de cour et des fonctionnaires, étaient dignes de la sollicitude d'un esprit averti. M. Haumant aurait donné à son exposé plus de relief s'il en avait tenté le tableau en raccourci. Il aurait pu aussi marquer avec plus de netteté, semble-t-il, la rapidité de la « conquête française ». De cette rapidité, je trouve la confirmation dans l'important travail de Sobolevski : *la Littérature de traduction de la Russie moscovite du XIVe au XVIIe siècle* (Saint-Pétersbourg, 1903)[1]. On voit par cette bibliographie que le français n'a rien donné à la culture russe jusqu'à la fin du XVIIe siècle, bien que notre langue ne fût pas inconnue à tous les traducteurs officiels. C'est le polonais qui a servi d'intermédiaire entre l'Europe occidentale et la Russie ; l'allemand et le hollandais viennent ensuite.

D'une façon générale, on peut trouver l'œuvre de M. Haumant trop livresque et, à raison de la nature de ses sources principales, trop subjective, et il arrivera sans doute à plus d'un lecteur de regretter qu'il n'ait pas fait davantage appel à son expérience directe des choses russes. On dirait qu'il a composé son livre sans sortir de France, à l'aide des grandes collections qu'on trouve même à Paris (voy. *Bibliographie*, p. 531). Mémoires, chroniques mondaines, souvenirs, œuvres littéraires en ont fourni la substance, et l'on sait les réserves qu'une telle documentation appelle. Essentielle à la peinture des mœurs et des usages de la société polie, elle ne saisit pas d'ailleurs bien des questions qu'une histoire de la culture française ne saurait négliger. M. Haumant a écrit des pages précieuses sur la place qu'ont faite à nos œuvres les Russes des diverses époques dans leur répertoire théâtral, dans leur littérature de traduction, dans leurs bibliothèques publiques. Ces pages disséminées ne font qu'amorcer les chapitres importants qui, sur ces points, restent à écrire. Sur l'enseignement de notre langue et de notre littérature dans les établissements secondaires, sur l'importation des livres en langue française, soit directement, soit par Leipzig, dont la progression est un indice assez bon d'habitudes favorables au maintien de notre influence, sur les colonies russes de Paris et Lausanne, des enquêtes précises sont indispensables. Les archives administratives de la Sorbonne, de l'Alliance française auraient d'ores et déjà permis, je crois, à M. Haumant de nous indiquer combien de Russes sont venus demander à

1. Cet ouvrage manque à la bibliographie de M. Haumant.

nos maîtres « le secret de la civilisation ». N'est-ce pas un trait curieux de notre prestige ou de notre attrait que nul pays étranger n'ait produit depuis trente ans plus d'œuvres consacrées à l'histoire de notre Révolution que la Russie? L'importance de ce mouvement historique, qui se continue, a été signalée à diverses reprises par le professeur Kareiev; il valait la peine d'être mentionné. On s'étonnera plus encore que M. Haumant n'ait pas noté la persistance de l'emploi du français dans des publications officielles russes[1]. D'autres lacunes sont plus graves. C'est nuire à la vérité historique que d'omettre les conditions toutes spéciales dans lesquelles s'est faite ou développée la pénétration en Russie de l'influence française : le régime de la censure, les formalités des voyages à l'étranger (c'est seulement après 1862 que le prix des passeports de sortie est réduit au-dessous de 500 roubles), le monopole des théâtres de Moscou et Saint-Pétersbourg. Si l'art dramatique national a été longtemps sacrifié au profit des œuvres françaises, — les drames d'Ostrovsky au vaudeville et au mélodrame de troisième ordre, — la responsabilité en incombe pour une large part à la direction des théâtres impériaux, inféodée à l'art français, et à l'absence de concurrence jusqu'en 1882. M. Haumant a cru pouvoir reproduire (p. 263) l'opinion qui veut qu'en 1812 le patriotisme russe ait manqué d'ardeur. Les documents extraits des archives de la Guerre et des dépôts provinciaux établissent au contraire que l'aristocratie de Saint-Pétersbourg, comme celle du gouvernement de Smolensk, s'est levée en masse contre l'envahisseur (voyez les recueils récents de A. Bobrinski et V.-M. de Voronoski). De 1812 datent les caricatures de Venetzianov contre la « frantsousomanie », celles de Terebeniev, etc. Chose curieuse, la censure en a plutôt gêné la publication. Des forces opposées ont travaillé en définitive au maintien de notre influence : la prédilection des milieux officiels, fonctionnaires et gens de cour, pour les œuvres étrangères, les nôtres surtout, le culte de « l'intelligence » pour la France libérale et révolutionnaire. Malgré les influences contraires : organisation à l'allemande des universités russes et d'une partie de l'enseignement secondaire, forme et origine allemande de la culture scientifique, la prépondérance nous est restée.

M. Haumant a travaillé, — c'est visible, — avec une conscience exemplaire; nous lui reprocherons pourtant des références insuffisantes ou défectueuses qui pourraient mettre le lecteur en défiance sur la rigueur de sa méthode. Renvoyer à des collections de revues sans indiquer la nature du document ou de l'étude visée (p. 308, 310, 314, 346, 348, etc.) ou, s'il s'agit de documents, de lettres par exemple, sans toujours les dater (p. 310-312, 315, 316, 317, 324, 330, 342, 398, etc.), c'est mal

1. J'ai sous la main, en écrivant cet aperçu, le rapport annuel pour 1908 (édité en 1911) de l'administration centrale des Comités de tempérance; le texte principal est en russe seulement, mais aux documents statistiques annexes une traduction française accompagne toujours les indications et rubriques en langue russe. Ce n'est pas là un cas isolé.

répondre aux exigences modernes de l'esprit critique. On se sentirait plus rassuré sur l'emploi qui est fait des *Mémoires* de Viguel ou de Khoudiakof (édités en 1892 et 1906) si l'on pouvait deviner à quelle date ces auteurs ont rédigé leurs impressions sur le XVIIIe siècle ou 1830 (p. 116, 192, 205 et 500). Il eût été préférable aussi de ne pas citer Bakounine (p. 503) d'après Funck-Brentano, lequel ne donne d'ailleurs aucune indication d'origine. Quoi qu'il en soit, l'œuvre de M. Haumant est une étude fort importante sur l'histoire de nos relations avec la Russie; elle est agréable à lire, vivante et d'une impartialité qui n'est pas de l'indifférence.

Camille RIFFATERRE.

Henry Wickham STEED. **La monarchie des Habsbourg**. Traduction de Firmin Roz. Paris, Armand Colin, 1914. In-12, VIII-442 pages. Prix : 4 fr.

Si l'on prenait ce livre pour un essai de psychologie politique de l'Autriche-Hongrie d'aujourd'hui, il encourrait d'assez nombreuses et graves critiques. L'auteur a adopté le point de vue « vieil-autrichien »; convaincu de la vitalité et de la solidité de cette composite monarchie des Habsbourg, il s'est laissé entraîner (ce qui n'est pas une conséquence nécessaire) à la considérer trop exclusivement comme on le faisait il y a cinquante ou soixante ans du point de vue de « Vienne », de la dynastie et des Allemands. Par là, il s'est exposé à des erreurs souvent très fortes. C'en est une que d'attacher une importance extrême, d'assigner un rôle capital, décisif, gros d'avenir à la personne de Lueger et au mouvement chrétien social qui, après la mort de cet incomparable agitateur, a si vite dégénéré et décliné. C'en est une plus sérieuse encore que d'oublier complètement dans un livre comme celui-ci le socialisme. Le socialisme en Autriche a exercé déjà et exercera sûrement dans l'avenir plus d'influence que le confus antisémitisme de Lueger, et son originalité même méritait d'appeler et de retenir l'attention : car si, dans sa nuance viennoise, il a des traits bien particuliers et caractéristiques, bien autrichiens, combien plus encore quand il se présente en Bohême sous forme de deux socialismes nationaux, tchèque et allemand, unis sur les principes, mais en guerre constante, ou encore à Trieste ou en Galicie, tout enchevêtré de questions de races. Que d'aspects nouveaux il offre, que de problèmes il soulève, qui ne se rencontrent dans aucun autre pays, car dans aucun autre les conflits sociaux ne se présentent dans un cadre ethnique, national, aussi singulier et compliqué. Et n'est-il pas grave aussi que dans le livre de M. Steed la Hongrie tienne si peu de place? Son enthousiasme habsbourgeois la traite le plus souvent par prétérition, à moins qu'il ne dénonce vivement ses tendances « séparatistes ». C'est faire vraiment la part trop mince à l'une des

forces politiques les plus vivaces et les plus agissantes de la monarchie; et, qu'on soit sympathique ou hostile à la conception hongroise de la monarchie et aux directions de la politique hongroise, les faits, la réalité exigent qu'on expose l'une et les autres plus clairement et avec plus de détails. Quatre grands chapitres, quinze subdivisions et pas une rubrique « Hongrie »! — Ces réserves faites, le livre de M. Steed est assurément sérieux, appuyé sur une connaissance exacte des faits historiques, solide et agréable à lire. La meilleure partie en est la dernière, qui traite de la politique extérieure. Par profession (il a été dix ans correspondant du *Times* à Vienne), M. Steed s'est trouvé à même de recueillir plus d'un renseignement, plus d'une confidence qui l'ont conduit à interpréter dans un sens intéressant, curieux, original la diplomatie austro-hongroise des dix dernières années. Dans ce chapitre, son livre prend par moments la valeur d'une source historique. Dans les autres, c'est plutôt un essai alerte, vivant, suggestif, mais fragmentaire et, — si le mot est permis, — « unilatéral ». Tel quel, et compte tenu des réserves et des corrections indiquées, il vaut d'être lu et non pas seulement par le grand public.

Louis EISENMANN.

P.-S. — Ce compte-rendu a été écrit à la veille de la guerre. On n'a pas cru devoir le modifier. Le jugement qu'il porte sur la valeur du livre de M. Steed reste entier : c'est ce livre même qui, par la force des événements, s'est transformé d'un essai sur une puissance vivante en histoire d'une monarchie morte. Au risque de prêter à rire, on a tenu à conserver ici l'affirmation de la vitalité de l'Autriche-Hongrie, sur laquelle l'auteur et son critique étaient d'accord. Ce n'est pas simplement scrupule de probité scientifique. Cette vitalité était réelle, surprenante. Pour achever l'Autriche-Hongrie, il a fallu, pour rappeler une parole célèbre, toute la traditionnelle impéritie de ses gouvernants, une effrayante série d'erreurs et de fautes. Encore est-il même bien sûr qu'on ait réussi à la tuer?

Oxford pamphlets 1914. Great Britain and Germany, by Spenser WILKINSON. Londres, Humphrey Milford (Oxford University Press), 29 pages. Prix : 2 d.

Nous avons annoncé précédemment (t. CXVII, p. 128) cette série de brochures destinées à instruire les gens de langue anglaise sur les origines multiples de la présente guerre et à leur fournir les notions indispensables pour l'intelligence des événements politiques et militaires[1].

1. A ceux des *Oxford pamphlets* que nous avons mentionnés plus haut, ajoutons ceux-ci : *The deeper causes of the war*, par le Dr Sanday; *Might is right*, par Walter Raleigh; *The national principle and the war*, par Ramsay Muir;

Notions nécessairement sommaires et qui pourront paraître en plus d'un cas superficielles, mais bien adaptées, en général, à leur objet. Parmi la vingtaine de *Pamphlets* déjà parus, j'attire plus particulièrement l'attention sur celui de M. Wilkinson pour plusieurs raisons. D'abord, au point de vue bibliographique, il faut savoir que cette brochure se compose de trois lettres. La première, par M. Wilkinson, professeur d'histoire militaire à l'Université d'Oxford, a paru dans un journal américain, le *Springfield republican*, le 22 août; l'auteur y expose l'opinion d'un Anglais éclairé sur les responsabilités de la guerre. Le même journal avait publié, le 17 août, une lettre écrite par un Anglo-Américain, M. Burgess, professeur de science politique et de droit constitutionnel à l'Université de Columbia. Chacun des deux auteurs, écrivant à l'insu de l'autre et sans intention de polémique, a exposé un point de vue tout à fait différent. Il est instructif de trouver l'une après l'autre les deux thèses opposées. Enfin M. Wilkinson a répondu, le 3 septembre, au professeur Burgess, qui n'a pas donné suite à la conversation. M. Davis, de Balliol College, a publié les trois lettres, laissant au lecteur le soin de conclure après avoir entendu les deux avocats.

La lettre de M. Burgess mérite une mention toute particulière. L'auteur (c'est lui qui nous le dit) a fait ses études en Allemagne au lendemain de la guerre franco-allemande; il a séjourné et voyagé longuement dans ce pays; il y a connu beaucoup de hauts personnages dans le monde politique et universitaire; il a été l'hôte de Guillaume II et, par exemple, il fut invité à la table impériale, à Wilhelmshöhe, le 13 août 1907, la veille du jour où le roi d'Angleterre Édouard VII fit à l'empereur son neveu la courte visite que l'on sait, et les relations anglo-allemandes firent les frais de la conversation après le dîner, où assistèrent le prince de Bülow, le prince de Hohenlohe, le prince Radolin, etc. Son témoignage est donc celui d'un homme très cultivé, très bien informé des opinions régnant dans le monde officiel. De son plaidoyer, nous dirons seulement qu'il est unilatéral; il expose les griefs de l'Allemagne contre la Russie, la Grande-Bretagne et la France sans se préoccuper des griefs de ces états contre l'Allemagne. Nous n'ignorons pas, en France, ce qu'on nous reproche en Allemagne. Divers ouvrages, en particulier l'*Énigme allemande* de M. Bourdon (nous avons maintenant le mot de l'énigme), nous l'ont suffisamment appris. Il est néanmoins dans la lettre de M. Burgess un point auquel il faut répondre. Il écrit : après que le prince Ferdinand et l'empereur François-Joseph eurent, de concert, le 8 octobre 1908, répudié la suzeraineté du sultan l'un sur la Bulgarie, l'autre sur la Bosnie-Herzégovine, « quatre

The law of nations and the war, by A. Pearce Higgins; *Is the British empire the result of wholesale robbery?* par H. E. Egerton; *How can war ever be right*, par Gilbert Murray; *War against war*, par A. D. Lindsay; *The retreat from Mons*, par H. W. C. Davis, etc.

années se passèrent, pendant lesquelles, en dépit du fait que l'Autriche-Hongrie donna une constitution avec des institutions représentatives à la Bosnie-Herzégovine et de cet autre fait que l'Alsace-Lorraine fut admise à être représentée dans le Conseil fédéral, c'est-à-dire devint en substance un état de l'empire, les projets panslavistes de la Russie, l'esprit de revanche qui animait les Français, la jalousie commerciale de l'Angleterre se développèrent et se soudèrent au point que la Triple-Entente devint une Triple-Alliance dirigée contre les deux grands états de l'Europe centrale ». Je n'ai rien à dire ici de la constitution donnée à la Bosnie-Herzégovine par le gouvernement autrichien; mais, quant à l'Alsace-Lorraine, c'est une erreur absolue de dire que la constitution du 31 mai 1911 fit de ce pays un état assimilé aux autres états de l'empire, car elle n'a donné au Reichsland aucune autonomie, à aucun point de vue, ni politique ni administratif. Elle lui a octroyé un « Landtag »; mais toute résolution votée par cette assemblée n'a force de loi qu'après avoir été ratifiée par une Chambre haute dont la moitié des membres est nommée par l'empereur. Elle lui a concédé trois voix au Conseil fédéral; mais les représentants sont nommés par le statthalter (c'est-à-dire en définitive par l'empereur), qui leur donne des instructions. M. Burgess a-t-il pesé les termes de cette constitution? A-t-il cherché, d'autre part, à savoir dans quel esprit elle a été appliquée? S'est-il renseigné sur l'affaire de Saverne et peut-il dire qu'un pays où des officiers peuvent proclamer l'état de siège pour des causes futiles et emprisonner même des magistrats civils (des juges allemands!), parce qu'ils ont osé protester au nom de la loi contre l'arbitraire, possède une constitution semblable, en substance, à celle des autres états allemands? Il y avait des juges à Berlin pour tout l'empire, sauf pour l'Alsace-Lorraine.

Ch. Bémont.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

Histoire générale.

— Paul Vinogradoff. *Essays in legal history read before the international Congress of historical studies held in London in 1913* (Oxford, University Press, 1913, in-8°, viii-396 p.; prix : 21 sh.). — M. Vinogradoff, après avoir déployé une activité féconde pour l'organisation du dernier Congrès international d'histoire, a tenu à honneur de réunir dans un volume les communications faites dans la Section de l'histoire du droit. Ce volume s'ouvre par le discours d'ouverture qu'il prononça lui-même en qualité de président effectif de la Section. Suivent les travaux suivants : I. L. Wenger, *Die heutigen Aufgaben einer römischen Rechtsgeschichte* (nécessité de renouveler l'histoire du droit romain par l'étude des sources orientales); — II. S. Riccobono, *Dalla « Communio » del diritto quiritario alla comproprietà moderna;* — III. O. Lenel, *Zur Geschichte der « Heredis institutio »*; — IV. E. C. Clark, *Numismatic illustrations of roman law* (commente certaines monnaies qui rappellent l'institution des principales dignités de la république romaine); — V. H. Schreuer, *Götter und Tote als Rechtssubjekte bei den alten Germanen* (montre que le paganisme germanique réalisait déjà cette idée, tout à fait répandue au moyen âge, que Dieu et les saints étaient des personnes juridiques; voir d'ailleurs sur ce point la *Revue historique*, t. CXV, p. 422); — VI. A. Taranger, *The meaning of the words « odal » and « skeyting » in the old laws of Norway* (*ôdal* signifie la propriété familiale du sol et aussi le sol ainsi possédé par la famille; et, par ce sol, il faut entendre les terres labourables, la base réelle de la propriété foncière étant la mise en culture de la terre. *Skeyting* est l'acte symbolique par lequel, lors du partage du sol ou d'une vente de terre, le vendeur jetait une motte de terre dans le sein, *skaut*, de l'acheteur. Cet acte remonte au temps où chaque paysan libre en Norvège possédait et exploitait en personne son *ôdal*, où les locataires ou fermiers étaient encore inconnus. Évolution de cette conception primitive de l'*ôdal* du xie au xiiie siècle); — VII. R. Caillemer, *les Idées coutumières et la renaissance du droit romain dans le sud-est de la France* (cette région est comprise dans les pays du « droit écrit »; montre néanmoins que des idées et pratiques coutumières y ont régné fort longtemps, notamment en ce qui concerne le droit de la famille. Le droit romain ne les abolit que tard et lentement); — VIII. A. Esmein, *la Maxime « Princeps legibus solutus est » dans*

l'ancien droit public français (cette maxime, contenue dans un fragment d'Ulpien, n'a d'abord signifié qu'une chose : que l'empereur était affranchi des règles légales dont il pouvait accorder la dispense, et cette faculté s'appliquait seulement aux lois concernant le droit privé et les lois de police; après la renaissance du droit romain au moyen âge, on lui attribua le sens que le prince était affranchi de l'observation des lois quelles qu'elles fussent; ainsi altérée, elle fit, à partir du XIIIe siècle, partie du droit public de la France); — IX. H. GOUDY, *Two ancient brocards* (commente ces deux règles juridiques : « Actio personalis moritur cum persona » et « cujus est solum ejus est usque ad coelum », familières au droit anglais); — X. Dr W. Blake ODGERS, *A sketch of the history of the four Inns of Court* (fondation de ces quatre écoles de droit; histoire critique); — XI. H. D. HAZELTINE, *The early history of english equity;* — XII. Sir Frederick POLLOCK, *The transformation of equity;* — XIII. W. S. HOLDSWORTH, *The influence of Coke on the development of english law*; — XIV. O. VON GIERKE, *Ueber die Geschichte des Majoritætsprinzips* (suit l'application du principe de la majorité dans la pratique constitutionnelle et judiciaire de l'Allemagne depuis le moyen âge; montre comment le droit germanique l'a modifié sous l'influence du droit romain et du droit canonique. Origine et développement des idées représentées par les mots *universitas*, *persona ficta* ou *representata*); — XV. W. KONOPCZYNSKI, *Une antithèse du principe majoritaire en droit polonais* (étude juridique sur le *liberum veto*, issu du conflit entre les deux principes de la majorité et de l'unanimité); — XVI. Andrea GALANTE, *The modern study of canon law;* — XVII. A. LAPPO-DANILEVSKY, *l'Idée de l'État et son évolution en Russie depuis les troubles du XVIIe siècle jusqu'aux réformes du XVIIIe* (montre comment la conception de l'État, religieuse au XVIe siècle, se sécularisa au XVIIe); — XVIII. R. HUEBNER, *Der Verfassungsentwurf der siebzehn Vertrauensmænner. Ein Beitrag zur Geschichte des Frankfurter Parlaments* (apporte des renseignements nouveaux sur le projet de constitution élaboré par le Comité des dix-sept au Parlement de Francfort en 1848; ces dix-sept représentaient en théorie, mais non en fait, les dix-sept voix d'État au Bundesrath. Importance au point de vue de l'histoire constitutionnelle de ce projet qui demeura lettre morte). — Ch. B.

— Henry Osborn TAYLOR. *The medieval mind. A history of the development of thought and emotion in the middle ages*, 2e éd. (London, Macmillan, 1914, 2 vol. in-8°, XVIII-603 et VIII-620 p.). — Cette nouvelle édition ne diffère guère de la précédente, dont la *Revue historique* a parlé en son temps (t. CVIII, 1911, p. 161-163), que par l'addition d'un chapitre de quelques pages (t. I, p. 331-345) sur « les croisades, les villes et les corporations » envisagées comme des « étapes du développement du moyen âge ». Dans ce chapitre, M. Taylor s'en tient, comme ailleurs, à des considérations d'ordre tellement général

qu'on ne s'attend pas à y rencontrer quoi que ce soit de neuf. On ne peut même dire que M. Taylor ait tiré grand parti des travaux récents sur l'histoire urbaine et économique du moyen âge, et, quant aux croisades, peut-être valait-il mieux n'en pas parler que de leur réserver tout juste quatre petites pages. — L'auteur nous annonce en débutant qu'il a revu de près son livre. Et cependant, pour ne citer qu'un exemple, il est singulier que le nom de M. Bédier et les idées qu'il a mises en circulation soient tenus encore comme inexistants dans le chapitre (chap. XXIV) consacré aux chansons de geste. — L. H.

— Silvanus P. THOMPSON. *The rose of the winds : the origin and development of the Compass-Card* (Londres, Humphrey Milford, in-8°, 31 p. et 7 pl.; prix : 4 sh. Extrait des *Proceedings* de la *British Academy*, vol. VI). — Ce bref opuscule est une communication faite au Congrès international d'histoire en avril 1913. Trois points y sont traités : 1° l'origine du nom des vents; 2° l'origine de l'arrangement de la rose à trente-deux pointes; 3° l'origine et la signification des marques distinctives employées sur la table de la boussole. L'auteur montre en particulier que la fleur de lis qui orne aujourd'hui la pointe du nord ne prouve nullement l'origine française de la rose des vents; car cet ornement n'apparaît pas avant l'année 1500. — Ch. B.

— Carl HENTZE. *England, Frankreich und König Adolf von Nassau, 1294-1298* (Kiel, impr. Lüdtke, 1914, in-8°, 114 p.). — Dans cette dissertation pour le doctorat, M. Hentze expose les négociations qui furent poursuivies par les rois de France et d'Angleterre pour s'assurer des alliances sur le continent. Il veut prouver que tout l'avantage revint à Philippe le Bel, que le roi d'Allemagne, Adolphe de Nassau, après avoir lié partie avec Édouard Ier, se laissa acheter par Philippe IV. Comme celui-ci pouvait en outre compter sur le pape Boniface VIII, Édouard Ier dut subir les conditions qu'on lui imposait. La trahison d'Adolphe de Nassau, soupçonnée par les princes allemands, décida ceux-ci à lui reprendre la couronne pour la donner au duc Albert d'Autriche; n'ayant ni argent ni amis, il fut aisément vaincu par ce rival. Cette thèse est-elle bien solide? Les succès diplomatiques qu'on attribue à Philippe le Bel ont-ils été certains et durables? En fait, le roi de France rendit à Édouard Ier la Guyenne déjà plus d'à moitié occupée par ses troupes, et l'on ne voit pas le profit qu'il retira de son action en Bourgogne ni en Flandre. M. Hentze connaît les sources et manie avec habileté les documents; mais il s'est trop enfermé dans l'étude de quatre années. Il manque d'horizon. — Ch. B.

— Gaston RICHARD. *La question sociale et le mouvement philosophique au XIXe siècle* (Paris, Armand Colin, 1914, in-18, XIII-363 p. Collection *le Mouvement social contemporain*). — Le livre de M. Richard est incomplet, puisqu'il exclut de son examen les éclectiques, les panthéistes, Nietzsche, et, ajoutons-le, les philosophes italiens. Il a pour but d'établir les apports à la question sociale de l'idéa-

lisme allemand, représenté par Fichte et Hegel, du traditionalisme français, représenté par J. de Maistre et Bonald, du positivisme d'avant et d'après 1848, des courants philosophiques dirigés par Secrétan et Renouvier; sa conclusion est que le libéralisme est en régression, la législation ouvrière tendant à une sorte de césarisme économique en progrès. Avec son souci d'analyses objectives et cohérentes et ses bibliographies sommaires, c'est un livre qui, en dépit de ses lacunes volontaires ou involontaires, pourra rendre des services comme manuel d'initiation. G. Bn.

— *Pages d'histoire. 1914* (Paris, librairie militaire Berger-Levrault, 15 fascicules in-12 à 0 fr. 60). — Sous ce titre, on nous donne un choix de documents d'inégale valeur, mais qu'il est cependant agréable de posséder sous un si mince volume. Les matières y sont distribuées dans les subdivisions suivantes : *le Guet-apens, 23-25 juillet* (articles de journaux concernant l'ultimatum autrichien et l'émotion qu'il produisit en Europe); *la Tension diplomatique, 25 au 31 juillet* (réchauffé assez insipide et peu instructif d'articles de journaux; un choix de documents diplomatiques eût mieux fait notre affaire); *les Pourparlers diplomatiques, 23 juillet-4 août* (analyse du « Livre bleu » anglais; il eût été utile d'ajouter au numéro des pièces analysées celui que porte le document original dans le « Livre bleu »); *En mobilisation, 1er, 2e et 3e jours* (les violations de frontière; les ultimatum allemands); *la Journée du 4 août* (le message présidentiel au Parlement et la session extraordinaire, qui dura quelques heures; ces heures marqueront une date solennelle de l'histoire); *En guerre, du 5 au 7 août; les Communiqués officiels depuis la déclaration de guerre* (quatre fascicules allant du 5 août au 31 octobre. On voit à distance combien de choses les communiqués nous ont laissé ignorer; ils aideront peu les historiens futurs de la guerre); *Extraits du « Bulletin des armées de la République »* (deux fascicules); *A l'ordre du jour* (trois fascicules; citations et promotions; ici, dans une ample moisson de menus faits, l'histoire trouvera beaucoup à prendre. Mais une table des noms propres serait indispensable). Ch. B.

— *Ministère des Affaires étrangères. Documents diplomatiques. 1914. La guerre européenne.* I : *Pièces relatives aux négociations qui ont précédé les déclarations de guerre de l'Allemagne à la Russie (1er août 1914) et à la France (3 août 1914). Déclaration du 4 septembre 1914* (Paris, Impr. nationale, 1914, in-4°, XIX-216 p.). — C'est le fameux *Livre jaune*, attendu avec tant d'impatience pendant de longues semaines et qui, venant après les Recueils similaires publiés dès les premiers jours de la guerre par l'Angleterre, la Russie et la Belgique, jette un jour si franc sur la conduite des puissances coalisées aujourd'hui contre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Ce n'est pas ici le lieu d'extraire de ce volume la riche substance historique qu'il contient. Nous dirons seulement qu'il est divisé en sept chapitres. Dans

le chapitre I, intitulé « Avertissements », on a groupé un petit nombre de pièces émanant de nos agents à l'étranger qui, depuis le mois de mars 1913, préviennent notre gouvernement des dispositions belliqueuses de l'Allemagne et de l'évolution qui s'est opérée dans l'esprit de l'empereur allemand, acquis désormais au parti de la guerre. Les chapitres II-V renferment les documents diplomatiques montrant l'action exercée par la France dans un sens pacifique depuis la mort de l'archiduc héritier (28 juin 1914) jusqu'à l'ultimatum de l'Allemagne à la Russie (31 juillet). Le chapitre VI se rapporte à la déclaration de guerre de l'Allemagne à la Russie (samedi 1er août, à 7 heures 10 du soir) et à la France (lundi 3 août, à 18 heures 45). Le chapitre VII est formé d'un seul morceau, mais capital : la déclaration de la Triple-Entente (4 septembre). Suivent sept annexes : I. Extraits du *Livre bleu* relatifs à la position prise par l'Angleterre pendant les pourparlers qui ont précédé la guerre; II. Extraits du *Livre bleu* relatifs aux propositions faites par le gouvernement allemand au gouvernement anglais en vue d'obtenir la neutralité de l'Angleterre; II *bis*. Tentatives allemandes pour obtenir, sous le couvert d'un « malentendu », la garantie par l'Angleterre de la neutralité de la France dans une guerre germano-russe (publication officieuse de la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, 20 août 1914); III. Extraits du *Livre bleu* visant le refus de l'Angleterre d'admettre le point de vue allemand dans la question de la violation de la neutralité belge; IV. Extraits du *Livre gris* indiquant les conditions dans lesquelles l'Allemagne a violé la neutralité belge; V. Extraits du *Livre blanc* (télégrammes échangés entre l'empereur d'Allemagne et l'empereur de Russie du 28 juillet au 1er août); VI. Extraits du *Livre orange* relatifs à la déclaration de guerre de l'Allemagne à la Russie. Ce recueil est en vente chez tous les libraires au prix de 0 fr. 50; il est donc à la portée de toutes les bourses et de toutes les bonnes volontés. Il faut espérer qu'il sera largement répandu à l'étranger et surtout dans les pays neutres, car il porte avec lui les semences de la vérité. Ch. B.

Histoire de l'antiquité.

— M.-L. Pillet. *Le palais de Darius Ier à Suse, Ve siècle av. J.-C.* (Paris, Geuthner, mai 1914, in-8°, 106 p.). — « Simple notice », dit l'auteur, mais qui dit tout ce qu'il faut savoir sur le site et les ruines de cette ville antique, capitale de l'Élam, puis de la Perse achéménide, sur les fouilles qu'on y a faites depuis 1857, sur celles qui furent effectuées en 1908 sous la direction de M. de Morgan. Une carte, plusieurs plans et projets de restauration, un grand nombre de jolis dessins illustrent cette charmante plaquette. Ch. B.

— J.-L. Courcelle-Seneuil. *Héraclès. Les Égéens sur les côtes occidentales de l'Europe vers le XVIe siècle avant notre ère* (Paris, Leroux, 1914, in-8°, 34 p.). — On nous a enseigné autrefois à l'École normale que Héraclès était un ingénieur des ponts et chaussées qui a

desséché les marais; M. Courcelle-Seneuil croit aussi à l'existence réelle de Héraclès, qu'il place entre les années 2000 et 1500 avant notre ère, après Persée. Il est sans doute l'un des auteurs de la destruction, en Crète, des premiers palais de Cnossos et de Phaestos. Nous n'avons pas toujours bien saisi la pensée de l'auteur dans la suite de ses déductions. C. Pf.

— Adolphe Reinach. *Le Klapperstein, le Gorgoneion et l'Anguipède* (Mulhouse, Ernest Meininger, in-8°, 105 p. Extrait du *Bulletin du musée historique de Mulhouse* de 1913). — Tout le monde connaît à Mulhouse le fameux Klapperstein, cette tête grimaçante que les femmes qui avaient dit du mal du prochain étaient condamnées à porter à travers les rues de la ville. Sur les origines de cette pénalité infamante, M. Ad. Reinach ne nous dit rien. Il ne reprend pas la question de l'*harmiscara* qui est mentionnée dans les capitulaires et dans quelques lois barbares; il ne compare pas le châtiment en usage à Mulhouse à d'autres analogues qui furent infligés au moyen âge, par exemple l'obligation de parcourir les rues d'une cité en portant un chien crevé ou juché sur un âne, la figure tournée vers la queue de l'animal, etc. On lui objectera sans doute que ces coutumes sont essentiellement germaniques et qu'il peut paraître étrange que pour expliquer la tête grotesque de Mulhouse, qui veut représenter simplement une méchante femme à la langue trop bien pendue, il faille remonter aux divinités celtiques et grecques et à l'image de la Gorgone. Mais au moins ce que M. Ad. Reinach nous dit de la formation du type de la Gorgone, de la manière dont ce type a pénétré dans la Gaule par l'Italie du Nord est très plausible; il s'appuie sur quelques textes anciens et sur un très grand nombre de monuments figurés, parmi lesquels des bas-reliefs et des antéfixes de la collection Engel-Dollfus. La tête hideuse de la Gorgone l'amène à étudier le monstre anguipède que foule aux pieds le cavalier, et, précisément dans la même collection, il a trouvé quelques représentations de ce type de monument. Il repousse l'hypothèse de Prost, qui y voit la commémoration d'une victoire des empereurs sur les Germains, et aussi celle de Fr. Hertlein pour lequel le cavalier est le dieu germanique Ziu ou Tyr, se dressant sur la terre que symbolise le monstre. Il propose une explication cosmique nouvelle; ces monuments, dit-il, sont élevés près des sources. « Le monstre à jambes de serpent désigne les profondeurs de la terre en tant qu'elles enveloppent et recèlent les eaux dans leurs replis souterrains. Le cavalier, foudroyant et solaire, sur son cheval cabré au-dessus du monstre, résulte de la fusion de trois conceptions : la source est un coursier bondissant; elle ne jaillit que sous les coups du cavalier céleste, soit par le sabot de son cheval, soit sous la pointe de sa lance foudroyante »; et, en troisième lieu, « cette colonne doit exercer une action efficace sur la chute des eaux du ciel ». Cette nouvelle hypothèse appellera sans doute la discussion. Le Klapperstein de Mulhouse a ainsi été le

point de départ d'une étude de mythologie comparée, très savante et un peu touffue, remplie d'observations ingénieuses; mais nous restons convaincu qu'il n'a aucun rapport ni avec la Gorgone, ni avec le monstre anguipède[1]. C. Pf.

— Ernst Müller. *Cäsaren-Porträts* (Bonn, A. Marcus et E. Weber, 1914, in-8°, 39 p., 4 planches; prix : 4 m.). — L'auteur passe en revue les médailles et bustes des empereurs depuis Auguste jusqu'à Héliogabale. Comme il est médecin, il cherche à deviner le caractère des divers souverains d'après les traits de leur visage. Il dit de Caracalla : « son visage annonce despotisme, cruauté et sensualité. » — C. Pf.

Histoire de France.

— Abbé L. Ricaud. *Sulpice Sévère et sa villa de Primuliac à Saint-Sever de Rustan* (Tarbes, impr. Lesbordes, 1914, in-16, 390 p.). — Où se trouvait *Primuliacum*, le domaine où Sulpice Sévère s'est établi vers l'an 400, a fondé un monastère domestique et a composé ses *Dialogues?* Ce petit problème a été discuté par un grand nombre d'érudits ou de curieux de la région aquitaine. Et il se trouve que les archéologues de Tarbes se sont tous prononcés en faveur du pays de Tarbes, tandis que les savants de Périgueux concluaient nettement pour le Périgord, ceux d'Agen pour l'Agenais, ceux de Toulouse pour le Toulousain. Un auteur de Béziers, il y a quelques années, découvrit Primuliacum en territoire de Béziers, et précisément dans une vigne que sa famille y possédait. M. l'abbé Ricaud, qui écrit à Tarbes, reprend la question en un gros livre, mais tant d'exemples, qu'il connaît fort bien, n'ont pas suffi à le mettre en défense contre les illusions de l'amour-propre local. Ses travaux passés, à en juger par la belle liste qui figure au dos du volume, ne l'avaient bien préparé qu'à traiter des sujets d'histoire moderne. Il se trouvait enfin mal outillé; il a lu Grégoire de Tours dans le texte de Ruinart, réimprimé par Migne, et a ainsi ignoré que le bourg de *Talva*, dont il parle beaucoup, s'était appelé en réalité *Tarva* et n'était autre que Tarbes même. Il n'a pas eu connaissance du petit mémoire où l'abbé Reinelt a établi la chronologie des lettres de Paulin[2], et permis ainsi d'utiliser sans erreurs les données les plus sûres du problème. Le

1. M. Ad. Reinach a fait une étude générale sur les têtes grotesques en Alsace. Ajoutons le *Lallakönig* de la porte de Kientzheim, qui tire une large langue à l'ennemi. Signalons dans le même volume du *Bulletin du musée historique de Mulhouse* de 1913 l'étude de M. Louis Schwartz : *Quelques recherches sur le Klapperstein de Mulhouse*, où il reproduit toutes les mentions faites de cette pierre depuis le XVIe siècle; et un bon article de L.-G. Werner : *l'Arrondissement de Mulhouse à l'époque romaine.*

2. P. Reinelt, *Studien über die Briefe des hl. Paulinus von Nola*, Breslau, 1903. J'ai essayé de rectifier ses conclusions sur deux ou trois points (*Annales du Midi*, t. XX, 1908, p. 24 et suiv.).

saint Severus ou Sever de la cité de Tarbes (Grégoire, *In glor. conf.*, 48-50; époque inconnue) ne peut pas être Sulpice Sévère, car le domaine où il avait résidé, et où il me paraît encore fort clair que Grégoire plaçait son tombeau, s'appelait *Sexciacum*, et Sulpice, à partir de l'an 400, ne posséda d'autre villa que Primuliacum. Ce Primuliacum se trouvait dans le nord de l'Aquitaine : lorsqu'on s'y rendait en venant de Narbonne, on passait par Cahors. De toutes les hypothèses présentées sur le sujet, il n'y a de vraisemblable que l'identification de Primuliacum avec Prémillac en Périgord (voir *Annales du Midi*, t. XX, 1908, p. 457 et suiv.). — E.-Ch. Babut.

— Marcel Hébert. *Les martyrs céphalophores Euchaire, Élophe et Libaire* (Bruxelles, M. Weissenbruch, 1914, 28 p. Extrait de la *Revue de l'Université de Bruxelles*). — Ces trois saints céphalophores sont honorés en Lorraine, le premier à Pompey et Liverdun, non loin de Nancy, le second à Saint-Élophe, près de Neufchâteau, la troisième à Grand, la vieille ville romaine. M. Hébert, après avoir lu les brochures récentes consacrées au premier par M. L. Bigot, au second par M. L. Levêque, essaie, non pas de montrer comment les légendes particulières de ces trois personnages se sont constituées peu à peu, ni comment on est arrivé à faire d'eux des frères et sœur, ni de discuter le problème de l'évêché de Grand, mais d'expliquer quelle est en général l'origine des saints céphalophores. On a dit parfois qu'une telle légende est née à la vue de ces statues des cathédrales, représentant des martyrs la tête dans leurs mains; mais ces images ne sont pas antérieures au XIIe siècle et les légendes des céphalophores sont plus anciennes. M. Hébert observe que, dans beaucoup d'anciens cimetières, on a trouvé des squelettes dont la tête était détachée du tronc et était placée sur le côté ou près des jambes; probablement les corps avaient été enterrés assis et, sous la pression des terres, la partie supérieure s'est écroulée : ainsi au cimetière mérovingien de Pompey fouillé en 1849; on aurait pris ces ossements pour ceux de martyrs et prétendu que ces martyrs ont été décapités. Cela est plausible; resterait à expliquer comment on a pu dire que ces martyrs ont *porté* leur tête sur un espace assez grand et au haut de pentes escarpées comme celles de Liverdun, de Saint-Élophe ou de Grand. M. Hébert a aussi remarqué avec justesse que sur le prétendu trajet se trouvent des monuments de la préhistoire : à Saint-Élophe le siège du saint, à Liverdun la pierre avec signes servant de soubassement à la croix de 1289, ou d'anciennes sources sacrées, la fontaine de saint Élophe où le saint aurait lavé sa tête ensanglantée; même histoire sur la fontaine de sainte Libaire. Toutes ces observations conduiront peut-être un jour à la solution de ce problème. C. Pf.

— Jules Gay. *La bataille de Bouvines* (Lille, Lefèvre-Ducrocq, 1914, in-8°, 19 p.). — C'est une conférence prononcée à la séance publique annuelle de la Société d'encouragement aux études locales

dans le Nord, le 1er mars 1914. M. Gay montre en termes excellents les causes et les conséquences de cette bataille dont on a célébré l'an dernier le septième centenaire; de façon fort claire, il reconstitue les diverses phases du combat, autant du moins que le permet le récit des anciens chroniqueurs. C. Pf.

— Louis John Paetow. *The battle of the seven arts.* A french poem by *Henri d'Andeli*, trouvère of the thirteenth century; edited and translated (Berkeley, University of California Press, 1914, in-4°, 60 p. et 10 pl.; prix : 0 d. 75 cents. Memoirs of the University of California, vol. IV, n° 1). — Le poème français de Henri d'Andeli, *la Bataille des .vij. ars* (461 vers octosyllabiques), est connu par deux manuscrits conservés à la Bibliothèque nationale et dont on nous donne ici un fac-similé photographique. Le texte est reproduit d'après le ms. fr. n° 837 et l'on ne donne pas les variantes de l'autre manuscrit (n° 19152); ce n'est donc pas une édition critique. En regard, une traduction en anglais qui paraît faite avec soin. Les notes abondantes rendront de réels services. L'introduction contient une revue rapide et plutôt superficielle de la querelle des anciens et des modernes au moyen âge. Trois pages seulement sur l'auteur, que nous connaissons fort mal, et sur le poème, qui est une élucubration insipide, mais qui jette cependant quelques lueurs sur l'histoire intellectuelle de la France et des Universités de Paris et d'Orléans au XIIIe siècle. Ch. B.

— *Recueil d'actes relatifs à l'administration des rois d'Angleterre en Guyenne au XIIIe siècle (Recogniciones feodorum in Aquitania)*, transcrits et publiés par Charles Bémont (Collection des documents inédits; Paris, librairie E. Leroux, in-4°, LXXV-475 p.). — Dans ce volume, j'ai donné une édition complète et aussi fidèle que possible d'un registre qui appartenait jadis aux archives royales d'Angleterre à Bordeaux et qui, depuis 1627, est conservé à la bibliothèque des ducs de Brunswick à Wolfenbüttel; c'est le registre intitulé : *Recogniciones feodorum in Aquitania;* il est bien connu de tous ceux qui ont étudié l'histoire des institutions dans le sud-ouest de la France au XIIIe siècle. La substance en a été déjà publiée par Jules et Martial Delpit, mais sans ordre et presque sans notes. Dans la présente édition, la disposition du manuscrit a été rigoureusement observée; les noms de lieux ont été autant que possible identifiés dans l'index; les noms de matières expliqués et commentés dans le glossaire. J'espère avoir ainsi facilité l'intelligence des documents et rendu les recherches plus faciles. Les documents sont au nombre de 700; ils couvrent les années 1189-1281; mais ils appartiennent pour la plupart aux années 1273-1274; la masse principale se compose en effet de « reconnaissances » ou déclarations de fiefs et redevances exigées par Édouard Ier quand il visita son duché de Gascogne au retour de la croisade. En outre, beaucoup d'actes intéressent l'administration anglaise dans le duché depuis le moment où le prince Édouard en fut nommé « princeps et dominus » (1254). L'histoire poli-

tique y trouvera donc à prendre, bien que, dans son ensemble, la publication renseigne avant tout sur la condition des personnes et des terres. Ch. Bémont.

— Eugène Saulnier. *Journal de François, bourgeois de Paris, 23 décembre 1588-30 avril 1589* (Paris, E. Leroux, 1913, in-8°, 104 p. Dans la *Bibliothèque d'histoire de Paris*). — Ce Journal d'un bourgeois de Paris, dont on ne connaît que le prénom, n'est pas inédit. Il a été publié en 1746, mais mal, à la suite des *Mémoires* de Pierre de L'Estoile, par l'abbé Lenglet du Fresnoy, et il a passé inaperçu ou à peu près. Aussi M. Saulnier a-t-il fait bien de le rééditer d'après le manuscrit original conservé à la Bibliothèque nationale (f. fr. 10199). Son texte a été établi avec beaucoup de soin; les notes qui l'éclairent sont nettes et précises; un bon index permet de se retrouver facilement dans le volume. Le Journal nous renseigne sur tous les événements qui se passèrent à Paris depuis le moment où l'on y apprit l'assassinat du duc de Guise à Blois jusqu'à celui où y fut connue la prise de Senlis par les troupes royalistes; François nous décrit au long, avec l'ordre de marche, toutes les processions qui se déroulèrent dans Paris pendant ces cinq mois, et il y en eut presque chaque jour. Le Journal reflète les passions surexcitées des petits bourgeois parisiens en ces temps de guerre civile, et c'est ce qui en fait l'intérêt documentaire. C. Pf.

— Joseph Barrère. *Observations sur quelques ouvrages politiques anonymes du XVIe siècle* (Paris, 1914, in-8°, 12 p. Extrait de la *Revue d'histoire littéraire de la France*). — Par la méthode des anagrammes, M. Barrère confirme l'attribution traditionnelle à Innocent Gentillet de *l'Antimachiavel*. Pour les *Vindiciae*, ses arguments en faveur de Languet ne me paraissent pas ébranler la thèse de Waddington et d'Elkan. Notons en passant que d'Aubigné a commis une étourderie en écrivant « Hubert Languet de la Franche-Comté »; Languet était de Vitteaux, au duché de Bourgogne. Le nœud de la question doit être dans l'identification, que personne n'a tentée, du *Cono Superantius Vasco* qui a signé la préface datée de Soleure, 1er janvier 1577. Qui est-ce ce Gascon qui devait faire partie d'une mission auprès des Ligues? Pour le *Réveille-matin*, les très fortes raisons que nous avons de l'attribuer à Nicolas Barnaud (voir nos *Sources*, t. III, n° 2150) ne sauraient disparaître du fait que la *Francogallia* y est citée. Cela prouve tout simplement que Barnaud connaissait le livre de Hotman. H. Hr.

— J. Loutchiski. *Quelques remarques sur la vente des biens nationaux* (Paris, H. Champion, 1913, in-8°, 159 p.). — Ce nouvel opuscule du professeur de Kiew a été très vivement discuté dès son apparition (voy., par exemple, l'article de M. Mathiez dans la *Revue critique* du 24 janvier 1914). C'est la traduction française d'articles parus dans une revue russe dès 1912. Pour mettre le public lettré de sa patrie au courant de la question de la vente des biens nationaux,

M. Loutchiski commence par exposer dans sa préface les opinions si divergentes des historiens et des économistes sur cette grande liquidation révolutionnaire. Il examine ensuite, en utilisant des renseignements nouveaux recueillis dans les archives de dix-sept départements divers, l'origine et les motifs des lois qui ont ordonné la mise en vente de ces biens, la participation des différentes classes sociales, marquant la prédominance des acquéreurs bourgeois, concurrencés cependant par les paysans individuellement ou par des associations rurales, le tout entremêlé de discussions sur les chiffres contradictoires allégués par d'autres savants. Pour notre part, nous ne pouvons que répéter ce que nous avons plusieurs fois dit ici. Malgré tous les volumes déjà publiés dans la collection des *Documents économiques*, le nombre des dossiers dépouillés est si minime, eu égard à ceux qui ne sont pas encore étudiés, que la plus entière réserve s'impose à ceux qui seraient tentés d'en tirer, dès maintenant, des conclusions *générales et définitives*. M. Loutchiski avoue lui-même (et peut-être tout le monde ferait-il bien de suivre son exemple) qu'il « s'agit ici moins de conclusions définitives que d'hypothèses suggérées par des données trop incomplètes ». Il a été l'un des premiers savants qui se soient occupés des questions de propriété en France avant et pendant la Révolution. Beaucoup d'autres depuis sont entrés dans la lice; beaucoup ont fait avancer l'étude de ces problèmes si difficiles : tous feraient mieux de continuer ce travail de dépouillement utile sans se quereller sur des solutions qui, faute de matériaux complets, ne peuvent encore être obtenues. R.

— René Andriot. *Ney* (Paris, Chapelot, 1914, in-8°, 157 p.; prix : 1 fr. 50. Dans la collection : *les Grands hommes de guerre*). — C'est le quatrième volume de la série; les précédents sont consacrés à Murat, Davout et Napoléon. Œuvre de vulgarisation, mais dont l'auteur connaît bien les principaux documents. Le rôle de Ney à Elchingen, à Friedland, en Espagne, à la Moskowa, lors de la retraite de Russie, à Waterloo, est convenablement exposé. Dans deux chapitres de la fin, on juge le chef militaire et le caractère de l'homme. La bravoure est sa vertu dominante, et fort justement après Iéna Napoléon l'a appelé le « brave des braves ». C. Pf.

— Capitaine Louis Blaison. *Une ville de garnison sous la Restauration. Le complot de Belfort, 1822* (Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1914, in-16, 112 p.). — Dans la nuit du 1er janvier 1822, un complot où étaient impliqués La Fayette et le jeune lieutenant Armand Carrel devait éclater à Belfort avec le concours du 29e de ligne. Il échoua assez piteusement et le lendemain le chef d'escadron Toutain, commandant de la place, fit un récit des événements au ministre de la Guerre, maréchal de Bellune. L'auteur publie cette lettre, d'après les archives du ministre de la Guerre, et il y ajoute une série d'autres lettres adressées de Belfort par Toutain à divers personnages dans les années 1822 et 1823. Les unes se rapportent aux

suites du complot, au procès des conjurés devant les assises de Colmar en juillet 1822, à l'acquittement de la plupart d'entre eux, — il n'y eut que quatre condamnations, — les autres nous renseignent simplement sur des détails de service et des faits divers d'une vie de garnison. L'éditeur accompagne ces missives, assez insignifiantes en somme, de commentaires pittoresques. C. Pf.

— *A. Lamartine, 1833-1913* (Paris, Plon, 1914, in-12, 230 p.; prix : 3 fr.). — De 1833 à 1839, Lamartine fut député de Bergues; en souvenir de ce fait, cette ville lui a érigé un monument inauguré le 21 septembre 1913, quatre-vingts ans après l'élection. Dans ce volume, on trouvera tout d'abord un récit très détaillé, par M. Édouard Galloo, des fêtes qui furent données à cette occasion dans la petite cité historique; puis le texte des discours prononcés par MM. Paul Deschanel, Denys Cochin, Auguste Dorchain et Henry Cochin. Ce dernier, par son livre vibrant : *Lamartine et la Flandre*, avait rappelé les liens qui attachaient Lamartine au Nord; il y avait publié un certain nombre de lettres inédites du poète; il nous en donne ici huit nouvelles, de 1831 à 1837. M. Louis Barthou, de son côté, livre un certain nombre de documents de sa précieuse collection et se rapportant à la *Politique rationnelle*, publiée à la fin de 1831; ce sont des lettres adressées à Edmond de Cazalès. Ce fut une heureuse idée de réunir ces discours et ces articles qui prolongent en quelque sorte l'hommage rendu par Bergues au grand poète. C. Pf.

— S. Rocheblave. *Le goût en France. Les arts et les lettres de 1600 à 1900* (Paris, Armand Colin, 1914, in-18, 345 p. et 16 pl. hors texte; prix : 4 fr.). — L'originalité de ce volume consiste à montrer comment les mêmes théories, le même goût ont dirigé en France, pendant les trois derniers siècles, le mouvement artistique et le mouvement littéraire; et cette vérité renouvelle vraiment l'histoire de l'art et la rend plus vivante en la rattachant à l'histoire générale. M. S. Rocheblave est un fin lettré, professeur distingué de l'Université, nourri de la substance de nos grands écrivains de toutes les époques; professeur à l'École nationale des beaux-arts, il a vécu en communion avec nos grands artistes d'aujourd'hui et de jadis; et nul mieux que lui n'était à même de nous montrer cette concordance du développement littéraire et artistique. Dans ce volume, il ne fait que rappeler l'évolution de la littérature; mais que de rapprochements ingénieux il tente entre Le Sueur et Poussin d'une part, François de Sales et Descartes de l'autre, entre Diderot et Greuze, Chateaubriand et Delacroix. Le livre est surtout consacré à l'histoire de l'art; il nous explique de la façon la plus heureuse l'enchaînement et la filiation des œuvres artistiques, la doctrine classique au XVIIe siècle, la fantaisie maniérée du XVIIIe, l'affranchissement total de toute règle et l'individualisme à outrance au XIXe. Et, en passant, que de jugements nets et précis sur Poussin, Watteau, Pigale, David, Prudhon, pour lequel l'auteur a un grand enthousiasme. M. Rocheblave a longue-

ment mûri ses jugements et les exprime en d'heureuses formules. Il parle en homme de goût de cette évolution du goût en France. Son livre, si rempli sous sa forme concise, doit être médité. C. Pf.

— Ernest Daudet. *Dans les palais des rois* (Paris, Hachette, 1914, in-12, 270 p.). — Sept petits récits d'histoire moderne qui n'ont aucun lien entre eux. I. Le complot d'une reine (comment la reine de Suède, Louise-Ulrique, sœur du roi de Prusse, Frédéric II, et femme du roi Adolphe-Frédéric, essaya, en juin 1756, de se débarrasser de la Diète). II. L'assassinat de Gustave III, roi de Suède (mars 1792). III. Une vie de diplomate à la fin du XVIIIe siècle (Arcadii de Markoff, accrédité par Catherine II auprès du roi de Suède, Gustave III, plus tard par Alexandre Ier auprès de Bonaparte; cf. *supra*, p. 116). IV. Autour de Marie-Antoinette (la reine et Barnave, d'après la correspondance publiée par O.-G. de Heidenstam). V. Le meurtre de Paul Ier, 1801 (récit déjà publié par l'auteur il y a douze ans; les Mémoires du comte de Langeron ont cessé depuis d'être inédits). VI. Alexandre Ier après 1812 (d'après l'ouvrage du grand-duc Nicolas Mikhaïlovitch et l'ouvrage de P. Pierling). VII. La mort du duc d'Orléans et l'Europe en 1842 (lettres de condoléance envoyées par les diverses cours à Louis-Philippe; seul, le tzar Nicolas Ier ne désarma pas). Ces études ont été rédigées surtout pour intéresser et *amuser* le grand public. C. Pf.

— Section historique de l'État-major de l'armée. *Études sur l'avant-garde* (Paris, Chapelot, 1914, in-8°, 477 p.). — Ces études sur l'avant-garde, depuis les origines jusqu'à la guerre de 1859 en Italie inclusivement, ont été confiées à des auteurs différents. De là, certaines contradictions dans les idées; le seul avantage de cette méthode a été de permettre de faire vite. Il en ressort que le souci d'assurer la protection immédiate des troupes contre les surprises apparaît chez tous les hommes de guerre. Ce n'est que plus tard, cependant bien avant le premier Empire, que se font jour des idées précises sur la distinction à établir entre la protection immédiate des troupes et une sûreté plus éloignée, c'est-à-dire sur le rôle tactique des avant-gardes. Mais c'est Napoléon Ier qui semble le premier avoir songé à obtenir la sûreté par l'articulation ou l'échelonnement d'un dispositif donnant à la fois au chef la sécurité et la liberté de manœuvre. Les auteurs, sur ce sujet, ont particulièrement étudié les principales campagnes napoléoniennes. A la fin de l'ouvrage, on recherche quelles étaient les notions sur l'avant-garde chez les écrivains militaires de 1815 à 1859 et l'on donne une étude sur l'avant-garde pendant la campagne de 1859. La Section historique annonce un nouvel ouvrage où l'on recherchera comment fut assurée, au cours de la guerre de 1870, la sûreté stratégique et tactique dans les armées françaises et, à l'occasion, dans les armées allemandes. A. D.

— *Académie nationale des sciences, belles-lettres et arts de Bordeaux. Fêtes du deuxième centenaire, 11-13 novembre 1912* (Bordeaux, impr. Gounouilhou, 1913, in-8°, 368 p.). — A noter dans ce volume un mémoire de M. Paul COURTEAULT sur *Une académie des sciences à Bordeaux au XVIIe siècle* (elle vécut à peine une année, 1669-1670) et, du même, une longue et intéressante *Notice historique sur l'abbé Jules Bellet, chanoine de Cadillac, membre associé de l'Académie, 1672-1752*, suivie de documents inédits pour servir à l'histoire de l'Académie de Bordeaux (au XVIIIe siècle).

— Sous le titre général : *les Armateurs bordelais au XVIIIe siècle*, M. Jean de Maupassant publie quatre brochures : *Abraham Gradis et l'approvisionnement des colonies (1756-1763); l'Expédition de François Lavaud à la Louisiane (1761-1763); le Procès du « Furet » et du « Décidé » (1797-1798); le Corsaire le « Pantalon » et la prise l' « Apparence » (1761-1762)*, parues à Bordeaux en 1909, 1910 et 1911 et extraites de la *Revue historique de Bordeaux* et de la *Revue philomathique de Bordeaux et du sud-ouest*. C'est une utile contribution à l'histoire maritime de notre grand port girondin ; il est à souhaiter que ce soit aussi l'amorce d'un travail d'ensemble.

Dans le *Droit de visite sous Louis-Philippe : l'affaire du Marabout (1841-1852)*, paru à Bordeaux en 1913, M. Jean de Maupassant expose la théorie et les conséquences pratiques de ce fameux droit de visite, accepté par Louis-Philippe pour se faire bien venir de l'Angleterre. On ne peut que s'associer aux conclusions de l'auteur. — H. M.

— *Bibliographie lorraine (1912-1913)* (Paris, Nancy, Berger-Levrault, 1913, 1 vol. in-8°, 226 p. 2e fascicule des *Annales de l'Est*, 27e année). — On a déjà dit, dans cette *Revue*, tout le bien qu'il fallait penser du fascicule annuel que les *Annales de l'Est* consacrent, sous le titre de *Bibliographie lorraine*, à l'analyse critique des publications concernant la région lorraine. La liste des collaborateurs, presque tous professeurs à l'Université ou au lycée de Nancy, suffirait à garantir la valeur du présent recueil, le troisième en date, consacré à l'année 1912-1913. Ce livre de bibliographie se lit sans fatigue, tant on y sent l'unité de méthode et aussi parce que, dès le début, on a l'impression que les auteurs des différents chapitres parlent de travaux qu'ils connaissent et ne jugent pas sur les titres. A signaler comme particulièrement abondantes et importantes les pages consacrées par M. G. Pariset à la Lorraine française, par M. Brocard au mouvement économique, par M. Reuss à l'Alsace.

Les futurs historiens du si rapide et curieux développement de la Lorraine française, — un des phénomènes économiques les plus remarquables de l'heure présente, — trouveront dans la *Bibliographie lorraine* d'utiles éléments pour leurs travaux. Par le seul rapprochement des livres et articles consacrés chaque année à l'histoire

de la région lorraine, aux transformations de son industrie, à l'extension de ses banques, on peut entrevoir combien la vie intellectuelle et économique y est active. De cette vie intense, ce recueil annuel est un témoignage très intéressant. Ch. SCHMIDT.

— Chr. PFISTER. *Tableau de Saint-Dié au XVIIe siècle* (Paris, les Marches de l'Est, 1914, 29 p.). — Conférence où est exposée l'organisation religieuse et civile de cette petite cité lorraine. Quelques anecdotes, par exemple sur les séjours de Louis XIV et de sa cour à Saint-Dié, viennent à point pour dissiper l'impression de tristesse que donne le récit des maux subis par la malheureuse ville pendant la première moitié du XVIIe siècle. Ch. B.

— Hippolyte ROY. *La vie à la cour de Lorraine sous le duc Henri II (1608-1624). Tableau des mœurs au XVIe siècle* (Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1914, in-8°, 203 p., avec 9 planches hors texte). — Tous ceux qui ont travaillé aux archives de Meurthe-et-Moselle connaissent cette série de registres de comptes où sont relevées, année par année, les recettes et les dépenses du trésorier général de Lorraine et celles de tous les receveurs et cellériers du duché; à chaque registre sont annexées, en une liasse, les pièces justificatives : mémoires des fournisseurs, quittances des fonctionnaires et des pensionnaires, etc. M. Hippolyte Roy a dépouillé avec une rare patience, — la lecture de ces documents ne laisse pas que d'être difficile, — les registres du trésorier Nicolas de Pullenoy et ceux du cellérier de Nancy, Philippe Fournier, pendant le règne du duc Henri II (1608-1624), sans oublier les pièces adjointes; il nous donne une idée très exacte de ces registres, en analysant ceux de l'an 1618 (p. 61-98) avec les annexes, et en publiant quelques mémoires parmi les plus savoureux (p. 109-142). Mais surtout avec les détails qu'il a relevés, il a composé un tableau des plus amusants de la vie à la cour de Lorraine. Voici d'abord une description du palais ducal, avec sa porterie, ses superbes escaliers, ses parterres créés par Métézeau et dont la rampe a été décorée de statues par Siméon Drouin, — M. Roy a trouvé dans les comptes la description précise de chaque statue; — d'heureux rapprochements avec Blois montrent la place qui doit être faite au château de Nancy dans l'architecture de la Renaissance. Voici maintenant la liste de tous les habitants du palais depuis le duc, sa femme Marguerite de Gonzague, ses filles, frères et neveux, les hôtes de passage jusqu'aux gardes; suivent des détails sur la vie intime au château, sur l'ameublement, sur la saleté qui y règne partout : les lits sont remplis de punaises; les souris rôdent de chambre en chambre; et sans cesse il est question de réparations de la chaise percée. Les costumes, en revanche, tant ceux du prince que ceux de la livrée, sont somptueux; et M. Roy a tiré des notes de tailleurs ou de couturières des descriptions précises; comme aussi il a expliqué ce surnom de Bon donné au duc, en énumérant toutes les

pensions et présents qu'il a accordés. A cette étude principale sont joints deux petits articles : La poste en Lorraine sous le duc Henri II, 1619 (curieux détails sur les Tour-et-Taxis); Un enterrement à la cour de Lorraine sous le duc Henri II, 1622 (celui de Chrétien d'Artigoty; les frais supportés par le duc sont très modestes). M. Roy annonce qu'il poursuivra cette série d'études; nous supposons qu'il abordera le règne de Charles IV, neveu et successeur de Henri II : ce sera pour notre profit et notre plaisir. C. Pf.

— Georges Mangeot. *Autour d'un foyer lorrain. La famille de Saint-Lambert, 1595-1795* (Paris, Croville; Nancy, V. Vagner et J. Lambert, 1913, in-8°, 134 p., 5 planches; prix : 5 fr.). — M. Mangeot, qui prépare une thèse sur Saint-Lambert, le poète des *Saisons*, recherche ici quelles sont les lointaines origines de son « héros ». Il les trouve à Saint-Lambert, canton d'Attigny, arrondissement de Vouziers; il a pu dresser la liste des ancêtres directs pendant cinq générations et remonter jusqu'à la fin du XVIe siècle. Sur chacun de ces aïeux, il a établi un dossier avec des documents très sûrs, tirés d'archives notariales ou d'anciens registres de baptême; il nous a raconté toutes les aventures auxquelles les Saint-Lambert furent mêlés; fort divertissante, l'affaire tragi-comique dont un oncle du poète, René de Saint-Lambert, fut la victime au début du XVIIIe siècle et qui est exposée d'après les archives de la Bastille. Ce livre, de généalogie austère, est devenu de la sorte un livre amusant; on y trouvera de charmantes descriptions des vieux quartiers de Nancy, du Bassigny, du marquisat de Haroué, et surtout du village d'Affracourt, où le futur poète passa son enfance; cinq planches reproduisent des vues de ce village. — C. Pf.

Histoire d'Alsace-Lorraine.

— Georges Delahache. *L'insurrection de Strasbourg, 30 octobre 1836* (Strasbourg, *Revue alsacienne illustrée*, tomes XV, n° 4, 1913, 12 p. in-fol., et XVI, n° 1, 1914, 5 p. in-fol.). — M. Georges Delahache n'a pas prétendu « écrire une histoire nouvelle » en nous racontant la tentative de coup d'État faite à Strasbourg le 30 octobre 1836 par Louis-Napoléon Bonaparte; il a simplement « voulu revivre ce tumulte d'un matin ». Il a parcouru les rues de Strasbourg où passa le cortège du prince, il a visité la maison où s'est préparée la conspiration, il a feuilleté les vieux albums qui font la joie des Alsaciens passionnés pour leur histoire, il a fouillé les Archives départementales et nationales et découvert des dossiers inconnus, il a donné sur chaque personnage, illustre ou infime, des détails pittoresques qui les montrent agissant et s'agitant. Avec ce sens de la vie qui fait de la *Carte au liséré vert* un livre si attachant, avec ce don de l'émotion qui fait de son récent *Exode* le plus animé des tableaux de l'expansion alsacienne, avec cette recherche de la vérité précise qui

fait de sa *Cathédrale de Strasbourg* la monographie la plus exacte du vieux Munster, il a écrit le livre auquel il faudra maintenant recourir quand on voudra connaître « l'insurrection de Strasbourg ».

Ch. SCHMIDT.

— Henri WELSCHINGER. *La protestation de l'Alsace-Lorraine les 17 février et 1er mars 1871 à Bordeaux* (Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1914, in-8°, 68 p.). — M. Welschinger était présent à l'Assemblée nationale quand, le 17 février, aussitôt après la constitution du bureau définitif, M. Keller lut la fameuse déclaration, rédigée par Gambetta, et affirmant la volonté des Alsaciens et des Lorrains de demeurer Français; il était présent quand, le 1er mars, après le vote des préliminaires de paix, au nom des mêmes populations, Jules Grosjean donna lecture de la protestation suprême. En qualité d'archiviste de l'Assemblée, il porta la première pièce de Bordeaux au Palais-Bourbon le 18 mars. Il a eu mille fois raison de publier ces deux documents et de nous raconter ses souvenirs sur ces tristes journées : ce sont choses vécues. Il y a ajouté une série de pièces complémentaires : rapports sur les élections des départements du Haut et du Bas-Rhin, de la Meurthe et de la Moselle, vote de l'Assemblée pour les obsèques de Küss, lettres de démission des députés des pays annexés, etc. Quelque réparation que demain nous apporte, on ne saurait lire cette brochure sans éprouver un grand serrement de cœur. C. PF.

HISTOIRE D'ESPAGNE.

— *Saint Ignatius Loyola* by Francis THOMPSON, edited by John H. POLLEN, S. J. (Londres, W. Burns et Oates, 1910, in-8°, 325 p.). — L'auteur de cette biographie d'Ignace, Francis Thompson, connu surtout comme poète et pour avoir restauré la poésie mystique de Richard Crasham, est mort avant d'avoir pu mettre la dernière main à son ouvrage. Le R. P. John Hungerford Pollen s'est chargé d'éditer le volume que nous avons sous les yeux. Il s'agit d'une œuvre de vulgarisation au sens élevé du mot, où l'on sent la ferveur d'un croyant, l'enthousiasme d'un poète. D'ailleurs très suffisamment informée, cette nouvelle vie d'Ignace ne contient pas d'erreurs graves et témoigne d'une connaissance vraiment approfondie du sujet. Une riche illustration, qui restitue surtout les localités habitées par le saint, ou encore les portraits de ses principaux collaborateurs, ajoute beaucoup de prix au texte. Je n'aime pas cette façon de dire *Saint Ignatius Loyola* : le fondateur de la Compagnie s'appelait *Iñigo de Loyola*. Le nom de baptême fut changé, mais il n'y a aucune raison pour ne pas dire avec tous les Espagnols *Ignacio de Loyola*. A. M.-F.

— ST. TERESA OF JESUS of the Order of Our Lady of Carmel, embracing *the Life, Relations, Maxims and Foundations* written by the

Saint, also a History of St. Teresa's Journeys and Foundations, with Map and Illustrations. Introduction by Walter ELLIOTT, C. S. P. Edited by John J. BURKE, C. S. P. (New-York, The Columbus Press, 1911, gr. in-8°, LXXIX-727 p.). — Dans ce gros volume, la part de l'éditeur se réduit à peu de chose : quelques pages de préface, quelques pages de notes. La traduction de la *Vie*, des *Relations* et des *Fondations* est celle de David Lewis ; les illustrations ont été empruntées à l'*Espagne thérésienne* de Hye Hoys. Cette compilation pourra rendre des services dans les pays de langue anglaise, puisqu'elle offre en un seul volume plusieurs œuvres de la sainte qui ont été le plus souvent publiées séparément. Il est seulement très regrettable que l'éditeur n'ait pas utilisé et, à ce qu'il semble, n'ait même pas connu la nouvelle traduction des œuvres de sainte Thérèse par les Carmélites du premier monastère de Paris, supérieure à toutes celles qui existent et qu'ont enrichie de nombreuses recherches historiques et d'importants documents. Le volume anglais repose sur les travaux anciens des Bollandistes, de La Fuente et du P. Bouix ; il n'est pas au courant de tout ce qui a été fait depuis en vue d'une intelligence plus complète des pensées de la sainte et d'une connaissance plus exacte de sa vie. A. M.-F.

— *English Merchants and the Spanish Inquisition in the Canaries*. Extracts from the Archives in possession of the most hon. the Marquess of Bute. Edited for the Royal Historical Society, by L. DE ALBERTI and A. B. Wallis CHAPMAN (London, 1912, petit in-4°, XVIII-174 p.). — Une série d'extraits de procès intentés, sous le règne d'Élisabeth, à des marchands ou à des marins anglais par l'Inquisition des Canaries, traduits en anglais, puis publiés dans le texte original. Philippe II se souciait assez peu de ramener à la foi catholique les Anglais que le commerce ou la piraterie amenaient aux Canaries, mais les privilèges de l'Inquisition lui servaient pour surveiller de près les manœuvres des sujets d'Élisabeth. Au point de vue des idées religieuses, ces documents sont sans intérêt ; mais l'histoire des relations commerciales entre les deux pays en profitera certainement, comme les éditeurs l'ont bien fait ressortir. A. M.-F.

— Charles BRATLI. *Philippe II, roi d'Espagne. Étude sur sa vie et son caractère* (Paris, Champion, 1912, in-8°, 300 p.). — Raymond CLAUZEL. *Études humaines. Fanatiques.* II : *Philippe II d'Espagne* (Paris, Société française d'imprimerie et de librairie, 1913, in-12, 281 p.). — Deux livres qui sont, l'un l'apologie, l'autre la mise au pilori du fameux roi d'Espagne. Auquel donner raison ? Ni à l'un ni à l'autre entièrement, comme bien l'on pense. J'ai tenté de montrer dans le *Journal des Savants* de novembre 1913 ce que l'on peut retenir des recherches consciencieuses, du labeur très méritant de M. Bratli : une réhabilitation partielle du souverain, qui a vraiment possédé des qualités très appréciables à côté des plus graves

défauts. Je me permets de renvoyer à cet article pour ne point me répéter; j'inviterai seulement ceux qui veulent connaître Philippe II à tirer grand parti de l'érudition de l'auteur, mais à résister un peu à ses raisonnements.

Chez M. Raymond Clauzel, l'érudition me paraît être généralement de seconde main et peu soignée dans le détail. Je n'ai pas d'objection à ce que l'on tienne Philippe II pour un fanatique et même comme un des plus grands de l'histoire; encore faudrait-il le montrer par une étude posée et impartiale, qui éliminerait quantité de légendes, de propos calomnieux, d'assertions controuvées. Ce livre ne respire pas la sérénité qu'on doit exiger de quiconque prétend aujourd'hui donner au public son opinion motivée sur un sujet si complexe; c'est un factum qui s'ajoute à beaucoup d'autres, plus excusables ceux-là, parce qu'ils touchaient de plus près aux événements. L'exécution matérielle du volume atteste la décadence de l'industrie du livre chez nous : mauvais papier, encre grisâtre, absence de capitales accentuées, correction des plus négligées. (« Il y a peu de *Saint-Louis* par le monde » : le nom de Louis IX écrit comme celui de la rue Saint-Louis-en-l'Isle!) Et cela coûte 3 fr. 50. Pour un schelling les Anglais nous donnent cinq cents pages d'une impression admirablement nette et correcte. A. M.-F.

Histoire des États-Unis.

— S. J. Buck. *Travel and description, 1765-1865, together with a list of county histories, atlases, and biographical collections and a list of territorial and state laws*, 2e vol. des séries bibliographiques, 9e vol. de la *Bibliothèque historique de l'État d'Illinois* (Springfield, Illinois, 1914, 1 vol. in-8°, v-514 p. et 6 pl.). — La direction des Études historiques de l'Université d'Illinois décida, il y a quatre ans, de provoquer des travaux historiques sur l'histoire de cet État. Le premier travail qui s'imposa fut l'établissement d'une bibliographie détaillée et complète; mais son importance convainquit promptement les rédacteurs de l'impossibilité d'aboutir avant un long espace de temps. Au lieu de publier une bibliographie ne comportant que les ouvrages principaux sur le sujet, ils ont préféré entamer dès maintenant la publication par séries de matières, et dans ce présent volume on en trouve trois : 1° voyages et descriptions; 2° histoires des comtés, atlas, collections biographiques; 3° législation. Chaque série est précédée d'une introduction. Un index alphabétique termine le volume. C'est là un bon instrument de travail. H. M.

Histoire de Grande-Bretagne.

— *Monumenta Germaniae historica. Auctorum antiquissimorum tomi XV pars I : Aldhelmi opera*, éd. R. Ehwald, fasc. I (Berlin, Weidmann, 1913, in-4°, 323 p. et 2 fac-similés; prix : 14 m.).

— M. Ehwald a donné le premier fascicule des œuvres d'Aldhelm de Malmesbury (vers 640 † 709). Nous en reparlerons plus longuement quand nous aurons reçu la fin du recueil et la préface qui nous sont promises pour bientôt. Les œuvres publiées dans ce premier fascicule sont : 1° les poèmes sacrés ; 2° les énigmes et les traités de métrique (*De metris et enigmatibus ac pedum regulis*) ; 3° le *De virginitate*. La deuxième série est de beaucoup la plus importante. Les traités sont tout à fait caractéristiques de la culture littéraire en Grande-Bretagne dans la seconde moitié du VIIe siècle et l'on y trouve déjà comme un avant-goût de la littérature qui fit fureur cent ans plus tard sur le continent à la cour carolingienne. Le nom de M. Ehwald nous est garant du soin qui a été apporté à la fois dans l'établissement du texte et dans l'identification des passages empruntés à des œuvres antérieures. — L. H.

— A. G. LITTLE. *Roger Bacon. Essays contributed by various writers on the occasion of the commemoration of the seventh century of his birth* (Oxford, at the Clarendon Press, 1914, in-8°, VIII-425 p.; prix : 16 sh.). — Cet important volume contient les études suivantes : A. G. LITTLE. La vie et les œuvres de Roger Bacon (résume tout ce que l'on peut actuellement savoir sur ce sujet). — L. BAUR. De l'influence exercée par Robert Grossetête sur la direction scientifique de R. Bacon (personne n'était mieux qualifié pour traiter cette question que le savant éditeur des Œuvres philosophiques du fameux évêque de Lincoln). — Fr. PICAVET. La place de Roger Bacon parmi les philosophes du XIIIe siècle. — Cardinal GASQUET. Roger Bacon et la Vulgate (quelques pages sur l'idée, plusieurs fois exprimée par Bacon, qu'il conviendrait de corriger le texte de la Bible, tel qu'on le commentait aux écoles de Paris). — S. A. HIRSCH. Roger Bacon et la philologie. — D. E. SMITH. De la place occupée par Bacon dans l'histoire des mathématiques. — E. WIEDEMANN. Des idées de Bacon sur l'optique. — S. VOGL. Les apparences sensibles et le phénomène de la vision selon Bacon. — J. WÜRSCHMIDT. Comment travaillait Bacon, d'après son *De Speculis*. — P. DUHEM. Roger Bacon et l'horreur du vide (montre comment Bacon, au sujet de la non-existence du vide, a développé des idées à peine soupçonnées avant lui et comment la théorie qu'il avait proposée a été adoptée dans les Universités de Paris et d'Oxford). — M. Pattison MUIR. R. Bacon, ses rapports avec l'alchimie et la chimie. — Lieutenant-colonel HIME. R. Bacon et la poudre à canon (dans son *Epistola de secretis*, écrite sans doute en 1248, Bacon a employé une méthode cryptographique pour expliquer la manière de préparer cette poudre, employée seulement pour faire des pétards et amuser les enfants. Déchiffre la plupart de ces cryptogrammes et réédite en langage clair les indications fournies dans les chap. IX-XI. Si Bacon prend tant de soin pour dissimuler sa découverte, c'est parce qu'il en était vraiment l'auteur et qu'il redoutait l'accusation de magie et l'Inquisition). — E. WITHINGTON. Roger Bacon et la médecine. — J. E. SANDYS. Roger Bacon dans la littéra-

ture anglaise. — En appendice, on trouvera le catalogue de tous les ouvrages connus de Bacon avec l'indication des manuscrits et des éditions, enfin une liste des « Incipit » des ouvrages mentionnés dans ce catalogue. — Ce sec résumé suffit néanmoins pour montrer combien ce recueil d'études, réunies par M. Little, importe à l'histoire des sciences et de la philosophie au moyen âge. Ch. B.

— Hugh B. King, solicitor. *A short history of feudalism in Scotland, with a criticism of the law of casualties and a chapter on the ancient and later constitutions of independent Scotland* (Édimbourg et Glasgow, William Hodge and C°, 1914, in-12, XXVII-242 p.; prix : 3 sh. 6 d.). — Ceci n'est pas une histoire de la féodalité en Écosse; mais un essai sur les conséquences de l'établissement graduel du régime féodal en ce pays pour ce qui concerne le droit et le mode d'aliénation des terres. Ce régime triompha par la violence au XIVe et au XVe siècle, lorsque les chefs de clans usurpèrent la plupart des droits que l'ancienne loi écossaise réservait justement à la royauté. Des lois votées en 1874 et en 1887 n'ont pas réussi à faire revivre l'ancienne loi que l'auteur a par malheur omis de bien définir. C'est sans doute par l'histoire que cette question si complexe peut être éclaircie; il est douteux que l'incohérent plaidoyer de M. King y porte beaucoup de lumière. Ch. B.

— Douglas Owen. *Ocean trade and shipping* (Cambridge, at the University press, 1914, in-8°, X-217 p.; prix : 10 sh. 6 d.). — Ce volume inaugure une série, la « Cambridge naval and military series », qui paraîtra sous la direction de MM. Corbett et Edwards, bien connus par leur compétence et par leurs travaux dans cet important domaine. Il expose d'une façon méthodique, mais sans aucun appareil d'érudition, l'organisation actuelle du commerce maritime en Angleterre : 1° les ports et les docks; 2° les navires et leur tonnage, les principales voies du commerce maritime, le contrôle et les accidents; 3° l'assurance maritime et les deux grandes agences : le « Lloyd » et le « Baltic »; 4° exportation et importation, le commerce avec l'ennemi et la contrebande, la marine marchande en temps de guerre, sa protection et ses risques, les indemnités; 5° les papiers du bord en temps de guerre. — Le caractère tout technique de cet exposé nous interdit à la fois d'en parler plus au long et de hasarder un jugement sur ses mérites. Ch. B.

— Oscar Hæring. *Der Mærtyrer; eine Geschichte aus dem XVIIten Jahrh.* (Berlin, Karl Curtius, in-16, 166 p.). — Ce martyr est Charles Ier: son histoire nous est présentée sous forme de dialogue où l'auteur met en scène Sir Thomas Herbert et Juxon, archevêque de Cantorbéry, qui, après la Restauration, racontent à un de leurs amis, Lord Goring, les faits dont ils ont été témoins oculaires ou auriculaires. C'est une pure fiction. Ch. B.

— *Bullarium monachorum nigrorum S. Benedicti Congregationis Anglicae* (Fort-Augusti, ex typis abbatiae S. Benedicti, 1912, in-4°, 172 p.). — Ce fascicule, admirablement imprimé, contient tous les actes : bulles, brefs, lettres, décrets, etc., qui ont organisé la « Congregatio anglicana » des Bénédictins depuis Paul V (1607) jusqu'à Léon XIII et à Pie X. Cette Congrégation a son centre aujourd'hui à Fort-Augustus, en Écosse. L'*imprimatur* a été donné par Mgr Aidan Gasquet, « abbas praeses Congr. Anglicae », le 21 mars 1912.

— Capitaine Méra. *Une page de politique coloniale. Lord Cromer en Égypte, 1883-1907* (Paris, L. Fournier, 1913, in-8°, 78 p.). — L'auteur montre dans quelles circonstances l'Angleterre s'est installée en Égypte en 1882 et comment y fut appelé Sir Evelyng Baring, devenu plus tard Lord Cromer; celui-ci resta vingt-cinq années à son poste, toujours soutenu par le peuple anglais; il put former un plan et le réaliser progressivement, patiemment, avec une méthode admirable. C'est cette œuvre que le capitaine Méra nous expose ensuite avec une vive sympathie; on ne trouvera dans sa brochure aucun document nouveau, mais un résumé bien présenté de faits déjà connus (voir la *Rev. hist.*, t. CVI, p. 27). C. Pf.

— John Charles Fox. *The official diary of lieutenant-general Adam Williamson, deputy-lieutenant of the Tower of London, 1722-1747* (edited for the R. historical Society. Camden third series, vol. XXII. Londres, 1912, in-8°, 283 p.). — Ce journal d'un gouverneur de la Tour de Londres n'a qu'un intérêt limité; les détails qu'il contient ne sauraient cependant être négligés. D'ailleurs, un long appendice, qui occupe presque la moitié du volume, fournit des renseignements très circonstanciés et souvent de première main sur les personnages et les événements les plus notables qui sont relatés dans ce journal. — Williamson était un officier de la garde à pied, il avait été aide de camp du général Meredyth et avait pris part aux principales batailles de la guerre de la Succession d'Espagne aux Pays-Bas. Il fut un bon serviteur dans un poste ingrat et difficile. Il cumula d'ailleurs, avec des fonctions déjà fort absorbantes, celles de capitaine du château de Carisbrooke et de gouverneur de Gravesend et de Tilbury. On nous le dépeint comme un honnête homme, protestant zélé et même fanatique; il prit très au sérieux son rôle de geôlier, sans être, néanmoins, ni injuste, ni cruel. Ch. B.

— Arthur D. Innes. *A source book of english history for the use of schools*. T. II : *1603-1815* (Cambridge, « University press », VIII-282 p. et 21 illustrations; prix : 3 sh. 6 d.). — Extraits d'auteurs contemporains distribués en cinq chapitres : 1° le droit divin, 1603-1641; 2° la guerre civile et la République, 1641-1660; 3° la Restauration et la Révolution, 1660-1702; 4° Anne et les deux premiers Georges, 1702-1760; 5° Georges III, 1760-1815. Parmi les illustrations, on peut signaler une gravure représentant les membres du Parlement

assemblés devant Charles Ier, le fac-similé du titre d'un pamphlet de W. Prynne sur les droits des citoyens libres de l'Angleterre (1656), un autre, malheureusement trop réduit, du « warrant » pour l'exécution de Charles Ier. Il y a un index, soin que devraient plus souvent prendre chez nous les éditeurs de livres scolaires et autres. Ch. B.

— Tod. *Annals and antiquities of Rajast'han* (Londres, Routledge, 2 vol. in-8°, xxx-631 et xxxiii-538 p., nouv. édit.; prix : 10 sh.). — Le célèbre ouvrage de Tod était devenu presque introuvable. A peine une bibliothèque publique sur cent le possédait-elle, et les libraires d'occasion ne le cédaient guère à moins de 500 francs. M. Douglas Sladen, qui en avait besoin pour un travail sur l'Inde, n'ayant pu se le procurer, a obtenu du Maharaj Rana de Jahlawar que ce prince voulût bien prendre à son compte les frais d'une réimpression qui intéressait à la fois son pays et sa famille. L'éditeur Routledge, auquel on devait déjà la publication d'un court abrégé du livre, s'est chargé de la tâche. Les deux volumes in-4° de l'édition originale se trouvent maintenant reproduits complètement en deux volumes in-8° au prix extrêmement modique de 5 sh. le volume. Sans y rien changer d'essentiel, on a rectifié, uniformisé l'orthographe des noms et complété l'index. Les tableaux synoptiques et la grande carte du Radjpoutana s'y trouvent également reproduits, sauf que l'on a retranché de celle-ci quelques indications de minime importance. R. K.

— *Correspondence respecting events leading to the rupture of relations with Turkey* (Londres, Harrison et fils, 1914, in-fol., 77 p.; prix : 9 d.). — C'est un « livre bleu » présenté aux deux Chambres du Parlement en novembre 1914. Il porte le numéro d'ordre *Miscellaneous n° 13*. Il contient 184 documents allant du 3 août au 4 novembre 1914.

Histoire d'Italie.

— Antonio Panella. *Politica ecclesiastica del Comune fiorentino dopo la cacciata del Duca d'Atene* (Rome, E. Loescher, 1914, in-8°, 102 p. Extrait de l'*Archivio storico italiano*). — Étude sur les mesures prises par le gouvernement démocratique de Florence, dans la période qui suivit l'accession au pouvoir des représentants des arts mineurs, pour lutter contre l'Église, ou plus exactement pour supprimer le *privilegium fori* dont jouissaient les clercs. Ce sont ces luttes qui ont abouti, le 21 avril 1346, à la création des quatorze « défenseurs de la liberté », titre vague qui dissimulait la mission bien définie de faire observer le statut du 4 avril précédent, en vertu duquel on ne pouvait invoquer contre des citoyens de Florence l'autorité de juridictions autres que celle des magistrats de la république, de juridictions ecclésiastiques par conséquent. R. P.

— A. de Boüard. *Lettres de Rome de Bartolomeo de Bracciano*

à Virginio Orsini (Rome, Cuggiani, 1913, in-8°, p. 265-336. Extrait des *Mélanges d'archéologie et d'histoire de l'École française de Rome*). — Virginio Orsini, un des plus puissants barons de la campagne romaine, un des plus vaillants capitaines du parti des Aragonais de Naples, entretenait, comme tant d'autres princes, dans les grandes villes italiennes et à Rome en particulier, des informateurs chargés de le renseigner au jour le jour sur les événements petits ou grands susceptibles d'avoir une influence quelconque sur les affaires politiques. Ce sont cinquante et une des lettres d'un de ces agents, Bartolomeo de Bracciano, lettres dont les dates s'échelonnent entre le 14 mars 1489 et le 19 septembre 1494, que M. A. de Boüard a retrouvées dans les archives des Orsini et publiées. Il y est traité de sujets très divers, de la santé du pape et de la captivité du prince Djem, de la découverte d'un Hercule de marbre au Monte-Giordano et des progrès faits par les Colonna dans la faveur du Saint-Père, des espérances que fait naître la maladie du cardinal Marco Barbò et des chiens perdus d'Ascanio Sforza. C'est, en somme, comme le dit l'éditeur, — qui a eu le mérite de tirer ces documents d'un dépôt malaisément accessible, — un utile complément aux Diaires publiés pour la même période. R. P.

— *Vita di Lodovico Cardi Cigoli (1559-1613)*, publiée par G. Bartelli et K. Busse (San Miniato, 1913, 58 p.). — Cette *Vita* d'un des peintres les plus importants du *Seicento* florentin a été publiée à l'occasion du troisième centenaire de sa mort. Elle a été écrite en 1628 par un de ses neveux, Jean-Baptiste Cardi, et sert de préface à un volume manuscrit de Cigoli qui est conservé au Cabinet des dessins et des estampes, à la galerie des Offices de Florence. De cette biographie, qui est la source première pour toute étude de l'activité du peintre florentin, Baldinucci eut très certainement connaissance, au moins par l'intermédiaire d'une copie qu'en avait faite un certain Brocchi. Il en usa abondamment pour ses *Notizie sui professori del disegno;* mais il ne se montra pas toujours respectueux du texte; il ajouta, supprima ou modifia, pour le plus grand dommage de la vérité. Il était donc nécessaire de réimprimer l'œuvre de J.-B. Cardi. M. K. Busse, qui l'avait utilisée dans son livre intitulé *Manierismus und Barockstil* (Inaugural-Dissertation. Leipzig, 1911), et M. Guido Bartelli se sont chargés d'en faire l'édition critique. Ils y ont ajouté une utile chronologie de la Vie de Cigoli, en même temps qu'un catalogue « topographique » de ses nombreux tableaux. Des documents amassés au bas des pages et du texte lui-même, la personnalité de Cigoli se dégage avec précision; et l'étude consciencieuse des pérégrinations de ses œuvres rend très précieux ce petit volume consacré à celui qui ne mérita sans doute pas son surnom de « Corrège toscan », mais qui fut au moins un dessinateur plein de grâce et de fantaisie.

J. Alazard.

Histoire des Pays-Bas.

— *Bijdragen en mededeelingen* de la *Historisch Genootschap d'Utrecht* (Amsterdam, J. Müller, 1913, in-8°, LXXV-562 p.). — Le tome XXXIV des Contributions et communications de la Société historique d'Utrecht contient, comme toujours chaque année, à côté des listes de membres et rapports de la Société, un certain nombre de documents historiques. Le groupe le plus important est fourni par des lettres sur la période du gouvernement de Leicester en 1586-1587. Ces lettres ont été tirées par MM. Brœrsma et Busken-Huet des papiers inédits de Jean Hotman, secrétaire et homme de confiance du comte de Leicester. Jean Hotman, né à Lausanne en 1552, était le fils du célèbre publiciste François Hotman. Ses papiers, dispersés aux Pays-Bas, en Angleterre et à Paris, forment un fonds considérable, dont une partie seulement était connue. Les soixante-cinq documents imprimés ici se trouvent aux Archives des Affaires étrangères, à Paris, dans la Correspondance de Hollande. Ils sont en français, hollandais, allemand, anglais et italien, et donnent des détails intéressants sur les rapports de Leicester et des Hollandais. Parmi les autres documents publiés dans le volume, je signale des notes de l'ingénieur hollandais Jean de Valkenburg sur les fortifications de Rostock (1613); une curieuse liste, annotée avec soin, des étudiants néerlandais à Orléans, de 1441 à 1602; des statistiques relatives au commerce hollandais en Russie au XVIIIe siècle; des actes, de 1434 à 1440, concernant les chanoines réguliers d'Utrecht et leur prieur, Jean Passert, durant un schisme à l'évêché d'Utrecht; deux pièces en italien, tirées de la correspondance du nonce Ginnasio avec le cardinal-secrétaire d'État Aldobrandini, qui prouvent que Philippe-Guillaume d'Orange, fils aîné du Taciturne, a été en Espagne, en 1602, chargé des compliments des archiducs Albert et Isabelle au sujet de la naissance d'une infante. = Tome XXXV, 1914, in-8°, LXXII-215 p. — Outre diverses pièces relatives à l'abbaye d'Egmond, communiquées par MM. S. Müller et Hulshof, et un texte du XVe siècle sur lequel s'appuie le même Dr Hulshof pour attribuer à Thierry Pauli, vice-doyen de Saint-Martin et Saint-Vincent à Gorkum, la *Vita Sancti Swiberti*, on trouve dans ce volume plusieurs actes inédits appartenant à l'époque moderne : un procès-verbal de notaire (de 1617) prouvant l'existence en 1613 d'une factorerie hollandaise à Paramaribo; un mémoire sur le commerce de la Compagnie des Indes occidentales vers 1670; deux lettres en italien du nonce de Cologne, Fabio Chigi (le futur pape Alexandre VII), sur le coup de force tenté par Guillaume II en août 1650 contre Amsterdam; un « précis de l'État de l'Université établie à Utrecht », rédigé en 1811 pour le gouvernement de Napoléon qui venait d'annexer la Hollande. A. W.

— H.-F.-M. Huybers. *Don Juan van Oostenrijk, Landvoogd der Nederlanden*, 1re partie (Utrecht, Oosthœk, 1913, 1 vol. in-4°, XXIII-

304 p.)[1]. — La thèse de doctorat de M. Huybers témoigne d'une certaine inexpérience, soit pour la bibliographie, où sources et livres de seconde main sont énumérés pêle-mêle, soit pour le choix des documents, en général insignifiants, qu'il a publiés en appendice. L'auteur se fait, d'autre part, une idée exagérée des difficultés de sa tâche : avec la quantité de textes dont nous disposons, il a presque tous les éléments nécessaires et n'a guère besoin d'inédit. Enfin son plan me paraît beaucoup plus étendu que ne le ferait supposer son titre : dans ce premier volume, l'histoire générale des Pays-Bas tient la plus grande place, et le personnage de don Juan, à part les deux chapitres sur sa jeunesse et ses débuts comme gouverneur à Luxembourg, est quelque peu laissé dans l'ombre.

Malgré ces critiques et ces réserves, l'ouvrage a un intérêt réel et met en lumière des détails que ni Gachard, ni Kervyn de Lettenhove, ni Gossart n'avaient aussi clairement fait ressortir. L'enfance et la jeunesse de don Juan sont bien racontées, et l'on peut juger en connaissance de cause le caractère de ce prince fougueux, sympathique et inconsistant, que le conseiller Hopperus croyait admirablement qualifié pour pacifier les Pays-Bas et dont Granvelle au contraire déconseillait la nomination, en 1576. L'état d'esprit de Philippe II, à cette époque, se dégage nettement des instructions données au nouveau gouvernement, soit « de bouche », soit par écrit, directement et indirectement : le projet de conquérir l'Angleterre, en délivrant Marie Stuart, est certainement une des grandes préoccupations du roi catholique. Quant au prince d'Orange et à Élisabeth d'Angleterre, leurs vues, souvent contraires, sont exposées et appréciées judicieusement, grâce aux *Calendars of state papers*. Ce début fait bien bien augurer des deux ou trois autres volumes où l'auteur se propose d'épuiser son sujet. A. W.

— Dr J.-J. van den Hoek. *De veldtocht van Prins Maurits in 1597* (La Haye, M. Nijhoff, 1914, in-8°, 123 p.). — Cette monographie, assez insignifiante malgré la publication en appendice de plusieurs lettres inédites de Maurice de Nassau, étudie en détail la remarquable campagne du grand capitaine, digne fils et successeur du Taciturne. Après avoir battu les Espagnols près de Turnhout, en janvier 1597, Maurice prépara soigneusement les opérations foudroyantes par lesquelles, à la fin de l'été, il enleva aux ennemis neuf villes et cinq citadelles (notamment Rhinberg, Meurs, Grol et Twente). Le « jardin des Pays-Bas » était ainsi fermé, ainsi qu'on l'a dit, et mis à l'abri d'un retour offensif des Espagnols. A. W.

— P.-C.-A. Geyl. *Christofforo Suriano, Resident van de Serenissime Republiek van Venetië in den Haag (1616-1623)* (La Haye, Nijhoff, 1913, 1 vol. in-8°, xiv-395 p.). — M. Geyl cherche à justifier dans sa préface la grosseur d'un volume consacré au rôle assez médiocre d'un ministre de second ordre ; il allègue surtout le plaisir qu'il a pris

1. Cf. *Rev. histor.*, t. CXV, p. 379.

à lire ses lettres inédites dans le couvent des *Frari* à Venise et à découvrir quelques autres documents du temps dans les archives de Venise et de La Haye. Il est certain que le sujet est à peine digne d'un article. Le résident Christophe Suriano n'a été, durant les sept ans passés à La Haye, chargé que d'affaires peu importantes, surtout de favoriser des levées d'hommes et des livraisons de vaisseaux pour la guerre de Venise et de Ferdinand d'Autriche. En dehors de ces questions, qui se réduisirent la plupart du temps à des marchandages, il n'a eu qu'une négociation à conduire, celle qui aboutit à l'alliance entre Provinces-Unies et Venise, du 31 décembre 1619, pour quinze ans. Mais le traité, qui ne fut d'ailleurs pas exécuté, n'eut guère d'importance. Son principal résultat fut de faire nommer, à partir de 1623, des ambassadeurs de part et d'autre à la place des résidents d'autrefois, et cette pratique même cessa après l'expiration de l'alliance en 1634. Le seul intérêt de l'ouvrage réside dans l'exposé assez curieux des tractations multiples avec les États, avec les officiers et soldats et avec les armateurs, grâce auxquelles, après de longs mois, Suriano parvint à diverses reprises à obtenir les troupes et les vaisseaux que désirait la Sérénissime République de Venise; et ces instruments de combat, acquis après tant d'efforts, se détruisaient souvent avant d'arriver à destination, ou... arrivaient trop tard! Quels trésors d'ingéniosité n'a-t-il pas fallu pour écrire 400 pages sur de si minces données! A. W.

— N. Japikse. *Brieven van Johan de Witt*. 3e partie : *1665-1669*; et 4e partie : *1669-1672* (Amsterdam, J. Müller, 1912-1913, 2 vol. in-8°, x-576 et x-606 p.)[1]. — Avec ces deux volumes s'achève la publication des lettres du pensionnaire Jean de Witt, d'après les extraits préparés par Robert Fruin et complétés par Japikse, à l'aide des minutes originales. Le grand historien Fruin avait arrêté son travail à l'année 1671, de sorte que l'éditeur actuel a dû choisir seul les extraits dignes d'être publiés pour l'année 1672; il a, d'autre part, découvert bien des lettres qui avaient échappé à son devancier; enfin, il a donné en appendice les textes trouvés, depuis l'impression de ses premiers volumes, dans des collections particulières (appartenant à Mme Beyerman, à M. Gevaerts de Geervliet, au docteur Lotsy, à M. Pijnappel, à la famille Hœufft). Sans doute un grand nombre de ces documents avaient déjà été publiés, surtout dans le recueil édité au XVIIIe siècle, mais beaucoup étaient inédits, et M. Japikse fait remarquer à juste titre l'importance des lettres de 1665-1667, concernant la flotte; il y a là des détails propres à faire mieux comprendre l'essor de la marine hollandaise à cette époque et la part que de Witt y a prise. L'éditeur, avec une conscience scrupuleuse, déclare dans l'introduction du tome IV que les copies utilisées pour la publication faite au XVIIIe siècle sont l'œuvre d'un secrétaire de Jean de Witt. Cet aveu ne diminue pas la valeur de la nouvelle édition des lettres, plus

1. Cf. *Rev. histor.*, t. CXV, p. 380.

scientifique et plus complète, pourvue de notes judicieuses, et dotée à la fin de tables précieuses (registre des lettres par ordre alphabétique des destinataires, registre par ordre chronologique, index alphabétique de tous les noms propres). A. W.

— COLENBRANDER (H.-T.). *Dépêches van Thulemeyer (1763-1788)*, d'après les extraits faits par Robert FRUIN (Amsterdam, J. Müller, 1912, 1 vol. in-8°, XXVII-659 p.)[1]. — Ce fut un usage établi à La Haye, durant la seconde moitié du XVIIIe siècle, d'intercepter, déchiffrer et copier secrètement les dépêches des ambassadeurs étrangers à leur gouvernement; un commis du greffe des États-Généraux, Lyonet, faisait ce travail, qui fut ensuite continué par son neveu Croiset. Ainsi s'explique qu'on rencontre aux archives de La Haye des liasses contenant les dépêches de divers ambassadeurs français (d'Affry et Vérac notamment) et celles du Prussien Thulemeyer, qui resta en Hollande de 1763 à janvier 1788. Déjà quelques-uns de ces documents ont été publiés. M. Colenbrander donne aujourd'hui une bonne partie des dépêches de Thulemeyer, que Robert Fruin avait dépouillées en 1855; il a complété les extraits faits par Fruin et en a vérifié l'exactitude sur les dépêches originales aux archives de Berlin. Cette publication a un grand intérêt, non seulement pour les relations de la Prusse et des Provinces-Unies au temps du grand Frédéric et au moment de l'intervention de Frédéric-Guillaume II en 1787, mais encore et surtout pour l'histoire intérieure de la République; elle permet de mieux comprendre le caractère du stathouder Guillaume V et de sa femme, l'orgueilleuse Wilhelmine, nièce de Frédéric II, ainsi que les dissentiments entre le stathouder et le parti des États, jusqu'aux événements tragiques de 1787. M. Colenbrander a enrichi la publication de notes très utiles et bien montré, d'autre part, le caractère du ministre prussien, plus recommandable par son habileté que par ses mœurs : Thulemeyer a eu à La Haye plus d'une intrigue amoureuse où il a joué trop souvent le rôle d'un « galant à gages », et cela ne l'empêcha pas de faire des dettes qui se montaient à près de 40,000 écus en 1787.

A. W.

— BAKHUIZEN VAN DEN BRINK. *Studien en Schetsen over vaderlandsche geschiedenis en letteren*, 5e partie, avec un portrait de l'auteur (La Haye, Nijhoff, 1913, 1 vol. in-8°, IX-529 p.). — C'est avec une sorte de piété que l'on recherche et publie en Hollande tout ce qui est sorti de la plume du grand érudit et archiviste van den Brink. MM. J. Müller, Fz. et Th. Bussemaker nous donnent un cinquième volume d'études et esquisses, recueillies dans les fonds d'archives de La Haye ou d'Amsterdam, parfois à l'état d'ébauches. Quelque différente que soit l'importance de ces morceaux, ils ont tous une véritable valeur. Parmi les douze « études » de cette cinquième partie, je signalerai surtout les rapports rédigés par van den Brink de 1848 à 1851 pour le ministre de l'Intérieur sur ses recherches dans des archives étran-

1. Cf. *Rev. histor.*, t. CXV, p. 384.

gères (à Vienne, à Bruxelles et dans quelques villes de Flandre et d'Artois) : il y a là de précieuses indications au sujet des manuscrits concernant l'histoire hollandaise. A mentionner aussi particulièrement une lettre à Grœn van Prinsterer sur les sources hispano-belges de la révolte des Pays-Bas, un fragment relatif à l'Inquisition aux XIe et XIIe siècles (revu et mis au point par P. Fredericq), et des articles sur le procès de Jean Pistorius (de Backer) raconté par Gnaphaeus (de Volder), sur Elbertus Leoninus, publiciste et politique du XVIe siècle, et sur Justin de Nassau, bâtard de Guillaume le Taciturne. — A. W.

Histoire d'Orient.

— Th. Graham Jackson. *Byzantine and romanesque Architecture* (Cambridge, University Press, 2 vol. in-4°, XX-274 et 285 p.). — L'auteur a réuni sous ce titre, dans une forme très luxueuse, une série d'études sur les principaux monuments de l'architecture byzantine et de l'architecture romane. Une illustration aussi abondante qu'originale accompagne le texte : à côté de belles photogravures, on a le plaisir de trouver de suggestifs crayons, reproduisant des détails d'architecture et de sculpture, ou même quelques jolies aquarelles. L'auteur est resté partisan de la théorie d'un art impérial romain qu'il cherche à caractériser dans son premier chapitre : la question paraît cependant bien résolue dans un autre sens. Il montre ensuite la formation du style byzantin, mélange d'éléments grecs et asiatiques, et étudie les principaux monuments d'architecture civile et religieuse. Il passe ensuite à l'architecture lombarde envisagée comme le point de départ d'une nouvelle école et consacre des chapitres spéciaux à chacune des écoles provinciales de l'art roman. On ne voit pas très bien pourquoi les monuments de Sicile et d'Italie méridionale ont été entièrement exclus, ce qui rend le tableau du développement architectural de l'Europe forcément incomplet. Bien que son plan ait une valeur contestable, cet ouvrage rendra de grands services, à cause du grand nombre de documents figurés qu'il contient, de la netteté et de la simplicité de sa forme, enfin d'une table chronologique très commode.

Louis Bréhier.

Histoire de Suisse.

— *Registres du Conseil de Genève publiés par la Société d'histoire et d'archéologie de Genève*, t. V (Genève, Kündig, 1914, in-4°, VII-621 p.). — Les registres du Conseil de Genève commencent avec la date du 26 février 1409; les douze premiers, qui conduisent jusqu'au 6 février 1492, ont été publiés en quatre tomes parus en 1901, 1906 et deux en 1911. Le présent volume nous donne le texte des registres 13 et 14, du 7 février 1492 au 4 février 1499. Le registre 13 a été transcrit avec beaucoup de soin par MM. Émile Rivoire et notre collaborateur Victor van Berchem, le registre 14 par le Dr Léon Gautier. C'est une mine de renseignements précieux qu'il est facile de retrouver dans

le volume au moyen d'un index fort soigné et fort détaillé. Cet index ne relève pas seulement tous les noms propres, mais explique les termes difficiles, comme *advodiatores*, *affanatores*, *alabaustra*, etc. Jusqu'à la date du 4 février 1499, les registres forment une suite continue : malheureusement celui de février 1499 à décembre 1501 est perdu. Le registre 15 comprend la période du 7 décembre 1501 au 7 janvier 1508. Il a été copié; le texte est déjà sous presse et formera le t. VI de cette collection. Avec lui on entre dans la période héroïque de l'histoire de Genève. C. Pf.

— F.-A. Zetter-Collin. *Ein handschriftliches Ceremonial für die französischen Ambassadoren in Solothurn aus der Mitte des XVIII. Jahrhunderts* (Soleure, Theod. Petri et Cie, 1913, in-8°, 45 p.; prix : 1 fr. 20). — Le manuscrit français qui appartient à l'éditeur relate comment, au jour de l'an, l'ambassadeur de S. M. très chrétienne recevait dans son palais de Soleure les autorités civiles et militaires; à quelles fêtes religieuses il assistait au cours de l'année : fête des rois, samedi saint, Pâques, procession de l'octave de la Fête-Dieu, fête de saint Louis, etc. Il énumère toutes les santés qui devaient être portées à quelques-unes de ces fêtes et indique qui devait porter chacune d'elles. « Il est préférable de porter la santé du roi au commencement du repas, parce que tout le monde étant de sang-froid, la décence et le respect y sont mieux observés. » Le document a consigné la manière dont l'ambassadeur était reçu à son arrivée à Huningue, à Bâle et à Soleure, la façon dont il devait se faire « légitimer » à une diète générale. On trouvera dans ce mémorial des traits de mœurs très amusants. C. Pf.

Histoire de la Musique.

— J. Combarieu. *Histoire de la musique des origines à la mort de Beethoven*, t. II (Paris, Armand Colin, 1913, in-8°, 703 p.; prix : 8 fr.). — Le premier volume de l'ouvrage de M. Combarieu (cf. *Rev. hist.*, t. CXIV, p. 188) embrassait, en 650 pages, toute l'histoire de la musique depuis les origines jusqu'à la fin du XVIe siècle. Les 700 pages très compactes du tome II ne concernent que deux siècles et quart, mais ces siècles sont ceux de Haendel et de Bach, de Gluck, de Mozart et de Beethoven, et ils ont vu naître l'opéra, l'opéra-comique, la symphonie, la sonate. Aussi, sans changer de méthode, M. Combarieu s'est-il trouvé entraîné par son sujet même à réserver plus de place à l'étude individuelle des chefs-d'œuvre de l'art musical moderne et de leurs créateurs et n'a-t-il pas hésité à consacrer, par exemple, plus de cent pages au seul Beethoven. — Comme au volume précédent, M. Combarieu s'appuie sur une documentation très riche et fait preuve d'une information étendue, sans cependant jamais perdre de vue que l'intérêt principal d'une histoire générale de la musique réside moins dans les détails que dans l'étude d'ensemble des conceptions, des formes, de la technique musicale et

de leur évolution. Les cinq premiers chapitres traitent successivement de la naissance de l'opéra italien, de son expansion en Europe et des transformations du genre en France sous l'influence de Lulli et de Rameau. Puis viennent huit chapitres sur la musique d'orgue et de clavecin, la sonate pour violon et la musique religieuse au XVIIe siècle, où dominent les noms de Bach et de Haendel. Les cinq chapitres suivants ont pour objet l'étude du XVIIIe siècle antérieurement à la Révolution, laquelle marque, pour M. Combarieu, une date décisive dans l'histoire de la musique au double point de vue de l'élargissement des conceptions artistiques et (comme en poésie) du développement de l'individualisme en même temps que du caractère national. Aussi, pour analyser l'œuvre de la période féconde entre toutes qui s'étend de la Révolution à la mort de Beethoven (1827), ne faut-il pas à M. Combarieu moins de treize chapitres. Il suffira d'en transcrire ici les titres : *la Révolution française et la musique; l'Institut et le Conservatoire; l'Empire et la Restauration; les chefs-d'œuvre du théâtre allemand; Rossini et son temps: Joseph Haydn; Mozart; les commencements du romantisme : Weber; le Romantisme : Franz Schubert; Beethoven : l'homme et le musicien; le génie de Beethoven : les sonates et les concertos; le génie de Beethoven : les trios et les quatuors; le génie de Beethoven : les symphonies.* — Tout cet exposé est fait avec une grande indépendance de jugement et il arrive plus d'une fois que les opinions de M. Combarieu ne concordent pas avec les opinions communément reçues aujourd'hui. On en pourra discuter. Ne pousse-t-il pas un peu loin, par exemple, le dédain de Lulli? Ne rabaisse-t-il pas trop Gluck? Ne diminue-t-il pas à l'excès l'influence de Bach et de Haendel? Mais, quoi qu'il en soit, on saura gré à M. Combarieu d'avoir posé nettement, à propos des compositeurs célèbres, ces questions d'influence et d'originalité qui sont, à coup sûr, parmi les plus importantes qu'un historien de l'art puisse chercher à trancher. — Enregistrons en finissant une bonne nouvelle : encouragé par l'accueil fait à son premier volume, M. Combarieu s'est décidé à donner un complément à son ouvrage en menant jusqu'à nos jours cette histoire de la musique, provisoirement arrêtée à la mort de Beethoven. L. H.

— Henri DE CURZON. *Mozart* (Paris, Félix Alcan. 1914, in-16, 288 p., de la collection des *Maîtres de la musique;* prix : 3 fr. 50). — Georges CUCUEL. *Les créateurs de l'opéra-comique français* (*Ibid.*. 1914, in-16, 245 p., même collection; prix : 3 fr. 50). — Les deux derniers volumes dont s'est enrichie la collection des *Maîtres de la musique* ne se ressemblent pas. Celui de M. de Curzon n'est et ne veut être qu'une étude biographique, qu'emplissent et animent une chaude sympathie pour l'homme et une admiration sans réserve pour cette œuvre si fraîche et si spontanée qu'on la croirait jaillie tout naturellement de son cœur. Chaque composition est replacée à son rang chronologique, et M. de Curzon y suit les mouvements mêmes de la

vie intérieure du musicien. — M. Cucuel, au contraire, n'a point voulu s'attarder à la biographie des créateurs de l'opéra-comique français : c'est la naissance même du genre, sa constitution et son influence qu'il s'est proposé de décrire, et son livre se trouve ainsi ajouter une page importante à l'histoire du mouvement musical en France au XVIIIe siècle. Il s'applique avec bonheur à isoler les divers éléments qui concoururent à former l'opéra-comique, — comédie italienne et théâtre de la foire, — et montre comment de cet amalgame l'esprit français, dans la seconde moitié du XVIIIe siècle, tira un genre nouveau qu'illustrèrent Gluck, La Ruette, Duni, Monsigny, Philidor, Grétry, Dalayrac, et auquel un heureux mélange de sensibilité et de légèreté donna une physionomie propre qu'il ne devait pas perdre de sitôt. M. Cucuel termine en cherchant à démêler ce que les musiciens du XIXe siècle durent à ces initiateurs, et les rapprochements qu'il fait entre tels passages de Grétry ou de Philidor et des passages de Beethoven ou de Weber sont vraiment curieux et instructifs. L. H.

— Henry PRUNIÈRES. *L'opéra italien en France avant Lulli* (Paris, Champion, 1913, in-8°, XLVIII-431 p. et 32 p. de partition musicale; prix : 12 fr. Fait partie de la *Bibliothèque de l'Institut français de Florence*). — Comme l'auteur le reconnaît lui-même en débutant, ce livre serait plus justement intitulé : histoire des représentations d'opéras italiens en France au XVIIe siècle avant la fondation de l'Académie royale de musique. Cette histoire, M. Prunières l'a écrite sur pièces d'archives, après de longues recherches patiemment poursuivies durant plusieurs années tant en France qu'en Italie, et il s'est plu à nous la raconter jusque dans les plus menus détails, soucieux de ne laisser perdre aucun des renseignements qu'il avait pu découvrir sur la marche de chacune des représentations, sur le recrutement des chanteurs, des compositeurs, des machinistes, et réservant pour une autre occasion le fond même du sujet : l'histoire musicale de ces opéras, dont il effleure à peine ici l'analyse. On aurait pu concevoir une autre manière de procéder, et il n'était peut-être pas indispensable de nous donner tant de détails sur des faits qui relèvent plutôt de la gazette que de l'histoire; mais, une fois admise la conception de l'auteur, il faut reconnaître qu'il s'est fort bien acquitté de sa tâche et qu'il a écrit, un peu trop longuement sans doute mais de façon intéressante, un chapitre très curieux de l'histoire de l'italianisme en France au temps de Mazarin. L'histoire des débuts de Lulli s'en trouve éclairée, et il est piquant de voir dans ce livre comment l'adroit « Baptiste » sut, pour son plus grand profit, se faire le champion des traditions françaises contre la coterie des amateurs de musique italienne. L. H.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

FRANCE.

1. — Revue des études napoléoniennes. 1914, sept.-oct. — Éd. DRIAULT. 1814-1815, 1914-1915 (rapide parallèle entre Napoléon Ier et Guillaume II, tous deux aspirant à la domination du monde, mais avec quelles différences dans les moyens et dans les résultats!). — A. MALET. A propos de la candidature Hohenzollern (article décisif où sont reproduits, soit *in extenso*, soit par voie d'analyse, tous les documents originaux relatifs aux origines de cette candidature. La conclusion, qui ressort de la juxtaposition même des textes, est que l'idée de la candidature ne saurait être attribuée à Bismarck; mais, quand il eut été mis au courant des projets imaginés par le général Prim et l'envoyé Salazar, il en discerna l'intérêt politique pour la Prusse et ne cessa de la recommander dans les conseils du gouvernement et d'en suivre avec anxiété les péripéties. Le témoignage d'Abeken, dont Hesselbarth a fait état pour établir que Bismarck ne fut pour rien dans l'affaire, a été interprété à faux; en réalité, il ne signifie rien). — R. PEYRE. Événements artistiques de l'année 1814. — DRIAULT. Histoire extérieure du premier Empire (bulletin).

2. — Nouvelle revue historique de droit. 1914, janv.-févr. — E. JOBBÉ-DUVAL. Les idées primitives dans la Bretagne contemporaine. Seconde étude : les Ordalies (suite). — O. MARTIN. Sentences civiles du Châtelet de Paris, 1395-1505, publiées d'après les registres originaux (suite; ch. IV : les cens et les rentes). — Ch. LEFÈVRE. Observations sur les rentes perpétuelles dans l'ancien droit français (fin en mars-avril). = Mars-avril. H. LÉVY-BRÜHL. Études sur la *cretio* (la *cretio* est l'acte formaliste d'acceptation d'une succession). — E. LÉVY. Application de l'édit de 1787 (suite : mariages mixtes, validations et réhabilitations de mariages, compétence, etc.; à suivre). — E. CHÉNON. Les conséquences juridiques de l'édit de Milan (313 ap. J.-C.). = C.-rendus : *Maurice Vanhoeck*. Histoire de la sayetterie à Lille (important). — *J. Delhaise*. La domination française en Belgique à la fin du XVIIIe siècle et au commencement du XIXe (t. VI; c'est un essai plutôt qu'un ouvrage définitif). = Mai-juin. H. MONNIER et G. PLATON. La « Meditatio de nudis pactis » (suite; la « Meditatio » n'est pas un exercice d'école, mais le « votum » d'un juge dans un procès; l'objet du procès, les parties litigantes, le tribunal saisi). — E. JOBBÉ-DUVAL. Les idées primitives

dans la Bretagne contemporaine (suite et fin ; les Ordalies ; grand nombre de faits et de rapprochements très significatifs ; explications de textes historiques par des croyances populaires). = C.-rendus : *E. Meyer*. Histoire de l'antiquité. T. I, trad. David (considérations pénétrantes sur l'évolution des groupes humains ; conceptions séduisantes, mais qui comportent bien des réserves). — *E. Cuq*. Un nouveau document sur l'Apokèryxis (critique détaillée du papyrus du Caire par P. Collinet). — *I. Lameire*. Les déplacements de souveraineté en Italie pendant les guerres du XVIIIe siècle (travail vraiment neuf).

3. — **Revue archéologique**. 1914, mai-juin. — A. GRENIER. Fouilles nouvelles à Bologne. — R. SCIAMA. A propos de la paix de Pouzzoles, 39 av. J.-C. (discussion critique sur les textes qui nous en parlent). — F. DE MÉLY. Signatures de primitifs. Le peintre Johannes Gallicus à Brunswick, 1246, et la danse de Salomé. — F. SARTEAUX. Les sculptures et la restauration du temple d'Assos (suite). — Émile BOURGUET. Les inscriptions de Delphes et M. Pomtow (proteste contre les insinuations et accusations malveillantes de l'érudit allemand ; montre que M. Pomtow n'a pas craint de maquiller des inscriptions pour obtenir des estampages plus lisibles). — R. CAGNAT et M. BESNIER. Revue des publications épigraphiques relatives à l'antiquité romaine.

4. — **Revue de l'histoire des colonies françaises**. 1913, 4e trimestre. — G. SERVANT. Les compagnies de Saint-Christophe et des îles de l'Amérique, 1626-1653. = 1914, 1er trimestre. Henri MALO. Épisodes de navigation aux Antilles (exploits de Pierre Delattre et de Martin Boureau en 1688 ; les capitaines en course aux Antilles en 1709). — Eug. SAULNIER. Les Français en Casamance et dans l'archipel des Bissagos (en 1828). — H. F. L'histoire des colonies françaises à l'exposition cartographique de la Bibliothèque nationale. = 2e trimestre. Antoine CABATON. Les Hollandais au Cambodge au XVIIe siècle. — P. HEINRICH. Les premiers établissements français dans le bassin supérieur du Mississipi. — H. DEHÉRAIN. Une enquête de Sylvestre de Sacy sur la langue du Maroc en l'an VII (lettre adressée en 1798 par Sylvestre de Sacy au consul de la République au Maroc, Auguste Broussonet).

5. — **Revue de l'histoire des religions**. 1914, mai-juin. — E. AMELINEAU. Les Coptes et la conversion des Ibères au christianisme (suite et fin ; examen critique des fragments relatifs à saint Théognoste ; « le récit de Rufin, celui qu'il dit avoir recueilli des lèvres du roi de Géorgie, devenu officier dans l'armée romaine, provient en ligne droite des œuvres de la littérature copte, dont il lui fut donné connaissance pendant son séjour en Égypte, au milieu des moines de Nitrie et de Scété ». Il n'y a rien à en tirer pour l'histoire). — Ad. REINACH. Thémis. Un livre nouveau sur les origines sociales de la religion grecque (longue analyse de l'ouvrage publié par M. J. H.

Harrison sous le titre : *Themis. A study of the social origins of greek religion*). — Ch. GUIGNEBERT. Gnostiques et gnosticisme (d'après l'important ouvrage d'Eug. de Faye). = C.-rendus : *F. Cumont*. Les mystères de Mithra; 3e édition. — *W. Bousset*. Kyrios Christos (bon chapitre de l'histoire des dogmes). — *G. Hoennicke*. Die Apostolgeschichte erklært (utile abrégé). — *Ch. Bigg*. The christian Platonists of Alexandria (bon). — *Reuterskiöld*. De Nordiska Lapparnas religion (bonne étude sur le paganisme des Lapons scandinaves).

6. — **Le Correspondant**, 1914, 10 sept. — Ed. TROGAN. L'avènement de Benoît XV. — Le chanoine COLLIN. La Lorraine catholique (c'est à Mgr Dupont des Loges et à son successeur, Mgr Fleck, que sont dus le maintien et la persévérance du sentiment religieux en Lorraine et par conséquent aussi du sentiment français; fin le 10 octobre). — A. LAUGEL. La politique alsacienne pendant la domination allemande (malgré la nouvelle constitution donnée au pays d'empire, les Alsaciens ont continué de revendiquer, de la façon la plus nette et la plus énergique, le droit de se défendre contre l'emprise germanique). — L'esprit public en Russie. Journal d'un mobilisé. — P. DE SAINT-HUGON. Les projets et les résolutions de l'Allemagne (d'après l'ouvrage de D. Frymann, *Wenn ich der Kaiser wær*, d'où il ressort que la guerre était une nécessité, non seulement politique, mais ethnique, sociale, philosophique et historique). — Vicomte DU MOTEY. En Alsace, 1870-1871. Souvenirs d'un enfant (fin; intéressant). = 25 septembre. P. JOUVENET. Une procédure allemande contre Mgr Foulon, évêque de Nancy. 1870-1874 (tableau des tracasseries sans nombre dirigées contre ce prélat pendant toute la durée de l'occupation allemande). — M. LEWANDOWSKI. Un Écossais fondateur d'empire. Lord Strathcona et l'Ouest canadien. — J. DELAPORTE. Les « Articles de guerre ». Code impérial de l'armée allemande, avec les commentaires de M. le colonel von Unger, du grand état-major général (très instructif). = 10 octobre. L'esprit public dans les colonies anglaises. — P. DE QUIRIELLE. Lettre ouverte à M. le professeur Karl Lamprecht à propos de la cathédrale de Reims. — A. DE TARLÉ. Les soldats de Wellington (d'après les ouvrages récents d'Oman, de Fraser et de Fortescue). — E. GRISELLE. Procédés teutons en 1611. Le sac du collège des Jésuites à Aix-la-Chapelle, d'après un document inédit (ce document est un rescrit impérial du 1er octobre 1611 ordonnant de restituer les biens gaspillés dans l'orgie du 5 juillet). — J. BOUCHOT. La littérature finnoise. = 25 octobre. Mgr P. BATIFFOL. Les lois chrétiennes de la guerre. — Dr GRASSET. La science, le droit et la force. Les conclusions de la « biologie humaine ». — J. DELAPORTE. L'heure décisive de l'empire allemand (analyse d'un ouvrage écrit sous ce titre par le lieutenant-colonel Frobenius, nom qui, d'ailleurs, paraît être un pseudonyme; mais il a reçu les félicitations du prince impérial allemand.

et peut-être même davantage. De là son importance). = 10 décembre. J. VAN DEN HEUVEL. De la violation de la neutralité belge. — F. PASCAL. Le centenaire de la littérature serbe. — A. MASSERON. Autour de Lemberg; impressions d'un témoin italien (A. Fraccaroli, journaliste qui visita la Galicie sous la conduite du service de la presse militaire autrichienne, auteur d'un livre intitulé *La presa di Leopoli*). = 25 décembre. Eug. GRISELLE. Les Hohenzollern électeurs de Brandebourg. Leurs premiers rapports avec la France.

7. — Études. Revue fondée par des Pères de la Compagnie de Jésus. 1914, 5 août. — Marie-Joseph ROUËT DE JOURNEL. Pétersbourg catholique en 1814 (décrit la situation des catholiques dans la capitale de la Russie, où ils n'étaient encore que tolérés. Quand Alexandre Ier y revint après la ruine de Napoléon, il fut facile de lui faire considérer comme dangereux les catholiques, les Jésuites en particulier, qu'on lui dépeignait comme les ennemis irréconciliables de l'illuminisme et des sociétés bibliques. Le nombre des conversions au catholicisme l'effraya. Les Jésuites ne tardèrent pas à être expulsés). — Jos. BRUCKER. Publications sur la Compagnie de Jésus à l'occasion du centenaire de son rétablissement. — P. BLIARD. Comment moururent les prisonniers de Quiberon (expose, d'après les témoignages de plusieurs d'entre eux, les sentiments dont ils étaient animés à la veille de l'exécution). — Alex. BROU. Bulletin des missions. Les missions de la Compagnie de Jésus depuis un siècle. = 20 août, 5 et 20 septembre. L. DE GRANDMAISON. Pie X et son œuvre. = 5-20 octobre. Yves DE LA BRIÈRE. La guerre et la doctrine catholique (fin le 5-20 novembre; rapide revue des moralistes chrétiens et des docteurs scolastiques qui ont parlé de la guerre). — L. DE GRANDMAISON. Le comte Albert de Mun. = 5-20 novembre. L. ROURE. Sainte Catherine de Sienne. I : Le cadre et la mission. II, 5-20 décembre : le « dialogue ».

8. — La Revue de Paris. 1914, 15 nov. — E. LAVISSE. La guerre (« l'immédiate responsabilité, la responsabilité occasionnelle, qui fut prise en août dernier, apparaît clairement déjà dans les actes diplomatiques : il n'y aurait pas eu de guerre si l'Allemagne ne l'avait pas voulu; il y a eu la guerre, parce que l'Allemagne a voulu la guerre. Mais il est une responsabilité antérieure et primordiale : l'Allemagne ne pouvait laisser le monde en paix qu'à condition qu'il subît le joug de son orgueil »). — Joseph LARRIBAU. Lettres de Jean Dulimbert, officier de chasseurs, 1804-1815; suite le Ier décembre; fin le 15 décembre. — Élisabeth DIVOFF. Paris pendant le Consulat; souvenirs publiés par Serge Goriaïnoff (suite et fin; agréables papotages sur nombre de personnes qui touchaient de près le Premier Consul. De Paris, c'est le Paris où l'on s'amuse qu'elle a connu : « Paris! ah! Paris! Je te regretterai tant que j'existerai »). — A. GAUVAIN. Les origines de la guerre (il faut en chercher les origines immédiates dans le conflit austro-serbe; il est certain que les deux puissances de

l'Europe centrale étaient d'accord, avant le meurtre de Sarajevo, pour le régler par la force et à leur heure); suite le 1er décembre; fin le 15 décembre (conséquences que l'Autriche-Hongrie tire de l'assassinat de l'archiduc héritier et de sa femme tués, non par des Serbes, mais par des Bosniaques, dénoncés à Vienne par la police serbe. C'est l'attaque diplomatique brusquée menée à la fois par l'Autriche-Hongrie et par l'Allemagne; mais ces deux empires « tenaient trop peu de compte de l'impatience que l'Europe finissait par ressentir des prétentions germaniques sans cesse renouvelées ». Cette inintelligence de la situation vraie leur prépara les plus cruelles désillusions). = 1915, 1er janvier. Joseph Bédier. Les atrocités allemandes d'après les Allemands (extraits de carnets saisis sur des officiers et soldats allemands; ils servent à montrer, non point des atrocités commises par des soldats isolés et dans l'enivrement de la bataille, mais des attentats collectifs, commis par ordre et en vertu d'une philosophie de la guerre propre à l'armée allemande. La discipline, qui s'appliquait autrefois pour diminuer, dans la mesure du possible, l'horreur de la guerre, est mise au service de cette philosophie qui prétend qu'une guerre est d'autant plus humaine qu'elle est plus atroce, parce qu'elle est plus courte). — H. Lemonnier. Paris menacé, juillet-septembre 1536. — R. Blanchard. La Flandre, théâtre d'opérations militaires (étude de géographie militaire, avec une carte). — Commandant Weil. Autour du Congrès de Vienne. Le vol de l'aigle (lettres et documents relatifs au départ de Napoléon de l'île d'Elbe). — R. Gillouin. Psychologie du germanisme (le piétisme, le mysticisme, l'évangile « scientifique » de la race).

9. — Revue des Deux Mondes. 1914, 15 mai. — E. Renan. Pages inédites (écrites en décembre 1843 lorsque Renan allait entrer à Saint-Sulpice. Il trace les « principes de conduite » qu'il se propose de suivre. Il sent qu'il n'a pas la vocation de l'apostolat, qu'il est trop séduit par l'égoïsme philosophique; mais il ne doute pas encore de sa foi. Il écrit cependant : « Si le christianisme est vrai...; si l'avenir me montrait ailleurs la vérité..., je suivrais la vérité là où je la verrais... »). — Colonel Baratier. Souvenirs de la mission Marchand (suite le 1er juin; fin le 15 juin; intéressant). — Comte d'Haussonville. Mme de Staël et M. Necker, d'après leur correspondance inédite. VII : Mme Necker à Weimar (où elle puisa les idées qu'elle devait répandre dans son *Allemagne*). VIII, le 1er juin : Mme de Staël à Berlin, mars et avril 1804. IX, le 15 juin : les dernières années et la mort de Mme Necker. — Fr. Picavet. Roger Bacon. La formation intellectuelle d'un homme de génie au XIIIe siècle. = 15 juin. Émile Ollivier. La fin de l'Empire. I, Les derniers jours du régime (de la nomination de Trochu comme gouverneur de Paris, le 18 août au 3 septembre). II, le 1er juillet (la nouvelle du désastre de Sedan au Corps législatif; la déchéance; le départ de l'impératrice). III, le 15 juillet (la proclamation du gouvernement provisoire à l'Hôtel-de-Ville, la fin du

Corps législatif et du Sénat). — R. PINON. Une étape de l'histoire de la Chine (disparition du régime impérial remplacé par une république démocratique, mais en réalité au profit d'un dictateur : Yuan-Chekai). = 1er juillet. Marcel REYMOND. L'art de la Révolution française. — Vicomte G. D'AVENEL. Le port des lettres depuis sept siècles. — M. BOREL. Le divorce de Mme Patterson Bonaparte (mariée à Jérôme Bonaparte en 1803, Mlle Patterson fut abandonnée par un mari qui, cédant à la volonté de Napoléon Ier, fit annuler son mariage et épousa en 1807 Catherine de Wurtemberg. Mme Patterson demanda son divorce en 1811, afin de pouvoir conserver ses possessions aux États-Unis tout en continuant de recevoir la pension de 60,000 francs que lui faisait servir l'Empereur. Elle vint en Europe avec son fils dans l'été de 1815 et y passa désormais la plus grande partie de sa vie. Elle mourut en 1879). = 15 juillet. WELSCHINGER. Les souvenirs de M. de Freycinet (tome II et dernier, comprenant la période qui s'étend de 1878 à 1893). — Aug. THIERRY. Les amuseurs d'autrefois : Paradis de Moncrif. — G. GOYAU. Une personnalité religieuse : Genève, 1535-1907. I. L'éclosion de la « cité de Dieu » ; la Genève calvinienne. = 1er août. Mlle Valentine MASUYER. La reine Hortense et le prince Louis. I : Le voyage d'Italie, octobre 1830 (Mlle Masuyer, dame d'honneur de la reine Hortense depuis 1830, a tenu un intéressant journal sur les événements auxquels elle fut mêlée depuis cette date jusqu'à 1837, année où mourut la reine ; c'est un témoignage très direct, fort intéressant en ce qui concerne les deux fils de la reine, en particulier le prince Louis, qui fut plus tard Napoléon III). II, 15 août : Le séjour à Rome, novembre 1830-février 1831. III, le 1er octobre : L'insurrection des Romagnes, février-mars 1831 (très intéressant ; détails très précieux et de première main sur la maladie et la mort du prince Napoléon, frère du prince Louis). IV, le 1er novembre : La fuite en France, mars-avril 1831 (récit, dramatique par endroits, de la fuite en France de la mère et du fils que recherchait la police, acharnée sur la piste d'un des principaux chefs de l'insurrection romagnole ; leur arrivée en France et leur séjour à Paris au moment de l'échauffourée du 5 mai à la colonne Vendôme ; expulsion de la reine le 6 mai). — Germain LEFÈVRE-PONTALIS. Le septième centenaire de Bouvines. = 15 août. Henri JOLY. Les universités italiennes. — T. DE WYSEWA. Les confessions d'un capitaine prussien (pour faire connaître la mentalité de la caste militaire). = 1er septembre. H. WELSCHINGER. La neutralité belge (pronostics cruellement démentis par les événements). — V. BÉRARD. Choses d'Allemagne. Deux méthodes diplomatiques (oppose la « politique réaliste » de Bismarck et le mercantilisme de Guillaume II). — L. GILLET. Les images d'Épinal (esquisse d'une industrie locale qui touche à l'art par un tout petit côté et qui disparaît). — Pierre DE QUIRIELLE. L'Alsace en 1814 et en 1914. — T. DE WYZEWA. Les principes et les procédés de la « germanisation polonaise » (d'après les ouvrages de Hasse, Burck et Nicaise). =

15 septembre. Le pontificat de Pie X. — R. Simon. La prise de Constantinople par les Turcs en 1453 (d'après l'ouvrage de G. Schlumberger). — T. de Wyzewa. L'âme allemande analysée et jugée par les Allemands (ces auteurs allemands sont C. Wigand, C. Brachvogel et O. Krille). = 1er octobre. Le livre du prince de Bülow sur la politique allemande. — J. Flach. La première réunion à l'Allemagne de la Lorraine et de l'Alsace était-elle fondée en droit public? (c'est seulement après 925, sous Henri Ier, que le royaume de Lorraine, dont l'Alsace faisait partie, fut en fait rattaché à la France orientale ou allemande; mais après comme avant cette date les rois carolingiens ne cessèrent de revendiquer le royaume de Lorraine comme une dépendance légitime de leur couronne. Le droit des Carolingiens n'a jamais été périmé). = 15 octobre. Émile Boutroux. L'Allemagne et la guerre. — Giuseppe Gallavresi. Les origines et les limites de la neutralité italienne. = 1er novembre. H. Welschinger. Souvenirs de Bordeaux, 1871-1914 (suite le 15 novembre). — Baron Jehan de Witte. Carol Ier, roi de Roumanie. — P.-M. Masson. Chateaubriand en Orient (critique impitoyable de l'*Itinéraire*, qui fourmille d'inexactitudes, mais qui reste malgré tout l'œuvre d'un poète). = 15 novembre. V. Bérard. La monarchie des Habsbourg, d'après le livre de H. Wickham Steed. — V. Giraud. La question d'Alsace-Lorraine dans le roman français contemporain. — Baron André de Maricourt. L'incendie de Senlis; récit d'un témoin (écrit le 5 septembre 1914, trois jours après l'incendie). — S. Rocheblave. George Sand et sa famille pendant la guerre, 1870-1871. — F. Roz. Une campagne d'opinion avant l'entente cordiale (d'après les souvenirs de Sir Thomas Barclay, 1876-1906). = 1er décembre. L. Dumont-Wilden. Albert Ier, second fondateur de la Belgique. — Bellessort. En Extrême-Orient. I. La déclaration de guerre (très intéressant; explique pourquoi le Japon a déclaré la guerre à l'Allemagne : ce n'est pas seulement pour obéir à la lettre du traité qui le liait à l'Angleterre, mais pour venger l'affront que lui fit l'empereur allemand en 1895). — Ed. Schuré. L'Alsace française, 1871-1914 (l'Alsace sous le joug prussien; l'idée de l'autonomie, cristallisation de l'âme alsacienne, la ruée du pangermanisme). — V. Margueritte. Visions de guerre (après la victoire de la Marne : la destruction de Senlis). — Comte Gabriel de Mun. Un conclave de six mois au milieu du XVIIIe siècle. L'élection de Benoît XIV (d'après les archives des Affaires étrangères et une relation italienne du conclave de 1740 publiée en 1888). = 15 décembre. Étienne Lamy. Nos chansons de geste (d'après l'œuvre de J. Bédier). — G. Ferrero. Le conflit européen d'après les documents diplomatiques (le moment critique des négociations qui ont précédé la guerre est le 29 juillet. « C'est le 29 que l'Allemagne, revenant tout à coup à son projet, déjà caressé le 26, d'amener la Russie à une capitulation, se substitue à l'Autriche, proteste à Saint-Pétersbourg contre la mobilisation sur la frontière autrichienne, menace enfin de la mobilisation et de la

guerre si la Russie continue à mobiliser, en rendant désespérée une situation déjà critique ». Il est donc impossible de soutenir « que l'Allemagne a été provoquée par la Russie, l'Angleterre et la France; dans cette terrible affaire, ces trois puissances ont poussé l'esprit de conciliation jusqu'à son extrême degré »). — Ch. RICHET. La France pacifique. — F. SARTIAUX. Le sac de Phocée et l'expulsion des Grecs ottomans d'Asie Mineure en juin 1914 (« le sac de Phocée n'est qu'un épisode, un incident local, dans un grand événement, sur lequel la presse européenne est restée muette jusqu'ci : l'expulsion progressive des Grecs ottomans de l'Asie Mineure »). — L. BERTRAND. Nietzsche et la guerre. — G. FAURE. De Montmirail à Valmy, 1814-1914. — A. BEAUNIER. Joseph Joubert et Tahiti (Joubert fut amené à s'occuper de Tahiti par le récit des voyages de Cook et il entreprit un éloge du grand voyageur anglais, éloge qui ne fut jamais achevé). — C. BELLAIGUE. Beethoven d'après les témoins de sa vie. — T. DE WYSEWA. Henri de Treitschke et le pangermanisme. = 1915, 1er janvier. L. DE LAUNAY. Les champs de bataille prédestinés. Histoire et géologie (sur tout le front de combat, de la mer du Nord au Jura). — G. GALLAVRESI. Le marquis Visconti Venosta. — P. NOTHOMB. La Belgique martyre (résume les enquêtes poursuivies par le Comité belge « sur la violation des règles du droit des gens, des lois et coutumes de la guerre ». Nulle lecture ne peut, comme celle-là, soulever le cœur, indigner l'esprit, inspirer de l'horreur pour les maximes de guerre pratiquées par l'armée allemande). — H. WELSCHINGER. Souvenirs de Bordeaux, 1871-1914 (raconte comment furent négociés et signés les préliminaires de la paix le 27 février). — L. BERTRAND. Nietzsche et la Méditerranée. — A. RISTELHUEBER. Les Maronites. — A. BEAUNIER. Voltaire en Prusse (d'après ses *Mémoires* réédités par René Descharmes).

10. — Revue politique et littéraire (Revue bleue). 1914, 21-26 nov. — VESNITCH. La Serbie et la guerre européenne. = 5-12 décembre. P. FLAT. Un prophète de l'Allemagne : le prince B. de Bülow (extrait du très instructif volume publié par le prince peu de temps avant la guerre sous le titre : *la Politique allemande*). — J. FLACH. Le siège de Paris en 1590 et le « Traité de la constance et consolation ès calamités publiques » de Guillaume du Vair (fin le 19-26 décembre; analyse d'une œuvre vieille de plus de trois cents ans et dont les maximes s'appliquent parfaitement au temps présent). — PÉLADAN. Revision des valeurs esthétiques allemandes. — F. ROZ. L'opinion américaine et la guerre. = 9-26 décembre. Ch. LALLEMAND. La guerre actuelle et ses conséquences géographiques. — A. BOSSERT. Pourquoi l'Allemand n'est pas aimé en Europe (d'après deux articles de Steinhausen parus dans la *Deutsche Rundschau*).

11. — Bulletin de la Société archéologique de Touraine. T. XIX. Année 1913, 4e trim. — J. ROUGÉ. La châtellenie de Vou (au

XVIIIe s.). — L. BOSSEBOEUF. Les maisons historiques de Tours (suite). L'hôtel Binet (notes sur les XVe et XVIe s.). — J. ROUGÉ. L'église de Vou (Indre-et-Loire). — AUDARD. Essai bibliographique sur les actes épiscopaux de Mgr de Conzie, archevêque de Tours, 1774-1795 (suite et fin).

12. — Mémoires de la Société de l'histoire de Paris et de l'Ile-de-France. Tome XL, 1913. — P. GUÉRIN. Délibérations politiques du Parlement et arrêts criminels au milieu de la première guerre de religion, 1562 (important article de 116 pages). — A. VIDIER. Les marguilliers laïcs de Notre-Dame de Paris, 1204-1790 (1re partie; important mémoire, accompagné de deux plans et suivi d'un choix de pièces justificatives).

13. — Mémoires de la Société éduenne. T. XLI. Année 1913. — G. VALAT. Nicolas Rolin, chancelier de Bourgogne, † 1461. — P. MONTARLOT. Les émigrés de Saône-et-Loire. — Ch. BOËLL. Histoire d'un donjon : la tour de Savigny-le-Vieux. — R. GADANT. Note sur une navicelle de bronze et sur la navigabilité de l'Arroux à l'époque romaine. — M. DE ROMISZOWSKI. Les monnaies de Magnence (350-353 de J.-C.). — Vicomte DE CHAIGNON. Note sur une colonne de l'époque romaine conservée à l'hôtel Rolin, improprement dite en « cyanite ». — Comte A. DE VOGÜÉ. Châteauneuf, son château et ses seigneurs, 1175-1802. — E. PICARD. Les tombes de Louis de La Trémoille, comte de Joigny, et de Marguerite de Ventadour, son aïeule, dans le chœur de l'église de La Bussière. — Plaque de cheminée du XVIIe siècle aux armes de Tavanes et de Montpezat. — Démolition d'une partie de la chapelle Sainte-Anne à Autun. — Ancien canal de la Vesvre-aux-Moreaux, à Autun. — Épisode du passage de Napoléon à Autun, en 1798. — Gobelet en schiste de l'époque gallo-romaine. — Les origines de Paris-l'Hôpital et son établissement d'Hospitaliers. — La louveterie dans l'Autunois à l'époque carolingienne. — Navicelle en bronze découverte en 1873 au Cervau, commune de Curgy. — Figurine égyptienne trouvée à Autun. — *Franchisia* accordée en 1231 aux habitants d'Autun par le duc Hugues IV. — *Aureus* de Maximien Hercule et petits bronzes quinaires de Maximien, de Magnence et de Constantin.

14. — La province du Maine. 1914, avril. — G. BUSSON. La transcription latine des noms de lieu français dans les actes latins du moyen âge (suite dans le n° de mai). — Vicomte MENJOT D'ELBENNE. État des sommes dues par le diocèse du Mans à la chambre apostolique de l'antipape (*sic*) Benoît XIII, en 1405 (d'après un document des archives Vaticanes; suite dans les n^os de mai, juin et juillet; fin en août. Ce document prendra toute sa valeur quand on aura identifié les noms de lieu). — H.-M. LEGROS. Vieilles horloges du Maine (suite: horloges de la Cigogne, du Chapitre, de l'abbaye de Saint-Vincent). — Ch. GIRAULT. Les seigneurs de Milesse (suite dans les

nos de mai, juin et juillet; fin en août. Notes biographiques, généalogiques et héraldiques). — F. Uzureau. A propos de René Breslay de Troyes (1604-1641). = Mai. A. Lacroix. Le testament de Jean Adèle, curé de Saint-Mars-la-Bruyère (1499). = Juin. G. Busson. Saint Aldric, évêque du Mans, 832-857 (fin). — L. Froger. Note sur l'établissement d'une chapellenie fondée dans la chapelle du chevet de la cathédrale du Mans (1483-1493). — F. Uzureau. L'Université d'Angers et le collège de La Flèche, 1776-1793 (lettres patentes de Louis XVI). = Juillet. H.-M. Legros. La taille à Bérus en 1673 (un faux noble; mauvais payeurs). — L. Froger. Les séjours du roi Philippe VI au Maine (d'après J. Viard).

15. — Revue africaine. 1913, 3e et 4e trim. — P. Mesnage. Le christianisme en Afrique (origines, développement, extension). = 1914, 1er trim. G. Yver. Lettres de Ben Allal au maréchal Valée (1838-1839). — R. Basset. Une nouvelle inscription libyque (trouvée à Hakemti). — E. Lévy-Provençal. Note sur un fragment de cursus sénatorial relevé à Constantine. — A. Cour. Note sur une collection d'autographes arabes de l'ancien ministre de France au Maroc, Charles Féraud. — E. Vidal. Notes sur la peinture arabe d'après les fresques de la Tour-des-Dames dans l'Alhambra de Grenade.

16. — Revue de Bretagne. 1914, mars. — R. de Laigue. L'affaire des afféagements de Redon à la fin du XVIIIe siècle (conflit entre l'abbaye Saint-Sauveur de Redon et ses vassaux au sujet des « communs »). — F. Uzureau. Le deuxième abbé de la Trappe de Bellefontaine (Alexandre-Joseph Guillaume, le P. Fulgence, élu le 6 juillet 1830). — E. Clouard. Deux bourgeois de Vitré, journal inédit, 1490-1583 (suite en mai; vie privée et locale; peu de renseignements généraux). — H. Le Gouvello. La chapelle Saint-Yves à la cathédrale de Nantes (au sujet de la restauration de cette chapelle). — P. Martin. Assemblées dans les églises de Bretagne au moyen âge et à la Révolution (suite en juin; assemblée dans l'église paroissiale des citoyens actifs de Concoret pour la formation de la municipalité, 1790; tumulte dans l'église de Ménéac, 1790; inventaire des biens d'église à Concoret, 1790; émeute dans l'église de Ploërmel, 1791). — J. de La Passardière. Topologie des paroisses du Léon (suite en mai; étymologies). = Avril-mai. A. Travers. La race celto-ligure en France et en Angleterre (d'après d'Arbois de Jubainville et Jullian). — Dr Oriou. Des Celtes-Bretons et des Gallo-Bretons (suite en juin; remarques historiques et psychologiques). = Juin. Abbé Le Claire. L'ancien château de Mauron (son emplacement, son histoire, le lieu de la bataille). = Juill. Abbé Grégoire. Les derniers jours de l'abbaye de Villeneuve, diocèse de Nantes, ancienne paroisse de Bignon (en 1790; avec une histoire abrégée de l'abbaye). — Abbé Le Claire. L'ancien château de Mauron (fin). — F. Uzureau. Mme de Saint-Sauveur, guillotinée le 25 janvier 1794. — P. Martin. Assemblées dans les églises de Bretagne au moyen âge et à la Révolution (suite).

17. — Revue de Gascogne. 1914, avril. — Vicomte DE LARY DE LATOUR. Une affaire d'empoisonnement sous Louis XIII (détails curieux pour l'histoire des mœurs, tirés des papiers de la famille Latour, à Miramont-Latour, Gers). — B. DARMILLACQ. Un mandement épiscopal sur la rentrée des Bourbons (mandement de l'évêque d'Agen ordonnant un *Te Deum* pour les « heureux événements qui nous donnent la paix et nous rendent le roi et son auguste famille », 24 avril 1814). — A. DEGERT. Les assemblées provinciales du clergé gascon; chap. III : les assemblées au temps de la Ligue; chap. IV : sous le règne de Henri IV (livraison de mai; suite en juin). — A. CLAVERIE. Au château de Mauvezin en Bigorre (suite de l'histoire de la maison de Grailly; fin en juin). = Mai. J. DUFFOUR. Démographie et dépopulation dans le Gers (beaucoup de chiffres tristement éloquents, portant sur le XVIIIe siècle et sur la première moitié du XIXe). — J. LESTRADE. L'évêque de Comminges et l'argenterie des églises de son diocèse en 1789. — A. LAFFONT. L'école à Mauvezin pendant la Révolution. = Juin. E. SAINT-RAYMOND. Affaires ecclésiastiques en Gascogne d'après les dépêches du nonce Bentivoglio, 1617-1621. — A. DEGERT. Origine et fondation de Gan (trois lettres du pape Benoît XII nous apprennent que cette petite ville a été fondée en 1358; c'est une bastide qui fut créée par le comte de Foix dans le diocèse d'Oloron). = Juillet-août. P. COSTE. Rapports de saint Vincent de Paul avec l'abbé de Saint-Cyran (très intimes au début, ses relations s'altérèrent dès que Saint-Cyran eut commencé d'exprimer des opinions hétérodoxes. Réédite la déposition faite par Vincent de Paul quand, par ordre de Richelieu, il fut interrogé, le 2 avril 1639, sur Saint-Cyran, qui était enfermé au château de Vincennes depuis onze mois déjà). — E. LABADIE. Quelques mots à ajouter à l'histoire de la faïencerie de Samadet, dans la Chalosse. — A. DEGERT. Les assemblées provinciales du clergé gascon (suite; chap. V : sous Louis XIII; vers la soumission au pouvoir royal). — J. LESTRADE. Honneurs funèbres rendus à Pierre de Marca par le chapitre de Saint-Sernin à Toulouse. = Sept.-oct. A. DEGERT. Une charte auscitaine mal datée. Vraie date de la mort de saint Bertrand de Comminges (la charte 65 du *Cartulaire noir d'Auch* ne doit pas être datée « d'environ 1137 », mais de 1123-1125, ce qui permet de placer la mort de saint Bertrand entre 1123 et 1124). — P. COSTE. Rapports de saint Vincent de Paul et de l'abbé de Saint-Cyran (suite et fin). — A. DEGERT. Les assemblées provinciales du clergé gascon (suite).

18. — Revue de l'Agenais. 1914, mars-avril. — MARBOUTIN. Les religieuses de sainte Innocente et la famille de Valence (retrace l'histoire des reliques de sainte Innocente, par ailleurs tout à fait inconnue, qui furent données par le pape Benoît XIII à Henri Bernard, seigneur de Valence d'Agenais en 1729, et ensevelies au prieuré fontevriste de Paravis). — J. AMBLARD. Un centenaire. 12 avril 1814. La prise de Nérac par Florian (Florian était un chef de partisans qui

harcela l'armée de Wellington; la prise de Nérac, le 12 avril, est relatée dans une lettre écrite par J.-N. Labat à son fils, de Nérac même, le 17 avril suivant. Minuscule épisode d'ailleurs, puisqu'il s'agit d'une garnison de soixante-dix Portugais enlevée par une troupe de dix-sept cavaliers et de huit fantassins). — BOUDON DE SAINT-AMANS. Cryptographie agenaise ou Journal secret d'Agen depuis le 1er mars 1814 jusqu'à pareil jour 1817, publ. par R. BONNAT (suite; du 30 juin au 21 juillet 1815 : suite en mai, du 22 juillet au 15 août 1815). — A. BONNAT. Extraits du rapport au préfet et au Conseil général sur le service des archives de Lot-et-Garonne, 1912-1913. = Mai-juin. Chanoine DURENGUES. L'abbaye de Saint-Maurin (résumé de son histoire, qui est surtout celle de ses ruines successives, et liste des abbés, énumération des biens de l'abbaye). — J.-R. MARBOUTIN. L'ordre impérial des trois toisons d'or et les Agenais (un projet pour la création de cet ordre fut promulgué à Schœnbrunn le 15 août 1809; il ne fut jamais mis à exécution). — A. BARTHALÈS. Les fouilles de Sos. = Juill.-août. J.-R. MARBOUTIN. Protestation du comte de Chaudordy contre les atrocités allemandes en 1870. — Ph. LAUZUN. La vie au château d'Aiguillon au couchant de la monarchie. — ID. Les *Antiquitez d'Agen*, par Darnalt (préface à une nouvelle édition de cette chronique locale. Le texte suit et devra continuer dans les numéros suivants).

19. — Revue de l'Anjou. 1914, mars-avril. — O. RAGUENET DE SAINT-ALBIN. Pensionnaires et externes à l'Académie d'équitation d'Angers au XVIIIe siècle (1755-1790), d'après un document inédit; suite en mai-juin (liste des entrées). — V. DAUPHIN. Recherches pour servir à l'histoire de l'industrie textile en Anjou (suite; ch. V : les manufactures au XIXe siècle; ch. VI, en mai-juin : les manufactures des toiles à voiles; chap. VII, en juill.-août : les ouvriers et la réglementation du travail). — A. LEFORT. Abrégé de la vie de Jacques Peccard, prêtre français (fin). = Juill.-août. Général DE LACROIX. Note sur « la Bataille du Mans » et « les Colonnes mobiles de l'armée de Chanzy », de M. Alwrod (une note préliminaire annonce que le capitaine Alwrod, blessé le 28 août en Alsace, a pu reprendre le commandement de sa compagnie). — H.-M. LEGROS. Une visite d'évêque à Bazenges-sur-Loir en 1655. Mgr Henry Arnauld, évêque d'Angers (cet évêque était le deuxième des vingt-deux enfants d'Antoine Arnauld, le « grand Arnauld ». Publie la relation officielle de cette visite épiscopale, écrite le 19 octobre 1655. Diverses pièces justificatives). — Ét. PORT. Les artistes angevins. — F. FRANÇOIS. Le fief de La Rançonnée.

20. — Revue de Saintonge et d'Aunis. 1914, 1er avril. — Dr ATGIER. Millefleurs; histoire d'une gentilhommière à l'île de Ré, aux XVIIe et XVIIIe siècles; suite le 1er juin et le 1er août. — Chanoine LEMONNIER. La déportation ecclésiastique à Rochefort, 1794-1795, d'après les documents officiels; suite le 1er juin et le 1er août. = 1er juin. Dr SOT-

TAS. État militaire de l'Angoumois, Saintonge et Brouage, 1599-1623; suite le 1er août. = 1er août. Fragment d'un récit de voyage en Saintonge (relation rédigée en 1739 par Louis de Chancel de Lagrange, ancien officier de marine. Iles de Ré et d'Oléron, Soubise et Brouage; suite le 1er octobre). = 1er octobre. G. PERRIER DES BROUSSES. Une poignée d'erreurs sur l'archéologue saintois François-Marie Bourguignon, dit Bourignon (XVIIe siècle).

21. — Revue d'histoire de Lyon. 1914, mai-juin. — E. BAUX et V.-L. BOURRILLY. François Ier à Lyon en 1516 (suite et fin; négociations diplomatiques et affaires financières; documents inédits tirés de la Bibl. nat., des Arch. nat., des archives de Lucerne, des archives de Turin). — Eug. VIAL. La statue de « l'Homme de la Roche »: la légende de J. Cléberger (expose les textes historiques et les diverses hypothèses touchant le personnage qu'on a supposé être représenté par cette statue, mais s'abstient de toute conclusion affirmative). — C. BALLOT. L'établissement de la filature des soies en France et le rôle du gouvernement royal (fin; rôle de Vaucanson comme inspecteur des manufactures de soie). — M. AUDIN. Notes de biographie lyonnaise (le dessinateur Élie-Honoré Montagny, collaborateur de Ennio-Quirino Visconti). = C.-rendu : *E. Esmonin*. La taille en Normandie au temps de Colbert (solide, méthodique et d'une portée générale). = Juill.-août. P. METZGER. Étude historique et juridique sur le piquage d'once à Lyon au XVIIIe s. (l'expression « piquage d'once » désigne « le vol, le recel, le trafic et l'utilisation consciente des matières premières destinées à la confection de la soierie et des produits ouvrés ». Le mal est aussi ancien que l'industrie elle-même; son histoire est donc un peu aussi celle de la soierie). — M. BLANCHARD. Une émeute ouvrière dans l'Isère en 1819 (provoquée par l'introduction de la tondeuse mécanique inventée par Poupart de Neuflize). — L. VALLAS. L'opéra de Lyon devant la sénéchaussée.

22. — Revue du Nord. 1914, févr. — A. CRAPET. Le premier voyage de Louis XV à Lille, 12-14 mai 1744. — E. DEPITRE. L'opposition lilloise au projet de création d'une caisse générale de commerce, 1751. — M. BRUCHET. Une promotion abbatiale à Cambrai en 1471 (publie un compte de Vincent de Rue pour les dépenses de la promotion de l'abbé Baudoin Constant). = Mai. A. LAVOINE. La famille de Robespierre et ses origines. Documents inédits sur le séjour des Robespierre à Vaudricourt, Béthune, Harnes, Hénin-Liétard, Carvin et Arras, 1752-1790.

23. — Revue du Vivarais. T. XXI, 1913. — L. CUCHET. Aubenas. Vieilles gens, vieilles maisons (contemporaines de l'assassinat de deux Jésuites en 1593). — P. GOUY. La survivance des races préhistoriques dans la population vivaroise (à propos de la présence d'un élément mongoloïde ou laponoïde dans les Boutières et les Hautes-Cévennes). — H. ARSAC. Paul d'Albigny (fondateur de la *Revue du*

Vivarais, mort en 1912). — G. MOUNIER. La famille Sanglier, d'Aubenas (dont un représentant, Jean, fut médecin de Charles VII, qui l'anoblit en 1423). — J. RÉGNÉ. Notes sur le meurtre et le brigandage en Vivarais (auberge sanglante du Pont-de-Mars, 1725-1731; bande Bimbarade dans la région de Lachamp-Raphaël, 1728-1732). — Dr JULLIEN. A propos de la survivance des races préhistoriques dans la population vivaroise (la mensuration des sujets préhistoriques ardéchois ne révèle pas la présence d'une race mongoloïde). — DE MONTRAVEL. Château du Mézenc (sur la montagne du même nom). — L. ROSTAING. Trois anciennes routes du Vivarais dites principales (route d'Auvergne, route du Pont-Saint-Esprit à Lyon, route d'Andance à Saint-Bonnet-le-Froid). — J. DE FOVILLE. Le médailleur du cardinal de Tournon (qui a gravé les portraits du cardinal, du dauphin François et du duc d'Orléans en 1535). — J. RÉGNÉ. Documents sur la sorcellerie en Vivarais (pièces justificatives de l'étude parue sur le même sujet dans les *Mélanges Bémont;* procédures inquisitoriales de l'année 1519, rédigées en français avec parties de réponses en provençal). — A. N. Le château de Vocance (d'après la gravure, nous paraît remonter seulement au XVIe siècle). — Dr DUPIN. Examen mental des sorcières du Vivarais (affligées de délire hystérique). — C. FABRE. Le troubadour Perdigon de Lespéron en Vivarais (séjourne en Auvergne de 1194 à 1202, en Provence de 1202 à 1208; les principaux événements de sa vie pendant la croisade des Albigeois et de 1211 à 1224; valeur littéraire de son œuvre). — A. LE SOURD. Note sur les armes du pays de Vivarais (les huit écussons en bordure de l'écu vivarois représentent les huit villes du pays dont les consuls entraient à tour de rôle aux États de Languedoc). — DE MONTRAVEL. Monographie de la paroisse d'Aubenas (familles notables, principaux événements d'ordre religieux ou civil). — Souvenirs d'un Ardéchois prisonnier de guerre en Russie, de 1812 à 1814 (par Philippe Benoît d'Alissas, près Privas, mort en 1881). — Général DE CHALENDAR. Pierre Marcha est-il l'auteur des *Commentaires du soldat du Vivarais?* (non, répond M. de Chalendar, c'est de Vinezac qui a écrit les *Commentaires*). — E. NICOD. Calas (d'après une lettre écrite de Toulouse à un médecin d'Annonay, le 10 mars 1762). — R. POIDEBARD. Le docteur d'Aumont en Vivarais (note ses visites à Privas, Tournon, Saint-Péray, etc., pour la période 1749 à 1785). — J. RÉGNÉ. Situation économique et hospitalière du Bas-Vivarais à la veille de la Révolution. Mémoire du subdélégué d'Aubenas, daté du 10 décembre 1786 (rapport adressé à l'intendant de Languedoc de Ballainvilliers, qui l'a utilisé pour la rédaction de ses mémoires sur la province). — UN CHERCHEUR. Cahiers de doléances de la communauté du Pouzin (d'influence notariale).

24. — Revue historique de Bordeaux. 1914, mars-avril. — Dr G. MARTIN. Les limites historiques de la région des Graves. — Abbé A. GAILLARD. Jean de Gaufreteau et la *Chronique bordelaise*

(J. Delpit avait supposé l'existence de deux chroniqueurs, tous deux appelés Jean de Gaufreteau. A tort : Jean de Gaufreteau, curé de Libourne, que Delpit marque comme l'auteur de la première partie de la *Chronique*, est mort curé de Budos en 1639; il faut l'identifier avec l'homonyme qui, le 28 avril 1637, prononça un discours au synode diocésain de Bordeaux, et il est l'auteur de la seconde partie comme de la première. L'auteur rectifie encore d'autres erreurs commises par Delpit, en particulier l'histoire des trois mariages de Gaufreteau, qui avait été conseiller au Parlement avant d'entrer dans les ordres). — Jean DE MAUPASSANT. Un grand armateur de Bordeaux : Abraham Gradis (suite; l'expédition du Kourou). = Mai-Juin. Fr. HABASQUE. André Grellet-Dumazeau, président honoraire à la Cour d'appel de Bordeaux. L'affaire du Bonnet et les Mémoires de Saint-Simon (analyse une œuvre posthume de Grellet-Dumazeau, mort en 1909, sur la furieuse lutte entre le Parlement de Paris et les ducs dans les derniers temps de Louis XIV et sous la Régence). — W. MAYR. Une famille de sculpteurs bordelais au XVIIIe siècle. Les Vernet. — Alf. LEROUX. A propos des portails de Saint-André et de Sainte-Croix de Bordeaux (revient sur la question de la pénitence de Henri II et d'Aliénor d'Aquitaine et répond aux objections faites à son interprétation). — GÉBELIN. Récit de la Fronde à Bordeaux par Cayrac (suite). — J. DE MAUPASSANT. Note sur des sceaux de corsaires. = Juill.-août. J. RAMBAUD. L'esprit public dans le sud-ouest et l'entrée des Anglais à Bordeaux, 1814 (désorganisation, désarroi, désir ardent de la paix, tout cela explique la facile occupation de Bordeaux par les Anglais. La ville n'eût pu résister à l'envahisseur; elle eut le tort, plus tard, de vouloir se faire un mérite d'avoir été la première à les accueillir. Bazas tint d'ailleurs à honneur de le lui disputer). — W. MAYR. Une famille de sculpteurs bordelais au XVIIIe s. II : Pierre Vernet, maître sculpteur. — F. GÉBELIN. Récit de la Fronde à Bordeaux, par Cayrac (suite en sept.-oct.). — J. DE MAUPASSANT. Un grand armateur de Bordeaux : Abraham Gradis, 1699-1780 (suite; 1764-1780; à noter une affaire montée par Beaumarchais pour la fourniture de monnaies étrangères aux îles du Vent; d'ailleurs, elle ne réussit pas; fin en sept.-oct.). = Sept.-oct. Éd. HARLÉ. Un projet de transport du gouvernement de Paris à Bordeaux en 1794 (des rapports d'un espion apprennent que, vers la fin de la Terreur, il fut question de transporter à Bordeaux le Comité de Salut public et la Convention pour le cas où l'armée autrichienne se serait rapprochée de Paris. On craignit que le peuple n'en profitât pour égorger les membres de la Convention). — P. COURTEAULT. Deux séances de l'Assemblée nationale au Grand Théâtre en 1871 (celles où furent lues les protestations contre l'abandon de l'Alsace et de la Lorraine à l'Allemagne. Mort et funérailles d'Émile Küss, dernier maire français de Strasbourg). — Alfred LEROUX. A propos des portails de Saint-André et de Sainte-Croix de Bordeaux (dans un groupe de Sainte-Croix, où sont

figurés un roi couronné à cheval, une femme aux riches atours et un nain, l'auteur reconnaît Henri II rencontrant Aliénor d'Aquitaine).

25. — Revue historique et archéologique du Maine. T. LXXV, 3e livraison. Année 1914, 1er semestre. — R. TRIGER. Les fortifications du Mans : la porte du château. — FROGER et H. DEVAUX. La paroisse de Pirmil (fin). — UZUREAU. Angers contre le Mans (au sujet de l'organisation judiciaire, 1790). — L. CALENDINI. Nos prêtres noyés à Nantes (1793-1794 ; prêtres des diocèses du Mans et d'Angers).

26. — La Revue savoisienne. 1914, 2e trimestre. — Ed. CHAPUIZAT. Pictet de Rochemont et la neutralisation de la Savoie (lettre de Pictet à Capo d'Istria, de Genève, le 15 juillet 1815). — G. LETONNELIER. Notice sur l'Académie Florimontane (fin). = 3e trimestre. Fr. MIQUET. Les Savoyards devant les commissions révolutionnaires du Lyonnais. — Ch. MARTEAUX et LE ROUX. Boutae. Nouvelles fouilles aux fins d'Annecy (ces nouvelles fouilles ont livré nombre de petits objets en terre cuite et en métal ; quelques fragments d'inscriptions). — Fr. MIQUET. Prix des remplaçants militaires sous le Consulat et l'Empire.

ALSACE-LORRAINE.

27. — Revue d'Alsace. Janv.-févr. 1914. — MM. A. Gasser et A. Ingold avaient suspendu à la fin de 1913 la publication de la *Revue d'Alsace*, et voici que cette revue est reprise à Belfort sous la direction de M. L. Herbelin. Le 1er fascicule du t. I de la nouvelle série (t. LXV de la collection) vient de paraître. Il contient les articles suivants : Les forteresses, lignes de défense et cours d'eau de l'Alsace au XVIIIe siècle (reproduction d'un manuscrit de XVIIIe siècle ayant appartenu à la famille de Golbéry ; détails sur Belfort, Huningue et Landscroon, Neuf-Brisach et Schlestat). — J. JOACHIM. Un propagandiste révolutionnaire. Fort Lespomarède (originaire des Landes, arriva en 1791 à Delle en qualité de capitaine des préposés à la police du commerce extérieur, après le reculement des barrières ; il organise aussitôt à Delle une Société des amis de la Constitution ; son rôle en 1791 et 1792 ; à suivre). — Louis HERBELIN. Étude pour servir à l'histoire de Delle. Le château et les murs (l'emplacement du château marque celui de la station romaine de *Granatum* ; le château date de 1232 ; sa description d'après l'urbaire que fit faire le duc de Mazarin de 1661 à 1667 ; à suivre). — F. CARRÉ DE MALBERG. Le Haut-Rhin en 1814 après la restauration des Bourbons (voyage dans le département du chevalier de La Salle, nommé commissaire extraordinaire dans la 5e division militaire ; arrivée du préfet Lavieuville ; ses premières mesures ; voyage du duc de Berry au début d'octobre). — F. TOURNIER. Mémoires d'un curé de campagne à la fin du XVIIIe siècle (Claude-Edmond Gérard, curé à Suarce, territoire de Belfort, de 1768 à 1808, non jureur ; ce sont de simples notes ; suite en mars-avril). = Mars-avril. Les forteresses, lignes de

défense et cours d'eau de l'Alsace au XVIIIe siècle (suite; Strasbourg et le fort de Kehl; Phalsbourg, la Petite-Pierre, Lichtemberg, Drusenheim, Fort-Louis). — J. JOACHIM. Fort Lespomarède (le 10 juin 1793, il est nommé commissaire du Conseil exécutif provisoire employé à l'organisation des armées; son rôle à Cambrai au mois d'août). — Louis HERBELIN. Le château et les murs de Delle (fin de l'inventaire du château: les murs datent de 1232; ils furent construits par Henri VII, roi des Romains, fils de Frédéric II, appelé à tort ici duc d'Autriche; histoire des murailles jusqu'au XVIe siècle). — Lettres de Louis de Beer, gouverneur de Bénévent, à sa famille (les lettres sont au nombre d'environ 250 et vont du 20 octobre 1797 à la fin de 1815; à cette date, Beer se retira à Ribeauvillé, où il devait mourir en 1823; on publie ici les deux premières).

ÉTATS-UNIS.

28. — The american historical Review. 1914, avril. — H. PIRENNE. Les étapes de l'histoire sociale du capitalisme (depuis le début du moyen âge et jusqu'aux temps modernes, il y eut, dans chaque époque du développement historique, une classe distincte de capitalistes. Le groupe des capitalistes d'une époque donnée ne continue pas celle de l'époque précédente: une nouvelle organisation économique l'amène à disparaître, comme s'il était incapable de s'adapter aux conditions nouvelles. Ces vieux riches cèdent la place à des hommes nouveaux et forment une aristocratie le plus souvent passive et silencieuse. La discontinuité est donc la loi du développement économique. Brillante esquisse et qui fait penser). — D. C. MUNRO. La croisade des enfants en 1212 (article très documenté). — I. LUBIMENKO. La correspondance de la reine Élisabeth avec les tsars de Russie (illustrant les rapports économiques et politiques entre l'Angleterre et la Russie depuis 1553; d'après des documents nouveaux). — U. B. PHILLIPS. Une grande plantation de cannes à sucre à la Jamaïque (au temps de l'esclavage, à la fin du XVIIIe siècle; d'après les livres d'un grand domaine possédé par Robert Price de Penzance, 1792-1795. Condition des esclaves; leur faible rendement économique. A la fin du XVIIIe siècle, la canne à sucre cesse d'être une source de richesses : « Entre 1771 et 1791, plus des deux tiers des plantations dans la Jamaïque firent banqueroute; cinquante-cinq furent abandonnées et quarante-sept nouvelles furent établies. » Celle de Robert Price, bien qu'ayant plus du double d'esclaves qu'en employait une plantation ordinaire, équilibrait à peine son budget). = Documents : A. P. NEWTON. Un projet nouveau pour gouverner la Virginie en 1623. = C.-rendus : *H. G. Rawlinson*. Indian historical studies (recueil de dix essais et biographies; ils sont d'une lecture agréable, mais les sources ne sont pas indiquées avec assez de précision). — *H. R. Hall*. The ancient history of the Near East, from the earliest times to the battle of Salamis (important). — *H. Cl. Hoover* et *L. H. Hoover*.

Georgius Agricola : De re metallica (traduction du célèbre traité d'Agricola sur les mines et la métallurgie d'après la première édition latine de 1556. Copieuse et instructive annotation). — *H. W. van Loon*. The fall of the dutch Republic (bon). — *Fling*. Source problems on the french revolution (très utile). — *Dickinson*. Robert Fulton, engineer and artist (excellent). — *Bolton*. Guide to the materials for the history of the United States in the principal archives of Mexico (important). — *Parker*. Guide to the materials for United States history in Canadian archives (bon). — *Bassett*. A short history of the United States (résumé substantiel et bien distribué. La période coloniale est plutôt sacrifiée). — *Wiernick*. History of the Jews in America (bon résumé des travaux antérieurs). — *Douglas*. New England and New France (beaucoup d'observations intéressantes). — *Quaife*. Chicago and the old Northwest, 1673-1835 (excellente étude sur les débuts de Chicago; la frontière du nord-ouest en général est étudiée de moins près). — *C. R. Fish*. The development of american nationality (très bon manuel pour les classes). — *Ford*. The writings of John Quincy Adams; t. II : 1786-1801. — *Morison*. The life and letters of Harrison Gray Otis, Federalist, 1765-1848 (important). — *Kraus*. Die Monroedoktrin in ihren Beziehungen zur amerikanischen Diplomatie und zum Völkerrecht (étude abondamment documentée; discussions savantes et instructives). — *Rives*. The United States and Mexico, 1821-1848 (remarquable). — *Schouler*. History of the United States of America under the Constitution; t. VII : 1865-1877 (bon; la partie consacrée à l'administration de Johnson est la meilleure de l'ouvrage). — *Buck*. The Granger movement; a study of agricultural organisation and its political, economic and social manifestations, 1870-1880 (bon). — *Th. Roosevelt*. An autobiography (remarquable). — *Dionne*. Gabriel Richard, sulpicien, curé et second fondateur de la ville de Détroit. La mémoire du P. Rasle vengée (brochure qui s'adresse au grand public). — *Errazuriz*. Historia de Chile durante los gobiernos de Garcia Ramón, Merlo de La Fuente y Jaraquemada (minutieux récit des événements dont le Chili fut le théâtre de 1605 à 1612). — *Kilroe*. Saint Tammany and the origin of the society of Tammany, or Columbian order in the city of New-York (très bonne étude sur le mouvement des sociétés démocratiques aux États-Unis avant 1789. Celle de ces sociétés qui fut fondée à New-York, déjà en 1787 ou en 1786, adopta avec enthousiasme les idées de la Révolution française). = Juillet. A. B. White. Quelques exemples de la concentration des représentants au Parlement d'Angleterre (aux quelques brefs royaux, d'ailleurs bien connus, qui ont appelé au Parlement des représentants élus des comtés ou des villes, il faut en ajouter d'autres qui ont pour objet d'assembler, dans les mêmes formes, les représentants élus d'un certain nombre de comtés et de bourgs pour un objet déterminé. Ils contribuent à montrer comment l'habitude de la représentation se répandit peu à peu pendant la première moitié du XIIIe siècle). — A. L. Cross. Documents judiciaires considérés

comme sources pour l'étude de l'histoire moderne de l'Angleterre (montre de quelle utilité sont pour cette étude les rapports des cours de « common-law », les procès-verbaux des sessions trimestrielles, les rôles de manoirs). — E. R. TURNER. Les Comités du Conseil et le Cabinet, 1660-1688 (montre comment, pendant cette période, le Cabinet se dégagea peu à peu des Comités qui s'étaient formés dans le sein du Conseil privé). — I. J. COX. Le général Wilkinson et ses intrigues avec les Espagnols (prouve, d'après des documents conservés aux Archives des Indes à Séville, que ce général se laissa corrompre par les Espagnols en 1804-1809). = Document. Tarif du prix des esclaves en 1815. = C.-rendus : *Hengelmüller*. Hungary's fight for national existence, or the History of the great uprising led by Francis Rakoczi II, 1703-1711 (excellent). — *B. Holland*. The fall of protection, 1840-1850 (bonne étude sur le ministère de Peel, l'abolition des lois sur les céréales et des actes de navigation ; leurs conséquences sur tout le système colonial de l'empire britannique). — *Cory*. The rise of South Africa ; II : 1820-1834 (bon). — *J. D. Lawson*. American state trials ; I (utile recueil). — *Ch. Fr. Adams*. Transatlantic historical solidarity (étudie les conséquences de la guerre civile aux États-Unis : trois points surtout : la formation de l'unité américaine, l'abolition de l'esclavage et le développement de la démocratie). = Octobre. K. ASAKAWA. Origines de la féodalité au Japon ; les tenures immobilières (très intéressantes notions sur les conditions sociales au Japon avant le VIIe siècle de notre ère, sur la grande réforme qui fut opérée en ce siècle, sur la nouvelle hiérarchie sociale, la recommandation et l'immunité qui opérèrent des effets tout semblables à ceux que nous connaissons en Europe aux temps mérovingiens et carolingiens). — C. H. HASKINS. Le gouvernement de la Normandie sous Henri II (mémoire précis et bien documenté ; l'auteur étudie surtout l'organisation judiciaire et montre que Henri II avait déjà créé ou organisé dans son duché les grandes réformes qu'il introduisit ensuite dans son royaume). — C. M. ANDREWS. Le commerce des colonies américaines (montre l'intérêt primordial du commerce dans les rapports soit des colonies avec l'Angleterre, soit des treize colonies entre elles). — E. B. GREENE. Les colonies américaines sous la surveillance du clergé anglican pendant les premières années du XVIIIe siècle (des sectes religieuses et des missions envoyées par l'Église anglicane pour les surveiller). — A. HENDERSON. Les forces créatrices dans l'expansion américaine vers l'ouest. Richard Henderson et Daniel Boone. = Documents. Lettres relatives aux négociations de Gand, 1812-1814 (pour la paix entre l'Angleterre et les États-Unis). = C.-rendus : *T. Frank*. Roman imperialism (bon). — *Loew*. The Beneventan script ; a history of the South italian minuscule (bonne étude sur l'écriture dite lombarde, ou mieux bénéventine, d'après l'inspection de plus de six cents manuscrits). — *G. von Below*. Der deutsche Staat des Mittelalters (excellent traité des institutions allemandes au moyen âge, avec une bonne

bibliographie). — Studies in the history of English commerce in the Tudor period (trois bons ouvrages : sur les débuts et l'organisation de la Compagnie moscovite, par *A.-J. Gerson;* sur les expéditions anglaises de commerce envoyées en Asie sous les auspices de cette même Compagnie, 1557-1581, par *E. N. Vaughn;* sur le commerce des Anglais dans la Baltique pendant le règne d'Élisabeth, par *M. R. Deardorff*). — *A. P. Newton.* The colonising activities of the english Puritans; the last phase of the Elisabethan struggle with Spain (utilise surtout les archives de la « Providence Company » et se renferme entre les années 1620-1641. Fait ressortir l'importance du rôle joué par Pym). — *W. A. Phillips.* The confederation of Europe; a study of the European alliance, 1813-1823, as an experiment in the international organization of peace (information étendue et néanmoins incomplète. L'auteur estime qu'Alexandre Ier a subi beaucoup plus l'influence des idées de Rousseau critiquant le projet de paix perpétuel de l'abbé de Saint-Pierre que des rêveries de Madame de Krudener; en contribuant au traité de la Quadruple Alliance, distinct de la Sainte-Alliance, Alexandre songeait sérieusement à établir la paix du monde, tandis que Metternich, par exemple, voulait s'en servir dans l'unique intérêt de la domination autrichienne). — *Ruffini.* Camillo di Cavour e Mélanie Waldor, secondo lettere e documenti (très intéressant au point de vue psychologique; importe peu à l'histoire du Risorgimento). — *G. Hanotaux.* La guerre des Balkans et l'Europe, 1912-1914. — *R. G. Usher.* The rise of the american people (montre bien comment s'est faite l'unité politique et morale de la nation américaine). — *Th. J. Wertenbaker.* Virginia under the Stuarts, 1607-1688 (bon). — *G. L. Burr.* Narratives of the witchcraft cases, 1648-1706 (excellente étude critique sur les récits relatifs aux cas de sorcellerie à Salem dans la seconde moitié du XVIIe siècle). — *Ch. H. Lincoln.* Narratives of the Indian wars, 1675-1699. — *H. E. Bolton.* Athanase de Mézières and the Louisiana-Texas frontier, 1768-1780 (important recueil de documents; A. de Mézières eut un rôle aussi considérable que La Salle et Saint-Denis). — *Ch. O. Paullin* et *Fr. L. Paxson.* Guide to the materials in London archives for the history of the United States since 1783 (important). — Writings of *John Quincy Adams,* edit. by *W. Chauncey Ford.* Vol. III : 1801-1810. — *R. M. Johnston.* Bull Run; its strategy and tactics (bon). — *H. E. Smith.* The United States federal internal tax history 1861-1871 (bon). — *Ch. A. Beard.* Contemporary american history, 1877-1913 (insuffisant). — *J. A. Le Roy.* The Americans in the Philippines; a history of the conquest and first years of occupation (important). — *B. S. Phillpotts.* Kindred and clan in the middle ages and after; a study in the sociology of the teutonic races (intéressant).

29. — The Nation. 1914, 21 mai. — *E. B. Mitford.* Japan's inheritance : the country, its people and their destiny (excellente étude sur la géographie du Japon). — *Backhouse* et *Bland.* Annals and

memoirs of the court of Peking, from the sixteenth to the seventeenth century (intéressant, surtout pour l'époque contemporaine). = 11 juin. *G. H. Putnam*. Memories of my youth, 1844-1865 (très intéressant; à noter pour l'histoire de la guerre de Sécession). — *J. A. Le Roy*. The Americans in the Philippines (intéressante histoire de l'occupation des Philippines par les Américains; l'auteur, mort en 1909, fut d'abord secrétaire d'un des membres de la Commission chargée par M. Taft de faire une enquête sur le gouvernement installé par les Américains; il passa ensuite le reste de sa vie dans le service consulaire; il était donc bien placé pour savoir beaucoup de choses; mais il n'a pas su les voir avec une suffisante impartialité). — William Pittis ou Pettus, ou les difficultés d'un pamphlétaire et biographe (biographie et bibliographie de ce pamphlétaire, contemporain de Defoe, par *W. P. Trent;* suite et fin le 18 juin). = 2 juillet. *W. R Thayer*. Histoire du Risorgimento; déclin du prestige monarchique en Italie. = 16 juillet. Ouvrages récents relatifs à la guerre civile aux États-Unis (suite de quatre articles publiés par Ch. Francis Adams, à l'occasion de la récente biographie de Lord Lyons par *Lord Newton;* voir les 23 et 30 juillet et 6 août). — Découverte de la plaque de plomb, avec inscription, du chevalier de La Vérendrye (constatant l'arrivée de La Vérendrye parmi les Indiens de Little-Cherry, le 15 mars 1743). = 6 août. *R. Barrington*. Life of Walter Bagehot (excellente biographie de Bagehot par sa belle-sœur). = 20 août. *A. T. Clay*. Babylonian records in the library of Pierpont Morgan (2e partie; ces textes montrent, entre autres faits intéressants, que la civilisation babylonienne ne fut interrompue ni par la conquête de Cyrus en 539, ni par la conquête d'Alexandre en 333; elle persista, en dépit des influences étrangères qui la menaçaient). = 27 août. *Stirling*. Macdonald of the Isles (romantique histoire des Donald, seigneurs des Hébrides). = 10 septembre. Louvain vers l'an 1600 (note sur une description de la ville par Juste Lipse en 1605. Publie quelques vers latins qui célèbrent l'importance de cette ville et de son Université). — *W. Sombart*. The Jews and modern capitalism (important; montre l'influence prédominante exercée par les capitalistes juifs dans la vie économique et cherche à en déterminer les causes). = 17 septembre. *Prior* et *Gardner*. An account of mediæval figure sculpture in England (très bonne étude sur la sculpture médiévale en Angleterre; efforts heureux pour déterminer les principales écoles de sculpteurs; 855 reproductions photographiques). = 24 septembre. *Cheney*. A history of England from the defeat of the Armada to the death of Elizabeth; I (bon; cet ouvrage vient heureusement combler le vide qui existait entre la fin de Froude et le commencement de Gardiner). = 8 octobre. Ce qu'il faut entendre par la « culture » allemande (difficulté de préciser ce terme; quoi qu'il en soit, il s'en faut que l'Allemagne puisse prétendre à la suprématie dans les régions les plus élevées de la science). — La destruction de la cathédrale de Reims (H. S. M. van Crommelin écrit d'Amsterdam :

« Autant que je puis savoir, les Allemands ont épargné la cathédrale aussi longtemps qu'ils ont pu; la calamité qui accable aujourd'hui la civilisation doit être attribuée à une terrible destinée qui a mis cette perle de l'architecture juste sur le chemin de deux grandes armées ». La Fatalité est une divinité complaisante; elle ne veut rien voir et ne sait rien comprendre). — La faillite de la civilisation occidentale (lettre du célèbre savant japonais Yone Noguchi). — *Vu Ting Fang*. America through the spectacles of an oriental diplomat (on est affligé de rencontrer tant de légèreté, tant de platitudes sous la plume d'un ancien ministre de la Chine aux États-Unis, d'un des porte-parole du parti de la Jeune-Chine contre les Mandchous). = 15 octobre. *J. G. Frazer*. The Golden Bough : Balder the beautiful; the fire festivals of Europe and the doctrine of the external soul (précieux recueil de faits et de légendes qui éclairent l'histoire morale et sociale de l'humanité). = 22 octobre. La convoitise de l'empire (à qui incombe la responsabilité de la guerre actuelle? Au changement qui, durant la dernière génération, s'est opéré dans la mentalité allemande. Les doctrines de Nietzsche ont commencé le mouvement; elles ont inspiré les idées de Treitschke sur la politique et trouvé enfin un metteur en scène pratique en Bernhardi. En les poussant vers un impérialisme forcené, elles ont corrompu chez les Allemands la notion du patriotisme). — La Prusse et la culture germanique (d'après l'ancien chancelier, prince de Bülow). = 29 octobre. La guerre vue à travers les lunettes allemandes (rapide et superficielle revue de publications récentes, surtout anglaises, sur les origines de la guerre et la mentalité actuelle du peuple allemand). = 19 novembre. Ce qu'il faut entendre par le mot de « kultur » (les Allemands entendent ce mot dans un sens de plus en plus étroit; le progrès social consiste à leurs yeux en une organisation méthodique du travail en général et des services publics en particulier; la manière dont ils l'appliquent leur paraît si bien l'expression de la raison même qu'ils prétendent l'imposer à l'univers entier; convaincus, d'une part, qu'ils sont appelés à recueillir la succession d'une Angleterre désormais finie et, d'autre part, que les peuples slaves sont condamnés pour toujours à une existence inférieure, celle de paysans abrutis par une mauvaise hygiène et par l'alcoolisme). — Carlyle et l'Allemagne d'aujourd'hui (il serait tout à fait injuste de considérer Carlyle comme un admirateur du militarisme prussien et ses écrits comme une des sources où a puisé Nietzsche). = 26 novembre. La guerre et le point de vue allemand (lettre de M. Paul Darmstædter, professeur à Gœttingue. Nous avons le profond regret de constater que, dans cette lettre, notre collaborateur n'a guère fait que reproduire les affirmations ou les négations contenues dans le fameux manifeste : « An die Kulturwelt! » Il déclare, lui aussi, sans connaître les pièces du procès, que l'Allemagne était animée des intentions les plus pacifiques et que toute la responsabilité de la guerre doit retomber sur la Triple-Entente et la Belgique!). — *Trevelyan*. George III and Charles Fox;

vol. II (remarquable; grand effort d'impartialité). = 10 décembre. Les origines de la guerre; étude analytique par M. Fred. Conybeare (lettre qui fait honneur à celui qui l'a écrite parce qu'il s'efforce de démêler, sans parti pris, les sentiments et les raisons des adversaires en présence. Le grand scandale de l'Allemagne contemporaine est, à ses yeux, d'avoir voulu asservir le monde, ce que ne peut se permettre aucun peuple de race indo-européenne). — Science allemande et culture allemande (lettre de M. Warner Fyfe tendant à prouver que les services rendus par la science allemande aux États-Unis ont été fort exagérés, que la « deutsche wissenschaftliche Methode » est en grande partie une méthode pour dispenser d'avoir des idées). — *Fitch*. Junipero Serra (bonne biographie d'un franciscain qui entreprit de civiliser la Californie et qui, au prix de grands efforts, réussit du moins à empêcher cette lointaine colonie espagnole de tomber aux mains des Russes, déjà maîtres de l'Alaska. Le P. Serra, de cette façon, a rendu aux États-Unis un signalé service). = 17 décembre. Il ne faut pas oublier la France (grandeur morale de la France qui s'est manifestée d'une façon si inattendue au lendemain même des revers subis au mois d'août dernier). — Livres sur la Californie. — *Margoliouth*. The early development of Mohammedanism (considérations sur le Coran et la loi sacrée des mahométans. Vues étroites et contestables). — *Tarn*. Antigonos Gonatas (remarquable). = 24 décembre. Le problème de la race (étude de O. G. Villard sur le problème de la race nègre aux États-Unis). — La neutralité de la Belgique (longue réfutation par E. R. Turner de la brochure, signalée plus haut, p. 137, où le professeur Burgess avait entrepris de démoutrer que l'Allemagne n'avait pas violé cette neutralité et d'expliquer dans quel sens le chancelier impérial avait été fondé à traiter de « chiffon de papier » la garantie de cette neutralité).

Grande-Bretagne.

30. — The Athenæum. 1914, 30 mai. — *J. B. Woodburn*. The Ulster Scot; his history and religion (beaucoup de bonnes choses, mais aussi des lacunes; l'auteur n'a pas déterminé d'une façon suffisante l'origine de ceux qu'il appelle les Écossais de l'Ulster). — *G. B. Laurie*. History of the royal irish rifles (bon). — Mrs *R. Barrington*. Life of Walter Bagehot (bon). = 13 juin. *Mavor*. An economic history of Russia (remarquable). = 27 juin. *T. Frank*. Roman imperialism (remarquable). — *O. Kern*. Inscriptiones graecae (bon choix d'inscriptions avec une bibliographie très utile). = 4 juillet. *Butler*. The passing of the great Reform bill (expose très bien comment le bill de 1832 a fini par être accepté par les Communes, les lords et le roi). — The life of Charles, third earl Stanhope, commenced by *Ghita Stanhope*, revised and completed by *G. P. Gooch* (excellent). — *Turquan* et *J. d'Auriac*. A great adventuress : Lady Hamilton and the Revolu-

tion in Naples, 1753-1815 (aux faits déjà connus, les auteurs en ont ajouté de nouveaux, mais qui sont puisés à des sources dénuées de valeur. Ils se refusent à croire qu'Emma ait été une menteuse et se plaisent à rejeter sur Nelson tout l'odieux ou le ridicule d'une situation déjà bien assez scabreuse. « Ce livre, non seulement offense le sentiment anglais, mais il traite les questions historiques d'une façon contraire aux règles critiques acceptées en Angleterre »). — *Barron*. The scottish war of independence (remarquable étude critique). — *J. Grant*. The old scots navy 1689-1710 (beaucoup de faits nouveaux). — *Coffey*. O'Neill and Ormond (bonne étude sur le soulèvement de 1641). = 11 juillet. *G. V. Jourdan*. The movement towards catholic reform in the early sixteenth century (intéressant). = 18 juillet. *Edward G. Browne*. Select history of Hamdullah Mustawfi-i-Qazwini (2e partie; extrait, traduit et accompagné de notes utiles, du grand ouvrage d'Hamdullah; traite des Mongols en Perse et de la dynastie des Muzaffarid). — Count *Lützow*. The Hussite wars (excellent résumé). — *Smith*. Harrington and his *Oceana* (bonne étude sur l'influence exercée par les idées de Harrington sur la constitution américaine et sur la Révolution française). — *Freshfield*. Hannibal once more (l'auteur, historien et alpiniste, a étudié à son tour le passage des Alpes par Hannibal et conclut pour le col de l'Argentière ou le Mont-Cenis). — Le soulèvement du comté d'Essex en 1601 (Richard H. Thornton publie un récit contemporain trouvé par lui au British Museum). = 25 juillet. *Bouchier*. Spain under the roman empire (bon résumé). — *B. Marsh*. Records of the worshipful company of Carpenters I. Apprentices' entry book, 1654-1694 (très intéressant et bien publié). — Sir *Th. Barclay*. Thirty years of anglo-french reminiscences, 1876-1906 (souvenirs instructifs, mais qui n'ont pas été assez mis au point). = 1er août. *P. Vinogradoff* et *Fr. Morgan*. Survey of the honour of Denbigh, 1334 (excellente édition d'un document précieux pour l'histoire sociale et économique). — *G. H. Perris*. The industrial history of modern England (très bon travail). — *W. King*. German free cities (bon résumé de l'histoire de Hambourg, Brême et Lubeck, par un ancien consul des État-Unis à Brême). — *G. Waterhouse*. The literary relations of England and Germany in the seventeenth century (bon). — Bibliography of irish philosophy and of printed irish literature. = 8 août. *G. H. Putnam*. Memories of my youth, 1844-1865 (intéressant. Putnam, qui fut un des libraires les plus connus d'Amérique et d'Angleterre, raconte les souvenirs des années passées sur le continent, surtout en Allemagne et en Angleterre). — *R. Mary Clay*. The hermits and anachorets of England (intéressant). — *E. S. Hartland*. Ritual and belief; studies in the history of religion (beaucoup d'utiles observations). — *D. C. Owen*. The infancy of religion (très intéressant). = 22 août. *R. G. Burton*. Napoleon's invasion of Russia (très bonne étude d'histoire militaire). — *A. W. Holland*. Germany (médiocre, beaucoup d'erreurs de fait).

— *Weinel* et *Widgery*. Jesus in the nineteenth century and after (considérations intéressantes sur l'historicité de Jésus). = 29 août. Report of the international Commission into the causes and conduct of the Balkan wars (il s'en faut de beaucoup que ce rapport soit impartial et vraiment critique). — *D. Hannay*. Naval courts martial (admirable collection de faits, tirés de pièces d'archives concernant la discipline, les fausses revues, les actes de mutinerie et les assassinats). — *Hitchcock*. Irenaeus of Lugdunum (ouvrage de bonne vulgarisation). — L'identification de Perceval (M. Henderson estime que le héros des romans de la Table ronde est un personnage historique : Perceval fut le fils de Guillaume, comte maréchal, et de la reine Aliénor, réciproquement représentés dans le roman par Lancelot et Guenevere. Premier article consacré à la parenté de Perceval et à ses jeunes années). = 5 septembre. *Anne Topham*. Memories of the Kaiser's court (Miss Topham fut en 1902 chargée d'enseigner l'anglais à une des filles de l'empereur, celle qui est aujourd'hui duchesse de Brunswick. Elle a donc eu souvent l'occasion de voir Guillaume II et de converser avec lui. Ses souvenirs sont fort intéressants). — *J. M. Kennedy*. How the war began (bon). — *J. W. Legg*. English church life from the Restoration to the Tractarian movement (l'auteur s'est livré à un dépouillement très consciencieux des livres imprimés ; s'il avait consulté aussi les registres des paroisses et les comptes-rendus des « churchwardens », il aurait beaucoup ajouté à la force probante de son livre). = 12 septembre. Colonel *Maude*. The campaign of Ulm, 1805. The campaign of Iena, 1806. The campaign of Leipzig, 1813 (trois ouvrages excellents). — Comtesse *Zanardi Landi*. The secret of an empress (cette comtesse prétend qu'elle est la dernière fille de l'impératrice Élisabeth d'Autriche, qu'elle naquit en 1882 au château de Sassetot en Normandie, que l'empereur François-Joseph était parfaitement au courant de l'événement et que la jeune fille allait être introduite à la cour, comme l'enfant de l'empereur et de l'impératrice, quand celle-ci fut assassinée. Elle donne de nombreux détails sur le roi Louis II de Bavière, sur le meurtre, elle dit l'assassinat, du prince impérial Rodolphe à Meyerling, etc.). — *Zelia Nuttall*. New light on Drake ; a collection of documents relating to his voyage of circumnavigation, 1577-1580 (nombreux et très intéressants documents trouvés à Mexico et traduits pour la Hakluyt Society). = 19 septembre. *Havell*. Republican Rome (insignifiant). — *R. Francis*. Augustus ; his life and his work (bon résumé). — *W. M. Petrovitch*. Hero tales and legends of the Serbians (intéressant). — *Thacker*. The Thames highway ; general history (très intéressant). — *Mason*. The church of England and episcopacy (relève avec soin tout ce que les théologiens anglicans ont dit de l'épiscopat). — Le rapport de la Commission royale d'enquête sur le P. Record Office. — L'identification de Perceval. 2e article : la mort du héros et sa tombe (Perceval, fils de la « bonne dame » qui ne serait autre qu'Aliénor d'Aquitaine, fut tué en

1233 et enseveli dans le monastère cistercien de Sainte-Croix, non loin de Thurles, en Irlande). = 26 septembre. *Fowler*. Roman ideas of deity in the last century before the christian era (très intéressant et instructif). — *Charlotte S. Burne*. The handbook of folklore (nouvelle édition, entièrement remaniée, du manuel publié en 1890 par Sir Laurence Gomme). = 3 octobre. Sir *George O. Trevelyan*. George III and Charles Fox, t. II (ce tome II nous mène de la capitulation de Burgoyne à Saratoga jusqu'à la chute du ministère de Lord North). — *Turner*. Year books of Edward II. Vol. VI. 4 Edw. II, A. D. 1310-1311. — *Edw. Fraser*. Napoleon the gaoler (montre comment Napoléon Ier traitait ses prisonniers de guerre). — *A. Gotch*. Early renaissance architecture in England (bon). = 10 octobre. *Chatterton-Hill*. The philosophy of Nietszche; *G. Bourdon*. L'énigme allemande, trad. en anglais; *Frobenius*. The german empire's hour of destiny; *Sladen*. Germany's great lie; baronne *von Suttner*. When thoughts will soar (cinq ouvrages qui aident à faire connaître l'esprit allemand). — *Gretton*. History (étudie quelle est la signification de l'histoire et comment il convient de l'écrire). — *Tollinton*. Clement of Alexandria; a study in christian liberalism (bon). = 17 octobre. *Weigall*. The life and times of Cleopatra, queen of Egypt (plaidoyer en faveur de Cléopâtre, écrit avec beaucoup d'imagination et de couleur locale). — *Gen. von Bernhardi*. How Germany makes war; *L. Murray*. The reality of war; The german army from within; *Steveni*. The russian army from within; *Graves*. The secrets of the German war office; *Mundell*. The kaiser unmasked (encore un lot de livres et de brochures sur la guerre; les deux derniers laissent une impression désagréable). — *H. Pr. Smith*. The religion of Israel; an historical study (remarquable). = 24 octobre. *Reid*. John and Sarah, duke and duchess of Marlborough, 1660-1744 (intéressant). — *Cohen*. Jewish life in modern times (œuvre d'un sioniste déclaré qui a fait effort pour recueillir des faits et établir des statistiques sans parti pris). = 31 octobre. *Foord*. Napoleon's russian campaign, 1812 (bon). — Colonel *Vachée*. Napoléon at work (très intéressant). — *G. Hunt*. The department of state of the United states (très bonne étude sur un sujet qui avait été jusqu'ici trop négligé). = 7 novembre. *Vizetelly*. My adventures in the Commune, Paris, 1871 (intéressants souvenirs). — *Barton*. Bernadotte; the first phase, 1763-1799 (excellent). — *Hodgetts*. The life of Catherine the Great of Russia (beaucoup de faits que l'auteur ne sait pas toujours dominer; mais il a le mérite de se placer, pour juger la grande Catherine, au point de vue russe). = 14 novembre. Italy's foreign and colonial policy, 1903-1909 (traduction autorisée des discours prononcés au parlement italien par M. Tittoni, ministre des Affaires étrangères). — Livres sur la guerre : The real Kaiser; *Jones*. The unspeakable Prussian; *Sakurai*. Human bullets; *Ashton*. First from the front (récits d'un correspondant de guerre en France); *Lloyd*. An Englishwoman's adventures in the german lines (ses aven-

tures dans la Belgique envahie); *Wyndham*. Following the drum. — *Brown*. The legislative union of England and Scotland (excellent). = 21 novembre. *Ch. W. Boyd*. Mr Chamberlain's speeches. — *Budge*. A history of the egyptian people (très bon résumé qui pousse l'histoire du peuple égyptien jusqu'à son absorption dans l'empire turc au XVIe siècle). = 28 novembre. *Monypenny* et *Buckle*. The life of Benjamin Disraeli, earl of Beaconsfield; t. III, 1846-1855 (très intéressant; mais M. Buckle n'a pas encore réussi à pénétrer jusqu'au fond dans l'âme de Disraeli). — Mrs *Slopes*. Shakespeare's environment (excellent; beaucoup de petites trouvailles). — *Hannah*. The heart of East Anglia; the story of Norwich (bon). — *Sihler*. Cicero of Arpinum; a political and literary biography (bonne introduction à l'étude de Cicéron; mais dans Cicéron le styliste est par trop négligé). = 5 décembre. *Maycock*. Invasion of France, 1814 (très bonne étude). — Livres sur la guerre : The great battles of the great war (correspondances militaires du *Daily Chronicle*); *Ingpen*. The fighting retreat to Paris (bon); *Dane*. Hacking through Belgium (prise de Liège, Diest, Dinant, Namur et Anvers); *Powell*. Fighting in Flanders (intéressant surtout pour les détails du côté allemand). = 12 décembre. Viscount *Esher*. The training of a sovereign; an abridged selection from *The girlhood of queen Victoria*, being her Majesty's diaries between the years 1832 and 1840. = 19 décembre. *Fr. Abell*. Prisoners of war in Britain, 1756-1815 (beaucoup de recherches). — Sir *Ed. Hain*. Prisoners of war in France, 1804-1814, being the adventures of John Tregerthen Short and Thomas Williams of Saint-Ives, Cornwall (très intéressant). — *T. Hopkins*. Prisoners of war (médiocre). — *H. R. Hall*. Ægean archæology; an introduction to the archæology of prehistoric Greece (beaucoup de faits, de conjectures téméraires, d'opinions contestables; mais néanmoins fort instructif). = 26 décembre. *A. B. Cook*. Zeus; a study in ancient religion. I : Zeus, god of the bright sky (copieux recueil de faits intéressants ou même amusants; beaucoup d'excellentes illustrations).

31. — Edinburgh Review. T. CCXX, juill.-oct. 1914. — J. A. Marriott. Un chapitre de la diplomatie anglaise, 1853-1871 (à l'occasion des biographies récentes de Lord Clarendon, Lord Lyons et Sir Robert Morier, passe en revue les principaux événements de l'époque. L'Angleterre a défendu ses intérêts pendant la guerre de Crimée; on ne peut dire qu'elle se soit mise simplement à la remorque de la France. Elle a rendu service à l'unification de l'Italie contre le gré de la reine Victoria. En revanche, son abstention dans l'affaire des Duchés, par méfiance de Napoléon III, lui a fait du tort. M. de Bismarck, avec une politesse brutale, disait à Lady Emily Russell, fille de Lord Clarendon : « Je n'ai jamais été plus heureux de ma vie qu'en apprenant la mort de votre père..., car, s'il avait vécu, il aurait empêché la guerre » de 1870. Le mot est excessif; mais nul ne pouvait mieux que lui prévenir la catastrophe. On sait, d'ailleurs, que Bis-

marck avait dépensé plus de 1,200,000 francs en Espagne pour se créer des appuis). — Dr Horace MICHELI. Le referendum à l'œuvre (naguère encore, on considérait le parlementarisme comme le dernier mot de la démocratie ; mais « aujourd'hui les peuples se plaignent de leurs parlements non moins amèrement qu'aux siècles passés des souverains despotiques ». La Suisse a montré que le referendum n'était ni trop aventureux ni trop rétrograde). — Francis GRIBBLE. La Serbie *irredenta* (difficultés de la situation pour l'Autriche. La race allemande, intelligente, active, mais vaniteuse et brutale, est incapable de fondre, comme a fait la France, les provinces qu'elle conquiert. Les Slaves, qui semblent inférieurs en ces qualités, sont, par contre, bien plus prolifiques et plus tenaces dans leurs mœurs ou leurs idées. Le projet d'un trialisme, ajoutant l'autonomie des Slaves au dualisme austro-hongrois, n'est pas pratique, parce que les Slaves des Balkans attirent vers eux ceux de l'Autriche pour créer un nouvel empire. La Triple-Alliance, en cas de guerre contre la Triple-Entente, risque de se trouver bloquée sur mer et de ne pouvoir se ravitailler qu'en gardant la voie libre par la Turquie, vers l'Asie Mineure). — Algar THOROLD. L'expansion de l'Italie (depuis 1870. Genèse de la Triple-Alliance : l'Italie s'est jointe à l'Allemagne, pour se garantir contre une restauration royaliste en France, et à l'Autriche, son ennemie, pour faire oublier les scandales qui, accompagnant l'enterrement de Pie IX, lui aliénaient l'opinion catholique. Développement intérieur et amélioration des finances). — Luigi VILLARI. L'évolution de la campagne romaine (très intéressant tableau de la *Campagna* à travers les âges. Les études et documents qui la concernent forment déjà, au ministère italien de l'agriculture, une bibliothèque spéciale, quoique incomplète, de plus de 2,000 numéros. Diminution de la malaria ; grâce au zèle de la Croix-Rouge, qui distribue abondamment la quinine, la mortalité est tombée de 3,060, en 1900, à 425 en 1910). — Amaury TALBOT. Les religions de l'Ouest africain (l'auteur, qui a étudié ces religions sur le vif, croit que l'on doit beaucoup attendre de l'Ouest africain, d'où sont venues les populations de l'Égypte et du Soudan, d'après certains savants comme MM. Wallis Budge et Flinders Petrie ; mais il faudrait, dans cette région, distinguer encore les Bantous qui ont repoussé vers la mer des peuplades antérieures et les restes de ces peuplades envahies. Ressemblances curieuses entre les mystères d'Égypte et d'Éleusis). — J. WRIGHT. La musique grecque (fut surtout, dans le principe, la cadence de la poésie. « C'était le son des mots qui saisissait d'abord l'oreille d'un auditoire grec. » L'instrumentation qui accompagnait les vers, au besoin, était un léger accessoire. Travaux de J. White, Macran, Headlam, H. Smith). — Horace BLEACKLEY. Casanova (d'après ses lettres publiées par Aldo Ravà et sa biographie par Samaran. Ses mémoires représentent assez bien la société du XVIIIe siècle ; « si les couleurs sont extravagantes, le dessin reste le plus souvent correct »). — Miss March PHILLIPS. Les pirates d'Alger. — J. DE MONTMORENCY.

Les Universités anglaises dans la vie nationale (leur origine; influence de l'Université de Paris au moyen âge. Leur rôle actuel). — Sidney Low. L'impérialisme comparé (les historiens de l'époque victorienne ont trop négligé l'aspect de l'Angleterre impériale pour l'étude de sa politique et de sa législation. Nécessité de vues comparatives. L'empire colonial de l'Espagne, qu'il faut se garder de dédaigner, ressemblait plus à l'empire romain que ne lui ressemble l'empire anglais. On a exagéré la décadence des mœurs romaines; le grand tort de Rome fut la faiblesse de son militarisme. Mais les Romains jouissaient d'avantages que n'ont plus les Anglais : leur empire s'étendait, avec l'Italie comme centre, dans une zone relativement tempérée; puis ils n'avaient pas de problème de couleur à résoudre, ni comme fusion sociale de castes, ni comme fusion politique dans les provinces qui repoussent les races étrangères. Difficultés de maintenir l'*imperium et libertas*). — Id. Germanisme et prussianisme (l'Allemagne, si riche et prospère à la fin du moyen âge, s'est trouvée jetée dans le chaos politique et social par la guerre de Trente ans. La Prusse en est sortie la première en recourant à la force; l'Allemagne n'a cru pouvoir trouver de meilleur exemple ni de plus sûr guide. En Angleterre, on ignorait généralement l'Allemagne; on ne connaissait sa langue que pour les affaires ou les voyages d'agrément. Sauf les érudits et les spécialistes, presque personne ne lisait un livre allemand. Toutefois, par réaction contre l'esprit latin et les guerres napoléoniennes, les Anglais inclinaient à vanter leur origine teutonne, à célébrer les vertus germaniques. Carlyle salue la guerre de 1870 comme le plus heureux événement qu'il eût vu, depuis sa naissance, dans l'univers. Freeman, Stubbs, Froude étaient animés de ce même esprit; Matthew Arnold et Maitland essayaient seuls de réagir). — L'Allemagne et les lois de la guerre (le sac de Magdebourg par Tilly et celui de Francfort par Gustave-Adolphe, comme représailles, ont provoqué le développement du droit international et suscité des juristes de haute valeur; mais le moyen âge avait ses règles et ce serait lui faire injure que lui comparer l'Allemagne d'aujourd'hui. La guerre présente est survenue à temps pour empêcher le cynisme et la brutalité doctrinales de s'implanter partout; dans dix ans, il eût été peut-être trop tard). — Sir H. Johnston. Les colonies allemandes. — Edmond Gosse. La guerre et la littérature (les littérateurs français en 1870-1871 s'effondrèrent pour la plupart dans une sorte d'anéantissement; et, quand ils recommencèrent à écrire, il semblait qu'ils eussent fait simplement un voyage ou une maladie, car leur œuvre ne changea pas de caractère. La Commune fut aussi barbare que l'Allemagne actuelle, l'incendie de la bibliothèque du Louvre valant celui de l'Université de Louvain; mais les intellectuels de Berlin ont une haine particulière pour la Belgique dont la culture incline du côté de la France plus que de leur bord. Deux erreurs à relever : Alexandre Dumas père n'a jamais fait partie de l'Académie française; et le dernier roman de Jules Sandeau, qui fut *Jean de Thommeray*,

est postérieur à la guerre). — Henry SHELLEY. La Croix-Rouge (surtout en Angleterre; l'Ordre de Saint-Jean et son assistance). — W. BAILEY. La vie en Croatie (notes intéressantes). — Les Archives nationales (consolidation et organisation. Pertes sérieuses par défaut de soin : ainsi les vieilles archives navales de Gibraltar ont péri, et à Halifax un important lot de documents loyalistes a disparu mystérieusement, d'après le rapport de l'Amirauté. Danger de revendiquer les pièces volées ou souscrites : on risque d'en faire détruire ou dissimuler un grand nombre, outre que l'on entrave le travail de la Commission des manuscrits historiques). — Lytton STRACHEY. Voltaire et l'Angleterre (d'après Lucien Foulet, Gustave Lanson et Churton Collins). — BLAND. L'avenir de la Chine. — Harold COX. La guerre (l'auteur reconnaît s'être trompé sur le compte de l'Allemagne et avoir eu tort de critiquer la politique méfiante de Sir Edward Grey. Mais, à la différence de son collaborateur, M. Sidney Low, il maintient que l'Angleterre eut raison de ne pas s'engager avec la France par un traité qui aurait peut-être fait hésiter la cour de Berlin, mais qui aurait pu exposer le cabinet de Londres à des risques trop divers et chanceux. Étude financière).

32. — The English historical Review. 1914, juillet. — P. A. SEYMOUR. La politique de Livius Drusus le Jeune. — H. W. C. DAVIS. La chronique de l'abbaye de la Bataille (elle se compose de deux parties rédigées par des auteurs différents, également anonymes; la première, composée au temps de Henri Ier, contient quelques utiles renseignements sur l'organisation agraire; la seconde, écrite entre 1177 et 1183, est utile à consulter pour l'histoire des institutions). — Miss Hilda JOHNSTONE. Le comté de Ponthieu de 1279 à 1307 (son histoire, son organisation administrative). — E. R. TURNER. Les « Lords justices » d'Angleterre (on désigne par ce nom un conseil de régence nommé par Guillaume III avant son départ pour le continent en 1695, à l'effet de représenter le pouvoir royal à la place de la reine morte l'année précédente, et de continuer l'œuvre du gouvernement que le Conseil de cabinet avait accomplie en son nom. Le titre et la chose sont empruntés aux institutions irlandaises. Un semblable conseil de régence fut nommé à plusieurs reprises sous les rois de la dynastie hanovrienne jusqu'en 1755). — J. H. ROUND. Le Domesday book et la division du comté d'Essex en « hides » (discute les chiffres proposés par M. Rickford). — Miss B. H. PUTNAM. Le fonds dit des « Ancient indictments » au P. Record Office. — C. L. KINGSFORD. Une ancienne collection historique du XVe siècle (description minutieuse d'un manuscrit conservé dans les archives du marquis de Salisbury à Hatfield. Publie deux fragments : 1° une chronique en latin de 1416 à 1418; 2° une chronique de Londres en anglais, de 1446 à 1450). — C. READ. Le commerce extérieur de l'Angleterre sous Élisabeth (publie un intéressant mémoire composé, semble-t-il, entre 1575 et

1585). — L. G. Wickham Legg. Mémoire de Torcy sur les négociations conduites par Mathieu Prior à Fontainebleau en juillet 1711 (ce mémoire, qui est aux archives des Affaires étrangères, est plus détaillé que le résumé qu'en a donné Torcy dans ses mémoires). — John H. Romanes. L'organisation économique du village de Lauder dans le comté de Berwick. = C.-rendus : *Macalister*. The Philistines, their history and civilization (excellente monographie faite de toute première main). — *Taylor*. The mediaeval mind; a history of development of thought and emotion in the middle ages (seconde édition revisée d'un livre admirable). — *Jamison*. The norman administration of Apulia and Capua, 1127-1166 (excellent). — *Stokes*. Studies in anglo-jewish history (des remarques fort utiles; beaucoup d'autres soulèvent des objections, notamment ce qui concerne l'Échiquier des Juifs). — *Spangenberg*. Vom Lehnstaat zum Standestaat (bon exposé de l'organisation de l'État en Allemagne au temps de l'interrègne). — Sir *Herbert Maxwell*. The chronicle of Lanercost, 1272-1340 (bonne traduction; la question de savoir par qui et comment fut rédigée cette chronique n'est pas résolue. Il semble qu'elle ait été d'abord écrite par un franciscain entre Carlisle et Berwick; cette première rédaction s'arrête en 1297 environ. La suite, jusqu'en 1346, doit avoir été composée par plusieurs chanoines de Lanercost). — Calendar of Inquisitions. T. VIII, 1336-1347. — *Meilink*. De nederlandsche Hanzesteden tot het laatste kwartaal der xive eeuw (excellent). — *Cecilia M. Ady*. Pius II (Aeneas Silvius Piccolomini), the humanist pope (brillante étude du caractère de ce pape, d'après ses écrits). — *L. Passy*. Un ami de Machiavel : François Vettori, sa vie et ses œuvres (bon). — *Hume* et *Tyler*. Calendar of letters, despatches and state papers... Spain. T. IX : 1547-1549. — *Knuttel*. Acta der particuliere synoden van Zuid-Holland, 1621-1700. Tome IV : 1657-1672. — *W. Kennedy*. English taxation, 1640-1799 (bon). — *Harris*. The life of Edward Mountagu, first earl of Sandwich (bonne biographie). — *W. J. Hardy*. Calendar of state papers. Domestic series, 1 January-31 dec. 1696. — *Headlam*. Calendar of state papers. Colonial series. America and West Indies, 1702-1703. — *Fr. Andreae*. Beitrage zur Geschichte Katharinas II; die Instruktion vom Jahre 1767 für die Kommission zur Abfassung eines neuen Gesetzbuches (bon). — The Wellesley papers (beaucoup de documents intéressant le marquis Wellesley et son administration dans l'Inde et en Irlande). — *Cornicelius*. Heinrich von Treitschke's Briefe; t. II. — *J. B. Ames*. Lectures on legal history and micellaneous legal essays (recueil posthume d'articles dont certains ont déjà beaucoup vieilli). — *Mutschmann*. The place-names of Nottinghamshire (étude importante, bien que non assez précise dans le détail).

33. — The nineteenth century and after. 1914, mai. — B. Willson. Mme Wolfe et le ministère de la Guerre, d'après des documents inédits (Mme Wolfe, veuve en 1759 du lieutenant général Edward

Wolfe, était la mère du major général Wolfe, le rival victorieux de Montcalm devant Québec; sa correspondance avec le ministère de la Guerre avait pour objet de régler les affaires et de faire exécuter le testament de son fils; elle ne put rien obtenir). — Robert H. MURRAY. Addison en Irlande (quelques lettres écrites par lui de 1709 à 1714; fin en juin). = Juin. Le P. Bernard VAUGHAN. Le Jésuite tel qu'on se l'imagine et tel qu'il est. — Rose M. BRADLEY. Mme Larpent et les émigrés français, 1793-1803 (d'après le « Methodised Journal » de cette dame). = Août. Edith SELLERS. L'archiduc assassiné (éducation de l'archiduc François-Fernand: très impopulaire dans sa jeunesse, haï en Hongrie, il gagna peu à peu l'estime, puis la confiance de ses futurs sujets. Sa politique intérieure fondée sur le suffrage universel et le parti clérical; sa politique d'annexion de la Bosnie-Herzégovine; son indépendance à l'égard de l'Allemagne; partisan convaincu de la Triple-Alliance, il prétendait y jouer son rôle comme l'égal de l'empereur allemand; mais il voulait aussi renforcer les liens de l'empire fédéraliste en donnant à l'élément slave sa place à côté de l'Autriche et de la Hongrie). = Octobre. Professeur F. WATSON. Les humanistes de Louvain. — Professeur J. H. MORGAN. Treitschke. = Novembre. A. W. TILLEY. Les colonies allemandes et les besoins de l'Angleterre. — E. LEWIN. La première colonie allemande (histoire de la colonie du Sud-Afrique). — R. S. NOLAN. La responsabilité de la guerre. Comparaison des documents diplomatiques produits par l'Allemagne et par l'Angleterre (montre que le *Livre blanc* omet des actes importants à l'effet de rejeter sur la Russie la responsabilité de la guerre. Si le gouvernement allemand n'a pas dit la vérité, c'est qu'il voulait convaincre le pays que la guerre lui était imposée, et le pays le crut aveuglément). — J. E. BARKER. La fin de l'empire austro-hongrois (quoi qu'il arrive, cet empire est appelé à disparaître. Si la guerre continentale tourne en faveur de l'Allemagne ou si elle est indécise, l'Autriche-Hongrie restera ce qu'elle est actuellement, une simple dépendance de l'Allemagne. Si les armées austro-allemandes sont battues, l'empire austro-hongrois sera dépecé au profit des nations rivales dont il est formé). = Décembre. Sir Th. BARCLAY. Guerre sans merci et méthodes interdites (rapide commentaire d'un passage emprunté au Manuel de la guerre en vigueur en Allemagne : « Une guerre menée avec énergie ne peut se limiter à l'attaque de l'ennemi armé et de ses fortifications; elle doit tendre en même temps à détruire toutes ses ressources matérielles et intellectuelles »; d'ailleurs, plus la guerre est féroce, moins longtemps elle dure). — P. FRODSHAM. La « kultur » allemande aux yeux d'un Hollandais (quelques considérations à propos d'un livre publié par un certain J. Witte, « inspecteur des Missions », sous le titre : *Ostasien und Europa;* la morale chrétienne y est soumise à une rude épreuve).

34. — Quarterly Review. Vol. CCXX, 1914, janv.-avril. — Richard JEBB. Le bill sur la naturalisation impériale (historique, préparatifs et

négociations avec les colonies. Existera-t-il une même citoyenneté pour tout l'Empire britannique, applicable à toutes ses races, ou seulement une égalité de droits nationaux, laissant à chaque législation locale le soin de décider dans quelles conditions les sujets de la couronne deviendront citoyens régionaux ?). — Dr Inge. Saint Paul (à l'occasion des ouvrages récents de Sabatier, Ramsay, Harnack, Weinel, Wrede, Lake, Gardner. Ce n'est que depuis le commencement du présent siècle que l'on étudie intelligemment la personnalité de saint Paul. Nous ignorons les débuts et la fin de sa prédication, lacunes d'autant plus regrettables que, dans ses épîtres authentiques, on voit son esprit traverser trois phases, « allant du messianisme apocalyptique à un état qui se rapproche du quatrième évangile »). — Robert Murray. L'évolution de l'Ulster (avant la « plantation » de Jacques Ier, l'Ulster n'était qu'un pays de nomades pratiquant la transhumance et menant une vie précaire sous des huttes de branchages. L'arrivée des Anglais et des Écossais sur les terres confisquées par un subterfuge légal introduisit le labourage et les industries premières : on construisit des villes, des forteresses, des châteaux. L'immigration des Huguenots chassés de France importa la grande industrie. Mais la persécution anglicane sévissant contre les presbytériens de l'Ulster, beaucoup de ceux-ci émigrèrent en Amérique, où ils se montrèrent les plus ardents ennemis de la métropole. Les autres préparèrent le nationalisme protestant et le parlementarisme irlandais, tout opposés à l'émancipation des catholiques. D'abord hostiles à l'acte d'union, leur prospérité commerciale les a ralliés à l'Angleterre, dont ils sont aujourd'hui les fermes défenseurs). — Le principal Lindsay. Martin Bucer et la Réforme (Bucer est le plus négligé des réformateurs, probablement à cause de son caractère conciliateur et pacifique. On n'a célébré son centenaire que par une mince biographie, à laquelle il faut joindre l'excellente bibliographie de Mentz et d'Erichson. Bucer a exercé une certaine influence sur la Réforme anglicane, dont il trace dans ses lettres un tableau, justifié d'ailleurs par les documents contemporains). — Desmond Maccarthy. L'auteur d'*Erewhon* (Samuel Butler, 1835-1902, un des écrivains les plus originaux de son temps. Sa querelle avec le darwinisme). — Richard Dowson. Le progrès de la Rhodesia (ce n'est guère que depuis 1902 que cette province a pu se mettre paisiblement à l'œuvre. Progrès évidents et désillusions aussi, car on n'en est pas encore à l'ère des dividendes. L'une des grosses difficultés est de savoir à qui appartient la terre : à la Compagnie, à la Couronne, aux habitants blancs ou aux indigènes). — La politique étrangère en Angleterre, au siècle dernier (la biographie de Lord Clarendon, par Sir *Herbert Maxwell*, et celle de Lord Lyons, par Lord *Newton*. Après avoir été ambassadeur en Espagne, Clarendon fut ministre des Affaires étrangères durant toute la guerre de Crimée. Il n'aimait guère le fameux Lord Stratford de Redcliffe, le représentant de l'Angleterre à Constantinople, ni plus tard l'italianisme

unitaire. Lyons, de son côté, fut le diplomate le plus scrupuleux du monde à l'égard de ses instructions. Il se vantait de n'avoir, pendant son ambassade aux États-Unis, « jamais bu à la santé de quelqu'un ni fait un *speech* ». On sait que, en janvier 1870, Gladstone et Clarendon, à l'instigation de Napoléon III, prirent sur eux de proposer un désarmement à Bismarck, qui refusa en alléguant le manque de garanties pour l'avenir). — James CARLILL. La famille Carnot (remarquable depuis cinq générations. « Le type des Carnot n'a rien de prodigieux; ce n'est que le cerveau normal, fortifié depuis l'enfance par un exercice constant et varié dans toutes les directions »). — Louise GUINEY. Milton et Vaughan (deux poètes qui furent très mêlés à la politique de leur temps. Jusqu'à l'âge de trente-six ans, Milton ne fut guère connu du public que par ses pamphlets révolutionnaires en prose. Vaughan, qui servit dans la cavalerie royale, demeura toujours fidèle à son parti). — F. WARREN. Les lettres de Thomas Gray (on a retrouvé dernièrement l'exemplaire des poésies de Gray, qui appartenait à Wolfe, ce qui rend vraisemblable la fameuse histoire de l'élégie récitée par le général anglais à la veille de sa dernière bataille. Le Dr Payet Toynbee vient de retrouver pareillement une centaine de lettres de Gray à Walpole, dont un tiers tout à fait inconnu. Les lettres du poète sur son voyage en France sont encore à signaler). — Robert DUNLOP. Les Anglais en Irlande (d'après les travaux récents de James Mills, Henry Berry, Goddard Orpen, Robert Murray, Philippe Wilson, etc. Histoire de la colonisation anglaise en Irlande, de 1169 à 1691. Les premiers colons qui avaient fini par se fondre avec les indigènes ont subi comme eux les vexations administratives et les spoliations religieuses des XVIe et XVIIe siècles. Aujourd'hui, force est d'avouer que l'Angleterre a fait faillite. L'Irlande est désormais une démocratie, dont on aurait tort de croire que l'éducation laïque la détache de son clergé et qui fera bientôt du *Home rule* le *Rome Rule*). — Cuthbert MAUGHAN. Le Lloyd et l'assurance (origine et fonctionnement). — Le principal BURROWS. La Grèce nouvelle (heureuse action de la ligue militaire en 1909. Excellente préparation à la guerre donnée par la mission française. Afflux et patriotisme des volontaires; les États-Unis ont eu la surprise d'en voir partir 57,000, alors que les autres guerres les encombraient de fuyards. Les Bulgares avouent qu'ils ont provoqué la seconde guerre des Balkans. Si les Grecs ont commis quelques massacres, c'est qu'ils ont été provoqués par des trahisons). — H. M. WALLIS. La dévastation de la Macédoine (est l'œuvre des Grecs; ils ont été jusqu'à habiller en Grecs les cadavres bulgares, pour apitoyer et tromper les correspondants français du *Temps* et de l'*Illustration*. Ils ont systématiquement supprimé tout ce qui n'était pas hellénique dans la nouvelle Grèce). = Juill.-oct. C. H. TURNER. L'étude des origines chrétiennes en France et en Angleterre (l'étude des origines chrétiennes est aujourd'hui fort négligée en Angleterre : d'abord par réaction contre les disputes d'orthodoxie qui ont

accompagné le mouvement tractarien et ses recherches sur l'Église primitive; puis, parce que le sujet prête moins que d'autres aux découvertes attrayantes; enfin parce qu'il exige une très vaste érudition préparatoire. Critique de l'Histoire primitive de l'Église jusqu'en 313, par le professeur Gwatkin, de Cambridge, et des Origines du christianisme de feu le professeur Bigg, d'Oxford). — Travaux catholiques récents (les Jésuites, les Bénédictins, la Commission de la Vulgate ont préparé d'excellents matériaux; l'*Histoire de l'Église* par Mgr Duchesne est supérieure à tout ce que l'on a publié en France ou à l'étranger, bien que l'auteur ne marque pas assez pour quelles causes a triomphé le christianisme). — T. Rolleston. Les influences modernes dans la littérature allemande (les grandes guerres d'Allemagne, au XIXe siècle, n'ont pas éveillé de mouvement littéraire comme il s'en produit d'ordinaire après un pareil ébranlement, ainsi qu'il fut en Grèce après les guerres médiques, en Angleterre au temps d'Élisabeth, en Allemagne après la guerre de Sept ans, aux États-Unis après la guerre de Sécession. Plus d'un littérateur, il est vrai, déplore l'impérialisme et l'unification germaniques, regrettant les petites cours princières plus accessibles à l'intellectualisme. Voir, entre autres, le livre de Kurt Martens, *Literatur in Deutschland;* à signaler aussi l'excellente histoire de la littérature allemande contemporaine par Albert Sœrgel, comme un modèle à suivre en d'autres pays). — H. Dodwell. Les débuts de la compagnie des Indes orientales (publications nouvelles de William Foster, Miss Sainsbury, le Dr Scott, Sir Richard Temple et W. Crooke; ces deux derniers ont pour la société Hakluyt, l'un imprimé les voyages de Thomas Bowrey, l'autre réédité le vieux livre de John Fryer. Il en était au XVIIe siècle du commerce libre comme de la liberté de conscience, chacun en réclamant le bénéfice, jusqu'au jour où, l'ayant obtenu, il s'efforçait de se procurer un monopole despotique et persécuteur. Comparaison avec les compagnies hollandaises, comme direction générale et situation du personnel). — Stuart Jones. Les mystères de Mithra (travaux de Franz Cumont, Dieterich, Carter. « Les textes grecs, latins, orientaux, où figure le nom de Mithra, sont bien peu de chose à côté des six cents inscriptions érigées par ses dévots et des monuments figurés découverts dans ses sanctuaires; nous leur devons surtout notre connaissance non seulement de la diffusion géographique du mithraïsme, mais aussi des symboles et de l'appareil du culte, enfin sous ses traits essentiels de la doctrine qu'ils exprimaient »). — Georges Pernet. La syphilis (le sujet est trop grave, trop dangereux pour être abandonné aux spécialistes. Historique : il paraît bien prouvé que la maladie vint d'Amérique. Elle fut au début si effroyable qu'elle eut deux effets curieux : le respect plus prudent du mariage et la diminution des soins d'hygiène par l'abandon des bains publics). — George Forbes. Sir David Gill et l'astronomie récente (le grand astronome du cap de Bonne-Espérance, 1843-1914, avait écrit l'histoire de

son observatoire, que l'Amirauté a fait publier en 1913). — Robert STEELE. Roger Bacon (à propos de l'inauguration de sa statue à Oxford. Bacon a influé par l'intermédiaire de ses disciples, entre autres Pierre d'Ailly, sur la découverte de l'Amérique, la réforme du calendrier grégorien, la revision de la Vulgate, l'enseignement universitaire des langues orientales; mais la moitié de ses œuvres étant encore inédites, on ne peut bien juger de sa valeur). — Harold TEMPERLEY. Chatham, North et l'Amérique (d'après la biographie de William Pitt, par *Basil Williams*, excellente et définitive à moins qu'on ne découvre des documents inédits; celle du chancelier Harwicke, par *Yorke*, bonne, mais trop indulgente; et la vie de Lord North, par *Reginald Lucas*, agréable quoique un peu superficielle. Ces trois ouvrages forment une contribution importante pour l'histoire d'Angleterre au milieu du XVIIIe siècle. L'article a pour but de compléter ce qu'ils offrent d'insuffisant sur la question des colonies américaines et contient des lettres de Chatham appartenant aux archives de Lord Shelburne). — Mary WHITING. L'âme de la reine Marguerite (la reine de Navarre; les contes célèbres sont bien d'elle, quoi qu'on ait prétendu; mais il faut la chercher surtout dans les poésies qu'a publiées M. Abel Lefranc). — FOXCROFT. Scharnhorst et la défense nationale (son œuvre s'appuie sur quatre principes : importance du moral dans l'armée; insuffisance du recrutement volontaire; nécessité de la préparation, afin de mobiliser toutes les forces du pays, en cas de besoin; utilité du service militaire pour l'entretien du patriotisme. Il est à noter que Scharnhorst, fils d'un sous-officier, n'admettait cependant pas qu'un sous-officier pût atteindre les grades supérieurs. Notons qu'en 1813 la Prusse encouragea la guerre de partisans avec l'absence d'uniformes, ce dont elle se plaint si rudement aujourd'hui). — Sir Valentine CHIROL. Les origines de la présente guerre (expose le jeu de la diplomatie allemande avec quelques révélations curieuses. Il fut un temps où le kaiser rêva de transformer l'Angleterre en « brillant second » sur mer, comme il avait fait de l'Autriche sur terre. Le chancelier de Bülow pria l'auteur, qui appartient à l'état-major du *Times*, de le venir voir à Berlin, l'accueillit avec cordialité, causa longuement avec lui, et lui fit communiquer des documements « extrêmement confidentiels », dont Sir Valentine s'aperçut en rentrant à Londres qu'ils avaient été falsifiés pour la circonstance. « Notre service de presse, qui s'étend sur presque tous les journaux du monde, directement ou indirectement », avouait un fonctionnaire des Affaires étrangères, « est aussi scientifiquement réglé, aussi minutieusement organisé que l'armée allemande même. Il offre l'avantage d'opérer en temps de paix comme en temps de guerre; à l'étranger comme à l'intérieur du pays ». En outre, Guillaume II a sa diplomatie. L'ambassadeur d'Allemagne, surtout dans les pays démocratiques, est contrôlé par le conseiller d'ambassade, dont les rapports sont souvent pour l'empereur d'un plus grand poids que ceux de son chef. A Londres, le prince Lich-

nowsky donnait des renseignements exacts, mais le conseiller baron de Kuhlmann affirmait que l'Angleterre ne marcherait pas, ce qui a encouragé et trompé le kaiser). — CRAMMOND. Les aspects économiques de la guerre. — Les deux premiers mois de la guerre : I, Lord SYDENHAM, sur terre ; II, Archibald HURD, sur mer.

35. — The Scottish historical Review. 1914, avril. — Sir Herbert MAXWELL. La bataille de Bannockburn (rejette les conclusions auxquelles était arrivé M. Mackenzie. La tactique de Bruce resta toujours défensive, ce qui n'empêche pas que des contre-attaques aient pu se produire). — J. COOPER. Les principaux de l'Université de Glasgow avant la Réforme. — R. K. HANNAY. Les Universités de Saint-Andrews et de Glasgow. Étude comparative sur leurs institutions au XVe siècle. — SCOTSTARVET. Sa « Trew Relation » ; chap. II : l'affaire du comte de Menteith (suite en juillet : 1630-1633). = C.-rendus : *E. Br. Sainsbury*. A calendar of the court minutes of the East India Compagny, 1050-1054. — *Armstrong*. Irish seal matrices and seals. = Notes et communications : Ch. C. STOPES. Une élégie sur la mort du roi Jacques Ier (VI d'Écosse). — C. Cl. HARVEY. Le grand sceau de Guillaume le Lion (est un faux). — MACKIE. Le testament de Marie Stuart, février 1577 (et les rapports de Marie avec son fils de 1577 à 1586 ; prouve que Marie n'a pas déshérité son fils). = Juill. D. MURRAY. David Laing, érudit et bibliographe (biographie de ce savant distingué, 1793-1877). — A. COOK. Layamon et sa connaissance des inscriptions runiques (quand il écrivit un poème sur Brutus vers 1205, Layamon put lire et utiliser des inscriptions runiques). — W. ANDERSON. Relation d'un voyage d'Édimbourg à Dresde en 1814. — Le lieutenant Robert TURNBULL. Lettres écrites de Darien, 1697-1700, publ. p. J. J. SPENCER. = C.-rendus : *J. H. Stevenson*. Heraldy in Scotland (bon ouvrage en deux beaux volumes). — *J. Grant*. The old Scots navy, 1689-1710 (bon). = Oct. MACKIE. L'Écosse et l'Armada espagnole (montre que, pour Philippe II, l'« entreprise d'Angleterre » ne concernait l'Écosse qu'indirectement ; le roi d'Espagne visait plus à l'héritage de la couronne d'Angleterre qu'à une croisade en faveur de Marie Stuart. Les lords catholiques d'Écosse conspirèrent bien avec l'Espagne ; mais le plan de Philippe II était trop contraire aux ambitions de Jacques VI pour que celui-ci, tout en traitant avec l'Espagne, n'eût pas à son égard la grande méfiance). — Sir P.-J. HAMILTON-GRIERSON. Borne et croix de marché. — D. B. SMITH. John Barclay (analyse des œuvres de l'auteur du *Satyricon* et de l'*Argenis*). — Th. MILLER. La bataille de Bannockburn et l'emplacement de New Park (nouveau récit de la bataille, avec carte). — SCOTSTARVET. Sa « Trew relation », publ. p. Geo NEILSON (suite). = C.-rendus : *Brown*. The register of the Privy Council of Scotland (VI, 1678-1680). — *P. S. Allen*. The age of Erasmus (excellent). — *Clay*. The hermits and anachorites in England (très bonne étude). — *E. D. Adams*. The power of ideals in American history (manifeste contre les historiens

de l'école matérialiste). — *P. Guilday*. The english colleges and convents in the catholic Low Countries, 1558-1795 (bon).

36. — Transactions of the R. historical Society. 3e série, t. VIII, 1914. — C. H. Firth. Adresse présidentielle (énumère les publications de textes qu'il serait urgent d'entreprendre pour l'histoire de l'Angleterre au XVIIe siècle). — A. F. Pollard. L'authenticité des *Lords' Journals* au XVIe siècle (exposé très serré de la manière dont furent rédigés les journaux de la Chambre des Lords et dont ils ont été publiés. Leur authenticité ne peut être contestée, mais leur rédaction a été trop souvent négligée, et, par suite de coupables négligences, des feuillets se sont perdus; pour le Parlement de 1559 qui vota la Réformation anglicane, Maitland a supposé gratuitement que le gouvernement de la Reine en avait à dessein supprimé le témoignage officiel; l'étude diplomatique des journaux met cette supposition à néant. Quant à l'édition officielle des journaux, elles est simplement scandaleuse). — Tedder. La bibliographie de l'histoire moderne de l'Angleterre (expose les travaux préparatoires et le plan de cette grande entreprise). — Cronin. John Wycliffe le réformateur et Canterbury Hall à Oxford (expose le différend qui éclata entre les réguliers et les séculiers pour la possession de Canterbury Hall, et présente de sérieux arguments pour faire admettre que Wycliffe fut « warden » de cette maison religieuse). — Morris. L'infanterie montée dans les armées du moyen âge (d'après des documents en partie inédits, tous anglais, d'ailleurs). — A. Anscombe. L'invasion de Prégent de Bidoux en Sussex en 1514 et le ms. Cotton. Augustus I, vol. I, nº 18 (ce manuscrit contient une carte de la ville de Brighton que l'on a datée du 1er juillet 1545, jour où elle fut produite devant le roi Henri VIII, à un moment où l'on s'attendait à une descente des Français conduits par d'Annebault; elle se rapporte en réalité au débarquement de Prégent en 1514). — Fowler. De l'aide fournie par le bras séculier pour l'excommunication (signale quelques cas isolés). — Routledge. Mss. d'Oxford relatifs aux derniers Tudors, 1547-1603 (publie en appendice une lettre de la princesse Élisabeth au Protecteur Somerset et deux billets du comte de Leicester).

Hongrie.

37. — Akadémiai Ertesitö (Bulletin de l'Académie hongroise). 1913, janv. — F. Láng. La Crète et l'Hellade. — Hajnóczy. L'Académie dans la législation hongroise. = Févr. Fraknói. La succession au trône à l'époque des Arpád. — L. Rácz. Lettres du comte Joseph Teleki sur Rousseau et à Rousseau. = Mars. Wertner. Contribution à la biographie de Nic. Toldi. = Avr. Et. Bernát. Défense de la démocratie. — S. Gergely. La correspondance de Michel Teleki (1672-1674). — Viszota. Rapport sur la publication du journal du comte Et. Széchenyi. — Wertner. Quand est morte Thomasina Moro-

sini? = Mai. Rapports sur les travaux et publications de l'Académie. = Juin-juill. FERDINANDY. La question de la succession au trône au temps des rois de la maison d'Arpád (réponse à Fraknói). — Alex. MARKI. Une alliance russo-hongroise en 1707. = Oct. BERZEVICZY. Le baron Joseph Eötvös comme « Kulturpolitiker ». — HEINRICH. Eötvös et l'Académie; KOZMA, Eötvös poète. = Nov. Ed. MAHLER. Sur l'histoire religieuse de l'ancienne Égypte. — Z. FERENCZI. Discours inédits du comte Et. Széchenyi à la diète de 1839-1840.

38. — Történeti Szemle. 1913, janv. — A. REMÉNYI. La Chine la plus antique. — Et. HEINLEIN. Problèmes d'histoire grecque. — Alex. MÁRKI. La bataille de Senlac-Hastings. — G. BODENSTEIN. Le statut de 1724 de la « ville des Allemands » de Belgrade. — M. WERTNER. Qui était « Bavarin, duc de Bavière? » = C.-rendus : *Bresslau*. Handbuch der Urkundenlehre (excellent). — *Schilling*. Die Staats- u. Soziallehre des heil. Augustinus (très bon, indispensable pour la connaissance exacte du moyen âge). — Fontes rerum Transylvanicarum, publié par *A. Veress;* 1re part. : Correspondance et écrits des Jésuites de Transylvanie au temps des Báthory, I, 1571-1583 (premier volume des cinquante de la collection et des six qui seront consacrés aux Jésuites; beaucoup de renseignements intéressants). = Mars. E. HEINLEIN. Problèmes d'histoire grecque (suite). — J. MISKOLCZI. Contribution à la biographie de Laonikos Chalkondyles. — S. SZEMERE. La culture de la Renaissance. — R.-J. ROMBAUER. Ulysse Grant. — G. TÉGLÁS. L'explication que Kazarow donne de Zalmoxis. — L. KROPF. Kossuth et Mazzini en 1853. = C.-rendus : *F. Cumont*. La cosmogonie manichéenne (intéressant). — Chuastuanit, la prière de purification des manichéens; publiée et traduite par *W. Radloff* (très utile pour l'histoire du manichéisme). — *J. Szekfü*. Servientes et familiares (important pour la connaissance du moyen âge hongrois). — *P. Herre*. Quellenkunde zur Weltgeschichte (fait trop de l'histoire d'Allemagne le centre de l'histoire universelle; ne cite aucun ouvrage en langue slave ou en hongrois; assez peu utile aux spécialistes, inutile au grand public; mais beaucoup de travail et peut rendre des services à ceux qui veulent lire de l'histoire sans faire des recherches personnelles). = Mélanges : J. RÉVAY. Le congrès archéologique international de Rome. — E. MAHLER. Le congrès international d'histoire des religions de Leyde. = Juin. L. ERDÉLYI. Les classes sociales dans l'État de Saint-Étienne et les mélanges Békefi. — E. MISKOLCZY. La politique de Charles d'Anjou après la bataille de Tagliacozzo. — M. HANDELZMANN. Napoléon et la Pologne. — G. VAS. Les articles de journaux de Kossuth (critique des t. XII et XIII des Œuvres de Kossuth, où le texte des articles est souvent altéré, rarement accompagné des notes nécessaires, mal daté, et où manquent beaucoup d'articles de Kossuth). = C.-rendus : *Lampros*. Histoire grecque des temps les plus anciens à la chute de Constantinople. VI : De Manuel Comnène à la chute de Constantinople (spécialement intéressant pour l'histoire de Hongrie,

à cause de l'importance des rapports de la Hongrie avec l'Empire grec sous les derniers Comnènes; une part de recherche personnelle et originale; inégal, avec des parties excellentes, d'autres plus faibles). — *L. Erdélyi.* La théorie du premier impôt direct d'État (Erdélyi polémique contre les théories d'Eckhart et de Hóman, mais il commet deux grosses erreurs : son travail a cependant le mérite de bien poser les questions encore controversées en cette matière; il faudra, pour les résoudre, une édition critique très serrée des chartes hongroises). — *A. Ströbe.* Thomas Carlyle's Anschauung vom Fortschritt in der Geschichte (le premier chapitre, évolution intérieure de Carlyle, intéressant; le reste moins). = Mélanges : M. Láng. Les derniers résultats des fouilles de Delphes. — D. Angyal. Rapport sur le congrès historique de Londres. = Oct. E. Heinlein. La décadence économique de l'Ionie et le soulèvement ionien. — M. Láng. La condition juridique et sociale de la femme grecque dans l'antiquité. — Ch. Tagányi. La question de l'origine de nos comitats. — E. Görög. La politique de Kossuth et celle du baron J. Eötvös vis-à-vis des nationalités. — T. Ortvay. La recherche du souvenir d'une reine de Hongrie à l'étranger (Marie de Habsbourg, femme de Louis II, tué à Mohács, qui fut pendant vingt-cinq ans gouvernante des Pays-Bas). = C.-rendus : *G. Schœnaich.* Die libelli et ihre Bedeutung für die Christenverfolgung des Kaisers Decius (confus et erroné). — *P.-M. Meyer.* Die libelli aus der decianischen Christenverfolgung (excellent). — *G. Altunian.* Die Mongolen u. ihre Eroberungen in kaukasichen u. kleinasiatischen Ländern im XIII. Jahrht (d'après les sources arméniennes; excellent, très précieux pour la connaissance de l'histoire générale des Mongols à cette époque). — *E. Traversa.* Das friaulische Parlament bis zur Unterdrückung des Patriarchates von Aquileia durch Venedig (grande recherche personnelle, travail fait d'après les sources). — *H.-Ch. Lukach.* The Fringe of the East (remarquable). — *R. Gooss.* Œsterreichische Staatsverträge. Fürstentum Siebenbürgen, 1526-1690 (excellent; beaucoup de neuf; les règles strictes de la publication n'ont pas permis à l'auteur d'expliquer aussi clairement qu'il conviendrait la nature particulière des traités conclus entre les Habsbourg et la Transylvanie). — F. Hanuy. L'évolution de la forme des fiançailles et du mariage jusqu'au décret *Ne temere* (bon).

Italie.

39. — Archivio della Società romana di storia patria. 1913. T. XXXVI, fasc. 3-4. — G. Falco. La commune de Velletri au moyen âge (à suivre). — E. Celani. Les préliminaires du conclave de Venise, 1798-1800 (d'après le fonds Falzacappa de la Vallicelliana, l'Archivio Vaticano et les papiers de M. F. Borghèse). — A. Ferrajoli. La légation en Lombardie de Gregorio da Monte-Longo en 1238-1251 (suite). = Bibliographie : Publications de K. Chledowski (sur la Rome des XVIe-XVIIe siècles). = T. XXXVII, fasc. 1-2. G.-B.

PICOTTI. La publication et les premiers effets de la bulle « Execrabilis » de Pie II (copieux mémoire d'histoire et de diplomatique; à la fin, texte de la bulle « Infructuosos palmites », 1460, 2 novembre). — R. CESSI. Rome et le patrimoine de saint Pierre en Tuscie après la première expédition du « Bavaro » (en appendice; information de Philippe de Camberlhac, nonce pontifical, sur l'état du patrimoine de saint Pierre et en particulier dans la région de Viterbe et de Rome). — E. RE. La compagnie des Riccardi en Angleterre et sa faillite à la fin du XIIIe siècle (intéressant pour l'histoire économique et monétaire; en appendice, neuf documents tirés des Archives vaticanes). — G. MARCHETTI-LONGHI. La légation en Lombardie de Gregorio da Monte-Longo pendant les années 1238-1251 (suite). — G. FALCO. La commune de Velletri au moyen âge, XIe-XIVe siècles (suite). — A. FERRAJOLI. Le rôle de la cour de Léon X. Prélats domestiques (XIII; Pietro Bembo; une correspondance inédite de Bembo; un legs du cardinal de Bibiena à Bembo; les bénéfices ecclésiastiques de Bembo; Bembo et la Morosina). = C.-rendus : *Fr. Beck.* Studien zu Lionardo Bruni (travail sobre et d'une méthode rigoureuse). — *E. Rodocanachi.* Les monuments de Rome après la chute de l'Empire (important; corrections).

40. — Archivio storico italiano. 1913. Tome II, fasc. 3. — N. TAMASSIA. Sur la seconde partie de l'*Anonimo Valesiano* (observations critiques sur l'édition critique de ce texte par Cessi dans les *Rerum italicarum scriptores*). — P. SILVA. Jacques II d'Aragon et la Toscane, 1307-1309 (à propos des efforts de Jacques II pour soumettre Pise). — R. PALMAROCCHI. Français et Napolitains en 1799 (étude faite à l'aide des Archives nationales et de celles du ministère de la Guerre). = Bibliographie : *C. Errera.* L'epoca delle grandi scoperte geografiche. — *A. Anzilotti.* La crisi costituzionale della Repubblica fiorentina (excellent). — *F. Petruccelli della Gattina.* I moribondi del palazzo Carignano (réédition intéressante de ce texte qui stigmatise le parlement italien de 1861). = Fasc. 4. SOLMI. La formule de la « mancipatio » dans les documents plaisantins du VIIIe siècle (continuité des usages juridiques romains dans la diplomatique). — A. PANELLA. Politique ecclésiastique de la commune de Florence depuis le départ du duc d'Athènes (conflit principalement en matière de justice; il fut réglé par l'institution, en 1346, des quatorze « défenseurs de la liberté »; cf. plus haut, p. 162). — U. MAZZINI. Sur l'ancienneté du mot « tabacco » (employé en 1295 comme surnom). — A. MANCARELLA. Les dépôts d'Agnès et de Jeanne de Durazzo au Mont-de-Piété de Florence (faits intéressant la politique italienne du XIVe siècle). = Bibliographie : *H. Bresslau.* Handbuch der Urkundenlehre für Deutschland und Italien (contient des hypothèses spécieuses). — *L. Volpicella.* Primo contributo alla conoscenza delle filigrane nelle carte antiche di Lucca. — *H. Vignaud.* Histoire critique de la grande entreprise de Chris-

tophe Colomb (soulève des questions de la plus grande importance). — Ministero dell' Istruzione pubblica. Supplemento al bollettino d'Arte. Gli affreschi del Correggio nella cupola del duomo di Parma. — *B. Auerbach*. La France et le Saint-Empire romain germanique. — *J. Turquan* et *J. d'Auriac*. Lady Hamilton, ambassadrice d'Angleterre, et la révolution de Naples, 1763-1815 (allure fâcheusement romanesque). — *A. Sandonà*. Contributo alla storia dei processi del Venuno (remarquable comme documentation; pas assez vivant). — *J. Bardoux*. L'Angleterre radicale (bon résumé d'histoire politique). = 1914, t. I, fasc. 1. A.-F. Massèra. La sirvente romagnole de 1277 (édition critique, avec commentaire historique déterminant l'objet de la poésie; conflit entre Bologne et Florence). — R. Palmarocchi. Les réformes de Joachim Murat dans la première année de son règne (elles ont en partie survécu à la Restauration et servi à la formation de l'unité italienne). — M. Battistini. La condamnation de Jacopo Corbinelli (écrivain florentin du xvie siècle condamné à une forte amende et à l'exil en 1562). = Bibliographie : *H. Francotte*. Les finances des villes grecques. — *T. Birt*. Römische Characterköpfe (livre vivant). — *H. Bächtold*. Die Verlobung im Volks-und Rechtsbrauch, mit besonderer Berücksichtigung der Schweiz (importante étude sur l'histoire du mariage). — *L. Schiaparelli*. Tachigrafia sillabica nelle carte italiane, parte II (excellent). — Scritti varii di erudizione e di critica in onore di Rodolfo Renier. — *Eubel*. Hierarchia catholica medii aevi (tome III; important). — *H.-E. Rohde*. Der Kampf um Sizilien in den Jahren 1291-1320 (travail complet et neuf). — Le P. *Livarius*. Documenta inedita ad historiam Fraticellorum spectantia (recueil intéressant). — *E. Göller*. Die päpstliche Pönitentiarie. — *C. Howard*. English travellers of the Renaissance (à peu près complet). — *A. Lorenzoni*. Carteggio artistico inedito di Vincenzo Borghini (bon). — *E. Formiggini-Santamaria*. L'istruzione pubblica nel ducato estense, 177?-1860 (critique non historique et pas de synthèse). — *A. Wahl*. Geschichte des europæischen Staatssystems im Zeitalter der französischen Revolution und der Freiheitskriege, 1789-1815 (traite surtout de l'histoire extérieure de la France). — *F.-E. Wolfe*. Admission to American trade-unions. = Chronique : G. Volpe. Le troisième Congrès international des sciences historiques, Londres, 3-9 avril 1913.

41. — Archivio storico lombardo. Mars 1914. — A. Antonielli et Fr. Novati. Fragments d'un recueil de la chancellerie lombarde au début du xve siècle (textes divers commentés avec soin). — C. Müller. Les statuts de la communauté d'Intra, Pallanza et Vallintrasca (étude critique sur les éditions; celle de 1605 est falsifiée). — B. Pinchetti. La vie de F.-S. Quadrio (né en 1695, mort en 1756, l'abbé Quadrio, érudit, orateur et écrivain, a été persécuté par les Jésuites et a tenu droit le drapeau des lettres italiennes). — A. Giulini. Philippe-Marie Sforza (fils de François Sforza, il n'a pas joué de rôle actif dans la politique du xve siècle). — A. Zanelli. Deux anecdotes sur la vie

du cardinal Quirini, évêque de Brescia (Quirini a occupé ce siège de 1728 à 1755; les deux anecdotes, empruntées à un *Diario* de l'abbé Cazzago, se réfèrent à sa maladie et à ses rapports avec les paysans). = Bibliographie : *F. Malaguzzi-Valeri.* La corte di Lodovico il Moro (tableau remarquable, avec des redites inutiles). — *G. Bonelli.* L'archivio Silvestri in Calcio, I (remarquable inventaire des papiers de famille). — *L. Anfosso.* Storia dell' archibugiata tirata al cardinale Borromeo in Milano la sera del 26 ottobre 1569 (documents bien commentés).

42. — Archivio storico per le province napoletane. Oct.-déc. 1913. — G. Caso. La charbonnerie dans la Capitanate, de 1816 à 1820 (à suivre). — G. d'Addosio. Documents inédits sur des artistes napolitains des XVIe et XVIIe siècles. — G. Paladino. Privilèges accordés aux Juifs par le vice-roi D. Pietro de Tolède, 1535-1536 (textes avec introduction précise). — R. Almagià. Études historiques de cartographie napolitaine (fin). — M. Schipa. L'esprit de Masaniello (étudie les conditions morales où s'est effectuée la révolution de 1647 ; suite en janvier-mars 1914). — P. Egidi. La colonie sarrasine de Lucera et sa destruction (à suivre). — A. Simioni. Nelson et ses enchanteresses (une lettre à Lady Spencer, du 22 septembre 1799, nous renseigne sur la psychologie de l'amiral anglais). = Bibliographie : *P. Camardella.* I Calabresi della spedizione dei mille. — *F. Camobreco.* Regesto di S. Leonardo di Siponto. — Regesto dell' antica badia di S. Matteo de Castello. — *C.-G. Mininni.* Pietro Napoli-Signorelli (bonne biographie de ce littérateur et patriote napolitain). = Janv.-mars 1914. F. Torraca. Jean Boccace à Naples, 1326-1339 (Boccace était alors commis de banque; détermine les profits intellectuels qu'il tira de ce métier; à suivre). — B. Croce. Une version inconnue de la « Storia di cient' anni arretro » de Velardiniello. — F. Forcellini. Curieuses péripéties d'un bâtard de la maison d'Aragon (suite et à suivre. Rapports de Ferdinand d'Aragon avec Venise à la fin du XVe siècle).

43. — Archivio storico per la Sicilia orientale. Année X, fasc. 3. — F. Ciccaglione. La vie économique sicilienne dans la période normanno-sarrasine (état florissant de l'agriculture, des industries connexes et de l'industrie extractive. commerce actif, participation des établissements religieux à la vie économique. La décadence provient de la persécution contre les musulmans et des privilèges de la noblesse et du clergé). — C.-A. Garufi. Pour l'histoire des XIe et XIIe siècles. Les De Parisio et les De Ocra dans les comtés de Paternò et de Butera (fin). — S. Crinò. L'œuvre de Gioeni jugée à travers les lettres inédites des savants du temps. — P. Ducati. Sur une patère de bronze de Gela. — T. Papandrea. Un exemplaire du XVIe siècle du *Liber antiquus privilegiorum* d'Acireale. — F.-G. Ippolito. Un poète éducateur (Louis Giaracà, 1872-1913). — G.-M. Tamburini. Les manuscrits de la R. Bibliothèque vintimilienne de Catane (suite). = Bibliographie : *Tudeer Lauri.* Die Tetradrachmenprägung von Syra-

kus (beau et bon volume sur la plus brillante époque de l'art monétaire à Syracuse, de 425 à 387 environ. L'auteur est conservateur du cabinet numismatique de Helsingfors). — *H. E. Freshfield.* Cellae Trichorae and other christian antiquities in the byzantine province of Sicily (t. I). — *E. Capialbi.* Le fonti della storia calabrese (ce n'est qu'une conférence). — *F. Guardione.* La Sicilia nella rigenerazione politica d'Italia. 1795-1860. — *F. Cordova.* I Siciliani in Piemonte nel secolo XVIII.

44. — Atti e memorie della R. Deputazione di storia patria per la provincie di Romagna. Juill.-déc. 1913. — A. RUBBIANI. Le château de Jean II Bentivoglio à Ponta-Poledrano (château élevé au XIVe siècle dans le voisinage de Bologne).

45. — Nuovo archivio veneto. 1913, oct.-déc. — C. CIPOLLA. Recherches sur les traditions touchant les anciennes immigrations dans la lagune (compare les allégations fournies par le *Chronicon altinate* et le *Chronicon gradense;* ce dernier texte dépend du premier). — L. SIMEONI. La généalogie des comtes de Sambonifacio et de Ronco (étude sur l'histoire nobiliaire de Vérone des XIe et XIIe siècles). — C. GREPPI. Les maisons des Sforza à Venise et Fra Simeone da Camerino (intéresse l'histoire des relations véneto-milanaises). — G. SFORZA. La chute de la république de Venise étudiée dans les dépêches inédites de la diplomatie piémontaise (fin). — R. CESSI. Un défenseur de Giuseppe Baretti. = Bibliographie : *A. Venturi.* Storia dell' arte italiana (t. VII). — *M. Schipa.* La pretesa fellonia del duca d'Ossuna. — *N. Jorga.* Chronique de l'expédition des Turcs en Morée, 1715 (texte important). = 1914, janv.-mars. R. CESSI. Les relations commerciales entre Venise et la Flandre au XIVe siècle. — G. RIZZARDO. Le patriarcat de Venise durant la domination napoléonienne, 1806-1814 (1er article : administration du vicaire capitulaire Nicolò Bortolatti, 1806-1807). — G. GAMBARIN. Sur la fortune de quelques écrivains étrangers et vénitiens dans la première moitié du XIXe siècle (étude sur l'influence du romantisme en Italie, avec un appendice bibliographique). — Laura LATTES. Une femme de lettres vénitienne au XVIIIe siècle (Élisabeth Caminer Turra, écrivain, traductrice et journaliste). — A. PILOT. Venise et le blocus de 1813-1814 (d'après les notes inédites de Cicogna). = Bibliographie : *A. Scolari.* Il messia dantesco (démonstration élégante). — *C. Stourdza.* L'Europe orientale et le rôle historique des Maurocordato. — *A. Checchini.* La « traditio » e il trasferimento della proprietà immobiliare nei documenti medioevali.

CHRONIQUE.

France. — M. l'abbé Joseph Fraikin, chapelain de Saint-Louis-des-Français à Rome, a péri, noyé dans le Tibre, en juin dernier; il avait publié les *Comptes du diocèse de Bordeaux de 1316 à 1453, d'après les archives de la Chambre apostolique* (1903), et commencé l'édition des *Nonciatures de Clément VII*, dont le tome I, seul paru (1906), se rapporte aux années 1525-1527.

— Jean Jaurès a été tué par un fanatique malade la veille même de la mobilisation générale, vendredi soir 31 juillet. Nous ne voulons point ici retracer sa carrière politique, ni dire quel fut son prestigieux talent d'orateur; il n'est point non plus dans notre intention, en remontant plus haut dans le passé, de réunir nos souvenirs sur le très brillant élève de l'École normale, non plus que de parler de ses succès comme professeur à l'Université de Toulouse. C'est à Toulouse, alors qu'il préparait pour le doctorat ès lettres sa thèse, — une thèse latine, — *De primis socialismi germanici lineamentis apud Lutherum, Kant, Fichte et Hegel*, qu'il s'est épris du socialisme. Jamais plus il n'abandonna les doctrines qu'il venait d'embrasser; il leur consacra sa vie; pour elles, il est mort. La vaste intelligence de Jaurès ne s'est pas enfermée dans une science spéciale; il avait préparé son agrégation de philosophie et il avait enseigné la philosophie; mais il s'assimilait avec la plus grande facilité toutes les autres connaissances, comme il apprenait les langues vivantes, de façon à en parler plusieurs couramment. Et il devait aussi venir à l'histoire. Alors qu'il était absorbé par la politique, il entreprit et dirigea l'*Histoire de la France socialiste, de 1789 à 1900;* il exposa lui-même en trois volumes de cette collection le développement socialiste de la France sous la Constituante, la Législative et la Convention. Son ardent exposé repose sur une documentation sûre; il est en outre réchauffé par les idées les plus généreuses. Notre fondateur, M. Monod, a écrit du premier volume : « Ce qui me frappe le plus dans le livre de M. Jaurès, ce n'est pas la chaleur de sympathie et l'éloquence contenue qui en anime toutes les pages, c'est la hauteur de vues et l'effort constant d'impartialité qui en fait un vrai livre d'éducation populaire. » En composant ce travail, Jaurès a compris toute l'importance du document; il a regretté que beaucoup de documents sur l'histoire révolutionnaire, en particulier sur l'histoire économique, eussent été négligés; aussi a-t-il fait voter par les Chambres un crédit qui permît de les publier, et il a obtenu la création d'une Commission de l'histoire économique de la Révolution;

il en fut nommé le président et il s'est toujours acquitté de cette fonction avec le plus grand zèle. L'œuvre de cette Commission est connue; une centaine de volumes ont paru; d'autres encore paraîtront, et c'est à l'influence de Jaurès que nous les devons. Quand on écrira la biographie de ce parfait honnête homme, dont la loyauté est reconnue par ses adversaires politiques les plus acharnés, — ce sera une entreprise difficile à cause de la variété même de son talent, — un chapitre devra être consacré à Jaurès historien, et ce chapitre ne sera pas le moins intéressant du livre : ce sera certainement celui où l'accord des lecteurs sera à peu près unanime. C. Pf.

— Le nombre des élèves ou anciens élèves de l'École normale tués à l'ennemi continue de s'accroître. Nous signalons parmi eux André Ruplinger, né le 14 octobre 1889; promotion de 1909; agrégé des lettres, frappé le 20 août à Sarrebourg. Il se préparait à écrire une Histoire des idées au XVIIIe siècle. La *Revue de l'histoire lyonnaise* vient de publier un fragment de ce travail : *Un contradicteur de J.-J. Rousseau, le Lyonnais Charles Bordes.* — M. Vincent était entré à l'École en 1906. Agrégé d'histoire et géographie en 1909, il fut nommé professeur au lycée de Toulon, d'où il ne tarda pas à être appelé à Marseille. Originaire des Hautes-Pyrénées, il avait choisi, comme sujet de mémoire pour le diplôme d'études supérieures, la région sous-pyrénéenne. Les qualités d'observation et de méthode dont il avait fait preuve à cette occasion le classaient comme géographe. Il se proposait d'étendre ce sujet pour en faire une thèse de doctorat. Il a été tué le 7 septembre à Seraucourt (Meuse). C. Pf.

— Paul-Désiré Fischer, agrégé d'histoire, soldat au 79e régiment d'infanterie, a été tué le 29 octobre 1914 à l'attaque de Monchy-au-Bois (Pas-de-Calais). Il avait fait ses études supérieures à la Sorbonne et mérité le diplôme qui constata ces études par un travail dont je lui avais indiqué le sujet, sur des *Documents relatifs à la « Revocatio donorum » au temps de Philippe V et de Charles IV.* Il préparait une thèse de doctorat sur les assemblées politiques en France au XVIIe siècle. C'était un bon esprit, honnête, consciencieux, droit et sage. C'est une des absurdités et des tristesses de la guerre que ce soit à nous, anciens, de prononcer ainsi les dernières paroles à la mémoire de ceux qui avaient l'avenir devant eux.

Ch.-V. Langlois.

— L'École des chartes n'a pas été moins éprouvée par la guerre que l'École normale supérieure. Au nom de Robert Michel, nous devons ajouter les suivants : Victor Baubet, né le 15 octobre 1886; promotion de 1914; thèse : *Études historiques et archéologiques sur l'abbaye de la Chaise-Dieu, 1043-1516*; tué le 28 septembre; — François Baudry, né le 15 juin 1890; promotion de 1913; thèse : *la Révocation de l'Édit de Nantes et le protestantisme au XVIIIe siècle en Bas-Poitou*; tué le 25 décembre; — Gaston de Beausse, né le

30 mai 1888; il préparait une thèse sur la géographie féodale de la Normandie dont on attendait beaucoup; tué le 29 août; — François BOUCHER, né le 26 novembre 1885; promotion de 1913; thèse : *Essai sur l'organisation et l'administration des hôtels du roi, de la reine et du dauphin sous Charles VI, 1380-1422;* tué le 2 janvier; — Paul CORNU, né le 15 août 1881; promotion de 1906; thèse : *Études sur les forêts du Nivernais, particulièrement de la fin du XVe à la fin du XVIIIe siècle;* mort le 8 janvier; — Maurice DEROY, né le 26 septembre 1890; promotion de 1914; thèse : *Études sur la région de la forêt de Fontainebleau;* tué le 22 août; — Étienne FAGES, né le 7 décembre 1880; promotion de 1903; thèse : *Jean, duc de Normandie, 1319-1350; contribution à l'étude du règne de Philippe de Valois;* tué le 27 décembre; — Robert DE FRÉVILLE DE LORME, né le 19 décembre 1882; promotion de 1907; thèse : *Essai sur les voies de recours devant l'Échiquier de Normandie au XIVe siècle,* qui a été publiée en partie dans la *Nouvelle revue historique de droit* en 1908; il a donné dans la même revue une *Étude sur l'organisation judiciaire en Normandie aux XIIe et XIIIe siècles* (1912); une autre sur les *Fonctions des avocats normands au XIVe siècle; leur rôle dans les « conseils » de parties,* a paru dans le *Millénaire normand* (1911). Il paraissait désigné pour enseigner un jour à l'École des chartes; il a été tué au mois d'août; — Marcel GODET, né le 25 juin 1882; promotion de 1910; thèse : *la « Congrégation » de Montaigu, 1490-1580,* qui a paru dans la *Bibliothèque de l'École des hautes études* (fasc. 198); nous avons en outre mentionné plus haut, p. 105, son dernier ouvrage sur *les Brûlements d'archives à Abbeville pendant la Révolution;* tué le 24 octobre; — René SERPETTE DE BERSAUCOURT, né le 13 octobre 1880; promotion de 1908; thèse : *Philippe de Crèvecœur, seigneur d'Esquerdes, maréchal de France, 1434-1494;* — Henri VALLET, né le 22 août 1889; promotion de 1913; thèse : *la Culture classique dans Raoul de Praelles, d'après sa traduction, avec commentaire, de la Cité de Dieu de saint Augustin;* tué en octobre; — Gustave VALMONT, né le 24 juin 1881; promotion de 1908; thèse : *Études sur le commerce des grains dans la généralité de Rouen au XVIIIe siècle.* — La plupart de ces jeunes gens entraient à peine dans la carrière de l'érudition; presque toutes les thèses que l'on vient d'énumérer sont encore manuscrites; elles suffisent à peine à montrer l'étendue des pertes que déplore l'École. Deux de ces victimes, Fréville de Lorme et Godet, s'étaient déjà fait une place remarquée par leurs publications. De tous on gardera pieusement le souvenir. Ch. B.

— Dans les derniers jours de décembre 1914 est mort M. Alfred RICHARD, ancien archiviste de la Vienne (1868-1912); il était né à Saint-Maixent le 4 février 1839. Élève de l'École des chartes, il en était sorti en 1864 avec une thèse sur la condition des personnes et

des terres en Poitou qui n'a pas été imprimée; mais il a repris plus tard un point de cette thèse et il en a fait une brève mais convaincante dissertation sur *les Colliberts*, qui se rencontrent surtout dans les textes de l'ouest de la France (1876). C'est d'ailleurs à l'histoire de sa province que se rapportent tous ses ouvrages : *Chartes et documents relatifs à l'abbaye de Saint-Maixent* (2 vol., 1886-1888); *Notes pour servir à la bibliographie des États-Généraux de 1789 en Poitou* (1888); *les Taifales, la Taifalie et le pays de Tiffauges* (1890); *Épigraphie poitevine* (1890); *Observations sur les mines d'argent et l'atelier monétaire de Melle* (1893); *la Bataille de Vouillé en 507* (1898); *Un diplomate poitevin du XVIe siècle : Charles Danzay, ambassadeur de France en Danemark* (1910). La plupart de ces écrits ont paru dans les *Bulletins* ou les *Mémoires* de la Société des Antiquaires de l'ouest et dans les Archives historiques du Poitou. Mais il s'est assuré un nom durable parmi les érudits en publiant son *Histoire des comtes de Poitou* (2 vol., 1903), que l'Académie des inscriptions a distinguée d'une manière flatteuse en lui décernant trois années de suite le second prix Gobert. Ch. B.

— M. Charles JORET est mort le 26 décembre 1914 à l'âge de quatre-vingt-cinq ans : il était né à Formigny le 2 octobre 1829. Professeur de langue et de littérature allemandes dans divers lycées, puis à l'Université d'Aix-Marseille, il avait formé de bonne heure le projet d'écrire l'histoire des rapports intellectuels de la France et de l'Allemagne, et c'est à ce beau sujet qu'il consacra sa thèse française pour le doctorat ès lettres : *Herder et la renaissance littéraire en Allemagne au XVIIIe siècle* (1875); il y revint dans de nombreux mémoires sur les correspondants du Grand Électeur, sur la cour de Saxe-Weimar et les hommes de lettres, les gens du monde, les érudits qui s'y rattachent plus ou moins directement, tels que Gœthe et Mme de Staël, le comte du Manoir, Millin et Houdon, Bœttiger et d'Anse de Villoison. La correspondance inédite de ce dernier, retrouvée par lui, lui fit écrire tout un mémoire érudit et agréable à la fois : *D'Anse de Villoison et l'hellénisme en France pendant le dernier tiers du XVIIIe siècle* (1910. *Bibliothèque de l'École des hautes études*, n° 182). Élève de Gaston Paris et philologue expérimenté, il avait consacré tout un gros livre à l'étude du *C dans les langues romanes* (1874); les historiens lui sauront gré surtout de son important mémoire sur *les Noms de lieu d'origine non romane et la colonisation germanique et scandinave en Normandie* (1913). Ce sujet le ramenait à ses origines normandes qui lui furent toujours chères et, en 1903, il publia une bonne étude historique et militaire sur *la Bataille de Formigny en 1453*. Un domaine très différent lui était encore familier : la botanique et l'histoire des plantes. Outre quelques monographies : *Flore populaire de la Normandie* (1887), *les Jardins dans l'ancienne Égypte* (1894), *les Recherches botaniques de l'ex-*

pédition d'Alexandre (1904), il composa tout un ouvrage sur *la Rose dans l'antiquité et au moyen âge; histoire, légendes et symbolisme* (1892), et commença un ouvrage plus général encore : *les Plantes dans l'antiquité et au moyen âge*, dont deux volumes seulement ont paru : I, *les Plantes dans l'Orient classique* (1897), et II, *l'Iran et l'Inde* (1904), où il déploie une grande richesse d'informations. Il avait été élu en 1901 membre libre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres en remplacement de l'historien breton M. de La Borderie. Ch. B.

— La mort de M. Marcel Reymond, fondateur et président du Comité de patronage des Étudiants étrangers de l'Université de Grenoble, a été suivie de près par celle de M. J. DE CROZALS, professeur d'histoire et doyen honoraire de la Faculté des lettres. Le Comité de patronage venait à peine de le choisir pour diriger, pendant la durée de la guerre, en attendant l'élection d'un nouveau président, les cours spéciaux réservés aux étrangers. M. de Crozals était désigné au choix du Comité par ses talents d'administrateur. Il avait été mêlé de près à l'organisation pédagogique de l'Œuvre des Étudiants étrangers, qui a donné une si brillante prospérité à la Faculté des lettres de Grenoble. Il s'occupait particulièrement de la clientèle italienne. M. de Crozals était un des derniers et des plus distingués représentants de l'enseignement supérieur tel qu'on le concevait autrefois. Il ne formait pas ses élèves aux méthodes de l'érudition, dont lui-même ne faisait point grand cas. C'était un orateur disert et fin. Ses cours publics d'histoire de l'art, consacrés à la Renaissance italienne, avaient grand succès. Il laisse une thèse de doctorat sur *Lanfranc*, un mémoire sur la *Vénalité des offices de judicature*; des écrits polygraphiques qui attestent sa curiosité d'esprit : *Conspectus historiæ Ingolstadiensis Academiæ, 1422-1588* (1877); *les Peulhs, étude d'éthnographie africaine; le Commerce du sel, du Sahara au Soudan* (1896); *Notation musicale des odes d'Horace; Théorie de saint Augustin sur la Métrique*, etc...; des livres de vulgarisation, des manuels, des traductions de l'italien, une *Histoire de la Faculté des lettres de Grenoble*, qui s'arrête en 1897, une histoire de l'*Unité italienne. 1818-1870* (1898), etc. Ch. P.-D.

— Nous avons le regret d'apprendre la mort de M. Pierre BOURDON, agrégé de l'Université, ancien membre de l'École française de Rome, professeur d'histoire au lycée Malherbe de Caen, décédé subitement dans cette ville le 7 janvier dernier dans sa trente-cinquième année. Il préparait, pour sa thèse de doctorat, une étude sur le Concordat de 1516, pour lequel il avait réuni de nombreux matériaux. Il avait publié, dans les *Mélanges d'archéologie et d'histoire* de l'École de Rome, des travaux d'approche sur ce sujet, ainsi : *le Concordat de François Ier et l'indult de Charles-Quint. Leur conflit en Artois, 1518-1541*, d'autres études encore, comme celle sur Claude de Seyssel et la

traduction en italien de sa *Grande monarchie de France*. A la *Revue historique*, il nous avait donné une série de comptes-rendus sur l'histoire des papes du XIVe au XVIe siècle et sur l'histoire italienne pendant cette même période qu'il connaissait fort bien. Nous souhaitons qu'il soit possible de publier sa thèse et que le fruit de tant d'années de labeur ne soit pas perdu. C. Pf.

— Dans le courant de janvier est mort M. Gabriel Robinet de Cléry. Né à Metz le 18 août 1837, il est l'auteur d'un certain nombre d'études sur l'histoire du pays messin et de la Lorraine; nous signalons la publication de la *Correspondance de Lasalle. Dun à travers l'histoire; la première occupation de la Lorraine par les Français, 1632-1641*. Il a publié aussi des impressions de voyage : *En Tyrol; les Iles normandes, Pays de Home Rule*. Ancien magistrat et avocat, il a composé en plus un certain nombre de mémoires juridiques. C. Pf.

— M. François Laurentie, qui a été tué le 12 janvier, avait publié des études remarquées et fort bien documentées sur *l'Affaire Naundorf*, examen critique du trop fameux rapport de M. Boissy d'Anglas au Sénat (1911), sur *la Mort de Louis XVII, d'après le registre-journal du Temple* (1912), et sur *Louis XVII d'après des documents inédits* (1913).

— M. Charles Normand est mort, le 1er février, à Saint-Germain-en-Laye, où il était né le 1er août 1848. Il avait pris sa retraite, il y a deux ans, comme professeur d'histoire au lycée Condorcet. Il appartenait à cette petite bourgeoisie de la région parisienne qui, vers le milieu du siècle dernier, conservait encore un caractère provincial, tout en subissant fortement l'influence de la grande ville voisine : elle était laborieuse, simple, économe, mais aussi sensible aux choses de l'esprit, libérale, volontiers frondeuse et voltairienne, au demeurant amie de l'ordre en religion comme en politique. Normand garda quelque empreinte de ce milieu; il en répudia tout ce qu'il aurait pu y puiser d'idées étroites et formalistes. Très indépendant, il supportait avec peine la contrainte des petites villes, des opinions toutes faites, des conventions sociales qui dominaient dans la bourgeoisie. Il aimait l'ordre et la mesure; mais il recherchait toutes les manifestations, même les plus nouvelles, de la vie, de la pensée, de l'art, de la politique, pour en jouir délicieusement; il voulait surtout voir, sentir et comprendre. Resté orphelin de bonne heure, il fut mis interne au lycée de Versailles où il remporta des succès si flatteurs que ses professeurs le poussaient vers l'École normale supérieure; mais l'internat lui était devenu tellement odieux qu'il ne voulut même pas affronter le concours. Il avait trop peur d'être reçu et d'être condamné à trois nouvelles années de claustration. Comme il avait le goût de l'enseignement, il se mit à préparer seul, sans livres et sans maîtres, les

examens qui devaient lui assurer, avec le pain quotidien, une situation honorable et libre. Agrégé d'histoire en 1874, il se fit recevoir docteur ès lettres en 1884 avec une thèse latine sur un agent de Mazarin, Prioleau, qui fut aussi l'historien des premières années de Louis XIV, et une thèse française sur *Saint-Quentin et la royauté*, où il montra comment la centralisation monarchique étouffa les derniers vestiges des libertés municipales. Autorisé à faire un cours libre à la Sorbonne, il revint à l'étude de l'ancienne bourgeoisie française, qui ne cessa de le préoccuper et donna la substance de ses leçons dans son meilleur livre : *la Bourgeoisie française au XVIIe siècle* (1908) ; il y fit revivre avec une verve malicieuse les bons bourgeois parisiens du temps de la Fronde, louant leurs vertus domestiques, mais blâmant leur âpreté dans la poursuite des fonctions lucratives et leur absence de tout esprit civique. A ses recherches sur les classes sociales de l'ancien régime se rattachent encore des études faciles et brillantes sur *Monluc* (1890), sur *Retz* (1891), sur *Greuze* (1893). Cette dernière biographie est un charmant ouvrage qui révéla en lui un historien de l'art fin et délicat. Pour les classes, il écrivit plusieurs manuels : *Histoire grecque*, *Histoire ancienne des peuples de l'Orient* (1899), *Cours d'histoire à l'usage des écoles normales primaires* (1879), qui ont entre autres mérites celui de se faire lire des élèves avec agrément, car il était un conteur exquis en même temps qu'un professeur écouté, aimé et respecté ; conférencier chaleureux, il répondit plusieurs fois à l'appel de l'Alliance française, et il remporta, soit en France, soit à l'étranger, des succès flatteurs ; mais il valait peut-être plus encore dans le cercle étroit de sa famille et de ses amis où il dépensait sans compter les trésors de son esprit et de sa sensibilité. — Ch. B.

— L'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres a décerné le prix Allier de Hauteroche (numismatique) à M. Changarnier, conservateur du musée de Beaune.

— La direction des Archives nationales a fait publier un *État des inventaires des Archives nationales au 1er janvier 1914* (Paris, Impr. nationale, 1914, gr. in-8°, XII-80 p.), qui contient plus de 800 numéros (824, sans compter ceux qui sont mentionnés dans deux appendices). Parmi ces inventaires, tous ceux qui peuvent encore aujourd'hui être utilisés par les particuliers sont réunis et mis à la disposition du public dans une nouvelle salle dite « Salle des Inventaires ». La direction espère qu'à l'aide de ces instruments de travail chacun pourra faire lui-même ses recherches et marquer les documents qu'il a besoin de consulter, au lieu d'en imposer la charge aux archivistes eux-mêmes. Le temps économisé ainsi par les archivistes sera plus utilement employé pour la rédaction de nouveaux inventaires. C'est le grand souci de la nouvelle direction, résolue à servir, par des efforts bien coordonnés, les intérêts à la fois de l'administration, des travailleurs et de la science. Ch. B.

— Le *Journal officiel* du 8 janvier 1915 contient le premier rapport de la Commission d'enquête sur les atrocités commises en France par les armées allemandes.

États-Unis. — M. Alfred-Thayer MAHAN est mort en décembre 1914; il était né à West-Point le 27 septembre 1840. Il fit toute sa carrière dans la marine des États-Unis et prit sa retraite en 1896 avec le grade de contre-amiral. N'étant encore que capitaine et professeur au Collège naval, il publia en 1889 son *Influence of sea power upon history*, ouvrage où il se proposait d'appeler l'attention de ses compatriotes sur la nécessité, pour un grand peuple, de posséder une puissante marine de guerre; ce livre n'eut, à son apparition en Amérique, qu'un médiocre succès, parce que les préoccupations du public américain allaient dans une direction tout opposée; mais à l'étranger il exerça une rapide et décisive influence, d'abord en Angleterre, où il sembla dévoiler aux Anglais eux-mêmes le sens de leur histoire et la loi de leur avenir, puis en Allemagne, car ce pays aurait cru manquer à sa destinée si, à son tour, il ne parvenait à dominer sur les mers comme sur le continent. Les ouvrages suivants ne firent qu'accentuer le mouvement : *Influence of sea power upon french Revolution and Empire* (1890); *The interest of the United States in sea power* (1897); *Lessons of spanish war* (1899); *Sea power in its relations to the war 1812* (1905). Ce sont des ouvrages de doctrine où le détail exact est parfois sacrifié aux besoins de la thèse; mais il a écrit aussi d'autres livres où domine le récit historique : *Life of admiral Ferragut* (1890); *Life of Nelson* (1897); *Types of naval officers* (1901), et d'intéressants souvenirs de sa carrière maritime : *From sail to steam* (1907). Cet homme, qui fut une sorte d'apôtre de la guerre, était un chrétien convaincu et pratiquant, assez semblable à ces Allemands « qui glorifient la guerre pour des raisons élevées et mystiques » (*The Nation*, 10 décembre 1914, p. 681); mais il pensait aussi que la guerre elle-même doit être soumise à des lois généralement consenties par les peuples civilisés et, comme délégué au Congrès de La Haye (1899), il prit part à l'élaboration de ces conventions dont la volonté de la seule Allemagne a fait une lettre morte. Ch. B.

Grande-Bretagne. — Le 11 mai 1914 est mort Sir Archibald LAWRIE, éditeur des *Early scottish charters prior to A. D. 1153* (1905) et des *Annals of Malcolm and William, kings of Scotland, A. D. 1153-1214* (1910), deux travaux indispensables pour l'étude de l'Écosse au moyen âge. Il avait soixante-dix-sept ans.

— Sir John Roche DASENT, le diligent éditeur des *Acts of the Privy Council*, est mort le 22 novembre 1914 à l'âge de soixante-sept ans. Il était né le 24 janvier 1847.

— Le 6 décembre est mort, à l'âge de soixante et onze ans, le

révérend Th. M. LINDSAY, auteur d'une excellente *History of the Reformation in Germany* (2 vol., 1906-1907).

— En quelle langue eut lieu, le 4 août 1914, la fameuse conversation de Sir Edward Goschen, ambassadeur de la Grande-Bretagne à Berlin, avec le chancelier de l'empire d'Allemagne, qui est relatée au n° 160 du *Livre bleu?* En anglais, m'assure-t-on, c'est donc en anglais que le « chiffon de papier », le *scrap of paper*, sera buriné dans l'histoire. — Dans la *List of publications bearing on the war* dressée par M. G. W. Prothero pour le « Central Committee for national patriotic organisations » (62 Charing Cross; in-8°, 30 p.; prix : 2 d.), le premier des documents indiqués est la *Correspondence respecting the European crisis*, qui est marqué comme étant « *the British white paper*. Miscellaneous n° 6 ». Le second : *Great Britain and the European crisis*, est le célèbre *Blue book*, qui tient la tête des publications diplomatiques sur les origines de la guerre actuelle. Qu'est-ce qui distingue un « livre blanc » d'un « livre bleu »? La première de ces dénominations désigne les publications de mince volume (au-dessous de 40 pages) qui sont livrées au public sans la couverture qui caractérise l'autre catégorie, celle des « livres bleus ». On ne confondra donc pas le « Papier blanc » anglais avec le « Livre blanc » allemand. Voilà réglés deux points, minuscules il est vrai, d'histoire diplomatique et de bibliographie. Qui nous dira depuis quelle époque s'est établi l'usage officiel de ces livres de couleur? Ch. B.

Suisse. — Le 3 janvier dernier, le 169e anniversaire de la naissance de Pestalozzi (né à Zurich en 1746) a été célébré à Zurich avec un éclat particulier; le professeur ŒCHSLI fit une conférence sur Pestalozzi à Stans et sur les mesures qu'il proposa pour réparer les maux causés par l'insurrection de 1798. Un résumé de cette conférence a été donné dans la *Neue Zürcher Zeitung* du 11 janvier.

Le gérant : R. LISBONNE.

Nogent-le-Rotrou, imprimerie DAUPELEY-GOUVERNEUR.

223

LE CHAPEAU

DU

CARDINAL DE RICHELIEU

L'élévation de Richelieu au cardinalat, les motifs qui la provoquèrent, les circonstances qui l'accompagnèrent dépassent de beaucoup la portée de ces faits divers auxquels ne s'intéressent plus guère que ses biographes ou les collectionneurs d'anecdotes. Elle aussi concourt, à sa façon, à l'œuvre du grand ministre. N'a-t-elle pas contribué, pour une bonne part, à acheminer l'évêque de Luçon vers le rôle extraordinaire qui fut le sien? Et c'est là justement ce qui fait encore aujourd'hui, au regard de l'historien, le principal prix de ce titre conféré à Richelieu.

Aussi bien cette dignité dut-elle être emportée de haute lutte; elle provoqua des conflits de passions, des rivalités d'ambitions qui donnent à cette conquête les proportions d'un véritable drame, digne d'être étudié pour lui-même.

Pour oser entreprendre ici pareille étude sur un sujet où Cousin, Avenel, B. Zeller et M. Hanotaux ont projeté des lumières abondantes et parfois nouvelles, nous n'avons qu'une excuse. Aucun d'eux n'a prétendu étudier sous tous ses aspects ni dans tous ses développements ce moment si important de la carrière de Richelieu; quelques-uns n'ont pu l'introduire dans leur récit qu'à titre d'épisode; d'autres n'ont eu à leur disposition qu'une partie des documents qui pouvaient l'éclairer[1].

1. Dans son éloquente esquisse *le Duc et Connétable de Luynes* (*Journal des Savants*, 1862, p. 682-689), Cousin n'étudie l'affaire de la promotion de Richelieu que dans la mesure nécessaire pour justifier le rôle qu'y joua le connétable de Luynes, et il ne consulte guère que les lettres de Bentivoglio, dont il n'a connu d'ailleurs qu'une édition incomplète; il ne s'occupe que de la première partie des négociations. Berthold Zeller ne s'intéresse guère qu'à la seconde dans le *Connétable de Luynes* (Paris, 1879), et dans *Richelieu et les*

I.

Le jour où il put annoncer au secrétaire d'État Puysieux, de qui il dépendait, l'élévation de Richelieu au cardinalat, notre ambassadeur à Rome, le commandeur de Sillery, mêlait aux accents de triomphe ces graves et énigmatiques réflexions : « Il n'est possible de vous représenter par le menu les traverses et les difficultés qu'il y a eu à négocier et venir à bout de cet affaire, auquel ou à semblable je vous proteste sur mon honneur que j'aimerais mieux vivre inutile en France que d'avoir sujet d'y être souvent employé, vous assurant qu'il m'a empêché de dormir maintes heures de diverses nuits[1]. » L'auteur de cette dépêche n'était pas un novice dans la diplomatie. Encore moins avait-il à surfaire son mérite pour se pousser dans la faveur d'un ministre dont il était l'oncle. S'il parlait de difficultés plus qu'ordinaires en pareilles affaires, c'est qu'il en avait trouvé de telles.

Des témoignages identiques se rencontrent chez tous ceux qui furent mêlés à ces négociations. Aux insomnies près, le ministre Puysieux et l'évêque d'Aire, Bouthilier de La Cochère, se plaignent également, soit au plus fort de la lutte, soit au lendemain du succès, de « tous les obstacles[2] et des plus puissants empêchements qui se soient peut-être jamais rencontrés en pareille occasion[3] ». Au dire de ce dernier, « cette œuvre (de la promotion de Richelieu) était tenue en la cour de Rome pour un miracle par ceux qui savent les oppositions qu'on y a apportées[4] ».

D'où pouvaient donc provenir tant d'oppositions et de difficultés dans une négociation qui était, nous semble-t-il aujourd'hui, de nature à en susciter si peu?

A en juger par les correspondances de nos ambassadeurs à

ministres de Louis XIII de 1621 à 1624 (Paris, 1880). Avenel, préoccupé surtout de réagir contre les exagérations de Cousin, s'est trop borné à utiliser la correspondance de Richelieu qu'il avait éditée ou la partie de celle de Sébastien Bouthilier qu'il avait découverte; beaucoup mieux informé, M. Gabriel Hanotaux a volontairement restreint son exposé aux proportions que comportait le cadre de son *Histoire du cardinal de Richelieu*, tome I (Paris, 1893).

1. Lettre du 5 septembre 1662; Affaires étrangères, Correspondance, Rome, t. XXX, fol. 207.

2. Aubery, *Mémoires pour l'histoire du cardinal-duc de Richelieu* (Paris, 1660), t. I, p. 497.

3. Aff. étr., Corr., Rome, t. XXVIII, fol. 76.

4. Ibid.

Rome, la première difficulté à laquelle se heurtaient leurs instances en matière de promotions cardinalices, c'était la temporisation habituelle à la cour pontificale[1]. Les créations de cardinaux n'étaient soumises à aucune périodicité. Les vacances pouvaient succéder aux vacances pendant des mois, parfois même pendant des années, sans décider le cardinal secrétaire d'État, presque toujours neveu du pape, à sortir de la position où il se retranchait invariablement dès les premières sollicitations qui lui étaient faites : le Saint-Père n'estimait pas encore qu'il fût à propos de procéder à une promotion. Une fois posée, la candidature de Richelieu n'eut pas seulement à attendre la première promotion ; il ne s'en écoula pas moins de quatre entre le temps où le chapeau fut demandé pour lui par le roi et concédé par le pape.

Les deux pouvoirs entraient en concours dans l'élévation d'un sujet à cette haute dignité. Depuis le Concordat de 1516, le cardinalat, par les hauts privilèges qu'il conférait, même en notre droit public, à ses titulaires, tendait de plus en plus à devenir, en France, une distinction politique autant qu'une dignité ecclésiastique, et si le pape en disposait souverainement, il ne la conférait presque jamais que sur la proposition du roi.

Mais, dans l'évaluation des mérites des candidats, le pape et roi s'inspiraient rarement des mêmes motifs. Quand Henri IV proposait pour le cardinalat, au premier rang, le jeune comte de Chapelle, cousin de Gabrielle d'Estrées, qui sera le cardinal de Sourdis, et, au second, le célèbre diplomate Arnaud d'Ossat, évêque de Rennes, Clément VIII pouvait faire remarquer qu'il manquait tout à l'un excepté la naissance et que l'autre ne laissait à désirer que l'extraction de plus grande maison[2]. Anne d'Autriche et, plus tard, le Régent eurent leurs raisons pour demander le chapeau en faveur de Paul de Gondi ou de l'abbé Dubois, les papes Alexandre VII et Innocent XIII n'en avaient que trop pour les refuser à de tels candidats.

Évidemment, des obstacles de cette nature ne pouvaient pas se dresser devant la candidature de Richelieu. Il n'y avait rien que de louable et même d'édifiant dans son passé ecclésiastique.

1. Cf. Aubery, *Histoire du cardinal-duc de Richelieu* (Cologne, 1666), t. I, p. 38.

2. *Lettres du cardinal d'Ossat*, éd. Amelot de La Houssaye (Amsterdam, 1708), t. I, p. 53.

Attiré à l'Église un peu inopinément par le désir de garder un évêché dans sa famille, il avait racheté les insuffisances d'une telle vocation par le soin qu'il avait mis à s'adapter sans retard à toutes les exigences de ses nouvelles fonctions. Alors que sa naissance et son éducation l'avaient surtout préparé à la carrière militaire et à la vie de cour, il renonce très vite à tous les avantages qu'il pouvait s'en promettre, il se livre sans réserve aux études théologiques et à la conquête des grades d'école. Malgré l'état précaire de sa santé, il quitte Paris au lendemain de son sacre, il va s'enfermer au milieu des marais où s'élève son modeste évêché de Luçon. Pendant des années, il s'astreint à la résidence avec une fidélité fort rare alors; il visite son diocèse, travaille de sa personne à y rétablir la discipline parmi son clergé et à réparer les ruines matérielles et morales entassées par les guerres religieuses; il appelle à son aide les Oratoriens qui venaient de se fonder. Il est le premier des évêques de sa province et presque de la France entière à établir un séminaire qui assure la bonne formation de ses prêtres. Et il mène de front la polémique contre les protestants; il commence à écrire contre eux des livres de controverse qui le signalent comme un des meilleurs défenseurs de la doctrine catholique[1].

Tant de méritoires travaux le désignent à l'attention du clergé et, à la clôture des Etats-Généraux de 1614, il a l'honneur d'être choisi par ses collègues de la Chambre ecclésiastique pour présenter au roi leurs doléances et leurs vœux. Il s'en acquitte à la satisfaction de tout le monde. Si, quelque temps après, il s'éloigne de son diocèse, c'est pour prendre part au gouvernement de la reine régente. Le Saint-Siège voit son élévation avec une joie qu'il ne prend point la peine de dissimuler. Paul V envoie un bref à Marie de Médicis pour la féliciter de l'heureux choix qu'elle vient de faire en appelant au Conseil l'évêque de Luçon. Et dans l'intimité de sa correspondance avec le cardinal secrétaire d'Etat, là où rien ne gêne sa sincérité, le nonce Bentivoglio signale le nouveau ministre français comme un « des prélats les plus éminents du royaume par ses connaissances, son éloquence, sa valeur et son zèle pour la religion[2] ».

1. Pour les détails, je ne puis que renvoyer à L. Lacroix, *Richelieu à Luçon* (Paris, 1890).

2. « Il vescovo di Luçon prelato che... e de piu eminente di Francia per lettere, eloquenza, bontè e zelo di religione » (G. Bentivoglio, *la Nunziatura di Francia*, Firenze, 1863-1870, t. I, p. 14).

Nous ne savons si, dès son premier voyage à Rome (1607), où il était allé chercher ses bulles de l'évêché de Luçon, Richelieu, comme on l'a dit, avait donné réellement l'impression qu'il était déjà digne de faire partie du Sacré-Collège[1]; il est sûr du moins qu'une fois entré au Conseil il parut à cet observateur sagace et pénétrant qu'était le nonce Bentivoglio marcher droit au cardinalat[2].

Est-il besoin de rappeler ici comment le meurtre de Concini (24 avril 1617) vint renverser brusquement cet édifice de rêves et d'espérances? Richelieu était enveloppé dans la disgrâce qui frappait les créatures et les collaborateurs du favori un moment tout-puissant. Ses ennemis et ses envieux ne doutèrent point que sa perte ne fût irrémédiable. La reine Marie de Médicis, le seul appui qui lui restât à cette heure, était éloignée de la cour et de la faveur royale. Après avoir été placé quelque temps à la tête de son conseil, l'évêque de Luçon, de plus en plus suspect au roi et à Luynes, était obligé de quitter la petite cour de Blois pour se retirer dans son diocèse. Les préventions ombrageuses des vainqueurs du coup d'État d'avril ne l'y laissèrent même pas en paix dans l'obscurité de sa retraite. Il lui fallut s'en arracher, en pleine semaine sainte (avril 1618), pour aller sur un ordre d'exil du roi se cacher avec ses frères à Avignon, en terre papale. Cette fois, la chute semblait complète. Rome, qui seule avait un moment témoigné quelque velléité d'intervenir en sa faveur, laissa voir très vite qu'elle s'intéressait beaucoup moins à la fortune du ministre tombé qu'aux immunités ecclésiastiques méconnues en la personne d'un évêque frappé sans son assentiment[3].

On sait ce qui advint. Dans la nuit du 22 février 1619, Marie de Médicis, trompant la vigilance des gens de Luynes, s'échappait de sa demi-captivité de Blois et venait apporter l'appoint redoutable de sa présence au petit groupe de mécontents dont le duc d'Épernon et ses fils formaient le noyau. La situation parut inquiétante pour Luynes et le roi. Sur les suggestions de quelques amis de Richelieu, le favori s'empressa de faire appel aux bons offices de l'évêque exilé. Lui seul avait assez de crédit sur la reine pour l'empêcher de se porter à de dangereuses extré-

1. G. Hanotaux, *op. cit.*, t. I, p. 83.
2. G. Bentivoglio, *op. cit.*, t. I, p. 155.
3. Ibid., t. II, p. 71, 427; Aubery, *Mémoires*, t. I, p. 76, 81, 88, 94.

mités. Mieux valait à tous égards que la mère du roi fût livrée à son influence qu'à celle d'intrigants écervelés ou de bravaches hautains, tels que Ruccelaï ou d'Épernon.

Nous n'avons pas à raconter ici la suite des événements. Richelieu, sans trahir les intérêts de la reine, l'amenait peu à peu à signer le traité d'Angoulême (30 avril 1619) qui la réconciliait avec le roi et lui assurait, avec le gouvernement de l'Anjou, une retraite sûre et digne, à Angers. Ce premier retour de faveur, ce rapprochement suivi de l'entrevue du roi et de sa mère, laissa bien encore subsister quelques sujets de récriminations. Un moment même, tout sembla remis en question quand la reine-mère, appuyée par tout un parti de grands seigneurs mécontents, Soissons, Mayenne, Longueville, les Vendôme groupés autour d'elle, essaya de recourir aux armes pour soutenir ses griefs et ses réclamations. Mais les troupes royales eurent facilement raison de ces tentatives à la bataille des Ponts-de-Cé. Malgré sa défaite, Richelieu, qui, par impuissance ou par calcul, n'avait pas toujours dirigé les événements au gré du roi et de Luynes, fut cependant assez heureux ou assez habile pour conclure à Angers (10 août 1620) une paix, définitive cette fois, à des conditions dont chacun s'estima heureux.

II.

Il allait être le premier à en recueillir le bénéfice. Il n'est pas vrai, quoi qu'en ait dit Avenel[1], que le chapeau ait été promis à Richelieu lors du traité d'Angoulême. L'agent diplomatique dont cet historien se réclame, M. de Cœuvres, écrit bien, en janvier 1621, que « la dignité du roi et de sa couronne est entièrement engagée à obtenir ce que depuis dix-huit mois Sa Majesté a continuellement fait demander par M. l'ambassadeur et depuis si vivement poursuivi »; mais ces dix-huit mois ne nous reportent point à la date du traité d'Angoulême (30 avril 1619). Ce que l'ambassadeur n'avait cessé de demander pendant dix-huit mois, au nom du roi, c'étaient deux chapeaux pour la France, sauf à changer une fois ou deux les noms des bénéficiaires, comme il le déclare nettement dans une lettre écrite au roi le 20 septembre 1620 : « Je lui rappelai (à Sa Sainteté) succinctement tout ce que j'avais traité avec elle sur cette affaire depuis un an, lui faisant

1. *L'Évêque de Luçon et le connétable de Luynes*, dans la *Revue des questions historiques*, t. IX (1870), p. 111.

connaître que la demande que Votre Majesté lui faisait aujourd'hui n'était point nouvelle et qu'il n'y avait changement qu'en la nomination des personnes[1]. » On peut voir dans les lettres de Bentivoglio les divers candidats qui furent successivement proposés pour la pourpre depuis le traité d'Angoulême; jamais Richelieu n'y figure jusqu'à l'époque ou nous sommes arrivés[2].

Il est vrai cependant qu'après le traité le roi déclarait à Richelieu « qu'il demeurait obligé à reconnaître ce bon office[3] ». Luynes ajoutait quelque précision à cette vague promesse en lui faisant dire quelques mois plus tard (juin 1620), par son beau-père, le duc de Montbazon, qu'en récompense de ses services il pourrait « tout espérer de Sa Majesté et qu'il n'y a rien de grand qui soit convenable à sa qualité qu'il ne puisse attendre du roi[4] ».

A la veille du traité d'Angers, les promesses revêtirent un caractère un peu plus concret; ce qui ne veut point dire, comme on l'a écrit, que le « cardinalat ait été alors l'objet d'un marché entre le gouvernement et l'évêque de Luçon[5] ». Rien dans les textes qu'on invoque n'autorise à dire que, « pour décider Richelieu à faire accepter de Marie de Médicis... les clauses du traité d'Angers, on avait été contraint de lui promettre le chapeau de cardinal[6] ». Bentivoglio, dont on prétend rapporter le témoignage, s'exprime un peu différemment : « Condé m'a dit, écrit-il[7], que l'évêque de Luçon serait nommé (par le roi) au cardinalat parce qu'on lui en avait montré l'intention même avant la paix et que cette espérance l'avait porté d'autant plus à faire accepter de la reine-mère l'accord survenu. »

De ce témoignage, un autre est à rapprocher qui est tout aussi sûr et non moins instructif. Il émane du parti adverse, c'est-à-dire du milieu favorable à Richelieu, et il est pleinement d'ac-

1. Lettre du marquis de Cœuvres au roi, 20 septembre 1620. Bibl. nat., f. fr. 18014, fol. 469. Quand il s'agit du chapeau pour Richelieu lui-même, Sébastien Bouthilier dit, le 30 novembre 1621, que « le roi en avait continué ces instances depuis quinze mois » (Aff. étr., Corr. Rome, t. XXXIII, fol. 46). Ce qui fait bien remonter au début du mois de septembre 1620 les promesses du roi.

2. Bentivoglio, t. III, p. 368, 409, 441, 448, 537, 616; t. IV, p. 79, 113.

3. Aubery, *Histoire*, p. 32.

4. *Lettres et papiers de Richelieu*, éd. Avenel, t. VII, p. 481.

5. L. Batiffol, *Louis XIII et le duc de Luynes*, dans *Revue historique*, t. CIII, p. 52.

6. Ibid.

7. Bentivoglio, t. IV, p. 385.

cord avec le précédent : « Monsieur le Connétable (Luynes) s'est rendu M. de Luçon redevable à tant de titres, l'ayant honoré de son alliance par le mariage de son propre neveu avec sa nièce..., lui ayant procuré d'être nommé au cardinalat, en ayant de son propre mouvement donné et fait donner par le roi la parole à la reine... Pourquoi aurait-il prévenu les prières de la reine-mère s'il n'eût résolu de lui donner ce contentement auquel elle ne pensait point? Et pourquoi aurait-il fait rechercher à M. de Luçon une chose que sa modestie ne recherchait point[1]? » C'est Sébastien Bouthilier, alors évêque d'Aire et agent de Richelieu à Rome, qui écrit ainsi à son frère Claude Bouthilier, secrétaire des commandements de la reine; ils étaient l'un et l'autre, comme on verra, en situation d'être bien informés des circonstances et des conditions où il fut, pour la première fois, question d'un chapeau pour l'évêque de Luçon, et l'intimité de leur correspondance n'imposait ni gêne à leurs épanchements ni dissimulation à leur sincérité.

Le plus clair résultat de ces attestations autorisées et concordantes, c'est que le roi ou, si l'on veut, Luynes, son favori, a pris l'initiative de la demande du chapeau pour Richelieu et lui en a fait l'offre. Que cette offre répondît aux plus ardents désirs de Richelieu, nous n'en disconvenons pas. Lui était-il interdit de concevoir un juste sentiment de sa valeur? Et était-ce donc une ambition si coupable que de briguer un honneur dont la possession pouvait seul le mettre en état de réaliser des vues auxquelles lui paraissait liée la grandeur de la France?

Obligation avouée du roi, engagement formel du favori tout-puissant, volonté pressante de la reine, désir plus ou moins manifeste de l'évêque se rencontraient donc, cette fois, pour assurer à Richelieu la récompense « la plus convenable à sa qualité », le chapeau. Il n'était point compris dans les conditions officielles du traité d'Angers, mais le roi, qui ne devait pas ignorer la promesse faite en son nom, l'y ajouta par surcroît.

Cette spontanéité d'une offre, faite hier sous conditions aujourd'hui réalisées, devait suffire entre honnêtes gens à en garantir la sincérité. Luynes y ajoutait un gage de son appui en sollicitant pour son neveu, M. de Combalet, la main de la nièce de Richelieu, Mlle de Pont-de-Courlay; l'obtention de la pourpre pour l'évêque de Luçon devenait donc pour lui comme

1. Aff. étr., t. XXVIII, fol. 46.

une affaire de famille. La célébration du mariage projeté fut ajournée jusqu'après le retour du roi qui se rendait en Béarn pour contenir les protestants, mais les démarches pour la sollicitation du chapeau devaient être immédiatement engagées.

Des environs de Tours, où l'on se trouvait alors, un agent spécial, du nom de Chasant, homme de Luynes, fils d'un ancien conseiller au Parlement de Dijon, fut envoyé dès le 22 août vers le pape. Il avait pour mission, fut-il déclaré tout haut, de lui porter de la part du roi la notification de la paix d'Angers et la demande du chapeau pour l'archevêque de Toulouse et l'évêque de Luçon. Il devait remettre soit au pape, soit à son neveu et secrétaire d'État le cardinal Borghèse, soit au marquis de Cœuvres, notre ambassadeur, diverses lettres du roi, de Luynes et de Puysieux qui accréditaient sa personne et recommandaient sa mission. Dans celle qu'il adressait au pape, le roi se disait tout heureux « d'avoir calmé les troubles dont son État était menacé » et d'avoir pu « faire paraître le parfait amour » qu'il portait à sa mère. « J'ai encore désiré », ajoutait-il[1], « faire connaître que je n'ai rien qui soit tant recommandé que de témoigner en sa faveur ma bienveillance à aucun de ses particuliers qui ont aidé à la bonne intelligence qui est entre nous, comme a fait le sieur évêque de Luçon. A cette fin, j'ai promis à ladite Madame ma mère de m'employer de toute mon affection, envers Votre Sainteté, à ce que son bon plaisir soit qu'à la prochaine promotion qu'elle fera le sieur archevêque de Toulouse et lui soient promus à la dignité de cardinal. »

Muni de ces lettres et autres instructions, Chasant prit à la hâte le chemin de Rome, où il arrivait le 6 septembre. Il n'avait pas même, dira-t-il, osé s'arrêter à Florence pour voir le duc malade à qui il avait à remettre des lettres du roi ; il en avait été empêché par un courrier que Boutlilier, le secrétaire de la reine, lui avait dépêché avec l'ordre de se hâter, de peur que la promotion cardinalice n'eût lieu avant son arrivée. A Rome, il descendit chez l'ambassadeur de France et le lendemain il était conduit par lui chez le pape, à qui il fit connaître le double objet de sa mission. Il avait d'abord à l'informer « du progrès des armes du roi, de la réunion de Sa Majesté avec la reine sa mère », puis « à le prier au nom du roi de faire cardinaux à la première promotion l'archevêque de Toulouse et l'évêque de Luçon »,

1. Bibl. nat., f. fr. 3722, fol. 5, cité d'après L. Batiffol, *loc. cit.*

le roi « ayant été prié instamment par la reine sa mère de nommer à Sa Sainteté pour estre cardinal M. l'évêque de Luçon et désirant rendre toutes sortes d'affection à la dicte dame reine[1] ».

Sans être des plus chaleureuses, la recommandation contenue dans la lettre du roi semblait, à cette heure, de nature à faire bonne impression sur le pape. La réconciliation du roi et de sa mère n'était pas de ces événements qui pouvaient laisser la cour de Rome indifférente. Elle n'écartait pas seulement les menaces de guerre civile, elle faisait évanouir le danger, toujours redouté, d'une de ces coalitions des mécontents et des protestants qui tournaient généralement au profit de ces derniers. Aussi le nonce estimait-il que le pape ferait bien, pour la circonstance, d'envoyer un bref de félicitation au roi et à sa mère et même à ceux des intermédiaires qui avaient négocié cette paix[2].

Devait-il aller jusqu'à la sceller par la concession d'un ou même de deux chapeaux cardinalices? Cette question, que ne pouvait manquer de se poser le pape à la première lecture des lettres du roi, le mettait en grand embarras. Depuis assez longtemps, il se refusait d'accorder aux sollicitations répétées de notre ambassadeur la promesse de deux chapeaux pour la première promotion qui surviendrait. Il n'attendait plus, au dire de l'ambassadeur, qu'une place vacante pour procéder à cette promotion et il avait à peu près arrêté en lui-même le choix des sujets « dont il la voulait remplir[3] ».

Son premier mouvement fut de se retrancher dans son habituelle attitude. Il voyait « un océan de difficultés » dans cette promotion de deux sujets français. Il en vint cependant à parler « en fort bons termes de M. de Luçon et il s'offrait à le faire cardinal, sauf à garder l'archevêque de Toulouse pour une autre fois[4] ». Cette proposition ne fut pas du goût de Chasant. Il fit remarquer que le roi « les voulait les deux, ou M. de Toulouse le premier ». Le pape eut peut-être d'abord quelque peine à saisir la raison de cette préférence donnée à M. de La Valette, bien

1. Lettre de Chasant à M. de Puysieux, 19 septembre 1620. Bibl. nat., f. fr. 18014, fol. 451.

2. Bentivoglio, t. IV, p. 383.

3. Lettre de Cœuvres au roi, 22 septembre 1620. Bibl. nat., f. fr. 18014, fol. 469.

4. Chasant à Puysieux. Bibl. nat., f. fr. 18014, fol. 451.

moins méritant à ses yeux et pour le moins tout autant compromis devant le roi que Richelieu dans le soulèvement apaisé par le traité d'Angers; mais il n'allait pas tarder à être éclairé.

III.

Au moment où Chasant partait pour Rome, Puysieux, qui venait de lui remettre ses instructions, écrivait au nonce pour lui annoncer la demande du chapeau qui allait être faite en faveur de Richelieu. De sa lettre assez embarrassée, semble-t-il, Bentivoglio inférait que beaucoup de gens de la cour, à commencer par le prince de Condé, le chancelier et le garde des sceaux, verraient avec plaisir l'insuccès des sollicitations présentées au pape : l'envoi d'un agent spécial n'avait été fait que sur les instances de la reine et de l'évêque de Luçon qui avaient pris pour prétexte le motif de notifier au pape le traité d'Angers. En transmettant ces renseignements au cardinal Borghèse, Bentivoglio ajoutait qu'il comptait se rendre prochainement à la cour où il pénétrerait mieux le fond des choses et il ne manquerait pas de lui faire savoir ce qu'il y apprendrait[1].

Les pressentiments du nonce ne l'avaient point trompé. Arrivé le 5 septembre à Poitiers où se trouvait la cour, il était reçu le lendemain par Puysieux, puis par Luynes, qui avait hâte de le voir. Les entretiens qu'il eut avec chacun d'eux séparément roulèrent sur la candidature de Richelieu au cardinalat et sur les motifs qui avaient fait envoyer Chasant à Rome. Dans le désir de faire plaisir à sa mère, le roi s'était bien prêté, lui avoua Puysieux, à solliciter la pourpre en faveur de M. de Luçon, mais tout cela était pour la forme. En réalité, Chasant avait à demander secrètement qu'il ne fût point promu. Car le roi estimerait commettre une indignité que de payer de ce prix la paix qu'il avait conclue avec sa mère. Le nonce était donc invité à seconder de ses bons offices les véritables intentions du roi, mais l'affaire devait rester rigoureusement secrète entre ceux dont le concours était seul indispensable. L'ambassadeur de France à Rome n'en devait même pas recevoir communication ; on se méfiait de sa discrétion et de son affection pour ses neveux, les Vendôme, trop attachés au parti de la reine-mère[2].

1. Bentivoglio, t. IV, p. 392.
2. Ibid., t. IV, p. 408 et suiv.

Sans être aussi absolument opposé à la promotion de Richelieu, Luynes en demandait l'ajournement. A l'entendre, le roi tenait d'abord à voir quelle serait désormais la conduite du conseiller trop écouté de sa mère. N'était-il pas à craindre qu'il ne profitât de sa nouvelle dignité pour apporter un surcroît de force à quelque parti d'opposition qu'elle tenterait encore de fonder?

A cette heure, sans doute, la répugnance du roi pour l'élévation de Richelieu au cardinalat n'était point douteuse. Mais indépendamment des motifs que lui attribuait chacun des deux ministres, ils avaient bien aussi les leurs contre une candidature qu'ils ont subie bien plus que désirée. Le principal, celui qu'aucun n'avoue, c'est que Richelieu, toujours aussi puissant sur la reine-mère réconciliée avec son fils, allait, grâce au cardinalat, se faire rouvrir les portes du Conseil et devenir l'arbitre de ses décisions; il les supplanterait eux-mêmes à la tête des affaires. Puysieux, qui l'avait vu à l'œuvre trois ans auparavant, se souciait peu de renouveler une expérience qui lui avait coûté sa place de secrétaire d'État[1]. Quant à Luynes, il n'a pas assez de plaintes sur l'ingratitude de Richelieu à son égard. Il l'avait sauvé au lendemain de la chute de Concini, il l'avait placé auprès de la reine, il l'avait rappelé de son exil d'Avignon, et, pour récompense, l'évêque avait profité des derniers troubles afin de travailler à sa perte. Non, pas de chapeau, pour l'instant. Quand on serait fixé sur la suite qui serait donnée au projet de mariage entre M. de Combalet et Mlle de Pont-de-Courlay, on serait toujours à temps de s'occuper sérieusement du cardinalat[2].

Le nonce aurait pu répliquer à Luynes que, s'il avait rendu quelques services à son rival, c'était dans l'espoir d'en retirer de plus grands pour lui-même. Mais, s'il n'est pas évident qu'il eût qualité pour prendre la défense de Richelieu, il est trop manifeste, dans ses lettres, qu'il en avait encore moins le désir. Entre l'évêque, en qui il montrait naguère la plus haute et la plus digne personnalité du clergé français, et ses ennemis coalisés, la pensée ne lui vint même pas qu'à défaut d'une sympathie généreuse que réclamait la justice, la seule attitude qui lui convenait était celle d'une neutralité bienveillante. Non seulement

1. Bentivoglio, t. IV, p. 393.
2. Ibid., t. IV, p. 414.

il accueille avec une satisfaction marquée les plaintes et les griefs dont on lui fait confidence, mais il s'en fait l'écho, il les exagère même. Manifestement, il est tout disposé à se faire l'agent de l'opposition que soulève à la cour la candidature cardinalice de Richelieu. Il y a dans le rôle qui s'offre à lui une satisfaction pour sa vanité et de sérieuses chances de profits personnels; il s'y livre sans scrupule et sans réserve.

Après quatre ans d'une nonciature où il avait servi les intérêts du Saint-Siège et ceux du cardinal-neveu avec autant de zèle que d'intelligence et de succès, Bentivoglio n'était pas sans croire qu'il s'était acquis des droits sérieux au chapeau. Le principal, pour ne pas dire l'unique obstacle que redoutait son ambition, c'est que le pape ne se crût obligé d'en donner un trop grand nombre aux princes et qu'il n'en restât plus assez pour les Romains et pour lui. Aussi apparaît-il dans sa correspondance très préoccupé de discréditer tous les candidats qui ont quelque chance de succès, surtout à mesure qu'approche le moment de la promotion depuis longtemps attendue. « Voilà donc », écrit-il[1] en guise de conclusion aux renseignements qu'il vient d'envoyer, « où en est la situation en cette question de la promotion. Quand même le Saint-Père voudrait faire deux cardinaux, ici on n'en veut qu'un. » Et, encore, Luynes, « qui tient absolument dans sa main le cœur du roi », désire voir exclure de la pourpre des sujets « brouillons » tels que La Valette et Richelieu, et des candidats tels que les archevêques de Lyon et de Sens le laissent indifférent[2]. Au fond, roi et ministres verront sans déplaisir exclure tous les Français de la prochaine promotion, pourvu qu'il ne soit fait aucun autre cardinal pour des princes, surtout pour l'Espagne.

Il a été bien question de donner à cette dernière un chapeau pour le fils du marquis de Spinola, mais le nonce se rappelle fort à propos certains faits desquels il résulte que ce marquis est attaché aux Aldobrandini, les ennemis des Borghèse, et que l'entrée du jeune Spinola aura pour effet de fortifier cette faction opposée à la leur[3]. Si le cardinal-neveu ne saisit pas tout l'intérêt de révélations de ce genre, il n'est pas malaisé cependant de voir à qui elles devaient nuire et à qui profiter. Voilà donc qu'à

1. Bentivoglio, t. IV, p. 416.
2. Ibid.
3. Ibid., t. IV, p. 447.

l'hostilité du roi, à la duplicité du favori, aux rancunes des ministres, le nonce apporte sans vergogne l'appoint de son opposition sournoise pour barrer à Richelieu le chemin qui conduit au comble des honneurs ecclésiastiques.

Celui-ci n'a pour lui que son mérite personnel et les ressources de son talent, la promesse royale à laquelle il se fie et surtout l'appui de la reine-mère. Cet appui est, il est vrai, subordonné lui-même aux bonnes grâces d'un roi ombrageux et prévenu. Mais Marie a sur l'opinion publique et sur la grande noblesse une influence qu'il est bon de ménager, et elle apporte, dans cette question de la promotion de son protégé, une obstination impérieuse à laquelle il y aurait imprudence à résister ouvertement.

Elle n'estime pas encore avoir pris assez de précautions pour assurer le succès de l'affaire qui lui tient tant à cœur. L'envoi de Chasant avec l'unique mission dont elle le croit chargé ne suffit pas à la rassurer. De concert avec Richelieu, elle fait décider l'envoi d'un second agent qui sera chargé de faire de nouvelles et pressantes instances auprès du pape en vue de la promotion de Richelieu.

A cette fin, il est fait choix d'un personnage de toute confiance, Sébastien Bouthilier, abbé de La Cochère, le futur évêque d'Aire, dont le nom a déjà été prononcé plus haut. Fils de Denis Bouthilier, le célèbre avocat du Parlement de Paris qui s'était fait le protecteur des jeunes Richelieu restés orphelins de bonne heure, il était devenu dès son enfance l'ami et le compagnon du jeune Armand, l'avait suivi à Luçon, où il avait été créé par lui doyen du chapitre puis aumônier de la reine-mère. « Adroit, souple, insinuant », écrit M. Hanotaux[1], il avait voué à Richelieu un culte poussé jusqu'au dévouement le plus absolu. C'est lui qui avait su, au bon moment, inspirer à Luynes la pensée de rappeler Richelieu d'Avignon et qui avait souvent servi de négociateur entre la cour et le parti de la reine. Cette fois, il était envoyé au nom du roi auprès du pape pour lui témoigner, comme le portait la lettre qui l'accréditait, « le désir particulier[2] » qu'avait le roi de voir réussir sa demande des deux chapeaux et pour y faire les sollicitations nécessaires.

1. Hanotaux, *op. cit.*, t. I, p. 115.
2. *Lettres de Richelieu*, éd. Avenel, t. I, p. 655.

Jamais diplomate ne partit plus convaincu de la bonne foi de ceux qui l'envoyaient ni plus confiant dans la valeur et le succès de sa cause. Qu'aurait-il pu redouter? Que la promotion eût lieu avant l'arrivée des lettres du roi? Mais son frère, le secrétaire de la reine, n'avait-il pas pris des précautions suffisantes en envoyant à Chasant l'ordre de précipiter sa marche, et l'envoi de deux courriers successifs n'était-il pas, en lui-même, la preuve irrécusable de la haute importance que le roi attachait à la promotion de Richelieu?

Il arrivait à Rome au lendemain du 15 septembre, et son premier soin fut de se présenter à l'ambassadeur et de lui faire connaître l'objet de son voyage. Comme il l'avait fait pour le premier, le marquis de Cœuvres se hâta de conduire le nouvel envoyé du roi à Frascati, où le pape se trouvait en villégiature.

Quelque temps après la dernière audience donnée à Chasant, Paul V avait été mis dans la confidence des véritables intentions du roi. En celle-ci, il fit certes très bon accueil à La Cochère, lui laissa dire « fort discrètement et fort à propos tout ce qu'il avait à lui représenter[1] » en faveur de Richelieu; mais il insista plus que jamais sur la difficulté d'une double promotion française; il consentait bien à accorder un chapeau, mais il s'abstint cette fois de marquer de préférence pour l'un ou l'autre candidat et même de faire un éloge particulier de Richelieu.

De ce silence, Chasant seul aurait pu donner l'explication à ses compagnons de sollicitations. Mais, fidèle au rôle qui lui avait été assigné, il évita toujours dans ses lettres[2], comme dans ses entretiens avec le marquis de Cœuvres ou l'abbé de La Cochère, de laisser soupçonner l'objet réel de sa propre mission. Chacune d'elle fut rédigée de manière à pouvoir passer sous les yeux de l'ambassadeur ou être communiquée à Marie de Médicis et à Richelieu sans exciter leur défiance. Tout comme Cœuvres ou La Cochère, il revient sur la difficulté des deux promotions simultanées, sur la rivalité de l'Espagne, « qui pressera pour un pareil nombre... sur les intérêts de la cour de Rome, qui vont pour cette promotion à leur créature absolument... C'est pourquoi, Monsieur », écrit-il à Puysieux (13 sept.) avec toutes les apparences de la plus sincère conviction, « sçachant le grand

1. Lettre de Sébastien Bouthilier à Puysieux, 21 septembre 1620. Bibl. nat., f. fr. 18014, fol. 460.

2. Nous en avons trois. Bibl. nat., f. fr. 18014, fol. 415, 449, 451.

désir que vous avez que cette affaire réussisse, pardonnez-moi si, de l'avis de toutes les créatures qui sont par deçà clairvoyants aux intérêts de cette cour, je prends la hardiesse de vous dire qu'il est besoin absolument que le roi témoigne au nonce que ce lui serait un grand déplaisir s'il n'avait l'effet de sa prière envers Sa Sainteté[1] ». Et quelques jours plus tard (19 sept.) il écrivait avec la même gravité que les lettres apportées par La Cochère avaient fait une grande impression ; « néanmoins leurs intérêts sont par-dessus tout[2] ».

IV.

Ces protestations et déclarations étaient trop en harmonie avec les sentiments du marquis de Cœuvres pour qu'il ne se fît un devoir de les transmettre fidèlement et de les appuyer de toute son autorité.

L'envoi de ces deux agents l'avait déjà pleinement convaincu que le roi avait « cette affaire à particulière affection[3] ». Il n'en fallait pas tant pour stimuler le zèle d'un ambassadeur à qui la cour romaine reprochait déjà de mettre trop de fougue et de passion dans sa façon de servir son maître. Après entente avec les nouveaux collaborateurs qui lui étaient venus, il jugea toutefois prudent de procéder de façon à gagner du temps. L'important, c'était d'empêcher une promotion immédiate à laquelle le pape semblait résolu. Dans l'intervalle, il pouvait se produire de nouvelles vacances et le pape trouverait ainsi moins de difficulté à donner contentement au roi. A quelques jours de là, le cardinal secrétaire d'Etat lui fournit l'occasion de faire porter les sollicitations sur ce terrain ; il se hâta de la saisir. Ayant rencontré de hasard l'ambassadeur, Borghèse voulut lui exposer en détail les difficultés que soulevait la demande du roi et en même temps le charger de les faire connaître à sa cour. M. de Cœuvres s'en excusa, « lui remontrant que Sa Majesté ne les pourrait jamais recevoir, veu les démonstrations si grandes et si manifestes de ce qu'elle désire en cela, auxquelles elle se trouvait aujourd'hui engagée[4] ». Il était donc plus à propos d'en charger

1. Bibl. nat., f. fr. 18014, fol. 415.
2. Ibid., fol. 449.
3. Bibl. nat., f. fr. 18014, fol. 469. Cœuvres au roi, 22 septembre 1620.
4. Ibid.

le nonce. Mais, se ravisant bientôt, il déclara au cardinal qu'il ne pourrait déférer à son désir que s'il lui était donné assurance que la promotion ne se ferait pas d'un mois ou six semaines pour permettre d'attendre la réponse du roi. Sans pouvoir donner d'engagement formel à cet égard, le cardinal-neveu promit de s'employer dans ce sens. L'ambassadeur compta cette promesse comme un premier succès[1].

Au fond, il importait assez peu à Borghèse que M. de Cœuvres transmît ou non une communication que lui seul pouvait prendre au sérieux. Le roi, Luynes, Puysieux et Chasant, leur vrai mandataire, savaient à quoi s'en tenir. Le ressentiment de Richelieu éconduit et, partant, de la reine-mère pouvait seul inspirer quelque crainte. Mais, même de ce côté, le peu scrupuleux cardinal avait pris ses sûretés.

Avec une duplicité dont sa correspondance avec Bentivoglio n'offre que trop d'exemples[2], il s'était hâté dès le 15 septembre, alors qu'il connaissait bien le véritable objet de la venue de Chasant, d'envoyer ses félicitations à Richelieu, pour « l'éclatante justice qui était rendue à son mérite éminent[3] ». En même temps, il prenait l'engagement d'obéir en ce qui pourrait dépendre de lui au commandement du roi et de la reine.

Quelle méfiance pouvait tenir ou même naître contre un empressement aussi chaleureux que spontané? Jointe à l'accueil fait par le pape à Chasant et à La Cochère, l'attitude de Borghèse donna à l'ambassadeur grand espoir de succès. Rassuré par la demi-promesse qu'il avait obtenue et par le désir, intéressé sans doute mais sincère, que Borghèse montrait de faire retarder la promotion[4], le marquis de Cœuvres envoya en France son secrétaire Mémin. Outre certaines affaires personnelles à traiter, il le chargea d'informer la cour des difficultés que rencontrait auprès du pape la demande de deux chapeaux, et de voir dans quelle mesure il serait appuyé dans les instances qu'il se préparait à renouveler pour triompher de ces résistances.

1. Bibl. nat., ms. fr. 18014, fol. 415.
2. Cf. Bentivoglio, t. I, p. 115, 316; t. III, p. 377.
3. Avenel, *art. cité*, p. 111.
4. « Ce que j'y reconnais de meilleur est que le cardinal Borghèse ne désire pas (la promotion), voulant faire croire que ce soit pour favoriser le desseing de V. Majesté. Toutefois, l'on sait bien qu'il y a quelque intérêt particulier. » Cœuvres au roi. Bibl. nat., f. fr. 18014, fol. 469.

L'arrivée de Mémin en France allait surexciter tous les désirs, mais aussi toutes les passions et toutes les craintes qu'avait déjà fait naître cette affaire de la promotion. Le bruit commençait d'ailleurs à se répandre que le pape se refusait à accorder deux chapeaux à la fois, et l'on savait que La Valette, archevêque de Toulouse, occupait le premier rang sur la liste des propositions royales. Inquiète sur le sort que cette situation créait à son candidat, Marie de Médicis ne parlait de rien moins que de recourir tout de suite aux grands moyens de pression. Elle envoya en toute hâte à la cour un gentilhomme de sa suite. Il avait à demander que le roi fît savoir à Rome, à la fois par le nonce Bentivoglio et par le marquis de Cœuvres, que, s'il ne leur était pas accordé, dans la promotion prochaine, deux chapeaux pour les sujets proposés, son ambassadeur avait ordre de rentrer en France[1].

En même temps que ce gentilhomme, arrivait à Arsac (12 oct. 1620), où se trouvait la cour, le secrétaire du marquis de Cœuvres, qui de Lyon s'était lui aussi dirigé tout droit vers le Béarn[2]. Conçues dans les termes que nous connaissons, les lettres qu'il apportait de Cœuvres, de Chasant et de La Cochère donnèrent pleine satisfaction à Luynes et à Puysieux. Tout y montrait que le secret du roi n'était ni trahi ni pénétré. Il s'agissait maintenant de continuer la manœuvre même en face de cette mise en demeure discrète que constituait l'envoi de Mémin. On commença d'abord par prendre ses précautions à l'égard de la reine-mère et de Richelieu. Celui-ci avait connu l'accueil bienveillant qui avait été fait à Chasant et à La Cochère et il n'ignorait pas le motif de l'envoi de Mémin. Tout cela lui donnait grande espérance. C'est du moins le sentiment que lui prête le nonce, et il se garde bien, dans une visite qu'il reçut de lui, de la lui enlever[3]. Luynes de son côté s'appliquait à l'y raffermir en lui écrivant à la même époque (17 oct.) : « Je suis extrêmement content de quoi vous aurez reconnu le soin que j'ai pris de vous servir en votre affaire de Rome. Le sieur de La Cochère m'a écrit en être très satisfait et, à voir l'industrie qu'y a pour le faire réussir le sieur Chasant, nous continuerons à faire les mêmes instances que nous avons faites[4]. »

1. Bentivoglio, t. IV, p. 449.
2. Ibid., t. IV, p. 439.
3. Ibid.
4. Aff. étr., Corr. France, 773, fol. 139.

Il restait à apaiser Marie de Médicis. On se garda bien de prêter la moindre attention à ce que Puysieux, dans une lettre au nonce, appelait une « instance extravagante[1] ». On n'osait pas davantage lui opposer une fin de non-recevoir absolue. On se contenta de lui faire savoir que le roi ne pouvait engager sa dignité, dans cette affaire, jusqu'au point qu'elle souhaitait, mais qu'on continuerait à faire toute espèce de bons offices soit auprès du nonce, soit à Rome par l'ambassadeur, et qu'il serait pris une résolution quand on serait mieux fixé sur le résultat du voyage de Chasant à Rome[2].

Les bons offices n'allaient pas tarder, en effet, à être continués auprès du nonce, mais dans un sens tout opposé à celui qu'indiquait Puysieux. Aussi bien le nonce était-il par le fait de sa charge placé au centre de toute l'intrigue; lui seul, par le fait de ses communications avec Rome et avec la cour, connaissait le jeu de tous les ressorts[3].

A l'annonce des bonnes paroles dites à Cœuvres et des promesses qu'apportait son secrétaire, il redouta un moment que le pape et son neveu ne se fussent trop engagés avant d'avoir entendu Chasant à part ou d'avoir reçu ses propres lettres révélatrices des vraies intentions de la cour. Mais les confidences de Puysieux eurent bientôt fait de le rassurer. Après lui avoir fait communiquer par l'intermédiaire de son oncle, le commandeur de Sillery, le contenu des lettres apportées par Mémin, celui-ci lui envoyait, écrite de sa main, la copie des lettres de la reine-mère au roi et des réponses qui leur étaient faites. Sa collaboration était indispensable pour le succès du stratagème ourdi par eux. Car il fallait agir à l'insu de l'ambassadeur, et cet envoi de Mémin avec la mission de rapporter des ordres catégoriques du roi au sujet de la promotion ajoutait des difficultés nouvelles à l'attitude ambiguë et réservée où l'on était convenu de s'enfermer. Puysieux attendait donc du nonce qu'en « sage ministre » il ne manquât pas de faire savoir à Rome que le roi persistait dans le désir de voir promouvoir ses deux sujets en la façon que son secrétaire d'État l'en avait prié en son nom[4].

Nulle demande ne pouvait répondre davantage aux intimes désirs de Bentivoglio. En servant les intentions du roi qui lui

1. Bentivoglio, t. IV, p. 449.
2. Ibid., t. IV, p. 462.
3. Ibid., t. IV, p. 439, 447.
4. Ibid., t. VI, p. 450.

en resterait obligé, ne travaillait-il pas au succès de ses plus chères ambitions? Nous savons déjà son désir de faire écarter de la promotion future tous les candidats présentés par les couronnes afin d'accroître d'autant ses chances. Les sollicitations de Puysieux lui fournissaient l'occasion de revenir à la charge. De nouveau il insista adroitement auprès du cardinal Borghèse pour l'amener à faire hâter la promotion. Il y avait d'autant plus urgence que le retour prochain du roi allait, écrivait Bentivoglio le 21 octobre[1], amener la conclusion du mariage projeté entre le neveu de Luynes et la nièce de Richelieu, et, si la promotion n'était pas faite à cette heure, peut-être mettrait-on autant d'ardeur à y faire comprendre l'évêque de Luçon qu'on en apportait jusqu'ici à vouloir l'en exclure. On parlait bien en France de l'espérance donnée au marquis de Cœuvres que la promotion n'aurait point lieu avant le retour de son secrétaire, mais, assurait le nonce, il n'y avait que l'entourage de Richelieu et de la reine à présenter les choses sous ce jour. La cour savait à quoi s'en tenir sur les véritables termes dont s'était servi le pape. Il s'était engagé, croyait-elle, non pas à attendre le retour de Mémin pour faire la promotion, mais à ne point la faire sans en avoir prévenu l'ambassadeur.

En son for intérieur, Borghèse n'eût pas demandé mieux que de se rendre aux suggestions de Bentivoglio et de remplir les places vacantes du Sacré-Collège de Romains ou d'Italiens à sa dévotion, qui auraient accru d'autant, au prochain conclave, le nombre de ses créatures dociles. Sans nourrir le moindre sentiment d'hostilité contre Richelieu dont il avait souvent réclamé les services et apprécié les qualités[2], il avait vu sans le moindre déplaisir la proposition ostensible faite en sa faveur désavouée par les instructions secrètes données à Chasant, et il se prêtait à masquer cette indigne fourberie avec une complaisance dont un égoïsme comme le sien pouvait seul lui dérober la malhonnêteté. Ce lui était un sujet particulier de joie de voir mettre le nonce dans la confidence du complot tramé par Luynes et Puysieux, car par là, écrivait-il à Bentivoglio, ils s'enlèvent la possibilité de revenir sur leurs pas et de changer de sentiment sur cette question de la promotion[3]. Pour lui, rien ne pouvait lui sou-

1. Bentivoglio, t. IV, p. 449.
2. Ibid., t. I, p. 52, 61, 76, 83.
3. Ibid., t. IV, p. 458.

rire davantage que d'exclure de cette promotion tous les candidats des couronnes. Mais, à cette heure, ce procédé n'eût pas été sans danger. Les Français, avait écrit le nonce, se verraient sans trop protester exclus de la promotion pourvu que les Espagnols le fussent également. Mais était-ce là une opinion ou une certitude? Le secrétaire d'État tenait à être rassuré sur ce point. Fallait-il pour ne pas aigrir les Français que, outre les Espagnols, l'Empereur aussi vît éconduire ses candidats? Or, l'Empereur n'avait pas obtenu de chapeau depuis longtemps et il faisait d'extraordinaires instances pour en avoir. En poursuivant son enquête ou en prenant discrètement des informations utiles sur ces divers points douteux, le nonce devait avoir bien l'air d'agir de son propre mouvement et non d'après les ordres de sa cour[1]; car, avec un courage qui égalait sa franchise, Borghèse consentait bien à recueillir les profits de l'opération, mais n'entendait pas courir les risques d'un échec.

Quelque désir qu'il en eût, le nonce n'osa pas donner les assurances qu'on lui demandait. Le roi et les ministres, — il en était plus convaincu que jamais, — étaient toujours aussi disposés à faire bon marché de la candidature de Richelieu, mais il ne semblait pas possible de leur demander, à cette heure, de renoncer également à celle de M. de La Valette. En ce moment où les protestants de La Rochelle s'agitaient, il fallait éviter à tout prix d'amener le duc d'Épernon, alors au centre de son gouvernement de Guyenne, à faire cause commune avec eux dans le dépit où l'aurait jeté l'échec de son fils proposé depuis plus de trois ans pour le cardinalat[2]. Le parti le plus sage était donc de se résigner à accepter l'archevêque de Toulouse en s'estimant heureux d'être débarrassé de l'évêque de Luçon. Aussi bien les Français ne se consoleraient de leur éviction que si, avec les Espagnols, les Impériaux aussi étaient exclus, car Espagnols et Impériaux ne faisaient qu'un à leurs yeux[3].

V.

Il n'eût servi de rien au nonce de vouloir chercher à faire illusion sur les vrais sentiments de la cour de France à cet égard. Bon gré, mal gré, elle se voyait placée, par le voyage de Mémin,

1. Bentivoglio, t. IV, p. 458.
2. Ibid., t. IV, p. 475.
3. Ibid., t. IV, p. 476.

dans la nécessité de préciser à Rome la véritable portée de ses desiderata ou plutôt de donner l'assurance qu'en dépit de toutes les protestations de La Cochère et de Cœuvres ils n'avaient point changé. Pareille assurance ne pouvait être transmise ni par l'ambassadeur, ni par son secrétaire, ni par La Cochère. D'autre part, Chasant, une fois sa mission terminée, avait quitté Rome vers la fin d'octobre.

On imagina donc, pendant que Mémin prolongerait son séjour en France, d'envoyer un nouvel agent, qui confirmerait les premières instructions données à Chasant et annihilerait à l'avance tout ce qui pourrait désormais être dit ou écrit à leur encontre. Un gentilhomme de la chambre du roi, Marsillac, fut choisi pour cette nouvelle mission. En apparence, il avait mandat de porter au pape la nouvelle des succès du roi en Béarn et de le remercier des brefs dont Sa Sainteté l'avait honoré à la suite de la paix d'Angers. Le nonce fut averti par Puysieux de l'objet exact de cette nouvelle mission[1]. Il reçut Marsillac à plusieurs reprises; il recommanda à toute la bienveillance du cardinal-neveu ce « grand confident de Luynes qui était plus puissant que jamais auprès du roi[2] ». D'ailleurs, avec la méfiance réciproque dont s'honoraient ces complices en duplicité, il avait fait son enquête sur tous les motifs qui avaient porté Puysieux et Luynes à envoyer Marsillac en Italie. Il avait pu découvrir que celui-ci avait ordre de s'arrêter à Florence, mais principalement pour protester auprès du grand-duc du désir qu'avait Luynes de donner toutes les satisfactions à Marie de Médicis et de vivre de plus en plus en bonne intelligence avec elle[3].

Les protestations de ce genre coûtaient peu à la légèreté de Luynes. Au moment même où il envoyait Marsillac à Rome dans les intentions que nous connaissons, il écrivait à Richelieu : « Si jamais je recogne de ce que vous ai promis, que je meure plus tôt. Fiez-vous donc à moi. Je le dis parce qu'on m'a dit que vous aviez quelque méfiance[4]. »

Plus encore peut-être que les bonnes paroles de Luynes, les succès du roi en Béarn accrurent les espérances de Richelieu; car ils devaient, pensait-il, incliner d'autant le pape à se mon-

1. Bentivoglio, t. IV, p. 466-470.
2. Ibid., t. IV, p. 478.
3. Ibid., t. IV, p. 471.
4. Aff. étr., Corr. France, 773, fol. 139.

trer généreux envers le roi[1]. Il commençait cependant à transpirer quelque vague soupçon sur l'opposition qui lui était faite à Rome. Un de ses meilleurs amis, l'évêque d'Orléans, M. de Laubépine, lui écrivait que sa promotion n'était point encore assurée, que le pape était averti de mauvais propos qui pouvaient l'y nuire, « que Chasant n'avait pas opéré si bien que l'on se promettait[2] ».

Survint le mariage de Mlle de Pont-de-Courlay et de M. de Combalet, qui réalisait les plus chers vœux de Luynes. Il en fut, s'il en faut croire Bentivoglio, complètement retourné[3]. Dès les premiers jours du mois de décembre, Luynes joignait ses instances à celles de la reine-mère; il demandait même au nonce de les appuyer et d'user de toute son influence en faveur de Luçon. Il alla plus loin encore; il écrivit à Marsillac de considérer sa mission secrète comme annulée et d'employer véritablement ses bons offices en faveur de Richelieu, qui était devenu l'allié de sa famille[4]. La lettre devait rester sans effet, car elle ne trouva plus Marsillac à Rome. Mais, quelques jours après, il envoyait lui-même au nonce son beau-père d'abord, son secrétaire ensuite, pour lui faire les mêmes déclarations et demandes en son propre nom et au nom du roi[5].

Devant ce revirement qu'il avait prévu et qu'il avait annoncé à sa cour, le nonce ne se laissa pas déconcerter. Le faisceau de résistances dont il était le lien avait beau s'affaiblir, Bentivoglio s'ingénia à faire tourner même la défection de Luynes au profit de son ambition. Il rapporta assez fidèlement les renseignements qui ne justifiaient que trop ses prévisions; il ne cacha point qu'il croyait à la sincérité présente de Luynes. Mais il fit entrevoir en même temps qu'on pouvait tout redouter de la puissance du favori unie à « l'ambition effrénée » de Richelieu et à la grande violence de la reine-mère. On envoyait précipitamment courriers sur courriers, mais on ne s'arrêterait point là. Plus la promotion tarderait, plus les espérances et les prétentions iraient croissant[6]. La menace, suggérée par Marie de Médicis, de rappeler l'ambassadeur serait remise en avant et, en cas de refus,

1. Bentivoglio, t. IV, p. 475.
2. Aff. étr., Corr. France, t. XXIII, cité d'après Avenel, *art. cité*, p. 116.
3. Bentivoglio, t. IV, p. 519. « S'e mutato in capo a due giorni. »
4. Ibid., t. IV, p. 495.
5. Ibid., t. IV, p. 504.
6. Ibid., t. IV, p. 495, 496.

M. de Cœuvres pourrait donner libre cours à ses violences[1]. Et il jetait (19 déc. 1620) sur ces perspectives peu rassurantes cette conclusion bien suggestive sous son apparente indifférence : « Notre Saint-Père et Votre Seigneurie feront les réflexions que comporte cette affaire[2]. »

Le résultat de ces réflexions attendu par le nonce, on le devine, c'est que le pape devait se hâter de faire la promotion au plus vite pour être encore maître d'en exclure Richelieu ; de son côté, le nonce n'omettait rien pour décider le pape et son neveu à cette exclusion. Ce n'était pas assez pour lui d'affecter, dans la circonstance, des airs de dévotion et de présenter l'exclusion comme un châtiment voulu de Dieu pour punir « l'ambition effrénée[3] » de M. de Luçon, il ramassait et envenimait tous les propos qui pouvaient desservir sa cause. Tantôt il raille la précipitation avec laquelle se conduit Richelieu qui, sous prétexte d'agir avant les quatre-temps de décembre, époque présumée de la promotion, fait partir un courrier en pleine nuit, sans même prendre le temps de retirer des mains du nonce les lettres de recommandation qu'il lui a fait demander[4]. Tantôt il présente, sous des couleurs ridicules, les démarches de la reine, où il relève autant d'extravagances[5]. Il lui en faut même parfois moins pour décrier celui qu'il regarde comme son rival. Il lui prête jusqu'à des sentiments invraisemblables pour se donner prétexte à incriminer des attitudes éventuelles que rien n'autorise encore à prévoir. Le cardinal Borghèse, au grand contentement du pape, est parvenu à obtenir pour son neveu, le prince de Sulmone, le titre de grand d'Espagne. L'un et l'autre attachent fort grand prix à cet honneur qui flatte leur amour-propre et accroît le prestige de leur famille. Une seule chose les inquiète, c'est de savoir quel effet produira sur le roi de France et son entourage cette distinction qui fait d'eux les obligés et les clients du roi d'Espagne. Avant même de savoir comment les ministres de Louis XIII envisageraient la question, Bentivoglio se hâte d'informer le cardinal Borghèse qu'il pressent bien que Richelieu provoquera quelque protestation et cherchera à tirer parti de l'incident au profit de sa promotion[6]. Ses amis et ses

1. Bentivoglio, t. IV, p. 504.
2. Ibid., t. IV, p. 504.
3. Ibid., p. 448.
4. Ibid., t. IV, p. 495.
5. Ibid., t. IV, p. 448, 479, 495.
6. Ibid., t. IV, p. 518, 19 janvier 1621.

protecteurs tenteront peut-être d'exercer de nouvelles pressions sur Rome. Mais le pape ne doit point s'y tromper; tous les ministres détestent cordialement Richelieu, Puysieux surtout; il déplore la volte-face de Luynes, mais il donne, quant à lui, l'assurance que l'exclusion de l'évêque de Luçon ne provoquera que des plaintes légères et encore uniquement pour la forme et à seule fin de donner satisfaction à la reine-mère[1]. Le Père Arnoux lui-même, le confesseur du roi, a imposé à son pénitent, comme un cas de conscience, de s'opposer à la promotion de Richelieu : ce serait un scandale de voir récompenser d'une telle dignité un homme qui avait été la principale cause des maux causés par la discorde du roi et de la reine-mère[2].

Pour démontrer l'injustice ou le manque de sincérité des accusations dont Bentivoglio se fait ici l'auteur ou l'écho, nous pourrions rappeler ce qu'il écrivait naguère au cardinal Borghèse. Peut-être vaut-il mieux citer ce qu'il confiait à un diplomate espagnol de ses amis, le duc de Montéléon, dans des lettres dépourvues de tout caractère officiel. Au lendemain de la paix d'Angoulême, il entretient son ami (15 sept. 1619) des qualités singulières de l'évêque de Luçon. « Il les a particulièrement montrées », ajoute-t-il, « dans ce traité et on ne saurait dire quelles louanges il en reçoit[3]. » Un mois après la demande du chapeau (20 sept. 1620), il proclame l'heureuse influence des conseils de Richelieu sur la reine, la satisfaction qu'éprouve le roi d'avoir auprès d'elle un aussi puissant moyen d'action, un conseiller aussi avisé, par opposition à tant d'autres qui, dans ces guerres civiles, ne recherchaient que leurs intérêts[4]. Au moment même où il dénigrait Richelieu à Rome dans les termes qu'on vient de lire, il annonçait au diplomate espagnol la demande faite par Louis XIII en faveur de Richelieu « sur les instances de la reine et en considération du propre mérite d'un sujet si éminent[5] ».

Si le cardinal Borghèse avait pu lire les lettres adressées au duc de Montéléon par Bentivoglio, il aurait peut-être prêté moins de confiance à celles qu'il en recevait lui-même. Il est vrai qu'il lui en venait en même temps de la cour de France qui

1. Bentivoglio, t. IV, p. 525.
2. Ibid., t. IV, p. 477.
3. *Memorie del cardinal Bentivoglio* (Venetia, 1668), p. 273.
4. Ibid., p. 297.
5. Ibid., p. 307.

auraient pu dérouter un esprit moins averti que le sien. Quand Mémin partit pour rejoindre son chef à Rome, il fallut bien, sous peine de lui livrer le secret périlleux, lui remettre les lettres qu'il était venu chercher, et ces lettres ne pouvaient qu'apporter à l'ambassadeur une approbation des démarches déjà faites et l'entretenir dans sa première illusion. Le roi lui écrivait donc : « Vous renvoyant votre secrétaire, je vous dirai, sur le sujet de la promotion qu'on attend que le pape fasse bientôt, que je ne croy en aucune façon que Sa Sainteté me voulût faire ce tort que de m'y dénier deux cardinaux, vu la parole qu'il donna lorsqu'il en fit deux Espagnols de me contenter en une autre promotion. Je tiens en cette considération et de l'instante prière que vous lui ferez de ma part des sieurs archevêque de Toulouse et évêque de Luçon, ce que je prétends de Sa Sainteté indubitable. Vous poursuivrez cette affaire fortement et prudemment, puisque je l'affectionne et que vous connaissez bien le déplaisir que ce me serait d'être éconduit en une chose si raisonnable comme est celle-ci[1]. »

La lettre adressée au pape visait surtout Richelieu. « Ayant écrit à Votre Sainteté, » disait le roi, « avec affection sur le sujet de la promotion au cardinalat, j'ai cru qu'Elle aurait agréable que je réitérasse par cette lettre la supplication que je lui en ai ci-devant faite, à quoi je me porte d'autant plus volontiers qu'outre l'estime que je fais dudit évêque de Luçon par son mérite particulier, je suis encore obligé, en considération de la reine, Madame ma mère, au service de laquelle je l'ay mis, d'en supplier de rechef Votre Sainteté, je lui aurai une obligation très étroite du bon succès que j'en attends[2]. »

Aux lettres du roi, son fils, Marie de Médicis ne manqua pas de joindre les siennes. Alla-t-elle même, dans son ardent désir de servir la cause de Richelieu, jusqu'à vouloir essayer sur Borghèse l'effet d'influences réputées plus puissantes que les prières et les lettres? Nous ne savons. Toujours est-il que le cardinal Borghèse affirme qu'il lui fut offert en son nom, par le cardinal Ubaldini[3], un présent de dix mille écus pour qu'il aidât à la promotion de l'évêque de Luçon.

De pareilles démarches n'étaient pas faites pour compenser la froideur visiblement calculée des lettres royales. Ces lettres

1. *Lettres de Richelieu*, éd. Avenel, t. I, p. 619.
2. Ibid., t. I, p. 662.
3. Bentivoglio, t. IV, p. 550.

eussent-elles été plus chaleureuses, le pape et le cardinal Borghèse n'en savaient pas moins, depuis le voyage de Chasant et de Marsillac, le cas qu'ils devaient en faire.

Le marquis de Cœuvres, lui, l'ignorait toujours et, devant cette succession d'agents et de lettres de recommandation, il se crut plus obligé que jamais de s'employer à faire triompher ce qu'il regardait comme le vœu du roi. Pendant que La Cochère faisait part à Richelieu de ses espérances, le marquis de Cœuvres se rendait auprès du pape (30 déc. 1620), en audience extraordinaire, pour l'entretenir encore de la promotion. Après avoir rappelé les nombreuses instances faites déjà au nom du roi, il essayait de savoir dans quelle mesure il en serait tenu compte dans la promotion future. Il rappelait volontiers que, lors de la dernière promotion faite en 1616, le pape avait promis à M. de Brèves, alors ambassadeur de France, que, s'il était contraint maintenant de concéder deux chapeaux à l'Espagne, il serait donné compensation à son roi dans une promotion ultérieure. Pour lui, il espérait bien que son maître, se contentant d'être traité comme le roi d'Espagne, n'aurait pas l'affront de se voir frustré dans son attente. Le pape se contenta de protester de sa bonne volonté, mais actuellement, n'ayant que dix places vacantes, il ne pouvait attribuer qu'un chapeau à la France, et il ne lui convenait pas d'ajourner plus longtemps une promotion qui était en suspens depuis quatre mois. Cœuvres n'en put obtenir de meilleure réponse[1].

Il se transporta chez le cardinal devant qui il exhala ses plaintes sur le déni de justice dont Richelieu était victime, sur l'injure qui était faite au roi, dont les demandes étaient beaucoup moins considérées que celles du roi d'Espagne. Borghèse s'efforçait de l'apaiser; il promit d'intervenir auprès du pape ou pour obtenir le chapeau en faveur de M. de Luçon en cette promotion ou d'en faire faire une autre dès qu'il y aurait deux places vacantes[2].

Sans se laisser décourager par ces faux-fuyants, M. de Cœuvres revenait à la charge huit jours plus tard. Le bruit s'était répandu que parmi les Italiens désignés pour la pourpre figurait un Stefano Pignatelli, personnage de réputation équivoque, mais en grande faveur auprès du cardinal secrétaire d'État qui tenait, disait-on, à récompenser par le chapeau les

1. Vittorio Siri, *Memorie recondite* (Lione, 1669), t. V, p. 238 et suiv.
2. Ibid.

services de tout genre qu'il recevait de son factotum. L'annonce d'une pareille promotion provoqua dans Rome de vives protestations. Un Jules Menochius, sorte de parasite qui vivait en marge de l'ambassade de France, s'en fit particulièrement l'écho. Il osa même les porter jusqu'au pape. A cette heure, la démarche était pour le moins imprudente ; le cardinal Borghèse n'allait-il pas s'imaginer que Menochius agissait sous l'inspiration de l'ambassadeur? Rien ne pouvait le porter davantage à contrecarrer sa demande du chapeau pour Richelieu. Le marquis de Cœuvres crut parer le coup et même tirer profit de l'incident pour se pousser dans les bonnes grâces du pape et de son neveu en consignant bruyamment sa porte à Menochius, en se rendant lui-même auprès du pape pour désavouer les propos de son client et rendre hommage aux mérites de Pignatelli[1].

Pour être habile, trop habile même, la démarche ne produisit point l'effet qu'en attendait M. de Cœuvres. Il s'aperçut que Borghèse ne lui donnait pas meilleur espoir, qu'il s'efforçait même de retirer la promesse de provoquer une seconde promotion en faveur de Richelieu à l'une des deux premières places vacantes. Il revint bientôt trouver le cardinal et s'y livrait, comme l'écrivait celui-ci quelques jours plus tard, à sa fougue et à ses véhémences habituelles. Il s'emporta jusqu'à dire qu'il voyait bien que Rome était très mal disposée pour la cause du roi, que l'exclusion de Richelieu avait été décidée de concert avec l'ambassadeur d'Espagne et qu'un courrier avait été envoyé à Madrid pour en donner l'assurance. Le cardinal se justifia sans difficulté contre des allégations si peu fondées ; mais bientôt, pour couper court à des insolences qui allaient toujours croissant, il prit le parti de ne rien répondre. M. de Cœuvres dut se résigner à partir[2].

En son particulier, dans ses lettres au nonce, le cardinal ne pouvait s'empêcher de trouver bien dure la situation fausse où le plaçait le secret du roi et il ne lui déplaisait pas qu'on le sût à la cour : « Si vous en avez l'occasion », lui écrivait-il, « vous pourrez dire que, pour conserver le secret du roi apporté ici par Chasant et Marsillac au sujet de Luçon, nous avons à essuyer de la part de M. de Cœuvres des désagréments tout aussi insupportables que déraisonnables[3]. »

1. Siri, t. V, p. 240.
2. Lettre de Borghèse à Bentivoglio. Bentivoglio, t. IV, p. 550.
3. Ibid.

Mais M. de Cœuvres n'était-il pas encore plus à plaindre du rôle ingrat et ridicule auquel le condamnait la défiance de sa cour qui l'exposait chaque jour à des rebuffades aussi humiliantes? Une plus grave l'attendait encore. Dans l'après-midi du dimanche 10 janvier 1621, alors que la promotion était annoncée pour le lendemain et que le nom des élus circulait de bouche en bouche, il se rendit au Vatican pour essayer de briser cette résistance qu'il n'arrivait pas à s'expliquer. Il renouvela les prières les plus pressantes, les raisons les plus décisives. Rien n'y fit : le pape se montra plus inflexible que jamais. A bout de ressources, M. de Cœuvres lui présente un mémoire qu'il le prie de lire. Il y avait résumé les multiples démarches déjà faites en vue de la double promotion : il y rappelle la promesse donnée par le pape en 1616 ; il y insiste sur l'affront qui allait être infligé au roi si à un cardinal tel que l'évêque de Luçon, dont le Saint-Siège avait si souvent loué les mérites, était préféré un Pignatelli[1].

« Mais enfin », répartit le pape, « pourquoi mettez-vous tant de chaleur et d'impétuosité à réclamer le chapeau pour l'évêque de Luçon? » « C'est », répond M. de Cœuvres, « que j'en ai mandat formel », et là-dessus il lut la lettre où Luynes rappelait que Richelieu était devenu son parent et avait contribué plus que personne à la prospérité du royaume en amenant la réconciliation du roi et de sa mère ; il engageait donc l'ambassadeur à « mettre tous les fers au feu pour en faire un cardinal en même temps que La Valette, quoique après lui ».

« Une lettre », dit le pape en exhibant un papier, « mais nous aussi nous avons une lettre, et de la propre main du roi, et elle nous apporte, à propos de la promotion de l'évêque de Luçon, des instances diamétralement opposées aux vôtres[2]. »

Cette déclaration inattendue jeta M. de Cœuvres dans une stupéfaction foudroyante plus aisée à concevoir qu'à décrire. La pensée ne lui vint même pas de faire remarquer que les lettres récentes où le roi confirmait et appuyait les démarches de son ambassadeur étaient postérieures à celles où il les désavouait. Aussi bien même alors le pape avait encore la partie belle. Il savait que les lettres pouvaient se succéder nombreuses et favorables sans marquer la moindre modification dans les premières intentions du roi. Puysieux avait prévu le cas sans doute pour

1. Siri, p. 247.
2. Ibid., p. 241.

se prémunir contre la versatilité éventuelle de Luynes. Chasant et Marsillac, conformément à leurs instructions, avaient averti le pape et son neveu qu'en dépit de toutes les lettres qu'écrivait le roi, la demande qu'ils faisaient en son nom ne devait être considérée comme révoquée que le jour où serait envoyé *ad hoc* un agent spécial. « Et jusqu'à présent », écrivait le 11 janvier 1621 à Bentivoglio le cardinal Borghèse, « il n'en est point venu de tel[1] ».

VI.

Le jour même où cette lettre était écrite avait lieu la promotion si longtemps attendue. L'archevêque de Toulouse y était compris, mais Richelieu n'y figurait pas. Il y avait là, en revanche, le nonce de France, Bentivoglio, et le fameux Pignatelli. L'ambassadeur français, on le croira sans peine, s'abstint de toutes les démonstrations de joie usitées en pareille occurrence. La seule chose qui pût atténuer son mécontentement fut de voir que les cardinaux Farnèse, Montalte, Bellarmin et quelques autres affectèrent une réserve pareille à la sienne pour protester contre la promotion de Pignatelli, qui provoqua dans Rome de nombreux murmures[2].

La nouvelle de la promotion parvint en France dès le 21 janvier. La nomination de La Valette y fut favorablement accueillie, comme, du reste, celle de Bentivoglio, qui avait toutes les sympathies de la cour[3]. Au fond, en dépit de sa récente volte-face, Luynes était enchanté du résultat. Huit jours après la promotion, mais en un moment où elle n'était pas encore connue à Paris, le nonce avait pu le rejoindre et l'amener à marquer la portée précise de sa nouvelle attitude. Depuis le mariage du 26 novembre, Luynes désirait sincèrement voir Richelieu promu au cardinalat. Mais, quand sa promotion, disait-il, se ferait attendre, il n'en éprouverait aucun chagrin. Au contraire, il aurait ainsi plus de temps pour mieux connaître ses vrais sentiments. Et il concluait par ces claires paroles : « S'il est fait cardinal, ce sera bien ; s'il ne l'est pas, ce sera mieux[4]. » A ses yeux, c'était donc le mieux qui prévalait.

A part lui, le roi aussi avait toute raison d'être content. Le

1. Bentivoglio, t. IV, p. 549.
2. Siri, t. V, p. 249.
3. Ibid., p. 259.
4. Bentivoglio t. IV, p. 536.

candidat qu'il avait recommandé, le fils du duc d'Épernon, qu'il était bon de ménager, était introduit dans le Sacré-Collège. Celui qu'il avait présenté à son corps défendant et dont l'admission lui eût été, au fond, déplaisante était éconduit et le pape assumait seul la responsabilité du refus. Mais encore importait-il de sauvegarder les apparences et de ne pas compromettre par d'indiscrètes manifestations le succès obtenu. Le roi avait trop longtemps et trop publiquement demandé le chapeau en faveur de Richelieu pour pouvoir se montrer satisfait du demi-échec qu'il paraissait éprouver.

Il affecta donc d'être mécontent de l'exclusion de l'évêque de Luçon et, pour témoigner son déplaisir, il ne fit point porter, selon l'usage, ses félicitations au nonce promu. Bien plus, quand celui-ci vint officiellement faire part de son élévation, le roi, tout en témoignant des égards pour sa personne, se plaignit avec quelque amertume de n'avoir pas reçu du pape le traitement qu'il attendait de sa justice et de sa bonté[1]. La France était en droit d'espérer mieux et, si dans la suite il n'était pas tenu meilleur compte de ses vœux, il serait contraint de recourir à quelque mesure rigoureuse[2].

Le nonce s'employa tout aussi gravement à excuser le pape en alléguant le petit nombre de places vacantes dont il disposait. Si l'évêque de Luçon n'avait point été compris dans la promotion, son exclusion n'avait rien d'offensant pour sa personne. Le pape avait hautement reconnu son mérite, mais il lui avait été impossible de donner satisfaction aux nombreuses demandes qui lui avaient été adressées[3].

Telle fut la version officielle répandue en France. L'agent même de Richelieu, l'abbé de La Cochère, d'abord n'en connut point d'autre. Dans une lettre qu'il écrit de Rome à son frère, au lendemain de la promotion, il ne signale pas d'autre motif à l'exclusion de l'évêque de Luçon[4]. Il pouvait, disait-il, se rendre le témoignage de n'avoir rien négligé pour le succès de sa mission, mais il s'était heurté au parti pris du pape de ne point nommer cette fois deux cardinaux français. A Richelieu lui-même, auquel il écrivait dès le soir même du 10 janvier sous le pseudonyme de Saint-Caliste, il présente la promotion comme

1. Siri, t. V, p. 251, 260.
2. Ibid.
3. Ibid.
4. Lettre du 16 janvier 1621. Aff. étr., Corr. Rome, t. XXVIII, fol. 8.

un déni de justice à l'égard du roi de France, comme un passe-droit en faveur du roi d'Espagne. « Il ne s'agit point tant », lui dit-il[1], « de l'honneur que l'on vous veut promouvoir que de la dignité du roi et de sa couronne qui est entièrement engagée à obtenir ce que depuis dix-huit mois il a continuellement fait demander par Monsieur l'Ambassadeur et depuis si vivement poursuivi par l'envoi de tant de courriers et même par le voyage de M. de Marsillac. » « Les difficultés qui ont été faites pour la promotion », écrivait également de Rome à Richelieu le cardinal de Bonzi[2], « ne touchent point votre personne, qui est en très grande estime pour Notre Saint-Père le pape et M. le cardinal Borghèse. »

Richelieu connut-il véritablement dès lors la cause de l'échec de sa candidature? Parvint-il à deviner la fourberie dont il était victime? Il y a quelque raison d'en douter. Le marquis de Cœuvres lui écrivit bien comme La Cochère, mais tout donne à croire qu'il ne lui livra point le grave secret qui venait de lui être communiqué. C'eût été découvrir son roi, c'eût été révéler l'humiliante défiance dont il avait été l'objet lui-même, donner à la reine une arme terrible contre Luynes, peut-être occasionner une nouvelle rupture ; il se devait à lui-même et à sa qualité de cacher la vérité à Richelieu.

Celui-ci ne dut pas cependant se faire totalement illusion sur les bonnes dispositions qu'affectait Luynes à son égard. Il savait trop que, si le favori du roi avait eu sa promotion à cœur autant qu'il l'affirmait en toute rencontre, les moyens ne lui auraient pas manqué pour la faire réussir. Son ami La Cochère n'avait peut-être pas vu clair dans le jeu de Chasant, « ce très honnête homme et fort bon esprit[3] » avec qui il croyait avoir contracté « une très étroite amitié[4] », il n'en avait pas moins prévu dès la première heure que pour assurer le succès de cette affaire, « qui est très difficile », il fallait écrire fermement « en cette cour » et parler de même « à Monsieur le Nonce[5] ». Et, après l'insuccès, il se plaignait de « n'avoir pas été assisté de delà[6] », comme il l'avait demandé.

1. Aff. étr., Corr. Rome, t. XXIII, fol. 484.
2. Ibid., t. XXVIII, fol. 10.
3. Ibid., t. XXVIII, fol. 8.
4. Ibid.
5. Bibl. nat., f. fr. 18014, fol. 460.
6. Aff. étr., Corr. Rome, t. XXVIII, fol. 6.

A n'en pas douter, la nouvelle de la promotion du 11 janvier apporta à Richelieu une amère déception ; mais il eut assez de force d'âme pour n'en rien laisser paraître au dehors. Qu'il fût ou non convaincu de la vérité des explications qu'on donnait de son échec, qu'il eût ou non des soupçons sur la sincérité de ceux qui lui avaient promis la pourpre et avaient affecté de s'employer à la lui obtenir, il garda ses sentiments intimes pour lui seul. Avec ses meilleurs amis et confidents, tels que le P. Joseph, il se contente « de transmettre les lettres que lui envoie de Rome[1] » l'abbé de La Cochère, sans ajouter un mot qui décèle l'état de son âme.

Ce n'est pas avec ses lettres, ni du reste avec aucun autre document existant que l'on peut s'imaginer, avec Cousin, « la fureur de l'altier et irascible Richelieu ». Rien n'autorise davantage le panégyriste de Luynes à ajouter : « Elle fut égale à la violence de ses désirs et de ses poursuites[2]. » Il y a en tout cela beaucoup plus d'imagination et de prévention que de réalités suggérées par les textes.

Après les mouvements et démarches qu'elle s'était imposés pour faire réussir la candidature de son grand aumônier et conseiller, Marie de Médicis n'était pas femme à prendre aussi aisément son parti de son insuccès. Rien n'a transpiré des plaintes qu'elle dut faire entendre au roi son fils ; mais, dès ce moment, un changement visible se fait remarquer dans son attitude. La reine-mère », écrit le 26 février 1621 le résident florentin, « commence à se montrer de nouveau mécontente[3]. » Elle ne perd aucune occasion de manifester ses dispositions peu bienveillantes. Elle se refuse à suivre le roi dans sa campagne contre les Huguenots et donne des inquiétudes par son obstination à rester seule à Paris. Elle réclame sa place au conseil ; elle se plaint de l'éloignement où on la laisse, de la défiance qu'on lui témoigne, de la sujétion où on la tient vis-à-vis de Luynes[4]. Il faut de délicates négociations menées par le cardinal de Retz et le P. Arnoux pour éviter un éclat[5].

Par une coïncidence curieuse, l'attention publique est de plus

1. *Lettres*, éd. Avenel, t. I, p. 639 ; t. VIII, p. 20.
2. *Journal des Savants*, 1862, p. 609.
3. Cité d'après B. Zeller, *le Connétable de Luynes*, p. 58.
4. Ibid.
5. Ibid., p. 54 et suiv.

en plus invitée à se porter vers les affaires d'État. Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'apparaissent ces petits « livrets » et pamphlets où conseils, éloges et critiques sont prodigués pêle-mêle aux ministres en place. Mais, dès 1621, il semble bien qu'on assiste à une recrudescence de cette littérature frondeuse. Ces productions de provenance diverse reflètent les principales préoccupations de l'opinion du jour. Cette fois, elles sont pour la plupart hostiles à Luynes. Son pouvoir y est pris à partie, sa politique y est dénoncée comme contraire à l'intérêt national, sa dignité de connétable et ses prétentions militaires livrées au ridicule.

Il est maintenant[1] avéré que les plus remarqués de ces libelles, anonymes pour la plupart, eurent pour auteurs des amis ou des clients de Richelieu, Fancan, Pelletier, etc., ou qu'ils exprimaient les idées de son entourage. Tel d'entre eux laisse transpirer très clairement la sympathie et l'espoir que son nom éveille parmi les « bons Français » :

Monseigneur de Luçon, vous êtes la lumière...
C'est vous qui par sagesse et qui par bonne foi,
Vos offices rendant, nous donnerez la loi.
C'est vous qui remettrez en lustre notre France.
Tout ainsi qu'elle était alors de la Régence.
Quoi qu'on tarde, c'est vous; que tout vienne en son temps
Et, après cet hiver, renaîtra un printemps.
La nielle et le frimas et toujours la luine[2]
Pour punir nos péchés du haut du ciel ne bruine...
Vous semblez à saint Jean annonceur de lumière...
Si que par chacun crie au seigneur de Luçon :
Après ténèbres, viens, j'espère en ta leçon[3] (*sic*).

Luynes n'avait pas besoin de ce jeu de mots ridicule pour sentir l'opposition que l'opinion publique mettait entre sa politique et celle de Richelieu. Au moment où sa lutte contre les protestants n'obtenait qu'une demi-approbation de l'opinion catholique, peu confiante en ses talents militaires, sa politique contre l'Espagne en Valteline lui faisait déjà trop de mécontents. Il ne pouvait en outre lui échapper que ces mécontents plaçaient leur

1. Cf. Fagniez, *l'Opinion publique et la polémique au temps de Richelieu*, dans *Revue des questions historiques*, 1896, II, p. 442 et suiv.
2. La luine est l'ancien nom de l'absinthe.
3. Fagniez, *art. cité*, p. 474.

espoir en Richelieu et appelaient de tous leurs vœux son retour au conseil.

VII.

En dépit de ces objurgations des libellistes, Luynes n'était évidemment pas d'humeur à céder sa place à Richelieu, mais il ne tenait pas davantage à le pousser à bout. Après comme avant la promotion du 11 janvier, il affecta pour lui tous les dehors de la plus sincère sympathie; il ne cessa de lui faire entrevoir le cardinalat pour la prochaine, sauf à s'abstenir de tout ce qui pourrait réellement le procurer. Il n'y avait pas d'apparence qu'après la promotion relativement nombreuse qui venait d'avoir lieu le pape fût disposé à en faire une autre de sitôt. Le roi n'en déclara pas moins publiquement au nonce Bentivoglio qu'il prétendait absolument à la première place vacante[1], et l'abbé de La Cochère fut laissé à Rome avec le mandat de la poursuivre pour l'évêque de Luçon.

Il ne paraît pas cependant que des instructions nouvelles aient été encore envoyées dans ce sens à l'ambassadeur. S'il faut en croire Vittorio Siri, historien ordinairement bien informé des affaires de Rome, M. de Cœuvres ne se contenta pas de dévorer en silence sa honte et son dépit. Il ne cacha point à sa cour la pénible découverte qu'il avait faite, ni le ressentiment qu'il en gardait, et il demanda sans retard la permission de retourner en France. En réalité, il sollicitait ce retour déjà depuis plusieurs mois[2]. Sous l'affront qui venait de lui être infligé, ses instances ne pouvaient que devenir plus pressantes. Peut-être n'eut-il pas toutefois, dans sa première dépêche qui annonça la promotion du 11 janvier, le temps d'entrer dans ces détails. Dans la réponse qu'il y fit le 21 janvier suivant, Puysieux ne fait aucune allusion à des communications de ce genre. Tout en reconnaissant que la France avait bien des sujets de se plaindre d'une promotion où le pape et son neveu n'avaient songé qu'à l'intérêt de leur maison, le ministre estimait qu'il n'y avait pas lieu de se livrer à des démonstrations qui pouvaient préjudicier au bien de nos affaires, mais de reprendre ou de continuer les relations avec la curie[3].

1. Siri, t. V, p. 260.
2. Bentivoglio, t. IV, p. 196, 460.
3. Siri, t. V, p. 251.

Quand cette dépêche parvint au marquis de Cœuvres, il n'était plus temps de récriminer; les événements avaient pris subitement à Rome un cours nouveau qui l'obligeait à rester à son poste et à assumer la responsabilité d'importantes initiatives. Frappé d'apoplexie quelques jours après la promotion et même, s'il faut en croire Siri, à la suite de l'émotion qu'elle souleva dans Rome, Paul V s'éteignait le 28 janvier. Sa mort, survenue à l'improviste, trouvait l'ambassadeur français sans instructions spéciales en vue du conclave et même sans aucune indication précise sur les candidatures à susciter, à favoriser ou à combattre. Dans cette incertitude, M. de Cœuvres ne put s'inspirer que des sympathies plus ou moins connues de sa cour, des intérêts généraux de la France et aussi de ses sentiments personnels à l'égard du cardinal Borghèse. Celui-ci, dès la maladie de son oncle, avait bien fait auprès de lui des tentatives de rapprochement que le marquis n'avait pas repoussées[1]. Mais tout s'était borné à un échange de quelques démarches de courtoisie quand on arriva à la veille du conclave.

Par l'influence que lui donnait son titre de cardinal-neveu sur les cardinaux de la création de Paul V, Borghèse était appelé à y jouer le rôle de grand électeur. Il avait décidé d'élever au trône pontifical le cardinal Campora, créature de son oncle : « Comme il jugeait », nous dit M. de Cœuvres en ses *Mémoires*, « qu'il pouvait s'assurer du cardinal Campora plus aisément que d'un autre et que c'était un moyen de faire subsister son crédit dans la cour de Rome parce qu'il était de basse naissance, d'un esprit médiocre et que, par conséquent, il lui devait être plus obligé de son élévation, il employa toute son industrie et s'appliqua entièrement à faire réussir son projet et fut peu touché ensuite de faire un plus digne choix[2]. »

Borghèse avait su s'assurer la connivence des Espagnols ; c'était déjà une raison pour que M. de Cœuvres fût hostile à la candidature de son protégé. Mais il était à peu près dépourvu de tout moyen d'action pour la combattre. Il n'y avait alors à Rome qu'un seul cardinal français, Bonzi, contre trois cardinaux espagnols et plusieurs italiens, sujets du roi d'Espagne ou ses « pensionnaires ». Malgré cet état d'infériorité marquée, le marquis de Cœuvres sut rallier autour de lui tous les cardi-

1. Siri, t. V, p. 249.
2. *Mémoires du maréchal d'Estrées*, coll. Michaud (Paris, 1854), p. 429.

naux indépendants et déjouer les manœuvres de Borghèse et de ses partisans. Pour ruiner le crédit de Cœuvres, Borghèse s'essaya bien à tirer parti de l'incident de la promotion : « Il allait de cellule en cellule pour faire voir une lettre du roi dans laquelle il paraissait qu'il n'avait pas tout le secret de la cour[1]. » Mais l'ambassadeur n'en réussit pas moins à faire échouer la candidature de Campora et à amener (9 févr.) l'élection de Ludovisio, « dont l'esprit était fort doux et dont la France n'avait jamais eu à se plaindre[2] ». Aussi, quand il fut le lendemain porter ses compliments à l'élu, il eut la joie de s'entendre dire par le pape : « Je sais combien vous avez contribué au nom du roi pour me mettre au lieu où vous me voyez et reconnais la part que vous y avez eue, vous pouvez assurer Sa Majesté que je n'en perdrai jamais le souvenir[3]. » Ce n'est pas en un pareil moment que M. de Cœuvres pouvait être rappelé. Avant même de connaître la mort de Paul V, Puysieux l'avait autorisé à rentrer en France, mais il ne devait effectuer son retour que dans quelque temps[4]. En présence de la tournure que prenaient les affaires de la Valteline, il était impossible de laisser Rome sans un ambassadeur. Après l'élection de Grégoire XV, le maintien du marquis de Cœuvres s'imposait encore davantage. Bientôt nous verrons le nouveau cardinal secrétaire d'État demander lui-même la prolongation de son séjour. Dans la lutte qu'il avait à soutenir contre la faction de Borghèse, M. de Cœuvres était pour lui un auxiliaire précieux.

On ne voit cependant pas que les services de l'ambassadeur aient été utilisés de quelque temps pour une nouvelle demande du chapeau. Louis XIII avait bien témoigné, nous l'avons vu, à Bentivoglio sa volonté d'obtenir la première place vacante pour Richelieu, mais cette déclaration faisait, elle-même, partie du plan de dissimulation arrêté entre eux depuis le jour de la demande du chapeau. A vrai dire, les premiers jours du pontificat ne se prêtaient guère à une sollicitation de ce genre. La vacance créée par l'élection du pape fut donnée à son neveu, qui prit également le nom de cardinal Ludovisio et remplaça Borghèse dans la direction des affaires. Bon gré mal gré, La Cochère lui-même dut suspendre ses sollicitations et s'absorber dans la

1. *Mémoires du maréchal d'Estrées*, p. 434.
2. Ibid., p. 431.
3. Ibid., p. 436.
4. Siri, t. V, p. 260.

demande des bulles de l'évêché d'Aire, auquel le roi venait de le nommer. Il prévoyait lui-même dans les premiers jours de mars qu'il ne lui faudrait pas moins de cinq ou six mois pour faire réussir « l'affaire de M. de Luçon ou, pour le moins, la laisser en état qu'elle ne puisse plus manquer[1] ». Quelques jours plus tard, le roi écrivait enfin de sa propre main pour demander le chapeau en faveur de M. de Luçon, et Luynes envoyait ordre de sa part à l'ambassadeur « de tirer parole absolue pour les deux premières places[2] ».

Avant même de connaître ces ordres nouveaux, La Cochère écrivait, de Richelieu, à son frère Bouthilier que « les deux premières places qui viendraient maintenant à vaquer le rendront infailliblement cardinal », mais il faut, ajoutait-il, « ainsi que je lui ai déjà plusieurs fois écrit, que le roi se fasse ici entendre clairement, car, si on ne montre une particulière affection à laquelle Sa Sainteté se sente pressée, elle pourrait différer jusques à ce qu'il y eût deux autres places vacantes pour l'Empereur et le roi de Pologne. J'espère que nous recevrons, au premier jour, la dépêche qui nous donnera moyen à Monsieur l'Ambassadeur d'assurer l'affaire de telle sorte qu'il n'y aura plus rien à craindre[3] ». Ou le roi ne parla pas « assez clairement », ou la dépêche n'arriva pas à temps ; toujours est-il que le 19 avril (1621) le pape fit une nouvelle promotion de quatre cardinaux où Richelieu ne fut point encore compris.

Faute de places vacantes, les sollicitations n'ont plus de raison d'être et la candidature de Richelieu paraît un moment oubliée. Beaucoup d'autres soucis, il est vrai, occupent alors l'esprit de Luynes. Il venait de se faire donner par le roi l'épée de connétable, et à peine l'avait-il mise au fourreau qu'il lui fallait l'en tirer pour aller guerroyer contre les protestants toujours en agitation ou en révolte déclarée. Les hostilités commencèrent par le Poitou, elles devaient s'achever par le siège de Montauban. Pendant ce temps, encore que Luynes assure à Richelieu « qu'il n'omettra rien du soin qu'il faudra prendre pour l'accomplissement de l'affaire[4] », il paraît s'y intéresser assez peu. Le nouveau nonce Ottavio Corsini ne rejoint la cour qu'au mois de

1. Lettre du 1er mai 1621. Aff. étr., Corr. Rome, t. XXVII, fol. 9.
2. Lettre du 29 juillet 1621. Bibl. nat., f. fr. 18016, fol. 425.
3. Lettre du 4 avril 1621. Aff. étr., Rome, t. XXVII, fol. 25.
4. Lettre du 3 juin 1621, citée dans *Revue historique*, janvier 1910, p. 60.

mai et M. de Cœuvres était, dès le mois de juin, autorisé à quitter Rome. Cinq mois s'écoulèrent ainsi sans que La Cochère vît venir les ordres pressants qu'il ne cessait de réclamer. Quand ils arrivèrent, une nouvelle promotion était déjà décidée, elle eut lieu le lendemain (21 juillet 1621); elle comprit un parent et un vieil ami du pape. Richelieu restait toujours exclu.

La Cochère fut à peu près seul à s'émouvoir de ce nouvel échec qui prenait le caractère d'un affront à l'égard de celui qu'on regardait à Rome « comme le plus accompli et le plus digne prélat de France[1] ». Seul il osa parler haut au ministre Puysieux et lui faire entendre, avec la voix de l'amitié, celle de l'honneur national. « Je m'asseure, Monsieur », lui écrivait-il (29 juillet 1621), « que vous serez fort étonné d'entendre qu'après que Sa Majesté a eu nommé M. de Luçon par la dépêche que vous en fîtes il y a quatre mois et par la lettre qu'elle en écrivit au Saint-Père de sa propre main et après les ordres précis que Monsieur le Connestable écrivit de la part du roi à Monsieur l'Ambassadeur de tirer parole absolue pour les deux premières places, néanmoins Sa Sainteté ait rempli d'un de ses parents et d'un sujet du roi d'Espagne celles qui étaient vacantes par la mort de deux cardinaux français. C'est, Monsieur, en avoir dit assez à qui connaît la cour de Rome comme celle de France et à qui je sais qu'il est impossible qu'on persuade de ne pas ressentir ce qui offense le roi et la dignité de sa couronne[2]. » Il est indéniable qu'à vouloir desservir Richelieu par l'indifférence affectée au sujet de sa promotion, c'est le prestige même du roi de France qui était atteint par cette succession de promotions où il n'était tenu nul compte de sa volonté publiquement déclarée.

Dans ses lettres à son frère, où il peut s'exprimer à cœur ouvert, l'infortuné solliciteur ne cesse encore de se plaindre, mais cette fois de Richelieu lui-même. Il blâme sa réserve, sa modestie, sa retenue, sa « trop grande retenue ». Il a poussé la négligence jusqu'à omettre d'envoyer à Rome un courrier spécial pour annoncer la mort du cardinal de Guise, ce qui aurait peut-être assuré immédiatement sa promotion, et il ne lui a même « laissé aucune correspondance pour traiter de son affaire auprès du roi[3] ».

1. Aff. étr., Rome, t. XXVIII, fol. 8.
2. Bibl. nat., f. fr. 18014, fol. 425.
3. Lettre du 25 juillet 1621. Aff. étr., Rome, t. XXVII, fol. 98.

Il fallait que cette retenue fût bien réelle pour inspirer à La Cochère des plaintes aussi fréquentes et aussi amères, à une heure où il était seul à représenter la France. Il y a là la meilleure réponse aux accusations de Bentivoglio et de ceux qui, après lui, tels que Siri et Cousin, dénoncent son ambition effrénée, la violence de ses désirs et de ses poursuites, sa passion d'arriver à tout prix et au plus vite au cardinalat. Sans doute, tout en se montrant aussi réservé du côté de Rome, il aurait pu se faire plus obséquieux et, au besoin, plus pressant du côté de la cour ; car c'était là, après tout, que sa candidature rencontrait le plus de résistance. Il n'en fit rien. Le jour où Luynes lui fit connaître la reprise de ses démarches à Rome, Richelieu se contenta de lui répondre (août 1621) : « Quant à ce qu'il vous plaît m'écrire de l'affaire de Rome, je me sens grandement votre obligé de l'affection que vous avez pour moi en cela. Mais je vous supplie de croire que j'attendrai avec grand contentement et patience l'effet de votre bonne volonté, vous assurant que j'aurai grande satisfaction de ce que plus il tardera, plus connaîtrez-vous si mon affection à votre service en sera digne[1]. » De pareilles déclarations ne témoignaient certes pas d'une ambition impatiente de tout retard. Dieu nous garde de dire que Richelieu soit indifférent à l'honneur dont il a reçu la promesse ; mais il est manifeste qu'il n'est pas homme à oublier, pour le poursuivre, ce qu'il doit à sa situation et à sa dignité. En envoyant, à cette même époque, à l'archevêque de Sens, alors auprès du roi, les lettres de l'évêque d'Aire, il se borne à ajouter ce simple commentaire : « A l'avis de Rome, l'affaire peut être bientôt réparée, si on prend le chemin qu'il faut. De donner conseil là-dessus, vous savez que je ne le puis ; vous seul le pouvez faire en mon absence, si vous le trouvez bon[2]. » Il est tout aussi réservé avec L. de Marillac, qui est chargé de négocier à la cour, d'après ses instructions, certaines affaires de la reine-mère. « Je viens de recevoir », lui écrit-il, « des lettres de M. de La Cochère, lesquelles je vous envoie pour que vous preniez la peine de donner connaissance de la substance d'icelles à Monsieur le Connétable, à la volonté duquel je me rapporte entièrement de ce qui est de mon fait particulier en ce sujet. Outre mon intérêt, qui n'est nullement considérable,

1. *Lettres*, éd. Avenel, t. I, p. 691.
2. *Ibid.*, t. VII, p. 503.

celui de la France ne l'est pas peu, qui recevrait deux affronts de suite[1]. »

Le trait final ne manque point d'habileté, moins peut-être parce qu'il confond les intérêts de la France avec ceux de Richelieu que parce qu'il a l'air de traduire le sentiment de ceux qui, convaincus de leur sincérité, s'émeuvent de l'insuccès répété des démarches publiques de Luynes à Rome.

Il y a dans cette attitude une réserve digne et adroite qu'on ne saurait méconnaître. Elle ne faisait point, il est vrai, l'affaire des sectaires et des violents qui auraient voulu voir Richelieu profiter des embarras où se débattait alors l'incapable connétable, aux prises avec les Huguenots de Montauban, pour lui mettre le marché à la main. Tel de ses conseillers, comme Fancan, ne craint pas de lui écrire vers cette époque : « Si vous n'avez pas présentement vos expéditions de Rome, il semble que vous ne devez vous embarrasser davantage à la poursuite et que ce serait judicieusement fait de faire revenir au plus tôt M. de La Cochère, en témoignant que vous ne pensez plus à ce titre et que vous ne l'aviez envoyé là que pour voir si on accomplirait la promesse que l'on en avait faite volontairement à la reine et non pour croyance certaine que vous eussiez que cela s'exécutât[2]. »

Ces protestations tapageuses ne sont pas dans le goût de Richelieu; elles choquent trop chez lui le respect des convenances de situation et le souci de la dignité nationale. Il a trop de sincérité pour prétendre donner à croire qu'il ne souhaite point le cardinalat, mais il a assez conscience de le mériter pour se refuser à l'acheter au prix d'une bassesse. Il s'en exprime très nettement dans les instructions qu'il donne au sieur des Roches, autre négociateur de Marie de Médicis chargé de défendre ses intérêts auprès du roi et de Luynes. « L'affaire de M. de La Cochère n'était point au nombre de celles », disait-il en substance, « dont lui et Marillac avaient à traiter au nom de la reine et de l'évêque de Luçon, mais, si le connétable la mettait sur le tapis ou si Marillac et lui jugeaient à propos d'en parler, ce devait être en leur nom personnel, et alors ils ont à se souvenir qu'on sait assurément à Rome que, si on le veut absolument, la chose est faite et qu'*Amadeau* [Richelieu], ami de

1. *Lettres*, éd. Avenel, t. VII, p. 502.
2. Ibid., t. I, p. 688.

M. de La Cochère, s'en repose sur cela et n'en veut faire ni pas ni planche, d'autant qu'il sait assurément que, si on le veut, cela sera et que, si on ne le veut pas, il ne le veut pas lui-même, ne désirant rien qui se fasse avec mécontentement; mais qu'il supplie de croire que ni l'attente, ni la possession ne le peut faire changer de procédure, vu qu'elle sera toujours telle qu'elle doit être[1] ».

Ce langage clair et digne n'est peut-être pas celui d'un homme qui, au dire de Siri, se mourait d'envie d'être cardinal (*se moriva di voglio ... d'essere cardinal*[2]) et qui, selon Cousin, « travaillait de toutes ses forces à entraîner dans sa cause Paris et Rome[3] ». Mais il montrait bien à Luynes qu'on n'était pas dupe de ses atermoiements sournois et qu'on savait à quoi s'en tenir sur les responsabilités d'un retard qu'il affectait de rejeter sur Rome.

VIII.

Même avant la promotion du 19 avril, le Saint-Siège avait montré le cas qu'il faisait de Richelieu en recommandant au nouveau nonce Corsini « de prendre surtout conseil du cardinal de La Rochefoucauld et de M. de Luçon[4] ». Après celle du mois de juillet, comme s'il tenait à dégager sa responsabilité, le pape lui faisait dire par le nonce Corsini que, s'il n'avait pas pu le gratifier de la pourpre, il ne l'avait pas moins en grande affection et il savait combien ses excellentes qualités le rendaient digne d'un honneur qu'il aurait déjà obtenu si des incidents inéluctables ne se fussent jetés à la traverse[5].

Richelieu voyait donc clair quand il soutenait que, dans cette affaire du cardinalat, tout dépendait de la cour de France. Ainsi en jugeait La Cochère, qui se croyait sûr du succès pourvu que « Monsieur le Connétable continuât à écrire comme il avait fait[6] ». Et il ne se lassait pas de le répéter : « Si on fait à la cour ce que j'ai déjà plusieurs fois écrit et que je continuerai toujours à écrire, je vois indubitablement M. de Luçon cardinal à la pre-

1. *Lettres*, éd. Avenel, t. VII, p. 510.
2. Siri, t. V, p. 260.
3. *Journal des Savants*, 1863, p. 696.
4. Zeller, *le Connétable de Luynes*, p. 279.
5. Lettre du 13 août, citée par Avenel, *art. cité*, p. 120.
6. Lettre du 13 août 1621. Aff. étr., Rome, t. XXVII, fol. 100.

mière place qui vaquera, mais il serait besoin qu'une personne confidente tînt la main à retirer de Monsieur le Connétable les dépêches telles que je les désire[1] ».

Du moyen qu'il préconisait, il attendait des effets si infaillibles qu'il n'hésitait pas à écrire à Richelieu pour lui faire agréer l'idée de son retour en France pour le mois de février ou de mars. A cette date, disait-il, il aurait reçu ou serait assuré de recevoir l'honneur dû à son mérite. Encore ici, il comptait sans l'opiniâtre mauvaise volonté de Luynes. En dépit de ses protestations réitérées, le connétable persistait toujours dans le sentiment qu'il avait exprimé, dès le commencement de cette année, au nonce Bentivoglio. Au lendemain d'un entretien avec lui, son successeur, Corsini, pouvait encore écrire à Rome (24 nov. 1621) : « Si on considère le sentiment particulier du Connétable, il ne veut certainement pas que Luçon ait le chapeau. Mais la crainte que la reine-mère ne suscite de nouveaux troubles l'induira peut-être à agir contre son inclination. Mais il ne se soucie point au fond de Luçon, seulement il désire que personne ne découvre le fond de sa pensée. Il m'a dit qu'il désire bien être agréable à Votre Seigneurie plutôt qu'à Luçon, et nous sommes convenus ensemble que vous, lui, Modène [frère de Luynes] et moi serions seuls au courant de l'affaire[2]. » En somme, pourvu que la prochaine promotion fût favorable à la France, Luynes se désintéressait de la personne de Richelieu.

Le secret réclamé par Luynes se laissait peut-être déjà deviner depuis quelques jours, du moins il ne fut pas tellement gardé qu'il n'en transpirât quelque chose au dehors. Le bruit courut jusqu'à Rome qu'un autre ecclésiastique que Richelieu, probablement l'archevêque de Lyon, était proposé pour le cardinalat. Il prit assez de consistance pour que La Cochère crût devoir mander la nouvelle à son frère (30 nov.) et lui déduire tout au long le tort qu'elle ferait au roi et à Luynes si elle venait à se vérifier. Parmi les moyens qu'il suggère, il estime bon « de faire entendre qu'il y avait là de quoi altérer la bonne intelligence du roi et de la reine[3] ».

Il est inutile de rechercher quelle impression pouvaient pro-

1. Aff. étr., Rome, t. XXVIII, fol. 45.
2. Cité d'après Zeller, *le Connétable de Luynes*, p. 131, 288.
3. Aff. étr., Rome, t. XXVIII, fol. 46.

duire sur Luynes des avertissements de ce genre. Quand la lettre de La Cochère parvint à son adresse, le connétable se mourait au fond de l'Agenais (14 déc. 1621). Après son échec devant Montauban, il disparaissait à point : la mort le préservait de la disgrâce.

Richelieu n'avait pas besoin d'être incité par ses griefs personnels pour se montrer sévère à son égard. Sans avoir peut-être pénétré toute la duplicité dont il avait été victime, il en connut assez pour savoir quel cas il fallait faire de sa parole. Son expérience personnelle l'autorisait à dire dans ses *Mémoires* qu'il y avait en cet esprit médiocre et égoïste « peu de foi et point de générosité[1] ».

Il s'en faut du reste que le souvenir des mauvais procédés de Luynes lui ait dicté l'arrêt implacable qu'il a porté sur son rival. A ceux qui l'affirment aussi catégoriquement que Cousin, il suffit d'opposer le passage même où Richelieu parle de son élévation au cardinalat : « Le cardinal de Retz, Vic[2] et le comte de Schomberg », écrit-il, « dès que le connétable de Luynes fut mort, craignant que ma promotion au cardinalat ne me facilitât l'entrée dans les affaires, dirent au nonce que le plus grand plaisir qu'il pourrait faire au roi serait d'empêcher que je parvinsse à cette dignité. Ce qui se découvrit par Sa Sainteté, qui le fit connaître au marquis de Cœuvres, lors ambassadeur à Rome. Ce mauvais office ne porta point de coup, car Sa Sainteté reconnut bien que c'était un trait d'envie plutôt qu'une parole de vérité ; de sorte que cela n'empêcha pas qu'elle ne m'élevât à cet honneur[3]. » On le voit, au moment où il rédigeait ses *Mémoires*, Richelieu ne gardait plus de ces incidents qu'un souvenir assez peu précis. Il brouille les faits, confond les dates et en vient, peut-être sans s'en rendre compte, à innocenter Luynes d'une opposition déloyale et jalouse qu'il ne fait commencer qu'après sa mort. Il écrit bien quelques pages plus loin : « Je vins remercier (le roi) à Tarascon de l'honneur qu'il m'avait fait de me nommer à cette dignité de cardinal et l'assurer que, comme elle était au delà de mes espérances et de mes mérites, aussi les ressentiments de l'obligation que je lui en avais étaient au-dessus de mes paroles. Le roi me dit que, si le Connétable eût vécu, je

1. *Mémoires du cardinal de Richelieu*, coll. Michaud (Paris, 1837), t. I, p. 251.
2. Méri de Vic était alors garde des sceaux.
3. *Mémoires du cardinal de Richelieu*, p. 267.

ne l'eusse jamais été et que, s'il écrivait une lettre de recommandation en ma faveur, il en écrivait quatre pour m'en éloigner[1]. » Mais l'authenticité du propos prêté ici à Louis XIII soulève quelque difficulté et n'en laisse pas moins apercevoir de sérieuses lacunes dans les souvenirs ou les renseignements de Richelieu au sujet de la conduite de Luynes à son égard.

En réalité, la disparition de Luynes ne mit point terme à toutes les oppositions qui avaient retardé jusqu'alors la promotion de Richelieu. Le connétable n'avait cessé de l'ajourner ou de la faire ajourner au nom du roi par le ministre à qui incombait officiellement le soin des relations étrangères. Et ce ministre c'était Puysieux, l'adversaire le plus implacable, le plus constant de Richelieu, celui qui avait soutenu le poids de l'opposition à sa candidature alors même que Luynes fléchissait. Il ne pouvait pardonner à l'ancien secrétaire d'État de la Régence de l'avoir supplanté naguère, et il savait bien qu'il risquait sa place en travaillant à l'élévation d'un homme que le cardinalat devait immanquablement conduire à la tête des affaires. Au sein même du conseil, Puysieux était en ce moment soutenu par son père, Sillery, le chancelier, et il allait bientôt être aidé à Rome par son oncle, le commandeur de Sillery, qu'il y fera envoyer comme ambassadeur. Il ne fallait donc pas attendre de Puysieux la révocation des déclarations que Luynes avait faites au nonce quelques jours avant sa mort, ou des dispositions plus favorables à Richelieu. Il semble même avoir voulu tout d'abord persévérer dans la double attitude qui avait si bien réussi à Luynes. Il avait encore la bonne fortune de pouvoir compter sur l'aide de Bentivoglio.

Rentré à Rome avec le titre de « Comprotecteur » des affaires de France, le nouveau cardinal s'était trouvé, par le fait du départ du marquis de Cœuvres (juill. 1621), officiellement chargé de représenter nos intérêts auprès de la curie ; c'est donc à lui que Puysieux adressa ses lettres relatives à la prochaine promotion. Ses démarches n'inspirèrent d'abord aucune méfiance à La Cochère : « J'ai l'occasion de croire », écrivait-il à son frère[2], « qu'il y marche d'un très bon pied. Il en a parlé au pape avec toute l'affection possible. Il m'a fait voir la lettre que M. de Puy-

1. *Mémoires du cardinal de Richelieu*, t. I, p. 270.
2. Aff. étr., Rome, t. XXVIII, fol. 50.

sieux lui écrit, qui ne peut être meilleure et qui porte clairement l'exclusion de M. de Lyon au cas que le pape ne fasse qu'un cardinal, comme il s'en doute bien ». La Cochère doutait-il de la sincérité de Puysieux ou du crédit de Bentivoglio? Toujours est-il qu'il sollicite des interventions plus puissantes : « Tout consiste donc maintenant », écrit-il à son frère, « à presser la promotion aux deux places vacantes ; que le roi la demande pour l'intérêt de la reine sa mère, à qui il veut donner ce témoignage de sa bonne volonté avant que de la laisser à Paris pour aller en son armée ; qu'il fasse ainsi entendre que sa bonne réputation l'oblige à le désirer, afin qu'il ne soit point dit qu'après avoir perdu deux cardinaux (Guise et Bonzi) et n'en avoir demandé qu'un à Sa Sainteté depuis près de deux ans, on lui refuse en un temps qu'il va continuer à combattre les ennemis de l'Église[1]. » Le roi devra donc insister auprès du nonce, écrire au pape et à son neveu, commander au cardinal Bentivoglio et au cardinal de Sourdis, qui se trouve à Rome depuis quelques mois, de « presser de tout leur pouvoir ; la reine-mère devra rappeler au pape les services rendus par elle au Saint-Siège pendant sa régence et écrire au cardinal Ludovisio, aux cardinaux Ubaldini, Baldin et Sacrato ». Et il faut se hâter, car le pape, étant vieux, pourrait bien tomber malade et, sur une peur, remplir les deux places de ses créatures[2].

Mais ce qui devait surtout encourager les espérances des amis de Richelieu, c'était l'entente qui se faisait chaque jour plus intime entre le roi et sa mère. Au lendemain de la mort du connétable, Louis XIII avait écrit à Marie de Médicis une lettre pleine d'affection déférente qui avait mis au cœur de sa mère les plus vastes espérances. Par son crédit toujours aussi puissant auprès de la reine, Richelieu ne pouvait manquer de bénéficier de ce retour de faveur. Nul ne poussait plus que lui à ce rapprochement. Mais il avait contre lui l'hostilité conjurée et intéressée des ministres, la timidité ombrageuse du roi. Circonvenu par eux, Louis XIII sembla enclin à revenir sur les dispositions favorables qu'il avait d'abord témoignées à sa mère. « A l'égard de sa mère », écrit le nonce Corsini, « le roi est plein de soupçons qu'elle ne veuille l'assujettir comme du vivant de Concini. Lors-

1. Aff. étr., Rome, t. XXVIII, fol. 50.
2. Ibid.

qu'on voit auprès d'elle l'évêque de Luçon, on peut redouter que celui-ci ne prenne pied trop avant. Car sa cervelle est ainsi faite qu'il est capable de tyranniser et la mère et le fils[1]. »

Voilà pourquoi Marie de Médicis a beau multiplier les démarches tantôt auprès du roi, tantôt auprès du pape, la cause de Richelieu en reste toujours à peu près au même point. Rome hésite entre son désir de reconnaître les mérites de l'évêque de Luçon et sa crainte de dépasser les vraies intentions du roi. Un bruit d'ailleurs se répand, qui n'est pas sans inquiéter le pape et refroidir ses sympathies pour la reine et du même coup pour son conseiller. Alors que le Saint-Siège trouvait Luynes trop modéré dans sa lutte contre les Huguenots[2] et chargeait le nonce de travailler à empêcher tout accord entre le roi et les protestants, quel n'est pas son étonnement d'apprendre que la reine donne les mains à la formation d'un tiers parti qui ne pouvait aboutir qu'à affaiblir la lutte contre les Huguenots et à les mettre en état d'améliorer leur situation ! Déjà lancée par Luynes, cette nouvelle semble prendre quelque consistance parce que la reine refuse de suivre le roi, et, pour détruire une aussi fâcheuse impression, La Cochère ne demande rien de moins qu'un démenti officiel[3].

La reine était intéressée autant que personne à couper court à des propos aussi dangereux pour le succès de ses désirs. Elle saisit cette occasion pour faire appel au témoignage de Puysieux et du chancelier et les sommer de démentir ces bruits calomnieux : « Ayant bon esprit », leur écrit-elle, « n'ignorez-vous pas que ce ne soit un artifice de ceux qui portent impatiemment la bonne intelligence qui est entre le fils et la mère? Sa Sainteté la connaîtra telle par lettres du roi et par l'instance qu'il fait de la promotion du sieur de Luçon, qu'il m'a promise au vu de tout le monde[4]. »

IX.

Devant cette mise en demeure, il fallait bien se déclarer. Le roi fit savoir au nonce qu'il désignait pour le cardinalat, en même temps que M. de Luçon, l'archevêque de Lyon, M. de

1. B. Zeller, *Richelieu*, p. 8.
2. B. Zeller, *le Connétable de Luynes*, p. 290.
3. Aff. étr., Rome, t. XXVIII, fol. 51.
4. Cité d'après B. Zeller, *le Connétable de Luynes*, p. 18.

Marquemont. Mais il le fait en termes qui font dire au nonce (30 janv. 1622) : « Le roi désire, mais sans y insister beaucoup, que la préférence soit donnée à Luçon[1]. » L'archevêque de Lyon, dont il est ici question, était très favorablement connu à Rome, où il avait d'abord rempli les fonctions d'auditeur de rote et avait plus tard géré l'ambassade avant l'arrivée du marquis de Cœuvres. Il avait été présenté pour le cardinalat même avant Richelieu[2].

Le pape Grégoire XV, qui avait été son collègue à la rote, l'avait en haute estime et, quand Louis XIII lui eut demandé deux chapeaux, sa première question fut pour savoir si, « dans l'impossibilité d'accorder les deux, il ne lui était pas loisible de choisir tel qu'il voudrait des deux qui lui étaient nommés par le roi[3] ».

La Cochère se promettait bien de faire « tout son possible pour lever cette ambiguïté ; mais Puysieux aurait plutôt travaillé à la maintenir en aidant à répandre le bruit que l'archevêque de Lyon serait sans doute préféré à son compétiteur » par le pape, qui l'avait connu à la rote[4].

En même temps, Puysieux écrivait à Rome en faveur de la promotion de Richelieu ; mais, au grand étonnement de La Cochère, qui lui en fit même franchement l'observation, « il n'y avait pas en toute sa dépêche un mot afin d'en presser le temps[5] ». Enfin, il écrivit d'autres lettres au cardinal Bentivoglio, qui assura qu'elles étaient « en très bons termes ». Cette fois, La Cochère peut bien ajouter foi à la parole du cardinal. N'était-il pas venu quelques jours auparavant lui faire des aveux sur les intrigues dont la candidature de Richelieu avait souffert jusqu'alors? « M. le cardinal Bentivoglio m'a fait la faveur de me confesser librement, ce que je savais fort bien d'ailleurs, des mauvais offices qu'on rendait à M. de Luçon auprès de feu Monsieur le Connétable et ensuite ce que cela produisait[6] ».

Cette fois, ce jeu semble bien fini. Bentivoglio se porte à appuyer la candidature de Richelieu avec tout le zèle d'un homme

1. B. Zeller, *Richelieu*, p. 19.
2. Bentivoglio, t. III, p. 368, 409, 418, 441.
3. Aff. étr., Rome, t. XXVIII, fol. 50.
4. B. Zeller, *Richelieu*, p. 19.
5. Aff. étr., Rome, t. XXVIII, fol. 13.
6. Ibid., fol. 165.

qui veut se faire pardonner de l'avoir combattue ; il provoque de France l'envoi de lettres qui appuient ses démarches et, quand il les a reçues, il annonce le succès avec autant d'assurance que s'il le tenait déjà dans ses mains : « Vous pouvez croire que votre élévation ne rencontrera à Rome aucune difficulté ; je viens de parler comme il fallait de cette affaire avec notre Saint-Père et avec le cardinal Ludovisio. Je connais les instances du roi, le désir de la reine et le mérite de Votre Seigneurie ; il n'y a pas de doute possible, avant peu, nous recevrons la satisfaction que nous souhaitons[1]. »

Cette belle assurance témoigne sans doute des bons désirs du cardinal, mais, à cette heure, son crédit n'était plus de ceux qui pouvaient avoir quelque effet pour hâter la réalisation de ses promesses. Fortement attaché au cardinal Borghèse, auquel il avait de grandes obligations, il partageait en ce moment la disgrâce de son ancien protecteur. Pour indisposer Rome contre Sillery, le nouvel ambassadeur qu'envoie Louis XIII, le nonce Corsini, a bien soin d'avertir le secrétaire d'État qu'il est l'ami de Bentivoglio. Et le nonce lui-même reçoit ordre du cardinal Ludovisio, le neveu de Grégoire XV, de se faire auprès du ministre Puysieux l'écho de ses plaintes contre la conduite du même Bentivoglio[2].

A ce nom, le neveu de Grégoire XV joint, dans ses plaintes, celui du cardinal de Sourdis, qui lui aussi soutient la candidature de l'évêque de Luçon. Le secrétaire d'État demande au nonce de provoquer au plus vite son rappel : « Il n'est point un sujet capable de rendre service à Sa Majesté, parce qu'il est dangereux même pour ses amis[3]. » Il est heureux pour Richelieu qu'il ait ignoré ces faits ; il aurait eu quelque raison de s'inquiéter quand il lisait les lettres où le bouillant archevêque de Bordeaux lui écrivait : « Mgr d'Aire vous témoignera ce que j'ai contribué à votre affaire, laquelle j'espère faire réussir bientôt[4]. »

Il ne fallait pas compter sur le zèle de M. de Puysieux pour compenser la défaveur de ses mandataires, Bentivoglio et Sourdis. Sous la pression de l'opinion publique, devant les sollicita-

1. Lettre du 13 mars 1622, citée d'après Avenel, *art. cité*, p. 123.
2. B. Zeller, *Richelieu*, p. 55.
3. Aubery, *Mémoires*, t. I, p. 314, 316.
4. Aff. étr., Rome, t. XXVIII, fol. 12. 22 mars 1622.

tions incessantes de la reine et des désirs exprimés de Rome, il lui fallut bien aborder de front cette question de la promotion cardinalice. Avec son habileté un peu vulgaire, il crut trouver une combinaison qui, tout en rassurant ses craintes et celles de son entourage, devait, pensait-il, donner satisfaction à tout le monde. C'était de faire conférer le chapeau à Richelieu, mais sous la condition qu'aussitôt après il irait se fixer à Rome. Voilà du moins ce que raconte à sa cour le résident florentin dans une de ses dépêches (12 mai 1622) : « Le roi », dit-il, « laisse voir qu'il désire que l'évêque de Luçon s'éloigne de la reine-mère, afin que ni lui ni elle ne fassent plus crier le monde par le fait de leurs favoris. Mais la reine, pour ne point manquer à la reconnaissance des services qu'elle dit avoir reçus dudit évêque, ne peut pencher à lui donner son congé si l'on ne trouve moyen qu'elle puisse le faire sans marque d'ingratitude et avec honneur pour elle. Ainsi Leurs Majestés ont dû convenir ensemble que l'on fera tous les efforts possibles à Rome pour assurer le chapeau cardinalice à l'évêque lors de la prochaine promotion, mais sous la condition expresse qu'aussitôt après il partira pour Rome[1]. »

Que cette combinaison ait eu l'approbation du roi, toujours effrayé à la pensée d'être remis en tutelle, nous le croyons sans peine. Que la reine s'y soit prêtée aussi aisément que l'assure l'agent florentin, le fait paraît bien douteux. L'état de ses relations avec Richelieu n'était pas alors celui que représente la dépêche de Baptista Gondi[2], et ce n'est pas au moment où elle était en instances pressantes pour obtenir sa rentrée au conseil du roi qu'elle aurait pu consentir à l'éloignement de Richelieu, dont l'assistance lui avait été si précieuse jusqu'à cette heure. Toujours est-il que, si Puysieux a réellement conçu un pareil projet, il dut vite y renoncer devant l'attitude de Richelieu, dont on avait sans doute négligé de s'assurer le consentement. Quoi qu'il en soit, rien n'a transpiré de ce trop ingénieux projet ni dans la correspondance connue de Puysieux, ni dans les confidences de son entourage, ni dans les mémoires de Richelieu, ni

1. Cité d'après B. Zeller, *Richelieu*, p. 20.

2. Ce personnage, dans ses dépêches, semble plus préoccupé de recueillir des nouvelles que de les contrôler. On sait qu'il ramasse jusqu'à des commérages du petit personnel domestique. Cf. B. Zeller, *Richelieu*, p. 212; Hanotaux, *op. cit.*, t. II, p. 538.

dans les dépêches de La Cochère ou des autres agents diplomatiques, ni même dans les récriminations postérieures de la reine-mère.

Celle-ci, en ce moment même, venait d'écrire au pape une nouvelle lettre pour l'affaire qui lui tenait tant à cœur. Elle en obtint une réponse des plus flatteuses pour son protégé : « Ses mérites », y est-il dit[1], « ont depuis longtemps frappé à Rome tous les regards. Certes, ses luttes contre les hérétiques l'ont rendu digne des plus hautes distinctions ecclésiastiques et le pape sera tout heureux de lui conférer la pourpre quand le moment sera venu de choisir de nouveaux cardinaux. »

Il était aussi venu des lettres de M. de Puysieux en faveur de la promotion de Richelieu et d'une prompte promotion, mais avec quelque réserve, car l'évêque d'Aire écrit à son frère de stimuler encore le zèle du ministre. « Si M. de Puysieux veut pousser l'affaire, il le peut. » Et il fallait agir vite, « c'était le point qu'il était nécessaire de presser à cause de l'âge du pape et de ses maladies fréquentes[2] ». Il était à craindre que, s'il survenait quelque accident, la promotion ne fût par trop différée[3].

Pour prévenir ce danger, l'évêque d'Aire s'avisa d'un expédient assez inattendu. Philippe IV destinait la pourpre, pour la première promotion, au marquis de Bedmar, alors son ambassadeur à Rome. L'évêque d'Aire lia des relations étroites avec deux amis de ce diplomate; il les amena, l'un à l'insu de l'autre, à insinuer à Bedmar que, s'il voulait assurer sa promotion, il devait écrire au roi d'Espagne de la presser maintenant qu'il y avait deux places vacantes et qu'un accident était toujours à redouter. Par l'intermédiaire d'un gentilhomme florentin, serviteur de Marie de Médicis, il put également faire agir sur l'agent de Balthazar de Zuniga, président du Conseil d'Italie en Espagne, qui décida son maître à écrire au roi dans le même sens et à même fin que Bedmar[4].

Il pouvait bien y avoir quelque inconvénient à mettre ainsi en branle les Espagnols. Le cardinal Ludovisio était sans doute fort porté à les obliger. En ce moment, il était en train de négocier le mariage de son frère avec l'héritière du prince de

1. Aff. étr., Rome, t. XXVIII, fol. 17.
2. Lettre du 9 avril 1622. Aff. étr., t. XXVIII, fol. 20.
3. Ibid.
4. Ibid., fol. 22.

Venoza, ce qui n'était point possible sans le consentement de l'Espagne. Mais ce mariage ne pouvait « se consommer si tôt[1] », la princesse n'ayant que dix ans et le comte Ludovisio douze, et les Espagnols, tout en y consentant, « étaient gens à tirer l'affaire en longueur pour se rendre plus longtemps le pape et les neveux favorables[2] ». Mais l'évêque d'Aire comptait, pour compenser le secours incertain des sollicitations espagnoles, sur le ton énergique du roi, sur le zèle officieux de Puysieux, et, pour la dixième fois, il suppliait son frère d'agir de son mieux sur l'un et sur l'autre. Après le roi, après Puysieux, l'infatigable prélat s'essayait à exciter Richelieu, toujours trop tiède à son gré, et à provoquer de nouvelles lettres de la reine[3].

Peu s'en fallut que tout ce beau zèle ne restât sans effet et que la promotion tant désirée ne fût ajournée à un temps indéterminé. Comme l'avait redouté l'évêque d'Aire, le pape vint à tomber malade et si gravement que le bruit de sa mort en courut. Quand il fut hors de danger, toute inquiétude ne disparut pas pour l'ami de Richelieu. Par un criant abus qui était passé en usage, quand la mort du pape s'annonçait imminente, le cardinal-neveu lui faisait généralement remplir les places vacantes de sujets à sa dévotion, Romains ou Italiens, en état de venir fortifier sa situation au conclave. Pour prévenir cette éventualité, notre évêque frappa à toutes les portes des cardinaux en situation d'agir sur le pape et son neveu. Il représenta d'abord aux cardinaux Bandini et Ubaldini, « confidents de Ludovisio[4] », combien il serait honteux de donner à deux Romains les deux places vacantes dues et promises aux couronnes. Le cardinal Bandini était d'avis que le pape ne devait faire aucune promotion; mais il laissait à La Cochère le soin de présenter les mêmes raisons à Ludovisio, et il ne s'engagea à le faire lui-même qu'au cas où l'évêque d'Aire n'eût pas réussi à parvenir jusqu'au secrétaire d'État. Ubaldini pensait « que les deux chapeaux seraient pour deux personnages les plus qualifiés de Rome[5] » et que personne n'oserait en parler au pape. Il renvoyait l'évêque

1. Aff. étr., t. XXVIII, fol. 20.
2. Ibid.
3. Ibid.
4. Ibid., fol. 25. 20 avril 1622.
5. Ibid.

au cardinal de Sourdis. Celui-ci se déroba également[1] en prétextant qu'étant opposé à ces promotions *in extremis* il ne pouvait demander au pape d'en faire pour la France, et il « fut confirmé en son opinion par Bentivoglio ». L'évêque d'Aire en fut réduit à recourir de nouveau au secours de ses amis étrangers pour faire présenter en faveur et au nom de l'Espagne des instances que ses amis de France se refusaient à faire[2].

La santé du pape s'améliorant encore, le bruit se répandit qu'il voulait faire la promotion au lit. Harcelé par Bouthilier, le cardinal de Sourdis se rendit avec lui auprès du pape et lui rappela sa promesse de donner satisfaction au roi. Le pape protesta de ses bonnes intentions, « mais sans aucun engagement précis ». Et, au sortir de l'audience, notre évêque résumait ainsi à Richelieu l'impression qu'il en rapportait : « Pour vous dire la vérité, Monsieur, il s'en faut beaucoup qu'ils soient tels qu'ils doivent être[3]. »

L'unique remède à la situation, il y revient encore, c'est que le roi et M. de Puysieux en viennent à « presser, insister, menacer. Or, le roi a écrit une seule lettre avec le nom de Richelieu sans qu'il y ait un mot seulement pour demander la promotion aux deux places qui étaient vacantes, mais même afin qu'elle se fît promptement ». Sans doute, M. de Puysieux avait écrit au cardinal de Sourdis une lettre où il disait fort clairement que le roi voulait que, s'il était impossible d'avoir deux chapeaux, le premier fût donné à Richelieu ; mais tout cela avait, aux yeux de notre évêque, le tort d'être écrit bien froidement et d'être adressé « non pas au pape, non pas au cardinal Ludovisio, mais au cardinal de Sourdis ». « Nonobstant toutes ces froideurs », le bon évêque fait tout ce qu'il peut imaginer ; il stimule les cardinaux, il gourmande jusqu'à Richelieu, « toujours trop retenu en ce qui le touche[4] ».

Enfin, il peut annoncer (7 mai 1622) une bonne nouvelle, le cardinal de Sourdis venait « de tirer parole du pape qu'il ne ferait point de cardinaux sans M. de Luçon[5] ». Cette promesse

1. Aff. étr., t. XXVIII, fol. 25.
2. Ibid.
3. Ibid.
4. Ibid.
5. Ibid., fol. 33.

lui fut d'autant plus précieuse qu'elle se produisait la veille d'un jour où chacun croyait à Rome que le pape allait, le lendemain, faire trois cardinaux. Il n'en persistait pas moins à écrire à son frère qu'il fallait « toujours presser de delà ».

X.

Cette aide « de delà », que l'évêque d'Aire ne cessait d'appeler, allait lui arriver en la personne du commandeur de Sillery, frère du chancelier et oncle de M. de Puysieux, qui venait prendre la place du marquis de Cœuvres, parti depuis près de dix mois. Le nouvel ambassadeur faisait son entrée solennelle à Rome le 20 mai 1622. Dans l'instruction qui lui avait été remise, la promotion cardinalice figurait au nombre des affaires importantes confiées à ses soins. Le roi y rappelait qu'il n'avait pas eu de Paul V tout le contentement qu'il désirait. Il espérait « devoir être réparé et suppléé par la prudence et débonnaireté de Sa Sainteté, comme il serait en vérité, si les deux sujets cy-devant recommandés de l'évêque de Luçon et de l'archevêque de Lyon pouvaient être compris en même promotion... Mais à quoi ledit commandeur n'insistera autrement pour n'engager de rechef trop avant la dignité du roi en cas de refus, qui est bien apparent, et qu'elle n'est que pour en donner qu'un à Sa Majesté à la première promotion ; auquel cas entend que ce soit ledit évêque de Luçon pour contenter le désir de la reine sa mère, qui vit si bien avec elle qu'en toutes choses elle aura plaisir de leur donner contentement. Il semble que Sa Sainteté soit pour attendre encore d'autres places vacantes pour en donner aux princes, sinon elle sera, mais légèrement, priée d'avancer ladite promotion pour l'affection que Sa Majesté porte à ladite dame reyne sa mère[1] ».

On n'aura pas manqué de remarquer l'extrême réserve dont use le roi dans l'expression de ses désirs. L'ambassadeur doit bien se garder d'insister pour ne pas engager trop avant l'autorité du roi. L'éventualité d'un refus est prévue comme toute naturelle. Si la première place est demandée pour M. de Luçon, le roi veut bien qu'on sache que c'est pour contenter le désir de la reine sa mère. C'est encore à cause de la reine-mère que le pape sera prié, « mais légèrement », d'avancer la promotion.

1. Aubery, *Mémoires*, t. I, p. 306.

Une lettre du roi fut également remise au pape sur cette question de la promotion. On y lisait : « Très Saint-Père, il y a si longtemps que j'ai fait représenter à Votre Sainteté ce qui était de mes désirs et intentions sur le sujet de la promotion des cardinaux que je m'étais promis d'en voir plus tôt réussir l'effet à mon contentement, ma prière étant si juste, que non pas tirer cette affaire en longueur qui me touche de si près. De laquelle, ayant dit mes sentiments au nonce de Votre Sainteté qui réside près de moi, j'ai donné charge au commandeur de Sillery de les lui déduire plus particulièrement afin qu'elle y fasse la considération comme je l'attends de son équité et bonté et le mérite mon observance filiale en son endroit et le Saint-Siège apostolique[1]. »

Sans avoir toute la chaleur qu'eût désiré l'évêque d'Aire, cette lettre royale, s'ajoutant à l'instruction, donnait à l'ambassadeur une autorité et une mission suffisamment précises et marquait assez clairement au pape les désirs du roi.

Sillery se porta à l'exécution de ces ordres sans enthousiasme, mais en toute correction. Dès les premières audiences où il lui fut possible de traiter d'affaires, il toucha devant le pape quelques mots de la promotion. Il le trouva « tout disposé à donner contentement au roi[2] ». Avec son zèle ardent à servir Richelieu, l'évêque d'Aire ne lui inspirait qu'une tiède sympathie. A l'en croire, même depuis son arrivée à Rome, il avait appris que « cet agent de M. de Luçon tenait encore des conseils pour aviser si, avec l'intervention de Sa Sainteté, il y aurait moyen de faire revenir M. le marquis de Cœuvres; tout cela par la crainte que, pour les choses passées, on ne soit pas favorable à ce bonnet rouge[3] ».

Il est vrai que le cardinal Ludovisio avait vu partir avec regret le marquis de Cœuvres, en qui ses démêlés et ses rancunes contre les Borghèse faisaient espérer un précieux allié. Le nonce du pape avait demandé son maintien à Rome (7 déc. 1621)[4]. La nomination de Sillery fut accueillie sans faveur par le secrétaire d'État, qui voyait en lui un ami du cardinal Bentivoglio susceptible de renforcer la faction des Borghèse. Mais rien ne prouve que l'évêque d'Aire ait eu quelque influence sur

1. Aubery, *Mémoires*, t. I, p. 314.
2. Ibid., p. 382.
3. Ibid., lettre du 6 juin.
4. B. Zeller, *Richelieu*, p. 53.

les sentiments de Ludovisio. Ses lettres les plus intimes n'en portent pas trace. Les conciliabules auxquels Sillery prétend le mêler n'ont probablement existé que dans son imagination inquiète et prévenue. Dès le 16 mai 1622, Ludovisio écrit à M. de Cœuvres une lettre où, tout en exprimant des regrets très vifs sur son départ, il est manifeste qu'il le considère comme définitif et irrévocable[1]. L'évêque soutient dès lors que la promotion était assurée à Rome, que tout dépendait des instances du roi et de le bonne volonté de M. de Puysieux. On ne voit pas tant quel intérêt il aurait eu à solliciter le retour de M. de Cœuvres. N'écrit-il[2] pas le 6 juin, le même jour que l'ambassadeur : « J'espère, à toute heure, de voir M. de Luçon cardinal? »

Fort heureusement, Sillery eut la sagesse de ne rien laisser deviner de ses sentiments hostiles envers Bouthilier. Il témoigna même de si bonnes dispositions à favoriser ses démarches que Richelieu, averti par son ami, en remercia le chancelier (30 juin 1622)[3]. En réalité, pas plus pour Bouthilier qu'en considération de Richelieu, comme il l'écrit à M. de Puysieux, il « n'avança ni ne recula un pas davantage[4] ». Il ne se porta à agir que dans la mesure où le service du roi y était intéressé. Or, ce qui importait au service du roi, c'est que le pape et son neveu ne missent à profit le retard de la promotion pour attendre des vacances et promouvoir leurs créatures, si le pape venait à tomber gravement malade : « Voilà », ajoutait Sillery[5], « le hasard qu'il y a de différer avec ce que je crois qu'il est bon de ne point tant laisser grandir cette faction qui sera grandement hardie quand elle pourra. » C'est une préoccupation du même genre qui, à cette heure, inspire son chef hiérarchique M. de Puysieux. « Voilà », lui écrit-il[6] le 30 mai, « trois places vacantes par la mort du cardinal Tonti, il faut essayer surtout de divertir Sa Sainteté, par considération de son honneur propre et par l'affection des princes qu'il lui convient de ménager, de les remplir de ses créatures. » Mais, à la différence de Sillery, qui, pour « obtenir satisfaction aux couronnes », croit devoir hâter

1. B. Zeller, *Richelieu*, p. 57.
2. Aff. étr., Rome, t. XXVIII, fol. 37.
3. *Lettres*, éd. Avenel, t. I, p. 713.
4. Aubery, *Mémoires*, t. I, p. 382.
5. Ibid., p. 383.
6. Ibid., p. 365.

la promotion, Puysieux consent volontiers à ce qu'elle soit retardée jusqu'à ce qu'il y ait assez de places pour en donner aux princes. Des impatiences de Richelieu, il prend assez facilement son parti : « Je sais », écrit-il[1], « que *La Houssine* (Richelieu) et celui qui fait pour lui presseront vivement. Il faut montrer que vous avez commandement d'avancer, en ce qui se pourra honnêtement, leur satisfaction et que vous avez même inclination, car *La Porte* (Marie de Médicis) se conduit bien avec le *Pied d'Estail* (le roi) et, en ce faisant, il est bon de la contenter en son temps. »

Les chances de Richelieu restaient ainsi toujours subordonnées à la conduite de Marie de Médicis à l'égard du roi. Depuis qu'avec Luynes avait disparu le grand obstacle à leur complète réconciliation, la faveur de la reine-mère ne cessait de croître. Le prince de Condé s'était bien, un moment, jeté à la traverse de ce rapprochement, et tous les membres de la famille de Sillery s'étaient groupés autour de lui dans l'espoir de tenir en échec l'ambition de Richelieu[2], mais la situation était trop engagée pour qu'il fût possible de faire machine en arrière; on se contenta de temporiser.

Ce jeu de dissimulation ne pouvait pourtant pas éternellement durer. Le prince de Condé « ne cessait de déchoir dans les bonnes grâces du roi », par suite de sa conduite privée et de son intransigeance au sein du conseil. Ici, il avait bien fallu faire place à la reine-mère, et, malgré la peur de Richelieu dont on savait qu'elle subissait docilement l'influence, le commandeur de Sillery avouait qu'elle était mieux que jamais dans l'esprit du roi. C'en était assez pour que les Sillery se détachassent de Condé et cherchassent de plus en plus à se rapprocher de Marie de Médicis. La candidature de Richelieu ne tarda pas à s'en ressentir. Dans les premiers jours de juillet, le roi recommandait au nonce l'évêque de Luçon pour la première promotion. M. de Puysieux se hâtait de mander la chose à l'ambassadeur, quoique sur le ton d'un homme qui n'était point pressé : « Nous vous manderons à la première fois comment vous devez en user[3]. »

Aux yeux d'un solliciteur aussi accommodant, on comprend que le zèle de M. d'Aire parût intempérant : « Celui qui fait de ça

1. Aubery, *Mémoires*, t. I, p. 365.
2. B. Zeller, *Richelieu*, p. 116.
3. Aubery, *Mémoires*, t. I, p. 419.

pour *La Houssine* (Richelieu) est bien violent[1]. » Ce n'est pas au moment où il touchait au terme de ses efforts qu'on pouvait demander à Bouthilier de modérer son ardeur. Plus que jamais, il réclame d'énergiques interventions « pour cette affaire de M. de Luçon, en laquelle il avait beaucoup de sujets d'espérer et aussi beaucoup d'occasions de craindre, si on ne lui envoyait pas de la part du roi les ordres qu'il avait si souvent jugé être du tout nécessaires[2] ». L'ambassadeur y est bien porté, mais encore sera-t-il à propos qu'on l'échauffe toujours par les lettres de la reine. Le pape et ses neveux donnent toujours de bonnes paroles ; « mais je vois clairement », ajoutait La Cochère, « que si, à la quatrième place vacante, ils ne font pas la promotion en laquelle M. de Luçon entre, c'est qu'ils attendent, comme j'ai averti depuis longtemps, quelque prétexte d'une indisposition du pape afin de remplir toutes ces places de personnes qui rendent le cardinal plus puissant au conclave[3] ». Le moyen de conjurer le danger, c'est encore, c'est toujours que la reine écrive des lettres aux cardinaux les plus influents, Ubaldini, Savoie, etc., qu'elle se plaigne directement au cardinal Ludovisio de ses continuels atermoiements, qu'elle lui dise son ressentiment qu'il ait tellement méprisé sa recommandation. Enfin, il faut mettre Puysieux et Sillery en demeure d'agir « fortement pour emporter l'affaire ». Le succès de la promotion est tout entre leurs mains ; « ils pouvaient tous deux faire entendre la volonté du roi[4] ».

Richelieu en était sans doute persuadé autant que l'évêque d'Aire ; les instances de son fidèle ami le décidèrent enfin à entrer en scène et à jouer, pour ainsi dire, cartes sur table. Il écrivit à M. de Puysieux : « Ayant receu deux lettres de Rome dont M. de Marillac vous dira la teneur, l'amitié dont je reçois des témoignages de vous et de Monsieur votre oncle me font librement vous supplier de mettre l'affaire en telle sorte que Monsieur l'ambassadeur n'ait rien à désirer aux ordres qu'il a témoigné à M. l'évêque d'Aire lui être absolument nécessaires. Je ne doute point que les dernières lettres que vous lui avez envoyées ne le contentent, aussi cette supplication ne va-t-elle qu'à la rafraîchir aux occasions[5]. »

1. Aubery, *Mémoires*, t. I, p. 419.
2. Aff. étr., t. XXVIII, fol. 39.
3. Ibid.
4. Ibid.
5. Ibid., p. 718.

Le ministre ne pouvait plus se dérober sans faire preuve d'une mauvaise volonté manifeste. Il se résigna, il s'exécuta. Il parla au roi de la promotion et, par une lettre dont Richelieu le remercia encore[1], il fit savoir à l'ambassadeur que le roi était d'avis de faire presser l'affaire autant qu'il se peut honnêtement et avec fermeté. S'il ne veut pas qu'on aille jusqu'à menacer de rappeler l'ambassadeur en cas de refus, il recommande cependant à Sillery de n'y épargner aucun bon office « et il promet de lui faire envoyer des lettres de la main du roi et de lui faire exprimer sa volonté expresse à la première audience[2] ». Il prévoit que cette nouvelle attitude va surprendre l'ambassadeur; il ajoute, comme pour s'excuser : « Il faut donner cela à la voix publique et à la réputation de Sa Majesté, après ce qui s'est passé, et au contentement de la reine-mère qui en écrit souvent et se conduit fort bien. Vous voyez comme j'y procède, n'ayant égard en cela qu'au service du maître. Car d'autres considérations privées devraient, selon l'humanité, suggérer autre conseil[3]. »

Il est visible que ce changement d'attitude coûtait à son cœur aigri. Mais, le roi « ayant recommandé M. de Luçon et d'avancer la promotion[4] », Puysieux s'inclina, sinon sans regret, du moins sans réserve.

Il en donna une preuve manifeste dans la conduite qu'il adopta à l'égard du nonce, jusqu'ici complice conscient et volontaire de ses atermoiements. Comme Bentivoglio et dans la même pensée d'ambition personnelle, Corsini en était venu à voir, lui aussi, dans Richelieu un rival dont la promotion pouvait lui ravir la place qu'il rêvait pour lui-même. Sa prétention était cette fois d'autant plus dangereuse qu'il n'y avait alors que trois places vacantes et qu'il en avait été promis une au roi d'Espagne et une autre à l'empereur. La première condition nécessaire pour assurer quelque chance à sa candidature était donc de faire éconduire celle de Richelieu. Jusqu'alors, il n'avait omis aucune occasion de bien marquer la tiédeur de la cour à l'égard de la promotion de Richelieu. Bouthilier avait été le premier, cette fois, à démêler le secret de ses tergiversations. « Il faut prendre garde à Monsieur le nonce », écrivait-il dès le 20 avril 1622 à Richelieu[5], « afin que l'espérance qu'il a lui-même d'être bientôt

1. *Lettres*, éd. Avenel, t. I, p. 719.
2. Aubery, *Mémoires*, t. I, p. 436.
3. Ibid., p. 437.
4. Ibid.
5. Aff. étr., Rome, t. XXVIII, fol. 25.

cardinal ne l'empêche de vous rendre ses bons offices. » Tant que l'ambition du nonce servit ses secrets désirs, Puysieux n'y trouva rien à reprendre[1]. Il envisagea même son propre départ sans émotion et s'entretint avec Sillery du choix de son successeur éventuel[2]. Mais quand le roi eut parlé net, le nonce n'eut pas comme Puysieux l'intelligence ou l'abnégation des sacrifices nécessaires. Le ministre apprécia désormais sévèrement la conduite de son ancien collaborateur aujourd'hui récalcitrant : « Quant au *Mords* (nonce) », écrit-il à Sillery dans sa correspondance chiffrée, « il n'y a nulle fiance en lui, homme de caprice et d'intérêt, à tout vent, qui veut parvenir où vous savez et pour cela *omnia licent*[3]. » Bientôt il apprit de Sillery lui-même, à la suite d'une audience du pape, que celui-ci était dans une pleine ignorance des dispositions du roi à l'égard de la promotion, par la faute du nonce qui lui taisait ou lui défigurait « ce qui avait été dit[4] ». Presque en même temps il put se rendre compte par lui-même que le nonce, toujours dans le désir de se pousser au cardinalat, avait non seulement omis « les offices qui lui avaient été recommandés, mais ajouté des artifices et des inventions[5] ». D'après l'historien Siri, chez qui on peut voir jusqu'où allaient ces inventions, il en vint entre autres à écrire que le roi laissait au pape toute liberté de faire la promotion à son goût, à la condition expresse que le nonce de Madrid n'y fût point compris et que les autres élus fussent tels que la France pût les tenir pour amis[6]. Ce secret devrait, naturellement, être caché à toute personne vivante, surtout à l'ambassadeur Sillery ; car le roi entendait enlever à sa mère tout prétexte à récrimination, quitte à protester lui-même et à faire entendre quelque plainte[7].

Une lettre interceptée avait fait la lumière sur la louche conduite du personnage ; elle fut envoyée à l'ambassadeur, qui devait s'en servir pour détruire les mauvais effets que de tels rapports avaient produits sur le cardinal-neveu. Il fut donné connaissance de l'incident au roi qui s'en montra surpris et

1. Aubery, *Mémoires*, t. I.
2. Ibid., p. 404, 419.
3. Ibid., p. 438.
4. Ibid., p. 462.
5. Ibid., p. 474.
6. Siri, t. V, p. 405.
7. Ibid.

contrarié, et il fut commandé à l'ambassadeur « de se prévaloir de tous ces avantages pour faire que le roi, sans autre remise, soit content[1] ».

L'évêque d'Aire n'eut pas besoin d'écrire cette dernière lettre pour être pleinement rassuré sur le succès final : la façon dont M. de Puysieux s'était engagé dans l'affaire de la promotion lui avait enlevé toute inquiétude. Dès le 15 août, il communique à Richelieu la certitude de ses espérances et pousse déjà des cris de reconnaissance[2]. « La reine peut se louer de l'affection du roi, du soin et industrie que Monsieur l'ambassadeur et M. de Puysieux y apportent. Véritablement, ils méritent que M. de Luçon se joigne à eux d'une très étroite et parfaite amitié; car en effet ce sont vrais gens d'honneur et d'une parfaite probité et sincérité plus grande qu'on ne l'imagine, et je vous prie de dire que Monsieur l'ambassadeur n'est nullement homme qui se plaise de repaître d'apparence ceux avec qui il traite et que sans aucun fard et déguisement il va droit à ce qui est solide[3]. »

Quelques jours plus tard, avec la nouvelle de la mort du cardinal de Retz, les ordres venus de France achèvent de confirmer pleinement sa confiance; il ne parle plus que de la date et des conditions de sa rentrée en France; sa présence, depuis que l'ambassadeur a pris l'affaire en mains, est pour le moins inutile. S'il ne part pas immédiatement, c'est pour être « témoin de la promotion ».

XI.

Huit jours plus tard, ses vœux étaient comblés et, dans l'ivresse de sa satisfaction, il pouvait écrire à son frère, le 5 septembre 1622 : « Il me semble que je n'ai plus rien maintenant à désirer en ce monde puisque M. de Luçon est cardinal[4]. » Ce jour-là même, en effet, Grégoire XV venait de faire une promotion de quatre cardinaux parmi lesquels était compris Armand de Richelieu, évêque de Luçon.

Cette dignité donnait satisfaction au roi et contentement à la reine sa mère; elle mettait le couronnement à la carrière ecclésiastique de Richelieu, qui était loin d'avoir encore donné sa

1. Aubery, *Mémoires*, t. I, p. 478.
2. Aff. étr., Rome, t. XXVIII, fol. 73.
3. Ibid.
4. Ibid., fol. 76.

pleine mesure, mais dont les hautes qualités se reconnaissaient déjà aux espérances et aux craintes qu'elles faisaient naître. A Rome, où son passé et son avenir étaient envisagés d'un œil moins attentif peut-être, mais plus désintéressé, chacun, disait l'évêque d'Aire, « tenait notre cardinal comme l'un des plus grands personnages de son siècle[1] ».

On devine sans peine les sentiments divers que dut éprouver Richelieu quand la nouvelle de sa promotion lui parvint, vers le 20 septembre, à La Pacaudière, près de Roanne, où il se trouvait en compagnie de la reine-mère. Sa correspondance nous permet de saisir les diverses formes qu'elle revêtit dans les lettres où il exprima ses remerciements à ceux qui avaient contribué à lui obtenir cet honneur ou qui simplement le félicitaient de l'avoir obtenu. Envers le roi il se montre, en un langage un peu contourné, obséquieux et dévoué sans mesure. « Pour action de grâce de l'honneur auquel la bonté (de Votre Majesté) m'a élevé, je ne puis autre chose », lui écrit-il[2], « que protester une entière et religieuse obéissance à ses commandements et l'assurer que j'aymerais beaucoup mieux ne vivre que de manquer à employer à son service et ma vie et la dignité dont je reconnais lui être redevable comme de tout ce que je possède. Je supplie Dieu qu'il me fasse la grâce d'être si heureux en ce dessein que mes actions me signalent encore plus que la pourpre dont il vous a plu m'honorer. » Il est prodigue de démonstrations de reconnaissance envers Puysieux et les Sillery, il leur déclare qu'après le roi et la reine, c'est à eux qu'il se reconnaît redevable de la pourpre[3]. Il n'y a guère que le nonce à qui la lettre laisse entrevoir, sous des formules d'une ironie demi-transparente, quelques souvenirs des procédés antérieurs : « Monsieur, le contentement qu'il vous plaît me témoigner avoir de l'honneur que j'ai reçu augmente celui que j'en ressens. J'ai fait voir à la reine la lettre de M. le cardinal Ludovisio qui fait foi du soin que vous avez de lui faire savoir les intentions du roi au service duquel elle vous croit trop affectionné pour que vous eussiez voulu faire quelque chose contraire à ses désirs[4]. »

Marie de Médicis et l'évêque d'Aire, qui furent les deux agents

1. Aff. étr., Rome, t. XXVIII, fol. 76.
2. *Lettres*, éd. Avenel, t. I, p. 730.
3. Ibid., p. 725, 727.
4. Ibid., p. 728.

les plus actifs de son élévation, sont à peu près les seuls dont nous ne sachions comment Richelieu leur exprima sur l'heure sa gratitude. A quelque temps de là, quand il reçut la barrette à Lyon, Richelieu la posait aux pieds de la reine-mère, dans un beau geste que ses paroles traduisirent en ces termes : « Madame, cette pourpre, dont je suis redevable à la bienveillance de Votre Majesté, me fera toujours souvenir du vœu solennel que j'ai fait de répandre mon sang pour votre service[1]. »

Des lettres reçues en cette occurrence par l'évêque d'Aire, aucune ne s'est conservée. Si nous ne savons pas davantage quelle lettre Richelieu écrivit au pape pour le remercier de la dignité qu'il lui conférait, nous savons du moins qu'il l'en remercia en des termes qui lui valurent une réponse fort élogieuse : « Nous n'avons pas voulu seulement récompenser la vertu », lui écrivait Grégoire XV[2], « mais assurer un nouvel appui à la religion catholique et orner le sénat apostolique d'une nouvelle gloire en vous décorant, selon les vœux de Leurs Majestés très chrétiennes, de la pourpre cardinalice. En effet, de même que les lois de la discipline militaire décernaient sagement le triomphe aux soldats dont le courage avait servi de rempart à la République et causé la ruine des ennemis, ainsi est-ce avec raison que vous venez d'arriver à la plus grande dignité dans l'Église romaine. Car, dans la lutte que nous avons à soutenir contre le prince des ténèbres, votre science et votre piété ont été, dans vos contrées, comme un glaive de salut pour abattre l'orgueil des hérétiques et exercer une sainte vindicte parmi des peuples non croyants. Ainsi, jouissez, notre très cher fils, non seulement du témoignage de la faveur royale, mais aussi de la juste renommée due à vos qualités éminentes, car la splendeur de vos mérites brillait d'un tel éclat dans la république chrétienne qu'il paraissait importer à la France tout entière que vos vertus fussent plus distinguées par la gloire d'insignes sacrés. »

Louis XIII avait aussi fait remercier le pape pour la promotion faite à sa demande ; il reçut une réponse où l'éloge de Richelieu dépassait les formules habituelles du protocole consacré.

1. *Lettres*, éd. Avenel, t. I, p. 732.

2. B. Zeller, *Richelieu*, p. 122 (traduction), p. 310, texte d'après Rome, Bibl. Corsini, cod. 813 ; en réalité, l'original se trouve aux Aff. étr., Rome, t. XXVIII, fol. 118.

Après avoir félicité le roi d'avoir montré en demandant le cardinalat pour l'évêque de Luçon qu'il était de ces princes dont le patronage est une récompense ou un encouragement pour la vertu, il ajoutait : « Les prières et le suffrage du roi ont désigné ce prélat dont la haute sagesse est considérée dans la France comme le rempart de la religion, le fléau de l'audace des hérétiques et qui a toujours jugé préférable de mériter les plus hautes dignités que de les obtenir. Aussi, lorsque nous l'avons récemment choisi pour être du sénat apostolique, nous avons voulu, tout en accordant cette satisfaction à Votre Majesté, orner l'Eglise romaine d'une nouvelle gloire et enflammer les pontifes de France d'une sainte émulation pour l'imitation d'une si haute vertu[1]. »

Plus encore qu'à l'imitation des évêques de France, la nouvelle dignité signalait Richelieu à l'attention et au choix du roi. Les ministres ne s'y trompèrent pas; mais ils crurent trouver un bon moyen de conjurer le danger : « Le comte de Schomberg », écrit Richelieu[2], « qui restait seul des trois qui m'avaient voulu donner cet empêchement du cardinalat, se joignit à Monsieur le Prince et au sieur de Puysieux pour disposer de la place du cardinal de Retz dans le conseil en faveur de celui de La Rochefoucauld, non par estime de sa personne, mais pour m'ôter l'espérance de l'occuper et à la reine l'honneur d'avoir part dans ce choix. »

Il était trop tard; après la consécration publique que la pourpre venait d'apporter aux talents de Richelieu, il devenait impossible d'échapper à leur éclat fascinateur ou de se dérober à leur puissance d'action aujourd'hui si singulièrement accrue. Le nouveau cardinal se trouva dès lors tout désigné pour le gouvernement des affaires publiques le jour où les médiocrités jalouses de ses rivaux furent incapables de s'y maintenir plus longtemps. Le chapeau devait attirer définitivement le portefeuille.

Antoine DEGERT.

1. B. Zeller, *Richelieu*, p. 121.
2. *Mémoires*, p. 267.

MÉLANGES ET DOCUMENTS

LE DÉVELOPPEMENT DES VILLES DANS LE COMTAT-VENAISSIN

AVIGNON AU TEMPS DES PREMIERS PAPES

La *Revue historique* a déjà (t. CXVII, p. 125) parlé de Robert André-Michel. Avant de publier un fragment de l'œuvre laissée inachevée par la mort de notre très regretté collaborateur, il nous a paru nécessaire de donner plus de précisions sur l'état de ses manuscrits.

Dans les heures, si rapides et si pleines, qui s'écoulèrent entre l'ordre de mobilisation générale et son départ pour l'armée, Robert André-Michel, — « décidé à tout pour son pays », acceptant d'avance « tous les sacrifices », ainsi qu'il l'a écrit lui-même, — eut aussi une pensée pour les travaux auxquels il avait voué sa vie que la patrie à présent réclamait. On a trouvé dans ses dossiers, rapidement griffonnées en ces minutes suprêmes, des notes qui constituent, avec les lettres écrites du régiment, une sorte de testament spirituel et moral.

Il laissait deux volumineux recueils de documents inédits (rapportés, avec beaucoup d'autres qui resteront inemployés, de ses fouilles dans les archives Vaticanes et dans les dépôts provinciaux français). Le premier, précédé d'une importante introduction, concerne *la Construction des remparts d'Avignon au XIVe siècle;* ce devait être sa « petite thèse » de doctorat et il était déjà revêtu de l'*imprimatur* du vice-recteur de l'Université de Paris. Le second devait servir à la rédaction déjà ébauchée d'une grande monographie du palais des papes et contient sur *la Construction du palais* une abondante moisson de renseignements nouveaux. La publication de ces deux recueils est, dès à présent, assurée.

Il laissait aussi le manuscrit achevé, mais à l'état de brouillon seulement pour certaines parties, de sa « grande thèse » de doctorat : *les Villes fortes et les châteaux des papes d'Avignon en France au XIVe siècle.* C'est le second, — et le plus court, — chapitre du livre projeté que la *Revue historique* publie aujourd'hui. Voici quelques explications sur le plan même de l'ouvrage dont il est détaché.

« Étudier les châteaux forts d'une région au moyen âge dans le sens large du mot », écrit l'auteur dans la préface ébauchée, « c'est aussi étudier les institutions féodales et militaires, le développement historique, économique et artistique de cette région..... » Et c'est bien ce qu'il avait entrepris pour l'état pontifical en France, de Clément V à la mort de Grégoire XI, avec une ardeur toujours plus grande à mesure que ses voyages répétés dans le Comtat-Venaissin et ses recherches d'archives l'avaient fait entrer en contact plus intime avec cet admirable pays et son émouvante histoire.

Il avait divisé son livre en deux grandes parties : I, La paix au temps de Clément V, Jean XXII, Benoît XII et Clément VI ; II, La guerre et la défense de l'état pontifical. « J'ai sans cesse présentes à l'esprit », écrivait-il, « les fresques d'Ambrogio Lorenzetti au palais de Sienne; d'un côté la *sécurité*, de l'autre la *peur* (*Timor*). Ici la ville, les campagnes florissantes, les artisans au travail dans les rues étroites de la cité, les étalages des marchands, la place où dansent les jeunes filles, les labours, les chasses, les paisibles promenades : *Senza paura ogni uom franco camini e lavorando semini ciascuno*, comme explique l'inscription peinte sur le mur; là, maisons éventrées, scènes de désolation et hors des murs, où nul ne se hasarde isolé et sans défense, les routes infestées de brigands, les campagnes dévastées; à l'horizon hérissé de châteaux forts, des incendies. »

Les cinq chapitres de la première partie traitent : I. De la *répartition géographique* des châteaux pontificaux et des villes, des *castra* des chevaliers, des villes fortes, de l'*état des châteaux au début du XIVe siècle*, des fresques de la tour Ferrand, de l'aspect des villes fortes, des cités d'Avignon et de Carpentras, de leurs enceintes. — II. *Du développement des villes après l'établissement des papes* (c'est le chapitre qu'on va lire). — III. De la *construction des palais pontificaux* de Clément V, de Jean XXII, de Benoît XII et de Clément VI à Pont-de-Sorgues, Châteauneuf-Calcernier, Avignon et Villeneuve. — IV. Du *caractère et du style des palais pontificaux*, de leur évolution au cours des divers pontificats, de l'expansion du « style pontifical ». — V. Des petits châteaux (*Noves*, *Bédarrides*, *Barbentane*, *Saint-Laurent-des-Arbres*) et des *préparations et armement des forteresses en 1341-1342*.

Les six chapitres de la seconde partie, *Guerre et défense de l'état pontifical*, sont consacrés : I. Aux troubles et terreurs de la cour d'Avignon depuis 1357 (*l'archiprêtre et les compagnies sous Innocent VI*, *Bertrand du Guesclin et les routiers sous Urbain V*, *les Bretons dans le Comtat sous Grégoire IX*). — II. Aux *châteaux forts*, leur importance, leurs restaurations, leurs caractères architecturaux (tour *Anglica*, type de donjon de cette époque), aux travaux *défensifs*, aux palais d'Avignon, de Sorgues, etc., aux *églises fortifiées*. — III. Aux *travaux de clôture des villes. Les nouveaux remparts de la seconde moitié du XIVe siècle; rôle des communau-*

tés et de la Chambre apostolique, les divers entrepreneurs. — IV. *Caractères des enceintes du XIVe siècle*, leurs caractères archéologiques et leur valeur défensive. Rôle de la Chambre apostolique. — V. *Les défenseurs des châteaux et des villes fortes*, le rachat, les mercenaires, la garnison; organisation de l'armée pontificale. — VI. *La vie sociale à la fin du XIVe siècle.*

Une bibliographie critique indique toutes les sources imprimées, leur valeur respective, la part prépondérante des documents inédits découverts et utilisés par l'auteur. Enfin des plans, des cartes, des photographies en grand nombre étaient destinés à illustrer ce grand travail, où sont associées les méthodes de l'archéologie et de l'histoire. Une mort héroïque a interrompu l'auteur au moment même où il allait donner les derniers soins à son œuvre.

* * *

Au moment où les papes vinrent s'établir en Avignon, nombre de châteaux ruinés par la guerre albigeoise ne s'étaient pas relevés, nombre de villes avaient perdu leurs défenses. L'état de choses féodal qui avait donné naissance aux uns et avait limité le développement des autres tendait insensiblement à faire place à un ordre nouveau. Depuis le milieu du XIIIe siècle, une sécurité relative régnait dans le pays et favorisait le relâchement des obligations militaires et le développement des villes.

Mais celles-ci présentent encore l'aspect ancien. Leur étendue, leur groupement autour du château, leur resserrement dans les limites de l'ancienne enceinte, la population de chevaliers et d'anciens vassaux qui s'y presse, tout rappelle l'époque toulousaine de la vie féodale. Si l'époque des guerres paraît à peu près terminée, l'ère de la grande prospérité et du plein développement ne fait que commencer.

Cette période d'épanouissement, qui caractérise la première moitié du XIVe siècle, on ne la comprendrait pas si l'on n'insistait ici sur le fait initial qui la détermine. L'établissement des papes à Avignon est à l'origine de tout le développement économique et artistique des châteaux et des villes de l'état pontifical français.

Clément V était venu en 1309 s'établir à Avignon; installé au couvent des dominicains, il ne croyait pas devoir y séjourner longtemps. Son successeur Jean XXII, s'avisant que la « captivité de Babylone » pourrait bien se prolonger quelque temps encore, fit d'Avignon une seconde Rome. Sous son pontificat et sous ceux de Benoît XII et de Clément VI, la ville vit doubler sa population et sa superficie.

C'est cette double extension que nous étudierons ici.

On comprend aisément que la venue des papes en Avignon ait attiré dans cette ville tout un peuple de courtisans, de clercs et de marchands. Au moyen âge, la cour pontificale était une des plus importantes qui fût au monde; l'attraction qu'elle exerçait était immense.

Clément V, souverain vagabond et modeste, n'avait point eu à proprement parler de cour à Avignon. Jean XXII en eut une imposante. Familiers et serviteurs sont très nombreux autour de lui. Les comptes du second quart du XIVe siècle en mentionnent près de 300 et nous savons que l'entretien des pénitenciers, camériers, chanceliers, chapelains, écuyers, huissiers, portiers, courriers, sergents d'armes et officiers de toute sorte coûtait fort cher[1].

Cette foule fut rapidement grossie des vassaux de l'Église, de ces barons et de ces chevaliers qui avaient abandonné la ville et s'étaient retirés dans leurs fiefs, après que le roi de France eut fait détruire, au lendemain de la guerre des Albigeois, plus de deux cents des meilleures maisons fortifiées habitées par eux. Ils sortirent de leur retraite du jour où un pape, qui ne craignait point le faste, put les accueillir à sa cour. On les voit logés près du palais pontifical, tels Pierre de Morières, Hugues de Cardaillac[2], Geoffroi de Boulbon, co-seigneur de Barbentane, dont la chambre apostolique acheta en 1344 le logis en vue des agrandissements du palais apostolique[3], ou dans le palais même. Au temps de Jean XXII, en 1326, les damoiseaux y étaient installés près du puits[4].

Bientôt, à cette noblesse régionale vinrent se joindre les membres des grandes familles romaines. Les Colonna, les Orsini étaient représentés à la cour d'Avignon[5].

1. Cf. E. Müntz, *l'Argent et le luxe à la cour pontificale d'Avignon*, dans *Revue des questions historiques*, 1899, t. LXVI, p. 35 et 51; voir aux Archives Vaticanes, *Intr. et Ex.* 53, fol. 1 à 19, 138; et *Intr. et Ex.* 199, fol. 90.

2. Arch. Vat., *Intr. et Ex.* 53, fol. 21 à 24.

3. « Noverint quod cum quoddam hospicium Gaufridi de Bulbone, domicelli, filii domini Bertrandi de Bulbone, militis, domini in parte castri Berbentane, Avinionensis diocesis, ymineret, necessarium pro palatio apostolico in civitate Avinionensi ampliando et magnificando... » (Arch. Vat., *Collectorie* 50, fol. 34 v°).

4. K.-H. Schäfer, *Die Ausgaben der apostolichen Kammer unter Johann XXII* (Paderborn, 1911), p. 298; Arch. Vat., *Intr. et Ex.* 37, fol. 39 v° à 88, *passim*. On trouve à Sorgues nombre de chevaliers logés dans le palais.

5. Cf. Petrarca, *Rime*, éd. Leopardi, p. 404. MM. Ch. Hirschauer et A. de Boüard ont publié une étude sur les relations des Orsini avec la France d'après l'*Archivio Orsini*, dans les *Mélanges d'archéologie et d'histoire*, t. XXXII, 1912, p. 49-67.

Prêtres et clercs y affluaient également. Nombre d'entre eux vinrent s'établir à demeure dans la ville; d'autres, arrivant sans cesse de tous les pays environnants et notamment du nord de l'Italie, apportaient au chef de l'Église des nouvelles de ses états et de la chrétienté[1].

La population laïque s'accroissait rapidement. De tous les pays, de toutes les régions de la France, on venait s'établir à Avignon.

Parmi les habitants de la ville au XIVe siècle, on en trouve qui sont originaires des contrées les plus diverses. Les uns viennent des diocèses du midi de la France, de celui d'Avignon comme de ceux de Carpentras, de Vaison, de Saint-Paul-Trois-Châteaux, de Cavaillon, d'Apt, de Marseille, de Viviers, de Mende, de Saint-Flour, du Puy, de Clermont, de Rodez, de Mirepoix, de Condom, de Toulouse, de Montauban, de Carcassonne, de Béziers, de Nîmes, d'Uzès, de Maguelonne, de Narbonne, de Périgueux, de Limoges, de Tulle, de Castres, de Cahors, d'Albi, de Bourges, d'Agen. Les autres viennent de l'ouest : des diocèses de Rouen, de Bayeux, d'Évreux, de Saint-Brieuc, de Quimper, de Dol, de Tours, de Poitiers, de Saintes, d'Orléans. La Savoie, la Bourgogne, le Valentinois, la Lorraine sont également représentés, ainsi que les diocèses de l'est et du sud-est : Embrun, Gap, Digne, Briançon, Valence, Grenoble, Vienne, Lyon, Aix, Nice, Sisteron, Genève, Lausanne, Constance, Langres, Troyes, Dijon, Mâcon, Besançon, Chalon-sur-Saône, Verdun, Metz, Trèves. De Paris, de Châtillon-sur-Seine, du Vermandois, de Picardie, du Brabançon, des diocèses de Sens, de Troyes, de Châlons-sur-Marne, de Reims, de Laon, de Senlis, d'Arras, d'Amiens, de Thérouanne, de Cambrai, de Gand, de Beauvais, de Laon, de Liège, les gens du Nord viennent aussi se mêler aux méridionaux. A côté des Lorrains venus de Metz, les Allemands[2] de Magdebourg, Cologne, Mayence, Trèves, Bade se rencontrent aussi en assez grand nombre. Ils avaient une confré-

1. Tel ce clerc de Milan, Bartholomeo Canholati, qui vient à la cour d'Avignon déposer contre les Visconti. Cf. R. Michel, *le Procès de Matteo et de Gateazzo Visconti*, dans les *Mélanges d'arch. et d'hist.*, 1909, p. 269 et suiv. Dans cette foule cléricale, quelques-uns se signalent par leurs méfaits, tel ce Laurent Bourbas, clerc florentin, suivant la cour romaine, qui, perdu de réputation, accusé d'homicide, fut en Avignon l'objet d'un long procès dont les enquêtes nous sont parvenues (Arch. Vat., *Reg. Aven.* 51, 52, 59. Cf. Joseph de Loye, *les Archives de la Chambre apostolique, Inventaire*, 1899, p. 201).

2. Arch. Vat., *Reg. Aven.* 204, fol. 443 et suiv.; *Reg. Greg.*, XI, n° XXXII, fol. 429 v° et suiv. Cf. Denifle, *Liber divisionis cortesianorum et civium romane curie et civium Avenionensium*, dans *Archiv für Litteratur und Kirchengeschichte*, 1885, t. I, p. 627-630.

rie[1] et une légation hambourgeoise[2]. Il ne paraît pas cependant que la rue des Allemands, qui allait du portail Matheron à l'hôpital de la Trinité, leur dût son nom[3].

Les Anglais sont peu nombreux. A peine si l'on peut citer quelques habitants de Londres, de Lincoln, de Lichfield. Les Italiens au contraire abondent. Florentins, Lucquois, changeurs et marchands, avaient envahi certains quartiers d'Avignon et notamment la paroisse de Notre-Dame. Habitants de Bergame, Plaisance, Turin, Gènes, Pise, Montepulciano, Pavie, Bologne, Cesena, Milan, Arezzo, Savone, Parme, Ferrare, Pérouse, Pistoie, Empoli, Sienne, Asti, Viterbe, Rome, Naples, gens de Campanie et de Sicile viennent peupler la ville dans le second quart du siècle[4].

Cet extraordinaire afflux de population vint doubler au moins le nombre des habitants. Même après le départ de Grégoire XI, parmi les bourgeois encore établis dans la ville, la plupart ne sont pas originaires d'Avignon et les « courtisans » sont deux fois plus nombreux que les « bourgeois[5] ».

Comme les besoins de la ville augmentaient en proportion de sa population, l'industrie et le commerce y prirent une remarquable extension. Pas de métier qui n'y fût représenté. Pétrarque nous dit qu'Avignon regorgeait d'hôtelleries et nous en avons mainte preuve. Taverniers, marchands d'épices et de poissons, fourniers, boulan-

1. « Item, do et lego confratrie Alemannorum Avinionensium cujus sum confrater, duos florenos auri. » Testament d'Albert de Würzbourg (Albertus de Herbipoli, phisicus, romanam curiam sequens) publié par Pogatscher, *Deutsche in Avignon im XIV Jahrhunderte*, dans *Römische Quartalschrift*, 1899, p. 61.

2. Voir les *Rechnungsbücher der hamburgischen Gesandten in Avignon 1338 bis 1355*, publ. par Th. Schrader. Hamburg und Leipzig, 1907, in-8°.

3. Cette opinion de Pogatscher, *loc. cit.*, p. 58-59, est contredite par le docteur Pansier, pour qui la *via Alamannorum* tirait son nom d' « Alamanus de Pazzi » qui, à la fin du XIV° siècle, y possédait de nombreux immeubles. — Sur les Allemands établis en Avignon, cf. aussi Schäfer, *Deutsche in Avignon und ihre Wohnungen zur Zeit Johanns XII*, dans *Römische Quartalschrift*.

4. Arch. Vat., *Reg. Aven.* 204, fol. 443 et suiv.; cf. Schäfer, *Die Ausgaben*, 1906, p. 229, et Arch. Vat., 84, fol. 505 v°.

5. Dans la paroisse de Saint-Pierre, on compte 409 courtisans et 284 bourgeois; dans celle de Saint-Symphorien, 436 courtisans et 319 bourgeois; dans celle de Saint-Geniès, 269 courtisans et 164 bourgeois; dans celle de Notre-Dame, 276 courtisans et 83 bourgeois; dans celle de Saint-Didier, 264 courtisans et 235 bourgeois; dans celle de Saint-Agricol, 351 courtisans et 183 bourgeois; dans celle de Saint-Étienne, 354 courtisans et 203 bourgeois, ce qui donne un total de 2,359 courtisans pour 1,471 bourgeois (*Archiv für Litteratur und Kirchengeschichte*, t. I, p. 628-629). Il est à remarquer que cette statistique date d'une époque où la population d'Avignon avait été ravagée par la peste et où l'exode avait commencé.

gers, merciers, savetiers, cordonniers, corroyeurs, pelissiers, tisseurs, tondeurs, marchands de drap, fabricants de robes et de jupons, tailleurs abondaient, aussi bien que les notaires et les avocats. On trouve aussi quelques jardiniers, cultivateurs et laboureurs; mais leur nombre est infime à côté de celui des marchands.

Un des commerces les plus florissants était celui de la banque, presque entièrement aux mains des Italiens. Les grandes sociétés florentines avaient leurs représentants à Avignon[1] et continuaient au XIVe, comme au XIIIe siècle, à être les banquiers de la papauté. En venant dans la ville, les marchands de tous les pays y faisaient affluer les espèces monnayées les plus diverses, aussi les changeurs étaient-ils particulièrement nombreux. Toutes sortes de monnaies avaient cours dans la capitale des papes : le florin de la chambre apostolique, le florin de la reine, le florin à la corne, le florin du graile, le franc, le douzain d'Orange[2], etc., etc.

Sur plus de quarante changeurs que l'on rencontre en Avignon en 1327-1328, plus de dix sont italiens, originaires de Florence, de Lucques, de Pise, de Sienne, de Naples, d'Arezzo; les autres viennent du Comtat, de la Provence, de tout le midi de la France[3].

Le commerce de l'argent n'était pas le seul à prospérer. Avignon, favorisée de tous temps par sa situation, en rapports constants avec tout le midi de la France, l'Italie et l'Espagne, reliée par le Rhône et les grandes voies historiques qui suivent le fleuve à Lyon, à la Bourgogne et aux Flandres, devint rapidement un centre commercial de premier ordre.

Et de même que les marchands étrangers y sont nombreux[4], les

1. Jacques de Blanchi, de Florence, marchand de Lucques, de la Société des Alberti, est établi à Avignon. Cf. Berlière, *Inventaire analytique des « libri obligationum et solutionum » des Archives Vaticanes* (1904), nos 173, 481, 504. On pourrait multiplier à l'infini les exemples.

2. Cf. M. Prou, *Documents relatifs à l'histoire monétaire*, dans *Revue de numismatique*, 1897, p. 177-180. M. K.-H. Schäfer a donné un tableau précieux de l'équivalence et de la valeur des innombrables monnaies employées au XIVe siècle à Avignon.

3. Cf. G. Mollat, *les Changeurs d'Avignon sous Jean XXII*, dans les *Mémoires de l'Acad. de Vaucluse*, 1905, p. 271-279. — Sur Bartholomeo Spicfame, marchand de Lucques à Avignon et changeur en cour romaine : Berlière, *Inventaire analytique*, nos 230, 259, 367, 388, 409, 478, 496, 512, 514, 547, 577, 589; sur Jean Repondi, changeur et marchand à Avignon : *Ibid.*, nos 1138, 1140, 1159.

4. « Mercator de Urbe sequens romanam curiam » (Schäfer, p. 229; Arch. Vat., *Reg. Aven.* 84, fol. 505 vo). Sur les marchands de Hambourg établis à Avignon, cf. notes 2, 3 et 4 de la p. 73. — Des marchands de Palestine, de

marchands avignonnais, de leur côté, parcourent l'Europe occidentale. Ils vont acheter à Montpellier des couleurs[1], des vêtements, des robes, des fourrures, des armures et des armes; à Carcassonne, à Béziers, des toiles; des tapis en Espagne; des draps en Flandre[2], en Brabant, à Gand, à Malines, à Louvain, à Bruxelles[3] notamment et jusqu'en Chypre; des fourrures en Norvège[4]. Pour les constructions entreprises dans l'état pontifical, des navires sillonnent le Rhône, apportant de Mâcon[5], de Lyon, de Vienne, de Marseille[6] des tuiles et du bois. Les arbres coupés dans les forêts de Dauphiné et Savoie descendent en longs trains le cours de l'Isère et du Rhône et remontent jusqu'à Sorgues[7].

Tout ce développement commercial est une source de richesse. Les marchands avignonnais font vite fortune au XIVe siècle, tel ce Guilhem Vial, fustier, originaire du diocèse de Chalon-sur-Saône, qui, établi en Avignon, s'y enrichit comme fournisseur en bois du pape et des cardinaux et marchand de vin en gros et en détail[8]; ou tel encore ce Jean Teisseire, dont le livre de raison nous est resté et qui, à la fois cordier et chanvrier, commerçant et industriel, avait des associés, des facteurs et possédait d'importants immeubles dans toute la ville et dans ses environs[9].

A ces exemples, déjà connus, il serait facile d'en ajouter beaucoup d'autres. C'est une figure intéressante, notamment, que celle de ce Raimon Mézier que l'on voit, en 1319, acheter deux radeaux de bois à Seyssel, pour les travaux de Sorgues et de Châteauneuf[10], couvrir des chapelles à Notre-Dame-des-Doms, à Saint-Agricol[11], et, charpentier du pape, diriger les achats de bois dans les diocèses de

Vitèrbe, de Pise, de San-Miniato, d'Arezzo suivent la cour romaine et l'approvisionnent en blé (Arch. Vat., *Reg. Aven.* 54, fol. 469).

1. Schäfer, p. 288.

2. « Ricanus de Gorda », marchand avignonnais, est envoyé en Flandre et en Brabant acheter des draps : Berlière, *Inventaire analytique*, n° 98, et annexe, p. 217.

3. Arch. Vat., *Reg. Aven.* 54, fol. 469.

4. Schäfer, p. 207 et suiv., 224, 225-227, 234-235.

5. Cf. *Ibid.*, p. 289-291; Arch. Vat., *Intr. et Ex.* 16, fol. 32 (1316), etc.

6. Arch. Vat., *Intr. et Ex.* 37, fol. 19 v°.

7. Schäfer, p. 284.

8. Dr Pansier, *Guilhem Vial, fustier, fournisseur du pape et de Nosseigneurs les cardinaux, 1351-1388*, dans les *Mémoires de l'Acad. de Vaucluse*, 1907, p. 331-363.

9. J. Girard, *Un marchand avignonnais au XIVe siècle*, même collection, 1910, p. 1-32.

10. Schäfer, p. 285; Arch. Vat., *Collectorie* 448, fol. 18.

11. Arch. Vat., *Intr. et Ex.* 53, fol. 29 et suiv., 45. Cf. p. 145, n. 2.

Vienne, de Lyon, de Genève[1]. Surintendant des œuvres et des édifices pontificaux[2], grand fournisseur en bois de la cour romaine à l'heure où celle-ci faisait élever les palais d'Avignon, de Sorgues, de Châteauneuf, il avait fait fortune en l'espace de quelques années lorsqu'il mourut au mois de juillet 1322[3].

Cet accroissement général de la richesse eut pour conséquence de développer dans la résidence des papes un luxe jusqu'alors inconnu[4]. S'il attira sur la « nouvelle Babylone » les imprécations de Pétrarque[5], il contribua à faire d'Avignon un centre artistique et littéraire de premier ordre.

Autour des papes lettrés et artistes qui s'occupent de former une riche bibliothèque et d'élever de grands palais, on ne rencontre pas seulement, en effet, des écrivains comme Pétrarque et des peintres comme Simone Martini[6] et Matteo de Viterbe, mais tout un peuple de théologiens[7], d'artistes et d'artisans, des peintres toulousains, puis siennois, des enlumineurs, des scribes, des relieurs, des sculpteurs, des maçons.

1. Arch. Vat., *Intr. et Ex.* 40, fol. 95 et 98; et *Intr. et Ex.* 43, fol. 65.

2. Arch. Vat., *Intr. et Ex.* 54, fol. 100; cf. Schäfer, p. 292.

3. *Ibid.*

4. Le chapitre des dépenses, intitulé : *Ornamenta*, prend un grand développement dans les comptes pontificaux du second quart du XIVe siècle. Cf. Schäfer.

5. Dell' empia Babilonia ond' è fuggita
Ogni vergogna, ond' ogni bene è fori,
Albergo di dolor, madre d'errori,
Son fuggit'ío per allungar la vita

(Petrarca, *Rime. Sonetti e canzoni in vita di Madonna Laura*, sonetto 78, p. 109);

Fontana di dolore, albergo d'ira,
Scola d'errori e tempio d'eresia;
Già Roma, or Babilonia falsa e ria

(*Ibid.*, *Sonetti e canzoni sopra varî argomenti*, sonetto 16, p. 434);

L'avara Babilonia ha colmo 'l sacco
D'ira di Dio e di vizi empi e rei...

(*Ibid.*, sonetto 15, p. 433). Voir encore le sonetto 14.

6. D'après Vasari, Simone Martini vint en Avignon avec son frère Donato (*Le vite dei piu eccettenti pittori*, éd. Milanesi, t. I, p. 547).

7. Frère Grégoire de Lucques, maître en théologie, travaillait en 1317 sur les *De moratibus* de Job (Denifle et Châtelain, *Chartutarium Universitatis parisiensis*, t. II, p. 322; Arch. Vat., *Reg. Aven.* 84, fol. 517).

*
* *

Loger toute cette nouvelle population n'était pas chose facile.

La cour romaine, qui avait à se préoccuper du logement des « courtisans », chargea, en 1320, Gérard Lalo, chapelain du pape, Rostan de Morières, chevalier, et R. Siffrein, bourgeois, de répartir entre les divers familiers les logements disponibles[1] ; elle fit assigner, la même année, aux cardinaux les « livrées[2] » où ils devaient s'établir eux et leur suite. Dès 1322, nous voyons pénitenciers, huissiers, portiers, écuyers, sergents d'armes, courriers[3], aussi bien que barons, chevaliers et damoiseaux, logés par les soins et aux frais de la cour pontificale[4].

Les paiements effectués à cet effet en 1328[5], en 1334[6] sont parvenus jusqu'à nous. En 1343, les taxateurs procédaient à une nouvelle assignation des maisons en Avignon[7].

Les logis ainsi affectés aux nouveaux habitants variaient naturellement suivant leur rang et leur qualité. Aux cardinaux on avait réservé les maisons nobles, c'est-à-dire celles qui étaient pourvues d'une tour. L'orgueil et la vanité des seigneurs et des chevaliers, autant et plus que la nécessité de se défendre, avaient fait relever nombre des tours démolies par ordre de Louis VIII, après le siège d'Avignon. Pétrarque n'appelle-t-il pas sur les tours superbes de la ville et sur leurs possesseurs la colère céleste?

Gl' idoli suoi saranno in terra sparsi,
E le torri superbe, al Ciel nemiche;
E suoi torrier di for, come dentr' arsi[8].

C'est ainsi que la demeure du cardinal d'Albi était surmontée d'une tour crénelée[9] et que celle du cardinal de la Motte, sise près

1. Arch. Vat., *Collectorie* 52, 2e cahier, fol. 1.
2. Sur les livrées des cardinaux en 1327, cf. Arch. Vat., *Reg. Aven.* 54, fol. 493 et suiv.
3. Arch. Vat., *Intr. et Ex.* 53, fol. 1 à 17.
4. *Ibid.*, fol. 21.
5. *Ibid.*, fol. 90.
6. *Ibid.*, fol. 138.
7. Comme en 1320, ils sont au nombre de trois : un clerc, un chevalier et un bourgeois (Arch. Vat., *Collectorie* 53, fol. 1); en 1355-1356, ils ne sont plus que deux (*Ibid.*).
8. Petrarca, *Rime. Sonetti e canzoni sopra vari argomenti*, sonetto 15, éd. Leopardi, p. 433.
9. « Item, turris cum circuita merletorum domini cardinalis Albiensis... » (Arch. Vat., *Collectorie* 53). La maison de ce cardinal avait une cave voûtée. La location était de 26 florins par an (*Ibid.*).

l'église Sainte-Claire, avec deux entrées, deux préaux couverts dont l'un à portique, un puits, trois celliers au rez-de-chaussée et un emplacement pour le verger, une chapelle au premier étage, etc., avait un loyer de cent soixante-dix florins d'or par an, en 1357[1].

Les maisons assignées aux simples officiers, familiers et chevaliers étaient moins luxueuses. Généralement à deux ou trois étages, elles présentaient une distribution assez uniforme. Le rez-de-chaussée est occupé par les celliers et les écuries, la cour, les puits et les latrines ; au premier étage se trouvaient les appartements des maîtres, la chambre à coucher avec la garde-robe qui en dépend généralement, des latrines et parfois un *studio*. Les maisons avignonnaises du XIVe siècle avaient parfois des coursières ou balcons de bois, plus rarement une loggia ; elles étaient souvent surmontées de terrasses[2].

Tous les logements dont on disposait ainsi en faveur des cardi-

1. « Item, hospitium reverendissimi in Christo patris domini Giralhardi de Mota, cardinalis, in quo sunt in parte inferiori platea in majori parte cooperta a parte introitus dicti hospicii que est prope ecclesiam Sancte Clare; item, supra cameram pro porterio ; item, gardamangerium retro dictam cameram; item, super cameram et gardamangeria duo solaria et supra curte sive platea solarium pro camera et supra dictum solarium alia camera; item, a parte alterius introitus dicti hospicii platea magna coperta a parte introitus et in capite dicte platee porticus copertus et quasi in medio dicte platee juxta parietem coquine, puteum ; item, quoquina juxta puteum cum tribus medianis et super medium solarium; item, aula sive tinellum magnum cum fornello; item, boticularia cum medio solario ; item, cellarium pro x botis; item, aliud cellarium pro XVI botis; item, aliud cellarium pro VII botis contiguis; item, platea pro viridario a parte carrerie dicte librate...; item, supra porticum porte sive introitus secundi in qua est platea putei capella et due camere paramenti, in qualibet eorum est fornellus ; item, cameras paramenti... taxavit tanquam de librata in centum septuaginta florenos auri pro anno quolibet » (Arch. Vat., *Collectorie* 53, 1357).

2. Arch. Vat., *Collectorie* 53, *passim*. — Ainsi le logis de Rostan de Morières, chevalier, comprenait en 1320 dans sa partie inférieure deux celliers, une cour, une chambre et un réduit pour le bois; dans sa partie moyenne, la salle, des chambres et des latrines; dans sa partie supérieure, une chambre, une chapelle, un *studio* et une terrasse de bois. La location était de 1 florin par mois (Arch. Vat., *Collectorie* 52, fol. 16). — Pour un loyer de 3 florins par mois, Guillem de Réal, damoiseau, avait une maison assez spacieuse comprenant dans sa partie inférieure : une cour avec puits, un grand et un petit cellier, une chambre avec garde-robe et latrines contiguës, un réduit pour les légumes et le charbon, une arrière-cour avec cuisine et latrines; dans sa partie supérieure : une chambre avec fourneau, une garde-robe, une grande salle avec latrines, un corridor, au-dessus deux chambres... (*Ibid.*, fol. 9). — La disposition des maisons marchandes différait de celle des maisons privées. Elles avaient au rez-de-chaussée des boutiques ou des ateliers et des étaux qui empiétaient souvent sur la rue, parfois une « loggia ». Cf. Arch. Vat., *Collectorie* 53, *passim*. Sur la maison de Guilhem Vial, fustier, cf. *Mémoires de l'Acad. de Vaucluse*, 1907, p. 355-356.

naux, des familiers et des officiers pontificaux étaient achetés aux habitants, mais ceux-ci devaient trouver d'autres demeures; il en fallait aussi pour tous les marchands, tous les artisans[1] étrangers venus en Avignon. L'accroissement de la population devait nécessairement entraîner de nouvelles constructions. Celles-ci s'élèvent en effet de tous côtés. Dès 1321, on signale un grand nombre de maisons neuves[2]. Les édifices religieux subissent le sort des édifices civils; on est obligé d'agrandir les monastères existants, d'en construire de nouveaux. Sans parler des églises, de Notre-Dame-des-Doms[3], de Notre-Dame du Mont-Carmel, de Saint-Augustin[4], de Saint-Agricol[5], on travaillait dès 1366 aux monastères des Domini-

1. Tous ces marchands, tous ces artisans continuent, semble-t-il, au XIVe siècle comme par le passé, à se grouper par métiers dans la ville. Au moyen âge, les hommes de même condition habitent les uns près des autres. Les quartiers de la ville gardent au temps des papes leurs noms et leur caractère distinctif : Juiverie, place des Chevaliers (*Mémoires de l'Acad. de Vaucluse*, 1905, p. 277), etc. Les drapiers habitaient la paroisse Saint-Pierre (« in draparia, in parrochia sancti Petri..., in carreria Draperie »; Arch. Vat., *Collectorie* 53, 1357); les changeurs habitaient les uns dans la Fusterie (*Mémoires de l'Acad. de Vaucluse*, 1905, p. 273), les autres au « Change », près du Marché (« in magnis cambiis », acte de 1357; Arch. Vat., *Collectorie* 53; « in cambiis prope massellum », acte de 1327; *Mémoires de l'Acad. de Vaucluse*, 1905, p. 273). — Les marchands d'épices, les corroyeurs (Arch. Vat., *Intr. et Ex.* 90, fol. 29 v°; 138, fol. 5), les savetiers, les sauniers, les pelletiers, les lombards avaient leur rue et, ces derniers aussi, leur place (« carreria lombardarie », acte de 1358; Arch. Vat., *Collectorie* 53; « in platea Lombardorum », acte de 1358; *Ibid.*). — Quant au quartier de la Fusterie, il s'étendait dans les paroisses de Sainte-Marie-Madeleine et de Saint-Agricol, tout le long du Rhône où des rues actuelles ont gardé son nom (Arch. Vat., *Collectorie* 53; *Intr. et Ex.* 90, fol. 18, 92). M. le Dr Pansier a entrepris une vaste publication sur *les Rues d'Avignon au moyen âge;* ce grand travail, fait uniquement avec des documents d'archives par un homme qui a consacré depuis plusieurs années à des études de topographie avignonnaise une partie de son activité, constituera une source de premier ordre pour l'histoire sociale d'Avignon. Cf. *Mémoires de l'Acad. de Vaucluse*, 1910, p. 41 et suiv.

2. Arch. Vat., *Collectorie* 52, fol. 58, 60, 62 v°, 68 v°, etc.

3. En 1316, on achève à Notre-Dame-des-Doms une chapelle du côté sud, près de l'autel (Arch. Vat., *Intr. et Ex.* 13, fol. 30 v°). En 1322, on paie 80 florins à maître Hugue Anglic, qui y construit une chapelle dédiée à saint Michel, aux anges et aux archanges (Schäfer, p. 290; Arch. Vat., *Reg. Aven.* 84, fol. 497 et 513 v°), chapelle qui fut, la même année, décorée de fresques (Schäfer, p. 291-292). En 1330, on élève trois tours de guet sur le clocher de Notre-Dame-des-Doms, une chambre de défense se trouvait au-dessus de la porte (*Ibid.*, p. 304-305).

4. En 1316, on construit deux chapelles aux chevets des églises de Notre-Dame du Mont-Carmel et de Saint-Augustin. Schäfer, p. 281; Faucon, *Mél.*, t. II, p. 48-49; cf. aussi Arch. Vat., *Intr. et Ex.* 41 et 16, fol. 32 v°; *Instr. miscellanea*, capsa XIV, 1320, n° 1; *Reg. Aven.* 84, fol. 506 v°.

5. En 1321, maître Hugue Anglic fait une chapelle dans l'église Saint-Agricol;

cains[1], des Franciscains[2], à ceux aussi de Sainte-Claire[3], de Saint-Véran[4], de Saint-Laurent[5].

En attendant que les cardinaux se fissent élever, de l'autre côté du Rhône, à Villeneuve, de véritables palais, Jean XXII, trouvant trop petit le palais épiscopal, le faisait agrandir, puis, peu à peu, remplacer par un autre plus vaste. Ses successeurs continuèrent son œuvre. Près du rocher des Doms, près de l'ancien château, le palais des papes atteste encore aujourd'hui l'extraordinaire développement de la ville et de ses monuments au temps de « la captivité de Babylone ».

Des chantiers s'ouvrent partout; de tous côtés s'élèvent de nouvelles maisons, de nouveaux palais, de nouvelles églises. Avignon, qui avait commencé déjà à la fin du XIIIe siècle à déborder le tracé de ses vieux murs, continua, après l'établissement des papes, de se développer tout alentour. L'ancienne enceinte n'en subsistait pas moins, au cours de la première moitié du XIVe siècle, dans l'état où elle se trouvait à la fin du siècle précédent. En 1328-1329, en partant du pont du Rhône et en faisant le tour de la ville vers l'ouest, on rencontrait les portes suivantes : les portes Eyguière, du Pertuis, le portail Brienson, le portail de la Fusterie de Saint-Agricol, le portail de l'Évêque, le portail de la Boquerie, le portail de Pontfract, le portail de Magnanen, le portail Imbert, le portail Matheron, le portail des Infirmières, la porte Aurose[6].

C'est hors de ces portes que maisons et couvents se bâtirent généralement. Les textes du milieu du XIVe siècle permettent de préciser cet envahissement qui se fit sur tous les points à la fois.

par ordre du pape, il en fait une autre pour Laurent Mazelier, bourgeois d'Avignon. Pièce justificative, n° 16. Arch. Vat., *Intr. et Ex.* 37, fol. 18. — En 1326, Bérenger Bermon, tailleur de pierre, travaille dans une chapelle de l'église Saint-Agricol. Schäfer, p. 300.

1. En 1316, Bertran Audigier dirige l'œuvre du couvent des Dominicains (Arch. Vat., *Intr. et Ex.* 13, fol. 30 v°); Peire Vermeil y travaille également (*Ibid.*, 14, fol. 20). Les travaux continuent en 1319, 1320 (*Instr. miscellanea*, capsa XIV, 1319-1320, n°s 1 et 31). Cf. Arch. Vat., *Intr. et Ex.* 141, et Faucon, *Mél.*, t. II, p. 48-49.

2. Faucon, *Mél.*, t. II, p. 48-49; Arch. Vat., *Intr. et Ex.* 141; *Instr. miscellanea*, capsa XIV, 1320, n° 1; *Reg. Aven.* 84, fol. 506 v°.

3. Le 15 avril 1322, le pape donne 20 florins au couvent des religieuses de Sainte-Claire « pro edificio dormitorii et coquine dicti conventus... » (Arch. Vat., *Reg. Aven.* 84, fol. 516); cf. *Intr. et Ex.* 41.

4. Arch. Vat., *Reg. Aven.* 84, fol. 516 v°; *Intr. et Ex.* 41.

5. « Pro edificio et reparatione coquinarum dicti conventus... » (Arch. Vat., *Reg. Aven.* 84, fol. 516 v°).

6. Arch. des Bouches-du-Rhône, B 1738, fol. 16, 19, 21, 22, et Arch. Vat., *Intr. et Ex.* 119, fol. 83 v°. — D'autres textes mentionnent encore en 1321 le

En 1357-1358 notamment, ils nous signalent des maisons hors les portails Brienson[1], Boquerie[2], Pontfract[3], Imbert[4], Matheron[5], des Infirmières, de l'Évêque[6], de la porte Aurose et nous révèlent l'existence de bourgs nombreux, c'est-à-dire d'agglomérations de maisons non entourées de murailles, bâtis hors de l'ancienne enceinte[7]. Et si tous les bourgs mentionnés au XIVe siècle ne se sont pas nécessairement formés à cette époque, du moins sommes-nous assurés qu'un très grand nombre d'entre eux, qualifiés de bourgs neufs[8], datent du temps des papes.

portail de la Caritat, près le portail Matheron, et, en 1335, le portail des Augustins. Arch. Vat., *Collectorie* 52, fol. 46 v°; *Intr. et Ex.* 138, fol. 41.

1. « Extra portale Brienson ad portum Pereriorum » (Arch. Vat., *Collectorie* 53).

2. « Extra portale Boquerii » (*Ibid.*).

3. « Extra portale Pontis fracti » (*Ibid.*).

4. « Cazale magistri Petri..., notarii, situm extra portale Imberti » (*Ibid*); cf. *Collectorie* 52, 2e cahier, fol. 1.

5. « Extra portale Mataroni, juxta ecclesiam fratrum de Montecarmelo » (Arch. Vat., *Collectorie* 53).

6. *Ibid.* En 1345, mention est faite de maisons sises entre les portails Imbert et Matheron, entre les portails des Infirmières et Matheron. Mais il n'est pas spécifié que ces maisons fussent en dehors des portails (Arch. Vat., *Reg. Aven.* 81, fol. 335, 336 v°, 338).

7. Citons, hors du portail Matheron, le bourg de Jean Cabassol, appelé aussi dès 1346 bourg des héritiers de Jean Cabassol : « Extra portale Matharonium prope pontem de Serris, in burgo domini Johannis Cabassol... » (Arch. Vat., *Collectorie* 53, acte du 24 septembre 1357); « hospicium extra portale Matharonum in burgo heredum condam dicti domini Johannis Cabassol... » (1345, Arch. Vat., *Reg. Aven.* 81, fol. 343); le burgus Ortolanus (*Collectorie* 53, acte du 24 janvier 1358); hors du portail des Infirmiers, le bourg de Saint-Agricol (*Ibid.*, 1358, 29 juillet); hors du portail de l'Évêque, le bourg de Guillem Albert, « extra portale Episcopi in burgo Guillelmi Alberti » (actes de 1343 et 1357, *Collectorie* 53); hors de la porte Imbert, le bourguet neuf : « Extra portale Imberti in introitu burgueti novi » (février 1358, *Ibid.*). — Le Dr Pansier a relevé de plus les mentions suivantes : en deçà du pont de Serres, en 1356, le « cortile Albergatorum » (Arch. de Vaucluse, G, chapitre Saint-Didier, n° 52); en 1365, le « burguetus Anthonii Clementis », près le portail Évêque (Arch. de Vaucluse, G, n° 117, fol. 35); en 1367, le bourguet d'Aycard Martin (Ibid., n° 3, fol. 56); le bourg des Augustins confrontant le bourg neuf près du couvent de ce nom (Arch. de Vaucluse, H, Sainte-Catherine, n° 49, acte de 1362); le bourg de Berenguier hors le portail des Infirmières (Arch. de Vaucluse, G, chapitre Saint-Agricol; Ibid., fol. 351); le bourguet de Bérenguier de Tarascon (Arch. de Vaucluse, G 132, fol. 95); le bourg du Castel, hors le portail Imbert, en 1377; le bourg du Collier, hors le portail de Pertus, en 1348; le bourg de Durand, hors le portail Imbert, en 1344, etc. Et l'on pourrait allonger encore cette liste : voir notamment Arch. Vat., *Collectorie* 53 et 51.

8. Les textes font la distinction parfois entre bourgs anciens et bourgs neufs : « Hospicium situm Avinione in burgo antiquo heredum condam domini

Ainsi l'établissement de la papauté à Avignon avait eu pour effet de faire de la ville un centre commercial, artistique et littéraire de premier ordre, de doubler sa population comme sa superficie. Elle s'étendait librement, au milieu du XIVe siècle, hors de son ancienne enceinte dont les murs tombaient en ruine. La cité pontificale ne tenait plus dans les limites étroites de la cité épiscopale.

*
* *

Cette expansion de la vie sociale ne se borne pas à Avignon. Sans doute, c'est là qu'elle atteint sa plus haute expression, mais elle se manifeste tout à l'entour ; toutes les villes du Comtat, si les documents permettaient de faire avec précision leur histoire, nous présenteraient le spectacle d'un développement analogue, encore que moins considérable. Nulle part il n'est question d'y reconstruire les anciens murs d'enceinte. On les entretient à peine : à Carpentras, on répare seulement, en 1339, la brèche faite aux remparts par les eaux de pluie qui tombaient de la trésorerie attenante aux remparts[1] ; on se borne à Entraigues à curer les fossés[2] ; à Sorgues à construire des barrières de bois près du portail de la ville[3].

C'est qu'en effet partout, comme à Avignon, le développement des villes rendait inutiles les vieux murs débordés de toute part.

On voit les habitants de Sérignan obtenir, en 1323, le droit de bâtir des maisons sur les remparts avec la seule obligation de les démolir en cas de guerre, à la demande du seigneur[4] ; à Châteauneuf-Calcernier, les bourgs s'étendent autour de l'ancien château toulousain, devenu palais pontifical, sans qu'aucune enceinte vienne protéger la ville nouvelle élargie[5].

Les mêmes causes de prospérité qui avaient présidé à l'extraordi-

Johannis Cabassolis confrontatum ab una parte cum burgo novo dicti burgi... » (Arch. Vat., *Reg. Aven.* 81, fol. 358).

1. Pièce justificative, n° 18.

2. Arch. Vat., *Reg. Aven.* Clem. VI, n° 33, fol. 77. — Dans une transaction passée à Velleron en 1326 entre les seigneurs de la ville et la communauté au sujet de la réparation des remparts, il est dit que les seigneurs seront tenus d'y concourir. Arch. Velleron, chartrier général, n° 4.

3. « 1320, août... Fustam pro cancellis faciendis juxta portale ville Pontis Sorgie » (Arch. Vat., *Intr. et Ex.* 37, fol. 31 v°).

4. Barthélemy, *Inventaire des chartes de la maison de Baux*, n° 1042, p. 299-300.

5. « Quod burgi predicti sunt debiles et sine muris et etiam in eis est major pars seu quasi omnium bonorum edificiorum, domorum et aliorum bonorum dicti loci » (Arch. de Châteauneuf-Calcernier, AA 1).

naire développement d'Avignon dans la première moitié du XIVe siècle agissaient aussi, bien que plus faiblement il est vrai, sur nombre de villes du pays environnant.

Les cardinaux se faisaient construire des maisons à Sorgues comme à Avignon[1] ; étrangers et marchands avaient envahi tout le Comtat. Ce sont des Italiens qui, avec les juifs, en afferment tous les revenus[2]. Les Florentins se rencontrent en nombre à Cairanne[3] et des maîtres lombards frappent la monnaie de Sorgues[4]. Les constructions entreprises par la cour pontificale communiquent à toute la région un grand développement commercial. C'est dans toute la vallée du Rhône le même essor économique, le même afflux de numéraire, de marchands, d'artisans, d'artistes venus de Provence, de Languedoc et d'Italie pour travailler aux palais d'Avignon, de Sorgues, de Châteauneuf, de Villeneuve.

Robert André-Michel.

1. Arch. Vat., *Intr. et Ex.* 159, fol. 88 v°.
2. Arch. Vat., *Collectorie* 262, fol. 115 v°, 116 v°, 117.
3. *Ibid.*, fol. 100, 100 v°, 115 v°.
4. Cf. Martinori, *la Zecca papale di Ponte della Sorga*, p. 37.

LETTRES DE THIERRY GHERBODE.

A la fin du XIVe et au commencement du XVe siècle, le Flamand Thierry Gherbode fut un des conseillers des ducs de Bourgogne qui contribuèrent le plus à implanter dans les Pays-Bas la dynastie nouvelle; originaire d'Ypres ou de Wervicq, et pourtant dévoué aux Valois, il a rempli des fonctions qui le mettaient en rapports fréquents avec les princes. Après avoir été au service du dernier comte de Flandre, Louis de Male, il devint secrétaire de Philippe le Hardi dès 1384; il fut nommé garde des chartes de Flandre en 1399, maître des comptes à Lille en 1407 au temps de Jean sans Peur, et il mourut au début du gouvernement de Philippe le Bon, le 14 janvier 1422[1]. Il paraît n'avoir mécontenté aucun des quatre princes qui possédèrent la Flandre de 1378 à 1422. C'est surtout à l'époque de Jean sans Peur que son habileté fut mise à l'épreuve; on le voit mêlé à toutes les négociations importantes qui intéressent sa patrie. Dans mes recherches aux archives du Nord, j'ai trouvé trois lettres missives qu'il a écrites et qui mettent en relief cette activité; l'une d'elles, qui existe en original, raconte la publication du traité d'Arras, à Paris, le 23 février 1415; elle ajoute un commentaire précieux aux textes du *Religieux de Saint-Denis*, du *Bourgeois de Paris* et de Monstrelet. Les deux autres ne sont que des minutes; elles se rapportent à la sentence définitive rendue contre les Liégeois le 12 août 1409; mais elles montrent plus d'indépendance de caractère qu'on n'en suppose habituellement chez un simple conseiller; tout en exécutant les ordres reçus, T. Gherbode n'hésite pas à indiquer à son maître les risques de sa précipitation, à lui faire en réalité une discrète remontrance.

Lettres I et II. — Les deux lettres de 1409 doivent être examinées ensemble. Ce sont des brouillons plusieurs fois raturés, pour lesquels on a utilisé le verso d'une feuille de papier qui porte une autre minute (arch. du Nord, B. 584, n° 17872[12]). La lettre I donne l'indication du lieu de départ, Lille; il manque à l'une et à l'autre la

1. F. de Coussemaker, *Thierry Gherbode*, étude biographique (Lille, Duconlombier, 1902), p. 28, 30 et 37-39. Cet auteur fixe la mort de T. Gherbode au 14 janvier 1421; il s'est trompé d'un an, puisque Gherbode vit encore le 8 février 1421 et que son successeur comme garde des chartes n'a été nommé que le 21 janvier 1422.

signature de l'auteur aussi bien que les noms des destinataires, l'année, le mois et le quantième.

On peut combler cette lacune. La lettre I fait allusion à des sentences prononcées à Lille par le comte de Hainaut et par « son frère » au sujet des affaires de Liège; ce personnage est à coup sûr Jean sans Peur, duc de Bourgogne, beau-frère du comte de Hainaut par sa femme et par sa sœur. Quand ces deux princes eurent battus les Liégeois à la bataille d'Othée (23 septembre 1408), ils convoquèrent les vaincus à Lille, pour entendre lecture des conditions qu'ils mettaient au rétablissement de la paix. Une première sentence fut rendue dans cette ville le 24 octobre 1408[1]. Elle était si impitoyable que Jean de Bavière, évêque élu de Liège, et ses sujets se trouvèrent d'accord pour solliciter quelques modifications. Une nouvelle assemblée fut tenue à Lille le 12 août 1409; les princes firent lire une autre sentence, à la suite de laquelle deux actes furent rédigés : l'un d'eux confirmait la sentence antérieure du 24 octobre 1408; mais, en considération de l'esprit de soumission manifesté par les gens du pays de Liège, il ordonnait la restitution d'une partie de leurs chartes; puis il fixait les dates définitives du paiement de l'indemnité de guerre. L'autre acte était accordé à la demande formelle de l'évêque élu de Liège; il rendait à ses sujets certaines libertés politiques et administratives[2]. Ces faits permettent de déterminer les destinataires, l'année et l'auteur.

1° *Les destinataires.* — Une lecture attentive prouve que la lettre I était adressée au duc de Bourgogne puisqu'elle cite *la sentence darranement rendue et pronunciée en vostre ville de Lille par vous et monseigneur de Haynnau vostre frère* (lettre I). — La lettre II était destinée à celui qui prononça la sentence au nom des princes. La Chronique anonyme, dite des Cordeliers, qui ne cite que la sentence de 1408, nous raconte qu'elle fut publiée *audit lieu de Lille, nommé la Salle, par la bouche de messire Jehan de Noelles, seigneur d'Ollehain*[3]. Il faut lire, en réalité, Jehan de Nieles, seigneur d'Olehain, selon l'orthographe qu'on trouve

1. Kurth, *la Cité de Liège au moyen âge*, t. III (1910), p. 73 et suiv.; Jean de Stavelot, *Chronique*, éd. Borgnet, t. I, p. 327 et suiv. — Le texte a été publié par L. Devillers, *Cartulaire des comtes de Hainaut de l'avènement de Guillaume II à la mort de Jacqueline de Bavière, 1337-1436* (Bruxelles, 1881 et suiv., in-4°), t. III, p. 338 et suiv.; il reproduit une copie des Arch. du Nord, caractérisée par des formes wallonnes, cotée aujourd'hui B. 287, n° 15238 *bis*; une autre copie, en français correct, mais avec des divisions différentes, se trouve à la cote B. 287, n° 15238 *ter*.

2. Kurth, *la Cité de Liège au moyen âge*, t. III, p. 78 et suiv.; les textes sont dans Devillers, *ouvr. cité*, t. III, p. 385 et suiv., 393 et suiv.

3. *Chronique de Monstrelet*, édition Douët d'Arcq, t. VI, p. 202.

sur ses quittances (par exemple arch. du Nord, B. 1885, n° 2; 1886, n° 19). C'était un conseiller influent de Jean sans Peur[1], que ce prince fit nommer à Paris chancelier du dauphin et de la reine à la fin de 1409, parce qu'il le considérait comme un de ses plus fidèles serviteurs[2]. Il est infiniment probable que Jehan de Nieles prononça les deux sentences, car, dans la lettre II, le texte ne spécifie pas de quelle année il s'agit, comme c'eût été le cas si deux orateurs différents avaient parlé au nom des princes, dans l'une et dans l'autre assemblée. C'est probablement une des causes pour lesquelles la Chronique anonyme, dite des Cordeliers, comme la Chronique de Jean de Stavelot, n'a gardé que le souvenir de la sentence de 1408.

2° *L'année.* — Ces deux lettres datent de 1409 (après le 12 août), puisque la lettre I distingue les deux sentences : l'une qui fut *premièrement faicte* (ligne 21), l'autre qui fut rendue dernièrement et qui comporte une restitution de chartes (lignes 32-34).

3° *L'auteur.* — J'attribue sans hésitation ces lettres à Thierry Gherbode. Il n'est pas nécessaire d'insister sur les conditions matérielles, qui suffiraient à elles seules à rendre cette opinion vraisemblable, sur l'écriture des deux pièces, sur la nature de la minute inscrite au recto, qui est un mandement de paiement en faveur de Th. Gherbode, daté de 1408. Je préfère attirer l'attention sur certaines circonstances qui ne permettent guère une autre attribution. Le contexte exige que l'auteur habite Lille, qu'il y ait son hôtel, qu'il ne remplisse pas les fonctions de chancelier (lettre I) et que, néanmoins, il soit en mesure de faire établir l'expédition officielle d'un acte politique important (lettres I et II). Qui serait-ce sinon le garde des chartes de Flandres? Ce qui confirme encore mon attribution, c'est cette particularité que l'auteur a dû procéder à un triage des chartes du pays de Liège, afin d'indiquer celles qui doivent être rendues (lettre I). Nul ne connaissait cette question mieux que Thierry Gherbode, puisqu'il avait assisté au dépôt de ces chartes à Mons, qu'il avait participé à l'inventaire qui en fut dressé et qu'enfin il en rédigea le répertoire en 1409[3].

Reprenons maintenant la question de la date. Si l'on admet avec

1. [Des Salles et de La Barre,] *Mémoires pour servir à l'histoire de France et de Bourgogne* (Paris, 1729), t. II, p. 100 et 105; Dom Plancher, *Histoire de Bourgogne*, t. III, p. 262-263; Preuves, p. CCLXIII; Demay, *Inventaire des sceaux de l'Artois*, t. I, p. 207, n° 1926. — Olhain, qu'il possédait, est un hameau, comm. de Fresnicourt, cant. de Houdain, arr. de Béthune, Pas-de-Calais, à 20 kilomètres N.-O. d'Arras.

2. Monstrelet, éd. Douët d'Arcq, t. II, p. 59; Coville, *les Cabochiens* (Paris, 1888), p. 33. Cette nomination eut lieu au plus tard le 17 novembre 1409. Arch. du Nord, B. 1888, n° 19. Voir aussi Coville, à la table.

3. Coussemaker, *ouvr. cité*, p. 98-99.

moi que la lettre I a été adressée à Jean sans Peur, la lettre II à Jean de Nieles, qu'elles ont été écrites après le 12 août 1409 et que Thierry Gherbode en est l'auteur, il existe d'autres indications qui nous reportent au milieu de septembre 1409. Ces lettres ne peuvent être du mois d'août puisqu'elles répondent à des lettres closes expédiées au nom du duc le 9 septembre (lettres I et II); je les placerais de préférence en septembre parce que la rédaction d'une sentence, rendue en août, n'a pas pu être ajournée plusieurs mois et parce qu'en septembre Jean sans Peur s'occupe des affaires de Liège; il séjourne alors à Paris[1]. D'autre part, il convient de choisir une date antérieure au 25 septembre; ce jour-là, le chancelier de Bourgogne, Jean de Saulx, se trouvait à Lille, non à Bruges, et Thierry Gherbode le quitta pour aller dans le Brabant régler les affaires de Malines[2]. En calculant approximativement, je proposerais d'additionner, à partir du 9 septembre, trois ou quatre jours pour un trajet hâtif du messager entre Paris et Lille, un jour à cause de l'absence de Thierry Gherbode et deux jours puisqu'il ne répondit que le surlendemain de son retour[3]. La date serait donc le 15 ou le 16 septembre 1409.

Il importe enfin d'ajouter qu'il est possible que les lettres I et II n'aient pas été expédiées aux destinataires, parce que nous ne les connaissons que sous la forme de minutes.

Lettre III. — M. Coville, dans sa thèse sur les Cabochiens, a montré comment l'alliance imprudente de Jean sans Peur et des bouchers ruina la puissance du duc de Bourgogne en France. Poursuivi en 1414 par une armée royale, voyant son comté d'Artois ravagé et la ville d'Arras sur le point de succomber, Jean sans Peur se résigna à envoyer son frère, le duc de Brabant, et sa sœur, la comtesse de Hainaut, implorer sa grâce auprès du roi et du dauphin, le duc de Guyenne. Une convention fut jurée sous les murs d'Arras le 4 septembre 1414. A ce moment, Thierry Gherbode ne se trouvait pas au nombre des plénipotentiaires du duc de Bourgogne[4]. Mais il

1. Jean sans Peur avait quitté Douai le 17 août (Petit, *Itinéraire de Philippe le Hardi et de Jean sans Peur*, p. 371); le 23 septembre, il fait célébrer un service à Paris pour les « trespassez à la bataille de Liège » (*Ibid.*, p. 372).

2. Arch. du Nord, Recette générale de 1412, B. 1896, fol. 60.

3. Le duc exige en effet une réponse hâtive, I, l. 7; sur la transmission de Paris à Lille, voir notre article dans la *Revue du Nord*, 1913, p. 102 et 117-119. Si les lettres closes ne furent pas renvoyées à Bruges, transmission qui exige à peine un jour (*Ibid.*, p. 101 et 111), c'est que Thierry Gherbode allait revenir à Lille.

4. C'est à tort que M. Finot, ancien archiviste du Nord, lui a attribué une lettre missive, expédiée à Jean sans Peur le jour où fut signée la convention d'Arras, le 4 septembre 1414 (*la Paix d'Arras*, dans les *Annales de l'Est et du Nord*, 1906, p. 69, pièce justificative n° 2, et *Inventaire sommaire des archives*

restait à préciser sur certains points la convention d'Arras; de nouvelles négociations s'ouvrirent à Senlis, à Saint-Denis et à Paris; elles se prolongèrent de janvier à mars 1415[1]. Thierry Gherbode est cité parmi les ambassadeurs de Jean sans Peur qui accompagnèrent alors le duc de Brabant, la comtesse de Hainaut et les députés des trois états de Flandre[2]. Il quitta Tournai le 6 janvier 1415 et il ne rentra à Lille que le 27 mars de la même année[3]. Quand le traité définitif fut publié à Paris, le 23 février 1415, il se hâta de l'annoncer à ses amis de Lille.

La lettre originale, signée T. Gherbode, se trouve aux archives départementales du Nord. Elle ne porte pas l'indication de l'année. Il est certain cependant qu'elle date de 1415, parce que les faits correspondent exactement à ceux que nous connaissons par les chroniqueurs, et ensuite parce que le samedi 23 février, qui doit se placer pendant la vie du duc de Guyenne (22 janvier 1396-18 décembre 1415), ne laisse le choix qu'entre les années 1398, 1404, 1409 et 1415.

Paul Thomas.

I.

Lille, [15 ou 16 septembre 1409]. — *Lettre missive de [Thierry Gherbode] à [Jean sans Peur] au sujet de la rédaction de la sentence qui fut rendue dernièrement à Lille.* (Minute sur papier. Arch. du Nord, B. 584, n° 17872[12], verso, pièce 1.)

Mon très redoubté seigneur, je me recommende à vous tant et si humblement comme je puis plus. Et vous plaise savoir, mon très redoubté seigneur, que avant hier, moy retourné de Bruges où j'avoie esté devers monseigneur vostre chancelier[4], je trouvai cy en mon hos-

départementales du Nord, t. I, 2e partie, 1906, p. 523). Nous pensons prouver bientôt qu'elle émane de Henri Gœthals, doyen de Liège, qui était également conseiller du duc de Bourgogne.

1. Finot, *ouvr. cité*, p. 58 et suiv. — Ce travail a été rectifié et complété par O. Cartellieri, *Beiträge zur Geschichte der Herzöge von Bürgund*, III. *Zum Frieden von Arras, 1414-1415* (Heidelberg, Winter, 1913), p. 10 et suiv. (Extrait des *Sitzungsberichte der Heidelberger Akademie der Wissenschaften*, Philosophisch-historische Klasse, Jahrgang 1913, 2. Abh.)

2. Finot, *ouvr. cité*, pièce justif. n° 5, p. 76. Religieux de Saint-Denis, *Chronique de Charles VI*, éd. Bellaguet, t. V, p. 396. — Monstrelet, *Chronique*, éd. Douët d'Arcq, t. III, p. 59, donne à tort le nom de Thierry Le Roy.

3. Coussemaker, *ouvr. cité*, p. 104.

4. Le chancelier était Jean de Saulx, seigneur de Courtivron. [Des Salles et de La Barre], *Mémoires*, etc., t. II, p. 94. Il resta en Flandre après le départ du duc; il est à Lille le 25 septembre, à Gand du 2 au 9 octobre (Arch. du Nord, B. 1897, fol. 59 v°, 60). A cause de sa présence, certains actes du duc, de septembre 1409, sont datés de Lille ou de Gand, quoique Jean sans Peur soit effectivement à Paris (Arch. du Nord, B. 1600, fol. 86, 92 v°, etc.).

tel[1], que l'en y avoit bailliées et laissiées en mon absence, unes lettres closes, de par vous escriptes le IXe jour de ce mois, par lesquelles de vostre humilité vous a pleu moy mander, que incontinent vos dictes lettres veues, je feisse grosser[2] la sentence darranement rendue et pronunciée en vostre ville de Lille, par vous et monseigneur de Haynnau vostre frère[3], et la vous envoiasse le plus hastivement que je porroie, senz y faire faulte. Sur quoy vous plaise savoir, mon très redoubté seigneur, que, combien que, en ce et toutes autres choses à moy possibles, je soie prest de faire et accomplir vostre commandement, comme drois est et tenuz y suiz, toutes voies, mon très redoubté seigneur, je n'ai point sceu en vérité que la dicte sentence ait été gettée ou minuée[4], ne ne ai aussi esté en place, où l'en ait eu collacion ou avis pour faire les lettres de la dicte sentence. Et, d'autre part, mon très redoubté seigneur, supposé que le get de la dicte sentence eust par moy esté fait, dont je n'ai point eu commandement par exprès[5], ne charge, si fauldroit de nécessité, à mon petit avis, veu que la chose est de grand pois, et qu'il convient, selon la pronunciacion premièrement faicte[6], que et monseigneur de Liège, son chapitre, ceulz de la cité et de une chascune des bonnes villes du pays de Liège, en baillent lettres de récépissé, par lesquelles eulz loent, appreuvent et promettent à tenir l'ordonnance de vous et de mon dit seigneur de Haynnau, vostre frère[7], que le dit get fust veu, avisé et bien examiné à grand et meure délibéracion, avant que l'en grossast les lettres, qui par une seule personne ne sont mie à passer si légiérement (avec ce, si comme me semble, fault voir de nécessité les submissions[8] que je n'ai point eu,

1. Le château des archives, dit château de Courtrai (Coussemaker, *ouvr. cité*, p. 66).

2. Thierry Gherbode avait un clerc, nommé Jean de Gand.

3. Guillaume de Bavière, comte de Hainaut et de Hollande, avait épousé Marguerite de Bourgogne, sœur de Jean sans Peur, tandis que sa sœur, Marguerite de Bavière, devenait la femme de Jean sans Peur. Ils avaient fait la campagne de 1408 pour rétablir Jean de Bavière, frère de Guillaume, évêque élu de Liège.

4. C'est-à-dire que la sentence ait été rédigée en projet ou en minute. Il importe de remarquer que la date portée sur les chartes de la sentence est purement conventionnelle, puisque l'expédition n'en a pas eu lieu aussitôt.

5. Comme Thierry Gherbode était alors très occupé par les négociations commerciales avec l'Angleterre, il est probable que Jean sans Peur ne l'a chargé qu'au dernier moment de ce nouveau travail (Coussemaker, *ouvr. cité*, p. 162-163).

6. Sentence du 24 octobre 1408.

7. Voir dans Devillers, *Cartulaire de Hainaut*, t. III, p. 400 et suiv., les lettres d'acceptation émanant de l'évêque de Liège et des villes. Pour le chapitre et pour la ville de Liège, elles sont datées du 12 août 1409; c'est une nouvelle preuve que cette date est fictive (*Ibid.*, p. 403, 405).

8. Les lettres de soumission ont été publiées par Devillers, *ouvr. cité*, t. III, p. 323 et suiv. — L'opinion de T. Gherbode est justifiée par ce fait que les originaux sont encore déposés aux Archives de l'État à Gand. Chartes orig., D, 15, 17, 19, 20.

ne ne ai devers moy)[1]. Néantmoins, mon très redoubté seigneur, je vous envoie avec cestes, ce que darrannement en a esté pronuncié, et aussi l'extrait des lettres[2] qui, selon la dicte pronunciacion, seront à rendre, tant à ceulz de la dicte cité, comme aux villes du dit pays de Liège et de la conté de Loz[3]. Et s'aucune autre chose vous plaise en oultre sur ce moy commander ou chargier, je suis tousjours prest de le faire et accomplir, si avant que mon entendement le porra et saura comprendre, tousjours à vostre bon amendement et correccion. Et pri Dieu qu'il vous ait en sa saincte garde et doint bonne vie et longue. Escript en vostre dicte ville de Lille.

II.

Lille, [15 ou 16 septembre 1409]. — *Lettre missive de [Thierry Gherbode] à [Jean de Nieles] sur le même sujet.* (Minute sur papier. Arch. du Nord, B. 584, n° 17872[12], verso, pièce 2.)

Mon très chier et espécial seigneur, je me recommende à vous tant comme je puis. Et vous plaise savoir, que avant hier, moy retourné de Bruges, où j'avoie esté devers monseigneur le chancelier, je trouvai cy en mon hostel unes lettres de par monseigneur, escriptes le IXe jour de ce mois, desquelles je vous envois la copie encloses dedens cestes. Et icelles veues, pourtant que mon dit seigneur me mande de faire grosser la sentence qui fu rendue darranement en ceste ville, j'ai esté bien esbahi, pour ce que la minue n'en estoit point faicte, que j'ai sceu ne aussi ai esté en lieu ou en place, où l'en ait eu avis ou collacion pour la faire. Supposé aussi que la minue fust faicte, si ne sont point les lettres, comme vous le scavez mieulz[4], à grosser[5], lesquelles sont de si grant pois et tant touchent, que, premièrement la minue, n'ait esté veue, avisée et bien examinée à grant et meure délibéracion; aussi fault de nécessité, veoir les lettres des submissions, que je n'ai point eu, ne ne ai devers moy, comme ces choses j'escrips à monseigneur plus à plain. Auquel aussi j'envoie par escript les poins, qui par vous, de par noz seigneurs, furent pronunciées, et aussi l'extrait des lettres qui seront à rendre aux Liège. Et s'aucune autre chose plaise à monseigneur ou à vous, à moy sur ce plus ordonner ou

1. La phrase mise entre parenthèses se trouve en marge à la suite d'un renvoi.

2. Voir aux Arch. du Nord, B. 835, nos 21200[2], 21200, deux minutes qui sont peut-être les pièces préparées par T. Gherbode.

3. Comté de Looz, près de Maestricht, fief de l'évêché de Liège depuis le XIIe siècle.

4. Je rappelle, ce que j'ai dit plus haut (p. 307), que Jean de Nieles allait devenir peu après chancelier de la reine et du dauphin.

5. Comprenez : il est (impossible) que des lettres d'une telle importance soient expédiées avant que la minute n'ait été... examinée et discutée d'une façon approfondie (par le conseil).

commander, je suiz et serai prest de le faire, si avant que la povre capacité le saura et povra comprenre, tousjours à vostre amendement et bonne correccion[1].

III.

Paris, 23 février [1415]. — *Lettre missive de Thierry Gherbode à David Bousse*[2], *Dreue Sucquet*[3] *et Pierre de Rosimbois*[4] *au sujet de la publication de la paix à Paris.* (Original sur papier; plis marqués; signet de cire rouge brisé, sur un morceau de la bande de papier qui traversait la lettre pour la clore. Arch. du Nord, B. 658, n° 15290[3].)

Très chiers seigneurs, j'ai receu par ce messagé les lettres à moy rescriptes, sur celles que j'avoie envoié à messeigneurs des comptes [de Lille][5], ensemble l'ordonnance[6] que monseigneur de Guienne avoit fait pronuncier à Saint-Denys sur le fait de la paix, et aussi les [noms des] banniz[7], que l'en nous avoit baillié. Et vous plaise savoir que, aprés plusieurs journées, qui depuis ont esté tenues [sur la dicte] ordonnance, finablement hier soir[8], ou conseil tenu par mon dit seigneur de Guienne ou Louvre, où estoient monseigneur de [Berry et] autres seigneurs, fu prinse conclusion finale à la paix, laquelle, moult solennelment à son de trompes plusieurs, a [esté criée] en ceste ville[9],

1. A la ligne suivante, une phrase a été biffée : *Si vous suppli, mon très chier et espécial seigneur, que au sourplus vous plaise moy...*

2. Sur David Bousse, Arch. du Nord, B. 1600, fol. 18 v°, 20 v°, B. 1601, fol. 22.

3. Sur Dreue Sucquet, Arch. du Nord, B. 1600, fol. 18 v°, 20 v°. Il fut trésorier général des finances en 1413, B. 1601, fol. 23 v°. Il est cité comme conseiller dans Des Salles et de La Barre, *Mémoires*, etc., t. II, p. 103.

4. Pierre de Rosimbois ou de Rosimbos. Il sert dans la campagne de 1405, Dom Plancher, *Hist. de Bourgogne*, t. III, p. 221. Il est déjà prévôt de Lille en 1413-1414, voir *Inventaire sommaire des archives départementales du Nord*, t. IV, 1881, p. 69, col. 2.

5. L'humidité a détruit la fin des neuf premières lignes en haut et à droite; je rétablis entre crochets les mots qui manquent probablement.

6. Ordonnance du 7 février 1415, publiée par O. Cartellieri d'après une pièce de la Bibl. nat., *Zum Frieden von Arras*, p. 20 et suiv. — Elle existe aux Arch. du Nord, B. 658, n° 15290[4].

7. La liste des bannis est imprimée avec quelques inexactitudes dans Douët d'Arcq, *Choix de pièces inédites..., règne de Charles VI*, Paris, 1863, t. I, p. 367. Arch. du Nord, B. 658, n° 15290. Les n°s 15290[4] et 15290 sont probablement les documents que Thierry Gherbode avait envoyés à Lille.

8. 22 février 1415 (Religieux de Saint-Denis, t. V, p. 414 et suiv.).

9. Sur cette publication de la paix, voir Religieux de Saint-Denis, t. V, p. 420 et suiv.; *Journal d'un Bourgeois de Paris*, éd. Tuetey, p. 60, n° 121; Monstrelet, t. III, p. 60. — Pour la date du samedi 23 février, il y a concordance entre Thierry Gherbode, le Religieux de Saint-Denis, le Bourgeois de Paris et les registres capitulaires de Notre-Dame (*Journal d'un bourgeois de Paris*, note de Tuetey, p. 60, n. 1). Monstrelet se trompe en donnant 24 février. — Le

dont plusieurs ont fait trés grand joye, mesmement le peuple, et a l'en fait des feux à très grand plenté a[u jour duy], souppé et danssé ès rues, et depuis la paix criée, l'en n'a cessé jusques à la nuyt de sonner en toutes les esglises et pla[ces, comme je] croi que l'en fist pour le beau roy Philippe ou pour le roy saint Loys, et a monseigneur de Guienne, accompaignié de monseigneur de Berry, [de monseigneur] d'Orléans, et d'autres princes et plusieurs prélas et seigneurs, aussi de monseigneur de Brabant et de messeigneurs les ambassadeurs et députez, [dont] je suiz l'un, pour augmenter la compaignie, esté au jour duy à Nostre Dame, où l'en a chanté *Te deum laudamus* et la messe avec le sermon à grant solennité. Mais je vous certiffi que les ambassadeurs d'Engleterre, qui sont par deça, n'en ont point fait trop grant feste[1], et croy que demain ou bien tost après, ilz auront leur response, laquelle, ainsi que j'ai entendu, ne sera point du tout à leur plaisir[2], dont il ne me chaut de gaires, combien, selon ce qu'ilz portent assez en leurs parolles, que en France, on en pourra bien avoir une reverdie[3] à l'esté prochain, dont l'en sera bien réconforté à l'aide de Dieu; mais que nostre paix s'entretiegne! en laquelle sont encores aucuns poins à appointier, pour lesquelz accorder, commissaires sont ordonnez d'un costé et d'autre, pour y entendre et mettre appointement. Ma dame de Haynau s'est tousjours tenue à Senliz, senz estre venue plus avant, et croy bien qu'elle se partira assez tost, puis que la paix a esté publiée. Toutes voies, il y a encores à faire où elle seroit bien séant, et pense bien, supposé qu'elle parte[4], que ses gens de conseil y demourront. L'en a jousté[5] par deça et fait des

texte diplomatique de la paix a été imprimé par L. Caillet, dans *Mémoires de l'Académie d'Arras*, 1909, 2e série, t. XL, p. 226 et suiv.; on peut encore se fier au texte transcrit par le Religieux de Saint-Denis, t. V, p. 422 et suiv., mais Monstrelet est incomplet, t. VI, p. 165 et suiv. — Au point de vue des dates, il importe de noter que les lettres de la paix envoyées dans les états de Jean sans Peur portent simplement *février 1415* (Arch. de la ville de Gand, chartes originales, n° 377), tandis qu'en France, elles sont antidatées du 2 *février 1415* (Caillet, *ouvr. cité*, p. 220 et suiv., et une note de Mlle Dupont, dans *Mémoires de Pierre de Fenin*, p. 49, note 5).

1. Sur l'échec de cette ambassade anglaise, voir Religieux de Saint-Denis, t. V, p. 408; Monstrelet, t. III, p. 62. Il est maintenant prouvé que le duc de Guyenne obligea les ambassadeurs de Jean sans Peur à accepter la paix définitive, en les menaçant d'une alliance avec l'Angleterre, dirigée contre le duc de Bourgogne; voir un mémoire publié par Cartellieri, *ouvr. cité*, p. 35-36.

2. C'est à cette époque ou peu après que T. Gherbode a dû recueillir à la cour un mémorandum qui existe aux archives du Nord et que feu J. Wylie a publié (*English historical review*, avril 1914, p. 322). On aurait refusé le mariage entre Henri V et Catherine de France parce que l'on accusait la famille de Henri V de souffrir de lèpre héréditaire.

3. C'est-à-dire une nouvelle invasion; on sait comment Henri V exécuta cette menace.

4. La comtesse de Hainaut quitta Senlis presqu'aussitôt (Monstrelet, t. III, p. 62).

5. Ces joutes eurent lieu à Paris, le 10 février, dans la rue Saint-Antoine; le

armes[1], ainsi que vous avez bien oy, et suedi darrain passé, armes furent faictes à Saint Oyn devant le roy, par messire François de Grignaux, un nommé La Roque et un autre escuier de l'ostel monseigneur d'Orléans, à l'encontre de trois Portegalois, lesquelz Portegalois y furent desconfiz, et emporta l'onneur de la journée le dit nommé La Roque, lequel a autreffois servi monseigneur de Bourgongne. Autre chose je ne vous sçai que escripre de présent, fors qu'il me ennuye bien de tant demourer par deça[2], dont je ne suis mie taillié de partir si tost, selon ce que les choses se disposent, et me doubte encores d'aller en Bourgongne[3] avant mon retour, tellement se porront les choses porter. Toutes voies monseigneur de Guienne a très bonne volonté à la paix, et par son ordonnance, Hector de Saveuses[4] et autres prisonniers, qui estoient détenuz en ceste ville pour le fait de monseigneur, ont esté au jour duy mis au délivre. Autre chose je ne vous sçai que escripre de présent, fors que je prie à vous, maistre Dreue, qu'il vous plaise bien tenir la main à ce touchant le fait de mon assignacion, dont escript m'avez. Et messeigneurs, s'aucune chose vous plaist que je puisse, mandez la moy, et je la ferai volentiers. En priant Dieu qu'il vous ait en sa sainte garde. Escript bien hastivement et de nuyt à ces lunettes[5], ce samedi XXIIIe jour de février.

Le vostre en tout. T. GHERBODE.

Adresse au dos : A mes très chiers seigneurs et espéciaulz amis maistres David Bousse et Dreue Sucquet, conseillers de monseigneur de Bourgogne et maistres de ses comptes à Lille, et à Pierre de Rosimbois, escuier, prévost de Lille et à chascun d'eulz.

duc de Brabant y gagna un prix (Religieux de Saint-Denis, t. V, p. 408; Monstrelet, t. III, p. 60; *Journal d'un bourgeois de Paris*, p. 58, n° 117).

1. Sur les armes du jeudi 21 février à Saint-Ouen, Religieux de Saint-Denis, t. V, p. 410; Monstrelet, t. III, p. 61 et suiv.

2. Thierry Gherbode jura la paix le 13 mars avec les autres ambassadeurs du duc de Bourgogne (Arch. du Nord, B. 187, 1414, n° 11, fol. 3, et B. 119, fol. 194. Voir aussi Monstrelet, t. III, p. 62; Cartellieri, *ouvr. cité*, p. 14). — Il rentra à Lille le 27 mars (Coussemaker, *ouvr. cité*, p. 104).

3. Il pensait peut-être aller retrouver Jean sans Peur, qui séjournait au château de Rouvres en Bourgogne (Petit, *Itinéraire, etc.*, p. 416).

4. Sur cette affaire de Hector de Saveuses, Monstrelet, t. III, p. 58; *Mémoires de Pierre de Fenin*, éd. de Mlle Dupont, p. 37 et 53; Cartellieri, *ouvr. cité*, p. 36.

5. C'est-à-dire avec des lunettes. C'est le texte le plus ancien où se trouve le mot *lunettes* employé dans le sens moderne, car le premier exemple qu'en donne Godefroy date de 1433 (*Dictionnaire de l'ancienne langue française*, au supplément, t. X). Auparavant, des inventaires de 1379 et de 1400 indiquent des *béricles*, c'est-à-dire des monocles tenus par un manche (*Ibid.*, t. I, p. 626). — Il faut en déduire que T. Gherbode portait des lunettes dont l'invention était récente; l'âge et les fatigues du métier avaient dû affaiblir la vue du « garde des chartes ».

BULLETIN HISTORIQUE

HISTOIRE DE FRANCE.

XVIe ET XVIIe SIÈCLES.

Le prodigieux événement historique qui est en train de pétrir pour nos fils une Europe nouvelle aura eu, entre autres effets, celui d'arrêter net l'apparition des ouvrages relatifs à l'histoire du XVIe et du XVIIe siècle. Ceux de ces ouvrages qui étaient prêts pour l'impression au début de l'été dernier restent dans les officines des éditeurs, victimes d'une sorte de moratorium. Là comme ailleurs, la grande crise a éclaté d'une façon imprévue, bien que l'œil de l'historien ait pu découvrir, dans les nuages qui s'amoncelaient, les signes annonciateurs des tempêtes. Mais on était résolu à ne pas les voir, à faire confiance à la nature humaine et au progrès général de la civilisation. Devant la brusquerie des événements, nos éditeurs se sont trouvés, eux aussi, désemparés.

Je ne sais s'ils ont été très bien inspirés d'arrêter ainsi le mouvement de leurs presses. Au moment où la France, dans une partie suprême, jouait son existence, je ne crois pas qu'il ait été très bon qu'elle semblât se taire. Il y aurait eu plus de noblesse, et d'habileté peut-être, à montrer au monde que la vie intellectuelle se poursuivait chez nous, et qu'au milieu des angoisses de 1914 nous restions, — tout comme un Gaston Paris au milieu des douleurs de 1870, — obstinément fidèles au culte de la science désintéressée, de celle qui ne plie le genou devant aucun Baal.

On en a décidé autrement. C'est seulement au lendemain de la paix que paraîtront, — quelques-uns hélas! posthumes, — les ouvrages qui étaient prêts en juillet. Beaucoup sembleront démodés. — Ce bulletin sera donc très court, et encore les ouvrages étrangers sur l'histoire de France y tiendront-ils une large place.

Le travail de M. USHER sur le commerce des grains en France de 1400 à 1710[1] est d'autant plus méritoire que l'auteur est Améri-

1. Abbot Payson Usher, *The history of the grain trade in France, 1400-1710*. Cambridge, Mass. Harvard University Press (t. IX des *Harvard Economic studies*), 1913. In-8°, XV-405 p., 1 carte.

cain et qu'il n'a eu que peu de temps pour opérer des fouilles dans quelques-uns de nos dépôts[1] et même pour se familiariser avec notre bibliographie[2]. Il était inévitable, dans ces conditions, que son livre contînt des lacunes et souffrît d'un manque de proportions entre les parties. Ces défauts sont dans une certaine mesure compensés par une réelle intelligence et une conception très vivante du sujet. Pour M. Usher, la notion essentielle est la notion de marché, et surtout des relations entre les marchés. De bonne heure, ces relations s'établissent et elles deviennent, pour les petits marchés par rapport aux gros, des relations de dépendance. Au milieu de l'égoïsme municipal qui est la règle du moyen âge, Paris et Lyon, pour des motifs d'ailleurs également égoïstes, représentent un idéal supérieur de solidarité économique[3]. M. Usher étudie d'une façon particulièrement intéressante l'élargissement progressif de la zone d'approvisionnement de Paris, la lutte entre Paris et Rouen, la répartition qui s'établit d'abord, au XVIe siècle, entre les deux marchés, puis la rupture d'équilibre au profit de la capitale, et l'extension tentaculaire du marché parisien, non seulement vers la haute Seine et le Soissonnais, mais jusqu'en Limagne. Au drainage des marchés secondaires, les agents parisiens ajoutent, surtout depuis le XVIIe siècle, la recherche du grain partout où il se trouve, ce qui amène la mort des marchés locaux. Dans la grande crise de 1709, Paris nous apparaît comme un marché devenu tout à fait moderne en ce qui concerne la concentration du grain, mais toujours médiéval en ce qu'il reste un simple marché de consommation, non de distribution.

Pour Lyon, M. Usher a bien démêlé le mécanisme de l'alimentation de cette ville, « sisè en pays stérile », disent les textes. Mais il n'a pas poussé assez loin l'étude des famines[4], qui lui aurait permis

1. Il s'est restreint aux dépôts de Paris et de Lyon, auxquels il a ajouté quelques sondages à Dijon. C'est insuffisant, malgré le dépouillement qu'il a fait des papiers Delamarre. Il n'a même pas cherché à voir des inventaires d'archives. De même, il n'a pas vu les mémoires sur les généralités, partie par manque de temps, partie en vertu de l'idée qu'ils n'étaient pas spécialement importants pour cette étude.

2. Bibliographie trop sommaire et composée un peu au hasard. Si Arashkaniantz et Afanassiev y figurent, Sée y manque.

3. Usher a tenté d'indiquer cartographiquement la position et les rapports réciproques des divers marchés.

4. Il a bien cité (p. 138) celle de 1529; il dit bien (p. 357) que cette année est une date critique dans l'histoire des relations entre Bourgogne et Lyon. Mais il n'a eu connaissance (il a passé à côté des documents où il en était question) ni de l'émeute lyonnaise, ni de l'émeute dijonnaise de Pâques 1529 (voir nos *Études sur la Réforme française* et les *Comptes-rendus de l'Académie des sciences morales*, 1914, t. I, p. 63). Il ne voit pas assez (un mot cependant p. 139) que les marchands lyonnais faisaient dès lors la ralle sur les ports de

de mieux pénétrer la nature, — concurrence quasi hostile, — des relations bourguignonnes-lyonnaises.

Ce qui manque le plus au livre de M. Usher, c'est l'étude de l'exportation à l'étranger, des « traites foraines[1] ». Elles ont cependant (surtout les traites à destination de l'Espagne) joué un rôle capital, au XVIe siècle, pour la détermination des prix. En somme, les erreurs de M. Usher tiennent à sa qualité d'étranger, peu familier avec nos anciennes institutions[2]. Il n'en a pas moins eu le mérite de remuer une quantité considérable de matériaux et de les mettre en lumière[3].

La thèse de M. Jean Marx sur *l'Inquisition en Dauphiné*[4] porte à la fois sur les deux « crimes » qui étaient de la compétence du tribunal inquisitorial : hérésie et sorcellerie. Cette dualité, qui est imputable au sujet lui-même, n'est pas sans gêner parfois le lecteur. En fait, et malgré les très intéressants détails recueillis sur les « feyturiers » et les « feyturières », toujours particulièrement nombreux dans les pays de montagnes, l'intérêt du volume se concentre surtout sur les Vaudois des hautes vallées briançonnaises. M. Marx donne une analyse serrée de l'organisation et du fonctionnement du tribunal. Il étudie ses rapports avec les dauphins de Viennois, plus tard avec les rois de France. Il termine par un récit très étudié, très documenté[5] et très intéressant de la croisade de 1488. L'ouvrage est un des meilleurs qui aient paru sur ce sujet[6].

Saône, et il est tout à fait inexact (p. 245) que ces menées n'aient soulevé en Bourgogne aucune opposition, soit officielle, soit populaire. Il croit d'ailleurs les régions à blé plus loin des ports de Saône qu'elles n'étaient en réalité. Les textes qu'il cite lui-même prouvent le contraire de ce qu'il avance.

1. Le mot ne figure même pas dans les deux index du livre.

2. Il n'a pas compris le texte de la p. 153, faute de bien connaître les conditions réelles du crédit public sous l'ancien régime. Comme on a plus confiance dans le crédit des individus que dans celui des collectivités, les consuls avalisent, pour ainsi dire, les obligations de la ville; il n'est pas question ici d'affaires faites pour leur propre compte. Par contre, M. Usher ne fait pas assez large la part de l'accaparement dont le rôle, assurément exagéré par l'imagination populaire, reste indéniable. Quelques mots (p. 148, 151) sur des négociations assez louches.

3. Le plan n'est pas assez sévère. Dans le chapitre *Local regulations*, l'auteur est contraint de revenir sur bien des choses déjà dites à propos du rôle des marchands.

4. *L'Inquisition en Dauphiné. Étude sur le développement et la répression de l'hérésie et de la sorcellerie du XIVe siècle au début du règne de François Ier*. Paris, Champion, 1903 (206e fascicule de la *Bibl. de l'Éc. des hautes études*). In-8°, XXIV-294 p., pièces, index.

5. Aux archives de l'Isère, des Hautes-Alpes et de la Drôme, à la Bibliothèque nationale (enquête de 1506-1508 dans Vallouise et les vallées adjacentes), à Cambridge et à Dublin.

6. En appendice, vingt-quatre pièces, allant de 1354 à 1511 (p. 201-266). P. 145, au lieu de *XVIe* lire *XIVe*.

Pour une des premières fois qu'une femme conquiert, devant un jury d'État, le titre de docteur ès lettres, j'aurais voulu n'avoir à dire que du bien de *la Renaissance du stoïcisme au XVIe siècle* de Mlle Zanta[1]. Sans porter ici un jugement sur la valeur philosophique du livre, je suis bien obligé de dire qu'au point de vue historique, — et il se présente comme un chapitre de l'histoire des idées, — c'est un ouvrage en partie manqué. L'auteur a si mal dressé sa bibliographie et dirigé ses recherches qu'elle ignore totalement les travaux d'Abel Lefranc sur le platonisme de la Renaissance. Sur Le Roy, elle ne cite pas la thèse de Becker; sur Budé, elle en est à l'étude désuète de Rebitté, et elle lit Calvin dans l'édition de 1561[2]. Sa chronologie, — et on sait quelle est l'importance d'une chronologie précise dans l'histoire des idées, — ne vaut pas mieux. La lutte de l'Université de Paris contre le collège de Clermont (p. 23) est indiquée comme un des épisodes des premiers temps de l'humanisme. Comme preuves des « mœurs légères et dissolues » de la société française « dès le début du XVIe siècle », on invoque « les Mémoires du temps : l'Estoile, la Noue, d'Aubigné ». Que peuvent valoir les conclusions d'un travail ainsi préparé, et qu'importe qu'elles soient ici favorables au christianisme traditionnel[3]?

En ouvrant le *Sébastien Castellion*[4] de M. Étienne Giran, nous nous demandions d'abord s'il valait bien la peine, après le

1. Léontine Zanta, *la Renaissance du stoïcisme au XVIe siècle*. Paris, Champion (*Bibl. littéraire de la Renaissance*, 1914). In-8°, II-366 p.

2. Les principaux guides de Mlle Zanta ont été les livres de Strowski et de Radouant.

3. Mlle Zanta nous fait un portrait flatté de Juste Lipse. Le stoïcisme de cet érudit paraît avoir été du genre prudent. — L'auteur a renoncé (p. 81) à étudier dans le détail la littérature pédagogique; c'était cependant une source essentielle. — Passons sur les lapsus, mais que dire de la langue? Quelques exemples : p. 8 : « il croyait les hommes *humains* possibles à toucher et à élever... »; p. 25 : « cette aspiration commune devait tomber devant le dogmatisme protestant »; p. 83 : « l'on s'acclimate à l'idée d'une nature bonne »; p. 89 : « veut-il ramener la concorde dans un ménage? C'est au bon sens qu'il fait appel pour y répondre... » Répondre à qui ou à quoi? — Je passe sur la cascade de conjonctifs de la n. 1 de la p. 90. — Mlle Zanta écrit couramment (p. 4, 33, 77, etc.) : « A la Renaissance », comme on dit : au moyen âge. — Y a-t-il une intention philosophique dans la graphie inusitée de présciences? — Mlle Zanta a rendu un très réel service en publiant dans sa petite thèse *la Traduction française du manuel d'Épictète d'André de Rivaudeau au XVIe siècle* (Paris, Champion, 1914. In-8°, 174 p.) et en la comparant aux autres traductions latines et françaises du XVIe siècle. La traduction de Rivaudeau a paru à Poitiers en 1567.

4. Étienne Giran, *Sébastien Castellion et la Réforme calviniste. Les deux réformes*. Préface de Ferdinand Buisson. Paris, 1914. In-8°, XVI-376 p., 3 fig.

livre capital de M. Buisson, de consacrer encore plus de 500 pages au père du protestantisme libéral. Mais M. Giran, travaillant en Hollande, a fait une étude spéciale des traductions néerlandaises des œuvres de Castellion et aussi des livres proprement néerlandais que ceux de Castellion ont inspirés[1]. Il a pu ainsi, en établissant une filiation rigoureuse entre les idées et les œuvres, démontrer que Castellion était l'ancêtre direct de l'arminianisme : le vrai nom de ce mouvement, c'est le castellionisme. Le pauvre prote bressan[2], qui tenta si bravement « la réforme de la Réforme », nous apparaît donc comme ayant été doublement l'adversaire de Calvin et de Théodore de Bèze : d'abord par ses protestations de libre croyant contre l'institution d'une nouvelle et étroite orthodoxie, ensuite par la révolte de son âme contre le dogme effrayant de la prédestination[3].

Une main pieuse s'est chargée de mettre au jour le travail posthume de Mme Rita Calderini-de Marchi sur *Jacopo Corbinelli et les érudits français*[4]. On connaissait de la correspondance de Corbinelli les fragments relatifs à la Saint-Barthélemy, utilisés par Pio Rajna. Une étude approfondie de cette source permet à Mme Calderini de grossir l'intéressant dossier des Italiens en France. Précepteur du duc d'Alençon, puis au service du roi de Pologne, lecteur de ce même roi devenu Henri III, le rusé Florentin, écrivant à ses

1. Voir en particulier (ch. xi) le rôle de Coornhert. — M. Giran donne une analyse détaillée, avec extraits, du *Contra libellum Calvini*. — On s'étonne que (p. 119, voir n. 1) M. Giran cite un passage de Castellion en donnant la traduction française d'une version hollandaise traduite sur une version allemande, tandis qu'il pourrait citer l'original français (voir éd. Choisy, p. 135). A la fin de la phrase, il revient à l'original.

2. Bressan ou bugeysien, ce qui rend inacceptable cette phrase de la p. 3 : « Élevé à la rude école des *montagnards savoisiens*, le jeune Sébastien Chateillon y avait puisé cette résistance des rocs *granitiques*... » Pas de granit en Bugey.

3. Dans sa colère contre Calvin, M. Giran fait un peu trop bon marché de l'argument inscrit sur le monument expiatoire de Champel : « Une erreur qui fut celle de son siècle ». Il est parfaitement vrai que la tolérance sortait logiquement des principes mêmes de la Réformation ; il est également vrai que le xvie siècle a compté nombre de nobles esprits qui ont réclamé la liberté pour toutes les consciences, que Sébastien Castellion a été l'un de ces esprits, et qu'il a eu des disciples (M. Giran aurait pu signaler son influence sur La Noue). Il n'en reste pas moins que l'intolérance était un mal du siècle, et l'auteur l'admet implicitement, p. 400 : « Les chrétiens du xvie siècle *n'étaient pas habitués* à entendre de telles paroles..., un des *rares* échos d'une révélation lointaine. » — Qu'est ce que « les Sabaudos » de la p. 2, sinon un accusatif? — Les *solidi* de la p. 356 ne sont pas des sous d'or : Castellion eût été trop riche.

4. Rita Calderini-de Marchi, *Jacopo Corbinelli et les érudits français d'après la correspondance inédite de Corbinelli-Pinelli (1566-1587)*. Milan, U. Hoepli, 1914. In-8°, xi-288 p., 3e fasc. Préface (en italien) d'Aristide Calderini. Index. En appendice quelques lettres de Corbinelli et de Pinelli.

amis d'Italie, donne une sorte de chronique, surtout de chronique littéraire des choses de France. Henri Estienne, Scaliger, Postel[1], Cujas, l'Hospital, du Tillet, etc., y ont leur place. On a le sentiment qu'il y a beaucoup à glaner dans cette correspondance, et l'on peut déjà faire quelque butin dans l'étude de Mme Calderini, écrite en une langue qui ne trahit que rarement une plume étrangère.

L'excellente édition de Monluc, par M. Paul Courteault, en est à son second volume[2]. Il comprend les livres III à V, correspondant aux années 1553-1563, c'est-à-dire la passionnante histoire du siège de Sienne, la rupture de la trêve de Vaucelles, les premières guerres de religion, les horribles tueries de Monségur et l'expédition de Madère. Le texte de M. Courteault est toujours établi de façon à nous permettre de démêler les additions successives à la première version. Quant à son annotation, elle est prise, pour les livres III et IV surtout, à des sources italiennes, souvent inédites; elle n'est pas moins soignée, et parfois aussi neuve, pour le Ve livre[3]. Une annotation de ce genre est une véritable contribution à l'histoire[4].

M. Pierre de Vaissière ajoute à ses « récits des temps des troubles » une nouvelle série, consacrée à une famille du Velay, les de Tourzel d'Alègre[5]. Enrichis par des confiscations et de fructueuses affaires à travers le Velay, l'Auvergne, le Livradois, coutumiers des pires violences, — surtout envers les sergents qui avaient l'audace de venir leur réclamer le paiement de leurs dettes, — ils s'allient avec les du Prat. Mais bientôt éclatent entre eux des brouilles sanglantes, où ils rivalisent de férocité avec le célèbre baron de Vitteaux. Au milieu de ces tragédies, les d'Alègre deviennent des manières de personnages. En mars 1563, Yves III est envoyé à Rome pour corriger l'effet de l'édit d'Amboise et pour obtenir l'adhésion du pape à l'aliénation des biens du clergé. Était-il en même temps chargé de proposer à la curie une entente offensive contre l'hérésie? La politique compliquée de Catherine s'accommodait peut-être de ces négociations en sens divers et contradictoires; tou-

1. L'auteur ignore (p. 148, n. 1) la thèse de G. Weill.

2. *Commentaires de Blaise de Monluc.* Édition critique, t. II : *1553-1563.* Paris, A. Picard, 1914, in-8°, 587 p., carte (*Collection de textes*). — Voir *Rev. hist.*, t. CXI, p. 88. A la n. 2, l. 2, au lieu de *1523* lire *1553*.

3. Malgré M. Romier, M. Courteault persiste à croire (p. 246, n. 2) que le duc de Guise ne poursuivait pas en Italie une politique personnelle.

4. M. Courteault use largement (p. 310, n. 1 et *passim*) de ces *Mémoires sur les affaires de France soubz la fin du règne de Henry II* qui ont déjà fourni à M. Paul Van Dyke un intéressant récit de l'expédition contre Calais. Ce serait un texte à publier.

5. Pierre de Vaissière, *Récits du temps des troubles (XVIe siècle). Une famille : les d'Alègre.* Paris, Émile-Paul, 1914. In-8°, 279 p., 7 gravures.

jours est-il qu'elle désavoua d'Alègre dès que le bruit fait autour de cette mission lui parut de nature à compromettre ses tentatives de pacification. — M. de Vaissière sème ses « récits » de très précieux documents inédits sur les négociations avec Jean-Casimir après la paix d'Étigny, sur l'épouvantable siège d'Issoire, un des plus atroces épisodes des guerres de religion, etc. Une chose rend assez malaisée la consultation de ces documents et parfois même la lecture du récit très habilement composé, grâce à d'ingénieux rapprochements de textes, par M. de Vaissière : c'est le parti qu'il a pris de renoncer à l'ordre chronologique pour étudier, en autant de chapitres, chacun des membres de cette dynastie de pillards et de bandits[1].

Nous attendions avec impatience l'*Histoire de la Ligue*[2] dont M. Ch. Valois annonçait la publication : on n'a pas tous les jours à se mettre sous la dent une histoire ligueuse de la Ligue. Dirai-je que ce premier volume (il va jusqu'en 1589)[3] nous a plutôt causé une déception? Il ajoute assez peu à ce que nous savons. L'éditeur lui-même montre que sur bien des points il s'agit d'une compilation[4], et il a sagement fait de ne reproduire in extenso que les parties considérées comme neuves[5]. L'auteur est un oratorien, peut-être le P. Daniel Hotman (1558-1634). Il écrit assez tard (entre 1613 et 1621) et relate en partie des événements qu'il a connus très jeune. Le principal intérêt de ce livre, c'est la tendance qui l'inspire : c'est « le plaidoyer le plus complet et le plus sérieux qu'on ait écrit depuis trois siècles en faveur du parti catholique de 1589 ». Mais il faut en croire M. Valois quand il nous dit que c'est surtout le second volume (à partir de 1589) qui sera vraiment intéressant. A lui seul, ce premier volume serait insuffisant à réhabiliter l'historiographie ligueuse[6].

1. P. 150, l. 17, au lieu de *ainsi*, lire *ains* : p. 153 : les dernières phrases du premier paragraphe et les premières du second sont peu claires.

2. *Histoire de la Ligue, œuvre inédite d'un contemporain*, publ. par Charles Valois. T. I : *1574-1589*. In-8°, XLV-304 p., 3 planches. Appendices : poésie sur Vimory, lettre de Guise à Moreo, fragment de la *Vie d'Ornano*, par Canault, relation d'un capucin sur le légat Morosini. Il n'y a pas de table à ce volume.

3. L'*Histoire* va jusqu'à l'abjuration.

4. L'auteur a lu et utilisé Cayet, de Thou, Goulart et aussi d'Aubigné et Montlyard, du Haillan, Meteren, Peleus, Matthieu, etc.

5. Un récit intéressant et détaillé des barricades. Pour le meurtre de Blois, il se rapproche beaucoup de Péricard. Quelques phrases du ms. sont d'ailleurs de la main de Péricard.

6. Au fond, M. Valois est assez dur pour son client : « Désordre..., formules vagues [qui] lui tiennent lieu de chronologie..., lacunes déconcertantes. » Il

L'annotation est abondante et nous révèle parfois des documents précieux[1].

Tranchées, boyaux, sapes et fourneaux de mines[2]; grenades lancées à la main d'une ligne à l'autre; populations qui vivent sous un perpétuel bombardement et qui finissent par s'habituer aux bombes, et à en rire; tout, jusqu'à la comparaison des bombes avec des « marmites en fer[3] », tout nous ferait penser à la guerre d'aujourd'hui... si nous n'avions sous les yeux un recueil de lettres relatif au siège de Dôle de 1636. Il s'agissait déjà d'une offensive française vers l'est, offensive à laquelle il fallut renoncer lorsque l'arrivée d'une trombe ennemie dans la vallée de l'Oise, — par Roye et Montdidier, — vint menacer la capitale et nous obliger à un brusque changement de front. En ces temps lointains, il y avait encore des princes assez peu respectueux du droit des gens pour vouloir faire passer leurs armées, dans un intérêt purement stratégique, à travers un pays neutre; si les neutres souffraient cette violence, on promettait d'ailleurs de ne leur faire aucun mal[4]. On voyait également, ce qui révolterait nos consciences aujourd'hui, les envahisseurs « contraindre nos pauvres paysans à aller travailler à leurs tranchées ». Mais déjà s'annonçaient quelques progrès de la morale internationale. Louis XIII défendait qu'on fît « tort ny deplaisir aux églises, ny à l'honneur des femmes et filles »; il défendait même de « mes-

raconte « rarement de mémoire, et le plus souvent d'après des relations contemporaines ou postérieures, des événements dont il n'a généralement pas été témoin immédiat ». Sa prudence va jusqu'à la timidité vis-à-vis des grands personnages; il « esquive » les questions passionnantes. Il omet, « réticence prodigieuse », de parler du rôle des espagnolisés; « il tait... les circonstances de l'exécution illégale de Brisson. »

1. Par exemple, p. 86, n. 1, déposition de Villefallier (1er avril 1585) sur les desseins de Guise, citée seulement en partie par Baguenault de Puchesse. On s'étonne (p. 50, n. 1) de lire que la controverse sur les *Vindiciae* « semble aujourd'hui définitivement close en faveur de Languet. »

2. *Le Siège de Dôle par le prince de Condé (27 mai-15 août 1636). Documents inédits.* Besançon, Jacques et Demontrond, 1912 (*Mém. et doc. publiés par l'Académie de Besançon*, t. X). In-8°, LXXIX-615 p., 5 pl. Recueil de 400 lettres de Louis XIII, de Condé, de Richelieu, de Sublet, de La Meilleraye, d'Antoine Brun, de Ferdinand de Rye, archevêque de Besançon, etc., allant du 27 mai au 5 décembre. Introduction de E. L[ongin], et *Notice biographique sur Antoine Brun (1599-1654)* du vicomte A. de T.

3. P. XXXIX : « En forme de marmites de fer. » P. XX : « On voioit eslever en l'air ces marmites ardantes. »

4. P. 95, n° LX, articles envoyés aux assiégés par Condé, le 7 juin : « Le roy de France ne demande pas que l'on se mette sous sa protection, ains seulement passage par la province en payant et prenant estappe dans l'ordre... Et afin que le Roy ayt assurance dudit passage luy sera mise entre les mains la ville de Gray... »

dire ou mesfaire aux personnes et biens de ceux... non faisans la guerre ». Et s'il arrivait à ses troupes de commettre de regrettables atrocités, il croyait devoir s'en excuser et envoyait un prévôt de la connétablie pour faire cesser les désordres. On commençait donc à savoir qu'il est des lois même de la guerre[1].

Il semble qu'un collège, peut-être de Jésuites, tenta de s'ouvrir à Aubenas dès 1574. Mais c'est seulement en 1601 que nous voyons la Compagnie y installer ou réinstaller une mission permanente en plein Vivarais huguenot, mission dotée en 1603 d'une maison par le cardinal de Joyeuse, et peu après transformée en collège. Entre ces deux dates se place la mort, en 1593, des « martyrs d'Aubenas », sur laquelle M. Édouard DE GIGORD[2] ne nous apporte rien qui ne nous ait été dit par Odon de Gissey, J. Blanc, Mazon et le P. Fouqueray[3]. Il nous décrit, sous la date de 1627, la « miraculeuse conversion des huguenots d'Aubenas », application anticipée des dragonnades. Il nous fait assister, dès 1630, à une tentative de démolition de l'Édit à Privas, dans une ville où il n'y avait pas trente ou quarante familles catholiques[4]. La Révocation s'explique pour lui de la façon la plus simple, par une conspiration huguenote[5]. Comme en tout ouvrage de ce genre, il y a d'intéressants détails sur la vie de la Société, ses constructions, ses richesses, son esthétique, et sur le rôle de François Régis dans la Compagnie du Saint-Sacrement[6].

1. L'annotation est soignée, mais pas toujours très à jour. Les éditeurs ignorent les travaux de Rott.

2. *Les Jésuites d'Aubenas (1601-1762).* Paris, A. Picard, s. d. In-8°, xx-504 p., 25 grav., dont plusieurs non montées.

3. L'auteur, en appendice, nous donne sous le nom de *documents* des textes du XVIIIe et du XIXe siècle. Un seul texte est de 1602, mais c'est une invitation officielle à la tolérance, qui s'adresse aussi bien aux Jésuites qu'à leurs adversaires. Au reste, Mazon ne va pas jusqu'à nier que les PP. Salez et Saultemouche aient pu s'attirer le « martyre » par leurs prédications contre le roi « hérétique ».

4. Louis XIII fut moins sévère que Machault, qui voulait supprimer l'exercice du culte.

5. P. 221 (sous la date de 1683) : « Les calvinistes français, associés aux protestants anglais, profitèrent d'un voyage de Louis XIV en Allemagne pour se préparer à la révolte, se munissant secrètement d'armes et de poudre. »

6. La préface maudit les « lois scélérates ». — P. 8, n. 1, on continue à citer imperturbablement des lettres de Calvin dont la fausseté est archidémontrée. Il en restera toujours quelque chose. — P. 109, à propos du banditisme dans le Vivarais, cueillons cette fleur : « C'était vrai pour certaines parties des Boutières peuplées de très nombreux protestants. » Notons aussi ce petit miracle (p. 49) : « A Florac, une femme noble devenue calviniste avait obligé sa servante à laver une lessive le jour de Noël. Le soir même, un incendie détruisait la maison. » Nous ne cesserons de nous étonner que des esprits distingués, —

L'étude de M. Mann sur les théories économiques de Vauban[1] est une des meilleures qui aient été écrites sur le sujet. L'auteur s'est placé, pour comprendre la *Dixme royale*, à un point de vue rigoureusement historique. Il a cherché à peindre le hobereau du Morvan, l'ingénieur militaire, le chef ménager du sang de ses hommes, le « patriote » épris du rêve des frontières naturelles. Au lieu de se demander dans quelle mesure la *Dixme* était ou n'était pas une annonciation de l'évangile orthodoxe, il l'a mise à sa date, au milieu des embarras financiers nés de la guerre d'Augsbourg. Il est fâcheux que ce bon livre soit gâté par de perpétuelles digressions. En réalité, le livre a deux sujets : d'une part, Vauban ; d'autre part, une critique générale du mercantilisme, ou plutôt du concept que Smith et ses disciples ont construit sous ce nom, pour le mieux détruire[2]. Ces hors-d'œuvre sont d'ailleurs très intéressants et très solides, mais ce sont des hors-d'œuvre tout de même. La documentation de M. Mann est riche ; il a même fait dans nos dépôts français d'heureuses trouvailles[3]. Sa bibliographie est soignée, et on n'y relève que peu de lacunes.

Henri Hauser.

il en est tant dans la Compagnie, — puissent tolérer d'aussi indigestes fadaises.

1. Fritz-Karl Mann, *Der Marschall Vauban und die Volkswirtschaftslehre des Absolutismus. Eine Kritik des Merkantilsystems.* Munich et Leipzig, Duncker et Humblot, 1914. In-8°, xvi-526 p.

2. Voir notamment le livre II, ch. i : « La théorie économique du xviie siècle et le soi-disant système mercantile », où l'auteur remonte à Bodin et à Petty. Il a d'ailleurs tout à fait raison de dire que ces premiers économistes ont moins cherché à établir un système qu'à colliger des règles pratiques et qu'ils ne sont pas tombés, comme on l'a dit, dans les erreurs du bullionisme.

3. Il a complété la liste des manuscrits de la *Dixme*. Il a retrouvé le mémoire de Le Pottier de La Hestroye ; surtout (appendice II) il publie le mémoire d'un receveur des tailles de l'élection de Niort, Desprez de La Potterie (la tentative d'établissement de la dîme royale en Bas-Poitou sous la Régence nous était connu par un travail de Desaivre, mais nous n'avions pas ce texte), en l'accompagnant des observations d'un certain du Barry. Il nous fait connaître aussi un disciple allemand de Vauban, Karl-Ferdinand Pescherinus.

HISTOIRE DE RUSSIE.

PUBLICATIONS DE L'ANNÉE 1913.

La période kiévienne de l'histoire de Russie, actuellement peu étudiée faute de documents nouveaux, a attiré l'attention de quelques chercheurs qui ont contribué à l'étude critique de l'histoire de cette époque. Un légitime succès a accueilli le livre de M. Prissiolkov sur l'*Histoire de l'Église en Russie aux Xe-XIIe siècles*[1]. L'histoire de l'église russe a été jusqu'à présent étudiée le plus souvent par des membres du clergé ou tout au moins par des historiens qui ont reçu une éducation ecclésiastique. M. Prissiolkov est peut-être le premier savant russe qui juge l'ancienne Église russe d'un point de vue tout laïque et politique. Le fond de son ouvrage est une analyse profonde et spirituelle des rapports qui ont existé entre l'Église et l'État sous les successeurs de saint Vladimir et un exposé de la position de la Russie kiévienne vis-à-vis de l'empire grec. C'est certes une question très intéressante de savoir si Byzance se considérait comme exerçant sur la Russie une suprématie politique ou si cette suprématie s'arrêtait au domaine ecclésiastique. A en croire l'auteur, toute l'histoire russe des xe-xiie siècles ne fut qu'une lutte continuelle pour l'indépendance attaquée par Constantinople et sapée par les évêques grecs qui venaient en Russie comme lieutenants de l'empereur d'Orient. Il faut avouer cependant que les conclusions de M. Prissiolkov sont parfois bien téméraires. Il affirme par exemple que le célèbre monastère Kiévo-Petcherski fut dès sa fondation un foyer de patriotisme éclairé qui se mit à la tête du mouvement antihellène; le moine Ninone, un des fondateurs de l'abbaye, ne serait autre qu'Hilarion, premier métropolite de nationalité russe, chef de l'opposition nationale au sein de l'Église russe, qui aurait on ne sait comment changé d'état et même de nom. Mais de ce fait M. Prissiolkov n'apporte aucune preuve; et l'on peut dire qu'en général les idées émises par l'auteur, pour intéressantes qu'elles soient, ne sont pas appuyées sur des documents; ce sont de simples hypothèses, d'ailleurs fort séduisantes.

Le livre de M. le professeur Liaskoronski, *l'Acropole de Kiev à l'époque des apanages*[2], est, tout comme l'ouvrage précédent,

1. M. Prissiolkov, *Otcherki tzerkovno-polititcheskoï istorii Kievskoï Rouci X-XII vekov*. Saint-Pétersbourg, 1913, xxv-414 p.

2. Liaskoronski, *Kievski Vychgorod v oudielno-vetchevoie vremia*. Saint-Pétersbourg, 1913, xliv-363 p.

consacré à quelques questions embrouillées et difficiles de l'ancienne histoire russe. Les annales des IXe-XIIIe siècles qui racontent les événements survenus à Kiev font souvent mention d'une localité appelée Vychgorod, nom qui signifie « ville haute, ville supérieure, acropole ». L'auteur s'efforce de prouver que le « Vychgorod » en question ne serait pas une petite ville de ce nom située à une vingtaine de kilomètres de Kiev, comme on était porté à le croire jusqu'à présent, mais une partie de Kiev même, son château fort, son acropole qui en même temps aurait constitué un apanage indépendant de la principauté de Kiev. L'hypothèse résout beaucoup de difficultés; mais ce n'est qu'une hypothèse.

Dans la préface du tome III de son grand ouvrage sur l'ancien droit russe (voir *Rev. histor.*, t. CXIV, 1913, p. 143-144), le professeur L.-K. Goetz a annoncé que son œuvre allait être terminée par un tome IV contenant un aperçu général sur la troisième rédaction de la *Rousskaïa Pravda* et les conclusions définitives sur la valeur littéraire et juridique du monument. Ce volume vient de paraître[1]. Nous n'avons plus à insister sur l'importance des travaux du professeur Gœtz; il suffit de signaler les principales conclusions auxquelles il est arrivé sur les origines du code. Les manuscrits actuellement existant ne contiennent pas le texte original. La troisième rédaction a largement puisé dans les deux premières en y ajoutant un certain nombre d'articles sur le droit civil et le droit criminel. L'œuvre est conçue d'un bout à l'autre dans le même esprit et le troisième rédacteur est sans doute un employé au tribunal princier ou un collecteur des amendes judiciaires. Le code est un recueil privé qui n'a jamais eu de caractère officiel; ses sources sont les jugements rendus par les princes, qui ont été sans doute formulés par écrit. M. Gœtz croit pouvoir admettre que le droit germanique et le droit byzantin n'ont pas été sans influence sur ce recueil. Cette troisième rédaction a dû voir le jour à Kiev vers la fin du XIe siècle; le code a été en vigueur dans toute la Russie peut-être jusqu'au XVIe siècle.

Il est toujours dangereux de publier des œuvres inédites d'un historien éminent après la mort de celui-ci; on s'en aperçoit bien en lisant l'*Histoire des classes sociales en Russie* de feu V.-O. Klioutchevski[2]. C'est un cours professé à l'Université de Moscou en

1. Prof. Dr L.-K. Gœtz, *Das russische Recht* (*Rousskaïa Pravda*). Band IV : *Die dritte Redaction des russischen Rechtes als litterarisches Denkmal und als Rechtsurkunde*. Stuttgart, Encke, 1913, VI-239 p.

2. V. Klioutchevski, *Istoriïa Sostovii v. Rossii. Cours tchitannyi v Moskovskom ouniversitetie v 1886 godou*. Moscou, 1913, XVII-251 p. Certaines

1886 ; l'auteur ne l'a ni revu ni corrigé jusqu'à sa mort en 1911 ; ses héritiers l'ont publié tel quel, sans y changer quoi que ce soit. Sans doute, il faut leur savoir gré de ne pas avoir altéré la parole du maître qu'était Klioutchevski ; cependant, par suite des continuels progrès de la science historique russe, un cours universitaire d'il y a presque trente ans ne peut pas être au niveau scientifique moderne. Telle qu'elle est, l'œuvre posthume de Klioutchevski mérite quand même une attention particulière. C'est un modèle de cours universitaire admirablement proportionné dans toutes ses parties, éloquent, clair, donnant les grandes lignes du sujet sans s'attarder aux détails superflus. L'ouvrage comble en outre une lacune de la littérature historique russe qui jusqu'à présent ne possède pas d'aperçu général de l'histoire des différentes classes en Russie. Cette histoire, l'auteur la divise en quatre périodes : celle de la conquête normande, où la noblesse était constituée par les Scandinaves, le commun peuple par les aborigènes et où le clergé a beaucoup travaillé à la fusion des deux races ; l'époque féodale, où la différence des conditions sociales était fondée sur la propriété du sol ; l'époque moscovite, où les classes se distinguaient par les obligations qu'elles devaient au souverain ; enfin le XVIIIe siècle, où la différence des obligations se changea en différence de droits. Il est à regretter que l'ouvrage s'arrête à la fin de la troisième période.

Il y a quelques années, l'Académie impériale des sciences entreprit de publier un recueil de matériaux pour servir à l'étude des relations entre la Russie et l'Italie. L'idée de cette publication vint à la suite de l'ouverture des archives du Vatican sous le pontificat de Léon XIII. Le volume qui vient de paraître[1] contient des documents tirés des archives de la nonciature de Pologne à l'époque fameuse où le Saint-Siège fit des tentatives de médiation entre Ivan le Terrible et Étienne Bathory (fin XVIe siècle) ; ces tentatives, on le sait, soulevèrent de nouveau la question autrement importante de l'union des églises.

Le troisième centenaire de l'avènement des Romanov a été le dernier jubilé historique célébré récemment en février 1913 ; il a ramené encore une fois l'attention sur l'époque des troubles et surtout sur l'élection du tsar Michel. Nous devons signaler quelques ouvrages se rapportant à cette phase mouvementée de l'histoire de

remarques dans la seconde édition, parue en 1914, corrigent et modernisent les passages qui en ont le plus besoin.

1. *Rossia i Italia. Sbornik istoritcheskikh materialov i izsledovanii, kassaioustchikhsia snochenii Rossii s Italiei*, t. II, livr. 2. Saint-Pétersbourg, 1913, 686 p.

Russie. M. L. Soukhotine a étudié en détail les mouvements populaires des années 1611-1612 qui amenèrent avec le concours des cosaques la libération de la capitale[1]. M. M.-A. Diakonov, de l'Académie impériale des sciences, a analysé avec beaucoup de finesse tout ce que nous connaissons de l'assemblée (Zemski sobor) de 1613 qui élut Michel Romanov; l'auteur insiste sur le rôle que les cosaques ont joué en cette circonstance[2]. G. Gautier[3] détermine les causes qui ont fait préférer Michel Romanov à tous les autres candidats au trône moscovite, tant russes qu'étrangers. Un des princes étrangers qui posèrent leur candidature au trône des tzars fut le prince Charles-Philippe de Suède, frère de Gustave-Adolphe. Un historien suédois, M. Helge Almquist[4], et en même temps un jeune historien russe, M. G. Zamiatine[5], cherchent à déterminer quelles ont été ses chances. Ils ont le mérite d'avoir consulté les sources suédoises peu exploitées jusqu'à présent. Celles-ci ont permis d'établir que ces chances furent beaucoup plus sérieuses qu'on ne pouvait le croire en utilisant seulement des documents russes. Posée en 1611 par Liapounov, la candidature du prince suédois a été combattue par Pojarski en 1612. Néanmoins, on ne saurait, à notre avis, attribuer, comme le fait M. Almquist, une foi absolue aux dépositions des prisonniers russes capturés par les Suédois: ces prisonniers affirment qu'à Moscou on ne rêvait que de Charles-Philippe; or, si les Russes songeaient au frère de Gustave-Adolphe, ce n'était que pour avoir un allié contre les Polonais; le candidat échoua en dernière analyse parce qu'il était impossible d'avoir foi aux promesses du gouvernement de Stockholm.

Le livre de M. E. Stachevski n'est qu'une étude préparatoire; l'auteur s'intéresse surtout à la guerre russo-polonaise de 1632-1634; pour en expliquer les origines, il a écrit un volume de 400 pages[6]. Comme résumé de tout ce qui a été dit sur les débuts du règne du premier Romanov et sur les suites de l'époque des troubles, l'ouvrage de Stachevski aurait pu être d'une grande utilité si l'auteur

1. L.-M. Soukhotine, *Narodnyia drigenia 1611 i 1612 godov*. Moscou, 1913, 13 p.

2. M.-A. Diakonov, *Izbranié Mikhaila Fedorovitcha na tzarstvo*. Saint-Pétersbourg, 1913, 32 p.

3. G. Gautier, *Izbranié na tzarstvo Mikhaila Fedorovitcha*. Moscou, 1913, 19 p.

4. H. Almquist, *Die Czarenwahl des Jahres 1913* (*Zeitschrift für Osteuropäische Geschichte*, 1913, Band III, Heft 2).

5. G.-A. Zamiatine, *K voprossou ob izbranii Karla-Filippa na moskovskii prestol*. Iouriev, 1913, VII-122 p.

6. E.-D. Stachevski, *Otcherki po istorii tzarstvovania Mikhaila Fedorovitcha*. T. I : *Moskovskoie obstchestvo i gossoudarstvo ot natchala tzarstvovania M. F. do epokhi Smolenskoi voiny*. Kiev, 1913, 387-56 p.

s'était borné là. Mais, sans avoir spécialement étudié cette époque, il émet une opinion personnelle sur les multiples questions qui se présentèrent de 1613 à 1632. Il en résulte que son livre est un recueil d'essais critiques et d'études séparées sur le commerce avec la Suède, sur l'organisation des impôts, sur la constitution de 1613, sur l'état économique de la population rurale, etc. Ces études se rattachent mal au plan général de l'auteur, dont l'intention est de peindre l'état moscovite sous le gouvernement oligarchique des boyards jusqu'à 1619 et ensuite sous le gouvernement absolu et autoritaire du patriarche Philarète, père du tzar. L'idée de distinguer ces deux périodes était bonne, mais il aurait fallu une étude plus approfondie des choses et des hommes de ce temps-là. Les mesures prises par le gouvernement après 1619 pour améliorer l'état du pays découlent, nous dit l'auteur, d'un programme économique et politique élaboré par le patriarche; ce programme, nous l'ignorons même après avoir lu tout le livre. Sans doute, toutes les réformes entre 1619 et 1633 viennent de Philarète, despote éclairé et énergique; mais, dans le livre de M. Stachevski, la figure du patriarche est restée dans l'ombre et l'on se demande si tout ce que l'auteur dit du grand restaurateur de la Russie après les troubles n'est pas sorti de son imagination.

En entreprenant de décrire l'histoire des origines de la poste en Russie, M. Kozlovski, professeur à l'Université de Varsovie, a voulu donner une étude d'histoire de la civilisation[1]. Il eût été très intéressant de savoir comment l'état moscovite, qui, dès le xve siècle, avait établi des moyens de transport pour le gouvernement, en est arrivé à les mettre à la disposition des particuliers. Mais ce sujet n'a pas été véritablement traité; on trouve plutôt dans le volume la biographie de quelques étrangers, marchands ou aventuriers, — Van Sweden, Marselius, Vinius, — auxquels le gouvernement russe, sous Alexis et ses successeurs, octroya le droit d'entretenir des postes particulières. Ce sont les hommes, médiocrement intéressants, sauf quelques exceptions, qui sont au premier plan, non l'œuvre elle-même. La question la plus importante peut-être, — comment la poste particulière de Vinius, qui avait beaucoup d'analogie avec celle des Taxis en Allemagne, fut monopolisée par Pierre le Grand, — n'est même pas ébauchée.

Nous avons signalé dans les bulletins précédents (*Rev. histor.*, t. CV, p. 152-153) les ouvrages du professeur Bogoslovski consacrés à l'histoire des communes rurales du nord de la Russie; nous avons eu aussi l'occasion d'indiquer que dans cette partie de la Russie se

1. J.-P. Kozlovski, *Pervyia potchty i pervyie potchtmeistery v moskovskom gossoudarstvie*. Varsovie, 1913, 2 vol., 536, 523 p.

sont conservés jusqu'aujourd'hui les coutumes et usages anciens. Le livre de Mlle M. Ostrovskaïa sur la propriété foncière des paysans du nord[1] aborde un sujet analogue à ceux qu'a traités M. Bogoslovski. L'auteur a puisé à beaucoup de sources inédites; en traitant de questions de détail, elle contribue à élargir nos connaissances sur mainte question spéciale touchant la propriété du sol. Il est cependant bien difficile de trouver quelque idée d'ensemble dans cet inextricable fouillis de menus faits et d'observations, d'autant plus que le volume par lui-même n'est pas d'une lecture aisée.

Le tome XXIX de la *Bibliothèque historique russe*[2] contient des documents sur les relations des cosaques du Don avec la Moscovie de 1648 à 1654. L'histoire des cosaques du Don au XVIIe siècle est celle de la perte de leur liberté. Presque indépendants au commencement du siècle, à la suite de révoltes et de révolutions, ils ne sont plus que des sujets de l'empire sous Pierre le Grand. Une bourgeoisie se forme peu à peu parmi ces flibustiers; elle est attirée vers la puissance moscovite; une lutte opiniâtre s'engage entre elle et le prolétariat qui s'improvise gardien de l'ancienne liberté démocratique. Le volume paru expose les épisodes de cette lutte entre cosaques et de la part qu'y prit le gouvernement moscovite : il montre aussi l'influence que la grande lutte engagée par Khmielnicki contre la Pologne a exercée sur les cosaques du Don.

M. Hans Uebersberger a publié le premier volume d'un ouvrage documenté et brillant sur la politique orientale de la Russie[3]. L'auteur connaît la langue russe; les sources russes forment le fond de l'ouvrage, et comme accessoires ont été consultées les sources roumaines, iougo-slaves et allemandes ou plutôt autrichiennes. L'auteur est Autrichien lui-même, et c'est ce qui donne peut-être le plus d'intérêt à son livre. Sans doute, en admettant que, dès le commencement du XVIIIe siècle, l'Autriche et la Russie pouvaient se considérer comme des adversaires dans leur politique orientale, M. Uebersberger fait preuve d'impartialité; pourtant, à certains moments, par exemple quand il parle de la paix de Belgrade ou quand il déplore que la position prédominante prise par l'Autriche après le traité de Passarowitz ait été perdue, ses sympathies autrichiennes se laissent trahir. Quant à la politique orientale

1. M.-A. Ostrovskaïa, *Zemelnyibyt selskago nacélénia rousskago siévéra v XVI-XVIII vekakh*. Saint-Pétersbourg, 1913, IX-370-96 p.

2. *Rousskaia istoritcheskaia biblioteca*, t. XXIX, Donskia diela, kniga 4. Saint-Pétersbourg, 1913, 1012 p.

3. Dr Hans Uebersberger, *Russlands Orientpolitik in den letzten zwei Jahrhunderten*. B. 1 : *Bis zum Frieden von Jassy*. Stuttgart, Deutsche Verlagsanstalt, 1913, X-380 p.

russe, M. Uebersberger la considère comme une politique continue et énergique qui élaborait des plans à longue échéance et allait au but sans se laisser arrêter par les obstacles, quels qu'ils fussent. Les historiens russes qui ne sont pas hypnotisés par la crainte de l'Autriche ne sauraient admettre la justesse de ce point de vue. La politique extérieure russe en général, la politique orientale en particulier a trop souvent été ballottée au gré des sympathies et des goûts personnels les plus opposés et n'a jamais eu cette continuité que l'auteur voudrait lui attribuer.

L'étude du gouvernement local a toujours attiré l'attention des historiens russes. Les travaux déjà anciens de Tchitchérine et de Gradovski ont fort bien fait connaître l'administration moscovite; ceux de Milioukov et de Bogoslovski ont révélé ce que le génie réformateur de Pierre le Grand a voulu entreprendre pour l'administration des provinces. G. Gautier a entrepris de poursuivre ces études en considérant l'époque des successeurs de Pierre Ier. Le premier volume de l'*Histoire du gouvernement local de Pierre Ier à Catherine II*, qui vient de paraître, contient d'abord l'histoire des réformes administratives de 1727, dont le but était de simplifier les institutions de Pierre le Grand et de les rendre moins coûteuses; une grande partie du volume est ensuite consacrée à une étude sur les institutions mêmes de 1727, d'après des sources nouvelles[1].

La publication des documents du cabinet des ministres de l'impératrice Anne, entreprise depuis quelques années par la société impériale d'histoire de Russie, touche à sa fin; le livre de M. Bondarenko sur la politique financière du cabinet[2] est un essai très consciencieux d'après ces documents. Le contenu du livre est plus riche que ne le promet le titre; c'est un exposé général de l'état économique de tout le pays. On le consultera avec utilité sur toutes les questions de l'histoire intérieure du règne d'Anne.

L'année 1913 a vu paraître, après un intervalle assez long, le second volume de l'*Histoire des diocèses russes*, par M. le professeur Pokrovski[3] (le premier volume parut en 1898). Le volume présent contient l'histoire de l'administration de l'église russe au XVIIIe siècle; les rapports étroits qui ont toujours existé entre l'Église et l'État en Russie et l'influence exercée sur les affaires ecclésias-

1. G. Gautier, *Istoria obtastnovo oupravlenia ot Petra I do Ecateriny II*. T. I : *Obtastnaia reforma 1727 goda. Oblastnyia outchrejdenia 1727-1775 godov*. Moscou, 1913, 472 p.

2. V.-N. Bondarenko, *Otcherki finansovoï politiki cabinieta ministrov Anny Ioannovny*. Moscou, 1913, VIII-390-XXXI p.

3. J.-P. Pokrovski, *Rousskia eparkii v. XVI-XIX vekakh. Ikh otkrytié, sostav i prédiély*. Kazan, 1913.

tiques par des monarques tels que Pierre Ier et Catherine II donnent un intérêt général à ce livre de grande érudition qui, au premier abord, paraît n'offrir qu'un intérêt tout spécial.

En écrivant l'histoire de la Petite-Russie à l'époque où ce pays était gouverné par Roumiantzov, M. Maximovitch[1] comble une lacune importante. Le fameux maréchal de Catherine II a administré la Petite-Russie de 1764 à 1796; il a été un instrument énergique de la politique de centralisation; cela suffit pour expliquer l'importance du sujet; malheureusement, l'exécution laisse à désirer. La biographie de Roumiantzov est sommaire; l'auteur n'a rien de nouveau à dire sur le héros de son ouvrage; le reste du livre se borne à quatre essais : établissement des postes, réforme des impôts, instruction publique, cadastre général; l'ensemble des mesures de Roumiantzov ainsi qu'un aperçu général sur son administration sont, au grand regret du lecteur, remises à un second volume à paraître ultérieurement.

La Société impériale d'histoire de Russie a continué avec grand zèle la publication des documents du XVIIIe siècle. Deux volumes de son Recueil doivent être signalés dans ce bulletin (t. CXLIII et CXLIV). Le premier contient les relations du chargé d'affaires de France, Sabatier de Cabre (1762-1772), d'un esprit très hostile à la Russie, et celles de son successeur Durand de Distrof (1772), bien plus conciliantes; les relations de Sabatier sont suivies d'une réédition de son mémoire sur Catherine II et sa cour, d'un ton tout aussi acerbe que les relations mêmes. Le second volume renferme trente-huit cahiers des différentes villes des gouvernements de la Petite-Russie, Voronèje et Belgorod, présentés à la commission législative de 1767[2].

M. Pierre Struve, le publiciste bien connu, a réuni en un seul volume ses études sur l'histoire économique de la Russie aux XVIIIe et XIXe siècles[3]. Il importe de noter l'essai sur l'évolution du servage qui forme le fond du volume; l'auteur y expose des idées originales sur les causes qui provoquèrent l'abolition du servage : le servage tendait, d'après lui, à se transformer de plus en plus en véritable esclavage; or, ce dernier ne pouvait durer, étant incompatible avec le développement économique du pays au XIXe siècle.

Pour le XIXe siècle, c'est toujours le règne d'Alexandre Ier, où

1. G. Maximovitch, *Diciatelnost Roumiantzova-Zadounaïskago po oupravleniou Malorossiei*. Niégine, 1913, III-400 p.

2. *Sbornik Rousskavo istoritcheskavo obstchestva*. T. CXLIII : *Diplomatitcheskaia perepiska frantzouskikh predstaritiélei pri dvorié Ecateriny II*, 3e partie; t. CXLIV : *Istoritcheskia Svedenia o Ecaterininskoi comissii dla sotchinenia novaro oulogenia*, 13e partie.

3. P. Struve, *Krepostnoïe hoziaistvo. Izsledovania po economitcheskoi istorii Rossii v XVIII i XIX vekakh*. Moscou, 1914, VI-340 p.

l'histoire de la Russie est étroitement liée à celle de l'Europe occidentale, qui attire les historiens. Mentionnons tout d'abord un livre français, l'étude de M. P. Rain[1], consacrée spécialement à Alexandre Ier; l'auteur s'intéresse surtout au rôle que ce souverain « idéologue », comme il l'appelle, a été appelé à jouer dans les affaires de l'Europe; les sources nouvelles qu'il a consultées ne lui ont pas fait modifier le point de vue traditionnel des historiens français sur Alexandre Ier. En souvenir de la grande épopée de 1812 sont toujours publiées de nouvelles séries de documents. C'est d'abord la correspondance des autorités civiles russes de la Lithuanie pendant l'année qui précéda l'occupation française de ce pays (1811-1812) et immédiatement après l'évacuation (à partir de décembre 1812)[2]. La part que le gouvernement de Khazan a prise à la guerre de 1812 est décrite dans le recueil de documents collectionnés et publiés par M. Prokodzev; ces documents permettent de juger de la répercussion de la fameuse guerre sur une province qui n'en a pas été le théâtre, mais dont la population, pendant près d'une année, fut occupée de préparatifs de toute sorte[3]. Les rapports diplomatiques du baron puis comte de Lebzeltern, ministre d'Autriche à la cour de Russie de 1816 à 1826, publiés par S. A. I. le grand-duc Nicolas Mikhaïlovitch[4], éclaircissent l'histoire diplomatique à l'époque des congrès et de la Sainte-Alliance. Confident de Metternich, devenu, par son mariage avec la comtesse de Laval (d'une famille d'émigrés), un des membres les plus en vue de la société de Saint-Pétersbourg, Lebzeltern était à même de voir et de connaître beaucoup de choses qui avaient de l'intérêt pour la politique européenne et pour le cabinet de Vienne en particulier; ses rapports se terminent en 1826. Compromis par son beau-frère le prince Troubetzkoï, un des chefs de la conspiration du 14 décembre, qui chercha un refuge à l'ambassade d'Autriche, Lebzeltern dut abandonner le poste qu'il occupait depuis dix ans. Le livre de feu M. L.-A. Casso, ministre de l'Instruction publique, *la Russie sur le Danube et la formation de la province de Bessarabie*, est une excellente étude d'histoire tant locale que diplomatique[5].

1. P. Rain, *Un tsar idéologue*. Paris, Perrin, 1913, in-12, XII-460 p.

2. *Vilenski Vremennik*, t. V, 2e partie. Vilna, 1913, 356 p. (ce volume est la suite du volume mentionné dans le bulletin précédent, *Rev. hist.*, sept.-oct. 1913, p. 142).

3. Prokodzev, *Riazanskaia goubernia v 1812 godou*. Riazan, 1913, in-8°, 636 p.

4. S. A. I. le grand-duc Nicolas Mikhaïlovitch, *Donecienia avstriiskavo poslannika pri rousskom dvorié Lebzelterna za 1816-1824 gody*. Saint-Pétersbourg, 1913, in-8°, LXXII-447 p. L'édition française est intitulée : *les Rapports diplomatiques de Lebzeltern, ministre d'Autriche à la cour de Russie (1816-1826)*.

5. L.-A. Casso, *Rossia na Dounaié i obrazovanié Bessarabskoï oblasti*. Moscou, 1913, 230 p.

M. le professeur Th. Schiemann a publié le troisième volume de l'histoire de Russie sous le règne de l'empereur Nicolas Ier[1] (les deux premiers volumes ont paru en 1904 et 1908). Nous y trouvons l'histoire de dix années, depuis la révolution de Juillet jusqu'à la mort du roi Frédéric-Guillaume III de Prusse. Le caractère personnel de Nicolas Ier et son rôle politique en Europe se sont nettement dessinés vers cette époque, nous dit l'auteur. La révolution de Juillet a été cause de son aversion pour Louis-Philippe; la révolution de Pologne a déchaîné sa haine pour la « nation parjure » : c'est ainsi que l'autocrate germanophile appelait les Polonais. A la mort de l'empereur d'Autriche, en 1835, Nicolas Ier devint le premier personnage de la Sainte-Alliance; la mort de Frédéric-Guillaume III l'affranchit du dernier monarque qui lui pouvait disputer la prépondérance. Désormais, il ne changea plus ni pendant ses triomphes en 1848-49, ni lors de la chute suprême en 1854-55, sujets que l'auteur promet de raconter dans le quatrième et dernier volume de son ouvrage. Le présent volume a le même caractère que les précédents : c'est une biographie de l'empereur encadrée dans un tableau d'ensemble de la politique extérieure, de la vie militaire et de la vie de cour; l'histoire intérieure n'y est traitée que fort sommairement. Il n'existe pas d'ouvrage d'ensemble sur le règne de Nicolas Ier. Ni l'histoire panégyriste de P. Lacroix ni celle de Schilder (en russe) n'ont été achevées; le mérite principal de l'œuvre de Schiemann est de combler cette lacune; il faut ajouter que les sources russes lui sont tout aussi familières que les sources allemandes et françaises; les archives de Berlin et de Vienne lui ont fourni maints détails ignorés jusqu'ici.

Les relations entre la France et la Russie sous le second Empire ont été étudiées de façon approfondie par M. Fr. Charles-Roux[2]. Cet excellent livre d'histoire diplomatique sera lu avec beaucoup d'intérêt, quoique le sujet porte à des réflexions assez tristes. Les rapports des deux pays n'ont été qu'un malentendu perpétuel depuis le traité de Paris jusqu'à la journée de Sedan. La Russie voulait rester en relations cordiales avec la France et obtenir d'elle la revision du traité de Paris. La France, en cherchant l'appui de la Russie dans les questions italienne et danoise et plus tard dans sa politique vis-à-vis de l'Allemagne, ne désirait pas d'alliance avec la Russie, car au début Napoléon III croyait n'avoir rien à redouter

1. Th. Schiemann, *Geschichte Russlands unter Kaiser Nikolaus I.* Band IV : *Kaiser Nikolaus im Kampfe mit Polen und im Gegensatz zu England und Frankreich.* Berlin, 1913, x-516 p.

2. Fr. Charles-Roux, *Alexandre II, Gortchakoff et Napoléon III.* Paris, Plon, 1913, in-8°. 560 p.

de la Prusse ; il le croira encore à la veille de la guerre de 1870. Puis, dans la question polonaise, la France prit une position nettement hostile au gouvernement russe. Avec une attention scrupuleuse, l'auteur étudie toutes les étapes par lesquelles la France et la Russie se sont acheminées celle-là vers la catastrophe de Sedan, celle-ci vers la cruelle déception que lui devait donner la Prusse.

On a publié jusqu'ici peu de documents officiels pour servir à l'étude du mouvement insurrectionnel en Pologne sous Alexandre II. Aussi la publication des documents émanant du gouvernement russe est-elle la bienvenue ; elle servira à faire l'histoire complète et impartiale de cette époque mouvementée. Le musée Mouraviov, à Vilna, vient d'éditer un premier volume de matériaux contenant la correspondance politique des gouverneurs généraux de Vilna depuis les débuts de l'insurrection jusqu'à la nomination du fameux général Mouraviov (1er mai 1863[1]). Une préface trop patriote et antipolonaise ne peut diminuer la valeur des documents eux-mêmes ; nous attendons avec impatience les volumes suivants de cette série qui nous conduiront au moment le plus dramatique de l'insurrection en Lithuanie.

M. Sevreïnov a eu l'excellente idée d'écrire une monographie historique de l'abolition du servage suivie d'une histoire des paysans jusqu'aux dernières lois agraires de 1906[2] ; on ne peut pas dire pourtant qu'il ait réussi. Il reconnaît toute la grandeur de l'œuvre, il est plein de sentiments de gratitude envers tous ceux qui l'ont fait aboutir ; mais, en son enthousiasme, le sentiment critique lui fait souvent complètement défaut et son livre prend le caractère d'un panégyrique. L'histoire des paysans avant la réforme de 1861, telle qu'il l'esquisse, n'est pas au courant des derniers travaux russes ; il semble croire à l'existence d'un oukase de 1592 qui aurait institué le servage, alors que cet oukase n'a jamais existé que dans l'imagination de quelques historiens. L'exposé de la question paysanne après 1861 est trop bref et insuffisant ; cette partie de l'ouvrage laisse un sentiment de profonde déception ; avec les documents publiés sur les règnes d'Alexandre III et de Nicolas II, il était possible d'écrire un livre plus complet et plus vigoureux.

G. Gautier.

1. *Vilenski Vremennik*. T. VI : *Arkhivnyie Materialy Mourasiovskavo Mouseia, otnossiastchiacia k polskomou vozstaniou 1863-1864 godov*. Vilna, 1913, LXVI-463 p.

2. A. Sevreïnov, *Krestianskoie diélo po pologéniou 19 février a 1861 g. Istoritcheski obzon*. Saint-Pétersbourg, 1913, 3 vol., IV-327, 426, 200 p.

COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

L. Capitan et Henri Lorin. **Le travail en Amérique avant et après Colomb**. Paris, Félix Alcan, 1913. In-8°, 463 pages, 27 gravures et 6 planches en couleurs. (*Histoire universelle du travail*, publiée sous la direction de Georges Renard.)

Était-il possible d'écrire tout un volume sur la seule histoire du travail dans l'Amérique pré et post-colombienne, surtout en s'arrêtant au seuil des révolutions américaines? Il semble que nos deux auteurs aient constamment fait effort pour grossir et nourrir leur sujet. M. Capitan nous a donné en 160 pages un résumé, qui sera le bienvenu pour nous pauvres profanes, de l'archéologie américaine. L'histoire du travail au sens propre n'y est guère représentée que par quelques chapitres sur les corporations aztèques, quelques détails sur la technique industrielle et sur les classes sociales au Pérou. On se console en apprenant avec lui beaucoup de choses et en contemplant de fort belles planches. On admire à sa suite ces civilisations auxquelles il n'a guère manqué pour égaler les nôtres que trois choses : la roue, le fer et le cheval. Mais quel rapport entre l'histoire du travail et les sacrifices humains au Mexique[1]?

M. Lorin nous a fait un exposé aimable et plutôt optimiste de la colonisation américaine, en passant successivement en revue le Canada, la Nouvelle-Angleterre, la Méditerranée américaine, l'Amérique hispano-portugaise. Comme il s'agit surtout de sociétés vivant de l'agriculture, les développements sur l'histoire du travail industriel sont forcément sommaires. C'est surtout sur le pacte colonial, sur la traite, sur le travail des sucreries antillaises et sur les « réductions » du Paraguay que M. Lorin a dû appuyer pour rentrer véritablement dans son sujet; sur quelques-uns de ces points, il aurait même pu appuyer davantage. Le livre de M. Stewart Mims, *Colbert's West India policy*, lui aurait fourni des données sur le pacte colonial aux Antilles françaises, et il n'a peut-être pas tiré tout le parti qu'il aurait fallu de l'ouvrage de M. de Vaissière sur Saint-Domingue.

Henri Hauser.

1. Pourquoi ce mot bizarre d'*arte plumaria* (p. 85), surtout (p. 154) employé au masculin? P. 143, le *bucchero* devient *buccero*.

Dr Michael Benzerath. **Die Kirchenpatrone der alten Diözese Lausanne im Mittelalter.** Freiburg (Schweiz), Otto Gschwend, 1914. In-8°, xvi-219 pages.

M. Benzerath a dressé jadis avec beaucoup de soin dans la *Revue d'histoire ecclésiastique suisse* (1912 et 1913) *la Statistique des saints patrons des églises du diocèse de Lausanne au moyen âge*, et dans ce volume il tire les conclusions générales qui lui paraissent résulter de ce tableau. Il passe successivement en revue, en autant de chapitres, les églises du diocèse qui n'ont pas de patron, mais un titre, c'est-à-dire celles qui sont dédiées au Saint-Sauveur, à la Trinité, au Saint-Esprit, à la Sainte-Croix; celles qui sont placées sous l'invocation de la Vierge en son Assomption ou en sa Nativité; les églises dédiées aux apôtres (saint Pierre et saint Paul, saint André, saint Jacques le Majeur, saint Jean l'Évangéliste, et il joint à eux saint Jean-Baptiste et saint Sébastien); celles dont les patrons sont des saints romains (Laurent, Clément, Marcel, Silvestre), des saints gallo-romains ou francs (Martin[1], Thyrsus, Symphorien, Didier de Langres, Germain, Hilaire, Léger, Gengoult, etc.), des saints locaux (Maurice, Ours et Victor, Théodule, Imier, Ursicin), des saints allemands (Othmar de Saint-Gall, Ulrich d'Augsbourg, Erhard et Wolfgang, évêques de Ratisbonne), des saints orientaux (Nicolas, Georges, Antoine, Lazare). La division est nette; mais pourquoi avoir placé parmi les saints allemands l'archange saint Michel, sous prétexte que son culte s'est répandu en Allemagne et que la bannière d'Empire portait son image, comme si ce même culte ne se retrouvait en France, où le monastère Saint-Michel-au-Péril-de-la-Mer brilla de bonne heure d'un éclat si vif? A ce compte, il fallait aussi ranger parmi les allemands saint Laurent, puisqu'au dire de l'auteur il fut surtout honoré après la grande victoire remportée par Otton Ier sur les Hongrois le 10 août 955, le jour de sa fête. Pourquoi avoir mis saint François d'Assise, sainte Claire et saint Antoine de Padoue dans le chapitre consacré aux saints orientaux? Au cours de son étude, M. Benzerath présente toute une série d'observations justes et intéressantes sur la popularité de tel saint à telle époque déterminée, sur l'adoption d'un saint par un ordre religieux, saint Pierre par Cluny, sainte Marie par les Cisterciens, les chanoines de Prémontré et les Chartreux, sur l'importance pour le culte d'un saint d'un événement fortuit, par exemple pour saint Nicolas la translation de ses reliques de Myre à Bari en 1087. Mais parfois aussi il émet des hypothèses hasardées. Avec beaucoup de raison, il reproche à Gauss d'avoir soutenu que les églises de Saint-Martin se trouvent dans les anciens établissements romains et le long des voies romaines; mais lui-même n'est-il

1. M. Benzerath ne cite pas sur le culte de saint Martin le beau travail de M. Babut, *Saint Martin de Tours*, Paris, 1912.

pas tombé dans des erreurs analogues quand il affirme, avec des preuves bien fragiles, que le christianisme a pénétré dans le diocèse de Lausanne par la voie de Besançon-Pontarlier et non par l'Italie ou Lyon-Genève, ou encore que les localités en *ens* n'ont été fondées qu'à la fin du VIIe siècle (et le partage des terres dans le royaume burgonde?). Ce qui rend ces études difficiles et incertaines, c'est que l'on ignore la date de la fondation des églises, de presque toutes les églises; quand elles sont citées dans un document, elles sont déjà des églises anciennes. M. Benzerath me paraît souvent assigner aux paroisses[1] une date trop récente. Puis il faut aussi faire, pour expliquer le choix du patron, une part au hasard, au caprice individuel. Des paroisses voisines tiennent à avoir des patrons différents, ne serait-ce que pour avoir un plus grand nombre de fêtes patronales à célébrer. M. Benzerath a raison de dire, en terminant, que l' « hagiogéographie » est encore dans l'enfance — *sie steckt noch in den Kinderschuhen;* — elle en sortira quand elle ne voudra pas être trop ambitieuse, quand elle ne cherchera pas à poser des lois trop générales, quand ses conclusions n'iront pas au delà des observations faites. Avec le livre de M. Benzerath qui, d'ordinaire, se maintient dans de justes limites, elle a fait un grand pas et nous souhaitons que de pareilles études soient entreprises pour nos diocèses français.

Chr. PFISTER.

Edmond ESMONIN. **La taille en Normandie au temps de Colbert.** Paris, Hachette, 1913. In-8°, XXX-549 pages.

« On peut dire », écrit M. Esmonin dans sa préface, « que la royauté a dû sa perte, en grande partie, à ce qu'elle n'a pas su instituer un système fiscal approprié à ses besoins. » Le fait est certain et montre tout l'intérêt que nous aurions à bien connaître le système fiscal de l'ancien régime. Or, nous le connaissons mal, parce que les historiens ont longtemps cru pouvoir l'étudier d'après les textes législatifs, édits ou règlements, alors que ceux-ci, pour la plupart, étaient vite oubliés ou même restaient lettre morte. Nous ne pourrons nous rendre vraiment compte des charges qui pesaient sur le pays qu'à la condition d'interroger la réalité concrète et de descendre « jusqu'au répartiteur qui impose, au contribuable qui paie, au receveur qui encaisse, au juge local qui tranche les contestations ». Mais, pour mener à bien pareille enquête, il faut consulter une quantité énorme de documents très divers. Il faut donc se borner d'abord à des monographies d'impôts ou même n'étudier chaque impôt que dans une seule province et

1. Ou pour mieux dire aux oratoires, qui plus tard sont devenus des paroisses.

pendant une courte période déterminée. C'est ce qu'a fait M. Esmonin pour *la Taille en Normandie au temps de Colbert.*

Du moins son étude est-elle aussi complète et approfondie qu'il était possible. M. Esmonin commence par définir la taille; et tout de suite l'un des caractères essentiels des institutions de l'ancien régime se révèle par l'impossibilité de formuler une définition précise. La taille, écrit M. Esmonin, était « un impôt levé par le roi sur certains de ses sujets à raison de leur fortune ou de leur revenu ». On disait, au XVIIe siècle, avec moins de précision encore, c'est-à-dire avec plus d'exactitude : à raison de leurs facultés. Car la taille, — M. Esmonin le constate lui-même, — n'est jamais uniquement assise ni sur la fortune, c'est-à-dire sur les biens, ni sur le revenu ; et l'on s'en aperçoit quand on essaie de distinguer l'une de l'autre la taille personnelle et la taille réelle. M. Esmonin s'y est efforcé au chapitre VI et, s'il a bien montré l'insuffisance des définitions anciennes, je ne crois pas qu'il les ait remplacées par une formule beaucoup plus claire, en indiquant que la taille est réelle lorsqu'elle est assise sur les biens, sans égard à leur possesseur, et personnelle quand elle est levée sur les personnes en considération de leurs biens. Comme M. Esmonin a soin d'ajouter qu'elle n'est jamais levée uniquement sur les personnes et qu'il vaudrait mieux l'appeler mixte que personnelle, comme d'autre part il a écrit au début du même chapitre : « L'impôt est toujours levé sur l'ensemble des revenus du contribuable, nulle part la taille n'est uniquement mise sur les immeubles », la distinction ne me paraît pas bien facile à saisir.

Après avoir essayé de définir la taille, M. Esmonin en étudie le fonctionnement. Il nous montre le Conseil fixant la taille du royaume et la répartissant, par le *brevet*, entre les généralités; puis, quand il a reçu des intendants et des trésoriers généraux leur « avis sur le brevet », dressant, pour chaque généralité, la *commission*, qui répartit la taille entre les élections. Il nous apprend comment l'intendant, assisté de trois élus et d'un trésorier de France, en fait le *département* entre les paroisses et comment les collecteurs, élus par les paroisses, établissent enfin le *rôle* des taillables. Puis c'est l'assiette après la répartition, l'assiette en Normandie, c'est-à-dire en pays de taille personnelle ou mixte. Quels sont les taillables? D'après quels principes les collecteurs procèdent-ils à l'établissement des rôles? Où les taillables doivent-ils être imposés lorsqu'ils ont des biens dans plusieurs paroisses? Qu'arrive-t-il lorsqu'ils transportent leur domicile d'une paroisse à l'autre? Quels sont les exempts et à quel titre le sont-ils? Autant de questions que M. Esmonin étudie en grand détail. Et c'est enfin la perception, avec tous les moyens de contrainte qu'emploient les collecteurs contre les taillables et les receveurs contre les collecteurs eux-mêmes. Car M. Esmonin insiste avec raison sur ce fait que chaque paroisse formait une unité fiscale dont les collecteurs

étaient mandataires : l'administration ne connaissait que la paroisse; elle ne descendait pas jusqu'aux individus.

Peut-être pourrait-on reprocher à M. Esmonin d'avoir étendu ses recherches hors des limites qu'il s'était assignées. Mais lorsque, après de multiples exemples pris en Normandie et à l'époque de Colbert, il en emprunte quelques autres encore à d'autres provinces ou à d'autres temps, que fait-il, sinon donner toute leur valeur aux résultats de son enquête? Et pouvait-il éviter même les digressions véritables? L'histoire administrative de l'ancien régime est encore si mal connue qu'il faut souvent, pour élucider une question, étudier soi-même les questions voisines. Dans la répartition de la taille, par exemple, différents officiers royaux jouent un rôle; ce sont les trésoriers généraux, les trésoriers de France, les élus; et leur rôle, au XVIIe siècle, n'a plus, à beaucoup près, la même importance qu'un siècle auparavant. Mais qui nous renseignera, — si ce n'est M. Esmonin, — sur leurs attributions primitives, sur les efforts qu'ils ont fait pour les conserver, sur la manière dont ils les ont perdues? De là, au chapitre II, un paragraphe sur les trésoriers généraux et un autre sur la façon dont leur syndicat, — en 1648, — avait défendu leurs privilèges; au chapitre III, un autre paragraphe encore sur les élus, sur le syndicat qu'ils formèrent à leur tour et qui se ligua avec celui des trésoriers généraux pour obtenir du pouvoir royal la suppression des intendants. Digressions sans doute, mais qui nous font mieux comprendre l'état des choses au temps de Colbert. Seul, au chapitre II, le long développement sur l'origine des intendants, si intéressant qu'il soit, n'était évidemment pas indispensable[1].

M. Esmonin, qui n'étudie la taille qu'en Normandie au temps de

1. Voici, d'après M. Esmonin, quelle aurait été l'origine des intendants. La façon dont les trésoriers généraux faisaient le département de la taille entre les paroisses provoquait des plaintes incessantes. Le roi envoya d'abord, dans certaines provinces, des commissaires royaux pour corriger les irrégularités de la répartition; puis comme ces commissaires extraordinaires, qui connaissaient mal le pays, provoquaient des plaintes également, on jugea nécessaire de les rendre permanents. Mais il existait déjà dans chaque généralité (nous ne savons pas depuis quand) des maîtres des requêtes chargés de surveiller la justice et que l'on appelait des intendants de justice; on se contenta d'ajouter à leurs attributions la surveillance des impositions, ce qui fit d'eux des intendants de justice et finances. M. Esmonin croit, sans en être certain, que le plus ancien règlement à ce sujet fut celui du 22 août 1642. En tous cas, la fonction d'intendant ne fut pas créée en bloc, mais par des mesures successives. Puis, en juillet 1648, les efforts combinés du syndicat des trésoriers de France, du syndicat des élus, de la Cour des aides et du Parlement obtinrent la suppression des intendants. Mazarin les rétablit, mais subrepticement pour ainsi dire, sans leur attribuer ni une résidence fixe, ni des pouvoirs complets. Ce fut seulement après 1662, et par la volonté de Colbert, que l'institution des intendants prit le caractère et l'importance qu'elle devait garder jusqu'à la fin de l'ancien régime.

Colbert, se défend de conclure sur la taille en général, et, pour mieux dire, il ne conclut pas du tout. Dans son dernier chapitre, il se contente de montrer, à propos du recouvrement de la taille, les conséquences économiques des mesures prises par Colbert, dans tout le royaume d'ailleurs et non pas seulement en Normandie. Mais les conclusions de l'enquête se dégagent d'elles-mêmes et, que M. Esmonin le veuille ou non, elles débordent le cadre étroit où il a prétendu s'enfermer.

Conclusions, d'abord, sur la politique fiscale de Colbert. M. Esmonin insiste à mainte reprise sur les efforts tentés par Colbert pour réprimer les abus, pour améliorer la répartition, l'assiette, la perception de la taille; ces efforts, il les loue sans restriction. Mais que constate-t-il dans son dernier chapitre? Qu'après 1673 Colbert, dans son unique souci de procurer de l'argent au roi, en vient à abandonner les réformes qu'il avait jugées le plus nécessaires et à soutenir les financiers contre les intendants, c'est-à-dire à renier et à ruiner son œuvre; que d'ailleurs ces mêmes réformes n'avaient pas produit les bons résultats qu'il en attendait, car, si les impositions avaient été diminuées, la rigueur plus grande de la perception en avait rendu la charge plus lourde et les vices plus apparents. Qu'est-ce à dire, si ce n'est constater la stérilité d'une politique fiscale qui se bornait à améliorer un système d'impositions mauvais dans son principe, c'est-à-dire à le rendre plus mauvais encore, puisqu'en accroissant son rendement on lui faisait produire plus vite ses funestes et inévitables effets : misère et mendicité.

Conclusions sur la taille elle-même. Celles-ci ne sont pas nouvelles, mais l'étude de M. Esmonin les fait apparaître avec une netteté plus grande. La taille était un impôt très lourd, arbitraire, vexatoire, qui ouvrait la porte à tous les abus. C'est arbitrairement, à proportion des seuls besoins, que le Conseil fixe le chiffre de la taille et la répartit entre les généralités; c'est arbitrairement que se fait aussi le partage entre les élections, car M. Esmonin nous montre combien insuffisante était l'enquête qui précédait l'avis sur le brevet; c'est arbitrairement, d'après les rôles antérieurs et la facilité plus ou moins grande des recouvrements, que l'intendant et les élus font le département de la taille entre les paroisses; c'est arbitrairement enfin que les collecteurs dressent les rôles, puisqu'il leur est interdit de se faire présenter les actes publics qui seuls pourraient les renseigner et qu'ils en sont réduits à taxer chaque taillable « en leur âme et conscience », c'est-à-dire à leur gré. Et ce perpétuel arbitraire explique le fourmillement des abus; abus de toutes sortes, si nombreux et si variés qu'il est probablement impossible d'en dresser la liste complète; abus indispensables d'ailleurs et qui tenaient si bien à l'essence même de la taille que seuls, — les réformes de Colbert l'ont prouvé, — ils en rendaient le poids supportable!

Au total, le livre de M. Esmonin est sans doute l'étude la plus

ample, la plus solide et la plus suggestive qui ait paru, dans ces dernières années, sur l'histoire administrative de l'ancien régime. Je ne ferai guère à son auteur qu'une objection. Ne croit-il pas qu'il s'abuse lorsqu'il forme le souhait que son enquête en provoque d'autres, qui seules permettront enfin une étude d'ensemble sur la taille? Ces monographies qu'il réclame, je crains bien, pour ma part, qu'il ne les ait tout au contraire rendues impossibles. Quel est l'historien, si courageux et désintéressé soit-il, qui ne reculera pas devant la lourde tâche de refaire, pour la Bourgogne au temps de Colbert ou pour la Normandie pendant quelque période du XVIIIe siècle, l'énorme travail que s'est imposé M. Esmonin, avec la presque absolue certitude d'aboutir à des résultats tout semblables et pour l'unique satisfaction d'appuyer sur quelques preuves de plus des conclusions qu'il n'aura même pas eu le plaisir de dégager lui-même?

G. PAGÈS.

A. AMBROSI. **Histoire des Corses et de leur civilisation.** Bastia, 1914. In-16, VII-607 pages, 50 gravures hors texte.

Le livre du professeur du lycée de Bastia est un ouvrage de vulgarisation, écrit pour maintenir vivants chez les Corses la conscience de leur passé historique, l'amour de leur île et celui de la grande patrie. Mais c'est un ouvrage de vulgarisation exécuté par un homme qui connaît à fond l'histoire du pays, qui a patiemment étudié les événements sur place, qui a pénétré les mœurs de cette population si originale et d'un charme aussi attachant que le sol qu'elle habite.

Le volume s'ouvre par une solide introduction géographique, où l'on retrouve l'influence des meilleurs maîtres. Il est en effet peu de pays où la géographie ait, à ce point, agi sur l'histoire. La distinction entre pays d'en deçà et pays d'au delà, *banda di fuori* et *banda di dentro*, Golo et Liamone; l'isolement des populations et la vie en *pievi*, isolement que les Génois s'appliquaient à maintenir grâce à leurs routes rares et ardues (l'une d'elles s'appelle la *Spelunca*), à leurs ponts plus rares encore; la prédominance d'une économie pastorale dévastatrice sur l'agriculture; la persistance du régime du clan, du banditisme et de la vendetta, ces traits spécifiques de l'histoire corse sont inscrits dans la géologie, dans le relief, dans le climat et dans la flore de cette espèce d'Albanie insulaire. Moins une île montagneuse, a dit Ratzel, qu' « un pays de montagnes dans la mer ».

Sur cette forte base, M. Ambrosi a posé une série de tableaux de la civilisation corse, Corse antique, Corse féodale et sarrasine, pisane et génoise. Avec ces tableaux alterne, période par période, le récit des événements. Avouerai-je que le lecteur continental préfère les tableaux aux récits, sauf pour les époques où l'histoire de la Corse devient partie intégrante de l'histoire générale, notamment lors de la lutte des

Bourgogne-Habsbourg et des Valois pour la maîtrise de la Méditerranée, époque de la première et éphémère domination française en Corse ?

La Corse rentre dans le cadre de notre histoire au XVIIIe siècle, d'abord comme un enjeu dans les querelles européennes, puis, à partir de 1755-1768, comme une citadelle contre la thalassocratie britannique. L'histoire de l'annexion française est pleine d'enseignements. Si la politique hautaine de Choiseul ne voit dans la Corse qu'une série de promontoires où installer, à l'espagnole, des « présides », le gouvernement de Louis XVI pratique une méthode de douceur, de ménagements qui ne tarde pas à porter ses fruits : le 30 novembre 1789, la Corse se donne à la France. Cette belle conquête de la liberté ne devait pas être durable.

Pour expliquer les troubles qui suivirent, l'agitation séparatiste et paoliste, la création du royaume anglo-corse, M. Ambrosi (p. 473) incrimine la Constitution civile du clergé. Pourtant lui-même nous prouve (ibid., n. 1, avec une note non suspecte de Pozzo di Borgo) que, « d'une manière générale, elle avait donné lieu à peu de difficultés ». Là, comme en beaucoup d'autres pays, il y eut une agitation toute factice, habilement entretenue. Joignez-y les maladresses des commissaires, l'échec de l'expédition de Sardaigne, la lutte de clans, Arena contre Paoli, et l'ambition du « héros corse ». Dirai-je que dans le récit de M. Ambrosi et malgré l'admiration que l'historien professe pour Pascal Paoli, le personnage m'apparaît comme très grossi, avide d'honneurs, de titres et de louanges, médiocre politique et qui, après s'être révolté contre la France, se laissera jouer par les Anglais?

Je crois aussi que M. Ambrosi s'exagère les mérites, — j'entends les mérites proprement corses, les services rendus à la petite patrie, — de l'autre grand nom, du plus grand nom de l'histoire insulaire, de Bonaparte. Il a fait plus que de doter l'île, comme on l'a dit, « d'une fontaine et d'une promenade », mais il n'a jamais pris la peine d'y penser qu'entre deux campagnes, et ce grand bâtisseur de voies n'a même pas su mener à bonne fin la route d'Ajaccio à Bastia. Toujours est-il que « le Corse », par une éclatante communauté de gloire et de souffrance, a lié indissolublement son île à la France. Disons encore que, de tous les hommes d'État antérieurs et postérieurs, Bonaparte est celui qui a le mieux compris le genre de gouvernement qui convenait au « pays de montagnes dans la mer » : un gouvernement qui tiendrait plus du protectorat quasi colonial que de l'administration bureaucratique.

Ce programme, Napoléon l'a tout juste ébauché. Ses successeurs ont vu trop souvent dans la Corse une matière électorale plutôt qu'une terre à faire vivre et progresser et ils n'ont pas craint d'y ressusciter la politique de clan[1]. Le dernier chapitre du livre est assez attristant,

1. Voir p. 577 : « Le jour où un homme politique se fit fort de rallier le pays

surtout pour qui sait combien la réalité dépasse encore les critiques très mesurées de M. Ambrosi. L'une des besognes qui s'imposeront à la France après la guerre, ce sera de payer sa dette envers la Corse. Dette qui s'accroît tous les jours, à mesure que les insulaires répandent plus généreusement leur sang sur les champs de bataille.

Avec sa disposition claire, ses notices bibliographiques précises et suffisantes, ses résumés, ses lectures, son illustration strictement documentaire, le livre de M. Ambrosi sera un vade-mecum pour l'instituteur corse désireux de donner à ses jeunes compatriotes le sens de l'histoire corse, et pour les continentaux une introduction à toute étude sur le passé de l'île[1].

Henri HAUSER.

Gyula SZEKFÜ. **A számüzött Rákóczi** (Jules Szekfü, *Rákóczi en exil*). Budapest, Académie hongroise, 1913. In-8°, 418 pages.

Rákóczi, le dernier avant Kossuth des héros de l'indépendance nationale, est en Hongrie l'objet d'un culte dont Coloman de Thaly a été l'initiateur et le propagandiste. Au « culte », M. Szekfü a voulu opposer l'histoire; il a voulu traiter scientifiquement, objectivement, comme il dit, une question qu'il tient pour purement historique, et ses notes critiques, surtout la grande note des pages 369-75, marquent bien sa position et la différence entre son point de vue et celui de ses prédécesseurs; elles justifient le jugement qu'il porte, en termes au demeurant parfois un peu trop vifs, sur la « science » de Thaly. Mais le jeune historien, Hongrois de naissance et d'éducation, est archiviste aux archives d'État à Vienne. Il n'en a pas fallu plus pour qu'une opinion publique, rendue justement susceptible et défiante par des siècles de luttes nationales, le soupçonnât d'être l'instrument conscient, volontaire, d'un complot antinational, impérial, centraliste. En vain il a protesté, démontré le caractère tout scientifique de son livre. Du moins a-t-il la consolation de voir un grand nombre des historiens hongrois les plus réputés appuyer son affirmation, et, sans taire ni

au régime nouveau et tint parole, le gouvernement lui abandonna les citoyens dont il disposait à sa guise. » Je me permets de renvoyer aux deux études que j'ai données en 1907 et que M. Ambrosi cite, p. 595, n. 1.

1. Il faut que je cherche à l'auteur quelques chicanes. D'abord cette référence bizarre : *Bulletin de la Société des sciences corses* (pour de la *Société des sciences, etc., de la Corse*). Certains personnages sont jugés un peu vite. Lacombe Saint-Michel est, p. 493, « un des hommes les plus énergiques du temps..., efforts presque surhumains..., activité débordante... » P. 494, on nous dit : « Ce n'était là souvent que fanfaronnades et exagération », et on nous le montre abandonnant Bastia un peu vite. — Il est un peu excessif de faire remonter (p. 203) l'usage de la *vendetta* à la domination de la banque de Saint-Georges. M. Ambrosi lui-même nous a cité des cas de vendetta fort antérieurs.

atténuer leurs réserves sur les idées de l'auteur, proclamer la valeur scientifique de son livre. Un homme d'État qui est en même temps un historien de mérite, le comte Jules Andrássy, s'il n'admet pour ainsi dire aucune des conclusions de M. Szekfü, s'il en a tenté la réfutation d'ensemble par des arguments souvent séduisants, a voulu affirmer, en même temps que les qualités du jeune auteur et le mérite de son travail, le droit absolu de la vérité scientifique : la liberté de l'erreur même sert la vérité. C'est ainsi que, dans cette nouvelle « affaire », M. Szekfü est devenu, sans y avoir songé peut-être, en tout cas sans l'avoir cherché, le champion et un peu la victime des droits de la science ; honneur dont, au reste, son livre le montre tout à fait digne.

Deux sources précieuses auxquelles il a été le premier à pouvoir puiser largement, — la correspondance d'Andrezel, ambassadeur de France à Constantinople de 1725 à 1728, qui eut avec Rákóczi des relations suivies, et les papiers du « baron » de Vigouroux, le dernier en date et le plus curieux de ces agents étrangers auxquels le prince remettait le soin de ses négociations diplomatiques avec une confiance qu'à l'honorable exception du Français Bon ils payèrent tous de trahison, — et une source tout à fait nouvelle, les correspondances des ambassadeurs impériaux à Paris et à Constantinople, qui sont conservées aux archives de Vienne, lui ont permis de renouveler l'histoire de l'exil de Rákóczi, surtout dans les tristes années de Rodosto. Dépaysé à la cour de France après la mort de Louis XIV, son idéal et son grand protecteur, Rákóczi se rend avec empressement en Turquie, à l'appel que lui adresse en 1718 le sultan en guerre contre l'empereur. Mais l'échec des Turcs et celui d'Albéroni, qui lui avait un moment fait une place dans ses combinaisons, détruisent ses espérances : à Passarowitz, l'empereur réclame son extradition. La résistance de l'honneur turc et l'intervention des puissances protestantes le sauvent ; mais la Turquie doit s'engager à éloigner le rebelle des frontières de la Hongrie. Rákóczi est alors interné d'abord à Yénikeui, puis, à partir de 1720, à Rodosto. C'est l'isolement, loin de la politique internationale à laquelle son esprit vif et agile s'intéresse toujours ardemment, mais dont les bruits et les nouvelles ne lui parviennent plus qu'avec des retards de six mois et plus, de sorte que d'avance sont démentis et frappés de stérilité tous les grands projets qu'il ne cesse de forger. C'est la misère aussi : le « taïn » que lui allouent les Turcs a été réduit ; les pensions qu'il devait à la munificence de Louis XIV sont diminuées, suspendues, parfois supprimées ; la banqueroute de Law a englouti une grande partie de ses ressources ; il lui faut de l'argent cependant, non pas tant pour sa cour, devenue bien modeste, mais pour les missions diplomatiques de ses agents étrangers, qui ne se contentent pas de leurs gains d'espions impériaux. Ses gentilshommes magyars portent le poids de cette situation : avec le fidèle et excellent Mikes, il a une fois, à propos de comptes, une scène pénible. Les Magyars se

désolent de voir trahi et grugé par ces « Français » le prince auquel ils conservent jusqu'à la mort, et au delà, un attachement aveugle, un dévouement sans espoir, une véritable adoration. Les idées de Rákóczi retardent d'un quart de siècle. Depuis la paix d'Utrecht, il ne compte plus politiquement pour la France. Andrezel, nouveau venu à Constantinople, paiera d'obligeance et de compliments les précieux conseils de son expérience de l'Orient, mais Bonnac avant Andrezel, et Villeneuve après lui, n'ont pour Rákóczi ni sympathie, ni parfois même les plus simples égards, et le gouvernement français ne songe plus à de grandes entreprises en Orient. Pour Vienne, Rákóczi est toujours le rebelle dangereux, le fauteur d'intrigues et de complots. En 1729, fatigué, étouffant dans son exil, soucieux aussi d'assurer l'avenir de ses fils, qu'il voit incapables de soutenir le rôle historique de sa famille, il conçoit le singulier projet d'épouser une princesse Jablonowska, et, sans renoncer formellement à la Transylvanie, de mener en Pologne, avec les revenus des immenses domaines de la princesse, l'existence qui convient à son rang. S'il est sincère, répond le prince Eugène, qui peut-être n'a pas si tort de soupçonner une arrière-pensée, qu'il remplisse sans conditions son devoir de sujet, qu'il prête serment à l'empereur; et, au même moment, pour comble de malchance, des espions révèlent à Vienne les projets que Rákóczi avait autrefois formés pour allumer contre l'empereur une guerre générale. La succession de Pologne lui ouvre des perspectives nouvelles; Bonneval, dans ses plans, lui attribue un rôle personnel : il devrait, rejoignant par la Bosnie les troupes françaises qui auraient envahi la Croatie, marcher sur Buda et s'y faire couronner roi de Hongrie. Mais c'est alors qu'il est contraint de se défendre contre les soupçons de Versailles où, sur les déclarations d'un des agents qui le trahissent, on l'accuse de jouer double jeu, et il meurt le 8 avril 1735, préoccupé surtout dans ses derniers jours de détruire cette mauvaise impression et d'apprendre quelles sont vraiment à son égard les dispositions de la France.

La véritable originalité du travail de M. Szekfü est dans sa partie psychologique. C'est, en effet, un problème psychologique que celui de ce prince exilé, sans fortune, sans appuis, sans racines même désormais dans son pays, qui n'en continue pas moins à espérer et à entreprendre, qui forge des projets, qui, malgré les refus polis et parfois les avanies, persiste dans les attitudes, dans les ambitions, dans les prétentions d'un souverain, qui, par ailleurs, vivant des subsides de la Porte, ne veut l'aider dans la lutte contre l'empereur que moyennant un traité diplomatique bien en forme, avec des garanties pour ses droits et ceux de la Hongrie; qui de même, pour se lier avec l'Espagne d'Albéroni, exige avant tout une alliance en règle, et qui, enfin, au moment où la nécessité le contraint de faire des avances à l'empereur, croit pouvoir poser des conditions et, au lieu d'une soumission, offrir une réconciliation. Pour M. Szekfü, la clef du problème est dans l'idée que Rákóczi se fait de ses droits de prince. Au moyen des écrits d'exil,

il nous le montre se construisant, sous l'influence de Bossuet, une politique tirée de l'Écriture sainte, se réclamant du droit divin avec autant d'énergie et de conviction que ce Louis XIV pour lequel il a eu une admiration sans bornes et un véritable culte. De la royauté légitime de Louis XIV à la principauté élective, insurrectionnelle de Rákóczi, n'y a-t-il pas cependant un abîme? Une simple hypothèse historique sur l'origine de la royauté chez les Hébreux (p. 236-237) suffit à Rákóczi pour rassurer son esprit et sa conscience et lui permettre de revendiquer le titre du droit divin avec toutes ses conséquences. Jusqu'à son arrivée en France, il a mené une existence fort mondaine. Mais, à peine à Paris, il cherche la paix de l'âme à l'ombre du couvent des Camaldules de Grosbois; il tourne à une religiosité mystique. Or, à son élection, il a juré aux États de Transylvanie de défendre leurs droits sans faiblir; entre eux et lui un lien s'est donc formé, à ses yeux, que rien ne peut rompre; jusqu'à la mort, il restera prisonnier de son serment. — La thèse est originale, très fine, très élégamment exposée, très habilement défendue. Est-elle aussi solide que fine, et la démonstration aussi probante qu'élégante? A tout le moins elle paraît exagérée dans son exclusivisme. Cette conviction mystique a été très certainement l'un des mobiles de l'action de Rákóczi, mais, très vraisemblablement, elle n'a pas été le seul, et jusqu'au bout il s'est, dans sa conduite, inspiré non seulement d'idées et d'idéals, mais de considérations politiques très réelles et très pratiques et du soin des intérêts nationaux de la Hongrie.

M. Szekfü compose fort bien et écrit d'un style précis, ferme et élégant. Il cède un peu trop à son penchant pour une ironie mordante. Péché de jeunesse sans doute, mais peut-être quelque chose de plus. Même si l'on admet son Rákóczi victime d'un mirage de souveraineté, était-il nécessaire, pour peindre l'audience que le prince accorde à Boissimène, envoyé plus ou moins officieux d'Albéroni, de prendre les couleurs de la cérémonie du *Bourgeois gentilhomme?* Quelques erreurs de ton ont ainsi fait grand tort à ce livre qui cependant veut présenter et présente effectivement un Rákóczi sympathique. Sympathique parce qu'humain, réel, avec ses faiblesses et ses misères. L'exactitude historique veut qu'on dise que Rákóczi, après une défaite, quitte ses compagnons pour aller s'amuser en Pologne, que sa sensualité est peu délicate et peu discrète, qu'il a vécu à Paris des redevances du tripot de l'hôtel de Transylvanie; mais c'est qu'aussi, dit M. Szekfü, ce temps était moins raffiné ou moins hypocrite que le nôtre, c'est que ces gentilshommes hongrois, grands et forts hobereaux, habitués à la vie du plein air, étaient des hommes en chair et en os, dont seule une histoire conventionnelle peut faire de pâles héros romantiques, consumés par le feu de la liberté, et, pour l'hôtel de Transylvanie, rien ne prouve que le prince ait connu les trafics qui s'y abritaient de son nom. « L'histoire qu'écrivent les hommes a pour sa plus belle mission d'évoquer de monceaux de papiers morts des figures humaines, qui

expriment des désirs, des efforts et des passions humains. » M. Szekfü s'est acquitté de la tâche qu'il définit ainsi (p. 51) avec une conscience historique scrupuleuse et une indiscutable maîtrise. Son livre appelle des réserves qui viennent d'être nettement indiquées. Ce n'en est pas moins un livre tout à fait remarquable et l'œuvre pleine de promesses d'un talent qui, discipliné et mûri, donnera à la science hongroise un historien de premier ordre.

Louis EISENMANN.

Études et documents sur la guerre. — I. É. DURKHEIM et E. DENIS. *Qui a voulu la guerre? Les origines de la guerre d'après les documents diplomatiques.* — II. André WEISS. *La violation de la neutralité belge et luxembourgeoise par l'Allemagne.* — III. Joseph BÉDIER. *Les crimes allemands d'après les témoignages allemands.* — Paris, Armand Colin, 1915. 3 brochures in-8°, 65, 37 et 39 pages. Chaque brochure, 0 fr. 50.

Un comité s'est formé, sous la présidence de M. Ernest Lavisse, pour publier des documents sur la guerre actuelle et des études fondées sur des documents et exclusivement sur des documents, des études qui sont déjà de l'histoire. En montrant l'enchaînement des faits qui ont précédé l'ouverture des hostilités, en suivant les négociations qui ont eu lieu la veille même à Vienne, à Berlin, à Petrograd, à Londres et à Paris, MM. É Durkheim et E. Denis ont démontré avec une grande netteté et *luce clarius* que la responsabilité immédiate de cette guerre remontait à l'Allemagne et à l'Allemagne seule : l'empereur Guillaume n'avait qu'une parole à prononcer pour que la lutte n'eût pas lieu, et il n'a pas prononcé cette parole. La France n'a pas voulu la guerre : encore le 31 juillet, M. Viviani prévenait les ambassadeurs de France que notre mobilisation constituait une simple mesure de préservation qui n'empêcherait pas le gouvernement de poursuivre les pourparlers pour la paix, et, pour que tout incident fût évité, les troupes françaises reçurent l'ordre de laisser une zone de dix kilomètres entre elles et la frontière. Il n'est pas davantage possible de mettre en cause l'Angleterre, qui a suscité toutes les tentatives de conciliation et qui n'a armé qu'après la violation de la neutralité belge. De son côté, la Russie, qui ne pouvait se désintéresser du sort de la Serbie, a conseillé à celle-ci la soumission jusqu'à un point au delà duquel c'en est fait de l'indépendance d'une nation et elle n'a mobilisé le 31 juillet qu'après la mobilisation autrichienne. L'Autriche a sans doute une grande part de responsabilité, mais elle n'a pas cherché, ce semble, une conflagration générale; elle avait la conviction profonde que la Russie la laisserait faire, comme en 1909, après l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine; quand elle comprit que la guerre menaçait de devenir européenne,

elle devint pacifique, et c'est à ce moment que l'Allemagne, qui sentait la lutte lui échapper, lançait, dans la nuit du 31 juillet au 1er août, son ultimatum à la Russie. MM. Durkheim et Denis ont mille fois raison de répéter : « C'est elle[1]. » — Le jurisconsulte bien connu, M. André Weiss, définit exactement ce qu'il faut entendre par neutralité perpétuelle et rappelle dans quelles circonstances les cinq grandes puissances (Autriche, France, Grande-Bretagne, *Prusse* et Russie) ont reconnu, le 20 janvier 1831, la neutralité de la Belgique, le 11 mai 1867 celle du Luxembourg; cette fois-ci, l'Italie, qui marchait alors vers son unité, s'était jointe aux cinq puissances; le roi Guillaume Ier de *Prusse* signa le traité. M. Weiss raconte ensuite comment, de la façon la plus odieuse, cette neutralité des deux états fut violée; il n'a pas de peine à réfuter les justifications tentées après coup par l'Allemagne qui, au début, plus franche, n'avait allégué que la nécessité. Et il souligne ce mot *chiffon de papier*, — scrap of paper (cf. *supra*, p. 224), — que le chancelier prononça le 4 août dans sa conversation avec Sir Edward Goschen; les historiens ne cesseront de le répéter dans l'avenir le plus éloigné. — Nous avons signalé plus haut, p. 176, l'article de M. Bédier dans la *Revue de Paris* sur les atrocités allemandes. Cet article est repris ici, mais avec la vue même des documents; on a reproduit en effet par la photographie les carnets des militaires allemands se vantant des crimes commis par eux : civils fusillés, villages brûlés, pillages en règle; on y verra la page des *Münchner neueste Nachrichten* où le lieutenant Eberlein se vante d'avoir fait asseoir au milieu de la rue, sur des chaises, des habitants de Saint-Dié pour empêcher les Français de tirer sur sa compagnie, et celle du *Jauersches Tageblatt*, où le sous-officier Klemt raconte les exploits du 154e régiment d'infanterie saxonne à Hannonville et félicite ses soldats d'avoir, en achevant les blessés, économisé à l'Allemagne les frais d'entretien de prisonniers. Qu'opposer à de semblables témoignages, tous empruntés aux Allemands mêmes?

C. Pf.

1. P. 17, il est dit que la Serbie remit sa réponse à la note austro-hongroise le 25 juillet à 5 heures 45; p. 19, à 5 heures 25. Peu importe du reste, le délai pour la réponse expirait à 6 heures du soir (*Livre jaune*, p. 43, note).

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

Histoire générale.

— Walter-F. Wislicenus. *Der Kalender in gemeinverständlicher Darstellung* (2e éd., Leipzig, B.-G. Teubner, 1914, in-16, 118 p. Forme le t. 69e de la collection : *Aus Natur und Geisteswelt*). — Cette seconde édition, dont l'auteur est mort, est la reproduction pure et simple de la première. Nous rappelons qu'après de très courtes considérations techniques sur la division en jours, en mois et en années solaires ou lunaires, Wislicenus fait un historique du calendrier chez les chrétiens, les juifs, les musulmans et du calendrier révolutionnaire. L'histoire du calendrier n'est pour lui qu'une partie de la chronologie; on lui demanderait en vain des renseignements sur les indictions, les lettres dominicales, les épactes, etc.; on trouvera en appendice une double table de la date de Pâques d'après le calendrier julien de 600 à 2000 et d'après le calendrier grégorien de 1583 à 2000. — C. Pf.

— Albert Wirth. *Rasse und Volk* (Halle, Max Niemeyer, 1914, in-8o, vi-353 p.). — Dans cet ouvrage, M. Albert Wirth, petit-fils de J.-G.-A. Wirth qui écrivit une *Histoire des Allemands* en six volumes (1842 et années suivantes), et auteur déjà lui-même de différents ouvrages[1], montre des connaissances fort étendues et variées et un esprit ouvert à toutes les grandes questions pendantes, sans parti pris ni préjugé. Il sait sourire des exagérations pangermanistes et militaristes et des utopies ariennes à la Chamberlain. Il n'est pas pédant comme tant de ses confrères en ethnographie et ses développements se lisent avec agrément comme s'écoute une vive causerie. Il touche en passant à nombre de sujets et est fécond en rapprochements heureux et inattendus. L'humour ne lui manque pas et rend sa vaste érudition souriante. C'est en se jouant qu'il traite, sans s'y attarder, les plus subtiles questions de linguistique, et il n'ignore pas les erreurs que cette science a fait faire à l'ethnographie[2]. Les rubriques sous lesquelles il groupe ses matériaux caractérisent son genre d'esprit et son horreur de la banalité; elles méritent d'être reproduites ici : les chercheurs (Gobineau y prend une grande place, Gœthe y voisine avec Bismarck et

1. *Wachstum der Vereinigten Staaten von Amerika; Volkstum und Weltmacht in der Geschichte; Geschichte Asiens und Osteuropas*, etc.

2. Mais il aurait pu corriger ses épreuves avec plus de soin, et son style a parfois trop de laisser aller, au point de devenir obscur par excès de concision.

Nietzsche, les psychologues avec les philologues, les orientalistes avec les socialistes) ; théorie de la race et ses erreurs ; la pratique (long développement sur la dépopulation) ; la politique (en quoi elle est influencée par la race, nationalisme et antisémitisme, le péril jaune, le péril slave, etc.) ; qu'est-ce qui est allemand ? Jésus fut-il un Arien ? impérialisme, politique industrielle et coloniale, etc. Bref, l'on ne s'ennuie pas dans sa société, il vous fait faire le tour du monde et le tour de l'histoire sans qu'on s'en doute. Il résume (p. 78) sa théorie de la race en ces termes : il n'a jamais existé de races pures, les races sont un postulat, car sans cette hypothèse la connaissance des peuples et de leur histoire est impossible. Il en est, dit-il ailleurs, de la race comme de l'âge d'or : elle est bien plus le produit d'une évolution qu'un point de départ. Il a aussi (p. 71) le courage de dire que peu d'Allemands sont de race vraiment germanique. Th. SCHOELL.

— Paul LEHMANN. *Vom Mittelalter und von der lateinischen Philologie des Mittelalters* (Munich, Oskar Beck, 1914, in-8°, 25 p.; prix : 1 m. 20). — L'auteur, professeur à l'Université de Munich, a pris la direction des *Quellen und Untersuchungen zur lateinischen Philologie des Mittelalters*. Dans cette brochure, il recherche quand a pris naissance la conception d'un moyen âge ; il prouve que les littérateurs latins de la Renaissance ont distingué, entre la période ancienne et leur époque où réapparurent les pures formes du classicisme, un âge intermédiaire, et il trouve l'expression de façon nette pour la première fois en 1469 dans la dédicace d'une édition d'Apulée que fit, à la mémoire de Nicolas de Cuës, l'évêque Jean Andréa d'Aleria en Corse. Puis il passe en revue les études consacrées aux auteurs latins de ce moyen âge depuis les débuts du XVIe siècle jusqu'à nos jours, rendant hommage pour finir à Ludwig Traube, le collaborateur fidèle des *Monumenta*, le créateur du séminaire de Munich pour l'étude des auteurs latins du moyen âge, qui sont édités et étudiés désormais avec le même soin que les écrivains de la haute latinité.

C. PF.

— Hermann WÄTJEN. *Das Judentum und die Anfänge der modernen Kolonisation* (Berlin-Stuttgart-Leipzig, W. Kohlhammer, 1914, 72 p.; prix : 1 m. 50). — M. Wätjen tient à prouver, en combattant les hypothèses fantaisistes de M. Sombart, que les Juifs n'ont joué qu'un rôle insignifiant dans les origines de la colonisation moderne. Il le montre surtout pour les Indes orientales et pour l'Amérique du Nord et n'admet d'exception que pour le Brésil et quelques parties des Indes occidentales où les Israélites ont en effet beaucoup contribué à développer la culture de la canne à sucre. P. D.

— Karl-Theodor VON HEIGEL. *Zwölf Charakterbilder aus der neueren Geschichte* (München, C.-H. Beck, 1914, VI-398 p.; prix : 5 m.). — Réunion de douze essais qui ont paru autrefois dans diverses revues. Ils traitent, sous formes de biographies, diverses questions de l'his-

toire moderne et contemporaine. Le prince Eugène de Savoie, Pierre le Grand dans ses rapports avec les Allemands, Marie-Thérèse et Marie-Antoinette, Antoine Barnave, Lucien Bonaparte, Andreas Hofer, Metternich, Gneisenau, Dahlmann, Taine défilent devant nous. Suivent deux discours prononcés en mémoire de Guillaume Ier et de Bismarck. P. D.

— *Carnegie Endowment for international peace.* Division of international law (Washington, D. C., in-8°, 1914). — La fondation Carnegie, établie le 14 décembre 1910 pour travailler à la paix internationale, a publié, dans la « Division of international law », trois brochures : Pamphlet n° 1 (23 pages), *Arbitrations and diplomatic settlements of the United States;* on y énumère tous les actes d'arbitrage et d'accord où les États-Unis ont été partie, avec renvoi aux documents diplomatiques. — Pamphlet n° 2 (57 pages), *Limitation of armament on the Great lakes.* En 1817, l'Angleterre, représentée par Charles Bagot, ministre plénipotentiaire, et les États-Unis par Richard Rush, secrétaire d'État, signèrent une convention qui limitait les forces armées que chacun des deux pays se proposait d'entretenir sur les grands lacs appartenant au Canada et à la grande république américaine. Elle subsiste encore aujourd'hui, maintenant la paix entre deux grands peuples avec une force armée et avec des dépenses dérisoires. En 1892, un rapport ayant été demandé par le Sénat américain sur la question, l'honorable J. W. Foster, secrétaire d'État, étudia et exposa toute l'affaire d'après les documents diplomatiques. C'est son rapport que publie M. J. Brown Scott, directeur de cette « Division », à la date du 2 octobre 1914 : « Ce que deux gouvernements ont fait », dit-il dans sa préface, « d'autres peuvent le faire; et l'on croit qu'en publiant et en répandant largement le rapport sur le traité de Rush-Bagot, on fera une œuvre particulièrement opportune en un moment où les meilleures pensées de l'humanité tendent à établir, à la conclusion des présentes guerres, des conditions qui devront soulager les peuples européens des charges et des conséquences des armements excessifs. » — Le pamphlet 3 contient les *Signatures, ratifications, adhesions and reservations to the conventions and declarations of the first and second Hague peace conferences* (32 p.). — Dans une autre section, la « Division of intercourse and education », nous devons signaler la publication numéro 4, intitulée : *Report of the international Commission to inquire into the causes and conduct of the Balkan wars*, 413 p., avec un grand nombre de photographies prises sur les champs de bataille et dans les localités ruinées par la guerre, quelques fac-similés, des cartes indiquant la répartition des langues dans la péninsule des Balkans et spécialement en Macédoine, puis les prétentions contradictoires des Bulgares, des Serbes et des Grecs sur ces territoires. C'est la terrible réalité qui se dresse en face des efforts généraux, mais jusqu'ici stériles, pour préparer le règne de la justice entre les nations. — En même temps la Fon-

dation Carnegie a fait paraître son premier *Year book* (VII-203 p.), où l'on trouvera d'utiles indications sur le droit international et sur les publications, déjà exécutées ou désirables, qui le concernent.

Ch. B.

— André MÉVIL. *La paix est malade.* Préface de M. Albert DE MUN (Paris, Plon-Nourrit, 1914, in-16, XI-258 p.). — Ce livre, qui a été écrit au début de 1914, s'est trouvé être un livre prophétique. La paix était en effet très malade. L'auteur a écrit : « Je crois qu'en cas de conflagration nous pouvons absolument compter sur l'appui de la Russie. Je ne suis pas aussi sûr de l'appui anglais, du moins au début des hostilités. » M. Mévil a eu tout à fait raison sur le premier point : il ne s'est point entièrement trompé sur le second, puisque la violation de la neutralité belge seule a décidé les Anglais à intervenir; mais nous savons qu'ils pousseront la guerre jusqu'au bout. On relit avec émotion l'éloquente préface de M. de Mun, qui devait faire la guerre avec sa plume et qui, lui aussi, est mort sur la brèche. C. PF.

— James-M. BECK. *L'arbitrage des neutres. La triple entente et la double alliance*, traduit en français par Élisabeth DRYDEN (Paris, Dorbon aîné, in-8°, 69 p.; prix : 0 fr. 60). — L'article de James-M. Beck a paru, sous sa forme originale, dans le *The New-York Times.* L'auteur, ancien attorney général adjoint des États-Unis, traite comme une affaire judiciaire ordinaire le grand conflit européen, chacun des partis se présentant avec ses documents diplomatiques, livre bleu, livre jaune, livre orange, etc.; et, la cause entendue, il prononce le verdict. Et ce verdict est : jamais l'Allemagne n'a cherché à arrêter l'Autriche; elle l'a au contraire encouragée et fut *peut-être* son instigatrice. Le *peut-être* nous paraît diplomatique, tant il nous semble évident que, si Guillaume II n'avait pas voulu la guerre, cette guerre n'aurait pas éclaté. C. PF.

— *Entre deux civilisations*, par Albert GESSLER, traduit en français et suivi d'une réponse par A. ECKEL (Vesoul, impr. Dessaut, 1915, in-8°, 46 p.). — Dans le très intéressant volume qu'ont publié à Zurich un certain nombre de Suisses sous le titre : *Wir Schweizer, unsere Neutralität und dér Krieg*, M. Albert Gessler, professeur de littérature allemande moderne à l'Université de Bâle, a raconté ses impressions d'enfance. Bâlois, élève du gymnase inférieur, puis de la « Realschule » supérieure, étudiant à l'Université de cette ville, il se trouvait placé « entre deux civilisations »; il nous dit ce qu'il doit à la science allemande, mais aussi l'impression profonde qu'ont faite sur lui la littérature française, ses séjours à Paris, la fréquentation de la Comédie française; de l'étude de nos classiques, il a tiré des idées qui lui ont permis de mieux pénétrer la pensée des littérateurs allemands. M. Eckel, archiviste de la Haute-Saône, qui a été à Bâle le condisciple et l'ami de M. Gessler, a eu l'heureuse idée de traduire en français cet hommage rendu à la France. Puis, dans une longue lettre

qui n'est pas une « réponse » au sens de réplique, il fait le procès des prétentions teutonnes ; il signale la faillite de la science allemande qui s'est imprégnée d'un étroit orgueil national, s'est liée au militarisme prussien, a applaudi aux horreurs commises par les armées et a repoussé tout « humanisme », un mot et un sentiment qui, à Bâle, étaient si chers à Jacob Burckhardt. Et il assigne comme tâche à l'Alsace, redevenue française, de reconstituer, dans la mesure de ses moyens, « la vieille culture allemande, adoucie et humanisée au contact de la civilisation celto-latine de la France ». Mais une pareille pénétration est-elle encore possible après une guerre si atroce? L'Alsace voudra avant tout qu'à nouveau le courant des idées nobles et généreuses de la France arrose son territoire et tire, de la fécondité de son sol, une force nouvelle et une plus grande intensité. — C. Pf.

— Les éditeurs Rascher et Cie, à Zurich, viennent d'entreprendre une nouvelle collection : *Schriften für Schweizer Art und Kunst*, ce qu'ils expriment en français, de façon un peu approximative : *Publications sur la vie et l'art suisses*. Une conférence du célèbre poète suisse Carl Spitteler, faite à Zurich le 14 décembre, sous les auspices de la nouvelle société helvétique, ouvre la série. Elle a été traduite dans notre langue par Mlle Catherine Guilland sous le titre : *Notre point de vue suisse* (in-8°, 23 p.). Aux Suisses de langue allemande, Spitteler dit que, dans l'effroyable crise actuelle, ils doivent s'unir plus fortement que jamais aux Suisses de langue romande ; et, sans renier ses amitiés allemandes, il plaide la cause des petits États, la Serbie et la Belgique. Il ne parle pas en juriste de la violation de la neutralité de la Belgique, cette même neutralité qui couvre la Suisse ; mais il écrit : « Les envahisseurs de la Belgique ont de prime abord reconnu eux-mêmes leurs torts envers ce pays. Après coup, pour se blanchir, Caïn jugea bon de noircir Abel. Fouiller les poches de la victime pantelante pour trouver des documents me paraît une aberration du sens moral. Égorger la victime était plus que suffisant. La vilipender ensuite c'est trop. » Pour de telles paroles, nous devons exprimer toute notre reconnaissance au grand écrivain. C. Pf.

— Signalons une brochure publiée par le Dr. Jean Cantacuzène, professeur à la Faculté de Bucarest (in-4°, 37 p. et carte). Elle comprend deux parties : 1° *les Roumains d'Autriche-Hongrie. Leur nombre d'après les statistiques de l'état hongrois* (il en résulte que dans la Transylvanie, le Maramuresh, le Crishiana, le Banat, en Hongrie, dans la Bukovine, en Autriche, les Roumains forment une masse presque homogène de quatre millions d'habitants ; p. 13, le chiffre donné pour la population russe de la Bukovine, *506,000*, est certainement une faute d'impression) ; 2° *Persécutions et violences des autorités hongroises contre la population roumaine* (de 1901 à 1912 ; arrestations arbitraires ; amendes pour port des couleurs roumaines). Une carte de la répartition des Roumains dans la double monarchie accompagne la brochure. Il dépend peut-être des sept millions et demi

de Roumains de la Roumanie actuelle que ces quatre millions de Roumains hongrois et autrichiens forment un jour un bloc avec eux.

C. Pf.

— *Pages d'histoire, 1914* (Paris, Berger-Levrault; fasc. à 0 fr. 30, 0 fr. 40 et 0 fr. 60). — Les fascicules 16-29 contiennent : les *Communiqués officiels*. V, du 1er au 30 novembre. VI, du 1er au 31 décembre (à mesure qu'on avance, ces communiqués offrent un plus vif intérêt); *A l'ordre du jour*. IV-VI, du 15 octobre au 10 novembre (nous ne nous lasserons pas de réclamer une table alphabétique des noms propres à la fin de chaque fascicule. Les Anglais n'y auraient point manqué!); *les Pourparlers diplomatiques*. II, le Livre gris belge. III, le Livre orange russe. IV, le Livre bleu serbe. V, le Livre blanc allemand. Nous donnera-t-on bientôt le dossier de l'affaire Barnardiston, documents vrais et contresens allemands? Ils importent beaucoup à la manifestation de la vérité, puisqu'ils sont la base de l'accusation échafaudée par le gouvernement allemand contre les Belges, coupables, à ce qu'il prétend, d'avoir violé les premiers leur neutralité par une entente secrète avec l'Angleterre. Une *Chronologie de la guerre*, 31 juillet-31 décembre 1914, peut rendre des services; *la Folie allemande*, par Paul Verrier, contient quelques extraits de publicistes allemands. Dans *L'Allemagne et la guerre*, par Émile Boutroux, on retrouvera la belle lettre parue dans la *Revue des Deux-Mondes* du 15 octobre 1914. Dans *La séance historique de l'Institut de France*, on a rassemblé les discours prononcés le 26 octobre 1914; de ces discours, il faut retenir surtout les suivants : *les Vierges de l'Acropole*, par Th. Homolle; *les Journées de Barfleur et de La Hougue*, par G. Lacour-Gayet; *la Guerre et le droit des gens au XXe siècle*, par Louis Renault; *l'Invasion mongole au moyen âge*, par Henri Cordier. Dans *la Journée du 22 décembre* on a réuni la déclaration du gouvernement, les discours des deux présidents, du Sénat et de la Chambre des députés. Ces paroles sont des actes historiques d'une grande signification.

Ch. B.

— *Pages actuelles, 1914-1915* (Paris, Bloud et Gay, in-12; prix : 0 fr. 80 le vol.). — Ce recueil de brochures sur la présente guerre compte déjà 12 numéros. Nous signalerons les suivants : n° 3 : *la Neutralité de la Belgique*, par Henri Welschinger (conférence faite à Bordeaux le 12 novembre. L'auteur l'a fait suivre de notes complémentaires et justificatives où il expose l'affaire Barnardiston). N° 5 : *Rectitude et perversion du sens national*, par C. Jullian (brillante conférence sur l'idée de patrie en France et en Allemagne ; explique ce qu'il y a d'instable dans l'idée de patrie en Allemagne par l'absence de limites naturelles bien définies). N° 6 : *l'Héroïque Serbie*, par Henri Lorin. N° 8 : *Patriotisme et endurance*. Lettre pastorale de S. E. le cardinal Mercier, archevêque de Malines, aux fidèles de son diocèse, Noël 1914 (cette lettre, d'un ton si ferme, si éloquent, restera un des plus émouvants témoignages contre la brutalité allemande dans la

Belgique envahie). N° 9 : *l'Armée du crime*, par VINDEY, d'après le rapport de la Commission française d'enquête. N° 10 : Émile MÂLE, *la Cathédrale de Reims*. N° 12 : *le Martyre du clergé belge*, par Auguste MÉLOT, député de Namur (« ce qui caractérise tous ces forfaits [des Allemands], c'est qu'ils ont été commis après le combat, un jour, deux jours après, et sur l'ordre des chefs »). Ch. B.

— Daniel BELLET. *Chiffons de papier. Ce qu'il faut savoir des origines de la guerre de 1914* (Paris, Plon, in-32, 55 p.). — Ce qu'il en faut savoir est assez bien résumé dans cette brochure; mais les sources ne sont pas indiquées avec assez de précision et l'on peut regretter des violences de langage qui n'ajoutent rien à la force probante des faits. Il est vrai que d'aucuns aiment le piment. — Ch. B.

— Cloudesley BRERETON. *Qui est responsable?* Avant-propos et traduction de l'anglais par Émile LEGOUIS (Paris, Félix Alcan, 1915, in-8°, 115 p.). — C'est l'Allemagne qui est sûrement responsable de cette guerre terrible. Si elle l'avait voulu, la guerre n'aurait pas éclaté. Mais sa responsabilité ne se montre point seulement dans les causes immédiates, en ce qu'elle a poussé l'Autriche contre la Serbie et empêché toute négociation de paix; elle se montre dans les causes plus lointaines. Guillaume II, par son caractère, par toute sa politique, a provoqué cette lutte; du personnage, M. Brereton trace un portrait très vivant, toutefois moins dur que celui qu'a esquissé naguère le directeur d'une grave revue historique allemande[1], sous le couvert de l'empereur Caligula[2]; et de la politique allemande qui est celle de la main gantée de fer il nous expose les soubresauts, les brusqueries et le cynisme. Mais de son Empereur toute l'Allemagne est complice. M. Brereton, inspecteur de l'enseignement des langues vivantes en Angleterre, a beaucoup vécu en Allemagne; il n'est point en principe hostile à ce pays; il lui a été longtemps sympathique. Ici même il nous dit la force d'organisation de l'Empire, la haute valeur de son enseignement secondaire et supérieur et surtout celle de l'éducation professionnelle postscolaire, la discipline librement consentie; mais, à côté, il nous indique les tares : nulle liberté de presse, nulle conception généreuse, la pensée étouffée par le matérialisme prussien, le culte de la force et cet orgueil immense qui fait croire aux Allemands à la supériorité de leur civilisation et leur a suggéré la volonté de l'imposer au reste du monde. A l'Allemagne, l'auteur oppose la conduite des Russes et des Français et il rappelle aux alliés quel est leur devoir dans cette lutte; elle ne saurait se terminer sans une paix juste et durable, qui libérerait ou recréerait les nationalités opprimées et mettrait fin au régime des armements à outrance. Le livre de M. Brereton ouvre ainsi sur l'avenir de belles perspectives. Il faut

1. L. Quidde, directeur de la *Deutsche Zeitschrift für Geschichtswissenschaft*.

2. *Caligula. Eine Studie über römischen Casärenwahnsinn* (*Die Gesellschaft*, Leipzig, 1894).

remercier M. Legouis de l'avoir traduit avec élégance et souhaiter que ce travail soit lu et médité en France et répandu au dehors dans les pays neutres. C. Pf.

— Ramsay Muir. *Britain's Case against Germany* (Manchester, at the University press, in-12, 198 p.; prix : 2 sh.). — J. Holland Rose. *The origins of the war* (Londres, Cambridge University press, in-8°, 201 p.; prix : 2 sh.). — Deux opuscules sur les origines de la guerre, composés par deux notables professeurs d'histoire moderne qui enseignent, l'un à Manchester, l'autre à Cambridge et qui peuvent être considérés comme les porte-parole de ces universités. M. Rose est bien connu en France par ses importants ouvrages sur Napoléon. Dans une série de chapitres, qui ont été d'abord des conférences publiques et qui en ont gardé la forme rapide et saisissante, il résume la rivalité anglo-allemande de 1875 à 1888, puis la politique « mondiale » de l'empereur et de son gouvernement; ensuite les questions particulières qui ont préparé le conflit : affaires du Maroc et du chemin de fer de Bagdad, question d'Alsace-Lorraine, question d'Orient, de 1908 à 1913; un exposé serré de la crise de 1914 et de la rupture termine cette très intéressante brochure. — Celle de M. Muir vise davantage à dégager les idées qui ont inspiré la politique du gouvernement allemand et l'ont amené à déchaîner la conflagration universelle; il insiste avec pleine raison sur l'influence de plus en plus prédominante exercée par la Prusse en Allemagne et termine en montrant l'opposition fondamentale et irréductible entre les conceptions politiques de l'Allemagne actuelle et celles des autres États, alliés ou neutres. Ch. B.

Histoire de l'antiquité.

— E. Samter. *Die Religion der Griechen* (Leipzig et Berlin, B.-G. Teubner, 1914, in-8°, 84 p. et pl. Forme le 457e volume de la collection : *Aus Natur und Geisteswelt*). — L'auteur a cherché à vulgariser les résultats acquis par les derniers travaux scientifiques sur la religion des Grecs. Il s'est surtout attaché à faire connaître la religion populaire, le fétichisme, les dieux à forme d'animaux, le culte des morts, les divinités de la terre, Dionysos et les origines de la tragédie, les présages et les oracles, Asklepios et les guérisons qui lui sont dues, etc. De propos délibéré, il ne recherche point les origines de cette religion; il n'en suit point le développement jusqu'au triomphe du christianisme, préférant s'en tenir à la période proprement grecque. Il nous annonce qu'il fera paraître prochainement un fascicule spécial sur la religion hellénistique. C. Pf.

— Victor Mortet. *Mélanges d'archéologie* (*Antiquité romaine et moyen âge*). 1re série : *Technique architecturale, Métrologie* (Paris, Aug. Picard, 1914, in-8°, III-119 p.). — C'est à la piété de M. Charles Mortet que nous devons la réimpression des études archéologiques publiées par son regretté frère dans diverses revues. Le présent

fascicule contient cinq mémoires : 1° *la Mesure des colonnes à la fin de l'époque romaine, d'après un très ancien formulaire.* 2° *La Mesure et les proportions des colonnes antiques, d'après quelques compilations et commentaires antérieurs au XIIe siècle.* 3° *Observations comparées sur la forme des colonnes à l'époque romane dans divers monuments du midi de la France et de pays étrangers.* 4° *Vitruvius Rufus.* § 39 : *Mesure des hauteurs*, et § 39 *bis : Mesure de l'arc surhaussé.* 5° *La Mesure des voûtes romaines d'après des textes d'origine antique.* Ch. B.

Histoire de France.

— Ch. de La Roncière. *Ce que les Français ont fait en Amérique depuis la découverte jusqu'à l'ouverture de l'isthme de Panama. — What the French have done in America from the discovery to the opening of the isthmus of Panama* (Paris, Plon-Nourrit, 1915, in-16, 32 p.). — Cette plaquette, écrite en deux langues, a été rédigée à l'occasion de l'exposition universelle de San-Francisco, qui aura lieu en la présente année 1915. L'historien de la marine française était qualifié mieux que tout autre pour présenter en un saisissant raccourci l'œuvre des Français depuis Verazzano et Jacques Cartier (sinon même avant Christophe Colomb) jusqu'à M. de Lesseps. Plus d'un n'y apprendra pas sans étonnement ce que M. de La Roncière nous avait déjà raconté que la première idée du percement de l'isthme appartient à un Français, à Samuel de Champlain, et remonte à l'année 1600. Quelques illustrations bien choisies, que l'on a déjà vues dans l'*Histoire de la marine française*, ornent cette plaquette qui mérite d'être lue par beaucoup d'autres personnes encore que par les visiteurs de l'exposition internationale. Ch. B.

— Magny (Olivier de). *Poésies choisies*, publiées par M. de Beaurepaire-Froment (Caors (*sic*), Georges Rougier, 1913, in-12, xxiv-223 p.). — On sera d'accord avec l'éditeur et avec la société « lou Calel » que le meilleur monument à consacrer à l'auteur du plus catullien de nos poètes du xvie siècle, c'est un choix de ses œuvres. Peut-être aurait-on pu faire ce choix en puisant moins abondamment dans les poésies licencieuses, d'autant plus que rien ne nous garantit qu'il n'y ait pas là dedans beaucoup moins de volupté que de littérature. Au reste, les quelques poésies qui ont un intérêt historique ne sont pas sans mérite. — M. de Beaurepaire se croit très *cinquecento* en se *remembrant*, en disant Caorsinois pour Quercynois (qu'en eût pensé Marot?), en écrivant laudablement, lauder, increper, acertainé (on a écrit acertené), sépulturé, provinciste, en mettant ode au masculin. Chez lui, point de mort : c'est « déviement ». Ces fantaisies soi-disant archaïques ajoutent à sa notice, pour parler comme lui, beaucoup moins de valeur « que ce que l'on pourroit cuider d'après l'apparoir ». — Dans le texte, p. 7, lisez « aluyne » pour « alvyne » ; p. 113, il faudrait un commentaire à « papart ». H. Hr.

— Bossuet. *Correspondance*, éd. Ch. Urbain et E. Levesque. T. VIII : *Juillet 1696-octobre 1697* (Paris, Hachette, collection des *Grands Écrivains*, 1914, in-8°, 544 p., index). — Ce nouveau tome traite surtout de la condamnation de Marie d'Agréda, de la publication de l'*Instruction sur les états d'oraison*, des débuts de l'affaire des *Maximes des saints*. Il contient de nombreuses lettres à l'abbé Bossuet, où l'évêque met son neveu au courant des nouvelles de cour et d'État; il est piquant d'y trouver, sous la plume de l'aigle de Meaux resté Bourguignon, un éloge du volnay. La lettre 1401, sur le malheureux Pierre Faydit, montre la dureté de cœur du prélat et sa très superbe intolérance. On notera également ce mot sauvage sur Mme Guyon : « Ce qu'il y a de meilleur, c'est qu'elle demeurera en prison. » Les éditeurs antérieurs avaient-ils reculé devant cette brutalité? Toujours est-il qu'ils imprimaient : « enfermée ». — Intéressants appendices sur Mme Guyon et un mémoire de Mme de La Maisonfort (à Fénelon) sur la façon dont elle a été chassée de Saint-Cyr. — L'annotation est toujours très soignée, assez pour qu'il vaille la peine de relever, p. 18, n. 13, un *sine* pour *sive*, et p. 66, n. 1, un *major* pour *mayor*. H. Hr.

— Jacques Pannier. *Jonas Hambraeus, prédicateur du roi de Suède, professeur à l'Université de Paris (1588-1672)*, notice biographique (Paris, Fischbacher, 1913, in-8°, 56 p.). — Dans ces quelques pages, M. le pasteur Pannier, docteur ès lettres, a retracé l'histoire à peu près oubliée d'un savant suédois qui, après avoir enseigné à Upsal, vint à Paris, où il séjourna pendant plus d'un demi-siècle, s'occupant de l'étude des langues orientales. Il y reçut de Louis XIII le titre de « professeur extraordinaire ès langues hébraïque, syriaque et arabique en l'Université de Paris », sans qu'on sache s'il a jamais enseigné réellement en Sorbonne; il fut aussi le premier aumônier de l'ambassade de Suède en France, dont la chapelle joue un rôle assez important dans l'histoire du protestantisme français avant et après la Révocation. Les ouvrages théologiques de Jonas Hambraeus sont bien oubliés aujourd'hui; M. Pannier n'a même pas pu découvrir la date de sa mort, mais sa monographie n'en reste pas moins une contribution méritoire à l'histoire de l'érudition et à celle de la communauté luthérienne de Paris au XVIIe siècle. R.

— Gustave Schelle. *Œuvres de Turgot et documents le concernant*, t. II (Paris, Félix Alcan, 1914, in-8°, 715 p., 2 portraits). — M. Schelle poursuit son très précieux travail toujours d'après les mêmes principes, c'est-à-dire en donnant les œuvres de Turgot dans un ordre purement chronologique, en éclairant ces œuvres au moyen des lettres, notes et ébauches de l'auteur, en les encadrant de fragments biographiques. On reprochera même à ces notes biographiques d'être trop copieuses. Les questions dont Turgot s'est occupé, les événements auxquels il a été mêlé sont trop souvent étudiés pour eux-mêmes; or, ils nous sont connus par ailleurs. Au risque de passer pour nous plaindre d'avoir trop de richesses, nous estimons que l'on

aurait pu gagner, de ce côté, du temps et de l'espace. — Le volume va de 1761 à 1774. C'est la période de l'intendance de Limoges. C'est aussi celle des *Questions sur la Chine* et des *Réflexions*, qui nous sont données ici dans leur vrai texte et non pas habillées par Du Pont de Nemours. A signaler aussi les lettres à David Hume sur Rousseau. Elles avaient déjà été publiées par Léon Say. Mais qui s'en souvenait? Qui songeait à voir en Turgot un admirateur du *Contrat social?* Qui lui aurait prêté cette phrase sur le citoyen de Genève : « un des auteurs qui ont le mieux servi les mœurs et l'humanité »? — Je crois que cette édition nous montrera un Turgot beaucoup plus « dix-huitième siècle » qu'on n'était disposé à le reconnaître en ces derniers temps et beaucoup moins physiocrate orthodoxe que ne le faisaient les élèves de Jean-Baptiste Say.

Quelques bévues. P. 29, ligne pénultième, au lieu de *parti*, lire *arrivé*, et corriger *auxquels;* p. 665, l. 27, lire *veniam;* p. 683, l. 15, lire *derisorum*. H. Hr.

— Albert Mathiez. *Les grandes journées de la Constituante, 1789-1791* (Paris, Hachette, 1913, in-18, 123 p., planches). — C'est une excellente idée de vouloir résumer ainsi, en un petit nombre de pages, les moments les plus saillants de la vie d'un peuple, et l'on ne peut qu'encourager l'éditeur à continuer cette série destinée sans doute à l'adolescence primaire et secondaire. M. Albert Mathiez, professeur à la Faculté des lettres de Besançon, a groupé en six chapitres (La réunion des trois Ordres; — La Révolution du 14 juillet; — Le roi et l'Assemblée à Paris; — La Fédération; — La fuite du roi; — Le massacre du Champ-de-Mars) des extraits d'auteurs contemporains, comme Rabaut-Saint-Étienne, Camille Desmoulins, Robert, etc., et d'auteurs modernes et contemporains (parmi lesquels Jaurès et M. Mathiez lui-même). On y trouvera également des citations des discours les plus célèbres de cette époque, qui ont provoqué les mouvements de l'opinion publique et se sont traduits dans le domaine des faits. C'est un résumé net et clair des grands événements d'alors, depuis le serment du Jeu de paume jusqu'à l'échauffourée que l'on continue, par habitude, à nommer le *massacre* du Champ-de-Mars, bien que M. Mathiez lui-même ait démontré que sur les milliers de citoyens (manifestants et simples curieux) qui s'y trouvaient, le 17 mars 1791, une douzaine au plus furent tués. R.

— Laura Pfeiffer. *The uprising of June 20, 1792* (Lincoln, Nebraska, 1913, in-8°, 147 p. Extract of *University Studies*, vol. XII). — L'auteur de cette dissertation, présentée à l'Université de Nebraska (États-Unis) pour l'obtention du diplôme de docteur en philosophie, veut démontrer que « le soulèvement du 20 juin 1792 fut la dernière tentative pacifique faite par le peuple de Paris pour forcer Louis XVI à abandonner sa politique de duplicité et à gouverner d'accord avec les vœux de l'Assemblée, défendant ainsi la France contre l'invasion étrangère et sauvant la Constitution » (p. 10). On peut douter que ce beau programme

ait été vraiment celui des masses populaires qui se ruèrent aux Tuileries dans la journée du 20 juin. En tout cas, Mlle Laura Pfeiffer n'apporte à la discussion de ses idées aucun document nouveau, sauf quelques pièces assez insignifiantes (lettres ministérielles, correspondance de Pétion, rapports de police) empruntées aux Archives nationales. Elle veut que cette journée ait été un *spontaneous outburst of feeling* de la part du peuple; elle nie qu'il y ait eu des meneurs (*definite prominent leaders*) et, comme Louis XVI se refusait à devenir franchement le roi de la Révolution, les hommes des faubourgs se levèrent le 10 août et sauvèrent la France de l'invasion étrangère (p. 132). Le travail critique est fait de façon très consciencieuse, mais l'étude de Mlle Pfeiffer pourrait être un peu moins schématiquement disposée; l'orthographe des mots français cités laisse à désirer parfois, ainsi que celle de certains noms propres. R.

— *François Chabot, représentant du peuple, à ses concitoyens, qui sont les juges de sa vie politique (pluviôse an II)*, mémoire apologétique publié pour la première fois par Albert Mathiez, professeur à l'Université de Besançon (Paris, Leroux, 1914, in-8°, 99 p.). — Ce curieux mémoire, qui voit le jour pour la première fois, est extrait des *Annales révolutionnaires* (1913-1914) et forme le dixième fascicule de la *Bibliothèque d'histoire révolutionnaire*, publiée sous la direction de M. Mathiez. C'est la reproduction du manuscrit autographe du « capucin hâbleur et corrompu », rédigé dans la prison du Luxembourg, après son arrestation au 27 brumaire, arrestation qui avait eu lieu malgré ses dénonciations tardives contre Fabre d'Églantine, Delaunay et Julien père. C'est un témoignage très précieux, sinon très édifiant, sur tout ce monde interlope au milieu duquel Chabot vivait, fréquentant les royalistes, comme Benoît et de Batz, les montagnards véreux et les juifs étrangers, comme les Frey, ses beaux-frères. Sans doute, il ne faudra l'utiliser qu'avec une grande prudence, car il noircit certainement les autres pour se blanchir lui-même. On ne peut que remercier M. Mathiez d'avoir mis au jour ce document tiré des Archives nationales en y joignant les notes nécessaires. R.

— Friedrich Meusel. *Edmund Burke und die franzoesische Revolution. Zur Entstehung historisch-politischen Denkens zumal in England* (Berlin, Weidmann, 1913, in-8°, vi-150 p.). — C'est un mémoire couronné par la Faculté de philosophie de Heidelberg dès 1904 et qui conserve, dix ans plus tard, les traces de l'enthousiasme juvénile de l'auteur pour Burke. Pas plus que le vieux rhéteur anglais, il n'a compris la nécessité de la Révolution française et son rôle dans le monde; il admire son héros d'avoir haï la France jusqu'à son lit de mort et déclare que c'est cette « inaptitude » à la comprendre, cette *Einseitigkeit* qui fait sa grandeur (p. 49). Il insiste, et certains admirateurs de Burke lui en voudront, sur le fait que celui-ci « ne fut jamais un vrai libéral et moins encore un démocrate ». Déjà son adversaire, Mackintosh, avait signalé son antipathie contre les principes abstraits,

sa peur des innovations, et M. Meusel n'a peut-être pas tort en le qualifiant de « juste milieu ». Il reconnaît que son style fut parfois d'une violence rageuse et, sur la fin de ses jours, « laidement ampoulé ». Mais il le regarde comme un profond philosophe, presque comme un prophète, puisqu'il a signalé le cosmopolitisme des Français et prédit la venue de Napoléon; il veut aussi que l'auteur des *Réflexions sur la Révolution française* ait été à la fois l'inspirateur de Henri de Sybel et de Taine (p. 87). Le quatrième chapitre, intitulé *la Pensée de Burke*, est une anthologie d'extraits de Burke sur tous les sujets possibles. On voit que l'auteur a beaucoup « pioché » son héros et qu'il l'admire de parti pris. Aussi son travail ne vaut-il que comme un choix préalable de matériaux pour des jugements futurs plus indépendants et plus éclairés. R.

— Lieutenant L. Caresme. *Bonaparte lieutenant en second* (Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1914, in-8°, 64 p., planches). — Tirage à part d'articles de la *Revue militaire générale*, cette brochure est composée d'après les ouvrages bien connus de MM. Arthur Chuquet, Marcaggi, A. Lévy, du Teil, Jung, F. Masson, Colin, sans négliger même le concours des « vétérans » de jadis, Walter Scott, Las Cases et la duchesse d'Abrantès. Je ne vois pas que ni sur la vie militaire et privée de Bonaparte à Valence et à Auxonne, ni sur ses études générales et techniques M. Caresme ait apporté des données nouvelles; mais c'est un résumé, agréablement écrit, de ce qu'on connaissait déjà. R.

— Le Comité des travaux historiques au ministère de l'Instruction publique (section d'histoire moderne et contemporaine présidée par M. Aulard et dont le secrétaire est M. Camille Bloch) a commencé à publier une série de notices, inventaires et documents. Le n° 2 de cette série s'occupe de la *Statistique agricole de 1814* (Paris, F. Rieder, 1914, in-8°, xx-579 p.) dressée par ordre de M. Becquey, directeur général de l'agriculture, du commerce et des arts, d'après un questionnaire envoyé à tous les préfets. La découverte du rapport de la Nièvre, retrouvé en 1912, a donné l'idée d'une circulaire ministérielle, adressée à tous les archivistes des départements, pour les inviter à rechercher ces rapports oubliés à la suite des événements de 1815. Soixante réponses ont été obtenues, dont dix-huit absolument négatives; vingt-trois autres, sans fournir les documents demandés eux-mêmes, apportaient pourtant des renseignements utiles. Dix-neuf archivistes ont retrouvé soit le rapport de 1814, soit celui de 1812. Tous ces renseignements et ces documents ont été rangés dans l'ordre alphabétique des départements et réunis dans notre volume. Ils ne forment pas un tout complet, loin de là, et d'ailleurs leur valeur est très inégale, certains de ces rapports étant détaillés, d'autres très sommaires. Néanmoins, comme ils concernent des régions très diverses, un écrivain, désireux de tracer le tableau de l'agriculture française vers la fin de l'ère impériale, trouverait dans le volume du

Comité des travaux historiques une foule de renseignements qu'il chercherait vainement ailleurs; en dehors de l'agriculture proprement dite, maintes autres questions économiques y sont également touchées.

R.

— Henri HAUSER. *Comment la France jugeait l'Allemagne. Histoire d'une illusion d'optique* (Alençon, impr. A. Coueslant, in-4°, 11 p.). — M. Hauser nous dit quelles illusions beaucoup de Français se sont faites dans ces dix dernières années sur l'Allemagne en se figurant que la nation allemande, l'usine allemande, l'Université allemande, d'accord, poursuivaient des buts pacifiques. En réalité, en Allemagne, il n'y a point de nation, mais un État dont la toute-puissance et l'absolutisme sont acceptés par tous; et dans cette Allemagne, les hommes d'affaires et les hommes de science sont belliqueux à l'égal des hommes d'épée; dans chaque industriel, dans chaque professeur, « il y a un *Geheimrat* qui sommeille. L'Europe n'a connu que par le professeur allemand cette forme particulièrement intolérable de la barbarie, la barbarie doctorale et pédante ». C. PF.

— Mgr L. LACROIX. *Le clergé et la guerre de 1914. I. Comment préparer l'histoire de la guerre* (Paris, Bloud et Gay, 1915, in-12, 23 p.). — Déjà à l'heure actuelle on voit des historiens et des littérateurs, MM. Hanotaux et Ohnet par exemple, écrire une histoire de la guerre dont se déroulent les glorieux épisodes. D'autres préparent des documents pour les historiens de l'avenir, tels sont ces carnets de route qu'écrivent les soldats allemands, ces lettres que nos soldats nous adressent du front, ces notes que réunissent les instituteurs sur tous les faits matériels qui se passent dans leur commune ou y ont une répercussion. Mais les prêtres devraient aussi, ainsi qu'il a été recommandé à ceux des diocèses de Lyon et de Chartres, coucher par écrit leurs impressions, faire mention de la vie paroissiale, de la fréquentation des fidèles à l'église et aux sacrements, des prodiges de charité; Mgr Lacroix les engage vivement à réunir de la sorte les matériaux pour « une histoire religieuse » de cette lutte gigantesque.

C. PF.

— M. H. FERRAND. *Les voies romaines du Dauphiné* (Paris, Impr. nationale, 1914, in-8°, 39 p., 3 pl.; extrait du *Bulletin archéologique*). — Une voie romaine principale et deux voies secondaires sillonnaient le Dauphiné. La voie principale conduisait de Suse à Arles par le mont Genèvre et le tracé en est reconnu et certain; les principales stations étaient Briançon, Embrun, Chorges, Gap, Apt et Cavaillon. Sur cette voie principale s'embranchaient deux voies secondaires, l'une qui menait à Valence et sur laquelle s'est exercée la sagacité des archéologues; elle ne se détachait sans doute de la première qu'à Gap; — la seconde qui tendait à Vienne et passait par *Cularo* (Grenoble); elle a laissé sa trace sur le sol, la porte romaine de Bons et le tracé entre Bons et le Châtelard, puis le tronçon de Rochetaillée, creusé d'un côté dans les rochers, posé de l'autre sur

pilotis au-dessus des eaux du lac Saint-Laurent aujourd'hui desséché. Avec ces jalons, M. Ferrand, qui connaît si bien la région, fait passer la voie par Briançon, Monétier-les-Bains, le Lautaret, Villard-d'Arène, Mont-de-Lent, Bourg-d'Oisans et Gavet. Après Grenoble, les stations sont Moirans, La Côte-Saint-André, Tourdan. Ces conclusions, développées par des raisons solides, nous paraissent très acceptables. C. Pf.

— Jean Régné, archiviste de l'Ardèche. *Rapport confidentiel sur le Haut-Vivarais à la fin du XVIIe siècle* (Aubenas, impr. Habauzit, 1914, in-8°, 40 p.; extrait de la *Revue du Vivarais*). — Ce rapport, rédigé entre 1674 et 1679, a été adressé, probablement par le subdélégué, à l'intendant du Languedoc; il contient des détails intéressants sur l'organisation municipale et la situation économique des paroisses. Les indications « confidentielles » sur les personnes notables sont aujourd'hui de moindre valeur, sauf pour les érudits locaux. Ch. B.

— Ph. Barrey. *Étude statistique et démographique de la population du Havre, 1783-1802* (Paris, Impr. nationale, 1914, in-8°, 48 p.; extrait du *Bulletin des sciences économiques et sociales du Comité des travaux historiques et scientifiques*). — Nous avons souvent loué dans la *Revue historique* les travaux modestes et probants de M. Barrey. Aucun ne lui fait autant d'honneur que cette substantielle notice, enrichie de nombreux tableaux et écrite avec clarté. Son intérêt dépasse d'ailleurs, et de loin, celui d'une monographie urbaine, car, dit-il p. 11, « Le Havre, considéré au point de vue de la variation numérique de sa population, est un baromètre extrêmement sensible de la prospérité générale du pays. » Roger Lévy.

— *Le Havre en 1914*, sous la direction de MM. Borel, Laporte et Loir (Le Havre, Randolet, 1914, 1 vol. in-12, vii-339 p.). — Il s'agit d'un ouvrage publié à l'occasion de la 43e session de l'Association française pour l'avancement des sciences, dont le congrès se tenait au Havre, fin juillet dernier, quand déjà se levaient les bruits de guerre. A cet excellent et abondant manuel, douze savants ou spécialistes locaux ont collaboré. Mentionnons, parmi les chapitres les plus intéressants pour nos études, ceux de M. Barrey sur le passé du Havre (i et xi), de M. Vallée sur l'instruction publique et les beaux-arts (vi) et surtout de M. Detoeuf, ingénieur des ponts et chaussées, sur le port (ix). Roger Lévy.

— Paul Destray. *Corporations et métiers de Clamecy à la fin du XVIIIe siècle* (Nevers, impr. ouvrière, 1914, in-16, 43 p. *Cahiers du Centre*). — M. Destray analyse dans cette brochure les règlements corporatifs des bouchers, boulangers, tanneurs, cordonniers et apothicaires et montre la déconsidération progressive qui a entouré les maîtrises. Une idée curieuse et fort admissible, proposée par cet auteur, c'est que l'édit de 1776, qui supprimait les corporations, n'a pas été appliqué, peut-être pas connu à Clamecy. G. Bn.

— G. Pérouse. *Notes d'ancien droit savoyard* (Paris, Champion, 1914, in-8°, 25 p. Extrait de la *Nouvelle Revue historique de droit français et étranger*, t. XXXVII). — Le distingué archiviste de la Savoie signale dans cette brochure un fait juridique curieux, la mise aux enchères d'une jeune mineure, en 1667, à Aime, et la procédure employée dans les causes matrimoniales devant l'officialité de Tarentaise au XVIIIe siècle (parenté, dispenses d'âge, promesses de mariage, opposition des parents, séparations de corps, annulations de mariage, paternité). C'est une mince, mais intéressante contribution à l'histoire juridique et sociale. G. Bn.

— Fr. Uzureau. *Andegaviana* (14e série) (Paris, Picard; Angers, Siraudeau, 1914, in-8°, 543 p.). — C'est une vieille connaissance annuelle que nous voyons revenir ici. Comme d'ordinaire, M. l'abbé Uzureau nous offre dans cette nouvelle série de ses *Andegaviana* une soixantaine d'études, longues ou courtes, qui s'occupent du passé local du XVIe au XIXe siècle. Nous citerons celles sur les Délibérations de la municipalité d'Angers, sur la Constitution civile du clergé (janvier-décembre 1791); sur l'École centrale de Maine-et-Loire; sur les Bibliothèques d'Angers; sur une Société de terroristes à Angers; sur un prêtre angevin, l'abbé Frontault, échappé au massacre des Carmes, le 2 septembre 1792, etc. On y trouvera aussi de nombreuses notes sur des établissements d'instruction primaire, secondaire et supérieure à Angers même, à Baugé, Doué-la-Fontaine, Combrée, etc. Le dernier fait mentionné, au point de vue chronologique, est l'installation d'un nouvel évêque à Angers en 1896. En outre, l'auteur des *Andegaviana* nous a fait parvenir une longue série de tirages à part d'articles publiés dans les *Mémoires de la Société nationale d'Angers*, dans la *Revue du Bas-Poitou*, la *Revue des questions ecclésiastiques de Lille*, etc., qui témoignent de son inlassable activité comme écrivain. Il y en a trop, — une vingtaine à peu près, — pour que nous puissions les énumérer tous ici, d'autant que l'auteur est revenu ailleurs sur les mêmes sujets (par exemple, *Joseph Clémanceau, le prisonnier de la Vendée*, Arras, 1913, 82 p. in-8°). Parmi ces brochures, nommons celles qui nous ont paru les plus intéressantes, *la Suppression de la gabelle en Anjou, 1789* (Angers, 1913, 23 p. in-8°); *Polémiques de presse à Angers au lendemain de la Terreur* (Angers, 1913, 47 p. in-8°); *la Promesse de fidélité à la Constitution de l'an VIII dans le diocèse d'Angers* (Angers, 1913, 77 p. in-8°); *les Brûlements d'archives à Angers pendant la Révolution* (Angers, 1914, 42 p. in-8°); *les Mémoires de Mme de la Rochejacquelein et M. de Barante* (Fontenay, 1913), etc., etc. On voudrait que M. l'abbé Uzureau trouvât le temps de réunir et de classer les innombrables documents, notices et extraits qu'il produit chaque jour dans sa propre revue et dans d'autres recueils, ou du moins les plus importantes et les plus personnelles de ces publications. Ce serait un beau monument de son zèle d'historien et de son amour du sol natal. R.

— Agricol PERDIGUIER. *Mémoires d'un compagnon*, préface de Daniel HALÉVY (édition des *Cahiers du Centre*, 1914, 1 vol. gr. in-8°, XXIV-402 p.). — Les mémoires d'Avignonnais-la-Vertu, compagnon du Devoir, de Liberté, puis représentant du peuple en 1848 et victime du 2 décembre, étaient devenus extrêmement rares. En les réimprimant, M. Daniel Halévy rend un vrai service à l'étude de la psychologie et de la question ouvrière. Ce n'est guère ici que le souvenir du tour de France tel que l'accomplit un jeune menuisier sous la Restauration, mais combien vivant, naïf et, somme toute, de belle humeur. L'auteur, qui avait eu son moment d'influence et qui avait attiré la haute attention d'écrivains célèbres, — Béranger, Lamennais, Lamartine, Chateaubriand, sans oublier Georges Sand et Eugène Sue, — est un des meilleurs guides pour nous faire pénétrer dans cette classe ouvrière si fermée aux curiosités un peu dédaigneuses de la bourgeoisie. Dans ce livre, l'ouvrier paraît, sous la Restauration, tranquille et satisfait de sa liberté, de son travail et de son salaire; la corporation s'entend à s'organiser, se gouverner et se moraliser d'elle-même, alors que « ni le journal, ni l'alcool n'ayant encore touché les masses », dit M. Halévy, « l'ancienne humanité était intacte » (p. VI). A quoi Perdiguier lui-même ajoute que, sous un honnête gouvernement, le peuple « n'aura pas même la pensée des révolutions, parce qu'il est mille fois moins exigeant et plus sage qu'on ne le suppose » (p. 332). Il n'est que de le connaître un peu pour en être convaincu, si « les mauvais bergers » ne s'en mêlent. R. K.

— Ém.-A. TRÉGUY. *Le Guildo* (Paris, H. Champion, 1914, in-8°, XXIII-323 p.). — Depuis 1856, Notre-Dame-du-Guildo est une petite commune des Côtes-du-Nord, située sur les bords de l'Arguenon, au canton de Matignon, arrondissement de Dinan. Avant cette date, elle dépendait de la commune de Saint-Pôtan. Le curé-doyen de Matignon, chef-lieu du canton, relève dans ce volume tous les souvenirs historiques que le Guildo évoque : les pierres sonnantes et les allées couvertes du voisinage; la *villa* romaine de Quatre-Vaux; l'arrivée des Bretons; le château féodal et ses seigneurs, parmi eux Beaumanoir, le héros du combat des Trente; le séjour de Gilles de Bretagne que fit étrangler, en 1450, son frère, le duc de Bretagne, François Ier. M. Tréguy ne se limite pas au Guildo; il fait de nombreuses excursions aux alentours, dont il décrit les châteaux et les monastères; il expose la descente des Anglais en 1758 et la résistance que Rioust-des-Villes-Audrains leur opposa. Il raconte longuement, après le docteur Fleury, la biographie d'Hippolyte de La Morvonnais, qui fut, au XIXe siècle, l'un des bienfaiteurs de la région. Livre plein d'intentions généreuses, mais mal composé et dont l'auteur ignore la méthode historique. C. PF.

— Georges RITTER, avec la collaboration de Jean LAFOND. *Manuscrits à peintures de l'école de Rouen* (Rouen, A. Lestringant; Paris, A. Picard fils, 1913, in-4°, 60 p. et LXXXI planches). — La

Société de l'histoire de Normandie s'est proposé de faire connaître par de bonnes reproductions phototypiques les manuscrits à peintures qui ont été exécutés dans la province ou qui peuvent se rapporter à l'histoire de la région. M. Georges Ritter, bibliothécaire à Rouen, vient, en son nom, de publier un premier recueil qui présente, pour l'histoire de l'art, l'intérêt le plus grand. Ce recueil comprend quatre parties : 1° les peintures des manuscrits copiés en Normandie pour Louis XII : traduction française des *Trionfi* et du *De remediis utriusque fortunae* de Pétrarque (Bibl. nat., mss. fr. 594 et 225), 29 planches; on y a ajouté quatre planches dont les sujets sont empruntés à deux manuscrits des *Héroïdes* d'Ovide, traduction d'Octavien de Saint-Gelais (Bibl. nat., mss. fr. 873-874); 2° le cardinal d'Amboise a fait copier et enluminer de nombreux manuscrits. On nous donne ici les miniatures des manuscrits suivants : les Antiquités judaïques de Josèphe dans la traduction latine de Rufin (bibl. Mazarine, n° 1581); les Chroniques de Monstrelet (Bibl. nat., mss. fr. 2678-2679); la Fleur des histoires de Jean Mansel (Bibl. nat., ms. fr. 54); le Décret de Gratien (bibl. de Rouen, E. 1ª), pl. XXXIV-LVIII; 3° aux Archives de la Seine-Inférieure se trouve, G. 6873, un très beau cartulaire de Saint-Maclou, exécuté en 1532-1533, avec deux grandes peintures à pleine page et un premier feuillet où ont été peintes une grande lettre historiée et plusieurs petites scènes (pl. LIX-LXI); 4° on a reproduit les peintures de divers livres d'heures normands, et, comme termes de comparaison, on a emprunté deux sujets à des heures à l'usage de Rome et à des heures à l'usage de Paris (pl. LXV). Toutes les reproductions sont fort belles; une introduction, due à M. Ritter et à un collaborateur, sans doute M. Jean Lafond (p. 23, l'auteur dit : mon ami M. G. Ritter), nous fait connaître les principaux caractères de cette école de peinture rouennaise. Il serait à souhaiter que l'initiative prise par la Société de l'histoire de Normandie fût suivie par d'autres sociétés locales; nous donnera-t-on jamais la reproduction des miniatures du graduel de Saint-Dié? Et alors il deviendrait possible d'écrire une histoire de la peinture en France et dans les pays de langue française de 1492 à 1540 environ. — C. Pf.

— Docteur H. Michel et Eugène Bonsergent. *Histoire du canton d'Aulnay. Ses anciens seigneurs. Néré à travers les âges (Charente-Inférieure);* livre I (Néré, chez les auteurs, 1913, in-8°, 178 p.). — Une simple mention suffira pour ce livre, aux deux tiers rempli par les questions brûlantes de la politique républicaine soutenue à Néré par le docteur Michel, dont on trouvera reproduits les discours et le portrait, avec l'explication et la justification de toute sa conduite. Dans la partie proprement historique, les auteurs ont surtout entremêlé de considérations peu neuves des extraits de documents déjà connus et quelques rares pièces inédites de l'époque moderne qu'ils ont tirées des archives du cru. L. H.

— Léo Verriest. *Les archives départementales du Nord à*

Lille, 1re partie (Bruxelles, Kiessling et Cie, 1913, in-8°, 191 p.). — Les archives du département du Nord contiennent de très nombreux documents sur l'histoire de la Belgique. Déjà Gachard, chargé de mission par le gouvernement belge, publia en 1845 un remarquable rapport sur les pièces conservées dans le fonds de l'ancienne Chambre des comptes de Lille et qui pouvaient présenter de l'intérêt pour ses compatriotes. La commission royale d'histoire, qui relève de l'Académie de Belgique, a pensé qu'il fallait explorer tout le dépôt et elle a confié ce soin à M. Verriest. Dans le présent ouvrage, celui-ci fait connaître les diverses séries des archives du Nord, signale les inventaires qui les concernent, — huit volumes et une partie du tome IX de l'*Inventaire sommaire* ont paru; ils ne dépassent pas la série B, — insiste sur les documents belges, donne une bibliographie sur quelques-unes des institutions dont les archives se trouvent à Lille : Parlement, Chambre des comptes, Université de Douai. Son répertoire eût pu être abrégé. Il était inutile, ce nous semble, de donner l'indication de chaque registre ou de chaque layette provenant de la recette générale des finances, sans autre indication que celle des dates du compte ou des pièces de comptabilité. Une seconde partie traitera en détail des fonds ecclésiastiques, séries G et H, au point de vue belge. C. Pf.

Histoire d'Allemagne.

— *Monumenta Germaniae historica. Necrologia Germaniae;* t. V : *Diocesis Pataviensis pars altera. Austria inferior*, éd. A.-F. Fuchs (Berlin, Weidmann, 1913, in-4°, x-750 p.; prix : 33 m.). — Le recueil des *Necrologia Germaniae* progresse avec régularité. Après les tomes I, II et III, qui étaient consacrés aux diocèses d'Augsbourg, de Constance, de Coire, de Salzbourg, de Brixen, de Freising et de Ratisbonne, les collaborateurs des *Monumenta Germaniae* s'attaquent au diocèse de Passau, dont la matière est si riche qu'elle a dû être répartie en deux gros volumes, qui formeront les tomes IV et V de la collection. Le tome IV doit paraître prochainement et, en attendant, voici le tome V, où l'on trouvera les obituaires de la partie de l'ancien diocèse de Passau qui correspond aux diocèses actuels de Vienne et de Sanct-Pölten, c'est-à-dire à la Basse-Autriche. — A signaler particulièrement l'obituaire de Klosterneuburg, commencé au xive siècle; les courtes notes nécrologiques de la maison de Habsbourg, du xive au xvie siècle; l'obituaire des Frères Mineurs de Sainte-Croix de Vienne, suivi d'une ancienne et curieuse liste des tombes conservées jadis dans cette église; le livre des anniversaires du monastère des Écossais de Vienne, intéressant pour l'histoire de la colonie écossaise et irlandaise d'Autriche; l'obituaire de l'abbaye de Saint-André, près d'Herzogenburg, dont la partie la plus ancienne date du xiiie siècle; celui des Cisterciens de Lilienfeld, commencé vers 1270; celui des chanoines de Sanct-Pölten, des xive-xviie siècles; enfin celui des moines de Melk, un des plus anciens de tous, puisqu'il

a été entamé dès le milieu du XIIe siècle. — L'édition semble avoir été faite avec le plus grand soin. Les textes sont accompagnés de quelques notes et suivis de plusieurs tables très clairement disposées.

L. H.

— *Die Chroniken der deutschen Städte vom 14. bis ins 16. Jahrhundert*, t. XXXI, 2e partie (Leipzig, S. Hirzel, 1914, in-8°, 184 p.). — Dans la collection des chroniques des villes allemandes au moyen âge, les chroniques de la ville de Lübeck occupent cinq volumes : le t. XIX (1884) contient les diverses rédactions de la chronique de Detmar jusqu'en 1386; le tome XXVI (1899, après une interruption de quinze ans) la fin de cette chronique et ses deux premières continuations jusqu'en 1413, la première partie de la chronique dite de Rufus (Johann Rode) de 1105 à 1395, et le récit de divers épisodes; le t. XXVIII (1902) la seconde partie de la chronique de Rufus et la troisième continuation de Detmar, de 1401 à 1438; le t. XXX (1910) la suite de la troisième continuation de Detmar, de 1438 à 1465; le t. XXXI (1911), la fin de cette continuation, de 1465 à 1482. Et voici que paraît la table des noms de personnages et de lieux pour les deux derniers tomes (celle des t. I et II est à la fin du t. XXVI de la collection; le t. III a sa table spéciale), un glossaire pour les cinq volumes où sont expliqués tous les mots allemands difficiles, enfin pour l'ensemble des volumes une table alphabétique des matières, ce qui est une innovation dont nous sommes redevables à G. von Below. Le Dr Bruns, qui est l'éditeur des t. IV et V, est l'auteur des tables des noms propres et des matières, le Dr Ziesemer celui du glossaire. C. PF.

— Austin Lane POOLE. *Henry the Lion* (Oxford, Blackwell; Londres, Simpkin, Marshall and Comp., 1912, in-12, III p.; prix : 3 sh. 6 d.). — Bonne biographie, faite directement d'après les sources. Les causes de la querelle qui sépara le duc de Saxe de l'empereur Frédéric Ier, les phases du procès intenté par l'empereur à son trop puissant vassal, la loi qui fut appliquée au vaincu et l'exécution de la sentence, tous points d'une importance capitale pour l'histoire du droit féodal et pour les destinées politiques de l'empire d'Allemagne, mais si controversés par suite du silence, de l'obscurité ou de la contradiction des textes, sont brièvement et clairement exposés. L'auteur n'apporte pas de solution qui s'impose; dans le débat qui a mis récemment aux prises les historiens allemands Güterbock, Haller, Hampe, il penche plutôt vers le premier, mais il ne tranche pas le différend. Ce travail d'un débutant est des plus honorables. — Ch. B.

— Hermann BLOCH. *Der Freibrief Friedrichs I. für Lübeck und der Ursprung der Ratsverfassung in Deutschland* (Lubeck, Lübcke et Nöhring, 1914, in-8°, 43 p. Extrait de la *Zeitschrift des Vereins für Lübeckische Geschichte und Altertumskunde*). — M. Bloch combat ici la thèse, généralement admise en Allemagne depuis les travaux de Siegfried Rietschel, à savoir que Henri le Lion,

duc de Saxe, aurait propagé les constitutions municipales, qu'à lui notamment remonterait le conseil de la cité; en réalité, le diplôme de Frédéric Ier Barberousse pour Lubeck, du 19 septembre 1188, sur lequel on s'appuie, a été interpolé au début du XIIIe siècle; dans le texte primitif, qu'il est possible de reconstituer à l'aide de la charte communale de Gadebusch, il n'était question ni du conseil ni des consuls; le conseil apparaît, en réalité, pour la première fois, vers 1185-1190 à Bâle, en 1196 à Utrecht, vers 1198-1200 à Strasbourg, Spire et Worms, soit dans les vieilles cités épiscopales de la vallée du Rhin, et, dans le développement des institutions urbaines de ces cités, il faut reconnaître l'influence de l'Italie, de la France et de la Flandre. De l'ouest de l'Allemagne, ces institutions ont pénétré dans l'est, sans qu'il faille en attribuer la propagation à un créateur de génie, pas plus à Henri le Lion qu'à Rainald de Dassel. M. Bloch nous paraît avoir mille fois raison; les considérations qu'il présente ensuite sur le développement urbain et sur la politique urbaine de Frédéric II sont fort intéressantes. Le travail, dans son ensemble, est des mieux déduits et de la plus grande netteté. C. Pf.

— Alex. Cartellieri. *Heinrich VI und der Höhepunkt der staufischen Kaiserpolitik* (Leipzig, Dyck, in-8°, 20 p.; prix : 0 m. 80). — Jolie conférence faite le 19 février 1914 par l'historien de Philippe-Auguste. Il trace un brillant portrait du fils de Barberousse, Henri VI, dont le règne très court (1190-1197) marque l'apogée des Hohenstaufen. Henri VI porta très haut l'idéal impérial, conquit le royaume des Deux-Siciles, obligea Richard d'Angleterre à se déclarer son vassal, fit reconnaître sa suzeraineté par les rois de Chypre et d'Arménie, voulut conduire l'Occident à la croisade. En terminant, M. Cartellieri exhorta ses auditeurs à se livrer à l'étude de l'histoire des relations de l'Allemagne avec les puissances extérieures, pendant le moyen âge, pour bien mettre en lumière la politique européenne des anciens empereurs. C. Pf.

— *Kirche and Staat. II. Von 1122 bis zur Mitte des 14. Jahrhunderts*, hrg. von Dr Eduard Eichmann (Paderborn, Ferd. Schöningh, 1914, in-8°, 182 p.; prix : 4 m. 80). — Série de textes concernant les relations de l'Église et de l'État depuis le concordat de Worms jusqu'au milieu du XIVe siècle. Ils sont divisés de façon systématique : la théorie, la situation prépondérante de l'Église, les relations avec l'empire (couronnement, biens de la comtesse Mathilde, empereur et chanoine de Saint-Pierre, etc.), la lutte entre les deux puissances (l'empire est-il un bénéfice impérial? l'*officium stratoris*); la théocratie pontificale; enfin la réaction (Marsile de Padoue, la déclaration de l'assemblée de Rense en 1338; Occam). Tous les textes essentiels sont réunis d'après les meilleures éditions. Nous supposons que ce recueil servira souvent pour les exercices des séminaires. C. Pf.

— Karl Bücher. *Die Berufe der Stadt Frankfurt a. M. im Mittelalter* (Leipzig, B.-G. Teubner, 1914, in-4°, 143 p.; prix : 4 m. 50;

extrait du t. XXX des *Abhandlungen der kg. sächsischen Gesellschaft der Wissenschaften*, n° III). — C'est un dictionnaire, par ordre alphabétique, de tous les métiers dont nous trouvons mention dans les documents du moyen âge, à Francfort-sur-le-Mein. Le sens précis de chaque métier est indiqué : on cite les principaux documents où ce métier est mentionné et souvent l'on en donne des extraits assez longs. M. Bücher nous dit en sa préface comment se sont formés ces noms de métiers et il fait à ce sujet une intéressante comparaison de la langue grecque et de la langue allemande; il montre comment ces métiers se sont divisés à l'infini : il y avait à Francfort quarante-quatre spécialités dans le métier de forgeron. De ce dictionnaire on pourrait tirer des détails curieux pour l'histoire des mœurs; on trouve à Francfort cinq synonymes pour l'homme des basses œuvres (*schinder*) et dix-huit pour les femmes de mauvaise vie. Il serait à souhaiter qu'on nous donnât un pareil dictionnaire pour les autres villes allemandes et aussi pour celles de la France. M. Bücher a rendu, par cette œuvre, un nouveau service à l'histoire économique du moyen âge. C. Pf.

— Erich König. *Peutingerstudien* (Freiburg-i.-B., Herder, 1914, in-8°, 178 p. Forme le cahier 1 et 2 du t. IX des *Studien und Darstellungen aus dem Gebiete der Geschichte der Görres-Gesellschaft*). — Conrad Peutinger est né à Augsbourg le 16 octobre 1465 et pendant trente-sept ans, de 1497 à 1534, fut le dévoué secrétaire de sa ville natale. M. König expose sa biographie de façon attachante. Il dit quelles furent ses relations avec Maximilien Ier et Charles-Quint; il énumère les ouvrages assez médiocres qu'il composa; il montre fort bien quelle position il prit vis-à-vis de la Réforme : tout en regrettant les abus de l'Église, Peutinger demeura fidèle jusqu'au bout au catholicisme et ne reconnut pas au conseil de la ville d'Augsbourg le droit de décréter un changement religieux. Peutinger a aussi pris parti pour le grand commerce et les grandes sociétés, à une époque où Augsbourg devait sa grande prospérité aux Fugger, aux Welser, aux Herwart. Enfin, il a rassemblé une belle bibliothèque; M. König en raconte les destinées et suit, autant qu'il est possible, les vicissitudes de chaque manuscrit. Le livre de M. König a été fait avec soin, à l'aide de nombreux documents inédits; il est de lecture agréable. C'est une bonne étude sur la Renaissance en Allemagne; elle confirme ce que Geiger avait dit de Peutinger : « Il fut un collectionneur plutôt qu'un critique et un écrivain. » C. Pf.

— *Bericht über die dreizehnte Versammlung deutscher Historiker zu Wien.* 16 bis 20 septembre 1913 (Münich et Leipzig, Duncker et Humblot, 1914, in-8°, 61 p.). — Les historiens allemands qui se sont rendus en grand nombre à ce congrès ont entendu les conférences suivantes : Alexander Cartellieri, la bataille de Bouvines et la politique générale européenne; Joseph Hansen, Frédéric-Guillaume IV de Prusse et le ministère libéral de mars 1848; Hein-

rich FRIEDJUNG, l'impérialisme anglais; Adolf BAUER, Hippolyte de Rome, le saint et l'historien; Hans HIRSCH, les diplômes impériaux et l'histoire des empereurs au XIIe siècle; Moritz DREGER, Vienne et l'histoire de l'art; LALOÈS, le collège des cardinaux contre la papauté; Hans UEBERSBERGER, les théories des slavophiles russes au temps de Nicolas Ier et d'Alexandre II. On trouvera dans la brochure un résumé de ces conférences dont la plupart ont déjà paru ailleurs *in extenso*. Suit le compte-rendu financier de l'association des historiens allemands, la liste de ses membres, celle des 285 membres présents au congrès. C. PF.

— Georg STEINHAUSEN. *Geschichte der deutschen Kultur*. 2e éd. augmentée, t. II (Leipzig et Vienne, Institut bibliographique, 1913, in-4°, VIII-536 p.). — Nous avons signalé (*Rev. histor.*, t. CXIV, p. 184) le premier volume de cette seconde édition; le t. II l'a suivi de près. Il comprend sept chapitres. Le premier, qui est nouveau, retrace à grands traits l'aspect du pays allemand du XIVe siècle à nos jours. Il nous montre que, pendant cette période, les défrichements cessent à quelques exceptions près; aux XVIIe et XVIIIe siècles, avec la construction de grands châteaux, se développent les parcs et les jardins; au XIXe siècle, apparaissent les usines et les chemins de fer et le paysage « s'américanise ». Après ce chapitre fort court et superficiel, nous retrouvons les chapitres VII-XII de la première édition qui ne comprenait, l'on s'en souvient, qu'un seul volume. Au chapitre II, l'auteur passe en revue la civilisation urbaine; il dépeint la ville avec ses maisons, ses corporations ouvrières, ses marchands, ses foires, ses fêtes, etc.; on y trouvera des détails intéressants sur l'organisation de la famille, les noms et prénoms. Au chapitre III, nous assistons aux transformations de la société à la fin du XVe et au XVIe siècle; on nous décrit les caractères de l'humanisme et de la Réforme. Signalons la belle planche en couleurs représentant le siège de Nancy de 1476; c'est une miniature empruntée au manuscrit de Diebold Schilling à la bibliothèque de Berne (l'erreur de la première édition, bibliothèque de *Lucerne*, a été corrigée; mais il faut faire la même correction à la page 242). Le chapitre IV expose la décadence de cette civilisation allemande sous l'influence étrangère (curieux détails sur la sorcellerie à la fin du XVIe siècle, la vie des étudiants, les horreurs de la guerre de Trente ans). Le chapitre V nous conduit au milieu du XVIIe siècle : c'est le siècle de la prépondérance française, de la perruque, du triomphe de la raison; le chapitre VI embrasse la fin du XVIIIe siècle et la Révolution française; il a pour titre : création d'une culture allemande par une classe moyenne éclairée, domination intellectuelle de l'Allemagne en Europe. L'auteur songe surtout à Schiller et à Gœthe, aux *Dichter und Dencker;* mais cette période n'est-elle pas aussi celle des grands revers politiques de l'Allemagne, d'Iéna et de Wagram? Le dernier chapitre, fort court, nous entretient de l'unité allemande, du règne de l'industrie, des grandes villes, du

socialisme. M. Steinhausen a ajouté ici quelques considérations sur le mouvement féministe ; mais, à notre avis, il n'insiste pas assez sur le militarisme et la prussification de l'Allemagne, qui contrarient le développement d'une civilisation vraiment allemande, qui empêchent le peuple d'acquérir « un style de vie vraiment national » (cf. la dernière page). Les faits nombreux ramassés dans cet ouvrage sont un peu papillonnants, pas assez serrés, mais le livre est instructif ; il faut y louer des développements ingénieux et un certain talent de style. Nous ne pouvons que le recommander. C. Pf.

— Hermann Oncken. *Historisch-politische Aufsätze und Reden* (München-Berlin, R. Oldenbourg, in-8°, 2 vol., vi-344 et 381 p.). — Oncken réunit ici une série de discours ou de dissertations, de caractère historique et politique, qui ont paru à part ou ont été publiés dans diverses revues : *Historische Zeitschrift*, *Deutsche Rundschau*, *Preussische Jahrbücher*, *Historische Vierteljahrschrift*, etc. Toutes ces études n'ont pas été modifiées, à l'exception de deux, celle sur l'Amérique et les grandes puissances, qui a été notablement augmentée, à la suite de l'attaque dirigée contre l'auteur par Alfred-H. Friede, et celle sur l'émigration allemande en Amérique du xviie siècle à nos jours, qui est un résumé de cinq conférences faites en 1912 et publiées dans le *Jahrbuch der freien deutschen Hochstifte*. Les articles du t. I sont assez variés, discours universitaires prononcés à Giessen ou à Heidelberg, étude sur Albert Schöffle et Sébastien Franck, sur l'augmentation de la flotte en Angleterre et en Allemagne, etc. Ceux du second volume tournent tous autour de la formation de l'unité allemande de 1848 à 1871. On relit avec profit ces études très vivantes ; elles invitent à la réflexion, même et surtout ceux qui ne partagent point les idées de l'auteur. C. Pf.

Histoire d'Alsace-Lorraine.

— Anrich. *Die evangelische Kirche in Elsass-Lothringen* (Berlin, Säemann, 1913, 38 p.). — Ce petit aperçu, dû au biographe de Bucer, met habilement en relief les faits essentiels de la réforme strasbourgeoise et alsacienne, de la contre-réforme et de la période des épigones, de l'histoire ecclésiastique protestante sous la domination française, enfin de l'évolution produite par l'annexion. C'est ce dernier chapitre qui est la partie essentielle, les autres ne font qu'y préparer. L'opuscule sera utile à qui veut connaître rapidement et sûrement l'église protestante d'Alsace-Lorraine, en général ignorée chez nous et que les circonstances actuelles ont si inopinément rapprochée de notre horizon habituel. Th. Sch.

Histoire d'Autriche.

— Richard Charmatz. *Geschichte der auswärtigen Politik Österreichs im 19 Jahrhundert*. T. II : *Von der Revolution bis zur*

Annexion, 1848-1908 (Leipzig et Berlin, B.-G. Teubner, 1914, in-16, 136 p. Forme le t. 375 de la collection : *Aus Natur und Geisteswelt*). — A son histoire intérieure de l'Autriche de 1848 à 1912, M. R. Charmatz vient de donner comme pendant le présent volume, consacré à la politique extérieure ; et même il se propose, dans cette étude de la politique extérieure, de remonter plus haut, jusqu'au début du XIXe siècle ; mais nous n'avons pas encore reçu le premier volume. Dans le présent tome (le IIe), il passe en revue les grands événements qui marquent le règne de François-Joseph, la révolution en Hongrie, les troubles d'Italie en 1848, la perte du Milanais en 1859, la question du Schleswig-Holstein et Sadowa, la perte de la Vénétie, le dualisme. Vinrent ensuite le changement de politique, l'alliance de plus en plus étroite des vaincus de Sadowa avec le vainqueur, les visées orientales, l'occupation après le congrès de Berlin de la Bosnie et de l'Herzégovine, la double, puis la triple alliance. Le volume se termine au 5 octobre 1908 où fut proclamée l'annexion des deux provinces balkaniques. Que d'événements se sont passés depuis ! la porte de Salonique fermée à la suite de l'agrandissement de la Grèce et de la Serbie, la tragédie de Serajevo, la guerre actuelle où le rôle de l'Autriche devient de plus en plus piteux. Le récit de M. Charmatz est clair et net, sans prétention ; nous cessons de nous étonner de ce que cette histoire de l'Autriche tourne en panégyrique de Bismarck et des vainqueurs de Sadowa. C. Pf.

Histoire d'Espagne.

— Pere Corominas. *Estudis sobre'l pensament filosòfich dels jueus espanyols a l'edat mitja* (Barcelona, Institut d'Estudis Catalans, 1913, in-4°, 39 p.). — L'auteur nous annonce qu'il va retracer le mouvement philosophique juif qui commence à l'arrivée en Espagne de Moïse ben Hanok († 965) et atteint son point culminant à la venue de Maïmonide († 1204). Il nous donne en réalité une série de notices biographiques et bibliographiques sur quelques grands noms de la littérature juive. Ces notices sont établies avec soin à l'aide de travaux récents ; mais nous eussions aimé qu'à côté de ces biographies sommaires, M. Corominas nous eût marqué les principales étapes qu'il est possible de distinguer dans l'évolution de la philosophie juive. Le titre du mémoire ne semblait-il pas nous promettre une étude de ce genre ? Sans doute, l'auteur a relevé çà et là les traits caractéristiques de la pensée juive, mais il les a laissés dispersés dans les diverses biographies ; il eût fallu les rassembler et les coordonner. M. Corominas reproche doucement à M. Louis-Germain Lévy, l'un des derniers biographes de Maïmonide, d'avoir présenté son livre sous une forme systématique savante, qui n'a jamais été entrevue par l'auteur du *Guide des égarés*. Assurément, tout exposé synthétique recèle une part d'arbitraire ; mais combien plus didactique est la synthèse qu'une analyse dont les éléments sont dispersés un peu partout ! Il n'est pas sans intérêt par exemple d'apprendre quelle était

l'opinion de Maïmonide sur les grands problèmes métaphysiques ou moraux : l'être, l'âme, la connaissance et la nature de Dieu, la morale théorique, la morale pratique, la sanction, etc. Nous aurions été mieux renseignés sur la pensée philosophique des Juifs espagnols du moyen âge si M. Corominas nous avait exposé les différentes réponses que firent ces penseurs à des questions qui préoccupent tout autant les cerveaux contemporains que les talmudistes des écoles de Bagdad et de Cordoue. J. R.

— Ramón D'ABADAL I VINYALS. *Les « Partidas » a Catalunya durant l'edat mitja* (Barcelona, 1914, petit in-4°, 107 p. Extrait des t. VI-VII de la revue *Estudis universitaris catalans*). — Pedro IV le Cérémonieux a été le premier souverain d'Aragon qui ait introduit dans son royaume le code des « Siete Partidas ». Ce recueil avait été formé en Castille sous les auspices d'Alphonse le Savant. Pourquoi Pedro IV s'est-il efforcé de substituer, dans les États de la couronne d'Aragon et particulièrement en Catalogne, la coutume espagnole à la coutume catalane? Parce que l'application du code des Sept parties ne tendait à rien de moins qu'à fortifier le pouvoir central, affaibli par le développement trop accentué de la féodalité aragonaise. Tandis que la châtellenie en Catalogne était un fief héréditaire, son équivalent en Castille, l'*alcaydia*, était une simple procuration, d'essence militaire et précaire. L'instauration de la coutume castillane en Catalogne a eu donc pour conséquence de diminuer les prérogatives de ce feudataire, le châtelain (*castlà*), qui, bien qu'il ne fût pas seigneur direct du château qu'il détenait, s'était rendu par trop indépendant de son suzerain et de son roi.

La dissertation de M. d'Abadal est fort bien conduite et l'édition qu'il nous donne des « Siete Partidas » ne laisse rien à désirer sous le rapport de l'établissement du texte. J. R.

— Rafael ALTAMIRA Y CREVEA. *Cuestiones de historia del derecho y de legislación comparada* (Madrid, 1914, in-12, 402 p.; prix : 4 pesetas). — M. Altamira, qui est un généralisateur et un habitué des grands congrès internationaux, domine toujours de haut le sujet qu'il traite. Très préoccupé de développer l'enseignement historique du droit espagnol, l'auteur nous expose l'état actuel de nos connaissances relativement aux origines et à l'évolution de ce droit. A côté des résultats obtenus dans cet ordre de recherches, il n'en cache pas les nombreux *desiderata*. M. Altamira applique constamment la méthode comparative; de là de fréquents parallèles entre l'histoire juridique de l'Espagne et celle de l'étranger. On trouvera réunis dans son livre des programmes d'études et des plans de recherches. M. Altamira a dirigé de 1897 à 1910 le séminaire d'histoire générale, principalement juridique, qui avait été créé à l'Université d'Oviedo. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner de la forme « pratique » sous laquelle se présentent certains chapitres. Une partie du livre s'adresse aux débutants, « aux personnes qui sentent la nécessité ou la curiosité de savoir quelque

chose de ces études, sans perdre beaucoup de temps, ni sans remuer beaucoup de documents anciens et modernes ».

A remarquer entre autres chapitres : un mémoire sur le marché de l'eau dans la « huerta » d'Alicante, la construction de canaux, la création d'un syndicat d'arrosage ; et un appendice pour servir de supplément à l'*Histoire de la propriété communale* que le même auteur avait publiée en 1890. M. Altamira rappelle en quelques mots le problème posé ; en donnant la bibliographie des ouvrages qui ont paru sur le sujet depuis 1890, il fait remarquer que la majorité des auteurs se rallie à l'opinion de Fustel de Coulanges. L'opinion de la minorité est que le communisme a été la forme primitive du droit de propriété. M. Altamira dénonce avec vigueur les généralisations hâtives ; il préconise l'étude des sources et détourne ses élèves des sujets pour lesquels la documentation mise à jour ou susceptible de l'être est par trop insuffisante. Les familiers des chartes et des minutes notariales estimeront peut-être que M. Altamira aurait dû insister davantage sur la nécessité de consulter, outre les sources législatives et coutumières, outre les statuts et les formulaires, les contrats de toutes sortes qui, par leur infinie variété, viennent rompre quelquefois le moule rigide de la loi ou de la coutume. J. R.

— Dr Karl Schwarz. *Aragonische Hofordnungen im 13. und 14. Jahrhundert* (Berlin und Leipzig, W. Rothschild, 1914, in-8°, 144 p.; prix : 4 m. 40). — Cette étude sur les charges de cour et les autorités centrales du royaume d'Aragon a été écrite en grande partie d'après les *Acta Aragonensia* de Fincke et d'après les documents de la chancellerie royale, registres d'insinuation ou livres de trésorerie. L'histoire de la cour aragonaise de 1276 à 1335, sous les règnes de Pedro III, Alfonso III et Jaime II, ne révèle pas de modification essentielle dans le régime de la haute domesticité. Comme il fallait s'y attendre, c'est Pedro IV le *Cérémonieux* qui a été le grand organisateur des charges de cour. M. Schwarz a groupé avec méthode tous les renseignements qu'il a pu recueillir sur les dignitaires de la maison royale : majordome, bouteiller, panetier, maître queux, grand fauconnier, camérier, maître d'hôtel, massiers, alguazils, chancelier, protonotaire, confesseur, directeur de conscience, maître comptable trésorier, etc. Il est regrettable que l'auteur n'ait pas fait suivre son étude d'un index des noms de personnes et de lieux. J. R.

— Francesch Carreras y Candi et Ramón Nonat Comas. *La via layetana. Esgrafiados de Barcelona* (Barcelona, impr. A. Martin, 1913, gr. in-8°, 274 p.). — L'hygiène d'une grande cité a des exigences qui sont douloureuses au cœur de l'artiste et de l'archéologue. Le réseau si pittoresque des vieilles rues barcelonaises a été récemment bouleversé par l'ouverture d'une grande artère transversale : la *via layetana*. Mais le même Conseil de ville qui a présidé à ces travaux d'assainissement s'est aussi préoccupé de la destinée qui allait être faite par la pioche des démolisseurs à tant de purs joyaux du

moyen âge et de la Renaissance. Les sociétés artistiques de Barcelone n'ont pas manqué d'apporter à l'*Ayuntamiento* un concours précieux et éclairé. Administrateurs et archéologues se sont mis d'accord pour sauver de l'oubli, et si possible de la destruction, tous les fragments de sculpture ou de peinture susceptibles de présenter un intérêt artistique ou simplement historique. Un concours de reproductions fut organisé et l'ensemble des envois fit l'objet, vers la fin de 1913, d'une exposition graphique des rues et édifices disparus par suite de l'exécution du projet (la *Reforma*). C'est la meilleure partie de ces reproductions qu'on retrouvera dans la publication de MM. Carreras et Nonat. Plusieurs dessins portent l'indication de la date à laquelle le motif fut exécuté; voilà un élément très précieux pour l'étude de l'ornementation. Tous ceux qui, parcourant ces vieilles rues au nom si pittoresque (l'*Argenteria*, la *Plateria*, la *Tapineria*, l'*Infern*) et à la physionomie si originale, ont accroché leur regard à ces élégantes baies tréflées du XIVe siècle, à ces claveaux si allongés des portes catalanes, ou, pour passer à une autre époque, à ces statues logées aux angles des ruelles, à ces médaillons en ronde bosse, à ces consoles ornementées qui encadraient les fenêtres de la Renaissance et des siècles suivants, tous ceux qui, du haut du belvédère de la mer (*mirador del mar*), ont contemplé le panorama des terrasses de la ville vieille, où des pigeonniers de bois voisinaient avec de petits jardins suspendus, tous ceux-là seront reconnaissants à l'assemblée municipale de Barcelone et à ses deux interprètes, l'érudit Carreras y Candi et le dessinateur Nonat Comas, de leur avoir conservé le reflet de tant de choses évocatrices d'âges disparus. J. R.

Histoire de Grande-Bretagne.

— *Calendar of the patent rolls preserved in the P. Record Office. Henry III, 1266-1272* (Londres, H. M. Stationary Office, 1913, in-8°, VII-930 p.; prix : 15 sh.). — Avec ce volume est terminé le catalogue analytique des lettres patentes pour le règne de Henri III. On sait que la direction des Archives anglaises avait entrepris tout d'abord de publier le texte intégral de ces lettres, pour faire suite aux *Rotuli litterarum patentium* de Th. D. Hardy; deux volumes en ont été publiés (1216-1232), puis il parut que cette édition serait trop longue et trop coûteuse et l'on décida de donner seulement un catalogue analytique sur le modèle des *Calendars* déjà commencés pour le règne des rois successeurs de Henri III. Les historiens n'ont pu qu'exprimer le regret d'une décision aussi regrettable; mais les regrets sont superflus et il faut se contenter de ce qu'on nous offre; l'on sait, d'ailleurs, combien nous sont précieux ces *Calendars*. A la fin du volume ont été catalogués deux rôles récemment retrouvés : la deuxième partie du rôle de la 27e année (1242-1243) et la deuxième partie du rôle de l'année 46-47. Ce dernier se rapporte au séjour que fit le roi d'Angleterre en France de juillet à décembre 1262. — Disons

à ce propos que le *Calendar* des lettres patentes est maintenant très près d'être terminé (jusqu'à 1485) ; il ne reste plus que la fin du long règne d'Édouard III dont le tome XV s'arrête en 1374. Ch. B.

— A. P. Newton. *The colonising activities of the english Puritans, the last phase of the Elizabethan struggle with Spain.* Introduction de M. Andrews (Yale, University press, 1914, 1 vol. in-8°, x-344 p., avec cartes). — Les archives complètes de la Compagnie de la Providence sont conservées dans deux registres au Record Office. Ils forment la principale matière et la source du présent travail, qui jette un jour très nouveau sur une phase critique de l'histoire intérieure et de l'histoire coloniale de l'Angleterre. La Compagnie de la Providence dura à peu près exactement autant que la période d'absolutisme de Charles Ier, de 1630 à 1641. Elle fut fondée par les chefs du parti puritain alors éloignés de la vie politique ; la cheville ouvrière en fut Pym, dont le rôle fut ensuite prépondérant dans les luttes parlementaires ; près de lui, le comte de Warwick, les lords Saye, Brooke, etc., unis par leurs croyances, leurs intérêts et des liens de famille englobant Cromwell. Décidés à poursuivre la politique d'Élisabeth contre l'Espagne, ils firent occuper la Providence, cette île facilement défendable, poste avancé dans la mer des Caraïbes, à portée des établissements espagnols et sur le passage des galions revenant chargés de marchandises précieuses. Les entreprises commerciales de la Compagnie n'eurent aucun succès et durèrent peu. Elle ne parvint pas davantage à édifier la cité puritaine idéale peut-être rêvée par ses fondateurs. Mais après l'attaque des Espagnols, en 1635, elle obtint des lettres de représailles. La Providence devint un terrible nid de pirates jusqu'à sa prise par Pimienta en 1641. Entre temps, la Compagnie avait traité avec les flibustiers de tous pays établis à la Tortue, dont le « président » élu, un Anglais, brima si outrageusement les Français, qu'ils firent appel au gouverneur Poincy et s'emparèrent de l'île. A ce moment, d'ailleurs, la plupart des administrateurs de la Compagnie, avec plusieurs de leurs capitaines qui ne furent pas parmi les moindres pirates, entrèrent au Parlement. Peu après, Cromwell, organisant les expéditions à la suite desquelles les Anglais s'installèrent définitivement aux Antilles, reprit les idées de Pym. Le récit de M. Newton eût été plus vivant s'il avait serré davantage la composition de son ouvrage, dont la documentation est solide, et qui offre un haut intérêt pour l'étude de l'action coloniale exercée par les puritains. Il explique comment, dans les réunions du conseil de la Compagnie, les chefs du parti se préparèrent au rôle qu'ils allaient jouer, quelques années plus tard, dans la vie politique de leur pays. Henri Malo.

Histoire d'Italie.

— Ernst Gagliardi. *Die Schlacht von Pavia auf den Teppichen des Museums zu Neapel.* Erster Teil (Zurich, Beer et Cie, in-4°, 40 p.

et pl.). — Chaque année, depuis sa fondation en 1806, la *Feuerwerker-Gesellschaft* (collège d'artillerie) de Zurich publie un *Neujahrsblatt* contenant une étude d'histoire militaire. On y a lu les années précédentes des récits de la bataille de Ceresole, des événements militaires autour du lac des Quatre-Cantons en juin et juillet 1799, de la récente guerre entre l'Italie et la Turquie, etc. Le fascicule de 1915, — le 110e de la collection, — évoque la bataille de Pavie. En un premier chapitre, M. Gagliardi attire notre attention sur de superbes tapisseries représentant cette mêlée. Elles furent confectionnées en Flandre, immédiatement après l'événement, sur des dessins de Bernhard van Orley; elles furent offertes à Charles-Quint lors de son voyage dans les Pays-Bas en 1531; elles décorèrent pendant quelques années la résidence de Bruxelles, mais furent enlevées en 1556, après la trêve de Vaucelles, sur une observation de Coligny, s'indignant qu'on exposât de la sorte l'image de la capture de François Ier. Comment ont-elles échoué au Musée de Naples? Mystère. Dans un second chapitre, M. Gagliardi nous raconte la bataille même de Pavie, non sans nous faire un résumé des guerres d'Italie de 1494 à 1559. Il nous promet pour le prochain *Neujahrsblatt* la description détaillée des pièces qui forment la suite de la bataille de Pavie. C. Pf.

— Pietro Orsi. *L'Italia moderna, 1750-1913* (Collezzione Storica Villari. Milano, Hœpli, 1914, in-18, xvi-535 p.). — La quatrième édition de cet ouvrage désormais classique a été mise par M. Orsi au courant des derniers événements qui intéressent la péninsule; en particulier un chapitre tout entier, le xxe, a été consacré à la guerre italo-turque et à la conquête de la Libye; dans le xxie, M. Orsi résume les principaux facteurs de la vie politique de l'Italie moderne, insistant, à juste titre, sur les éléments économiques et sur les conséquences de la loi électorale de 1912. Néanmoins, on regrettera qu'en général l'évolution économique de l'Italie ne soit pas abordée avec plus de précision dans ce travail, qui couvre plus de cent soixante années de l'histoire d'Italie. Nous reconnaîtrons, d'autre part, avec plaisir que le nationalisme combattif de l'ex-député de Venise ne l'a pas amené à louer de façon exagérée les efforts de la diplomatie italienne et à apprécier de manière trop subjective la politique des autres états en concurrence avec l'Italie. M. Orsi a fort eu raison d'enrichir son volume de deux nouvelles cartes (l'Italie africaine; la Libye) et de compléter la commode bibliographie qui clôt son volume. — G. Bn.

— Le tome V de la *Biblioteca storia recente*, publiée par la *R. Deputazione sovra gli studî di storia patria per le antiche provincie e la Lombardia* (Torino, Bocca, 1914, in-4°, xxx-549 p.), est tout entier consacré à une publication de M. Mario Degli-Alberti, intitulée *La politica estera del Piemonte sotto Carlo Alberto, secondo il carteggio diplomatico del conte Amedeo Balbo Bertone di Sambuy, ministro di Sardegna a Vienna, 1835-1846*. Né en 1793, Sam-

buy est entré dans la diplomatie en 1821 et a été choisi, en 1835, par Della Margherita pour représenter le Piémont à Vienne, où il est mort le 6 février 1846. Les documents publiés ou analysés par M. Degli-Alberti, — notes ordinaires et confidentielles et dépêches chiffrées, — écrits en français, sont du plus grand intérêt : ils nous renseignent à la fois sur la diplomatie sarde, qui s'essaie habilement à contrebalancer l'hégémonie autrichienne en Italie, et sur le gouvernement intérieur de la monarchie habsbourgeoise. Sambuy est un conservateur; comme Della Margherita, il est très hostile au mazzinisme; mais ses opinions ne paraissent pas avoir trop influencé ses jugements. M. Degli-Alberti publie cette correspondance diplomatique avec un grand luxe de notes; il donnera, à l'achèvement de la publication, qui, dans ce premier volume, porte seulement sur les années 1835-1838, une table des noms propres qui sera de la plus grande utilité. G. Bn.

— M. A. Sorbelli a publié une *Relazione sulla biblioteca comunale dell' archiginnasio nell' anno 1913* (Bologne, Cooperativa tipografica Azzoguidi, 1914, in-8°, 24 p.) qui fournit des indications intéressantes sur les acquisitions faites par l'établissement qu'il dirige et sur les travaux qui se rattachent aux documents y contenus. — G. Bn.

Histoire de Russie.

— Maxime Kovalewsky. *La Russie sociale* (Paris, Giard et Brière, 1914, in-12, 178 p.; dans la *Bibliothèque sociologique internationale*). — Le célèbre professeur à l'Université de Saint-Pétersbourg a été appelé à faire à Paris, en janvier 1914, une série de leçons au Collège de France et à l'École des langues orientales vivantes : ce sont ces sept leçons qui sont publiées ici. 1° La Russie est-elle une démocratie royale? (non, car la bureaucratie, la noblesse de cour et les hobereaux de campagne ont fait main basse sur le pouvoir; mais la démocratie russe finira par devenir une réalité dans un avenir pas trop lointain); 2° la réforme agraire de 1906; 3° le mir russe et son prochain avenir; 4° le sort de la famille paysanne indivise; 5° la question ouvrière; 6° les lois sociales; 7° la question des nationalités en Russie (Juifs, Arméniens, Polonais, Finlandais). Les leçons, que traverse un souffle très généreux, méritent d'être méditées. C. Pf.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

France.

1. — **Bibliothèque de l'École des chartes.** Mai-déc. 1914. — H. Lemaître. Le refus du service d'ost et l'origine du servage (quelques textes poétiques du XIIIe siècle nous montrent Charlemagne autorisant certains de ses guerriers, qui refusaient de le suivre dans ses guerres lointaines, à rester chez eux, mais les punissant de leur couardise en les déclarant à perpétuité serfs, eux et leurs familles. Beaumanoir s'est fait l'écho de cette légende. Elle doit avoir son origine dans l'idée que l'homme libre était astreint à porter les armes et l'on a cru voir l'origine du servage dans le refus du service armé). — M. Prou. Fragments d'un registre de comptes de la Chambre apostolique, 1334-1335 (fragments trouvés dans une reliure). — L. Mirot. Autour de la paix d'Arras, 1414-1415 (le voyage du marquis de Ferrare en France, juillet-septembre 1414; l'enlèvement du Dauphin, la lettre de Michelle de France à Isabeau de Bavière, octobre-décembre 1414; la conclusion de la paix et les joutes de février 1415; ajoute beaucoup de détails inédits à ceux qu'avaient déjà publiés MM. Finot et Cartellieri). — L. Auvray. Notice sur le manuscrit 1090 des nouvelles acquisitions du fonds latin de la Bibliothèque nationale (c'est une sorte de vade-mecum à l'usage de religieux d'un monastère bénédictin de la Congrégation de Sainte-Justine de Padoue, situé dans l'Italie du Nord et, selon toute vraisemblance, dans la région de Gênes). — Clovis Brunel. Les parchemins de la collection Salis aux archives historiques de la ville de Metz. — Ch. de La Roncière. L'ordre de Notre-Dame-du-Mont-Carmel et ses destinées maritimes (au temps de Louis XIV). = C.-rendus : *P.-L. Oliger*. Expositio regulae Fratrum Minorum, auctore *Angelo Clareno* (intéressant). — *A. Lesort*. Chronique et chartes de l'abbaye de Saint-Mihiel (excellent recueil). — *E. Jarry*. L'ancien grand cimetière d'Orléans (très bonne étude archéologique). — *G. Golubovitch*. Biblioteca bio-bibliografica della Terra Santa e dell' Oriente francescano; t. II (très utile). = Chronique et mélanges : A. Thomas. Le parlement de Poitiers et l'Église de France (signale, dans la bibliothèque de la Chambre des députés, une transcription moderne d'extraits, nombreux et bien choisis, du premier registre du Conseil de ce parlement).

2. — **Feuilles d'histoire du XVIIe au XXe siècle.** 1915, 1er janv. — Eug. Welvert. S. A. S. l'archichancelier Cambacérès (son rôle

dans le procès de Louis XVI, dans l'affaire du duc d'Enghien, au sujet du divorce de l'empereur; sa prudence à l'égard des Bourbons; son exil en Belgique de 1816 à 1818; fin le 1er février). — M.-F. RAYNAUD. Deux femmes volontaires (en l'an II). — Fr. LARCHER. Napoléon à la messe et au sermon (du protocole à suivre dans ces occasions, d'après les propositions de Portalis). — G. VAUTHIER. La Belgique en 1806 (lettre de Charles van Hulthem, membre du Tribunat, de Paris, le 26 avril 1806; il félicite François de Neufchâteau d'avoir été transféré de la sénatorerie de Dijon à celle de Bruxelles). — M. DARDENNE. Les Prussiens à l'Arsenal en 1815 (lettre du conservateur Treneuil à M. de Villenave). — P. BART. Un préfet des Cent-Jours : Jean-Charles Harel (d'après des documents inédits; fin le 1er février). — A. CHUQUET. La mort du général Bollemont, 18 décembre 1816. — J. LAUMIER. Victor Hugo, Adèle Hugo et Auguste de Châtillon (quelques lettres et bribes de conversations). = 1er février. M. CITOLEUX. Vigny et l'Allemagne (influence exercée sur le poète par Gœthe et Schiller, Gessner, J.-S. Richter et Strauss). = 1er mars. Eug. WELVERT. Sieyès (biographie complète en vingt pages).

3. — **La Révolution française**. 1914, déc. — A. AULARD. Raisons historiques de notre confiance (par comparaison avec la situation de la France en 1792-1793. Mais combien ces deux époques sont dissemblables!). — P. CHEVREUX. L'école centrale de la Moselle. — F. RAYMOND. Les Constituants de Lyon et leurs électeurs (juin 1789-septembre 1791; fin). — Mlle G. ROCHER. La commune des Pieux, Manche, pendant la Révolution, 1790-1795, d'après les registres municipaux; fin en janvier 1915. — Noms révolutionnaires des rues de Paris et inscriptions républicaines sous l'Empire. = 1915, janvier. A. AULARD. Le cours d'histoire de la Révolution française à la Sorbonne et la guerre actuelle (programme des dix premières leçons). — A. MÉRY. Les élections à l'Assemblée législative de 1791 (suite : Les abstentions et la question des indemnités électorales). — Maurice BERNARD. L'œuvre de Caffarelli à Brest, de thermidor an VIII à pluviôse an IX (comme préfet maritime : ses efforts pour mettre la division Ganteaume en état de tenir la mer). — L'histoire moderne et contemporaine au Comité des travaux historiques. = Documents. 1° Le moulage de la tête du général Dampierre (blessé le 8 mai 1793 dans le bois de la Vicogne et mort le 11); 2° L'autopsie du conventionnel Gasparin (mort à Orange le 21 brumaire an II).

4. — **Revue des études anciennes**. T. XVI, 1914, oct.-déc. — A. CUNY. Questions gréco-orientales. II : Les écritures linéaires crétoises (expose la méthode de recherches appliquée par Sundwall, reprenant et complétant celles d'Evans). — M. CLERC. Inscription grecque de Marseille. — ID. Inscription grecque de Toulon. — C. JULLIAN. Notes gallo-romaines. LXIV : Joseph Déchelette. — R. MICHON. La verrerie en Gaule (longue analyse du livre de M. Morin-

Jean). — C. JULLIAN. Chronique gallo-romaine. — P. FOURNIER. Inscriptions de Sardes (étude critique sur l'édition de Buckler et Robinson). — E. BRÉHIER. La cosmologie hellénique, d'après l'ouvrage de M. Duhem.

5. — **Revue des études historiques.** 1914, juillet-août. — Roger PEYRE. Coup d'œil sur l'origine des villes, sur les causes de leur situation, de leur développement, de leur transformation et de leur décadence (il s'agit des villes de l'antiquité : la ville forteresse, la ville centre religieux, la ville commerçante; à suivre). — Léo MOUTON. Le duc d'Épernon et l'archevêque de Bordeaux (amusant portrait de l'archevêque Henri de Sourdis : ses démêlés avec le gouverneur de Guyenne; le scandale de la place Saint-André, 1643; à suivre). — B. COMBET DE PATRIS. Le jansénisme en Rouergue à la fin du XVIIIe siècle (d'après la correspondance échangée entre l'évêque de Cicé et ses vicaires généraux en 1771). — E. DUVERNOY. La date de la bataille de Bouvines (dimanche 27 juillet 1214). = C.-rendus : *Maurice Souriau.* La Compagnie du Saint-Sacrement de l'autel à Caen (très intéressant). — *E. Esmonin.* La taille en Normandie au temps de Colbert (important). — *Paul Fould.* Un diplomate français au XVIIIe siècle : Louis-Augustin Blondel (1717-1751). — *A. Sabatié.* Debertier, évêque constitutionnel, et le clergé de Rodez ; les martyrs du clergé; le tribunal révolutionnaire de Paris (est impartial dans l'exposé des faits, mais fort violent). — *Louis Madelin.* Danton (le chef-d'œuvre de l'auteur). — Correspondance du duc d'Aumale et de Cuvillier-Fleury (t. VI, de 1865 à 1871). = 1915, janvier-mars. Léo MOUTON. Le duc d'Épernon et l'archevêque de Bordeaux (suite et fin; comment, le 20 septembre 1634, à Coutras, le gouverneur dut s'humilier devant M. de Sourdis; récit animé). — Roger PEYRE. Coup d'œil sur l'origine des villes (suite; les capitales de l'ancien Orient; les villes grecques; transformation de ces villes au cours de l'histoire grecque). — Lieutenant de vaisseau Jean VIVIELLE. Une lettre inédite sur le combat de la Grenade (du lieutenant de vaisseau Jacques de Cuers de Cogolin à sa mère, 8 juillet 1779). — Aug. COULON. La France et la Castille au XIIIe siècle (d'après l'ouvrage de Daumet). = C.-rendus : *Raymond Gleizes.* Jean Le Vacher, vicaire apostolique et consul de France à Tunis et à Alger, 1619-1683 (excellent). — *Alfred Franklin.* La cour de France et l'assassinat du maréchal d'Ancre (récit vivant, un peu touffu). — *Maxime Collignon.* Le consul Jean Giraud et sa relation de l'Attique au XVIIe siècle (très intéressant). — *Augustin Gazier.* Bossuet et Louis XIV, 1662-1704 (véritable travail historique). — *Ch. de Coynart.* Le chevalier de Folard, 1669-1752 (beaucoup de recherches). — *A. Boppe.* L'Albanie et Napoléon, 1797-1814 (très vivant). — Marquis *Calmon-Maison.* Le général Maison et le 1er corps de la Grande Armée, 1813-1814 (grandit trop son héros).

6. — **Revue des études napoléoniennes.** 1914, nov.-déc. — Ed. DRIAULT. Les études napoléoniennes et l'Europe nouvelle. — H.

CLOUZOT. Le papier peint à l'époque impériale. — Jos. DURIEUX. Les écharpes d'honneur sous le Consulat. — A. VOVARD. Un centenaire : les Anglais à Bordeaux en 1814 (d'après un grand nombre de documents inédits. Il n'est pas vrai que les Anglais soient venus à Bordeaux pour rétablir la royauté ; ils y entrèrent en conquérants, faisant la guerre pour eux-mêmes). — J. MAYOR. Le cabinet de l'abdication à Fontainebleau ; authenticité des souvenirs qui s'y rattachent. — G. VAUTHIER. Pensions accordées ou proposées de 1806 à 1810.

7. — **Revue critique d'histoire et de littérature**. 1914, 8 août. — *M. Vernes*. Les emprunts de la bible hébraïque au grec et au latin (cet ouvrage « ne retiendra pas un instant l'attention d'un linguiste ou d'un hébraïsant »). — *Th. Reinach*. L'anarchie monétaire et ses remèdes chez les anciens Grecs (excellent). — *M. Dieulafoy*. La bataille d'Issus (analyse d'un important mémoire du commandant Bourgeois. Le Pinaros, sur les bords duquel se livra la bataille, doit être identifié avec le Payas). — *E. Pokorny*. Studien zur griechischen Geschichte im 6en und 5en Jahrzent des 4en Jahrh. (corrections apportées à la chronologie des ouvrages de Kahrstedt et d'Eug. Cavaignac ; réponse de ce dernier). — Sir *John Rhys*. The celtic inscriptions of Cisalpine Gaul (travail très soigné ; les résultats sont minces et hypothétiques). — *P. Hagedorn*. Die Entwickelung der wichtigsten Schiffstypen bis ins 19e Jahrh. (bon). = 15 août. *A. Bœser*. Die Denkmæler des neuen Reiches, 3e série (description des stèles du musée de Leyde ; important). — *H. Weinel*. Biblische Theologie des neuen Testaments (effort remarquable pour reconstituer l'histoire de la pensée chrétienne en son âge primitif. Observations de fond présentées par A. Loisy). — *H. von Soden*. Griechisches neues Testament (remarquable édition du texte). — *W. Haupt*. Worte Jesu und Gemeindeüberlieferung (reconstruction aussi ingénieuse que conjecturale de la tradition évangélique depuis ses origines dans la carrière de Jésus jusqu'à sa rédaction définitive dans les évangiles synoptiques). — *G.-P. Welter*. Charis ; ein Beitrag zur Geschichte des æltesten Christentums (importante étude sur le concept chrétien de la grâce). = La suite des livraisons a été interrompue par la guerre. Elle a repris au début de 1915. = 22 août-26 décembre. *A. H. Gardiner* et *E. P. Weigall*. A topographical Catalogue of the private tombs of Thebes (catalogue bien fait et qui rendra de grands services). — *Petrie*. Ancient Egypt (1er fasc. d'une publication périodique qui doit atteindre « les cinq mille lecteurs d'histoire égyptienne qui se trouvent dans les pays de langue anglaise »). — *Lieblein*. Recherches sur l'histoire de la civilisation de l'ancienne Égypte, 3e fasc. (intéressants fragments que la mort de l'auteur n'a pas permis de mettre au point). — Hieroglyphic texts from egyptian stelae etc. in the British Museum, 4e et 5e parties (important). — *A. C. Clark*. The primitive texts of the Gospels and Acts (la méthode critique suivie par l'auteur est vicieuse). — *Didelius*. Die Briefe des Apostels Paulus an Timotheus I, II, an

Titus (remarquable). — *C.-H. Watkins.* Der Kampf des Paulus um Galatien (excellent commentaire historique de l'épître aux Galates). — *Haase.* Literarkritische Untersuchungen zur orientalisch-apokryphen Evangelienliteratur (consciencieux et profitable). — *G. Faber.* Buddhistische und neutestamentliche Erzæhlungen (utile exposé des rapports qui ont existé dans l'antiquité entre l'Inde et le monde occidental). — *Preuss.* Die geistige Kultur der Naturvölker (excellente analyse de la pensée, de la magie, des dieux, de la religion et de la vie sociale, de la science, de l'art des peuples dits primitifs). — *Gerke* et *Norden.* Einleitung in die Altertumswissenschaft (t. III, 2e éd.; excellent). — *Ginzel.* Handbuch der mathematischen und technischen Chronologie (t. II et III; importants chapitres sur la mesure du temps chez les Romains, les Grecs et les peuples de l'Orient, chez les anciens Germains et les Celtes; le moyen âge occupe la moitié du tome III). — *A. von Martin.* Mittelalterliche Welt- und Lebensanschauung im Spiegel der Schriften Coluccio Salutatis (beaucoup d'idées intéressantes). — *L. Stieglitz.* Die Staatstheorie des Marsilius von Padua (travail consciencieux, mais qui donne peu de nouveau). = 1915, 2 janv. *P. Allain.* Bouvines (exposé destiné au grand public et surtout à des enfants). — *Ed. Audoin.* Essai sur l'armée royale au temps de Philippe-Auguste (excellent). — *E. Jovy.* Le médecin Antoine Menjot (érudite monographie sur un ami de Pascal; intéressant pour l'histoire religieuse du XVIIe siècle). — *Battesti.* Massimo d'Azeglio; sa vie, ses écrits, son rôle politique (instructif). = 9 janvier. *E. Walser.* Poggius Florentinus; Leben und Werke (remarquable). = 16 janvier. *J. Witte.* Ostasien und Europa (manifeste pour la propagation du christianisme allemand et de l'influence allemande en Extrême-Orient). — *Ed. Dænson.* Mythes et légendes. Étude sur l'origine et l'évolution des croyances religieuses par la comparaison des textes originaux (confusion, improvisation et inexpérience). — *J. Rivière.* Le dogme de la rédemption (étude théologique dominée par le dogme traditionnel). — *H. Stephen.* Religion und Gott im modernen Geistesleben (deux conférences sur les courants de la pensée religieuse en Allemagne; « utile à lire; on y verra comment le Dieu de l'évangile peut devenir le Dieu des Allemands »). — *H.-S. Chamberlain.* La genèse du XIXe siècle; édition française par *R. Godet* (sorte de philosophie générale de l'histoire; « si la vérité réside dans les nuances, l'auteur manque ordinairement de vérité; sa synthèse est compromise par la rigueur des vérités générales qu'il y a emprisonnées »). — *Cereteli* et *Sobolevski.* Exempla codicum graecorum litteris minusculis scriptorum, annorumque notis instructorum. II : Codices Petropolitani (remarquable). — *V. Gardthausen.* Griechische Palæographie. I : Das Buchwesen im Altertum und im byzantinischen Mittelalter, 2e édition (important). = 23 janvier. *W. Bremer.* Die Haartracht des Mannes in archaischgriechischer Zeit (bonne étude sur la coiffure grecque archaïque en général). — P. Cornelii Taciti Historiarum libri

qui supersunt, éd. *Ed. Wolff*, 1re livraison, livres I et II, 2e édit. (bon). — *E. Balog*. Ueber das Alter der Ediktscommentare des Gaius (bon). = 30 janvier. *P. S. Allen*. Opus epistolarum D. Erasmi Roterodami (t. I-III; le tome III atteint le 30 juin 1519 et arrive au n° 992. Grand progrès sur toutes les éditions antérieures; remarquable; cf. *Rev. histor.*, t. CXI, p. 225, et CXII, p. 241). — *R. Beyrich*. Kursachsen und die Polnische Thronfolge, 1733-1736 (utilise beaucoup de documents nouveaux). = 6 février. *A. van Gennep*. Religion, mœurs et légendes; essais d'ethnographie et de linguistique, 5e série (bonnes études d'ethnographie; rien de linguistique). — *W. Bauer*. Die öffentliche Meinung und ihre geschichtlichen Grundlagen (amusant et instructif). = 13 février. La mission de la Cybèle en Extrême-Orient, 1817-1818. Journal de voyage du capitaine *A. de Kergariou*, publié et annoté par *Pierre de Joinville* (le profit de ce voyage a été très mince). — *P. Feyel*. Histoire politique du XIXe siècle, t. II (utile). = 20 février. *G. Mendel*. Musées impériaux ottomans. Catalogue des sculptures grecques, romaines et byzantines, t. II. — *H. Malo*. Les corsaires dunkerquois et Jean Bart (remarquable). — Baron *A. de Maricourt*. La duchesse d'Orléans, mère du roi Louis-Philippe, 1791-1821 (beaucoup de documents utilisés, mais que de menues erreurs de détail et que de fautes de style! Suivent quatre pages d'errata). — *G. du Bosc de Beaumont* et *M. Bernos*. La famille d'Orléans pendant la Révolution, d'après sa correspondance inédite (publication faite à l'aide des papiers légués à la bibliothèque de l'Institut par le petit-fils de Claude Beugnot).

8. — **Bulletin hispanique**. T. XVI, n° 4, oct.-déc. 1914. — G. Cirot. Lorenzo de Padilla et la pseudo-histoire (établit la liste des manuscrits et des éditions de l'*Historia de España;* indique sur quels manuscrits les éditions ont été faites). — E. Mele. Sonnets espagnols traduits en italien. — C. Pérez-Pastor. Dates concernant le théâtre espagnol (fin : de 1660 à 1700). = C.-rendus : *Eduardo Ibarra y Rodriguez*. Coleccion de documentos para el estudio de la historia de Aragon, t. IX. Documentos correspondientes al reinado de Sancio Ramires, 1063-1093 (excellente publication). — *G. Daumet*. Mémoire sur les relations de la France et de la Castille de 1255 à 1320 (bon). — *Jean Babelon*. La bibliothèque française de Fernand Colomb (276 volumes qui ont formé le noyau de la Colombine).

9. — **Bulletin italien**. Oct.-déc. 1914. — E. Bouvy. De Dante à Alfieri : l'idée de patrie dans la poésie italienne du XIVe au XVIIIe s. (« de Dante à Alfieri, la poésie patriotique italienne n'a été qu'une longue élégie. Du jour où le poète d'Asti a convié le peuple italien à travailler lui-même à sa propre émancipation, l'élégie se double d'un chant de guerre, que les conquêtes du siècle qui va s'ouvrir transformeront en un chant de triomphe »). — R. Sturel. Bandello en France au XVIe siècle (4e article; à suivre). — J. Léonard-Chalagnac.

Un peintre bordelais en Italie au XVIIIe siècle : Pierre Lacour (cet élève de Vien séjourna à Rome de 1769 à 1774). = C.-rendus : *Giovanni Crocioni*. Le Marche, letteratura, arte et storia (très intéressant). — *Arm.-Ad. Messer*. Le *Codice aragonese*, étude générale, publication du manuscrit de Paris : contribution à l'histoire des Aragonais de Naples (série de documents du règne de Ferdinand Ier jusqu'au début des hostilités engagées par le duc de Lorraine-Anjou, Jean, 1458-1460; le document serait mieux appelé *Codice Ferrantino*).

10. — Comité des travaux historiques et scientifiques. Bulletin philologique et historique (jusqu'à 1715). Année 1913, n°s 3 et 4 (porte la date de 1914; paru en février 1915). — Ulysse ROUCHON. État de rentes en langue populaire du Velay (fragment en patois d'un acte d'hommage rendu en 1416). — Paul PERRIER. Chartes, lettres et pièces diverses relatives aux arts et aux artistes du XIVe au XIXe siècle, récemment données à la Bibliothèque nationale par M. le marquis et M. le comte Alexandre de Laborde (365 numéros intéressant surtout l'histoire de Paris, de la Normandie, de la Bourgogne et de la Franche-Comté). — Joseph FOURNIER. Un document sur les origines du Consulat de France au Maroc, 1576. — Comte DE LOISNE. Itinéraire de Robert II, comte d'Artois, 1267-1302 (en France et en Italie). — VILLEPELET. Inventaire de l'arsenal de Lyon, septembre 1567. — DUJARRIC-DESCOMBES. Brantôme abbé (publie le procès-verbal de l'hommage rendu à l'abbé de Brantôme par un de ses tenanciers, Georges Chevalier, seigneur du « repaire noble » de Puymarteau, 1er juin 1571). — SAUVAGE. Note sur un billet d'indulgences délivré au XIIIe siècle par l'abbaye de Cordillon, diocèse de Bayeux. — Abbé GUILLAUME. Note et documents relatifs aux Vaudois des Alpes à la fin du XVe siècle (publie sept documents, dont trois bulles pontificales, de 1487 à 1494).

11. — Nouvelles archives des missions scientifiques et littéraires. Nouvelle série, fasc. 11 (1914). — LEX. Rapport sur une mission de recherches dans les fonds d'archives du grand-duché de Bade (à la recherche de documents antérieurs au XIXe siècle, d'origine française ou relatifs à l'histoire de France, encore inconnus ou non inventoriés, qui se trouvent dans les archives de Carlsruhe, de Constance, de Donaueschingen, où sont les archives de la maison princière de Fürstenberg, et dans celles de Fribourg-en-Brisgau, de Heidelberg, de Mannheim et de Wertheim-sur-le-Mein). = Fasc. 12. DESDEVISES DU DÉZERT. Les sources manuscrites de l'histoire de l'Amérique latine à la fin du XVIIIe s., 1760-1807 (archives des Indes à Séville, archives historiques nationales de Madrid, archives générales de Simancas, archives du ministère d'outre-mer à Lisbonne, archives de la Torre do Tombo à Lisbonne).

12. — Revue archéologique. 1914, juillet-août. — P. PARIS. Restes du culte de Mithra en Espagne. Le Mithræum de Mérida. — A. REINACH. Les portraits gréco-égyptiens (1° découverte et prove-

nance des « portraits du Fayoum »; 2° nature et technique de ces portraits; à suivre). — G. SEURE. Archéologie thrace. Documents inédits ou peu connus, 2e série (1° résumé de l'activité archéologique au cours des années 1911-1913; 2° la loi sur les antiquités en Bulgarie en 1911 et les nouvelles réglementations archéologiques). — Comte DE LANTIVY et J. DE LA MARTINIÈRE. Les poteries décorées de Meudon, près Vannes, Morbihan. — G. BLUM. Alexandre-Helios (type qui est en relation avec les mystères de Mithra). — S. REINACH. George Perrot (notice nécrologique). — ID. La date de Stonehenge (on a trouvé dans les tombes de Stonehenge des perles de faïence qui, faites en Égypte, sont identiques à celles qu'on peut dater avec certitude des années 1500-1200 av. J.-C. C'est sans doute le commerce de l'étain et de l'ambre qui amena ces produits dans l'île de Bretagne; par là, ce mystérieux monument se trouve daté).

13. — Revue générale du droit. 1913, sept.-oct. — J. CAUVIÈRE. Le lien conjugal et le divorce. Législation du Bas-Empire (suite et fin). = 1914, septembre-décembre. C.-rendus : *G. Bloch*. La république romaine (exposé très complet des luttes sociales). — *F. Payen*. Anthologie des avocats français contemporains, avec une introduction et des commentaires (précieux pour l'histoire du barreau). — *J. Dedieu*. Montesquieu (histoire de ses idées). — *C. Vacher de Lapouge*. Necker économiste (nouveau). — *L. Stouff*. Catherine de Bourgogne et la féodalité de l'Alsace autrichienne, 1411-1426 (livre définitif).

14. — Romania. 1914, oct. — E. PHILIPON. Les parlers de la comté de Bourgogne aux XIIIe et XIVe siècles. — A. THOMAS. Peire Vidal en Terre-Sainte (le poète provençal prouve qu'il connaissait la Terre-Sainte quand il écrit dans une de ses chansons qu'il préférait un coin de terre entre Arles et Toulon à la possession du Daron, du Toron et d'Ibelin, trois des plus importants châteaux féodaux de la Palestine).

15. — Le Correspondant. 1915, 10 janv. — A. BELLESSORT. Ce qu'ils nous doivent (analyse de l'*Histoire générale de l'influence française en Allemagne* par M. Reynaud. Ce livre remarquable, dont, avant la guerre, la critique indépendante avait signalé les partis pris excessifs, est devenu depuis une révélation; ses paradoxes sont maintenant des vérités qu'on ne saurait discuter). — H. BREMOND. Fénelon et la guerre; à propos du second centenaire de l'archevêque de Cambrai (son rôle actif pendant la guerre de la Succession d'Espagne; son humanité; ses rapports avec Villars et le prince Eugène). — EYDOUX-DÉMIANS. Notes d'une infirmière (suite; très intéressants récits et tableaux de guerre; quelques lettres du général Eydoux valent d'être signalées). = 25 janvier. C. FIDEL. L'Allemagne coloniale et la guerre (avec 4 cartes). — M. DUPONT. En campagne. Impressions d'un officier de légère (suite). — H. DAVIGNON. Les procédés de guerre des Allemands en Belgique. La systématisation de la

terreur, d'après une nouvelle enquête (enquête faite parmi les réfugiés belges en Angleterre. « Nous sommes devant un système. Le jour où l'on pourra évoquer la marche envahissante des armées allemandes sur le sol belge, on sera frappé, sans aucun doute admissible, par la régularité, dans le meurtre, l'incendie, le pillage et l'emprisonnement, d'un procédé de terrorisme et de représailles. L'Allemagne fait la guerre en se mettant délibérément au-dessus des lois et du droit des gens »). — A. Morel-Fatio. L'attitude de l'Espagne dans la guerre actuelle. — La question des neutres (l'auteur expose les règles actuellement en vigueur sur les droits et les devoirs des neutres, en particulier au sujet de la contrebande de guerre, tels qu'ils ont été déterminés dans les diverses conventions de la Conférence de La Haye).

16. — **Études**. Revue fondée par des Pères de la Compagnie de Jésus. 1915, 5-20 janv. — Paul Dudon. Qui a voulu la guerre? (discute en particulier la valeur et la portée des documents publiés par la Gazette de l'Allemagne du Nord; montre aux « catholiques ardents, chez les sœurs latines de la France », le danger qu'eût fait courir aux œuvres catholiques le triomphe de l'Allemagne). — P. Geny. Saint Thomas, le maître par excellence (excellence de son enseignement au point de vue pédagogique). — Impressions de guerre (notes prises par divers aumôniers). — Yves de la Brière. La première encyclique de Benoît XV. = 5-20 février. Id. Le mandement du cardinal Mercier. I : La neutralité belge; morale et droit des gens. — A.-V. Hidalgo. La guerre et les neutres. Lettre sur l'état des esprits en Espagne. = C.-rendus : *F. Savio*. Gli antichi vescovi d'Italia dalle origini al 1300, descritti per regioni. La Lombardia. I : Milano (beaucoup d'érudition). — *J. Ducrot*. L'évasion du général Ducrot (le 11 septembre 1870, en gare de Pont-à-Mousson ; l'auteur, fils du général, a pu retrouver des témoins et des complices de cette évasion). = 5 mars. P. Dudon. Le pape et la guerre (explique les « circonstances difficiles et complexes » qui ont rendu si incolore l'allocution consistoriale du 22 janvier. Si la pensée du souverain pontife avait été exprimée avec la hauteur qu'on était en droit d'attendre du chef de l'Église catholique, elle n'eût pas suscité tant d'explications venues après coup du sein même du clergé). — Impressions de guerre (suite : Combats dans les bois de la Grurie, janvier 1915).

17. — **La Grande Revue**. Août 1914-janv. 1915. — J. Reboul. Ce que l'élite allemande pense de la France, 4e article. — Edm. Vermeil. Maximilien Harden. I : Ses idées sur la politique intérieure (très instructive analyse des théories et opinions politiques exposées par le fameux publiciste dans la *Zukunft;* suite et fin en février; les idées de M. Harden sur la politique extérieure de l'Allemagne, surtout dans les trois ou quatre dernières années. Harden touche à peu près à toutes les questions et les résout avec une facilité qu'aucune contradiction ne déconcerte. Lui seul paraît d'ailleurs y avoir vu clair et,

à l'égard des malheureux ministres qui n'ont su ni penser ni agir comme il le fallait, il n'a que des expressions de mépris et d'insulte. La personne même de l'empereur ne lui est pas toujours sacrée).

18. — La Revue de Paris. 1915, 15 janv. — A. Chevrillon. La France et la guerre (pour reconstituer l'unité morale de la France, il a fallu « un excitant, mais le plus fort et le plus immédiat de tous : l'agression de l'étranger. Nous menacer de cette agression, on peut dire que, depuis quarante ans, c'est le service que nous a rendu l'Allemagne ». Bel et fort article). — Ch. Andler. La doctrine allemande de la guerre (d'après Clausewitz, Julius von Hartmann et le *Kriegsbrauch im Landkriege* de 1902. L'enseignement porté par ces livres explique à merveille les atrocités allemandes : il faut terroriser l'ennemi pour l'abattre plus vite. Cette notion morale, fondée sur les plus grossiers instincts de l'âme humaine, est venue se briser devant des principes plus nobles : ceux du devoir et de l'honneur. La valeur de la doctrine allemande se mesure maintenant à ses résultats). — E. Altiar. Journal d'une Française en Allemagne, juillet-octobre 1914 (cette Française se trouvait pendant ces mois tragiques en Silésie chez une princesse allemande, Française de naissance; son journal est un document historique à noter, étant écrit au contact même des événements). II : le 1er février (à noter le résumé d'une conférence faite par M. de Wilamowitz-Mœllendorf à Charlottenburg, le 6 septembre; on y trouve comme une première esquisse du Manifeste des 93, que Wilamowitz a d'ailleurs signé. On dirait qu'il en est un des auteurs). III : le 15 février (du 15 au 24 septembre; il est intéressant de voir comment fut annoncé en Allemagne l'incendie de la cathédrale de Reims). IV : le 1er mars (du 24 septembre au 23 octobre; l'auteur note, à la date du 5 octobre : « Ce pays où règnent l'ordre et la méthode me fait plutôt l'effet, quand j'y regarde de près, de la cour du roi Pétaud ». Portraits peu flattés de l'empereur et du chancelier). = 1er février. L. Batiffol. Les prophéties et la guerre (analyse : 1° la prophétie dite de Lehnin qui remonte, assure-t-on, au XIIIe siècle; 2° celle dite de Mayence qui est un peu antérieure à la guerre de 1870. Toutes deux, qui sont d'origine germanique, avaient, assure-t-on, prédit la présente guerre qui doit se terminer par la défaite de l'Allemagne). — Marcelle Ferry. Lettres de la Tuilerie (lettres adressées de Saint-Dié par Mlle M. Ferry à sa cousine, Mme Jules Ferry, du 2 août au 19 octobre 1914). — Ch. Schmidt. Anvers et le système continental, 1792-1814 (occupation d'Anvers par les Français en 1792; propagande républicaine et ouverture de l'Escaut. Divagations mystiques du banquier prussien Anacharsis Clootz, baron de Gnadenthal, « l'orateur du genre humain » au temps de la Convention; elles inspireront la politique de Napoléon Ier et, plus tard, celle du pangermanisme. Ce que Napoléon fit d'Anvers et ce qu'il en voulait faire). = 15 février. E. Lavisse. La Prusse (rapide et saisissant tableau de la formation territoriale de l'État prussien). — Paul Adam. La littérature et la guerre.

— C. JULLIAN. Du milieu des blessés (pénétrantes observations psychologiques sur les sentiments qui animaient les soldats français blessés pendant les premiers mois de la guerre). — F. BRUN. Paris à la fin de 1793 (notes prises par Jacques-Félix Brun, 1763-1831, qui vint de Marseille à Paris en novembre 1793 et y séjourna deux mois). = 1er mars. J. COMBARIEU. Musiciens allemands et musiciens français (expose les raisons pour lesquelles on devra interdire, pendant longtemps au moins, de jouer en France les œuvres de Meyerbeer et de Wagner. Pour le premier, l'auteur conclut qu'il est trop médiocre et qu'il « ne peut plus nous préoccuper » ; pour Wagner, les motifs sont différents : « Écouter une belle musique, c'est s'ouvrir à l'amour, c'est se donner sans réserve à une âme, à la fois individuelle et collective, personnifiée dans une œuvre. De hautes convenances et des devoirs sacrés nous feront éviter ces prises de possession. » Cet article est un singulier mélange d'esthétique et de germanophobie !). — J. DEMORGNY. Méthodes turco-allemandes en Perse (les efforts réalisés dans ces dernières années pour mettre la Perse sous la domination économique de l'Allemagne; la colossale entreprise du chemin de fer de Bagdad et de ses annexes, combinée avec la création, depuis 1906, d'une ligne de navigation desservie par la Hamburg-Amerika). = 15 mars. A. CHEVRILLON. L'Allemagne et la guerre (étude vigoureuse et passionnée sur la formation de la mentalité allemande au XIXe siècle). — Jacques BLANCHE. Lettres d'un artiste, 1914-1915. I : Thuringe (impressions d'Allemagne en juin et juillet 1914. L'auteur de ces lettres en rapporte la conviction qu'alors déjà la mobilisation allemande commençait). — Cloudesley BRERETON. Vue anglaise sur la guerre (conférence faite devant la Société des Amis de l'Université de Paris). — Ch. RIST. La préparation financière de l'Allemagne (très suggestif).

19. — Revue des Deux Mondes. 1915, 15 janv. — H. WELSCHINGER. Souvenirs de Bordeaux, 1871-1914; IV (vote des préliminaires de la paix, 1er mars 1871; première séance de l'Assemblée nationale à Versailles, le 20 mars). — Baron DE BARANTE. Auguste Laugel. — Général CANONGE. Les geôles allemandes en 1870-1871 (nombreux faits de brutalités commises sur des soldats et mobiles prisonniers; mauvais traitements en prison. Ces geôles allemandes firent 17,200 victimes). — T. DE WYZEWA. Un pangermaniste d'il y a cent ans : le feld-maréchal von Gneisenau. = 1er février. Jean POZZI. L'*Italia irredenta* (rapide histoire de l'irrédentisme depuis un demi-siècle). — V. BÉRARD. L'éternelle Allemagne, d'après le livre du prince de Bülow (l'éternelle Allemagne, c'est l'Allemagne particulariste, dont les parties sont sans cesse en guerre, soit contre elles, soit contre les voisines, l'Allemagne privée, au dire du prince de Bülow, de sens politique, incapable de sacrifier ses intérêts particuliers au bien de la chose publique, soumise aujourd'hui à un chef militaire qui est un Prussien et qui, n'ayant d'empereur que le nom, impose sa volonté particulière

à une unité provisoire de peuples obéissants; fin le 15 février). — P. Duhem. Quelques réflexions sur la science allemande (cherche à caractériser les doctrines de mathématique ou de physique fabriquées en Allemagne). — D. Beaunier. L'influence française en Allemagne (d'après les ouvrages de L. Reynaud). = 15 février. E. Dupuy. Fustel de Coulanges et l'Allemagne (analyse avec pénétration les écrits de Fustel de Coulanges pendant la guerre de 1870-1871 et le siège de Paris, sa polémique avec Mommsen, son mémoire sur la manière d'écrire l'histoire en France et en Allemagne. Montre comment, avant 1875 déjà, les universités allemandes avaient travaillé, avec un plein succès, à enseigner le dogme de la haine contre la France. Et Fustel resta toujours profondément attaché à l'Alsace, à Strasbourg où, au contact de l'Allemagne, s'était précisé son génie si français). — F. Bac. Les derniers jours de la paix en Thuringe (du 27 juin au 29 juillet 1914; notes intéressantes sur la préparation sournoise de la guerre au milieu d'une société cosmopolite ignorante et incrédule). — Claude Boringe. Esquisses marocaines. Mysticisme et fanatisme, III. — T. de Wyzewa. Une institutrice anglaise à la cour de Berlin (amusante analyse des notes prises par une institutrice anglaise engagée dans la famille du prince impérial d'Allemagne). = 1er mars. Baron Beyens. L'empereur d'Allemagne (suite le 15 mars : La famille impériale allemande; la cour, le gouvernement; intéressants détails personnels). — V. Giraud. Un témoignage alsacien sur l'Alsace-Lorraine (à propos des livres de M. Delahache; montre combien lourdement la question d'Alsace a pesé sur les destinées de l'Europe depuis quarante-quatre ans). — Mlle Valérie Masuyer. La reine Hortense et le prince Louis. V : En Angleterre, mai-juin 1831 (il n'est presque plus question ici du prince Louis; d'ailleurs, beaucoup de papotages et d'anecdotes sur les personnes de la famille impériale. Les extraits du journal de Mlle Masuyer avaient été préparés pour l'impression par le lieutenant-colonel Patrice Mahon, en littérature Art Roë). — D. Bellet. Tsing-Tao et la ruine de la culture allemande en Extrême-Orient (montre les efforts prodigieux réalisés par l'Allemagne dans cette création; sa ruine a dû être un coup très sensible à son orgueil. Regrets d'ailleurs très légitimes, car une grande œuvre avait été accomplie là). — Ch. Le Goffic. Dixmude. Un chapitre de l'histoire des fusiliers marins (suite et fin le 15 mars; récit très émouvant, et puisé aux sources les plus directes, sur l'héroïsme de ce détachement qui, malgré son petit nombre, réussit à contenir la furieuse attaque des Allemands contre Dixmude, du 16 octobre au 8 novembre 1914). — G. Faure. Napoléon à Laffrey, 7 mars 1815. = 15 mars. Ch. Benoist. Le machiavélisme de l'*Antimachiavel*; histoire d'un livre (raconte, d'après la correspondance de Voltaire, comment fut préparée l'édition du célèbre Essai composé par le prince de Prusse Frédéric et que Frédéric II, à peine monté sur le trône, aurait bien voulu désavouer. Joli jeu d'intrigues et de fourberies joué entre le prince, son éditeur Voltaire et les libraires

hollandais et français). — RODOCANACHI. La Réforme en Italie (son succès rapide, mais éphémère, au XVIe siècle). — T. DE WYZEWA. L'ex-khédive d'Égypte (analyse d'un livre récent de Lord Cromer sur Abbas II qui nous est représenté ici comme le prince des fourbes).

20. — Revue du mois. 1re année, tome I, janv.-juin 1906. — Émile BOURGEOIS. Au seuil de l'alliance. Les origines de l'entente franco-russe, 1871-1876. — H. HAUSER. La géographie humaine et l'histoire économique. — P. VAN TIEGHEM. La notion de littérature comparée. — H. BOUASSE. La science et l'histoire de la civilisation (recherche ce que pourrait être, dans une histoire de la civilisation, le rôle des sciences physiques et de leurs applications). — A. AULARD. Histoire de la Révolution; méthode et résultats. = Tome II, juillet-décembre 1906. Marcel BRAUNSCHVIG. L'origine et l'évolution de la galanterie (par galanterie, l'auteur entend l'ensemble des égards que l'homme a pour la femme). — A. MATHIEZ. La veille et le lendemain du Concordat de 1802 (recherche les motifs pour lesquels Bonaparte voulut, non pas rétablir le catholicisme, qui s'était peu à peu reconstitué à la faveur du régime de la séparation, mais à traiter avec Rome; c'est qu'il considérait la religion comme une force de conservation sociale et un moyen de gouvernement). — A. JUVÉ DE BULOIX. Un épisode du mouvement catalaniste en Espagne. Barcelone en 1713 et en 1714. — Émile BOURGEOIS. L'histoire d'un secret diplomatique. Les alliances de l'Empire en 1870 (les pièces conservées au ministère des Affaires étrangères de Paris prouvent que, du 7 juillet au 6 août 1870, il y eut de sérieux pourparlers pour une alliance de l'Autriche et de l'Italie avec la France et contre la Prusse; Sybel s'est complètement mépris sur ce point). = Tome III, janvier-juin 1907. Paul TANNERY. Programme d'un nouveau cours d'histoire des sciences. = Tome IV, juillet-décembre 1907. J. BÉDIER. La légende de la conquête de la Bretagne par le roi Charlemagne (étude sur la chanson d'Aiquin). — P.-M. BONDOIS. La liberté de l'enseignement sous le Directoire. La question des prêtres au Conseil des Cinq-Cents. — A. MATHIEZ. Le culte public et le culte privé sous la première Séparation, 1795-1802. — Élie HALÉVY. La doctrine économique de Saint-Simon. = Tome V, janvier-juin 1908. A. MATER. L'origine des villages (il faut la chercher, en France du moins, dans les communautés de famille dites « taisibles », qui restaient volontairement associées dans l'état d'indivision; estime que les faits, d'ailleurs nombreux et intéressants, recueillis par Meitzen et son école n'expliquent rien). — G. DUMAS. La *Jeanne d'Arc* de M. Anatole France. = Tome VI, juillet-décembre 1908. Élie HALÉVY. La doctrine économique des Saint-Simoniens. — G. JANNIARD. L'origine des Japonais (adopte les conclusions de M. Revon dans son ouvrage sur *le Shinntoïsme*). — G. RENARD. Les corporations à Florence au XIIIe siècle. — Ét. FOURNOL. Guillaume Budé et le premier humaniste français (à propos du livre de L. Delaruelle). = Tome VIII, janvier-juillet-décembre 1909.

E. Denis. L'Autriche et les Serbes (l'auteur semble avoir prévu et prédit les événements qui se déroulent actuellement sur les bords de la Save et du Danube). — C. Latreille. La théorie catholique de la souveraineté. — J. Bonnerot. Le rôle social des bibliothèques. — G. May. La paix de 1871 avec l'Allemagne (expose les raisons pour lesquelles l'Allemagne imposa à la France vaincue l'abandon de l'Alsace et de la Lorraine). — C. Marbo. Le mariage de Mme Roland (d'après sa correspondance, publiée par M. Claude Perroud). = Tome IX, janvier-juin 1910. G. Lanson. Le rôle de l'expérience dans la formation de la philosophie du XVIIIe siècle en France. I : la Transformation des idées morales et la naissance des morales rationnelles, de 1680 à 1715. II : l'Éveil de la conscience sociale et les premières idées de réformes politiques. — A. Waltz. Linguistique et préhistoire. — W. Ostwald. La science et l'histoire des sciences. = Tome X, juillet-décembre 1910. G. Charpentier. Molière contre la science. — L. Eisenmann. La Hongrie et les Slaves (danger que fait courir à l'État magyar une politique de persécution contre l'élément slave). — G. Lanson. La méthode de l'histoire littéraire. — C. Bouglé. La première philosophie de Proudhon. — Ch. Andler. Les opinions sociales de Nietzsche, 1876-1882. — Dr G. Dromard. Sur la fidélité du témoignage (expose les causes multiples qui rendent si incertain le témoignage des hommes). = Tome XI, janvier-juin 1911. S. Reinach. La méthode en archéologie. — Ch. Salomon et G. Lanson. La méthode en histoire littéraire. — A.-D. Xénopol. L'histoire et la géologie. — G. Silber. Les origines de la guerre russo-japonaise. = Tome XII, juillet-décembre 1911. Ed. Herriott. Éphèse, cité mystique. — C. Vallaux. La découverte de l'Asie centrale; explorations d'Aurel Stein, de Kozlov et de Pelliot. — J. Alazard. La population ouvrière sous la monarchie de Juillet. = Tome XIII, janvier-juin 1912. A.-D. Xénopol. La synthèse en histoire, d'après M. Henri Berr. — Paul Louis. Le travail dans l'antiquité romaine. — P. von Tieghem. Les sciences de la nature au XVIIIe siècle. — Ph. Sagnac. L'œuvre religieuse de l'Assemblée constituante, 1789-avril 1791. — Henri Berr. La recherche des causes dans la synthèse historique (réplique à M. Xénopol). = Tome XIV, juillet-décembre 1912. G. Lanson. Trois mois d'enseignement aux États-Unis. = Tome XV, janvier-juin 1913. Gonzague Truc. Sur la littérature du moyen âge. Le public et les sujets. — G. Bourgin. De la fausse sociologie en histoire (fait surtout la critique du *Roi* de Fr. Funck-Brentano). — Ph. Sagnac. L'esprit public et les sentiments de l'armée après la chute de la royauté, août 1792. — E. Denis. Le principe des nationalités et la paix des Balkans. = Tome XVI, juillet-décembre 1913. L. Bourgeois. Les anciennes mathématiques japonaises. — Max. Toubeau. L'évolution du droit corporatif. — Alf. Guignard. Maurice de Saxe et les troupes noires (avec quelques indications sur l'emploi des troupes noires depuis le XVIe siècle. Maurice de Saxe incorpora des

nègres d'Afrique dans le régiment de cavalerie légère de Saxe-volontaires qu'il fut autorisé à former en 1743; en 1747, il proposa d'enrôler les nègres « marrons » auxquels on eût donné la liberté; les protestations des colons firent avorter le projet). — F. Challaye. A propos du socialisme impérialiste en Allemagne. — Ch. Andler. Ce qu'il y a d'impérialisme dans le socialisme allemand (observations qui, aujourd'hui, ont un caractère prophétique). — A. Dauzat. La géographie linguistique. — G. Stenger. Deux grands bourgeois de Paris : Étienne Marcel et Jehan Maillart (article d'une information très vieillie). — J. Charpentier. Diderot et la science de son temps. — C. Cestre. La doctrine sociale de Carlyle. — Albert Maire. Sur un recueil, soi-disant perdu, des *Lettres provinciales* de Pascal, avec annotations (le recueil formé par H. Basse pour l'étude bibliographique des *Lettres provinciales* n'a pas disparu, comme l'a dit Aug. Molinier dans son édition ; il est au British Museum. Décrit dans le Catalogue de cette bibliothèque, 1892, au mot Montalte). = Tome XVII, janvier-juin 1914. Dr G. Monod et Mme Thyss-Monod. La vie de Claude Bernard, 1813-1878. — A. Tibal. Gœthe et les sciences de la nature. — G.-A. Hückel. Les stations préhistoriques de la Suisse. — L. Pineau. L'idée féministe dans la littérature allemande au XIXe siècle. — A. van Gennep. Le problème de l'Islam (montre pourquoi l'Islam, une fois semé quelque part, germe si rapidement et pourquoi aucune autre religion n'a réussi à faire reculer l'Islam). = Tome XVIII, juillet-décembre 1914. M. Hollebecque. La valeur religieuse de l'art à l'époque paléolithique. — A. Monglond. Sainte-Beuve journaliste. — G.-A. Hückel. Les monuments de l'ancien royaume d'Aksoum. — L. Renault. La guerre et le droit des gens au XXe siècle. — Cloudesley Brereton. Qui est responsable? (voir plus haut, p. 356). — Ch. Andler. Les usages de la guerre et la doctrine de l'État-major allemand (important). — Émile Hovelacque. Les causes profondes de la guerre (cette guerre « n'est pas seulement le dernier effort du séculaire militarisme prussien, ou du militarisme tout court, le terme de l'évolution monstrueuse d'un peuple de proie artificiellement créé pour des fins de violence seules, l'application de théories mystiques, le débordement d'une volonté de puissance née d'un orgueil forcené ou d'une volonté de vivre : elle est, en dernière analyse, une lutte pour l'existence même, un phénomène de l'instinct de conservation qui est au fond de la vie. De part et d'autre, elle prend un caractère sacré. Cette guerre est une guerre religieuse; elle en aura toute l'atrocité, l'implacable fureur »).

21. — Revue politique et littéraire (Revue bleue). 1915, 2-9 janv. — Étienne Fournol. Questions extérieures : sur un crime politique (la violation de la neutralité belge). = 16-23 janvier. Eug. d'Eichthal. Le grand Frédéric et les ballons dirigeables (d'après les Souvenirs de Dieudonné Thiébault). = 30 janvier-6 février. L. Renault. La guerre et le droit international. = 13-20 février. C. Jullian. Les

éléments du passé dans la guerre actuelle (leçon d'ouverture du Cours d'histoire et Antiquités nationales au Collège de France le 6 janvier 1915. Montre la survivance du plus ancien passé de la race allemande dans les procédés de la guerre actuelle et dans les maximes de religion et de terreur mises en pratique dans les descendants des Germains, adorateurs de Wuotan, le « vieux Dieu » allemand; fin dans la livr. suivante). — Jos. Reinach. Un carnet allemand (carnet d'un sous-officier westphalien fait prisonnier. L'homme est pieux, charitable à l'occasion, toujours véridique; il révèle ou confirme quelques-unes des « atrocités » allemandes; ainsi le pillage de Briey par les Bavarois, la destruction du village de Fréville. Les jours, les heures sont datés avec précision du 10 août au 23 septembre; intéressant; fin le 27 février-7 mars).

22. — Académie des inscriptions et belles-lettres. Comptes-rendus des séances de l'année 1914. Bulletin d'août-octobre. — Seymour de Ricci. Un papyrus latin inédit (c'est un testament du IIe s. de notre ère, conservé au musée de Berlin; il est très mutilé). — A. Moret. Une nouvelle disposition testamentaire de l'ancien empire égyptien (d'après un texte inédit provenant de Gizeh; actuellement au musée du Caire). — V. Segalen. Rapport sur les résultats archéologiques de la mission Voisins, Lartigue et Segalen (dans la province chinoise de Sseu-tch'ouan). — A. Moret. Une liste des nomes de la Haute-Égypte sous la VIIIe dynastie.

23. — Académie des sciences morales et politiques. Séances et travaux. Compte-rendu, nov.-déc. 1914. — G. Lacour-Gayet. Les journées de Barfleur et de La Hougue, 29 mai-3 juin 1692. — L. Cahen. La répartition des métiers à Paris au milieu du XVIIIe siècle. — J. Mathorez. La pénétration des étrangers en France (jusqu'au XVIIe siècle). — Fr. Funck-Brentano. Les villes au début de l'époque féodale.

24. — L'Anjou historique. Janv.-févr. 1915. — La bataille des Ponts-de-Cé, 7 août 1620 (reproduction d'une brochure de l'époque). — L'Anjou à la fin du règne de Louis XIV, 1682-1715 (extrait d'un journal, rédigé par un chapelain de la cathédrale d'Angers). — M. Prieur, vicaire général d'Angers, 1751-1831. — Les fédéralistes choletois (adresse envoyée en janvier 1793 par le district et la commune de Cholet à la Convention). — L'évacuation d'Angers, 10-13 juin 1793 (après la prise de Saumur par les Vendéens). — L'affaire du clocher de Chanzeaux, 9 avril 1795 (lettre du général Caffin à Canclaux, général en chef des armées de l'ouest). — Le mouvement religieux en Maine-et-Loire avant le 18 fructidor (tiré de la correspondance des commissaires auprès des municipalités cantonales). — Les Prussiens en Maine-et-Loire en 1815 (ils restèrent à Angers du 4 août au 23 septembre).

25. — Annales de Bretagne. Janv. 1915. — Origines bretonnes, étude des sources (l'auteur anonyme étudie la vie de saint Samson; il

examine chapitre par chapitre les sources de ce document, dresse un lexique de tous les termes qui y sont contenus et conclut que cette vie a été composée au temps de Judicaël, soit à la fin du VIe ou au début du VIIe siècle; la thèse demanderait à être examinée de près). — Séverin CANAL. Les origines de l'intendance de Bretagne; suite; III (Les premiers commissaires du Conseil aux États sous Louis XIV. Ch. Colbert, 1663 et 1665; à suivre). — F. QUESSETTE. L'administration financière des États de Bretagne de 1689 à 1715 (suite; offices nouveaux : courtiers, gourmets, jaugeurs, inspecteurs aux boissons, aux boucheries, etc.). = C.-rendu : *Barthélemy Pocquet*. Histoire de Bretagne, t. VI (de 1715 à 1789, suite de l'œuvre entreprise par A. de La Borderie, étude insuffisante de certaines questions, mais rendra service). — Bibliographie bretonne pour l'année 1913.

26. — Annales du Midi. 1914, oct. — Alfred LEROUX. « Monvaerni » est-il un peintre émailleur? (ce mot « Monvaerni » peut être lu et interprété « monumentum archiepiscopi Nazareni » et l'on pourrait admettre qu'il s'agit d'un émail appartenant à Jean Barton, d'abord évêque de Limoges, jusqu'en 1484, puis archevêque de Nazareth). — P. DOGNON. Pièces relatives aux États de Languedoc, première moitié du XVe siècle; suite et fin. — Alfred LEROUX. Une expérience de physique à Bordeaux en 1729. = C.-rendus : *Jones*. Saint Gilles; essai d'histoire littéraire (bonne étude critique sur la légende de saint Gilles; montre que la *Vita S. Ægidii* n'a rien d'authentique). — Vicomte *de Romanet*. Les provinces de la France (nombreuses critiques par Alfred Leroux). — *D. Meunier*. Louise de Mirabeau, marquise de Caleris, 1752-1807 (biographie très bien documentée, qui se lit comme un roman). = Chronique : Ch. PORTAL. Chronique du Tarn.

27. — Mémoires de l'Académie de Vaucluse. T. XXIV (1914), 3e et 4e trimestres. — Dr LAVAL. Velorgues au comté venaissin. Étude historique et archéologique (suite : du XIIIe au début du XVe siècle; retrace un peu l'histoire générale du Comtat-Venaissin; détails intéressants sur la communauté villageoise et la paroisse de Velorgues; sur les co-seigneurs du XVe siècle; à suivre). — Marc DE VISSAC. Les fantaisies du président de Brosses (dans ses appréciations sur Avignon). — Dr COLOMBE. La « libraria magna » dans la tour des Anges (confirme les conclusions du P. Ehrle. La bibliothèque était bien placée dans la tour des Anges; elle occupait l'étage du Trésor haut, immédiatement au-dessus de la chambre à coucher du pape).

28. — Revue africaine. 1914, 2e trimestre. — Pierre MARTINO. Fromentin. Essai de bibliographie critique. — Miguel ASIN PALACIOS. L'enseignement de l'arabe en Espagne. — Émile DANTINNE. Victor Chauvin (professeur à Liège, orientaliste, mort le 19 décembre 1913). — Capitaine L. VOINOT. Les actes des émigrés et des Marocains, surtout des Beni Snassen, et les opérations effectuées par les Français, notamment en 1856. — J. CARCOPINO. Mélanges d'épigraphie algérienne (le premier des consuls africains : Q. Aurelius Pactumeius Fronto, de

Cirta en 80 ap. J.-C.; inscriptions récemment découvertes aux environs d'Alger; deux inscriptions de Khemissa).

29. — Revue de l'Agenais. 1914, sept.-oct. — Ph. LAUZUN. La vie au château d'Aiguillon au couchant de la monarchie; fin. — MARBOUTIN. Boutique d'apothicaire au XVIIe siècle à Port-Sainte-Marie. — BOUDON DE SAINT-AMANS. Cryptographie agenaise, publ. par R. BONNAT; suite (du 16 août au 18 septembre 1815, réception de la duchesse d'Angoulême le 1er septembre). — DARNALT. Les Antiquitez d'Agen; suite.

30. — Revue d'histoire de Lyon. 1914, sept.-oct. — A. RUPLINGER. Un contradicteur de J.-J. Rousseau : le Lyonnais Charles Bordes. — P. METZGER. Étude historique et juridique sur le piquage d'once à Lyon au XVIIIe siècle; suite et fin (le « piquage d'once », ce genre de fraude dans la fabrication des tissus de soie, le recel et la vente frauduleuse des produits fabriqués, s'explique par la misère des maîtres-ouvriers, par la médiocre situation des petits fabricants, par l'impuissance de la justice à prouver et à punir les délits). — F. BAUD. La fondation et les débuts du *Précurseur*, journal royaliste constitutionnel à Lyon sous la Restauration. — A. CROZE. Statuts et règlements primitifs de l'Aumône générale de Lyon, 1533-1535. = Nov.-déc. Ph. FABIA. La troisième campagne des fouilles de Fourvière, 1913-1914 (signale les principaux objets trouvés, céramique arétine, pièces de monnaie, mosaïques, diplôme militaire du 16 mars 192 accordé au Lyonnais Sextus Egnatius Paulus de la treizième cohorte urbaine). — A. SACHET. Arras et Lyon. Le repeuplement d'Arras en 1479 : la colonie lyonnaise (sur l'ordre de Louis XI, quarante-huit grandes personnes et trois enfants partirent de Lyon pour repeupler Arras, nommée Franchise; aventures de route; sommes que le Consulat de Lyon doit dépenser pour eux; on ignore si, après le retour des Arrageois en 1483, ces Lyonnais sont rentrés dans leurs foyers ou demeurés à Arras). = C.-rendus : *Ed. Fueter*. Histoire de l'historiographie moderne, traduction de *Jeanmaire* (excellent). — *Jean Rodes*. Dix ans de politique chinoise. Le Céleste Empire avant la Révolution (intéressant).

31. — Revue historique de Bordeaux. 1914, nov.-déc. — G. CIROT. Les Juifs de Bordeaux; leur situation morale et sociale, de 1550 à la Révolution; suite (rapports entre les « Portugais » et les « Avignonnais »). — Jean BARENNES. Le 12 mars 1814 à Bordeaux (d'après les souvenirs de Ferrère). — J. FRAIKIN. Voyage d'un légitimiste bordelais à Paris et à Ham en 1833 (il s'appelait Jean-Baptiste Gergerès; avocat à Bordeaux, il défendit à Poitiers quelques Vendéens compromis dans l'échauffourée de la duchesse de Berry. Il voulut aller voir à la prison de Ham son ancien confrère au barreau bordelais, Pierre Denis, comte de Peyronnet. Intéressant).

32. — La Revue savoisienne. 1914, 4e trimestre. — F.-Raoul CAMPICHE. Le traité de Turin du 3 juin 1754 et les archives de Genève

(par ce traité, qui mettait fin aux conflits entre le roi de Sardaigne et Genève, on s'engageait de part et d'autre à se livrer les terriers et autres documents pouvant intéresser chaque parti ; cette clause n'a pas été exécutée, les documents qui auraient dû rentrer aux archives de Genève furent en partie brûlés à Chambéry en 1793). — François MIQUET. « L'homme rouge » de Jean-Pierre Veyrat (c'est le titre d'un journal fondé en 1833 par Veyrat à Lyon, après son expulsion de Chambéry ; à suivre).

ALLEMAGNE.

33. — Abhandlungen der K. Gesellschaft der Wissenschaften zu Göttingen. Philologisch-historische Klasse. Neue Folge, t. XIV (1912). — N° 3. Rudof THURNEYSEN. Manuscrits et monuments littéraires de l'Irlande. IIe série, 24 p., suite du n° 2 (parmi les œuvres citées, les suivantes intéressent les historiens : XV. Leabhar Gabhala ; XVI. Le poème *Rédig dam, a dédonim*... XVIII. Aided Con Culaina). = N° 4. Th. NÖLDÖCKE. Recherches sur le roman d'Achiquar, 63 p. (roman syriaque du VIIe siècle av. J.-C.). = N° 5. Kurt SETHE. Sérapis et les soi-disant κάτοχοι de Sérapis. Deux problèmes de l'histoire de la religion gréco-égyptienne, 100 p. (résultats nouveaux : le culte du dieu souterrain Osiris-Apis sous le nom de Sérapis fut introduit à Alexandrie encore par Alexandre, immédiatement après la fondation de cette ville. Ptolémée Ier fit ériger à Alexandrie une statue grecque de Poseidon qui fut identifié avec Sérapis : c'était une œuvre de Bryaxis de Sinope ; cette statue devint le centre du culte de Sérapis. Timothée l'Exégète composa selon toute apparence le ἱερὸς λόγος dont il est question dans Plutarque et Tacite. La κατοχή du Serapéum de Memphis n'a aucune importance religieuse, pas même cultuelle).

34. — Abhandlungen der K. Preussischen Akademie der Wissenchaften. Philosophisch-historische Klasse, 1912. — Benno ERDMANN. Éloge de Wilhelm Dilthey (mort le 1er octobre 1911 ; c'est le biographe de Schleiermacher et philosophe célèbre). — Hermann DIELS. Les manuscrits du commentaire de Galien sur le prorrhetikon d'Hippocrate (important pour l'histoire de la médecine). — H.-W.-K. MÜLLER. Textes soghdiques, I (fragments du Nouveau Testament tiré d'un manuscrit des Péricopes, à la fin une confession nestorienne). — H. ZIMMER. Par quel chemin les Goideli sont-ils arrivés du continent en Irlande (la théorie exposée jadis par d'Arbois de Jubainville et John Rhys a été reconnue fausse ; il est plus que probable que les Goideli sont venus de la Gaule orientale ; bien plus tard, un commerce très actif eut lieu entre le port de Nantes et l'Irlande). — Andreas HEUSLER. La *faida* islandaise dans la « sturlunga saga » (dans le volume précédent, Heusler avait décrit le droit criminel d'après la saga des Islandais, soit au Xe et au XIe siècle ; ici il s'agit des XIIe et XIIIe siècles ; l'auteur examine les sources pour le droit de cette période ; il passe ensuite en revue le droit de vengeance, le système de la com-

position, la plainte devant un tribunal, la mise hors la loi; étude très importante). — F.-W.-K. MÜLLER. Un feuillet tiré d'un livre d'hymnes manichéen (texte et traduction; ces fragments proviennent de la cour d'un roi des Oigures au xe siècle; ils nous donnent une idée de ce singulier mélange de peuples, de langues et de civilisation au centre de l'Asie). — Mark LIDZBARSKI. Inscriptions phéniciennes et araméennes sur des vases à Elephantiae (lectures différentes de celles proposées jadis par Sachau). — Carl FRANCK. Le déchiffrement des anciennes inscriptions élamiques (ces inscriptions ont été trouvées à Suse par la mission française de 1897-1899; tentative curieuse de déchiffrement et de traduction). — Friedrich SCHULTHESS. Manière de s'adresser aux animaux en arabe (chameaux, brebis, chèvres, chevaux, ânes, etc.; considère à la fois l'ancienne littérature arabe et l'arabe actuel; en tire des considérations pour la psychologie de ce peuple).

35. — **Annalen des historischen Vereins für den Niederrhein, insbesondere die alte Erzdiözese Köln.** N° 93 (1912). — Theodor PASS. Les origines et l'histoire du monastère de Steinfeld (1re partie jusqu'en 1152. Ce monastère, situé dans l'Eifel, fut de 920 à 1097 un monastère bénédictin, de 1097 à 1121 une collégiale soumise à la règle de saint Augustin, de 1121 à 1184 une prévôté de Prémontré. Sous le prévôt Evervin, de 1121 à 1152, la prévôté étendit son influence jusqu'en Bohême où elle fonda une série d'établissements. Evervin était en rapports affectueux avec saint Bernard qu'il poussa à écrire ses sermons LXV et LXVI contre les erreurs des hérétiques). — Otto ZARETSKY. Un livre de comptes de Quentel de la seconde moitié du XVIe siècle (source importante pour l'histoire de l'imprimerie et de la librairie à Cologne dans la seconde moitié du XVIe siècle, et d'une façon générale pour l'industrie du livre; de tels documents sont très rares). — Hermann ROTH. Les peintures murales et les vitraux de l'abside de la collégiale Saint-Séverin à Cologne (important pour l'histoire de l'école de Cologne; des découvertes d'archives permettent d'affirmer que quelques-unes de ces peintures ne sont pas postérieures à 1273, les autres ont été faites peu après 1300. Les cinq verrières des cinq fenêtres supérieures sont du milieu du XVe siècle). — Ernst BRASSE. La fondation de l'abbaye de Gladbach (au diocèse de Cologne; le fondateur fut l'archevêque Géro de 969 à 976). — Wilhelm MEIER. La situation politique à Clèves de 1794 à 1806.

36. — **Annalen des Vereins für Nassauische Altertumskunde und Geschichtsforschung.** T. XL (1912). — E. RITTERLING. Le camp romain près de Hofheim dans le Taunus, 416 pages avec 110 gravures dans le texte et un album de 32 planches (depuis plusieurs années déjà, des fouilles ont été faites sous la direction de l'auteur et aux frais du Musée de Wiesbaden. Sans doute ce castel a une grandeur et une importance historiques bien moindres que ceux de Novoesium et de Vetera; mais on n'a fouillé encore, dans les régions du

Rhin, aucun camp romain de date aussi ancienne; et les objets trouvés en grand nombre permettront désormais de dater les camps où les mêmes découvertes seraient faites : on pourra affirmer qu'ils remontent au Ier siècle de notre ère. A cause de la forme irrégulière de terrain, il est difficile de donner la périphérie du camp; le *cardo* mesure 169 mètres, le *decumanus* 151m25; la superficie du camp, y compris les remparts, est de 26,450 mètres carrés, à l'intérieur 15,400 mètres carrés. Le camp était destiné à une garnison permanente d'une force d'une cohorte environ et qui était prise parmi les *auxilia* de l'armée du Rhin. On peut admettre à peu près avec une entière certitude que le camp fut créé par le futur empereur Ser. Sulpicius Galba en l'an 39-40, au temps de l'expédition de l'empereur Caius en Gaule, immédiatement après les combats contre les Chattes. Vers 50-51, à la suite d'une attaque de ce peuple, le camp fut détruit. Il fut fortifié de nouveau environ vingt ans plus tard, mais pas avant 69, sous Vespasien. Après une remarquable étude sur le camp lui-même, M. Ritterling décrit tous les objets, vases, lampes, verres, etc., qui ont été découverts; les planches et les gravures illustrent fort bien ses descriptions).

37. — Archiv für hessische Geschichte und Altertumskunde. Nouvelle série, t. VIII (1912). — F.-W. Schaefer. Adam Krafft, réformateur de la Hesse (son importance dans l'histoire de la Hesse. Jusqu'ici on n'avait sur lui que des renseignements épars; pour la première fois on nous donne un travail suivi, où l'on nous montre que certaines institutions religieuses encore subsistantes dans les deux Hesse remontent à lui). — Andreas-Ludwig Veit. Documents d'archives sur la cathédrale de Mayence jusqu'au XVIe siècle (1° dissertations sur le développement du chapitre et son rôle dans la construction de la cathédrale; 2° documents sur le chapitre; 3° documents sur l'origine de la construction des chapelles). — Theodor List. La pêche et les étangs dans la Hesse-Darmstadt (particulièrement du XVe au XVIIIe s.). — Wilhelm Diehl. Charles-Frédéric Bahrdt à l'Université de Giessen (de 1771 à 1775, d'après les archives de la Cour et de l'État; il fut appelé à Giessen, par suite des intrigues de Bechtold et contre la volonté de beaucoup des professeurs; ses querelles à Giessen; le ministre von Moser réussit à l'écarter; en appendice, dix-neuf documents importants). — Franz Babinger. Frédéric-Edmond Schulz, voyageur et orientaliste hessois, 1799-1829 (ce savant, assassiné en Arménie, est connu par son *Mémoire sur le lac de Van et ses environs*, dans le *Journal asiatique*, 1840; Eugène Burnouf lui doit beaucoup. Appendices à cet article au t. IX). — Franz Falsc. Études sur l'abbaye de Lorsch (particulièrement sur le *Codex Laureshamensis*). — Otto Wolf. Les impôts d'empire de la ville de Friedberg en Wettéravie (important pour l'histoire financière des villes impériales du milieu du XIIIe au début du XVe siècle). = T. IX (1913). Paul Braun. Études sur l'histoire de sainte Élisabeth (ses relations avec la Hongrie; sa cano-

nisation et la translation de ses reliques). — Wilhelm FABRICIUS. La géographie religieuse de la Hesse (suite; § 6. Le décanat d'Odernheim, province de Hesse rhénane, diocèse de Mayence). — Friedrich ROTH. Les observations du juriste d'Augsbourg, Dr. Hieronymus Fröschel, sur le procès pour délit d'injures intenté par Georges von Schachten à Cyriacus Spangenberg. — Karl HENKELMANN. Lettre de l'archiduc Ferdinand d'Autriche au chevalier Hans Landsbach von Steinach (19 juin 1526; demande l'expulsion hors du territoire des Landscheid du réformateur Jacob Otter; renseignements sur ce dernier). — Fritz HERMANN. Trois lettres du zwinglien Lindenfels du temps de Philippe le Magnanime (on voit que de 1531 à 1534 la tendance zwinglienne était représentée en Hesse; cf. une lettre de Capiton de 1531, et deux de Bücer de 1534). — Heinrich ULMANN. La Hesse au carrefour (comment elle s'est détachée de Napoléon Ier après Leipzig).

38. — Deutsche Rundschau. 1913, nov. — G. DICKHUTH. La fin de la domination étrangère en Allemagne (fin dans la livraison de décembre). — Witticho VON EINSIEDEL. Notes d'un officier saxon en 1812-1813 (le major général Ch.-H. d'Einsiedel). = Décembre. Lady BLENNERHASSETT. L'Angleterre de la reine Victoria (impressions; suite en février et mai 1914). = 1914, février. Conrad BURDACH. Sur les origines de l'humanisme (suite en mars et avril, discours prononcé le 2 octobre 1913 à Marbourg; voir le livre du même intitulé *Rienzo et l'évolution intellectuelle de son temps*). — Fr. WIEGAND. Notes sur le piétisme (son évolution; comment il prépare le réveil). — A. ZIMMERMANN. Trente années de politique coloniale allemande. = Avril. K.-T. HEIGEL. Danton (malgré tout le mal qu'il a fait, on ne peut s'empêcher d'avoir pour lui une certaine sympathie; nature richement douée, médiocre caractère). — E. SALZER. Nouvelles lettres inédites de F. Jules Stahl (1834-1842). = Mai. O. PARISH VON SENFTENBERG. Il y a cent ans (lettres d'un Anglais, G. Parish, voyageant en Allemagne en 1814; Hambourg, Francfort, Cassel).

39. — Göttingische gelehrte Anzeigen. 1914, juin. — *Arnold von Salis.* Der Altar von Pergamon (les résultats ne répondent pas à la peine que l'auteur s'est donnée; pourquoi cette comparaison perpétuelle du style grec du IIe siècle av. J.-C. avec le style baroque moderne?). — *Oskar Fischbach.* Treuhänder und Treuhandgeschäfte (sujet de droit très intéressant; mais le livre est sans critique). — *David W. Myhrman.* Babylonian hymns und prayers. — *Albert T. Clay.* Business documents of Murashu sons of Nippur dated in the reign of Darius II; *Id.* Documents from the temple archives of Nippur dated in the reigns of Cassite rulers (importantes publications de l'Université de Pensylvanie; Bruno Meissner signale diverses corrections à faire aux textes publiés). — *Robert Deumer.* Das Recht der eingetragenen Genossenschaften (bon). = Juillet. *Ulrich Wilcken.* Zu den κάτοχοι des Serapeums (K. Sethe maintient son ancienne opinion

contre l'auteur : les κάτοχοι sont des prisonniers, non une secte religieuse). — *Johannes Hehn.* Die biblische und die babylonische Gottesidee (les opinions de l'auteur seront bientôt sans doute acceptées par les savants). — Festgabe für *Gerold Meyer von Knonau* (analyse des divers articles : cf. *Rev. histor.*, t. CXV, p. 238). — Briefe von und an *Friedrich von Genz* (t. III, de 1803 à 1832). — *Gottfried Zedler.* Die Mainzer Ablassbriefe der Jahre 1454 und 1455 (importante étude sur les origines de l'imprimerie).

40. — Historisches Jahrbuch. T. XXXV (1914), n° 2. — Eduard Eichmann. L'excommunication de Philippe de Souabe (reprend la question après Wieser, Winckelmann, Hauck, Baethgen, en se plaçant au point de vue du droit ecclésiastique). — Joseph Greven. L'origine des béguines (2e article ; examine les témoignages de la *Vita Odiliae Leodiensis*, de Gilles d'Orval, d'Alberic de Trois-Fontaines, de Thomas de Cantimpré, etc., et conclut qu'à tort Kurth s'est appuyé sur eux, pour placer à Liège le berceau des béguines). — Heinrich Schotte. Le congrès d'Ems (2e article, opposition du nonce, attitude de la papauté ; à suivre). — Hermann Steinberger. Le texte des annales d'Altaich sur la conquête de l'Angleterre par les Normands (l'auteur a dû être renseigné par un Gascon hâbleur !). — Martin Grabmann. Un autographe d'Albert le Grand à la bibliothèque de Vienne (il s'agit de quelques œuvres du franciscain dans le ms. 273, fol. 65-168). — J. v. Pflugk-Harttung. Dans le quartier bavarois en 1814-1815 (série de dépêches datées de Colmar, janvier 1814 ; de Traînel, février ; Kaiserslautern et Nancy, juin 1815). = C.-rendus : *G. Beermann* et *C.-R. Gregori.* Die Koridethi-Evangelien Θ 038 (cet évangéliaire grec du VIIe au IXe siècle a été trouvé à Koridethi, à l'est de la mer Noire, et se trouve actuellement à Tiflis ; reproduction fidèle ; mais pourquoi n'avoir pas séparé les mots ?). — *L. Berg.* Géro, archevêque de Cologne, 969-976 (fait avec soin). — *H. Hirsch.* Die Klosterimmunität seit dem Investiturstreit (bon). — *De Wulf.* Geschichte der mittelalterlichen Philosophie (traduction allemande de *R. Esleir*, très exacte). — Un fascicule supplémentaire contient la table des t. I à XXXIV : 1° table par volumes ; 2° table alphabétique par noms d'auteurs ; 3° tables des noms de personnes, de lieux et des matières. Il n'y a pas de table alphabétique des comptes-rendus.

41. — Historische Vierteljahrschrift. 1913, n° 3. — Margarete Baumann. Le jugement de Schön sur la politique financière de Stein (au fond, malgré l'exagération de certaines expressions, Schön avait raison : Stein fut un financier assez médiocre). — Paul Sander. Les corporations ont-elles leur origine dans les métiers seigneuriaux ? (Walter Müller, de l'école de Seeliger, répond oui ; Wilh. Gallion, de l'école de von Below, non). — Carl Schambach. Sur le diplôme de Gelnhausen (celui qui accordait le duché de Westphalie à l'archevêque de Cologne). — Ludwig Bergsträsser. Le premier projet du Comité de consti-

tution au Parlement de Francfort (titres I et II sur le chef de l'Empire et le Conseil d'Empire). = C.-rendus : *Harry Bresslau*. Handbuch der Urkundenlehre für Deutschland und Italien (t. I, 2e éd., remarquable). — Historischer Atlas der österreichischen Alpenländer. 2e livraison (remarquable). — *Emilio Calvi*. Bibliografia generale di Roma (t. II, consacré au xve siècle, très utile). — *Godefroid Kurth*. La cité de Liège au moyen âge (remarquable, malgré sa partialité). — *Friedrich Holtze*. Geschichte der Mark Brandenburg, t. III, 1re partie (ne répond pas, pour la période ascanienne du moins, aux exigences de la science). — *Paul Kluckhohn*. Die Ministerialität in Sudostdeutschland vom zehnten bis zum Ende des dreizehnten Jahrhunderts (instructif). — Acta Imperii, Angliae et Franciae ab an. 1267 ad a. 1313, hg. von *Fritz Kern* (choix bien fait). — *Conrad Bischoff*. Studien zu P.-P. Vergerio dem Älteren; *Franz Beck*, Studien zu Leonardo Bruni (études importantes sur le grand schisme et l'humanisme). — *Paul Viollet*. Le roi et ses ministres pendant les trois derniers siècles de la monarchie (M. Viollet aime surtout le moyen âge qui est, à ses yeux, une période de liberté créatrice; les temps modernes sont la période de l'absolutisme qui se continue du reste sous la Révolution). — *J. Vota*. Der Untergang des Ordenstaates Preussen und die Entstehung der preussischen Königswürde (prend parti pour l'ordre teutonique). — *Robert Redslob*. Die Staatstheorien der französischen Nationalversammlung von 1789 (appelle beaucoup d'objections). — *Rudolf Friederich*. Die Befreiungskriege 1813-1815 (t. I et II, 1813; bon exposé pour ceux qui ne sont pas militaires). — *Veit Valentin*. Fürst Karl von Leiningen und das deutsche Einheitsproblem (des longueurs, trop de citations). — *Hermann Schulze-Delitzsch*. Schriften und Reden (quelques discours curieux ont été oubliés par les éditeurs). = No 4. W. Soltau. Le développement de l'ager publicus au ive siècle av. J.-C. (ce développement explique comment Rome a pu acquérir en peu de générations la domination de l'Italie. La loi de 367 a été le moyen le plus efficace pour romaniser l'Italie centrale). — G. Seeliger. Les ouvriers et le droit seigneurial (soutient avec beaucoup d'énergie l'origine seigneuriale des corporations). — Fr. Frahm. La situation politique au début de la guerre de l'Allemagne contre le Danemark (plans très compliqués de l'Allemagne). = C.-rendus : *O. Dähnhardt*. Natursagen, t. IV; *Kühnau*. Schlesische Sagen, t. III (importantes études de folklore). — Griechische Papyri im Museum des oberhessischen Geschichtsvereins zu Giessen, hrg. und erklärt von *O. Eger*, *E. Kornemann* und *Paul Meyer* (série de textes importants). — *Dahlmann-Waitz*. Quellenkunde der deutschen Geschichte, 8e éd. (signale quelques erreurs et omissions dans la table). — *Karl-Otto Müller*. Die oberschwäbischen Reichsstädte (travail sérieux, mais ne confirme pas la théorie de la marche). — *Kurt Kaser*. Deutsche Geschichte im Ausgang des Mittelalters, t. II (avec ce volume est terminé la *Bibliothek deutscher Geschichte* de Zwidineck-Südenhorst). — Concilium Tridentinum. Diariorum, actorum,

epistularum, tractatuum nova collecto, t. V (2e vol. des *Diaria*, édité par *Seb. Merkle;* 2e vol. des *Acta*, édité par *St. Ehses*, du 3 février 1546 au 11 mars 1547). — *P. Holzhausen.* Die Deutschen in Russland 1812 (beaucoup de documents inédits; très vivant). — *Richard Charmatz.* Udolf Fischhof (bonne biographie de cet homme d'État). — *Gustav Kolmer.* Parlament und Verfassung in Oesterreich (t. VII de cette importante publication). — *Gustav Freytay.* Briefe an seine Grattin. — Le volume contient la bibliographie de l'histoire allemande de 1912-1913 dressée avec le soin habituel par M. *Oskar Masslow.* = 1914, n° 1. Hermann Barge. Le mouvement de la préréforme à Wittenberg (les controverses à propos de la messe privée, 1520-1521; l'intervention de l'électeur Frédéric en vertu du mandat de Nuremberg du 20 janvier 1522; le retour de Luther de la Wartburg et les événements qui suivirent; l'opposition entre Luther et Karlstadt). — Manfred Laubert. Metternich et les critiques de la presse allemande à propos de la révolution de Cracovie de 1846 (comment la ville libre fut annexée à l'Autriche; impéritie de la diplomatie prussienne). — Ludwig Bergsträsser. Les journées de mars à Berlin (documents nouveaux; cherche à déterminer le rôle de Bodelschwingh, d'Arnim et du roi Frédéric-Guillaume IV). — Paul Lehmann. La Disputatio Ganfredi et Aprilis de statu curiae Romanae (corrections à ce poème de la fin du XIIIe s., d'après un ms. de Vienne). = C.-rendus : *L. Mitteis* et *U. Wilcken.* Grundzüge und Chrestomathie der Papyruskunde (rendra de grands services). — *Friedrich Kauffmann.* Deutsche Altertumskunde, t. I (les temps primitifs jusqu'aux invasions; excellent). — *Joseph Sturm.* Der Ligurinus (enlève ce poème à Gunther de Pairis; mais les raisons données sont insuffisantes). — *Otto Könnecke.* Rechtsgeschichte des Gesindes in West- und Suddeutschland (près de 1000 pages pour traiter de la situation juridique de la domesticité, c'est vraiment trop). — *Wilh. Fabricius.* Die Grafschaft Veldenz (étude faite pour établir l'Atlas historique de la région rhénane). — *Hans Spangenberg.* Vom Lehnstaat zum Ständestaat (intéressant). — *Axel Albrecht von Maltzahn.* Die 4096 Ahnen Seiner Majestät Kaiser Wilhelms II (œuvre de dilettante, en laquelle on ne saurait avoir confiance). — *Albert Waddington.* Histoire de Prusse, t. I (impartial; quelques critiques de détail). — *Martin Hobohm.* Machiavellis Renaissance der Kriegskunst (2 vol. très détaillés). — *Gottfried Buschbell.* Reformation und Inquisition in Italien um die Mitte des XVI. Jahrhunderts (documents intéressants). — *Hermann Hallwich.* Briefe und Akten zur Geschichte Wallensteins, 1630-1634 (avec les ouvrages précédents et celui-ci, l'auteur a élevé un monumentum aere perennius). = N° 2. Adolf Stölzel. L'ancienne situation de Cassel (s'élève contre la théorie de H. Brunner dans la *Festschrift* pour le millénaire de la fondation de la ville). — Otto Winckelmann. Les plus anciennes ordonnances pour les pauvres au temps de la Réforme, 1522-1525 (compare entre elles les ordonnances de diverses villes). — Hesselbarth. Les auteurs responsables de l'entrevue de Gastein, août 1865 (surtout

d'après la publication française : Les origines diplomatiques de la guerre de 1870-1871). = C.-rendus : *Wolfgang Riepl.* Das Nachrichtenwesen des Altertums (beaucoup de renseignements, mais pas d'index). — *Frederick Adams Woods.* The influence of monarchs (livre singulier). — *Fritz Kiener.* Studien zur Verfassung des Territoriums der Bischöfe von Strassburg (Seeliger examine la théorie de Kiener ; il admet qu'à Strasbourg le pouvoir de l'évêque ne résulte pas de l'union des droits comtaux à l'évêché ; mais il faudrait bien se garder de généraliser ces conclusions). — *Paul Darmstaedter.* Geschichte der Aufteilung und Kolonisation Afrikas seit dem Zeitalter der Entdeckungen (reproche à l'auteur de ne savoir ni l'arabe, ni le portugais, ni l'espagnol). — *L. von Pastor.* Allgemeine Dekrete der römischen Inquisition aus den Jahren 1555-1597 (documents intéressants ; mais ces documents sont-ils bien une justification de l'Inquisition?). — *Bernhard Duhr.* Geschichte der Jesuiten in den Ländern deutscher Zunge, t. II (grande valeur historique). — *A.-O. Meyer.* England und die katholische Kirche unter Elisabeth und den Stuarts (le t. I consacré à Élisabeth est excellent). — *Askenazy Simon.* Fürst Joseph Poniatowski 1763-1813 (traduction élégante du polonais). — Denckwürdigkeiten des *Freiherrn Hermann von Gaffron-Kunern;* Kriegsbriefe des Leutnant *Wilhelm Alberti* aus den Befreiungskriegen (important pour les guerres de 1813-1815).

42. — Mitteilungen des kaiserlich deutschen archäologischen Instituts. Athenische Abteilung. T. XXXVI (1911), nos 3-4. — P. Roussel. Note sur un décret de Knide (publié au 1er fascicule par Schede. Iphiadès d'Abydos nommé proxène est mentionné par Aristote, *Pol.*, VIII, p. 1306 *a*, et par Aeneas, *Poliorc.*, 28, 6, note en français). — Th. Wiegand. Inscriptions de l'Orient. II (la plus curieuse est celle de l'Asie Mineure, no 7 ; elle provient de Zénonopolis en Isaurie et concerne une conduite qui menait l'eau à la fontaine de saint Socrate martyr ; elle date de l'an 488 de notre ère. No 13, sur une monnaie de la ville phrygienne d'Amorion on lit le nom d'une des deux rivières qui s'unissent au nord de la cité pour se jeter dans le Sangarios : Κνηπέλκαος). — Id. Μήτηρ Στευνηνή (description des restes d'une grotte sacrée citée deux fois par Pausanias, VIII, 4, 3, et X, 32, 2, près d'Aizanoi). — L.-D. Caskey. Les comptes de construction de l'Erechtheion pour l'année 409-08 av. J.-C. (frise, entablement et fronton). — F. Hiller v. Gaertringen. L'inscription de Tégée en l'honneur de Phylarque (Dittenberger, *Syll*², no 106. Lecture nouvelle d'après deux anciens moulages de Löfstedt. Contrairement à Foucart qui a daté l'inscription de l'an 224 av. J.-C., l'auteur la place dans l'intervalle entre la bataille de Mantinée et l'été de 361 ; elle a été gravée à la suite de la paix générale et de l'alliance entre Athènes et l'Arcadie. Phylarque, envoyé d'Athènes, a contribué sans doute à assurer cette alliance). = T. XXXVII (1912), no 1. F. Drexel. Le periégète Hélio-

dore (examen de l'article de Keil, *Hermès*, t. XXX, 1895, p. 199-240). — G. Rodenwaldt. Le sanctuaire de Pan sur l'Ilissos (pour la topographie de l'Attique). — Th. Sauciuc. Une lettre d'Hadrien et le gymnase d'Hadrien à Athènes (lettre inédite de l'année 131-32; diplôme de donation du gymnase situé sur le rivage sud de l'Ilissos). — Id. Examen de I. G. II 5, 85 b. (nouvelle lecture du diplôme de proxénie pour Komaios d'Abdère, circa 375 av. J.-C.). — M. Schede. Communications de Samos (à signaler le n° 15, un relief de la deuxième moitié du IVe siècle en l'honneur de Zeus Ammon; le n° 17, un autel élevé vers 100 av. J.-C. par les εἰσαγωγεῖς, sans doute des fonctionnaires judiciaires; n° 18, base d'une statue en bronze de Pompée, élevée sans doute en 67 av. J.-C. à la suite de la guerre contre les pirates; n° 19, rétablissement du temple de Dionysos par l'empereur Claude, 47 ap. J.-C.). — W. von Bissing. Lettre de Delphes (le sanctuaire du héros Phylakos; ex-voto orientaux). — G.-P. Oikonomos. Le Dipylon d'Athènes (la reconstruction doit être datée des derniers temps de la Grèce, sinon même de l'époque romaine). = Nos 3 et 4. Les fouilles de Pergame, 1910-1911. I. W. Dörpfeld. Les bâtiments (1° le sanctuaire de Démeter date, en sa première forme, des temps anciens de la Grèce; Philetairos et son frère Eumenes le renouvelèrent πρὸ πόλεως, comme le prouvent les inscriptions; puis la femme d'Attale Ier y ajouta les gigantesques portiques et des propylées. Au milieu du IIe siècle av. J.-C., le sanctuaire connut encore une courte période de prospérité; 2° le temple de Héra au-dessus du Gymnase est un ouvrage d'Attale II). II. A. Ippel. Les inscriptions (il faut signaler comme présentant un intérêt historique les suivantes : n° 20, en l'honneur d'Adobogiona, femme de Brogitaros et fille du grand Deiotaros; n° 22, en l'honneur du rhéteur M. Calidius Q. F.; n° 23, d'A. Julius Quadratus, avant son premier consulat, 93 av. J.-C.; n° 24, de sa femme Julia Tyche; n° 25, de sa fille Julia Polla; n° 26, de T. Tattienus Serenus et M. Eppuleius Proclus). III. P. Schazmann et G. Darier. Fouilles sur le Kaleh Agili (l'antique Atarneus, citadelle du tyran Hermias). IV. S. Loeschcke. Vases en *terra sigillata* à Tchandarli (l'antique Pitane). = T. XXXVIII (1913). N° 1. Giannopoulos. Iolkos (la localité préhistorique était située sur la colline de Volo, la localité historique sur celle de Goritsa). — P.-D. Rediades. Encore Psyttaleia (réplique à l'article de Beloch dans l'Ἀρχ. Ἐφ., 1910). — E. Fabricius. Inscription de Kopatzedes (près de Pergame : décret du peuple d'Elaia après le traité conclu avec Rome en 129 av. J.-C., par lequel la ville fut reçue au nombre des socii et amici p. R.; c'est le plus ancien texte épigraphique sur le culte de Rome en Asie Mineure). — B. Laum. Εἰσαγωγεῖς à Samos (collège municipal chargé de l'importation du blé, circa 100 av. J.-C.). = N° 2. W. Dörpfeld. Vieux-Pylos (3e article; sa situation, près de Kakovatos en Triphylie). = Nos 3 et 4. St. Brassloff. Les tarifs de composition pour violation de la foi conjugale dans le droit de Gortyne (les tarifs varient selon que l'adultère a été

commis au domicile conjugal ou ailleurs, selon que l'amant est un libre ou un esclave). — W. Bannier. Le diplôme sur les Propylées (corrections et additions). — D. Fimmen. Les chiffres du tribut attique de 439-8 à 432-1 av. J.-C. (comment les divers fragments de l'inscription devaient se suivre).

43. — Rheinisches Museum. T. LXVII (1912). N° 1. — Th. Steinwender. Les dispositions du camp chez Polybe (comparaison de l'ancien camp de marche d'après Polybe et des camps permanents qui nous sont connus par les fouilles). — A. von Domaszewski. Une inscription de P. Suillius Rufus (d'Antioche. Il était le questeur de Germanicus pendant le second consulat et le gouvernement de celui-ci en Orient et en même temps legatus legionis de Tibère qui l'avait placé comme gardien auprès du malheureux prince). = N° 2. Franz Rühl. Varia (n° 11. Spartianus, *Vita Severi*, 17, 6. Spartien ne dépend pas d'Aurelius Victor; les deux ont puisé à la même source; n° 15, récit d'Hérodote sur la révolte de l'Ionie; on y remarque des lacunes et il peut être critiqué en divers endroits). — H. Kallenberg. Straboniana (critique de texte). — J.-M. Stahl. Une interpolation dans le discours de la couronne de Démosthène (373-379 n'appartiennent pas, comme Kirchhoff l'a cru, au premier jet de Démosthène; c'est une pure falsification). = N° 3. Id. La réforme de l'εἰσφορά sous l'archonte Nausinikos (l'εἰσφορά qu'on levait depuis 428 était une contribution extraordinaire, surtout une contribution de guerre. Sans doute à la suite de la seconde confédération maritime attique eut lieu en 378-377 la réforme de cet impôt). = N° 4. J. Mesk. La technique des panégyriques latins (les différences entre ces panégyriques sont trop grandes pour qu'il soit possible de croire à un auteur unique). — O. Seeck. Histoire politique tendancieuse du ve siècle ap. J.-C. (l'*Histoire Auguste*, rédigée sous Honorius, est une œuvre inspirée par Stilicon et écrite par de jeunes rhéteurs ignorants). = T. LXVIII (1913). N° 1. W. Judeich. La fin du gouvernement de César en Gaule et le commencement de la guerre civile (le terme du gouvernement était le 29 décembre 50). = N° 2. Franz Rühl. Notes marginales aux Hellenika d'Oxyrhynchos (1. L'expédition de Demaenetos mentionnée par Eschine et la bataille contre Chilon se rapportent à la guerre de Corinthe; 2. Le fragment A du papyrus doit suivre le fragment B. L'envoi de Timocrate et l'expédition de Demaenetos cités par le papyrus ont eu lieu dans l'été de 395; 3. Au récit que les nouveaux Hellenika nous font de l'expédition d'Agésilas au printemps de 395, il n'y a point d'objection à faire, tandis que la narration de Xénophon présente beaucoup d'erreurs et de lacunes; 4. C'est par hasard qu'en deux endroits l'armée d'Agésilas est désignée dans le papyrus sous le nom de Ἕλληνες; 5. Dans le récit de l'expédition d'automne d'Agésilas contre Pharnabaze, le papyrus nous donne des renseignements précis; la narration de Xénophon, au contraire, est très superficielle; 6. Les intrigues qui précédèrent la guerre de Béotie sont mal exposées, aussi bien dans le papyrus que

dans Xénophon; mais, au moins, le récit du papyrus n'est point tendancieux comme celui de Xénophon, très favorable aux Phocéens). — Th. LENSCHAU. Le coup d'État des Quatre-Cents (s'est servi des nombreux ouvrages parus sur la question depuis la découverte de la πολιτεία d'Aristote. Aristote n'a connu qu'après avoir achevé son écrit les deux documents fort mal intercalés au ch. XXX et XXXI). = N° 3. J. MESK. Antiochus et Stratonice (les fiançailles d'Antiochus Ier Soter avec sa belle-mère ont été décrites de la façon la plus romantique par les historiens grecs, sous l'influence de l'Hippolyte d'Euripide : c'était, du reste, un thème banal dans les recueils de Novelles). — U. KAHRSTEDT. Les actes des martyrs de Lyon, 177 (dans Eusèbe, *Hist. eccles.*, V, I; en démontre l'authenticité). — St. BRASSLOFF. Les affranchissements au temps de l'empire romain (contre Mitteis, soutient que le *filius familias* pouvait accomplir la *manumissio vindicta*). — E. HOHL. Tacite et Pline le Jeune (Tacite, en parlant dans *Hist.*, I, 15 et 16, de l'adoption de Pison par Galba, semble avoir fait allusion à un passage du panégyrique; c'est une gracieuseté faite à Pline). = N° 4. Fr. PFISTER. L'histoire locale de Sicyone chez Menaichmos, Pausanias et les chronographes (les deux premiers reproduisent la tradition locale de Sicyone; les chronographes ont changé l'ancienne liste des rois pour des motifs purement chronologiques).

44. — Zeitschrift für Kirchengeschichte. T. XXXV, 1914, n° 2. — F. NIELÄNDER. Les deux placards contenant les thèses de Luther contre les indulgences (les thèses ont été imprimées à Wittenberg avec des caractères que Luther s'était sans doute procurés chez Melchior Lotther de Leipzig). — Paul KALKOFF. La bulle *exsurge* (c'est la bulle de 1520 condamnant Luther). — E.-H. ROLOFF. Les lettres romaines du concile (il s'agit des lettres publiées pendant la durée du concile du Vatican de 1870 par l'*Augsburger allgemeine Zeitung;* elles constituent un document de premier ordre). — W. LÜDTKE. A propos de la traduction de l'arménien de l'écrit d'Irénée : *Epideixis*. — W. KÖHLER. Luther et le mensonge (réplique au P. Grisar). — K. SCHORNBAUM. Lettre inédite de Mélanchton aux bourgmestres de Nuremberg (27 mars 1538).

AUTRICHE.

45. — Mitteilungen des Instituts für österreichische Geschichtsforchung. T. XXXV, 1914, n° 1. — Emil GOLDMANN. Cartam levare (long et très curieux article; lever une charte n'est pas à l'origine faire un don symbolique de la terre, rite qui aurait été ensuite étendu à d'autres actes juridiques; non, dans la terre réside une vertu mystérieuse, magique, qu'on voulait faire passer dans le parchemin, l'encre, l'écriture, et l'on aurait assuré de la sorte à l'acte une grande force de durée et d'inviolabilité; pour de pareils motifs, on

étend sur le sol l'enfant nouveau-né, etc.; ingénieux, mais n'emporte point la conviction). — Hans HIRSCH. Les diplômes impériaux et l'histoire des empereurs (ce que cette histoire doit à la diplomatique, particulièrement celle des Hohenstaufen). — Karl HARSTEDT et Fritz KERN. Variétés sur l'histoire des XIIIe et XIVe siècles (suite; VIII. La lutte pour la Sicile, 1256-1258; avec deux documents inédits). — Otto H. STOWASSER. Falsification de chartes dans le monastère de Klosterneubourg sur le Danube en 1480 (il s'agit d'une charte du duc Rodolphe III du 13 juillet 1306 et des ducs Albert et Otton du 20 août 1330 sur des droits de pêche). — Karl AUSSERER. Le cardinal Bernard de Cles et l'élection pontificale de 1534 (l'empereur Ferdinand Ier aurait souhaité l'élection du cardinal de Cles, mais le cardinal Farnèse fut élu). — L. SCHMIDT. La romanisation de la Rhétie (il n'est pas juste de dire avec Ettmayer que la Rhétie n'a été romanisée qu'à l'époque des grandes invasions; la lettre de Justinien à Narsès sur laquelle il s'est appuyé est un faux). — K. VOIGT. Les privilèges de Benoît III et de Nicolas Ier pour Corbie (addition à l'étude de Levillain). — A. HOFMEISTER. Le plus jeune fils de Rodolphe de Habsbourg (Robert, mort au début de 1281). = C.-rendus : Tabulae in usum scholarum, t. III : *Fr. Ehrle* et *P. Liebaert*. Specimina codicum Latinorum Vaticanorum (textes très bien choisis). — *D. von Kralik*. Die deutschen Bestandtheile der Lex Baiuvariorum (nombreuses rectifications et additions de v. Grienberger). — *Hans van Schubert*. Staat und Kirche in den arianischen Königreichen und im Reiche Chlodwigs (trop d'hypothèses). — *Hugo Freiherr von Kutchera*. Die Chasaren (soutient que les Juifs du nord et de l'est de l'Europe descendent des Chazares). — *G. Bückling*. Die Wechselwirkung gewerberechtlicher und frohnungsrechtlicher Elemente im Liegenschaftsrecht des deutschen Mittelalters (on ne peut admettre que partiellement la thèse). — *A. Hessel*. Geschichte der Stadt Bologna von 1116-1280 (bon). — *Bruno Moll*. Zur Geschichte der Vermögenssteuern (aux XIIe et XIIIe siècles; bonne étude d'ensemble). — *Georg Müller*. Die ursprüngliche Rechtslage der Rumänen im Siebenbürger Sachsenlande (excellent). — *E. Menke-Glückret*. Die Geschichtschreibung der Reformation und Gegenreformation, Bodin und die Begründung der Geschichtsmethodologie durch Bartholomäus Keckermann (livre mal conçu, traitant de deux sujets différents). — *Roderich Gooss*. Österreichische Staatsverträge, Fürstentum Siebenbürgen, 1526-1690 (rendra grand service). — *Osvaldus Balger*. Corpus juris Polonici (Ier fascicule du t. IV comprenant les décrets des rois de Pologne de 1523 à 1534; excellent). — *Michael Strich*. Liselotte und Ludwig XIV (distingue avec soin quatre périodes dans l'histoire des relations du roi avec sa belle-sœur).

46. — Zeitschrift für katholische Theologie, 1914, n° 3. — Konrad Graf PREISING. Les lecteurs des Philosophoumena d'Hippolyte (les expressions techniques dont se sert l'auteur permettent de conclure

qu'il s'adressait à une classe cultivée). — Augustin ARNDT. Les sectes de l'église russe (1er article : les sectes russes jusqu'à l'époque du Raskol, 1003-1655; le Raskol et son développement, 1655-1914). — Karl SIX. Descartes au collège des Jésuites de La Flèche (ses professeurs; jésuites avec lesquels il fut en rapport à La Flèche). — Joseph STIGLMAYR. Sinésius de Cyrène, métropolitain de la Pentapole (insiste surtout sur la transformation de son caractère au moment de l'élection épiscopale). = C.-rendus : Revues générales; ouvrages de Patrologie orientale; histoire de l'art. — *Louis Pirot*. L'œuvre exégétique de Théodore de Mopsueste (bon). — *Albert Brockmann*. Die Kurie und die Salzburger Kirchenprovinz (étude sur les privilèges authentiques et les fausses bulles pour cette grande province; soigné).

ESPAGNE.

47. — Butlleti de la biblioteca de Catalunya. N° 1, 1914, janv.-avr. — Statuts de la bibliothèque de Catalogne (fondée, en 1908, à Barcelone pour l'Institut d'études catalanes et installée dans le palais de la députation provinciale). — J. MASSÓ TORRENTS et J. RUBIÓ Y BALAGUER. Catalogue des manuscrits de la bibliothèque de Catalogne (chronique de Bernard Desclot, chansonnier de vies de saints, chronique de Raimond Muntaner, etc.).

48. — Estudio. Revista mensual. 1914, janv. — A. CALVET. Frère Anselme Turmeda, hétérodoxe espagnol (né en 1352, converti à l'islamisme et mort à Tunis, où se trouve sa tombe, entre 1423 et 1432. M. Miret y Sans a publié un mémoire sur le même sujet). — M. RUBIÓ Y BORRÁS. Manifestations d'étudiants à Barcelone aux XVIe, XVIIe et XVIIIe siècles (collision entre étudiants en 1567, emprisonnement d'un professeur en 1596, incendie de la maison du recteur en 1606 et 1617, rixe avec les étudiants de la Compagnie de Jésus en 1647, coups d'escopettes sur la Rambla en 1647, etc., jusqu'à la manifestation de 1714). = C.-rendus : *Altamira*. Bulletin historique : histoire d'Espagne, années 1907-1912 (*Revue historique*, t. CXIV, nov.-déc. 1913. M. F. de A. R. reproche à M. Altamira d'avoir passé sous silence un grand nombre de publications historiques catalanes, et, à titre de supplément, il en donne une liste, d'ailleurs incomplète. Il n'appartient pas à la *Revue historique*, qui est une revue d'histoire générale, de mentionner toutes les plaquettes relatives à une province déterminée. A ceux qui s'intéressent à l'histoire de Catalogne, il suffira d'indiquer, comme bibliographie périodique, les abondantes chroniques insérées dans les annuaires de l'*Institut d'Estudis catalans*, qui paraissent depuis 1907 et sont devenus bi-annuels à partir de 1909).

49. — Estudis universitaris catalans. 1913, janv.-juin. — MM. P. PUJOL I TUBAU. De la culture catalane au moyen âge : une bibliothèque à l'époque romane (à Sainte-Marie de la Seo d'Urgel au

milieu du XIIe siècle). — J. Rubió. Un texte catalan de la « Prophétie de l'âne », de frère Anselme Turmeda (d'après le ms. 336 de la bibliothèque de Carpentras). — J. Sanchis y Sivera. Peintres du moyen âge à Valence (mentionnés dans les archives du royaume de Valence, dans celles de la cathédrale ou dans d'autres dépôts de cette ville). — M. de Montoliu. Études étymologiques catalanes (sur les mots *bacalla*, *bacalar*, *bagassa*, *barrejar*, etc.). — R. d'Abadal i Vinyals. Les « partidas » en Catalogne (voir plus haut, p. 374, un compte-rendu spécial du tirage à part). — S. Sanpere y Miquel. A propos des études de D. J. Sanchis y Sivera sur les peintres du moyen âge à Valence (observations accompagnées de documents et de planches qui constituent un véritable appendice). — Dr A. Gottron. Une chaire lullienne en Allemagne vers 1600 (d'après une notice insérée dans un exemplaire de l'édition strasbourgeoise de R. Lull, qui est conservée dans la bibliothèque du séminaire de Mayence). = C.-rendus : *Krüger*. Sprachgeographische Untersuchungen in Languedoc und Roussillon. — *Régné*. Étude sur la condition des Juifs de Narbonne du Ve au XIVe siècle. — *Sarrète*. Iconographie mariale. Vierges ouvertes. Vierges ouvrantes et la vierge ouvrante de Palau-del-Vidre.

États-Unis.

50. — The Nation. 1914, 31 déc. — *Coleman*. Constantine the Great and christianity (ouvrage fort consciencieux ; mais l'auteur est loin d'avoir résolu toutes les énigmes que pose le caractère de Constantin et de sa politique religieuse). = 1915, 7 janvier. *Budge*. The book of the Dead ; the Papyrus of Ani, a reproduction in facsimile, with hieroglyphic transcript, translation and introduction (c'est de beaucoup la meilleure édition qu'on ait du *Livre des morts* et la meilleure traduction qui existe en anglais). = 21 janvier. Shakespeare et les anthropophages (l'allusion faite, dans *Othello*, I, III, 140-145, aux cannibales et aux anthropophages paraît avoir été inspirée à Shakespeare par une traduction anglaise d'un abrégé de Pline l'Ancien par Pierre de Changry, 1551 ; cette traduction anglaise, par un écrivain dont on ne connaît que les initiales : IA, fut publiée en 1565 ou 1566). = 28 janvier. Le point de vue allemand (M. Charles-E. Ozanne résume plusieurs articles publiés dans les *Preussische Jahrbücher* par MM. Delbrück, Schmidt, Daniels. Les arguments présentés par ces historiens appelleraient un minutieux commentaire). — Un appel pour la Serbie (M. Homer Edminston proteste contre la lettre où M. Darmstædter qualifie la nation serbe de « royaume d'assassins »). — *Fr. von Bernhardi*. Britain as Germany's vassal, transl. by *J. E. Barker* (instructif complément aux doctrines déjà exposées par le général de Bernhardi dans son livre sur l'Allemagne et la prochaine guerre). — *J. Bigelow*. American policy ; the western hemisphere in its relation to the eastern (remarquable). — *Hulme*. The Renaissance ; the protestant Reformation and the catholic

Reformation in continental Europe (bon résumé). — *Thomson*. Studies in the Odyssey (important). — *J. H. Gardiner*. Harvard (bonne histoire de la plus ancienne des Universités américaines). = 4 février. *H. H. Bancroft*. History of Mexico (nouvelle édition de l'ouvrage publié en 1887; inchangée jusqu'à la page 527, elle contient ensuite d'utiles informations sur les institutions du Mexique et son histoire jusqu'au temps présent). = 11 février. *Ch. R. Williams*. The life of R. B. Hayes, nineteenth president of the United States (bonne biographie, bien que surchargée de détails inutiles). = 18 février. Réplique du professeur DARMSTÆDTER (maintient que, pour tout esprit impartial, il exista une entente, sinon même une alliance, entre la Belgique, l'Angleterre et la France; que l'Allemagne était donc justifiée à traiter la Belgique avec toutes les rigueurs de la guerre). — Réplique de M. LOVEJOY (les documents saisis dans les archives de Belgique ont tout d'abord été publiés sous une forme altérée : certaines suppressions présentaient les faits sous un jour faux. Plus tard, le texte complet a été publié avec une glose ingénieuse de M. Dernburg et répandu à profusion parmi les Américains. Ils ne prouvent qu'une chose : l'existence de conversations entre les autorités militaires de Belgique et d'Angleterre pour le cas où la neutralité de la Belgique serait violée par l'Allemagne. Et l'on sait maintenant qu'en 1912-1913 il y eut en Belgique de l'inquiétude à l'égard de l'Angleterre. En réalité, de l'ensemble des documents authentiques ressort cette vérité que le gouvernement belge est toujours resté scrupuleusement attaché à ses devoirs de neutralité). = 4 mars. M. JASTROW. Les documents des archives de Bruxelles et leur vraie signification (ces documents prouvent que, dès 1906, il y eut des conversations entre la Belgique et l'Angleterre; c'était à tout le moins une imprudence. Ces conversations permettent, en outre, de supposer que d'autres puissances que la Belgique et l'Angleterre causèrent alors, et il serait sage de ne pas conclure trop rapidement des rares documents connus jusqu'à ce jour. Ce sont les pièces d'un procès que l'Histoire est dans l'impossibilité d'instruire actuellement). — LOVEJOY. Quel a été le *casus belli?* (le *casus belli* est sorti de l'entretien que le comte de Pourtalès eut avec M. Sazonow le 29 juillet. Si l'Allemagne n'a pas déclaré la guerre le soir de ce jour, c'est qu'elle avait encore l'espoir d'obtenir la neutralité de l'Angleterre). — Livres sur le Canada parus en 1914.

GRANDE-BRETAGNE.

51. — The Athenæum. 1915, 2 janv. — *H. Belloc*. The book of the Bayeux tapestry (bonne reproduction, mais l'auteur se trompe certainement quand il place la confection de la tapisserie un demi-siècle au moins après la conquête). = 9 janvier. *Oppenheim*. The navals tracts of Sir William Monson, tomes III-V (important et bien édité). = 16 janvier. *Œsterley*. The books of the Apocrypha; their

origin, teaching and contents (bon). = 23 janvier. *W. A. Dunning.* The british empire and the United States ; a review of their relations during the century of peace following the treaty of Ghent (bon ; l'auteur met en lumière l'efficacité de l'arbitrage dans les rapports, parfois si tendus, entre l'Angleterre et les États-Unis. Quoique ces deux grands pays aient eu plus d'une occasion d'être jaloux l'un de l'autre, ils ont toujours fini par régler leurs différends par des moyens pacifiques autant qu'honorables). — *W. Montgomery.* Saint Augustine (bonne biographie pour le grand public). = 30 janvier. *Chesterton.* The Prussian hath said in his heart (esquisse de l'esprit prussien depuis Frédéric II jusqu'à la présente guerre ; critique acerbe des idées pacifistes). — *Taylor.* The psychology of the great war (autre étude sur l'esprit prussien depuis le Grand Électeur). — *J. Hastings.* Encyclopædia of religion and ethics. Vol. VII. Hymns-Liberty (à noter l'article sur Jésus-Christ par le professeur W. Douglas Mackenzie). — The german war book ; being the « Usages of war on land », transl. by *J. H. Morgan* (il est très utile de répandre la connaissance de cet ouvrage, composé et publié sous les auspices du grand État-major allemand ; il explique et justifie par avance les atrocités commises par les Allemands). — *W. M. Mackenzie.* The book of Arran. Vol. II. History and folk-lore (bon). — *Wicks.* The doctrine of God in the jewish apocryphal and apocalyptic literature (bon). = 6 février. *A. T. Robertson.* A Grammar of the greek New Testament in the light of historical research (bon). — *Andréadès.* Περὶ τῆς οἰκονομίκης διοικήσεως τῆς Ἑπτανήσου ἐπὶ βενετοκρατίας (étude fort érudite sur l'administration financière des îles ioniennes sous la domination vénitienne, de 1386 à 1793 ; malheureusement, pour les temps les plus anciens, l'auteur n'a pu disposer que de documents récents. Nombreuses allusions au protectorat anglais de 1814 à 1863 ; utiles remarques sur le budget actuel du gouvernement hellénique). — *E. Gilliat-Smith.* Saint Clare of Assisi ; her life and legislation (excellent). — *W. Mapes.* De nugis curialium, éd. *M. Rhodes James.* (bonne édition). = 13 février. *Price.* The Balkan cockpit (beaucoup de choses fort intéressantes sur la guerre des Balkans, observée surtout de l'armée grecque). — *Johns.* The relations between the laws of Babylonia, and the laws of the Hebrew peoples (bon). — *Cheesman.* The Auxilia of the roman imperial army (bonne monographie). = 20 février. *H. von Treitschke.* Germany, France, Russia and Islam (recueil d'essais qu'il est aujourd'hui très instructif de relire, tant ils jettent de lumière sur l'esprit prussien et sur l'âme allemande). — Miss *Davis.* The asiatic Dionysos (beaucoup d'érudition assez mal digérée). — Capitaine *Becke.* Napoleon and Waterloo (étude très minutieuse et instructive ; elle aurait gagné à être écrite avec plus de concision). — *D. W. Howe.* Political history of Secession, to the beginning of the american civil war (bonne étude sur la question de l'esclavage aux États-Unis). — Shakespeare a-t-il été garçon boucher ?

(non : John Shakespeare n'a pas été boucher, ni William, son fils, apprenti). = 27 février. *Earl of Cromer*. Abbas II (biographie du khédive récemment déposé par les Anglais. Lord Cromer, qui l'a connu pendant de longues années, trace de lui un portrait fort intéressant et nous le représente comme un ambitieux intelligent et cultivé, mais fourbe et lâche). = 6 mars. *F. E. Ball*. The correspondance of Jonathan Swift, t. V-VI, 1733-1744 (excellente édition, pleine de nouveau et d'intérêt). — *Esher*. The influence of King Edward and essays on other subjects (le roi Édouard n'a pas eu le rôle capital qu'on lui attribue dans le rapprochement anglo-français; il avait trop le respect de la constitution pour exercer une action personnelle sur les affaires étrangères. L'auteur véritable de l'entente est M. Delcassé; le roi n'a fait qu'accepter la situation et apporter à l'œuvre du ministère son influence personnelle et la connaissance qu'il avait de la France et de ses hommes politiques). — W. A. Henderson. L'identification de Sir Perceval, 3e article (le château du saint Graal peut être identifié avec celui de Colbinstown, au comté de Kildare, à trente-cinq milles de Dublin).

52. — The British Review. 1914, nov. — Major G. W. Redway. L'histoire vraie de la guerre (l'auteur se plaint surtout de ne pouvoir dire la vérité, ni sur la répartition des troupes, ni sur le détail des hostilités. Et, de fait, son article a été fortement entamé par la censure britannique). — John G. Vance. L'Université de Louvain; suite en janv. 1915. = 1915, mars. S. Le cabinet anglais et les jours critiques (du 27 au 31 juillet. Peut-être l'Allemagne eût-elle hésité à rendre la guerre inévitable si le ministère anglais avait, dès le début de la crise, pris une attitude plus décidée. Il conseillait la paix et donnait l'impression qu'il redoutait la guerre). — J. B. Williams. L'accusation du Dr Johnson contre Milton. Étude sur l'histoire de l'*Eikon basilikè* (Johnson accusa Milton d'avoir fait passer, par voie d'interpolation, dans l'*Eikon basilikè*, une pièce de vers empruntée à l'*Arcadia* de Ph. Sidney, la « prière de Paméla », afin de pouvoir tourner plus sûrement le roi en ridicule. Il n'est pas impossible, en effet, que Milton se soit, dans la circonstance, laissé entraîner par son aversion pour le roi et la cause royale).

53. — The nineteenth century and after. 1915, janv. — Sir Thos. Barclay. La vengeance à la guerre. Étude sur les représailles dans la pratique et le cas de Louvain (si on le considère comme un acte de représailles, le sac de Louvain est hors de proportion avec les actes dont les chefs de l'armée allemande accusent les Belges. Ce n'est pas davantage un acte de vengeance, parce qu'il fut exécuté de sang-froid et avec méthode, si méthodiquement même que tous les objets qui pouvaient servir aux envahisseurs, le linge et les couvertures, furent enlevés de chaque maison avant l'incendie. La destruction de Louvain est un acte d'intimidation prémédité avant même la déclaration

de guerre et accompli jusqu'au bout par un officier nouveau obéissant à des ordres incomplètement exécutés par son prédécesseur). — P. DEARMER. L'âme de la Russie. — J. E. BARKER. Les chances de paix et le problème de la Pologne. — STIRLING. La diplomatie prussienne au temps de Frédéric-Guillaume Ier (d'après les papiers de Lord Hotham). — DAWSON. Les mémoires de Treitschke. — SICHEL. Disraeli (à l'occasion du t. III de sa biographie par Monypenny et Buckle). — Lady KINLOCH-COOKE. Lettres de Paris et de Soissons il y a cent ans. II. Les Cent-Jours et après (publie plusieurs lettres de Mme de Pougens; elles montrent la morgue et la cruauté des Prussiens longtemps après que la guerre était terminée).

54. — Review of Historical Publications relating to Canada. T. XVIII, 1914, publications de 1913). — *Richard Jebb.* The Britannic question : A survey of alternatives (alliance des colonies avec la métropole, comme autant d'états libres? Ou fédération sous son égide? L'auteur, qui n'est pas toujours juste envers ses adversaires, préfère le premier système qui a constamment échoué dans l'histoire). — Lord *Milner.* The Nation and the Empire (recueil de discours. Constate la naissance d'un sentiment canadien chez les nombreux immigrants du Dominion. Ce patriotisme local devient un patriotisme impérial à son heure, non par sympathie pour l'Angleterre, mais par affection pour le Canada). — *John Ewart.* The Kingdom Papers, nos 12-16 (injuste envers l'Angleterre, à laquelle il reproche de ne jamais défendre, comme il convient, les intérêts du Canada. Appréciations fausses du rôle de la métropole devant la doctrine de Monroe). — *Bourassa.* Imperial Relations (discours publié en pamphlet; voudrait que le Canada, devenu autonome, demeurât l'allié fidèle de l'Angleterre et de la France. « C'est une politique possible et définie »). — *Christopher West.* Canada and Sea Power (se plaint des États européens, l'Angleterre en tête, avec leurs armements, comme de simples malfaiteurs, et considère le Canada comme la fille sage d'une mère folle. On lui prouve que la marine anglaise a rendu parfois des services à la civilisation, ne serait-ce que par la suppression de l'esclavage). — *Howard d'Egville.* Life Work of Sir John Colomb (biographie d'un membre actif de la Ligue impériale pour la fédération). — *Burt.* Imperial Architects (histoire des idées anglo-impérialistes; s'arrête à 1887). — King's College Lectures on Imperial Problems (six conférences éditées par M. Hearnshaw. Bon début d'études sur l'impérialisme à l'Université de Londres). — Sir *C. P. Lucas.* Greater Rome and Greater Britain (un des livres les plus judicieux qui aient paru depuis quelque temps. Toutefois, l'Angleterre diffère de l'empire romain par l'antagonisme des races et couleurs, si bien que « l'empire britannique se compose, en quelque sorte, de deux états »). — *F.-X. Garneau.* Histoire du Canada (montre les difficultés que rencontra l'auteur pour son œuvre, alors que les récits des premiers voyages étaient rares, sinon même impossibles, à rencontrer au

Canada, et que les archives se trouvaient disséminées sans ordre. La nouvelle édition est parfaitement à jour. Désire seulement que, dans la prochaine édition, les notes et appendices soient fondus dans le texte, d'où l'éditeur supprimerait les crochets indiquant les additions). — Colonel *Picard*. Les Français au Canada (on commence à s'intéresser en France aux choses canadiennes. Mais l'auteur connaît mal la valeur des livres qu'il utilise et ignore les écrivains anglais, sauf Parkman qu'il cite incorrectement. Erreurs nombreuses). — *J. Lloyd*. The real Canada (compilation qui ne manque pas d'intérêt, mais dont on ne voit pas le but, et très fautive). — Miss *Marsh*. The story of Canada (pour la jeunesse). — Miss *Machar*. Stories of the British Empire (s'adresse au même public; parle moins de l'empire que de l'Angleterre). — *James Munro*. Canada, 1535. Present Day (essai sur les sources de l'histoire canadienne; utile pour les étudiants). — *W. Babcock*. Early Norse visits to North America (critique sévère et sérieuse des ouvrages récents sur la question. L'identification des lieux que tente l'auteur est plausible, mais non suffisamment démontrée). — *Williamson*. Maritime Enterprise, 1485-1588 (vues originales sur Sébastien Cabot; lui attribue un voyage particulier vers 1499 pour trouver le passage du nord-ouest). — *Heawood*. History of geographical Discovery in the seventeenth and eighteenth century (ouvrage de références, dates et noms surtout, dressé par le bibliothécaire de la Société royale de géographie). — Miss *Katharine Comar*. Economic béginnings of the Far West (deux volumes publiés aux frais de la Fondation Carnegie. Peu d'inédit; mais rendent le très grand service d'ordonner pour la première fois, en un récit bien lié, quantité de renseignements épars. Beaucoup d'inadvertances). — *Wood*. In the Heart of Old Canada (recueil d'articles et discours. Le colonel Wood est un des rares Canadiens qui possèdent à fond les deux langues du pays et sachent se placer au point de vue des deux peuples. Détail curieux : il a connu, en 1909, une Ursuline de quatre-vingt-quatorze ans qui avait entendu la mère Saint-Ignace lui raconter l'ensevelissement de Montcalm, auquel elle avait assisté ; celle-ci tenait, à son tour, de Geneviève de Boucherville, des récits qui nous reportent à deux cents ans passés, outre que cette dernière avait entendu son père lui parler de l'époque où vécut Champlain : quatre vies d'hommes couvraient ainsi trois cents ans). — *James Douglas*. New England and New France, contrasts and parallels in colonial History (une vingtaine d'essais par un des meilleurs auteurs de Québec. Un peu de partialité). — *André Chagny*. Un défenseur de la Nouvelle-France : François Picquet (« témoigne d'une familiarité avec les ouvrages, non seulement français, mais anglais, relatifs à cette époque, qui ne se rencontre pas souvent chez les écrivains de son pays »). — *Gaston Bouzanquet* et *Georges Bellerive*. Œuvre des deux monuments à Montcalm : à Candiac et à Québec, 1910-1911 (bon. Rien de mieux que de célébrer Montcalm ; mais il ne faut pas ne voir

en lui qu'un vaincu. Il a remporté quatre victoires contre une défaite accidentelle, et mieux eût valu que la statuaire, au lieu de le représenter défaillant, laissant tomber son épée, l'eût montré conduisant ses vieux soldats à la bataille). — *Gabriel Hanotaux*. La France vivante en Amérique du Nord (« M. Hanotaux s'efforce de trouver dans l'histoire de la Nouvelle-France des preuves pour appuyer ses idées impérialistes; mais on rencontre aussi des preuves qui vont en sens contraire et dont il ne dit rien »). — *Basil Williams*. The life of William Pitt (c'est la meilleure biographie de Chatham qui existe). — *Philip Yorke*. Life and Correspondance of Philip Yorke (trois volumes sur le comte de Hardwicke. Son époque n'était pas aussi complètement corrompue et brutale en politique qu'on l'imagine d'ordinaire). — *Agnes Burton*. Journal of Pontiac's Conspiracy, 1763 (le journal du siège de Détroit, dont Parkman avait tiré si grand parti, publié par la Société du Michigan pour les guerres coloniales. On croit pouvoir attribuer ce document à un notaire de Détroit, Robert Navarre). — *Gardner Allen*. A Naval History of the American Revolution (utile, tient le milieu entre un répertoire des sources et une histoire. N'insiste pas assez sur l'indolence et l'incapacité de l'Angleterre). — *James Alton James*. George Rogers Clarke Papers, 1771-1781 (t. VIII des collections de la bibliothèque historique de l'Illinois. Relatif aux opérations ayant pour but de s'emparer, dans l'ancien Nord-Ouest, de Détroit et de Vincennes). — Dr *Milo Quaife*. Chicago and the old North-West, 1673-1835 (histoire de Chicago et des environs. Assez hostile aux Anglais). — Lieutenant-colonel *Cruikskank*. Documents relating to the invasion of Canada and the surrender of Detroit, 1812 (publication des Archives canadiennes, n° 7. Excellent). — *Robert Sellar*. The U. S. Campaign of 1813, to capture Montreal (intéressant, mais injuste pour le major de Salaberry). — *Alex. Mackenzie*. Commodore Oliver Hazard Perry, victor of the battle of Lake Erié (réédition assez inutile d'un livre vieux d'environ quatre-vingts ans et qui renferme beaucoup d'erreurs favorables aux Américains sur cette fameuse bataille navale). — *James Mill*. Oliver Hazard Perry and the battle of Lake Erié (compilation effrontée d'historiens connus). — Capitaine *Dobbins*. History of the battle of Lake Erié, und Reminiscences of the flagships *Lawrence* and *Niagara* (seconde édition d'un ouvrage publié en 1876 par le fils de Daniel Dobbins, employé dans la construction des navires de Perry, et dont les papiers ont été imprimés par la Société historique de Buffalo). — Dr *Edward Morton*. Lake Erie and the Story of commodore Perry (petit volume attrayant sur cette bataille du 10 septembre 1813; fait pour les écoles des États-Unis). — *C. Snider*. In the Wake of the eighteen Twelvers (épisodes des batailles lacustres livrées durant la guerre 1812-1813; récits dans le sens anglais). — *Harper*. The Annals of the War illustrated by a selection of historical Ballads (recueil pareil à celui que l'auteur avait déjà publié sur les ballades relatives à la bataille d'Abraham). — *F. W. Cavendish*. Society, Politics and Diplomacy, 1820-1864 (sou-

venirs d'un diplomate qui a connu Lord Durham et qui commet cependant plus d'une erreur sur le Canada). — *Arnold Haultain*. A selection from Goldwin Smith's correspondence ; Goldwin Smith, his Life and Opinions (deux ouvrages publiés par l'ancien secrétaire et exécuteur testamentaire de Goldwin Smith, mais qui, du reste, ne l'a connu que durant les dernières années de sa vie. La correspondance est assez indifférente ; les souvenirs de M. Haultain sont plus intéressants, quoique parfois sans indulgence pour son ancien chef. Goldwin Smith manquait ordinairement de convictions, sauf sur trois points qui lui enlevaient toute impartialité : son républicanisme, sa haine de l'aristocratie et sa méfiance de l'impérialisme). — Sir *George Ross*. Getting into Parliament and after (autres souvenirs, très attachants, d'un parlementaire qui remontent à 1867, montrent les coulisses des élections et donnent « de sages leçons aux futurs politiciens »). — Dictionary of National Biography : second supplement (beaucoup de biographies canadiennes, un peu courtes peut-être, « mais singulièrement dégagées d'erreurs et, pour la plupart, appuyées sur des informations privées »). — Addresses delivered before the Canadian Club of Ottawa ; — id., of Montreal ; — id., of Toronto (trois volumes de conférences renfermant des sujets historiques. A signaler l'extraordinaire idée de M. Bourassa : si l'Allemagne, disait-il, est devenue une menace pour l'empire britannique, la faute en est aux bévues de la diplomatie anglaise ; or, le Canada, n'en ayant point eu la responsabilité à l'époque, ne doit pas supporter les risques du conflit éventuel). — *Castell Hopkins*. Annual Review of Public Affairs (douzième année. De plus en plus utile et très impartial). — *Jack*. History of St Andrew's Church, St. John (très bon. Retrace l'histoire du presbytérianisme au Nouveau-Brunswick). — Collections of the Nova Scotia Historical Society (t. XVII ; la thèse des inscriptions runiques y est entièrement démolie). — *Herbert Holmes*. The makers of Maine (recueil d'essais ; tendances surtout catholiques). — Sir *Ralph Williams*. How I became a governor (souvenirs intéressants d'un gouverneur de Terre-Neuve. Assez sévère pour les électeurs du pays). — *Beckles Willson*. Québec, the Laurentian Province (l'ouvrage, qui a de la valeur, s'adresse aux Canadiens-Anglais, pour qui la province de Québec est d'ordinaire une « terra incognita ». Mais l'auteur a eu tort d'éviter la politique, qu'il aurait pu traiter avec une suffisante impartialité). — *Chambers*. The Fisheries of the Province of Québec ; I, Historical introduction (publication officielle, plus importante que ne l'indique le titre). — *Clarke*. The Heart of Gaspé (bon). — *Herrington*. History of the county of Lennox and Addington (comble heureusement une lacune dans l'histoire des districts de l'Ontario). — Dr *Dionne*. La *Petite-Hermine* de Jacques Cartier (ne croit pas que l'on ait retrouvé le vrai navire de ce nom dans celui que l'on retira des vases du Saint-Charles en 1843, et qui fut ensuite transporté à Saint-Malo). — *Barlow Cumberland*. A century of sail and steam on the Niagara River (histoire de la navigation qui desservait les grands lacs avant le

développement des chemins de fer). — *Alexander Fraser*. Eighth Report of the Bureau of Archives for the Province of Ontario (bon; continue de publier les journaux de l'Assemblée législative du Haut-Canada. On y voit qu'un prédicateur méthodiste ne pouvait être élu député; d'ailleurs, la corruption électorale était rare). — *Schofield*. The Story of Manitoba (trois volumes, dont le premier est le meilleur). — *Cowie*. The Company of Adventurers (intéressants détails pour l'histoire de la Compagnie de la baie d'Hudson par un de ses principaux agents. Les travaux de provenance aussi autorisée ne sont malheureusement pas fréquents). — *Ogilvie*. Early Days on the Yukon and the Story of its Gold finds (ces souvenirs, précieux pour les origines du Klondike, s'arrêtent fâcheusement au moment où l'auteur est nommé commissaire ou gouverneur du district, d'où il est revenu pauvre, malgré les occasions légitimes qu'il avait d'y faire une grosse fortune). — *Stowell*. Canadian National Problems (un des volumes bi-mensuels publiés par l'Académie américaine de sciences politiques et sociales; recueil d'études écrites par des Canadiens). — *Stanley Johnson*. History of Emigration from the United Kingdom to North-America, 1763-1912 (édité par l'École de sciences politiques et sociales de Londres. Utile à consulter pour les projets futurs d'immigration). — *Louis Arnould*. Nos amis les Canadiens (« Mélange singulier d'histoire, de religion, d'économique, de critique littéraire et de politique franco-canadienne... Pour M. Arnould, le Canada anglais n'existe pas ». L'auteur a été deux ans professeur à Montréal). — Le P. *Morice*. Histoire de l'église catholique dans l'Ouest canadien (trois volumes qui resteront pendant longtemps l'ouvrage classique sur ce terrain. Bien documenté, mais naturellement assez partial en faveur du catholicisme). — *Fraser Lefroy*. Canada's Federal system (excellent traité de droit constitutionnel canadien). — *Arthur Poley*. The Federal systems of the United States and the British Empire (utile, mais assez médiocre pour la partie canadienne du sujet). — *David Parker*. Guide to the Materials for United States History in Canadian Archives (imprimé aux frais de l'Institut Carnegie à Washington. Indispensable pour l'histoire des États-Unis). — *Arthur Doughty*. Report of the Work of the Archives Branch for 1912 (durant l'année qui s'est terminée en mars 1912, les archives du Dominion se sont enrichies de plus de deux cents volumes de documents, outre les cartes, gravures, imprimés, etc.). — Miss *Katherine Judson*. Subject Index to the History of the Pacific North-West and Alaska, as found in the United States government Documents, 1789-1881 (très précieuse bibliographie). — Annual Report of the American Historical Association for 1911 (comprend, entre autres, la liste des commissions et instructions pour les gouverneurs ou lieutenants gouverneurs de l'Amérique et des Indes-Occidentales envoyées par le gouvernement de 1609 à 1784). — Dr *James Geddes*. Canadian-French, 1909 (bibliographie périodique très complète des travaux publiés en France sur le Canada).

55. — The scottish historical Review. 1915, janv. — R. S. Rait. La représentation au parlement d'Écosse (1° le bas clergé, les lairds ou barons et les fonctionnaires; 2° les lairds en tant que commissaires des bourgs; 3° les vassaux en tant que représentant leurs suzerains). — J. A. Inglis. Un évêque du xviie siècle : James Atkins, évêque de Galloway, 1680-1687. — C. Cleland Harvey. Documents militaires du temps de Charles II (concernant la formation de la milice). — A. W. Johnston. Incendie de maisons par les Vikings aux Orcades (xie et xiie siècle; mise en pratique du droit d'arsin). — La *Trew Relation* de Scottstarvet; publ. par Geo. Neilson (suite). = C.-rendus : *Barron.* The scottish war of independance (bon). — A history of Northumberland. Vol. X : the parish of Corbridge, by *H. Craster* (bon). — *Terry.* The financing of the hundred years' war, 1337-1360 (étude très soignée). — *Haverfield.* Roman Britain in 1913 (très intéressant). — *Black.* Elizabeth and Henry IV. Being a short study in anglo-french relations, 1589-1603 (bon). — *Johnston.* Orkney and Shetland records (important). — *S. K. Mitchell.* Studies in taxation under John and Henry III (intéressante dissertation sur l'écuage et la dispense du service militaire).

Italie.

56. — Archivio storico siciliano. T. XXVIII (1913), fasc. 1-2. — G. Pitrè. Pour le quatrième centenaire de la naissance de G.-P. Ingrassia (médecin palermitain du xvie siècle). — S. Salomone-Marino. Le « cas » de la baronne di Carini dans la légende et dans l'histoire (assassinée en 1563 dans des conditions qui devaient aboutir à des récits légendaires). — F.-M. Mirabella. Sur un poète inconnu du xvie siècle (Marco Filippi). — L. La Rocca. Un exemplaire remarquable de l'œuvre inédite de Filippo Caruso (Chroniques du xviie siècle). — L. Genuardi. Sur la question des origines de Mezzoiuso (ne trouve pas convaincants les arguments présentés par l'archiprêtre Papas O. Buccola pour prouver que la colonie appelée les Arabes Mansel Iusuph est différente du Mezzoiuso actuel et qu'elle a été réédifiée par les Albanais). — V. Ruffo. Une poésie de Simon Rao (évêque de Patti au xviie siècle; il y décrit Tindari). — G.-B. Ferrigno. Entrée triomphale d'un prince à Castelvetrano au xviie siècle (Jean d'Aragon, en juin 1622). — B. Pace. Notices sur des découvertes et travaux qui concernent la Sicile.

57. — Rassegna storica del Risorgimento. 1914, janv.-févr. — G. Solitro. Albert Cavalletto dans les prisons de Mantoue, de Josephstadt et de Laybach (Cavalletto, né en 1813, mort en 1897, a été poursuivi en même temps que les « martyrs de Belfiore » et emprisonné de 1852 à 1856). — M. Mazziotti. Un grand journaliste du siècle passé (E. Taddei, né à Barletta en 1771, mort en 1839, principal collaborateur des *Annali civili del Regno di Napoli*). — A. Colombo. Pour l'histoire de la maçonnerie dans la résurrection italienne (origines du Grand Orient italien; ses rapports avec C. Nigra). — O. Fabretti.

L'assassinat du banquier D. Manzoni à Forlì (crime sectaire accompli en 1817). — E. Michel. La bibliothèque communale de Ravenne. — I. Luisi. Quelques lettres de Montanelli et de Vecchi (1862-1863). — P. Vigo. A propos d'une statue de Napoléon à Livourne (lettres de 1813 au sujet de l'érection d'une statue de l'empereur en cette ville; finalement elle ne fut pas élevée). = C.-rendus : *A. d'Ancona*. Memorie e documenti di storia italiana dei sec. xviii-xix. — *Id.* Ricordi storici del Risorgimento italiano. — *A. Sassi*. Notizie e documenti per la storia dell' ultima insurrezione romana, 1867-1869 (documents bien présentés). — *D. Montini*. Scene e figure del risorgimento veneto, 1848-1849 (livre utile). = Mars-avril. P. Silva. A propos de l'action des réfugiés de France pendant l'année 1831 (étude solide faite à l'aide des archives des Affaires étrangères de Paris; elle démontre la fausse position du gouvernement français et expose les efforts des réfugiés pour se grouper et tenter une action en Italie). — G. Bottoni. Les événements de Rimini à la suite de la Révolution de 1831 (réorganisation du gouvernement pontifical et répression). — P. Vigo. Épisode de la domination autrichienne à Livourne, 1849-1853 (rigueurs de l'occupation militaire décrites d'après un journal privé). — L. Rangoni-Machiavelli. Le drapeau tricolore et les états italiens de 1848-1849 (textes et reproductions utiles). — E. Michel. La bibliothèque Gambalunga de Rimini. — F. Guardione. Un manuscrit inédit, « Mémoire de Marie-Caroline » (le texte publié par M. Johnston n'est pas de la reine des Deux-Siciles). = C.-rendus : *N. Rodolico*. Dalla vita e dalla storia contemporanea (recueil intéressant d'articles). — *T. Zampetti Bocca*. La Società nazionale nella Marca (quelques erreurs). — *G. Cadolini*. Memorie del Risorgimento, 1848-1862 (journal contemporain fort intéressant). — *V. Cannaviello*. Lorenzo de Concilj o liberalismo irpino. — *L. Marini*. Il risorgimento d'Italia nelle carte dell' archivio di Loreto, 1815-1861 (nombreux documents très curieux). — *G. Leti*. La rivoluzione e la Repubblica romana, 1848-1849. — *A. Savelli* et *G. Paliotti*. Scelta di discorsi parlamentari in sussidio allo studio della storia del risorgimento italiano (1re partie : Parlamento subalpino, 1848-1859; bon recueil). — *P. Camardella*. I Calabresi della spedizione dei Mille. — *E. Martinengo*. Duca Sigismondo Castromediano. — *S. Friscia*. Biografia di F. Guardione. — *G.-E. Curàtolo*. Garibaldi e le donne.

58. — Rendiconti della reale Accademia dei Lincei. 1914, janv. — C. Conti-Rossini. Les Mekan ou Suro dans l'Éthiopie du sud-ouest et leur langage (à propos de cette peuplade décrite par Hérodote comme ayant des têtes de chiens, l'auteur donne de curieux renseignements ethnographiques et surtout linguistiques). — De Bildt. La tombe d'Olaus Magnus (ce dernier archevêque catholique d'Upsala mourut à Rome en 1557). — G. Castaldi. Le discours contre l'Arioste de Filippo Sassetti (édition critique). — P. Ducati. Sur la chronologie de « l'idria di Midia » (répond à des objections critiques de

MM. Macchioro et Cultrera). — G. Gabrieli. Index alphabétique de toutes les biographies contenues dans Wāfi bi-l-Wafayāt de Al-Safadi.

59. — Il Risorgimento italiano. Sept.-oct. 1913. — S. Pivano. La constitution bolonaise votée à San-Petronio le 4 décembre 1796 (extrait d'un livre récemment paru et dont on rendra compte). — G.-F.-H. Berkeley. Les Irlandais au service du pays en 1860 (leur recrutement est en rapport avec les conditions matérielles et morales de l'Irlande. Au nombre de 13 à 1,400, ils participèrent à la défense du Saint-Siège). — F. Ruffini. Mazzini et Gioberti (complète le livre récent de E. Solmi et démontre par des textes précis que Gioberti n'a pas appartenu à la jeune Italie). — G.-N. Pepoli. Question romaine (note rédigée en 1856 à la demande de Napoléon III après enquête auprès de Minghetti et du marquis Bevilacqua; à suivre). — E. Michel. La commune de Modigliana (note sur ses archives). = C.-rendus : *A. Colombo.* Giacomo Dina e la convenzione di settembre. — *A. Dallolio.* Informazioni confidenziali del mese L. De Buoi, ministro di Buon Governo del duca di Modena a Mr Grasselini, commissario per le quattro legazioni, 1852-1856 (source importante). — Cavour agricoltore, lettere inedite (intéressantes pour la période 1846-1856). = Nov.-déc. G.-N. Pepoli. Question romaine (suite et fin). — P. Parente. La blessure de Garibaldi à Aspromonte et Ferdinand Palasciano (pour justifier ce dernier). — P. Vigo. Craintes et espérances d'un gouverneur royaliste après que Napoléon Ier eut quitté l'île d'Elbe (publie des rapports intéressants du gouverneur de Livourne). — E. Michel. Le musée du *Risorgimento* à Faenza. — L'entrée de Napoléon Ier à Berlin (lettre de Napoléon au prince de Lucques, du 28 octobre 1806).

60. — Rivista storica benedettina. 1914, févr. — B. Maréchaux. La « Regula sancta » dans le Commentaire moderne de l'abbé de Solesmes (paru en 1913). — P. Lugano. Parmi les « mystiques siennois » (à propos du livre du P. Misciatelli paru en 1913). — M. Inguanez. Notices sur le monastère de San-Matteo di Castello ou « Servorum Dei », près le Mont-Cassin (à propos du *Regeste* paru en 1914). — A. Gallo. L'obituaire du monastère bénédictin de Santa-Patrizia à Naples (compilé sans doute en 1491). — F. Savio. Saint Calocère et les monastères d'Albenga et de Civate (le corps de saint Calocère, sans doute le martyr ravennate, a été transporté par Astolphe ou Didier, roi des Lombards, en même temps que le corps de saint Martien; ils ont été donnés l'un à un couvent de Tortone, l'autre à un couvent d'Albenga; suite au numéro suivant). = C.-rendus : *A. Giussani.* L'abbazia di San-Pietro al monte sopra Civate. — *G. Gerola.* Le antiche pale di S. Maria in Organo di Verona. = Avril. B. Albers. Aphorismes d'histoire monastique. I : Le monachisme avant saint Benoît (origines de la vie monastique : saint Ancôme, Atripe, abbé du monastère blanc). — G. Salvi. Les origines et les débuts de l'abbaye de San-Benigno di Capofaro à Gênes (fondée en 1121). — P. Lugano. A propos du voyage de saint Paul en Espagne (à propos

du travail du P. Savio sur l'itinéraire de saint Paul). = C.-rendus : *S. Rumar*. Storia documentata del santuario di Monte Berico. — *P. Buzetti*. Regesto per documenti di Carate Lario. — *M. Raymondi*. D. Stanislao White, abate di Valvisciolo.

Suisse.

61. — Bibliothèque universelle et Revue suisse. 1914, févr. — Correspondance entre H.-F. Amiel et Charles Ritter (fin; 1875-1881). — Ch. Gilliard. Un voyage en Italie à la fin du XVIIIe s. (fin;. Hennezal à Naples en 1793; retour par Rome, Florence et Venise; rentré à Yverdon le 1er août 1794 : « S'il y a des agréments dans le voyage d'Italie, il y a bien des épines, et le passage des monts n'en est pas une petite »). = Mars. Maxime Reymond. Le canton de Vaud et l'entrée des Alliés en Suisse en 1813 (suite; raconte les efforts tentés par les patriotes vaudois et, en particulier, par la noblesse, pour empêcher la réunion du canton à Berne. C'est Berne que les Vaudois redoutaient le plus; ils avaient heureusement pour eux l'empereur Alexandre, sur l'esprit incertain duquel La Harpe, Henri Monod, Mlle Mazelet exerçaient une réelle influence). = Avril. E. Lehr. Le plan de paix du président Wilson et de son ministre, M. Bryan. — P. Sirven. Mon bon maître, Brunetière. = Mai. F. Baldensperger. Le touriste de l'émigration française : le chevalier de La Tocnaye et ses promenades dans l'Europe du Nord (amusante analyse des récits de ce chevalier breton, qui fait l'apologie de l'émigration, mais qui, du moins depuis 1792, n'a point servi contre la France ses princes ni l'étranger). — P.-M. Masson. Un initiateur de la pensée moderne : l'abbé Du Bos (d'après la thèse d'A. Lombard). = Juillet. P. Sirven. La jeunesse de Sainte-Beuve (à propos de l'ouvrage d'Émile Faguet). = Août. Ph. Godet. La jeunesse du général Dufour; souvenirs inédits (« simples notes, sans liaison et jetées sur le papier comme elles se sont présentées à mon esprit », écrit le général, alors âgé de soixante-quatorze ans. Son séjour à l'École polytechnique, 1807-1809; ses campagnes dans l'Italie du Sud et dans les îles Ioniennes, 1810-1813; sa rentrée en France, 1814; il donna sa démission du service français en 1817). = Septembre. L. Leger. La psychologie des peuples slaves. = Octobre. P. Kohler. Mme de Staël et Étienne Dumont, d'après des documents inédits (Dumont, l'ancien collaborateur de Mirabeau, admirateur des Anglais, ami de Romilly et de Bentham, vit souvent Mme de Staël dans son salon à Paris en 1801-1802 et il a noté dans son journal plusieurs des entretiens auxquels il a assisté. Il la revit en 1813 en Angleterre et à Genève en 1814; c'est alors seulement qu'il devint son ami, le second peut-être dans son affection intellectuelle après Sismondi). — R. Lugeon. A travers les ruines (il s'agit des ruines opérées par les Allemands en Belgique et en France). — Ed. Rossier. Autour de la guerre (« l'Allemagne, telle que nous la voyons penser et agir aujourd'hui, est un danger »). — A. Morize. Brouille de savants. Charles Sturm, Petit Senn et Arago, d'après des

lettres inédites (à propos de l'élection de Balard à l'Académie des sciences en 1844). — A. GUILLAND. Chronique allemande (la guerre; opinions allemandes et opinions françaises). = Novembre. F. FEYLER. Le plan de guerre austro-allemand (ses ressources et ses erreurs). — A.-D. D'ALSHEIM. Heur et malheur d'un médecin wurtembergeois de la Grande Armée (d'après le journal du médecin H.-U.-L. Roos en 1812). — M. MILLIOUD. Idéologie de caste (montre l'influence dominatrice exercée sur le peuple allemand par la caste des hobereaux prussiens, « classe dirigeante aristocratique, presque féodale, tout ensemble ploutocrate et militaire. Abandon du corps et de l'âme, confiance quasi religieuse, foi enthousiaste, elle a tout conquis au dedans pour conquérir tout au dehors »). = Décembre. A. GUILLAND. Chronique allemande (le droit du plus fort et la concurrence vitale; manifestes des historiens Meinecke, Spahn, Lenz, H. Oncken, Erich Marcks; ils mettent en pratique l'axiome émis par Treitschke : « La pure et impartiale histoire ne saurait convenir à une nation passionnée et batailleuse comme est la nation allemande ». En face de ces historiens qui se ravalent au niveau de simples pamphlétaires, l'auteur place Ch. Sorolea, professeur à l'Université d'Édimbourg, auteur d'un livre : *The anglo-german problem*, où il s'efforce d'étudier la question au point de vue d'un « bon Européen », et Jean de Grandvilliers, auteur d'un *Essai sur le libéralisme allemand;* ce dernier croit que le libéralisme est pour l'Allemagne une nécessité économique, politique et morale). = 1915, janvier. A. MERCIER. Guerre et droit (origine des lois actuelles de la guerre; liste des traités internationaux qui s'occupent de la guerre; des principes essentiels du droit international qui s'en dégagent). — R. MORAX. Senlis (massacres et incendies commis par les soldats allemands; « cent maisons brûlées, la plupart incendiées à l'aide de grenades *ad hoc* lancées à la main, une trentaine de Senlisiens de toutes conditions tués ou fusillés en plus du maire », sans compter « la goinfrerie et la rage de désorganisation sociale dans la semaine qui a suivi la bataille ». « On ne s'explique point cette destruction partielle »). — Ed. CHAPUISAT. Carnet politique et mondain de Ch. de Constant (Charles de Constant, né à Genève le 3 octobre 1762, était cousin de Benjamin; analyse de son amusant journal de 1810; suite et fin en février). — R. LUGEON. Viollet-le-Duc, 1814-1879. — C. SPITTELER. Notre point de vue suisse (au sujet de la guerre européenne et de l'attitude neutre qu'il convient à la Suisse de garder; conférence donnée à Zurich, le 14 décembre 1914, sur la guerre européenne et l'attitude neutre qu'il convient à la Suisse d'observer. Cette conférence, qui a fait grand bruit, a été publiée à part. Cf. *supra*, p. 354). = Février. Alfred BONNARD. Le coup d'arrêt (réponse à un article de la *Gazette de Francfort* du 31 décembre 1914, où l'on parle avec ironie de la « célèbre victoire » de la Marne, que les Français, paraît-il, ont découverte seulement au commencement de novembre « et que tous leurs journaux célèbrent quotidiennement depuis lors »). = Mars. C. DELAY. L'inimitié séculaire des Russes et des Allemands, d'après une étude

de Michel Delines (l'infiltration allemande dans l'enseignement; le colon et le patron allemands; l'Allemand dans l'armée russe, où il a introduit le supplice des verges et le *spitzruthen*, et comment Skobeleff apprit à détester l'esprit allemand).

62. — Jahrbuch für schweizerische Geschichte. T. XXXVIII (1913). — Alfred STERN. Discours en mémoire de Gabriel Monod (magnifique éloge du fondateur de la *Revue historique*, dont nous devons remercier l'auteur). — Johannes HÄNE. L'organisation militaire et politique de Zurich dans la seconde guerre de Cappel (publie une liste de troupes zurichoises au 16 septembre 1529). — W. EHRENZELLER. La chute de Jost de Silenen et son procès devant la curie (Silenen était évêque de Sion dans le Valais; partisan de la France, il fut déposé de son siège le 30 août 1497). — Oskar ERISMANN. Le maréchal Bassompierre et son ambassade en Suisse, 1625-1626 (rien de bien nouveau; anecdotes suspectes). — Alfred MANTEL. Comment les pays catholiques se sont soustraits aux obligations du *defensionale* (c'est-à-dire au décret de 1647, imposant à tous les cantons l'obligation de défendre la Suisse). — Theodor MÜLLER. La lutte pour les 6,000 florins (c'est la somme que la ville de Saint-Gall devait à l'abbaye; elle refusa de s'acquitter en 1529 et il en résulta une longue lutte d'autant plus vive que la cité venait d'embrasser la Réforme). = T. XXXIX (1914). Félix STÄHELIN. « Menées démagogiques » de deux petits-fils de Salomon Gessner (Henri Gessner, 1768-1813, fils de l'auteur des idylles, eut deux fils, Christophe-Henri, né le 29 septembre 1798, et Édouard, né le 22 novembre 1799; leur participation aux mouvements démocratiques en Suisse et en Allemagne; condamnation de Henri devant le tribunal de Mannheim en 1825. Henri mourut le 18 juin 1872; Édouard le 1er juin 1862). — Gustave SCHÖTTLE. L'atelier monétaire de Haldenstein et sa lutte avec la ville de Lindau en 1623 (le fief de Haldenstein est situé à une lieue en aval de Coire sur le Rhin; le seigneur fabriqua de la mauvaise monnaie et entra en conflit avec la ville libre de Lindau; mais il conserva son privilège et ses successeurs continuèrent leur industrie jusqu'à la convention monétaire de Marie-Thérèse; ces mauvaises pièces sont aujourd'hui payées fort cher par les collectionneurs). — Ernst GAGLIARDI. Milanais et Français en Suisse, 1495-1499. La confédération helvétique pendant la guerre souabe (1re partie. Longue et minutieuse étude fondée sur les documents d'archives. Cette première partie de 283 pages expose la rivalité de Ludovic le More d'une part, de Charles VIII et de Louis XII de l'autre, pour obtenir dans leur lutte le concours de la Suisse. Le récit commence à la prise de Novare par le duc d'Orléans le 10 juin 1495 et se termine à la fin de 1498. Une seconde partie exposera la participation de Berne à la guerre de Souabe et l'influence de la France et du Milanais sur les événements suisses de 1499).

CHRONIQUE.

France. — M. Émile Amélineau, qui enseignait l'histoire de la religion de l'Égypte à la Ve section de l'École des Hautes-Études, est mort le 12 janvier 1915, à l'âge de soixante-quatre ans : il était né le 28 août 1850. Destiné tout d'abord au clergé, il fit de fortes études de théologie. Lorsqu'un attrait invincible l'eut entraîné vers les études laïques, et quand il se spécialisa dans l'égyptologie, c'est au copte, langue des premiers chrétiens en Égypte, et à l'histoire des premiers monastères qu'il appliqua sa remarquable force de travail et son érudition étendue. Après avoir passé plusieurs années à l'École française du Caire, il occupa en 1887 la chaire de l'École des Hautes-Études, où il enseigna jusqu'à sa mort. Ce n'est pas ici le lieu de rappeler en détail ses études des manuscrits coptes du Caire, de la Bibliothèque nationale, du British Museum et de la Vaticane; nous citerons spécialement ses œuvres philosophiques et historiques. On doit à sa plume laborieuse et féconde un *Essai sur le gnosticisme égyptien* et *De historia Lausiaca* (thèses de doctorat, 1887); une étude critique sur *les Actes des martyrs de l'Égypte copte* (1890); un *Essai sur l'évolution historique et philosophique des idées morales dans l'Égypte ancienne* (Bibliothèque de l'École des Hautes-Études, section des sciences religieuses, t. VI, 1895); des *Monuments pour servir à l'histoire de l'Égypte chrétienne* (3 vol., 1889-1895); une *Histoire de la sépulture et des funérailles de l'ancienne Égypte* (Annales du Musée Guimet, t. XXVIII-XXIX, 1896); de nombreux articles dans la *Revue de l'histoire des religions*, la *Revue égyptologique*, le *Recueil de travaux relatifs à la philologie et à l'archéologie égyptiennes et assyriennes*, le *Journal asiatique*. Mais l'œuvre capitale d'Amélineau consiste dans ses *Fouilles d'Abydos*, poursuivies sur le terrain de 1895 à 1898 et publiées en 5 volumes in-4°. Elles ont amené la découverte des fameux tombeaux des rois de la première et de la deuxième dynasties, remplis de vases décorés et gravés, de stèles commémoratives, de bijoux et de mobilier funéraire. Le site a enrichi tous les musées égyptiens, particulièrement ceux du Caire, du Louvre, le musée Guimet et le musée de Berlin. Ces fouilles ont ouvert la voie aux travaux qui ont permis de faire sortir des limbes les figures authentiques de Menès et de ses successeurs et ont ainsi reculé de plus de mille ans l'histoire de la civilisation égyptienne. Le nom d'Amélineau restera inséparable de ce grand moment de l'histoire des études égyptologiques, en même temps qu'il marquera parmi les continuateurs de Champollion dans le domaine des études coptes. — A. Moret.

— L'École normale est de plus en plus éprouvée par la guerre. Elle compte aujourd'hui plus de cinquante de ses élèves en cours d'études qui sont tombés au champ d'honneur. Parmi eux, nous signalerons un jeune historien de première année, sur lequel nous fondions les plus grandes espérances. Ferdinand AGABRIEL venait de passer avec le plus grand succès sa licence, lorsqu'il partit pour la guerre en qualité de sous-lieutenant de réserve. Blessé une première fois et retourné au front après guérison, il a été tué le 17 février. C. PF.

— C'est avec le plus vif regret que nous apprenons la mort de M. Jean MASPERO, agrégé de l'Université, ancien membre de l'Institut français du Caire, sergent au 31e régiment d'infanterie, tué le 18 février dernier à l'attaque de Vauquois, à l'âge de vingt-neuf ans. Fils de l'illustre égyptologue Gaston Maspero, il s'était donné tout entier à l'étude de l'Égypte byzantine. Sa connaissance du copte et de l'arabe, son expérience consommée des documents papyrologiques lui auraient permis de tirer des textes chaque jour découverts un tableau aussi original qu'attachant de la vieille société égyptienne à la veille de la conquête arabe. Nous avions eu déjà l'occasion de signaler dans nos bulletins[1] les publications si curieuses de papyrus de la fin de l'antiquité ou de l'époque byzantine qu'il poursuivait surtout dans le Bulletin de l'Institut français d'archéologie orientale (*Étude sur le papyrus d'Aphrodite. Le roi Mercure à Tâfah*, 1908. *Papyrus grecs d'époque byzantine*, t. I-II, 1910-1911. *Les papyrus Beaugé. Horapollon et la fin du paganisme égyptien*, 1912. *Graeco-arabica*, 1912). Grâce à un commentaire pénétrant et à des rapprochements ingénieux avec les textes déjà publiés, il montrait tout ce que ces documents nous apprennent de nouveau pour l'histoire des institutions. Son travail le plus important est une excellente étude sur *l'Organisation militaire de l'Égypte byzantine* (Paris, 1912), qui ouvre des aperçus très neufs, non seulement sur l'organisation militaire des provinces byzantines, mais aussi sur les causes de la rapidité avec laquelle s'est produite la conquête arabe. Début qui donnait les plus belles promesses; en rendant hommage à la mort glorieuse de ce jeune savant devant l'ennemi, nous ne pouvons que déplorer la perte qu'elle a fait subir à l'érudition française. — Louis BRÉHIER.

— M. Charles-Victor BONNET est mort le 20 février, dans sa soixante-cinquième année. Après avoir fait des études de droit poussées jusqu'au doctorat (1876) et passé quelques années dans une étude de notaire, il rentra, pour n'en plus sortir, dans sa maison de Croissy, où le confina l'état d'une santé qui, pendant longtemps, ne cessa d'inquiéter ses parents. Pour occuper ses loisirs, il entreprit d'écrire l'histoire de son village, dont il publia seulement un premier volume (*le Village de Croissy-sur-Seine sous l'ancien régime et pendant*

1. Voy. *Rev. histor.*, t. CXI, p. 318, 333; t. CXVII, p. 78, 81-82.

la Révolution, 1894) et il s'en acquitta si bien qu'il attira sur lui l'attention de son voisin de campagne, Paul Viollet. Il songeait à écrire l'histoire religieuse de Croissy comme il en avait écrit l'histoire civile; mais il se laissa entraîner à des recherches sur certains habitants notables de Croissy, tels que Joséphine de Beauharnais et surtout Hector Patrocle qui fut au XVIIe siècle un des seigneurs de Croissy et en qui Bonnet crut reconnaître l'original de Tartuffe. De Molière, il vint à Boileau et, après des fouilles minutieuses aux Archives nationales et dans certains minutiers parisiens, il réussit à reconstituer en son entier le dossier du procès engagé autour du *Lutrin;* mais quand on lui demandait à quel moment enfin il mettrait en œuvre tant de matériaux précieux, il laissait entendre qu'il suivait des pistes nouvelles. La mort le surprit au milieu de cette chasse incessante au document dont il faisait ses seules délices. Que deviendront ses manuscrits? Ch. B.

— Le 23 février est mort Louis-Émile CAMPARDON, chef de section honoraire aux Archives nationales. Né à Paris le 18 juillet 1837, il avait passé par l'École des chartes; il appartenait à la promotion de 1857 et soutint une thèse sur les clercs, notaires et secrétaires du roi jusqu'en 1483, qui n'a pas été imprimée. Entré de bonne heure aux Archives nationales, il s'y enferma pour ainsi dire et y conquit peu à peu une autorité toute particulière, non seulement par les saillies d'un esprit original, mais par la connaissance qu'il avait de son dépôt, surtout dans ce qu'on nommait autrefois : la section judiciaire, et par son expérience paléographique; nul, par exemple, n'était plus capable de déchiffrer certains registres difficiles du Châtelet. Ses nombreuses publications se composent presque uniquement de documents recueillis par lui aux archives de l'Empire, devenues plus tard Archives nationales. Nous mentionnerons : *Marie-Antoinette et le procès du collier*, d'après la procédure instruite devant le Parlement de Paris (1863); *Marie-Antoinette à la Conciergerie*, recueil de pièces originales suivi du procès imprimé de la reine (1863); *le Tribunal révolutionnaire de Paris*, avec la liste complète des personnes qui ont comparu devant ce tribunal (2 vol., 1866); *Madame de Pompadour et la cour de Louis XV*, avec le catalogue des tableaux originaux, des dessins et miniatures vendus après la mort de la favorite (1867); des documents sur Molière (1871 et 1875), sur la vieillesse de Scaramouche (1875), sur Voltaire (1880); *les Spectacles de la foire* (1877); *les Comédiens du roi de la troupe française pendant les deux derniers siècles* (1879); *l'Académie royale de musique au XVIIIe siècle*, une *Liste des membres de la noblesse impériale dressée d'après les registres de lettres patentes conservés aux Archives nationales* (1889). On lui doit aussi le *Journal de la Régence*, par Jean Barat (1865), et, dans un genre plus austère, le *Répertoire numérique des archives du Parlement de Paris*, série X (1889). Ch. B.

— L'abbé Fulcran VIGOUROUX est mort. Ceux qui l'ont approché s'accordent à lui reconnaître tous les mérites du prêtre et toutes les vertus de l'homme privé ; il ne fut jamais l'ennemi implacable que des contempteurs de l'orthodoxie et il ne prit jamais souci d'un autre intérêt que de celui de l'Église. Avec lui disparaît le plus représentatif et le plus opiniâtre des exégètes catholiques intransigeants ; son influence s'est étendue sur plusieurs générations de clercs, qui doivent à son *Manuel* la plus grosse part de leurs connaissances bibliques. Il a beaucoup écrit : *la Bible et les découvertes modernes en Palestine, en Égypte et en Assyrie*, 4 vol. in-8°, 1877 ; *Manuel biblique*, 2 vol. in-12, 1879 ; *Mélanges bibliques*, in-12, 1882 ; *les Livres saints et la critique rationaliste*, 4 vol. in-8°, 1886-1890 ; *la Sainte Bible polyglotte*, 8 vol. in-4°, 1891-1909 ; le *Dictionnaire de la Bible*, 5 vol. in-4°, commencé, avec de nombreux collaborateurs, en 1895 et achevé en 1912, etc. Ces ouvrages, accueillis avec grande faveur dans les milieux catholiques, en France et à l'étranger, et promptement devenus classiques dans les séminaires, ont valu à leur auteur d'entrer dans la Commission biblique pontificale. La vie intellectuelle de M. Vigouroux a donc été tout entière consacrée à la défense des interprétations orthodoxes de la Bible ; il avait senti s'éveiller en lui cette vocation, dès son entrée au séminaire, en lisant les *Lettres de quelques Juifs à M. de Voltaire*, de l'abbé Guénée, et les *Discours* du cardinal Wiseman, « qui établissent avec tant de solidité l'accord des sciences avec la religion révélée[1] » ; les leçons de l'abbé Le Hir, à Saint-Sulpice, achevèrent de tracer la voie dont il ne s'est plus détourné.

Au reste, ce prêtre excellent, dont la sereine conviction et la candeur dans la bonne foi méritent le respect et presque l'admiration, cet apologiste infatigable, que jamais n'ébranla un bon argument, ni même un mauvais, cet érudit très estimable ne fut jamais un savant ; il lui a toujours manqué, avec l'amour désintéressé de la science, le sens de son indépendance et de sa dignité : « La science creuse et dessèche, écrit-il[2] ; la foi en Jésus-Christ remplit seule le cœur de l'homme... Le doute alanguit et tue ; la foi nourrit et vivifie. » La science n'offre de l'intérêt qu'autant qu'elle permet au théologien de confondre les ennemis de la vérité : *Scientia theologiae ancilla*[3], et il « n'existe aucune contradiction entre la véritable science et la foi »[4]. C'est-à-dire que toute science qui contredit la foi n'est pas « véritable » et que le but de la connaissance scientifique, du moins la seule utilisation légitime de la science historique, c'est de fortifier l'apologétique : « Les Égyptiens et les Assyriens ressuscitent en quelque

1. *Les Livres saints*, t. I, p. XIV.
2. *Ibid.*, t. I, p. XVI.
3. *La Bible et les découvertes*, t. I, p. 115.
4. *Dictionnaire de la Bible. Avertissement.*

sorte pour rendre témoignage à la vérité[1]. » Il n'y a donc pas lieu de parler de la critique biblique de M. Vigouroux : il a gémi sur la disparition de la soumission, de l'obéissance que les Saintes Écritures ont rencontrées jadis « dans tous les partis »; il les a « vengées » contre les outrages de leurs « ennemis »; il ne les a pas critiquées. Il partait de ce principe que, la « Bible étant un livre sacré, on ne doit jamais le traiter comme un livre profane », ni, à peine de faire œuvre stérile, en aborder l'étude dans d'autres sentiments que ceux de la foi et de l'humilité chrétiennes[2].

C'est assez dire que, si M. Vigouroux a bourré ses livres de renseignements souvent très profitables et s'il a vulgarisé dans le clergé des connaissances qui n'y avaient guère pénétré avant qu'il en proclamât la nécessité[3], sa contribution personnelle à la science de la Bible reste pourtant très légère.

Il a plusieurs fois répété qu'il se tenait éloigné de tout esprit de système; il le croyait; et cependant il n'a jamais fait que s'enfermer strictement dans un système, dont il faut bien dire qu'il n'est pas très heureux : la Bible, c'est de l'histoire et plus solide que toute autre, puisqu'elle s'appuie sur la parole de Dieu; mais c'est de l'histoire écrite selon l'esprit *oriental;* il en résulte pour nous quelques difficultés d'interprétation, dont il nous est facile de sortir avec l'aide de la foi. Je ne dis pas le contraire; l'erreur déplorable et tenace de M. Vigouroux a été d'ajouter « et avec le secours des découvertes archéologiques ». Je crains que ses livres ne soient, longtemps encore, considérés, de ce point de vue, par les incrédules, comme de précieux recueils de rapprochements arbitraires et de raisonnements puérils; je crains même que l'intrépide assurance de leur auteur n'ait pas aussi bien servi qu'il l'a cru la cause à laquelle il a consacré tant d'efforts, et que ses excès de certitude aient parfois incliné à quelque sympathie pour les thèses adverses les clercs d'esprit bien fait qui les ont subis. Et, par ce détour, qu'il ne prévoyait sûrement pas, M. Vigouroux retrouve une place dans le grand mouvement qui nous pousse chaque jour plus avant dans la connaissance scientifique du Livre.

Ch. Guignebert.

— Au début du mois de mars 1915 est décédé Mgr Douais, évêque de Beauvais, Noyon et Senlis. Il était né à Béziers en 1848. De 1880 à 1897, il professa à l'Institut catholique de Toulouse. A la dernière date, il fut nommé vicaire général de Mgr de Cabrières à Montpellier. En 1899, il fut élevé à l'évêché de Beauvais en remplacement de Mgr Fuzet. Il est l'auteur de nombreux ouvrages sur les Albigeois et l'Inquisition dans le Midi de la France, par exemple : *les Albigeois, leurs origines, action de l'Église au XIIe siècle* (1879); *l'Albi-*

1. *Manuel*[10], t. I, p. 383.
2. *Ibid.*[10], t. I, p. 20.
3. *Ibid.*[10], t. I, p. 135.

géisme et les frères prêcheurs à Narbonne au XIIIe siècle (1894); *l'Inquisition, ses origines, sa procédure* (1906); il a publié la *Practica inquisitionis heretice pravitatis*, de Bernard Gui (1885); les *Documents pour servir à l'histoire de l'Inquisition dans le midi de la France* (2 vol., 1901) pour la Société de l'histoire de France (le t. I contient une introduction sur la procédure inquisitoriale). Il commença aussi à publier les *Acta capitulorum provincialium ordinis fratrum praedicatorum* qui n'ont pas été continués, et, sur les dominicains du Midi de la France, il donna de nombreuses monographies dispersées un peu partout. On lui doit aussi trois volumes de documents sur l'ancienne province du Languedoc (*Béziers religieux; Trésor et reliques de Saint-Sernin; les Comptes de la confrérie des Corps-Saints*). Enfin il édita les dépêches de M. de Fourquevaux, ambassadeur de Charles IX en Espagne (1565-1572) — l'ambassadeur était né à Toulouse — (2 vol., 1896-1901), et c'est un document très précieux pour l'histoire des guerres de religion, avec un volume de pièces inédites sur le même personnage (1894). Les historiens consulteront les documents qu'il a publiés, mais feront des réserves sur les conclusions qu'il a soutenues dans ses travaux personnels: on relira à ce sujet les observations présentées à plusieurs reprises dans la *Revue historique*[1]. C. Pf.

— M. Mario Schiff, décédé à Naples, le 8 mars 1915, à l'âge de quarante-sept ans, s'est surtout occupé d'histoire littéraire française et espagnole. Son étude sur la *Bibliothèque du marquis de Santillane* (1905), qui fut présentée comme thèse à l'École des chartes et qui lui valut ensuite le titre d'élève diplômé de l'École des Hautes-Études, est un ouvrage important. Il publia plus tard un petit livre curieux sur Marie de Gournay et un travail bibliographique sur les éditions et les traductions italiennes de Rousseau. Chargé en 1901 par la Société d'histoire et d'archéologie de Genève de rechercher et de copier à Simancas des documents sur l'épisode de l'Escalade, M. Schiff s'acquitta avec beaucoup d'intelligence de cette mission et les documents qu'il a tirés du célèbre dépôt ont en partie renouvelé le sujet. Dans les dernières années de sa vie, qui furent douloureuses, M. Schiff occupait, en qualité de chargé de cours, une chaire de littérature française à l'Institut des études supérieures de Florence; son enseignement a porté surtout sur la littérature du XVIe siècle et sur les poètes contemporains, qu'il connaissait bien, ayant contracté avec plusieurs d'entre eux des relations personnelles assez suivies. Alf. M.-F.

— M. J.-E. Anatole de Baudot, récemment décédé, était né à Sarrebourg le 14 octobre 1834; architecte, élève de Viollet-le-Duc, il restaura plusieurs anciens monuments, civils et religieux, et contribua d'une façon remarquable à la connaissance de l'architecture et de la sculpture du moyen âge en publiant ses *Églises de bourgs et de vil-*

1. T. LXXVI (1901), p. 347; t. XCIV (1907), p. 73 et suiv.

lages (30 livraisons en 2 vol. gr. in-4°, 1861-1869), en éditant en un fort beau volume *la Sculpture française au moyen âge et à la Renaissance* (8 livraisons en 1 vol. in-fol., 1884); enfin en dirigeant, en collaboration avec M. Perrault-Dabot, les *Archives de la Commission des monuments historiques* (5 vol., 1898-1903). Ch. B.

— M. Edme Champion vient de mourir à l'âge de soixante-dix-neuf ans. C'était un esprit original, un critique pénétrant de la philosophie française au XVIIIe siècle, des origines et des débuts de la grande révolution. Son premier écrit de quelque importance ne fut rien de moins qu'une *Philosophie de l'histoire de France* (1882) rééditée en 1908 sous le titre : *Vue générale de l'histoire de France*. On lui doit encore des études sur l'*Esprit de la Révolution française* (1887), sur *Voltaire* (1893), *la France d'après les cahiers de 1789* (1897), *la Séparation de l'Église et de l'État en 1794* (1903), *J.-J. Rousseau et la Révolution française* (1909). Il abordait les questions les plus délicates ou les plus redoutables avec une grande liberté d'esprit et une indépendance de caractère peu commune. Ch. B.

— On annonce la mort du capitaine Maurice Sautai, tué au mois de mars en Champagne. Il fut un des collaborateurs les plus zélés de la *Revue d'histoire* publiée par l'État-major de l'armée. Il y a publié une *Relation de la bataille de Malplaquet* par le marquis J.-F.-A. de La Frézelière, lieutenant général des armées du roi (1901), et une étude sur cette même bataille d'après les correspondants du duc du Maine à l'armée de Flandre (1904); plusieurs études sur *la Cavalerie française depuis 1740 jusqu'au Directoire* (4 fascicules), des recherches approfondies sur *les Préliminaires de la guerre de la succession d'Autriche* (1907) et sur *les Débuts* de cette même guerre (1907); sur *la Manœuvre de Denain* (1902) et sur *les Dernières années de Lefebvre d'Orval*, le promoteur de cette manœuvre (1912). Ch. B.

— M. Albert Delatour, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, a publié la *Notice sur la vie et les travaux de M. Gabriel Monod*, qu'il a lue à l'Académie des sciences morales et politiques dans la séance du 9 janvier 1915. En termes justes et touchants, il raconte la vie, résume l'œuvre, caractérise la haute valeur intellectuelle et morale du fondateur de la *Revue historique*. Il doit beaucoup aux articles nécrologiques qui ont été consacrés à G. Monod, soit dans cette *Revue* même (t. CIX, p. I-XXIV), soit dans l'*Annuaire de l'École des Hautes-Études* (1912-1913), et l'on ne s'en douterait guère en le lisant; mais un discours académique n'est pas nécessairement une œuvre d'érudition où l'auteur se croit tenu de citer ses sources. Il suffit de dire que la notice de M. Delatour contribuera dignement à faire vivre la mémoire de notre directeur et ami.

Ch. B.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

HISTOIRE ANCIENNE.

Courcelle-Seneuil (*J.-L.*). Héraclès. Les Égéens sur les côtes occidentales de l'Europe vers le XVIe siècle avant notre ère, 144.
Ferrand (*H.*). Les voies romaines du Dauphiné, 363.
Mortet (*Victor*). Mélanges d'archéologie, 357.
Müller (*Ernst*). Cæsaren-Portraits, 146.
Pillet (*M.-L.*). Le palais de Darius Ier, à Suse, Ve siècle av. J.-C., 144.
Reinach (*Adolphe*). Le Klapperstein, le Gorgoneion et l'Anguipède, 145.
Samter (*E.*). Die Religion der Griechen, 357.

HISTOIRE RELIGIEUSE.

Guignebert (*Charles*). Le problème de Jésus, 117.

HISTOIRE GÉNÉRALE.

Carnegie endowment for international peace, 352.
Charles-Roux (*Fr.*). Alexandre II, Gortchakoff et Napoléon III. 334.
Heigel (*Karl-Theodor*). Zwölf Charakterbilder aus der neueren Geschichte, 351.
Hentze (*Carl*). England, Frankreich und König Adolf von Nassau, 1294-1298, 142.
Lehmann (*Paul*). Vom Mittelalter und von der lateinischen Philologie des Mittelalters, 351.
Luzzatto (*Gino*). Storia del commercio, t. I, 124.
Richard (*Gaston*). La question sociale et le mouvement philosophique au XIXe siècle, 142.
Segré (*Arturo*). Manuale di storia di commercio, t. I, 124.
Taylor (*Henry Osborn*). The medieval mind, 141.
Thompson (*Sitranus P.*). The rose of the winds, 142.
Vinogradoff (*Paul*). Essays in legal history read before the international Congress of historical studies, 140.
Wætjen (*Hermann*). Das Judentum und die Anfänge der modernen Kolonisation, 351.
Wirth (*Albert*). Rasse und Volk, 350.
Wiscelinus (*Walter F.*). Der Kalender in gemeinverstændlicher Darstellung, 350.

LA GUERRE.

Beck (*James M.*). L'arbitrage des neutres; la triple entente et la double alliance, trad. fr. par *E. Dryden*, 353.
Bédier (*Joseph*). Les crimes allemands d'après les témoignages allemands, 348.
Bellet (*Daniel*). Chiffons de papier. Ce qu'il faut savoir des origines de la guerre de 1914, 356.
Brereton (*Cloudesley*). Qui est responsable? 356.
Correspondence respecting events leading to the rupture of relations with Turkey, 1914, 162.
Denis (*E.*). Voir *Durkheim* (*É.*).
Dryden (*Elizabeth*). Voir *Beck* (*James M.*).
Durkheim (*É.*) et *Denis* (*E.*). Qui a voulu la guerre? 348.
Eckel (*A.*). Voir *Gessler* (*Albert*).
Gessler (*Albert*). Entre deux civilisations, trad. fr. par *A. Eckel*, 353.
Guilland (Mlle *Catherine*). Voir *Spitteler* (*Carl*).
Hauser (*Henri*). Comment la France jugeait l'Allemagne, 363.
Lacroix (Mgr *L.*). Le clergé et la guerre de 1914, 363.
Méril (*André*). La paix est malade, 353.
Ministère des Affaires étrangères. Documents diplomatiques, 1914. La guerre européenne (le Livre jaune), 143.
Muir (*Ramsay*). Britains' Case against Germany, 357.
Oxford pamphlets, 1914, 137.
Pages actuelles, 1914-1915, 355.
Pages d'histoire, 1914, 143, 355.
Prothero (*G.-W.*). List of publications bearing on the war, 224.
Rose (*J. Holland*). The origins of the war, 357.

Spitteler (*Carl*). Notre point de vue suisse; trad. fr. par *C. Guilland*, 354.
Weiss (*André*). La violation de la neutralité belge et luxembourgeoise par l'Allemagne, 348.
Wilkinson (*Spenser*). Great Britain and Germany, 137.

HISTOIRE D'ALLEMAGNE.

Bericht über die dreizehnte Versammlung deutscher Historiker zu Wien, 371.
Bloch (*Hermann*). Der Freibrief Friedrichs I für Lübeck, und der Ursprung der Ratverfassung in Deutschland, 369.
Bücher (*Karl*). Die Berufe der Stadt Frankfurt a. M. im Mittelalter, 370.
Cartellieri (*Alex.*). Heinrich VI und der Höhepunkt der staufischen Kaiserpolitik, 370.
Chroniken (die) der deutschen Stædte, t. XXXI, 369.
Eichmann (Dr *Eduard*). Kirche und Staat, t. II, 370.
Fuchs (*A.-F.*). Voir Monumenta Germaniae historica. Necrologia Germaniae.
König (*Erich*). Peutingerstudien, 371.
Monumenta Germaniae historica. Necrologia Germaniae, t. V. Diocesis Pataviensis II. Austria inferior. Edit. *A.-F. Fuchs*, 368.
Oncken (*Hermann*). Historisch-politische Aufsætze und Reden, 373.
Poole (*Austin Lane*). Henry the Lion, 369.
Steinhausen (*Georg*). Geschichte der deutschen Kultur, t. II, 372.

HISTOIRE D'ALSACE-LORRAINE.

Anrich. Die evangelische Kirche in Elsass-Lothringen, 373.
Delahache (*Georges*). L'insurrection de Strasbourg, 30 octobre 1836, 155.
Wetschinger (*Henri*). La protestation de l'Alsace-Lorraine en 1871 à Bordeaux, 156.

HISTOIRE D'AMÉRIQUE.

Buck (*S. J.*). Travel and description, 1765-1865. Bibliothèque historique de l'État de l'Illinois, 158.
Capitan (*L.*) et *Lorin* (*Henri*). Le travail en Amérique avant et après Colomb, 336.
Lorin (*Henri*). Voir *Capitan* (*L.*).

HISTOIRE D'AUTRICHE-HONGRIE.

Charmatz (*Richard*). Geschichte der auswærtigen Politik Œsterreichs im 19 Jahrh., t. II, 373.
Roz (*Firmin*). Voir *Steed* (*Henry Wickham*).
Steed (*Henry Wickham*). La monarchie des Habsbourg, trad. par *Firmin Roz*, 136.
Szekfü (*Gyula*). A számüzött Rákóczi, 344.

HISTOIRE D'ESPAGNE.

Abadal y Vinyals (*Ramon d'*). Les « partidas » a Catalunya durant l'edat mitja, 375.
Altamira y Crevea (*Rafael*). Cuestiones de historia del derecho y de legislación comparada, 375.
Bratli (*Charles*). Philippe II, roi d'Espagne, 157.
Burke (*John J.*). Voir *Teresa of Jesus*.
Carreras y Candi (*Francesch*) et *Nonat Comas*. La via layetana, 376.
Clauzel (*Raymond*). Philippe II d'Espagne, 157.
Corominas (*Pere*). Estudis sobre'l pensament filosofich dels jueus espanyols a l'edat mitja, 374.
Nonat Comas. Voir *Carreras y Candi* (*Francesch*).
Schwarz (*Karl*). Aragonische Hofordnungen im 13 u. 14 Jahrh., 376.
Teresa of Jesus (*Saint*). Life, relations, maxims and fondations. Edit. by *John J. Burke*, 156.
Thompson (*Francis*). Saint Ignatius Loyola, 156.

HISTOIRE DE FRANCE.

Académie nationale des sciences, belles-lettres et arts de Bordeaux. Fêtes du deuxième centenaire, nov. 1912, 153.
A Lamartine, 1833-1913, 151.
Ambrosi (*A.*). Histoire des Corses et de leur civilisation, 342.
Andriot (*René*). Ney, 150.
Anglade (*J.*). Voir *Nostredame* (*Jehan de*).
Aulard (*A.*). Recueil des actes du Comité de Salut public, t. XXIII, 92.
— Les grands orateurs de la Révolution, 94.
Barrère (*Joseph*). Observations sur quelques ouvrages politiques anonymes du XVIe siècle, 149.
Barrey (*Ph.*). Étude statistique et démographique de la population du Havre, 1783-1802, 364.
Barthélemy. Mémoires, 1768-1819, publ. par *Jacques de Dampierre*, 98.

Beaurepaire-Froment. Voir *Magny* (*Olivier de*).
Bémont (*Charles*). Recueil d'actes relatifs à l'administration des rois d'Angleterre en Guyenne au XIIIe s., 148.
Bibliographie lorraine, 1912-1913, 153.
Blaison (capitaine *Louis*). Le complot de Belfort, 1822, 150.
Bliard (*Pierre*). Les conventionnels régicides, 97.
Blossier (*Albert*). Cahiers de doléances du bailliage de Honfleur pour les États-Généraux, 88.
Bodereau (*Pierre*). Bonaparte à Ancône, 113.
Bonsergent (*Eugène*). Voir *Michel* (Dr *H.*).
Bossuet. Correspondance, publ. par *Ch. Urbain* et *E. Levesque*, t. VIII, 359.
Bridrey (*Émile*). Département de la Manche. Cahiers de doléances du bailliage du Cotentin pour les États-Généraux, 88.
Caresme (lieutenant *L.*). Bonaparte lieutenant en second, 362.
Caron (*Pierre*). Rapports des agents du ministre de l'Intérieur dans les départements, 1793-an II, 92.
Chabaneau (*Camille*). Voir *Nostredame* (*Jehan de*).
Chabot (*François*). A ses concitoyens, qui sont les juges de sa vie publique; publ. par *A. Mathiez*, 361.
Chuquet (*Arthur*). Dumouriez, 107.
Courteault (*Paul*). Notice historique sur l'abbé Jules Bellet, chanoine de Cadillac, membre associé de l'Académie de Bordeaux, 1672-1752, 153.
— Voir *Monluc.*
Dampierre (*Jacques de*). Voir *Barthélemy.*
Daudet (*Ernest*). Dans les palais des rois, 152.
Debidour (A.). Recueil des actes du Directoire exécutif, t. III, 93.
Destray (*Paul*). Corporations et métiers de Clamecy à la fin du XVIIIe siècle, 364.
Dommanget (*Maurice*). La Révolution dans le canton de Neuilly-Saint-Front, Aisne, 105.
Dufay (*Pierre*). Les sociétés populaires et l'armée, 1791-1794, 112.
Esmonin (*Edmond*). La taille en Normandie au temps de Colbert, 338.
Espitalier (*Albert*). Vers brumaire. Bonaparte à Paris, 5 décembre 1797-4 mai 1798, 113.
Études sur l'avant-garde, 152.
Faure (*Claude*). Le département de la Drôme, de 1800 à 1802, 106.
François, bourgeois de Paris. Journal, 1588-1589, publ. par *Eug. Saulnier*, 149.
Gay (*Jules*). La bataille de Bouvines, 147.
Gigord (*Édouard de*). Les Jésuites d'Aubenas, 1601-1762, 323.
Gillot (*Hubert*). Le règne de Louis XIV et l'opinion publique en Allemagne, 122.
Giran (*Étienne*). Sébastien Castellion et la réforme calviniste, 318.
Godet (*Marcel*). Les brûlements d'archives à Abbeville pendant la Révolution, 105.
Hébert (*Marcel*). Les martyrs céphalophores Euchaire, Élophe et Libaire, 147.
Heidenstam (*O.-G. de*). Marie-Antoinette, Fersen et Barnave; leur correspondance, 100.
Histoire de la Ligue, t. I, éd. par *Ch. Valois*, 321.
Jagot (*Henri*). Les origines de la guerre de Vendée, 110.
Kerviler (*René*). La Bretagne pendant la Révolution, 104.
Lacombe (*Paul*). Voir *Paul* (Sir *John Dean*).
Lafond (*Jean*). Voir *Ritter* (*Georges*).
Lameth (*Théodore de*). Notes et souvenirs, publ. par *E. Welvert*, 94.
La Roncière (*Ch. de*). Ce que les Français ont fait en Amérique depuis la découverte jusqu'à l'ouverture de l'isthme de Panama, 358.
Lefebvre (*Georges*). Documents relatifs à l'histoire des subsistances dans le district de Bergues pendant la Révolution, t. I, 91.
Le Havre en 1914, 364.
Lesueur (*Émile*). Voir *Robespierre* (*Maximilien*).
Levesque (*E.*). Voir *Bossuet.*
Lort de Sérignan (comte *de*). Napoléon et les grands généraux de la Révolution et de l'Empire, 112.
Loutchiski (*J.*). Quelques remarques sur la vente des biens nationaux, 149.
Madelin (*Louis*). Danton, 96.
Magny (*Olivier de*). Poésies choisies, publ. par M. *de Beaurepaire-Froment*, 358.
Mangeot (*Georges*). Autour d'un foyer lorrain. La famille de Saint-Lambert, 1595-1795, 155.
Mann (*Fritz-Karl*). Der Marschall Vauban und die Volkswirtschaftslehre des Absolutismus, 324.
Mareschal de Bièvre (comte *G.*). Les « ci-devant nobles » et la Révolution, 102.
Marx (*Jean*). L'inquisition en Dauphiné, 317.
Mathiez (*Albert*). Les grandes journées de la Constituante, 360.
— Voir *Chabot* (*François*).

Maupassant (*Jean de*). Armateurs bordelais au XVIIIe siècle, 153.
— Le droit de visite sous Louis-Philippe; l'affaire du Marabout, 1841-1852, 153.
Meusel (*Friedrich*). Edmund Burke und die französische Revolution, 361.
Michel (Dr *H.*) et *Bonsergent* (*Eugène*). Histoire du canton d'Aulnay, 367.
Monluc (*Blaise de*). Commentaires, édit. *P. Courteault*, t. II, 320.
Montarlot (*P.*) et *Pingaud* (*L.*). Le congrès de Rastatt. Correspondance et documents, t. III, 103.
Noblemaire (*G.*). Histoire de la maison des Baux, 126.
Nostredame (*Jehan de*). Les vies des plus célèbres et anciens poètes provençaux. Nouv. édit. préparée par *Camille Chabaneau* et publiée par *J. Anglade*, 118.
Paetow (*Louis John*). The battle of the seven arts, 148.
Pannier (*Jacques*). Jonas Hambræus, prédicateur du roi de Suède, professeur à l'Université de Paris (1588-1672), 359.
Paul (Sir *John Dean*). Journal d'un voyage à Paris, au mois d'août 1802, trad. p. *Paul Lacombe*, 103.
Perdiguier (*Agricol*). Mémoires d'un compagnon, 366.
Pérouse (*G.*). Notes d'ancien droit savoyard, 365.
Perroud (*Claude*). Voir *Roland* (Mme).
Pfeiffer (*Laura*). The uprising of June 20, 1792, 360.
Pfister (*Chr.*). Tableau de Saint-Dié au XVIIe siècle, 154.
Picard (colonel *Ernest*). Au service de la nation. Lettres de volontaires, 1792-1798, 110.
Pingaud (*L.*). Voir *Montarlot* (*P.*).
Porée (*Charles*). Documents relatifs à la vente des biens nationaux dans le district de Sens, t. II, 89.
Pouget de Saint-André. Le général Dumouriez, 1739-1823, 108.
Rebillon (*Armand*). Département d'Ille-et-Vilaine. La situation économique du clergé à la veille de la Révolution dans les districts de Rennes, Fougères et Vitré, 90.
Régné (*Jean*). Rapport confidentiel sur le Haut-Vivarais à la fin du XVIIe siècle, 364.
Reiset (vicomte *de*). Joséphine de Savoie, comtesse de Provence, 1753-1810, 101.
Ricaud (abbé *L.*). Sulpice Sévère et sa villa de Primuliac à Saint-Sever-de-Rustan, 146.
Ritter (*Georges*) et *Lafond* (*Jean*). Manuscrits à peintures de l'école de Rouen, 366.
Robespierre (*Maximilien*). Œuvres complètes; t. II : les Œuvres judiciaires, publ. p. *Émile Lesueur*, 97.
Rocheblave (*S.*). Le goût en France. Les arts et les lettres de 1600 à 1900, 151.
Roland (Mme). Lettres, publ. p. *Claude Perroud*, 95.
Roussin (*Henri*). William Godwin, 1756-1836, 114.
Roy (*Hippolyte*). La vie à la cour de Lorraine sous le duc Henri II (1608-1624), 154.
Saulnier (*Eugène*). Voir *François*, bourgeois de Paris.
Schelle (*Gustave*). Œuvres de Turgot et documents le concernant, t. II, 359.
Schwab (*Léon*). Département des Vosges. Documents relatifs à la vente des biens nationaux. District de Remiremont, 89.
Siège (le) de Dôle par le prince de Condé, 1636. Documents, 322.
Statistique agricole de 1814, 362.
Tréguy (*Ém.-A.*). Le Guildo, 366.
Usher (abbé *Payson*). The history of the grain trade in France, 1400-1710, 315.
Urbain (*Ch.*). Voir *Bossuet*.
Uzureau (abbé *Fr.*). Andegaviana, 14e série, 364.
Valois (*Charles*). Voir Histoire de la Ligue.
Vaissière (*Pierre de*). Récits du temps des troubles, XVIe siècle, 320.
Verriest (*Léo*). Les archives départementales du Nord à Lille, 367.
Vialla (capitaine *S.*). L'armée-nation. Les volontaires des Bouches-du-Rhône, 1791-1792, 108.
Welvert (*Eugène*). Voir *Lameth* (*Théodore de*).
Wrong (*George M.*). The fall of Canada, 125.
Zanta (*Léontine*). La Renaissance du stoïcisme au XVIe siècle, 318.

HISTOIRE DE GRANDE-BRETAGNE.

Alberti (*L. de*) et *Chapman* (*A. B. Wallis*). English merchants and the spanish inquisition in the Canaries, 157.
Aldhelm. Aldhelmi opera; édit. *R. Ehwald*, 158.
Bullarium monachorum nigrorum S. Benedicti congregationis Anglicae, 161.
Calendar of the patent rolls. Henry III, 1266-1272, 377.

Chapman (*A. B. Wallis*). Voir *Alberti* (*L. de*).
Ehwald (*R*). Voir *Aldhelm*.
Fox (*John Charles*). The official diary of lieutenant-general Adam Williamson, deputy-lieutenant of the Tower of London (1722-1747), 161.
Guyot (*Édouard*). Le socialisme et l'évolution de l'Angleterre contemporaine, 1880-1911, 130.
Hæring (*Oscar*). Der Mærtyrer; eine Geschichte aus dem XVII^ten^ Jahrh., 160.
Innes (*Arthur D.*). A source-book of english history, t. II (1603-1815), 161.
King (*Hugh B.*). A short history of feudalism in Scotland, 160.
Little (*A. G.*). Roger Bacon, 159.
Méra (capitaine). Lord Cromer en Égypte (1883-1907), 161.
Newton (*A. P.*). The colonising activities of the english Puritans, 378.
Owen (*Douglas*). Ocean trade and shipping, 160.
Pasquet (*D.*). Londres et les ouvriers de Londres, 128.
Tod. Annals and antiquities of Rajast'han, 162.

HISTOIRE D'ITALIE.

Bartelli (*G.*) et *Busse* (*K.*). Vita di Lodovico Cardi Cigoli (1559-1613), 163.
Boüard (*A. de*). Lettres de Rome de Bartolomeo de Bracciano à Virginio Orsini, 162.
Busse (*K.*). Voir *Bartelli* (*G.*).
Calderini-de Marchi (*Rita*). Jacopo Corbinelli et les érudits français d'après la correspondance inédite de Corbinelli-Pinelli, 1566-1587, 319.
Degli-Alberti (*Mario*). La politica estera del Piemonte sotto Carlo-Alberto, 1835-1846, 379.
Gagliardi (*Ernst*). Die Schlacht von Pavia auf den Teppichen des Museums zu Neapel, t. I, 378.
Morçay (*Raoul*). Saint Antonin, archevêque de Florence, 1389-1459, 119.
Orsi (*Pietro*). L'Italia moderna, 1750-1913, 379.
Panella (*Antonio*). Politica ecclesiastica del Comune fiorentino dopo la cacciata del duca d'Atene, 162.
Sorbelli (*A.*). Relazione sulla biblioteca comunale dell' archiginnasio nell' anno 1913, 380.

HISTOIRE DES PAYS-BAS.

Bakhuizen van den Brink. Studien en schetzen over vaderlandsche geschiedenis en letteren, 167.
Bijdragen en Mededeelingen (Utrecht), t. XXXIV et XXXV, 164.
Colenbrander (*H. T.*). Voir *Thulemeyer*.
Geyl (*P. C. A.*). Cristofforo Suriano, resident van Venetië in den Haag (1616-1623), 165.
Huybers (*H. F. M.*). Don Juan van Oostenrijk, landvoogd den Nederlander, 164.
Japikse (*N.*). Brieven van Johan de Witt. 3e et 4e parties : 1665-1672, 166.
Thulemeyer. Dépêches (1763-1788), publ. p. *H. T. Colenbrander*, 167.
Van den Hoek (*J. J.*). De veldtocht van prins Mauritz in 1597, 165.

HISTOIRE DE ROUMANIE.

Cantacuzène (Dr *Jean*). Les Roumains d'Autriche-Hongrie, 354.

HISTOIRE DE RUSSIE.

Almquist (*H.*). Die Czarenwahl des Jahres 1613, 328.
Arkhivnyie materialy Mouraviovskavo Mouseia, 335.
Bondarenko (*V. N.*). Otcherki finansovoï politiki cabinieta ministrov Anny Ioannovny, 331.
Casso (*L. A.*). Rossia na Dounaié i obrazovanié Bessarabskoï oblasti, 333.
Diakonov (*M. A.*). Izbranié Mikhaila Fedorovitcha na tzarstvo, 328.
Diplomatitcheskaia perepiska franzouskikh predstavitiéloï pri dvorié Ecateriny II, 332.
Gautier (*G.*). Istoria oblastnovo oupravlenia ot Petra I do Ecateriny II, t. I, 331.
— Izbranié na tzarstvo Mikhaïla Fedorovitcha, 328.
Gœtz (*L. K.*). Das russische Recht, t. IV, 326.
Haumant (*Émile*). La culture française en Russie, 1700-1900, 132.
Istoritcheskaia Svedenia o Ecaterininskoi comissii dla sotchinenia novavo oulogenia, 332.
Klioutchevski (*V.*). Istoria soslovii v Rossii, 326.
Kovalersky (*Maxime*). La Russie sociale, 380.
Kozlovski (*J. P.*). Pervyia potchty i pervyie potchtmeistery v moskovskom gossoudarstvie, 329.
Liaskoronski. Kievski Vychgorod v oudielno-vetchevoie vremia, 325.
Maximovitch (*G.*). Dieatelnost Roumiantzova-Zadounaiskago po oupravlenion Malorossiei, 332.

Mikhaïlovitch (grand-duc *Nicolas*). Les rapports diplomatiques de Lebzeltern, ministre d'Autriche à la cour de Russie, 1816-1826, 333.
Ostrovskaia (*M. A.*). Zemelnyibyt selkskago nacélénia rousskago siévéra XVI-XVII vekakh, 330.
Pokrovski (*J. P.*). Rousskia eparkii v XVI-XVII vekakh, 331.
Prissiolkov. Otcherki tserkovno-polititcheskoi istorii Kievskoi Rouci, 325.
Prokodzev. Riazanskaia goubernia v 1812 godou, 333.
Rain (*P.*). Un tsar idéologue, 333.
Rossia i Italia, t. II, 327.
Rousskaia istoritcheskaia biblioteca, t. XXIX, 330.
Sbornik Rousskavo istoritchestavo obstchestva, t. CXLIII et CXLIV, 332.
Schiemann (*Th.*). Geschichte Russlands unter Kaiser Nikolaus I, t. III, 334.
Sevreinov (*A.*). Krestianskoie diélo po pologéniou 19 février 1861 g, 335.
Soukhotine (*L.*). Narodnyia dvigenia, 1611-1612, 328.
Stachevski (*E. D.*). Otcherki po istorii tzarstvovania Mikhaïla Fedorovitcha, t. I, 328.
Struve (*P.*). Krepostnoie hoziastvo, XVIII-XIX vekakh, 332.
Uebersberger (*Hans*). Russlands Orient-politik in den letzten Jahrhunderten, t. I, 330.
Vilenski Vremennik, t. V, 333.
Zamiatine (*G. A.*). K voprossou ob izbranii Karlo-Filippa na moskovskii prestol, 328.

HISTOIRE DE SUISSE.

Barbey (*Frédéric*). Suisses hors de Suisse. Au service des rois et de la Révolution, 115.
Benzerath (*Michael*). Die Kirchenpatrone der alten Diöcese Lausanne im Mittelalter, 337.
Registres du Conseil de Genève, t. V, 168.
Zetter-Collin (*F. A.*). Ein handschriftliches Ceremonial für die französischen Ambassadoren in Solothurn, 169.

HISTOIRE D'ORIENT.

Jackson (*Th. G.*). Byzantine and romanesque architecture, 168.

HISTOIRE DE LA MUSIQUE.

Combarieu (*J.*). Histoire de la musique, t. II, 169.
Cucuel (*Georges*). Les créateurs de l'opéra-comique français, 170.
Curzon (*Henri de*). Mozart, 170.
Prunières (*Henry*). L'opéra italien en France avant Lulli, 171.

TABLE DES MATIÈRES.

ARTICLES DE FOND.

Pages

DEGERT (abbé A.). Le chapeau du cardinal de Richelieu . 225
LA VILLE DE MIRMONT (H. DE). Cn. Domitius Corbulo . . 1

MÉLANGES ET DOCUMENTS.

ANDRÉ-MICHEL (Robert). Le développement des villes dans le Comtat-Venaissin. Avignon au temps des premiers papes 289
HAUMANT (Émile). Les origines de la liberté serbe, d'après les mémoires du protopope Matia Nénadovitch. . 54
MATHIEZ (Albert). Les divisions dans les Comités de gouvernement à la veille du 9 Thermidor 70
THOMAS (Paul). Lettres de Thierry Gherbode 305

BULLETIN HISTORIQUE.

Histoire de France. XVIe et XVIIe siècles, par Henri HAUSER. 315
— Révolution, par Rod. REUSS . . 88
Histoire de Russie. Publications de l'année 1913, par G. GAUTIER 325

COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

AMBROSI (A.). Histoire des Corses et de leur civilisation (**H. Hauser**) 342
BENZERATH (Michael). Die Kirchenpatrone der alten Diöceze Lausanne im Mittelalter (**Chr. Pfister**) . . 337
CAPITAN (L.) et LORIN (Henri). Le travail en Amérique avant et après Colomb 336
ESMONIN (Edmond). La taille en Normandie au temps de Colbert (**G. Pagès**) 338
Études et documents sur la guerre (**Chr. Pfister**) . . . 348
GILLOT (Hubert). Le règne de Louis XIV et l'opinion publique en Allemagne (**Id.**) 122
GUIGNEBERT (Charles). Le problème de Jésus (**Id.**) . . . 117
GUYOT (Édouard). Le socialisme et l'évolution de l'Angleterre contemporaine (**D. Pasquet**) 130
HAUMANT (Émile). La culture française en Russie, 1700-1900 (**C. Riffaterre**). 132

[SUPPLÉMENT AU NUMÉRO DE MARS-AVRIL 1915.]

Pages

LUZZATO (Gino). Storia del commercio (**H. Hauser**). . . 124
MORÇAY (Raoul). Saint Antonin, archevêque de Florence, 1389-1459 (**E. Jordan**) 119
NOBLEMAIRE (G.). Histoire de la maison des Baux (**R. Poupardin**) 126
NOSTREDAME (Jehan DE). Les vies des plus célèbres et anciens poètes provençaux (**A. Jeanroy**) . . . 118
PASQUET (D.). Londres et les ouvriers de Londres (**C. Bouglé**) 128
SEGRÉ (Arturo). Manuale di storia del commercio (**H. Hauser**) 124
STEED (Henry Wickham). La monarchie des Habsbourg, trad. p. F. ROZ (**Louis Eisenmann**) 136
SZEKFÜ (Gyula). A számüzött Rákóczi (**Id.**). 344
WILKINSON (Spenser). Great Britain and Germany (**Ch. Bémont**) 137
WRONG (George M.). The fall of Canada (**R. de Kerallain**). 125

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

Histoire générale (P. DARMSTÆDTER, L. HALPHEN, Chr. PFISTER, Th. SCHŒLL). 140, 350
Histoire de l'Antiquité (Ch. BÉMONT, Chr. PFISTER) . . . 144, 357
Histoire d'Allemagne (Ch. BÉMONT, L. HALPHEN, Chr. PFISTER). 368
Histoire d'Alsace-Lorraine (Chr. PFISTER, Ch. SCHMIDT, Th. SCHŒLL) 155, 373
Histoire d'Autriche (Chr. PFISTER). 373
Histoire de France (E.-Ch. BABUT, Ch. BÉMONT, Alf. DREYFUS, L. HALPHEN, H. HAUSER, R. DE KERALLAIN, R. LÉVY, H. MALO, Chr. PFISTER, Rod. REUSS, Ch. SCHMIDT) 146, 358
Histoire de Grande-Bretagne (Ch. BÉMONT, L. HALPHEN, R. DE KERALLAIN, H. MALO, Chr. PFISTER) . . 158, 377
Histoire d'Espagne (Alf. MOREL-FATIO, J. RÉGNÉ) . . . 156, 374
Histoire des États-Unis (H. MALO). 158
Histoire des Pays-Bas (Alb. WADDINGTON) 164
Histoire d'Italie (J. ALAZARD, G. BOURGIN, Chr. PFISTER, R. POUPARDIN) 162, 378
Histoire d'Orient (L. BRÉHIER) 168
Histoire de Russie (Chr. PFISTER) 380
Histoire de Suisse (Chr. PFISTER) 168
Histoire de la Musique (L. HALPHEN) 169

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

ALLEMAGNE.

Pages

1. Abhandlungen d. k. Gesellschaft d. Wissenschaften zu Gœttingen 399
2. Abhandlungen d. k. Preussischen Akademie d. Wissenschaften 399
3. Annalen d. histor. Vereins f. d. Niederrhein 400
4. Annalen d. Vereins f. Nassauische Altertumskunde . 400
5. Archiv für hessische Geschichte und Altertumskunde. 401
6. Deutsche Rundschau 402
7. Göttingische gelehrte Anzeigen. 402
8. Historisches Jahrbuch 403
9. Historische Vierteljahrschrift 403
10. Mitteilungen des k. deutschen archæolog. Instituts . . 406
11. Rheinisches Museum 408
12. Zeitschrift für Kirchengeschichte 409

ALSACE.

1. Revue d'Alsace 187

AUTRICHE.

1. Mitteilungen d. Instituts f. œsterreich. Geschichtsf. . 409
2. Zeitschrift f. katholische Theologie 410

ESPAGNE.

1. Butlleti de la biblioteca de Catalunya 411
2. Estudio. Revista mensual 411
3. Estudis universitaris catalans 411

ÉTATS-UNIS.

1. American historical review (the) 188
2. Nation (the) 191, 412

FRANCE.

1. Académie des inscriptions et belles-lettres 396
2. Académie des sciences morales et politiques 396
3. Anjou historique (l') 396
4. Annales de Bretagne 396
5. Annales du Midi 397
6. Bibliothèque de l'École des chartes 381
7. Bulletin de la Sociéte archéologique de Touraine . . 179
8. Bulletin hispanique. 386
9. Bulletin italien 386
10. Comité des travaux historiques et scientifiques . . . 387

Pages
11. Correspondant (le) 174, 388
12. Études. Revue fondée par des PP. de la Cie de Jésus. 175, 389
13. Feuilles d'histoire du XVIIe au XXe siècle 381
14. Grande Revue (la) 389
15. Mémoires de l'Académie de Vaucluse. 397
16. Mémoires de la Société de l'histoire de Paris 180
17. Mémoires de la Société éduenne 180
18. Nouvelle Revue historique de droit 172
19. Nouv. archives des missions scientifiques et littéraires. 387
20. Province du Maine (la). 180
21. Révolution française (la) 382
22. Revue africaine 181, 397
23. Revue archéologique 173, 387
24. Revue critique d'histoire et de littérature 384
25. Revue de Bretagne 181
26. Revue de Gascogne. 182
27. Revue de l'Agenais 182, 398
28. Revue de l'Anjou 183
29. Revue de l'histoire des colonies françaises 173
30. Revue de l'histoire des religions 173
31. Revue de Paris (la) 175, 390
32. Revue de Saintonge et d'Aunis. 183
33. Revue des Deux Mondes 176, 391
34. Revue des études anciennes. 382
35. Revue des études historiques 383
36. Revue des études napoléoniennes 172, 383
37. Revue d'histoire de Lyon. 184, 398
38. Revue du Mois 393
39. Revue du Nord 184
40. Revue du Vivarais 184
41. Revue générale du droit 388
42. Revue historique de Bordeaux 185, 398
43. Revue historique et archéologique du Maine 177
44. Revue politique et littéraire (Revue bleue) 179, 395
45. Revue savoisienne (la). 187, 398
46. Romania 388

GRANDE-BRETAGNE.

1. Athenæum (the) 194, 413
2. British Review (the) 415
3. Edinburgh Review 198
4. English historical Review (the). 201
5. Nineteenth century and after (the). 202, 415
6. Quarterly Review 203
7. Review of histor. publications relating to Canada . . 416

Pages
8. Scottish historical Review (the). 208, 421
9. Transactions of the r. historical Society 209

HONGRIE.

1. Akadémiai Ertesitö 209
2. Történeti Szemle 210

ITALIE.

1. Archivio della Società romana di storia patria . . . 211
2. Archivio storico italiano 212
3. Archivio storico lombardo 213
4. Archivio storico per le provincie napoletane 214
5. Archivio storico per la Sicilia orientale 214
6. Archivio storico siciliano 421
7. Atti e memorie della r. Deputazione per le provincie di Romagna 215
8. Nuovo archivio veneto. 215
9. Rassegna storica del Risorgimento 421
10. Rendiconti della r. Accademia dei Lincei 422
11. Risorgimento italiano (il) 423
12. Rivista storica benedettina 423

SUISSE.

1. Bibliothèque universelle et Revue suisse 426
2. Jahrbuch für schweizerische Geschichte 428

CHRONIQUE.

États-Unis 223
France 216, 427
Grande-Bretagne. 223
Suisse. 224

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE 434

Le gérant : R. LISBONNE.

Nogent-le-Rotrou, imprimerie DAUPELEY-GOUVERNEUR.

D
1
R6
t.118

Revue historique

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY